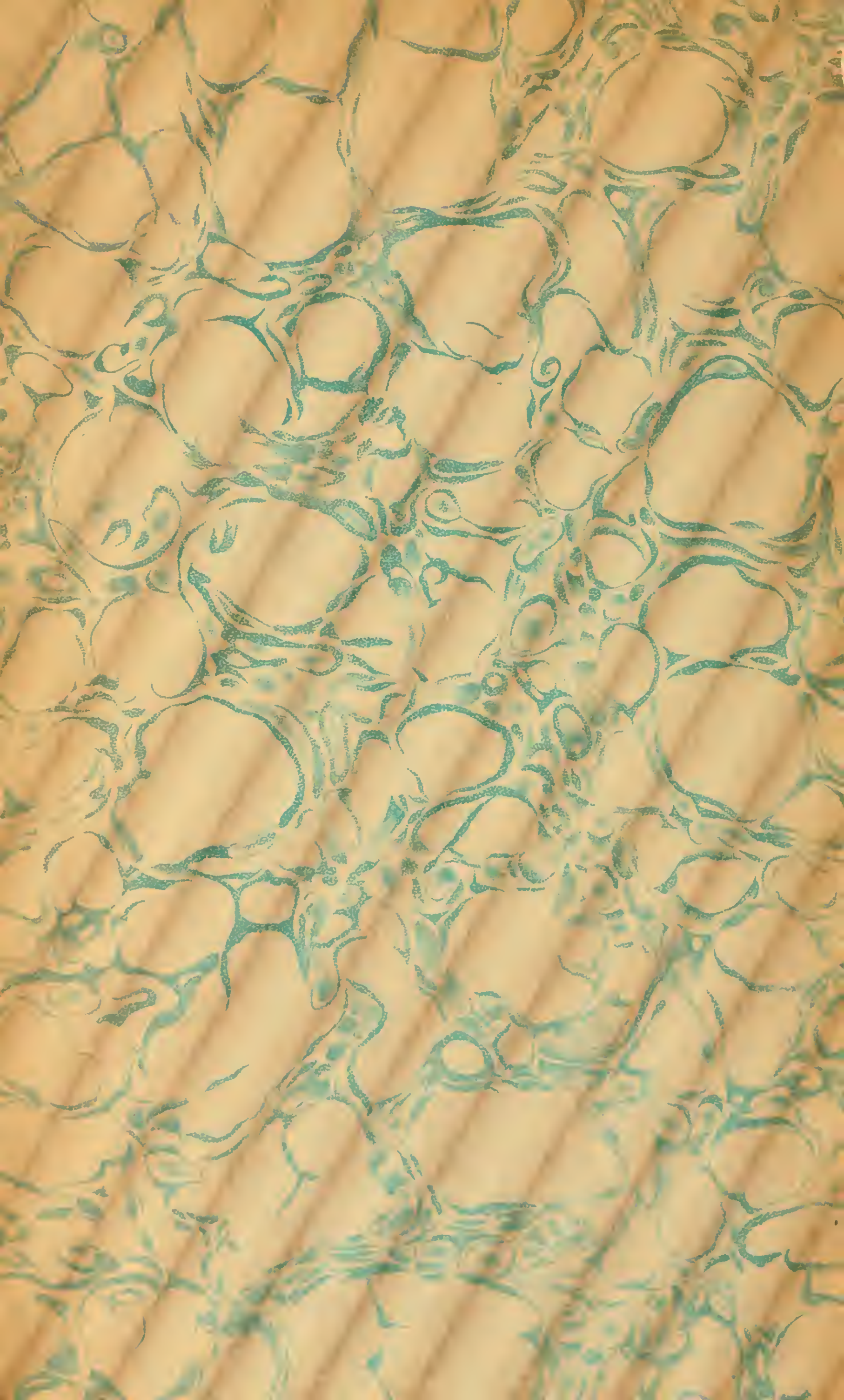

UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 01795756 4





LES ORIGINES ET LES RESPONSABILITÉS DE LA GRANDE GUERRE

○ ○ ○ PREUVES ET AVEUX ○ ○ ○

E. BOURGEOIS & G. PAGÈS

MEMBRE DE L'INSTITUT
PROFESSEUR A LA SORBONNE

INSPECTEUR GÉNÉRAL
DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

LES ORIGINES ET LES RESPONSABILITÉS DE LA GRANDE GUERRE

◦ ◦ ◦ PREUVES ET AVEUX ◦ ◦ ◦



LIBRAIRIE HACHETTE
79, Bd SAINT-GERMAIN, PARIS
—
1921

PRÉFACE

L'Allemagne, depuis sept ans, se refuse, malgré l'évidence, malgré la défaite, à reconnaître qu'elle a concerté avec l'Autriche, l'entreprise sanglante de 1914, *non pour se défendre, mais pour réaliser le dessein de soumettre l'Europe, le monde peut-être, à ses lois. Le reconnaîtra-t-elle jamais ?*

Il a fallu cent cinquante ans pour que des historiens prussiens Max Lehmann, Delbruck, se décidassent à publier les preuves de l'agression préméditée de Frédéric II contre la Saxe, au début de la guerre de Sept ans. Quelle surprise ce fut, et quel émoi parmi leurs confrères, dans le public même en Prusse! De 1763 *à* 1894, *la consigne avait été si bien observée de répéter avec le grand Frédéric, responsable d'une entreprise où sa monarchie faillit sombrer « qu'il avait été réduit à se défendre contre les vastes et dangereux desseins de la politique Saxonne », contre l'encerclement d'une coalition européenne!*

Lorsque, à son tour, Guillaume II tentait en 1914 *avec François-Joseph contre la Serbie, la Belgique, la France, l'attaque brusquée dont il escomptait le succès certain, il donnait à son peuple la même consigne de mensonge. Durera-t-elle, celle-là encore, jusqu'à l'heure lointaine où les historiens et le public allemand ne la jugeront plus nécessaire ?*

Heureusement, le miracle auquel Frédéric II, succombant sous le nombre et la force de ses ennemis, attribua en 1762 *« le salut de la maison de Brandebourg » ne s'est pas renouvelé de nos jours, quoique son petit-fils ait encore bénéficié de la défection de la Russie. Les archives de Berlin et de Vienne, dans lesquelles Guillaume II comptait bien*

ainsi que François-Joseph enfermer et garder pour longtemps le secret de leurs desseins ambitieux et de leur responsabilité, ont été ouvertes après l'effondrement de leur puissance. Elles font connaître, écrite de leur propre main, l'histoire de leur complot contre la paix du monde. Il ne faut pas laisser au temps et au peuple allemand complice du maître, le moyen d'atténuer l'effet de ces preuves qui valent des aveux. « Il en coûte trop, disait encore Frédéric II, quand il s'efforçait de tromper l'Europe de son temps et la postérité sur ses intentions, de désabuser le public une fois prévenu; si on lui laisse le temps de se fortifier dans ses préventions. »

C'est là le motif principal de l'étude que nous présentons aujourd'hui au public. Dans sa forme primitive elle date de deux ans déjà. Elle a été composée à la demande de la Commission sénatoriale d'enquête sur les faits de la guerre, que présidait M. Paul Doumer dans l'été de 1919 *et a paru dans le* Journal Officiel *du* 9 *janvier* 1921.

Mais depuis l'époque où M. le ministre des Affaires étrangères nous a rendu possible la préparation de ce travail historique, en nous laissant prendre connaissance de tous les documents conservés au Quai d'Orsay, des publications étrangères ont apporté aux historiens de nombreux et précieux éléments d'information. En juin 1919 *nous ne connaissions pas les documents recueillis et classés par Kautsky, dont le Gouvernement allemand a confié l'édition à M. de Montgelas et au professeur Schückting, et qui sont venus sur beaucoup de points préciser et confirmer nos conclusions. A cette époque, nous n'avions pu consulter non plus le volume capital de Pribram, paru plus tard : les* Traités politiques secrets de l'Autriche-Hongrie. *On sait enfin que M. le Président Poincaré, dans son Livre sur les Origines de la guerre, a versé au débat son témoignage personnel.*

Nous avons donc jugé nécessaire de compléter notre étude à l'aide de ces documents nouveaux. De ces remaniements partiels, elle ne sort pas transformée, mais consolidée.

Par contre, nous avons conservé le plan qu'il y a deux ans nous avait dicté, en quelque sorte, le Mémoire justificatif *présenté à la Conférence de la paix par la Délégation allemande. Celle-ci, après s'être efforcé de démontrer que le Gouvernement allemand n'avait pas la moindre responsabilité dans les événements qui au mois de juin et juillet ont déterminé directement la guerre, a prétendu d'ailleurs qu'il fallait rechercher les causes*

de ce grand conflit plus loin dans le passé, dans les longs efforts des gouvernements de l'Entente pour encercler l'Allemagne, préparer sa ruine et l'obliger à se défendre. Tactique habile, mais trop claire pour détourner l'attention des événements tout proches encore de 1914, *sur lesquels le doute n'est plus permis, et l'égarer dans l'histoire d'un demi-siècle, plus malaisée à éclairer. Nous ne devions, ni nous prêter à cette tactique, ni nous dérober à l'examen de ce passé où l'Allemagne prétend trouver la justification de son offensive. Nous avons donc divisé ce travail en deux parties qui ne se suivent pas dans l'ordre chronologique.*

Dans la première partie, et pour ainsi dire au premier plan, nous avons recherché à établir, d'aussi près qu'il est aujourd'hui possible, les origines immédiates du conflit, les responsabilités des puissances et des souverains qui y ont été mêlés dès le début. On trouvera à la fin de notre volume, publiées et traduites complètement pour la première fois, les annotations que l'Empereur Guillaume II jetait en marge des rapports et dépêches de ses agents : cris de colère, ou d'ambition, qui certes n'étaient pas destinés à la publicité.

Dans la seconde partie, se trouve exposée, d'après des documents nouveaux, l'histoire des rapports de la Troisième République avec l'Empire allemand (divisée en deux périodes distinctes, de 1871 *à* 1904, *puis de* 1904 *à* 1912). *De ces documents beaucoup sont insérés partiellement dans le récit. Quelques-uns, que nous avons cru de nature à éclairer les intentions de la politique française et les mérites de ses meilleurs serviteurs, ont pris place* in extenso *à la fin du volume.*

Nous pensons que de cette étude précise, les conclusions se dégageront d'elles-mêmes.

ÉMILE BOURGEOIS. GEORGES PAGÈS.

Paris, juin 1921.

LES ORIGINES ET LES RESPONSABILITÉS
DE
LA GRANDE GUERRE

PREMIÈRE PARTIE

LE CONFLIT DE 1914[1]

La guerre engagée aux mois de juillet et d'août 1914 a été presque aussitôt appelée la Grande guerre. Le nombre des puissances qui y ont pris part, ce qu'elle a coûté de vies, de souffrances et de douleurs, ce qu'elle a ruiné de chefs-d'œuvre et d'œuvres du génie et du labeur humains, l'étendue et la diversité des champs de bataille, l'importance aussi de l'enjeu, le salut du droit menacé dans le monde entier par la force brutale des hordes disciplinées, la puissance enfin des moyens de combat, constitués de toutes les ressources de l'activité et de la science humaines, l'ébranlement des sociétés, le renversement des monarchies les plus anciennes et les plus solides, la chute d'empires séculaires, la renaissance de nations meurtries, bâillonnées, dépecées, de tels spectacles ont dépassé en grandeur tragique les drames dont l'humanité avait été victime ou témoin.

1. Cette première partie a été composée et écrite par M. Émile Bourgeois, professeur à l'Université de Paris. Afin de permettre au lecteur le contrôle aisé des documents cités d'après les recueils diplomatiques qu'ont publiés les gouvernements, nous renvoyons au Recueil général que M. Joseph Reinach en a formé sous le titre : *Histoire de Douze Jours*, Paris, Alcan, 1919.

Si les hommes d'Etat ou les Souverains, au début, n'ont pu prévoir l'étendue et la durée de cette redoutable et cruelle bataille de quatre ans, tous cependant ont eu conscience de sa gravité exceptionnelle.

« N'entraîne pas l'Europe, écrivait Guillaume II au Tsar Nicolas, dans la guerre, la plus effroyable guerre qu'elle ait jamais vue, à l'affreux désastre qui menace le monde civilisé [1]. » Peut-être Guillaume exagérait-il la menace, parlant au Souverain qui, en 1897, disait à l'Europe convoquée par ses soins à la Haye : « Les armements conduiront fatalement à un cataclysme dont les horreurs font frémir à l'avance toute pensée humaine [2]. » Mais même aux Allemands formés par Bernhardi et Frobenius au culte de la guerre civilisatrice, le Kaiser tenait, le 4 août, le même langage : « De durs sacrifices d'hommes et d'argent seront demandés à la nation allemande. » Pour convaincre l'Allemagne de l'aider à prévenir le conflit, Sir Ed. Grey invitait l'Empereur et ses ministres à considérer « que la guerre serait la plus gigantesque qu'on eût jamais vue [3] », « une lutte formidable », proclamait le président Viviani [4], et l'homme d'Etat qui devait l'achever, après tant de ruines et de sacrifices pour son pays, Clemenceau, écrivait dans son journal : « Dans l'énorme partie qui s'engage, ce n'est pas la France seulement, pas plus que la Russie ou l'Angleterre, qu'il faut considérer. C'est la destinée de toute la civilisation européenne sur laquelle le sort des armes va prononcer [5]. »

Aussi est-ce unanimement que les mandataires ou les chefs des nations précipitées dans la tourmente ont déclaré, dès le mois d'août 1914, n'avoir eu aucune part de responsabilité dans le déchaînement de la catastrophe qui leur a coûté tant de larmes et de sang.

« La France, a dit M. Viviani, injustement provoquée, n'a pas voulu la guerre. Elle a tout fait pour la conjurer. Puisqu'on la lui impose, elle se défendra contre l'Allemagne. »

Le jour de Noel 1914, Guillaume II déclarait : « Dieu m'est témoin que je ne suis en aucune façon responsable.

1. Guillaume II au Tsar. Télégrammes des 29 et 31 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 320 et 435.

2. Circulaire du comte Mouravieff du 12/24 août 1898, au nom du Tsar Nicolas II.

3. Sir E. Grey à Sir E. Goschen, 27 juillet 1914. *Histoire de Douze Jours*, p. 265.

4. Discours de M. Viviani à la Chambre des Députés, 4 août 1914.

5. *L'Homme libre*, 6 août 1914.

Je n'ai pas voulu la guerre. Elle nous a été imposée [1]. » Deux ans après, son chancelier Bethmann-Hollweg répétait en 1916 [2] : « Lorsque la catastrophe a éclaté en Europe, nous n'avions qu'un but, nous défendre, tenir tête à l'ennemi, l'éloigner de nos frontières. Nous n'avons pas voulu cette guerre.... »

Le comte Tisza, pour l'Autriche-Hongrie, disait comme son Souverain : « Ce n'est pas nous qui avons provoqué cette guerre. Elle nous fut imposée. Sa durée dépendra de ceux qui l'ont provoquée [3]. »

Le 3 août, le Tsar prenait à témoin l'Europe et ses peuples : « En cette heure solennelle, je désire une fois de plus vous assurer que j'ai fait tout ce qui était en mon pouvoir pour éviter la guerre. Maintenant qu'elle m'est imposée, j'espère que l'Angleterre soutiendra la France et la Russie [4]. »

Le roi des Belges, le 5 août, s'adressait à son armée : « Sans la moindre provocation de notre part, un voisin orgueilleux de sa force a déchiré les traités portant sa signature. Il a violé les territoires de nos pères. Vaillants soldats, vous triompherez, car vous êtes la force mise au service du droit [5]. »

Les souverains serbes ne pouvaient tenir à leurs soldats héroïques un autre langage.

Au Parlement anglais, M. Asquith affirmait, au nom de son pays tout entier, que ce pays « avait tout fait pour éviter la guerre et qu'elle lui avait été imposée par une obligation non seulement légale, mais d'honneur, par le devoir de défendre les petites nationalités contre l'abus de la force matérielle [6] ».

Il n'est pas jusqu'au Sultan, jusqu'au roi de Bulgarie qui n'aient protesté de la contrainte « qui leur avait été imposée » de prendre les armes pour se défendre, l'un contre la Russie, l'autre contre les Serbes. Ferdinand Ier lançait à son peuple, le 16 octobre 1915, la déclaration suivante : « Le peuple bulgare connaît tous mes efforts pour maintenir la paix dans les Balkans. Notre perfide voisine, la Serbie, n'a pas voulu admettre la légitimité de nos revendi-

1. *Pages d'Histoire* (Paroles allemandes), Berger-Levrault, p. 122.
2. Discours résumé par le *Temps*, 8 avril 1916.
3. Discours résumé par *Le Temps*, 12 décembre 1915.
4. Manifeste du Tsar Nicolas II au peuple russe (*Ibid.*, 4 août 1914).
5. Publication officielle du Gouvernement belge : *La Neutralité de la Belgique*, p. 396-97.
6. Déclaration de M. Asquith à la Chambre des Communes (*Livre bleu anglais*, part. II, p. 97-98).

cations en Macédoine et nous a provoqués en envahissant notre territoire[1]. »

Pour déterminer ou pour maintenir l'élan des nations qu'ils appelaient aux armes, les empereurs, rois et hommes d'Etat devaient leur inspirer confiance dans la justice d'une cause qui exigea d'elles de tels sacrifices. Et tous de même, presque sans exception, leur laissaient espérer, pour prix de leurs souffrances, une paix réparatrice et durable. Si l'Histoire acceptait, à l'heure de la paix, toutes ces déclarations également, si elle n'essayait pas de rétablir les actes derrière les paroles, de démêler la réalité des intentions à travers cette masse de pièces contradictoires que les Gouvernements ont publiées pour leur défense dans leurs recueils de toute nuance, bleu, jaune, rouge, blanc, gris ou orange, elle n'aurait plus qu'à conclure à l'action fatale d'un hasard formidable. Et l'humanité serait condamnée à l'angoisse par la menace toujours présente et sans remède du retour possible de pareilles calamités. La France a particulièrement droit, pour la sécurité de son avenir, à connaître la vérité sur ce problème qui domine la paix comme il a dominé la guerre.

« Personne de vous, disait le 9 mai 1919, à Versailles, le plénipotentiaire allemand comte de Brockdorff-Rantzau, ne voudra prétendre que le malheur n'ait commencé quand l'Autriche-Hongrie fut victime d'une main assassine. » *Ein Verbrechen gegen des Deutschthum*, un crime contre le germanisme, aurait déclaré Guillaume II[2], quand il reçut la nouvelle à Kiel de l'attentat commis à Serajevo, par Gavrilo Princip, le 28 juin 1914, sur la personne de l'archiduc héritier François-Ferdinand, et de sa femme la comtesse de Hohenberg.

La France pacifique et résolue.

La France, en tout cas, n'eut pas la pensée que l'attentat pût être l'occasion d'une levée en masse des Germains contre les Slaves, et qu'elle pût avoir à prendre parti. Le ministère Viviani, nommé après les élections de juin, était aussi peu désireux de la guerre que la nation elle-même. Sans doute, ses agents à Vienne, à Berlin, signalaient la campagne, dan-

1. Publié par *Le Temps*, 17 octobre 1915.
2. Baron Beyens, p. 273.

gereuse par ses violences, de la presse autrichienne et allemande contre la Serbie, les colères voulues des milieux militaires en Autriche, en Hongrie, en Allemagne [1]. M. Viviani, le 1er juillet, disait ses inquiétudes au ministre de Serbie, M. Vesnitsch, en lui recommandant le sang-froid, le recueillement, de la part du Gouvernement aussi bien que de l'opinion publique [2]. Mais, comme les mêmes conseils étaient donnés à Belgrade par M. Sazonow et qu'ils étaient suivis [3], comme l'Empereur François-Joseph et ses ministres, le 4 et le 5 juillet, déclaraient n'accuser ni le Gouvernement, ni le peuple serbe [4], que le comte Tisza rassurait le Parlement hongrois et qu'à Vienne enfin les ministres de la Guerre partaient en congé, tout était à la paix, le 11 juillet [5]. Et le 15 juillet à minuit, le Président de la République quittait Paris pour aller avec M. Viviani rendre visite à l'Empereur Nicolas II.

Ce voyage, qui d'après un programme depuis longtemps arrêté, devait donner lieu, en septembre, à une visite du Tsar en France, ne pouvait prêter à aucun soupçon. Il était conforme au protocole de l'alliance franco-russe. Les intrigues formées par le comte Witte, avec l'appui secret de l'Allemagne et du parti réactionnaire, pour écarter le ministère Goremkine ou s'imposer à lui, pour renouer les relations de la Russie et de l'Empire allemand, inquiétaient M. Sazonow, le ministre russe des Affaires étrangères. Chacun savait l'âge de Goremkine. Il n'avait accepté le pouvoir que pour en permettre plus tard l'accès à son collègue de l'Agriculture, M. Krivocheine, homme de valeur et de travail, passionné pour une grande œuvre de constitution de la propriété paysanne. Ce fonctionnaire vieilli qu'on appelait « Son Indifférence », très attaché d'ailleurs comme tous ses collègues à l'alliance franco-russe, aurait-il l'énergie de résister aux efforts du comte Witte dont la haute valeur et les services rendus avaient failli triompher au mois de mars des répugnances

1. MM. Dumaine, de Vienne, le 2 juillet ; Paléologue, de Pétrograd, le 6 juillet ; d'Apchier Le Maugin, de Budapest, le 19 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 46, 53 et 55.

2. Le Dr Vesnitch à M. N. Pachitch, 2 et 4 juillet. *Ibid.*, p. 46 et 49.

3. Le Dr Spalaïkovitch, de Pétrograd, à M. Pachitch, 4 juillet. *Ibid.*, p. 49.

4. Messages et lettre de François-Joseph à son peuple et à ses ministres, 1er et 4 juillet 1914.

5. D'Apchier Le Maugin, de Budapest, à M. Viviani, 11 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 55 et 56.

du Tsar à le rappeler? Le voyage du Président de la République et du ministre français, leurs entretiens avec le Souverain qui demeurait seul maître du choix de ses collaborateurs, constitués non en Cabinet mais en simple collège consultatif, sans cohésion ni solidarité, pouvaient avoir à ce moment une portée particulière ; mais cette portée ne dépassait pas la limite d'une mesure conservatoire. La démarche n'avait. pas plus que l'alliance elle-même, un caractère agressif.

Il est vrai qu'on annonça bientôt l'intention de M. Poincaré de s'arrêter à Stockholm, à Christiania, à Copenhague[1]. Mais cette initiative n'était point nouvelle. Le voyage de M. Fallières à Pétrograd, en 1908, avait donné lieu aux mêmes visites, et personne, ni en Allemagne, ni en Europe, ne s'en était ému. Et cette fois, loin d'être une menace pour la paix, la présence du Président de la République à Stockholm pouvait la garantir en dissipant, entre la Russie et la Suède, certains malentendus exploités par les Allemands.

Les ministres de Nicolas II, et Krivocheine surtout, animés d'un nationalisme très ardent qui ne ménageait même pas les intérêts français en Russie, poussaient sans réserve à la russification de la Finlande commencée par Alexandre III. Pour triompher de la résistance des Finlandais, ils multipliaient les mesures militaires : garnisons nombreuses, citadelles sur le golfe, batteries de mer et de terre, qui semblaient autant de menaces pour la Suède elle-même. Ces mesures avaient déterminé dans le pays suédois un mouvement nationaliste, qu'excitait la propagande allemande, dirigée par Sven Hedin. Le Roi s'y était rallié, avait décidé une grande réorganisation militaire à l'étude sans doute depuis dix ans, mais suspecte aux Russes comme une menace sournoise de l'Allemagne. Des feuilles de Berlin n'hésitaient pas à parler

1. Les dates à peu près exactes du voyage du Président ont été ainsi communiquées le 20 juillet par l'Amirauté au Gouvernement allemand (*Documents allemands de la guerre*, I, p. 121).

Le 15 juillet, embarquement sur la *France*.

Arrivée			Départ.	
		Cherbourg	15 juillet,	7 h. soir.
20 juillet,	2 h. du soir.	Kronstadt	23 —	10 h. soir.
25 —	10 h. 30 matin.	Stockholm	25 —	soir.
27 —	1 h. du soir.	Copenhague	28 —	après-midi.
29 —	10 h. 30 matin.	Christiania	29 —	dans la nuit.
31 —	4 h. du soir.	Dunkerque		

d'une alliance des nations du Nord avec l'Empire germanique, « qui fermerait la Baltique aux Russes ». Ces propos et ces craintes, par contre-coup, déterminaient la Russie à exagérer à Stockholm ses manœuvres d'espionnage, à renforcer ses garnisons à Uleaborg, en face de la forteresse suédoise de Baden.

« Une parole d'apaisement du Président de la République s'arrêtant à Stockholm au retour de Pétrograd, qu'il apporterait de la part du Tsar à la Suède, pouvait la rassurer sur les besoins de la Russie et la ramener à un plus juste sentiment de ses intérêts nationaux. Le Gouvernement russe a déjà donné son adhésion à cette suggestion. Plus les assurances que le Président recevra pendant son séjour seront explicites à ce sujet et de nature à satisfaire le Gouvernement suédois, plus on sera fondé à espérer une détente entre les deux pays qui permettra d'éviter les frictions dangereuses. Notre alliance retrouverait ainsi une liberté d'action nécessaire et de nature à décourager les efforts de ceux qui tenteraient de troubler la paix générale. » Tel était, nettement défini par un de nos diplomates[1], l'objet précis de l'action française à Stockholm, au mois de juillet 1914.

La bonne volonté du Tsar Nicolas, la franchise de nos intentions donnèrent à la Suède la « conviction que le Gouvernement de la République considérait bien la question de défense nationale en Suède comme une question intérieure à ce pays, déterminée par le seul souci de sa sûreté, et que la France voyait avec sympathie la Suède, par des armements d'ailleurs modérés, se mettre en mesure de défendre éventuellement sa neutralité[2]. »

C'était donc à une tâche pacifique, nullement à une manœuvre d'encerclement contre l'Allemagne, que le Président de la République s'appliquait avec succès, lorsqu'il fut brusquement rappelé de Stockholm, le 25 juillet, à 9 h. 30 du soir. Etait-ce pour travailler à la paix que le Kaiser quittait le même jour, à 6 heures, le fjord de Sogne en Norvège[3], hâtant son retour à Kiel, sans même s'arrêter à Bergen?

1. M. Thiebault, ministre de France à Stockholm aux Affaires étrangères 10 juillet (*Documents Inédits*). Notre récit se trouve confirmé de tous points par la relation que M. Poincaré a donnée de ses entretiens avec le tsar Nicolas particulièrement le 21 juillet (*Revue de la Semaine*, nº 10, p. 137) : « C'est de la Suède qu'on a surtout parlé (p. 141). »

2. *Documents inédits* et *Stockholm's Dagblad*, 25 juillet 1914.

3. M. Chevalley, ministre à Christiania, à M. Bienvenu-Martin, 26 juillet,

L'escadre française ramenait M. Viviani à Dunkerque, en hâte. Elle quitta Karlskrona, le 26 juillet à 3 heures ; et Waxholm le 27, à 2 heures du matin. L'Empereur d'Allemagne suspendait sa croisière à l'heure précise où l'Autriche rompait les relations diplomatiques avec la Serbie. Ce fut ce geste du Souverain qui parut un signal aux hommes d'Etat français.

Car, bien que l'ultimatum austro-hongrois eût été déjà remis à Belgrade le 23 juillet à 6 heures du soir, il ne fut connu à Pétrograd qu'après le départ du Président de la République. Le 24 à 1 heure du matin, M. Viviani, qui avait quitté Cronstadt le 23 à 9 h. 30 du soir [1] l'ignorant absolument, télégraphiait, de Reval, au collègue qui le remplaçait au Quai d'Orsay, M. Bienvenu-Martin :

Au cours de mes entretiens avec le ministre des Affaires étrangères russe, nous avons été amenés à envisager les dangers qui pourraient résulter d'une démarche éventuelle de l'Autriche-Hongrie à l'égard de la Serbie, relativement à l'attentat dont a été victime l'archiduc héritier. Nous sommes tombés d'accord pour penser qu'il convenait de ne rien négliger pour prévenir une demande d'explications ou quelque mise en demeure qui équivaudrait à une intervention dans les affaires intérieures de la Serbie et que celle-ci pourrait considérer comme une atteinte à sa souveraineté et à son indépendance.

En conséquence, nous avons estimé qu'il y avait lieu, dans une conversation amicale avec le comte Berchtold, de lui donner des conseils de modération [2] propres à lui faire comprendre combien serait mal inspirée une intervention à Belgrade où l'on pourrait voir une menace de la part du Cabinet de Vienne.

L'ambassadeur d'Angleterre, mis au courant par M. Sazonow,

1 h. 50 (*Documents Inédits*). L'amirauté allemande informait le gouvernement allemand le 20 juillet que le yacht impérial, s'il ne s'arrêtait à Bergen que le moins possible pour faire du charbon, pouvait arriver à Kiel en quarante-huit heures (*Documents de la guerre*, I, p. 121).

1. « A quelle heure est fixée pour jeudi le départ du Président Poincaré de Cronstadt, demandait M. de Jagow au comte Pourtalès le 21 juillet, qui répondait le 22 « *pour jeudi onze heures du soir* ». « Mais alors, télégraphiait anxieux M. de Jagow, si la démarche à Belgrade a lieu demain 23 à cinq heures de l'après-midi, le Président la connaîtra en Russie » (*Documents de la guerre*, p. 118, 130, 132).

2. Si l'on s'en rapporte aux documents allemands, le Président Poincaré recevant les ambassadeurs à Pétrograd, aurait déjà agi le 22 juillet dans une entrevue avec le comte Szapary, ambassadeur d'Autriche, lui faisant remarquer que la Serbie avait des amis qui ne la laisseraient pas dans l'embarras. M. de Tschirsky appelait cela un « essai d'intimidation » (*Documents allemands de la guerre*, I, p. 151-152). Le Président Poincaré a donné une relation de cet entretien toute différente (*Revue de la Semaine*, n° 10, p. 140).

a exprimé l'idée que son Gouvernement se joindrait sans doute à une démarche tendant à écarter un danger qui pourrait menacer la paix générale et a télégraphié dans ce sens à son Gouvernement. M. Sazonow a adressé des instructions à cet effet à M. Schebeko.

Sans qu'il s'agisse ici d'une action collective ou concertée des représentants de la Triple Entente à Vienne, je vous prie de vous entretenir de la question avec les ambassadeurs de Russie et d'Angleterre et de vous entendre avec eux sur le meilleur moyen, pour chacun de vous, de faire entendre sans retard au comte Berchtold les conseils de modération que nous paraît réclamer la situation présente.

J'ajoute qu'il y aurait lieu de prier M. Paul Cambon de faire valoir auprès de Sir Ed. Grey l'utilité de cette démarche et d'appuyer la suggestion que l'ambassadeur d'Angleterre en Russie a dû présenter à cet effet au Foreign-Office. Le comte Benckendorff est chargé de faire une recommandation analogue [1].

Quand ces instructions destinées à notre ambassadeur à Vienne arrivèrent à Paris, l'ultimatum austro-hongrois y était connu par la presse et se répandait, le 24 au matin, dans toute l'Europe. On le soupçonnait dans toutes les chancelleries depuis le 20 juillet. A peine le Gouvernement français, éloigné de Paris, en avait-il pressenti la gravité, qu'il mettait en mouvement, de Pétrograd, son action diplomatique et celle de ses alliés pour l'arrêter, s'il en était temps encore. Désirant la paix, il n'avait pas cru à la guerre. Il n'y voulait pas croire et s'employait à suspendre les menaces de l'Autriche, le jour même où, suivant les mesures concertées à Vienne, l'Empereur rappelait son ministre de Belgrade.

A ce premier effort condamné d'avance par le court délai que l'Autriche laissa à l'Europe entre la remise de sa note et le rappel de son ministre, succédèrent immédiatement, pendant les cinq jours nécessaires au voyage de M. Viviani, du 25 au 29 juillet, les efforts désespérés de M. Bienvenu-Martin pour prévenir le conflit armé de l'Autriche et de la Serbie. D'une part, le nouveau ministre de France en Serbie, M. Boppe, arrivait à Belgrade le 25 juillet pour conseiller au Gouvernement serbe toutes les concessions compatibles avec sa dignité. Les mêmes conseils étaient donnés, du Quai

1. *Histoire de Douze Jours*, p. 103 et 104. D'après la relation de M. Poincaré (*Revue de la Semaine*, nº 10, p. 144), ce fut le 24 dans la matinée que M. Viviani eut connaissance de la note autrichienne par une dépêche reçue à bord de la *France*, de M. Paléologue. Le ministre télégraphia à Londres et à Saint-Pétersbourg pour que la Serbie fît les concessions nécessaires et obtînt un délai.

d'Orsay, dès le 24 juillet, à M. Vesnitch, ministre de Serbie. Ils étaient appuyés à Belgrade par les ministres d'Angleterre et de Russie. Le représentant de l'Autriche à Paris a lui-même reconnu dans la dépêche suivante l'action pacifique du Cabinet français sur les Serbes. « Par l'entremise du ministre de Serbie à Paris, on a déjà conseillé au Gouvernement serbe de faire toutes les concessions possibles, toutefois avec la restriction suivante : « dans la mesure où il « ne serait pas porté atteinte aux droits de souveraineté de « la Serbie[1]. » Calmer les colères légitimes des patriotes serbes, c'était bien. L'essentiel était d'arrêter l'Autriche.

Le moyen qui paraissait tout indiqué était de faire agir à Vienne la diplomatie allemande. « Aucun de nous, disait Sir Ed. Grey au prince Lichnowsky, le 24 juillet, ne pourrait influencer l'Autriche, à moins que l'Allemagne ne proposât, et ne participât dans cette démarche à Vienne[2]. » Le Gouvernement allemand déclara, le jour même où l'ultimatum autrichien fut lancé, qu'il ne le connaissait pas.

S'il était réellement surpris comme il le prétendit, la meilleure preuve qu'il pût fournir de sa non-complicité était de s'unir aux puissances pour éteindre l'incendie. M. Bienvenu-Martin a vivement insisté, en ce sens, auprès de M. de Schœn, qu'il a reçu le 24 juillet dans l'après-midi ; M. Jules Cambon à Berlin auprès de M. de Jagow, qu'il est allé trouver le même jour pour lui dire « sa surprise de voir l'Allemagne s'engager à soutenir des prétentions dont elle ignorait la limite et la portée[3] ». Tout de suite, en effet, l'action pacifique de la France auprès du Gouvernement allemand s'est heurtée au mot d'ordre formel donné par le Chancelier, dès le 23 juillet, à tous ses agents. « Il s'agit dans cette affaire d'une question qui doit se régler entre l'Autriche et la Serbie, et que toutes les puissances doivent énergiquement s'efforcer de limiter aux deux pays directement en cause[4]. » Mot d'ordre impérieux qui, dans un autre langage que celui des formes diplomatiques, se fût traduit par « Mêlez-vous de ce qui vous regarde, ou gare ». Car le Chancelier ajoutait : « Toute intervention

1. Le comte Szécsen, de Paris, au comte Berchtold, 24 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 128.

2. Sir E. Grey à Sir H. Rumbold, 24 juillet. *Ibid.*, p. 137-138.

3. M. Bienvenu-Martin à M. Viviani ; M. Jules Cambon à M. Bienvenu-Martin, 24 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 129-132 ; p. 125.

4. Le Chancelier de l'Empire allemand aux ambassadeurs, 23 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 96.

d'une autre puissance, par suite des diverses obligations imposées par les alliances, entraînerait des conséquences incalculables. C'est à la Russie de décider si une guerre européenne aura lieu, auquel cas elle en prendra toute la responsabilité. » Aux démarches pacifiques du Cabinet français, le Gouvernement allemand répondait nettement par une menace dirigée contre la Russie. C'était déjà comme un ultimatum indirect dont on chargeait la France, pour la compromettre, à Pétrograd.

Dans une dépêche du 27 juillet, M. Bienvenu-Martin fit connaître de Paris à M. Viviani, qui la reçut en cours de route par Copenhague, les procédés à la fois inquiétants et sournois opposés par la diplomatie allemande à ses tentatives d'apaisement. Il lui disait :

M. de Schœn a adressé une lettre particulière au Directeur politique, sous prétexte de résumer son entretien avec moi. « Notez bien la phrase, lui dit-il, sur la solidarité des sentiments pacifiques, ce n'est pas une phrase banale, mais la sincère expression de la réalité. »

Le résumé joint à la lettre était ainsi conçu :

Le Cabinet de Vienne a fait formellement et officiellement déclarer à celui de Saint-Pétersbourg, qu'il ne poursuit aucune acquisition territoriale en Serbie et qu'il ne veut point porter atteinte à l'intégrité du royaume. Sa seule intention est celle d'assurer sa tranquillité. En ce moment, la décision, si une guerre européenne doit éclater, dépend uniquement de la Russie. Le Gouvernement allemand a la ferme *confiance que le Gouvernement français, dans l'ardent désir que la paix européenne puisse être maintenue*, usera de toute son influence dans un esprit apaisant auprès du Cabinet de Saint-Pétersbourg.

Je vous ai fait connaître, ajoutait M. Bienvenu-Martin, la réponse qui avait été faite. La lettre de M. de Schœn est susceptible de diverses interprétations. La plus vraisemblable est qu'elle tend, comme sa démarche même, à chercher à compromettre la France au regard de la Russie, quitte, en cas d'échec, à rejeter sur la Russie et sur la France la responsabilité d'une guerre éventuelle, enfin, à masquer par des assurances pacifiques non écoutées, une action militaire de l'Autriche en Serbie, destinée à compléter le succès autrichien [1].

Si le piège éventé par notre diplomatie imposait à la France l'obligation de suspendre ses démarches pacifiques

1. M. Bienvenu-Martin à M. Viviani et aux ambassadeurs de France, 27 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 248.

auprès de l'Allemagne, l'abus que M. de Schœn entendait faire de cette bonne volonté et son langage même témoignent en faveur de cette bonne volonté qui fut, dans ces heures décisives, entière et entièrement désintéressée. Le lendemain, comme le prévoyait M. Bienvenu-Martin, l'Autriche-Hongrie déclarait la guerre aux Serbes (28 juillet), et dans la nuit même les monitors autrichiens du Danube et de la Save bombardaient Belgrade.

Cependant, comme le 27 juillet, Sir Ed. Grey prenait l'initiative de proposer aux Cabinets de Berlin, Paris et Rome une action commune pour maintenir la paix dans le cas où les rapports se tendraient entre la Russie et l'Autriche, M. Viviani se déclara prêt, le 28 juillet, à donner à ses représentants des instructions dans le sens suggéré par l'Angleterre [1]. L'Allemagne se déroba immédiatement à cette *conférence* de Londres, malgré la pression exercée par M. Jules Cambon sur M. de Jagow à Berlin. Le regret de notre ministre fut si grand qu'il conseilla aussitôt au Gouvernement français de demander à Sir Ed. Grey de renouveler sa proposition sous une autre forme, de telle façon que l'Allemagne n'eût pas de prétextes pour refuser de s'y associer et prît ses responsabilités aux yeux de l'Angleterre [2].

Si l'honneur revient à Sir Ed. Grey d'avoir tenté le 29 juillet une nouvelle démarche, en demandant à l'Allemagne « n'importe quel moyen qui permît aux quatre puissances de combiner leurs influences pour empêcher la guerre entre l'Autriche et la Russie », faut-il négliger de rappeler que la suggestion vint, dès le 27 juillet, de notre ambassadeur à Berlin, et que la première dépêche signée de M. Viviani, à son retour au Quai d'Orsay, le 29 juillet, était ainsi conçue [3] :

A M. Paul Cambon.

Je vous serai obligé de prier Sir Ed. Grey de bien vouloir reprendre, le plus tôt possible, à Berlin, sous la forme qu'il jugera la plus efficace, sa proposition de médiation des quatre puissances, qui avait obtenu l'adhésion de principe du Gouvernement allemand.

1. Note communiquée par M. Paul Cambon au Gouvernement anglais, 29 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 253.
2. Lettre de M. Jules Cambon à M. Bienvenu-Martin, 27 juillet. *Ibid.*, p. 259-260.
3. M. Viviani à M. Paul Cambon ; Sir F. Bertie à Sir E. Grey. *Ibid.* p. 350-351.

Le Gouvernement russe a dû, de son côté, faire exprimer directement le même désir au Gouvernement anglais.

On sait que ce même jour, l'Empereur d'Allemagne chargeait son ambassadeur à Pétrograd d'une sommation : « Un développement ultérieur des mesures militaires russes obligerait l'Allemagne à des mesures analogues, et ces mesures signifieraient la guerre (*dies würde den Krieg bedeuten*)[1]. » Désormais les pourparlers continueront encore pendant deux jours, mêlés aux bruits de mobilisation en Autriche, en Russie, en Allemagne. Un cliquetis d'armes déjà tout proche, dont l'Allemagne a la première donné le signal, interrompt de plus en plus les conversations des diplomates. Les Empires centraux parlent de guerre. Jusqu'au 30 juillet, la France a parlé de paix, se rattachant au moindre symptôme favorable. Aussi M. Viviani, recevant l'ambassadeur d'Autriche à la fin de la journée du 30, disait le lendemain : « Il a convenu encore que le gain du temps était un facteur considérable en faveur de la paix[2] .»

Ce fut alors et quelques heures après, le 31 juillet à 7 heures du soir, que se produisit l'étrange sommation dont le Gouvernement allemand avait chargé son envoyé à Paris, M. de Schœn. « Le baron de Schœn m'a demandé, en terminant, au nom de son Gouvernement, quelle serait, en cas de conflit entre l'Allemagne et la Russie, l'attitude de la France. Il m'a dit qu'il viendrait prendre ma réponse demain samedi à 1 heure[3]. » L'Autriche, à la Serbie, avait donné quarante-huit heures pour décider de la paix ou de la guerre. L'Allemagne à la France donnait moins encore, treize heures. On parlait haut et bref, alors, à Vienne et à Berlin.

A cette question, M. Viviani réservait une réponse digne de la nation : « Je me bornerai à lui dire que la France s'inspirera de ses intérêts. Le Gouvernement de la République ne doit en effet compte de ses intentions qu'à son alliée. » Depuis huit jours, le Gouvernement français avait fourni assez de preuves de son attachement obstiné à la paix menacée, pour ne pas se résoudre au sacrifice d'une alliance qui, n'ayant

1. Démarche connue par une dépêche du comte Szögyény, de Berlin, au comte Berchtold, et par un télégramme de M. Paléologue, de Pétrograd, 29 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 361-363.

2. Télégramme de M. Viviani aux Ambassadeurs de France, 31 juillet. *Ibid.*, p. 420.

3. M. Viviani à M. Paléologue, 31 juillet.

jamais été ni agressive ni provocante, constituait la sûreté, et engageait la parole de la nation.

A quoi d'ailleurs eût servi ce sacrifice? A l'affaiblir en la déshonorant. M. Pichon, le 1er mars 1918, a publié un témoignage décisif, les instructions secrètes données à M. de Schœn par ses chefs, le 31 juillet : « Si le Gouvernement français déclare rester neutre, Votre Excellence voudra bien lui déclarer que nous devons, comme garantie pour cette neutralité, exiger la remise des forteresses de Toul et de Verdun, que nous occuperions et restituerions après achèvement de la guerre avec la Russie. La réponse à cette dernière question doit être ici avant samedi après midi, 4 heures[1]. » Précaution dont l'insolence, en vérité, égale tellement la naïveté, qu'on s'est demandé si l'insulte n'était pas calculée pour obliger la France indignée à la guerre.

Il faut surtout en tirer la preuve, fournie par la diplomatie allemande elle-même, des desseins résolument pacifiques du ministère français. Ce ministère, on l'a cru à Berlin pacifique à ce point, qu'on a escompté sa neutralité, et que, la croyant à la rigueur possible, on a voulu, si on l'obtenait, s'en procurer la garantie. C'est l'explication la plus simple. Si les instructions du Chancelier allemand ne font pas honneur à sa clairvoyance, l'erreur qu'il a commise le 31 juillet fait ressortir la vérité dont il a abusé. Cette vérité, bien connue du Gouvernement allemand, était que la France ne voulait pas la guerre.

Obligé de l'accepter et de s'y préparer, le Gouvernement français ne voulut même pas porter devant l'Histoire la responsabilité du premier choc. On connaît aujourd'hui, par les déclarations de M. Viviani, l'ordre donné, le 30 juillet, aux troupes de couverture de ne pas dépasser une ligne distante de dix kilomètres de la frontière[2]. La Chancellerie allemande répondit à la démarche française par des accusations mensongères qu'elle s'en fut porter à Londres le 2 août, et que le roi d'Angleterre nous fit connaître par son ambas-

1. Lecture faite à la Sorbonne par M. Stéphen Pichon le 1er mars 1918. Le texte authentique a été publié depuis dans les *Documents allemands de la guerre*, n° 491 : Post-scriptum *secret*. Une seule incidente doit être ajoutée au début : « *Si, comme il n'y a pas lieu de le supposer.* »

2. M. R. Viviani à M. Paul Cambon, 31 juillet, 12 h. 30. « Nos avant-postes sont en retrait à 10 kilomètres de la frontière. Les populations ainsi abandonnées à l'attaque de l'armée adverse protestent, mais le Gouvernement tient à montrer à l'opinion et au Gouvernement en Angleterre que l'agresseur ne sera en aucun cas la France. » (*Documents Inédits.*)

sadeur. Elle reprochait à une patrouille de cavalerie française d'avoir franchi la frontière près de Vieux-Montreux, et à l'infanterie française d'avoir pénétré en Alsace et ouvert le feu. Or, il n'y avait pas encore de cavalerie française, le 1er août, dans la région de Montreux ; l'infanterie française avait observé l'ordre reçu le 30 juillet et n'avait fait aucun mouvement [1]. En revanche, le territoire français était violé le 2 août par les troupes allemandes : elles s'avançaient sur Longwy; d'autres essayaient d'occuper Cirey, à dix lieues de Lunéville; une patrouille avait ouvert la fusillade sur le poste français de Delle. Lunéville était bombardée par avions, et le Luxembourg neutre envahi [2]. Le soir de cette journée où ces actes d'hostilité incontestables précédèrent de vingt-quatre heures la déclaration de guerre apportée au Quai d'Orsay par M. de Schœn, les commandants français des troupes de couverture recevaient du général en chef, à 17 h. 30, l'ordre suivant :

Il résulte des renseignements reçus que les Allemands ont violé le territoire français sur trois points.

Dans ces conditions, l'interdiction de dépasser vers l'Est la ligne indiquée par le télégramme le 30 juillet et distante d'environ dix kilomètres de la frontière est levée.

Cependant pour des raisons nationales d'ordre moral et des raisons impérieuses d'ordre diplomatique, il est indispensable de laisser aux Allemands l'entière responsabilité des hostilités.

En conséquence, et jusqu'à nouvel ordre, la couverture se bornera à rejeter au delà de la frontière toute troupe assaillante sans la poursuivre plus loin, et sans entrer sur le territoire adverse [3].

Un tel ordre ne justifie-t-il pas les termes du message adressé par le Président de la République française à la Nation, le 1er août :

Le Gouvernement vient de prendre les décrets qu'impose la situation. La mobilisation n'est pas la guerre ; dans les circonstances présentes, elle apparaît au contraire comme le meilleur moyen d'assurer la paix dans l'honneur. Jusqu'à la dernière heure, la France pacifique et résolue s'efforcera de prévenir le

1. Note de sir F. Bertie au Gouvernement français, avec réponse de l'état-major français, du 2 août. (*Documents Inédits.*)

2. Télégramme du Directeur politique du ministère français des Affaires étrangères, 2 août, 15 h. 30. (*Inédit.*)

3. Message, signé Joffre, téléphoné par le Grand Quartier Général aux commandants des secteurs de couverture (Généraux commandant les 2e, 6e, 7e, 20e et 21e corps), 2 août, 17 h. 30. (*Inédit.*)

combat qu'elle n'a ni préparé, ni voulu. Son Gouvernement, fort de son ardent désir d'aboutir à une solution pacifique de la crise, à l'abri des précautions nécessaires, continuera ses efforts diplomatiques et il espère réussir.

Même quand l'attaque allemande eut été déclanchée le lendemain, le Président et ses ministres imposèrent aux armées de la Nation et du droit l'attente suprême.

La Russie pacifique et armée.

Dans sa défense de l'Allemagne présentée en 1919 aux Conférences de la paix, le comte de Brockdorff a reproduit encore l'argument principal par lequel l'Empereur et le Chancelier entraînèrent le peuple allemand à la guerre et se justifiaient déjà de commencer le combat : « La mobilisation russe enleva aux hommes politiques le moyen d'éviter que la solution du conflit ne fût livrée aux mains des militaires [1]. » Dans son message au Reichstag du 4 août, Guillaume a déclaré qu'à la veille d'être attaqué par les Russes, il était forcé de tirer l'épée, de faire la guerre pour la défense de l'Empire et de « notre existence nationale ». Le mémoire présenté aux Députés par M. de Bethmann-Hollweg et son discours du 4 août n'ont été composés par sa Chancellerie que pour établir cette conclusion : « Alors que l'Allemagne, son Empereur, sa diplomatie travaillaient à maintenir la paix, la Russie avait décidé le matin du 31 juillet la mobilisation de toutes ses forces, ouvertement dirigée contre l'empire germanique, et, le soir, refusé de la suspendre. C'est la Russie qui a commencé la guerre contre nous. » La France ayant refusé de s'engager à ne point soutenir cette agression injustifiée en devenait complice. L'Allemagne l'attaquait pour se défendre [2].

Accoutumés à croire sur parole leur Gouvernement, les Allemands ont unanimement accepté ce motif de l'appel aux armes que leur Empereur leur adressa dès le 2 août. Les réservistes qui répondaient à cet appel avec enthousiasme, ne doutant ni de la justice ni du succès de leur cause,

1. Mémoire lu à la Conférence de la paix à Versailles par les délégués allemands.

2. Le *Mémoire* dans le *Livre blanc allemand* ; le discours dans *J'accuse* (traduction française 1915, annexes, p. 282).

le peuple à Berlin et dans toutes les grandes villes se préparaient à donner aux Russes la leçon qu'ils méritaient [1]. La presse allemande disposait l'Europe par ses télégrammes, strictement censurés, à rejeter sur l'entourage du Tsar la responsabilité de la catastrophe. « Les nouvelles de Berlin, écrivait notre ministre en Norvège, représentent la Russie comme ayant profité pour mobiliser, de la médiation que l'Empereur d'Allemagne tentait à Vienne sur la demande personnelle du Tsar. Rien en sens contraire ne vient de Pétersbourg. La préparation de l'opinion publique s'accomplit donc en faveur de l'Allemagne [2]. »

Guerre imposée, inévitable, guerre sainte presque, du germanisme menacé par les Slaves, cela a été le thème impérial, le thème national au delà du Rhin, dont le Dr Hellferich a cru fournir toutes les preuves pour servir le Kaiser et son peuple, dans son livre sur *Les Origines de la guerre mondiale à la lumière des publications de l'Entente.* Pour les Allemands, encore aujourd'hui, il n'y a aucun doute sur la cause immédiate de la guerre mondiale. Cette cause fut, le 31 juillet à la pointe du jour, la mobilisation générale des armées russes de terre et de mer, ordonnée par le Tsar ; puis le refus de la Russie de rapporter cette mesure comme l'exigeait l'Allemagne.

L'attitude du Gouvernement russe, au lendemain de l'attentat de Serajevo, fut celle des autres gouvernements européens, à la fin du mois de juin, toute de réprobation et de regrets officiellement exprimés à Vienne, mais aussi de confiance dans le maintien de la paix. L'ambassadeur du Tsar à Vienne, M. Schebeko, prit son congé. L'envoyé russe à Belgrade, panslaviste notoire et parfois imprudent, M. de Hartwig, mourut au début de juillet. La presse viennoise prétendit que ses funérailles avaient donné lieu à des manifestations d'étudiants serbes contre l'Autriche. La nouvelle était tendancieuse et fut démentie [3]. M. Sazonow, dès le 4 juillet, avait recommandé le calme à l'opinion publique

1. Le mot d'ordre avait été donné à la presse allemande *depuis le 24 février* 1914. La campagne commença, par un article d'un correspondant de la *Gazette de Cologne* qui fut le signal d'une série d'autres articles et de polémiques avec la presse russe (voir des extraits importants dans le livre du Dr Nippold, traduit par M. Albert Milhaud, Payot, 1920, p. 344 et suivantes).

2. M. Chevalley à M. Viviani. Christiania, 1er août, 14 h. 40. (*Inédit.*)

3. M. Pachitch à toutes les légations royales, Belgrade, 14 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 58.

en Serbie comme essentiel[1]. Le 18 juillet, sachant qu'on pouvait accuser la Russie de pousser les Serbes à la résistance, il disait à l'envoyé anglais, Sir G. Buchanan : « Le seul désir de la Russie, c'est la paix. Elle ne nourrit aucun dessein agressif contre qui que ce soit. Elle ne désire consacrer tous ses efforts qu'au développement de ses ressources intérieures et à la construction de ses chemins de fer[2]. » Ce ministre était fort opposé, par caractère et par doctrine, à toute manifestation, à toute mesure capables de troubler la paix. Certains de ses collègues, qui avaient pour l'Allemagne une aversion mêlée de crainte, tels Krivocheine et Freedericzk, lui reprochaient même un excès de prudence, et le Tsar le maintenait au pouvoir, après avoir éloigné Iswolsky, parce qu'il le jugeait capable de pratiquer l'alliance franco-russe de façon nettement conciliante envers toute l'Europe.

Dès que la nouvelle parvint à Pétrograd de la démarche de l'Autriche contre les Serbes, le 24 juillet, la première pensée du Gouvernement russe, qui avait pris conseil des ambassadeurs français et anglais, fut d'obtenir de l'Autriche un délai dans l'exécution de son ultimatum. Et le texte de sa proposition contenait une promesse de procurer satisfaction à l'Autriche, si les Serbes étaient en faute.

Saint-Pétersbourg, 24 *juillet* 1914.

Au Prince Koudachow.

La communication du Gouvernement austro-hongrois, le lendemain de la présentation de l'ultimatum à Belgrade, ne laisse aux puissances qu'un délai tout à fait insuffisant pour entreprendre quoi que ce soit d'utile pour l'apaisement des difficultés surgies. Pour prévenir les conséquences incalculables et également néfastes pour toutes les puissances qui peuvent suivre le mode d'action du Gouvernement austro-hongrois, il nous paraît indispensable qu'avant tout, le délai donné à la Serbie pour répondre soit prolongé. L'Autriche-Hongrie se déclarant disposée à informer les puissances des données de l'enquête sur laquelle le Gouvernement impérial et royal base ses accusations, devrait leur donner également le temps de s'en rendre compte. En ce cas, si les puissances se convainquaient du bien-fondé de certaines des exigences autri-

1. Le Dr Spalaikovitch à M. Pachitch, 4 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 49.
2. Télégramme de Sir G. Buchanan à Sir E. Grey, 18 juillet. Oman, *The outbreak of the war*, 1919, p. 13.

chiennes, elles se trouveraient en mesure de faire parvenir au Gouvernement serbe des conseils en conséquence [1].

Le comte Berchtold fit parvenir aux puissances, le 25 juillet, sous forme d'un long mémoire, les résultats de l'enquête établie contre la Serbie [2]. Quand la demande de la Russie lui fut apportée à Vienne, le 25 juillet, il était parti pour Ischl. Le baron Macchio reçut à sa place le prince Koudachew, mais avec une froideur glaciale, qui présageait les refus catégoriques de son chef et de l'Empereur [3]. Le refus arriva d'Ischl à la fin de la journée : « C'était à la Serbie qu'il appartenait, par l'acceptation intégrale des demandes de l'Autriche, d'amener une solution pacifique. » « La note communiquée aux puissances, ajoutait le comte Berchtold, n'avait nullement pour but d'inviter celles-ci à faire connaître leur opinion sur la question. Elle n'avait que le caractère d'une information qui, selon nous, était un devoir de courtoisie internationale [4]. » L'Autriche n'admettait pas qu'on examinât la responsabilité de la Serbie dans l'attentat de Serajevo. Elle l'avait jugée coupable, et s'estimait en droit de la punir. Le 25 juillet 1914, à 6 heures du soir, elle rompait les relations diplomatiques avec elle, dix minutes après que le Gouvernement serbe lui eut remis sa réponse [5].

Cette réponse, aussi conciliante que possible, était cependant encore un effet de l'intervention apaisante du Cabinet russe. Elle donnait satisfaction sur tous les points, sauf le cinquième que la Serbie et la Russie jugeaient incompatible avec la souveraineté et l'indépendance d'un État, « la participation des fonctionnaires autrichiens sur le territoire serbe à la répression du mouvement subversif en Serbie [6] ». Ce cinquième paragraphe était le seul que le Tsar et les Serbes repoussassent. La Russie avait, dans le court délai qui lui était laissé, obtenu du prince héritier qu'il acceptât toutes les conditions de l'Autriche, sauf un protectorat [7].

1. M. Sazonow au chargé d'affaires russe à Vienne, 11/24 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 139.

2. *Histoire de Douze Jours*, p. 146 et suivantes.

3. Dépêches de M. Dumaine, de Vienne, 25 juillet, et du prince Koudachew, même date. *Ibid.*, p. 166-167.

4. Réponses d'Ischl du comte Berchtold au baron Macchio, à Vienne ; au comte Szapary, à Pétrograd, 25 juillet. *Ibid.*, p. 168-169.

5. Le baron de Giesl au comte Berchtold, Belgrade, 25 juillet. *Ibid.*, p. 193.

6. Réponse du Gouvernement royal serbe, communiquée aux Gouvernements amis, 25 juillet. *Ibid.*, p. 188-189.

7. Le Tsar Nicolas au prince Alexandre, 14/27 juillet. — M. Boppe à M. Viviani, 25 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 187 et 229. — M. Crackan-

C'est ce seul point qui a déchaîné la guerre austro-serbe. Il était d'ailleurs d'importance, et la dépêche suivante dévoile l'embarras qu'éprouva le comte Berchtold à le maintenir : « Votre Excellence, dit-il à son envoyé à Pétrograd, le comte Szapary, voudra bien exposer à M. Sazonow, dans la plus stricte confidence, que l'introduction de ce paragraphe ne fut inspirée que par des considérations purement pratiques et nullement par l'intention de porter atteinte à la souveraineté de la Serbie. Nous entendons par *collaboration*, l'institution d'un *bureau de sûreté* à Belgrade, qui fonctionnerait sur le modèle des organisations russes à Paris, et qui collaborera avec la police et l'autorité administrative serbes [1]. »

Dès que la rupture fut accomplie entre Vienne et Belgrade, la Russie fut avisée par le comte Szapary, d'ordre impérial, qu'elle eût à choisir entre la guerre ou l'abandon des Serbes.

Au moment où nous avons pris la résolution d'une action énergique, nous nous sommes rendu compte que le différend serbe pourrait provoquer une collision avec la Russie, mais nous ne pouvions pas nous laisser influencer par cette éventualité... parce que des considérations politiques, qui sont à la base de tout État, nous plaçaient devant une nécessité : mettre fin à une situation privilégiée créée par le Gouvernement russe, et qui permettait à la Serbie de menacer la monarchie d'une façon permanente, sans être châtiée et sans pouvoir l'être.

Dans le cas où la Russie estimerait que le moment de la grande liquidation avec les puissances de l'Europe centrale serait arrivé, et qu'elle serait de prime abord décidée à la guerre, les instructions suivantes destinées à Votre Excellence apparaîtraient sans doute comme superflues. Toutefois, on peut toujours admettre que la Russie... désirât réfléchir et pût être disposée à ne pas se laisser entraîner par les éléments belliqueux. C'est à un tel état de choses que s'applique l'exposé suivant dont Votre Excellence voudra bien s'inspirer.

D'une façon générale, je suppose que dans les circonstances présentes Votre Excellence aura établi un accord étroit avec son collègue allemand, qui a dû être chargé par son Gouvernement de ne laisser au Gouvernement russe aucun doute sur ce fait que l'Autriche-Hongrie ne serait pas isolée en cas de conflit avec la Russie [2].

thorpe, ministre anglais à Belgrade, à Sir E. Grey, 17 juillet. Oman, *The outbreak*, p. 115.

1. Le comte Berchtold au comte Szapary, 25 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 177.

2. Le comte Berchtold au comte Szapary, dépêche du 25 juillet, antérieure à la précédente. *Histoire de Douze Jours*, p. 175.

Le comte de Pourtalès avait bien, en effet, reçu l'ordre de Berlin, et s'en était immédiatement acquitté, le 25 juillet.

Mais, sans songer à « la grande liquidation », à laquelle on semblait penser à Vienne, M. Sazonow et le Tsar résolurent « de prévenir les horreurs d'une nouvelle guerre, sans d'ailleurs se désintéresser du sort de la Serbie ». Ce fut le sens très net de la réponse qu'adressa, le 27 juillet, Nicolas II au prince de Serbie. Ce fut tout le programme, essentiellement pacifique, du Gouvernement russe pendant les cinq jours qui précédèrent la catastrophe, du 25 juillet au 31.

Ce programme s'exécuta de deux façons, soit indirectement avec le concours de l'Angleterre, de la France et de l'Italie, soit directement avec l'Autriche.

D'une part, le 26 juillet, M. Sazonow conseillait au Gouvernement serbe de solliciter la médiation de l'Angleterre [1], et adhérait le lendemain à la démarche dont, le même jour, Sir Edward Grey prenait l'initiative, en vue d'une conférence des Ambassadeurs à Londres [2]. Berlin et Vienne s'y opposèrent formellement le 27 juillet [3].

D'autre part, devançant la proposition anglaise, le Gouvernement russe avait proposé, dès le 26 juillet, au comte Szapary, que les modifications apportées aux demandes de l'Autriche fussent l'objet d'une conversation directe entre Vienne et Saint-Pétersbourg. Il les avait formulées loyalement dans sa dépêche du 26 juillet à M. Schebeko : « Dans l'intérêt de la conservation de la paix qui, au dire de Szapary, est précieuse à l'Autriche au même degré qu'à toutes les puissances, il serait nécessaire de mettre fin à la situation tendue du moment. Dans ce but, il me semblerait très désirable que l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie fût autorisé à entrer avec moi dans un échange de vues, aux fins d'un remaniement de quelques articles de la note autrichienne du 23 juillet. Ce procédé permettrait peut-être de trouver une formule qui fût acceptable pour la Serbie, tout en donnant satisfaction à l'Autriche quant au fonds de sa

1. M. Paléologue à M. Bienvenu-Martin, et M. Bienvenu-Martin à M. de Fleuriau, à Londres, 26 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 220.

2. Sir E. Grey aux ambassadeurs à Paris, Berlin et Rome, 26 juillet. *Ibid.*, p. 220.

3. Le Chancelier de l'Empire au prince Lichnowsky, 27 juillet. — M. J. Cambon à M. Bienvenu-Martin, même date. — Sir E. Goschen à Sir Ed. Grey, même date. — M. Sazonow aux ambassadeurs. — Le refus de l'Autriche a été formulé par une circulaire du comte Berchtold du 29 juillet. *Ibid.*, p. 245, 249, 250, 257, 322.

demande[1]. » Le comte Berchtold se refusait, le 28 juillet, à toute discussion[2].

Le double procédé employé par la Chancellerie russe, n'était pas contradictoire. Aucun moyen, comme elle le disait, de nature à résoudre le conflit, ne devait être négligé[3]. Devant le double refus des puissances centrales, M. Sazonow recourut encore, le 28 juillet, à l'Angleterre, à qui le comte Benckendorff remit le télégramme suivant (28 juillet) : « En présence des hostilités entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, il est maintenant de la dernière urgence que l'Angleterre exerce à Berlin une action médiatrice[4]. » Aussitôt, le 29 juillet, Sir E. Grey demandait au prince Lichnowsky « d'insister à Berlin pour que l'Allemagne indiquât la forme qui pourrait permettre aux quatre puissances d'exercer leur médiation pour éviter la guerre[5] ». « Il est bien désirable, écrivait de Paris M. Iswolsky, ce même jour, que la Russie prête tout son appui au projet de médiation que présentera Sir E. Grey. »

A ce moment, le Chancelier allemand parut mieux disposé que le 27 juillet à recevoir l'offre de médiation anglaise. Il fit venir l'envoyé de la Grande-Bretagne à Berlin, Sir E. Goschen, et lui promit son concours pour prêcher la modération à Vienne, et conclut : « Une guerre entre les grandes puissances doit à tout prix être évitée[6]. » Le procédé qu'il indiqua fut la reprise des conversations directes entre Vienne et Saint-Pétersbourg. Le prince Lichnowsky informa, le 29 juillet, l'Angleterre que son Gouvernement avait immédiatement fait à Vienne la démarche qu'elle souhaitait : « On a communiqué au comte Berchtold le désir de M. Sazonow d'entrer en conversation directe avec Vienne. Je commence à espérer qu'il sera possible, par la collaboration de nos deux pays, de sauver la paix de l'Europe. »

Ce n'est pas encore le moment de discuter si des démarches, promises à l'Angleterre alors par Bethmann-Hollweg, ont été faites à Vienne, et dans quelle forme, ou de chercher pourquoi le Chancelier en fit la promesse. M. Sazonow disait

1. M. Sazonow au comte Schebeko, 26 juillet. — M. Paléologue à M. Bienvenu-Martin, 26 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 205 et 206.

2. M. Sazonow aux ambassadeurs à Paris et à Londres, 27 juillet. *Ibid.*, p. 257.

3. Échange de télégrammes entre M. Sazonow et le comte Benckendorff à Londres, 27 juillet. *Ibid.*, p. 257.

4. M. Sazonow au comte Benckendorff, 28 juillet. *Ibid.*, p. 314.

5. Sir E. Grey à Sir E. Goschen, 29 juillet 1914. *Histoire de Douze jours*, p. 336.

6. Sir E. Goschen à Sir Ed. Grey, 29 juillet. *Ibid.*, p. 326-336.

encore dans la journée du 30 juillet à l'ambassadeur de France : « Dans mon entretien avec le comte de Pourtalès, j'ai dû me convaincre que l'Allemagne ne veut pas prononcer, à Vienne, la parole décisive qui sauvegarderait la paix. Mais, jusqu'au dernier instant, je négocierai [1]. »

Et il tint parole. Quand l'Autriche, le 30 juillet, eut donné l'ordre au comte Szapary de reprendre les entretiens avec le Cabinet russe, M. Sazonow s'y prêta de son mieux [2]. Le comte Szapary avait même devancé ses ordres et reçu le meilleur accueil, tandis qu'à Vienne, auprès du comte Berchtold, le ministre russe Schebeko s'employait à la paix avec un zèle dont tous ses collègues ont porté témoignage [3]. Si la Russie avait voulu la guerre, après les refus opposés le 27 et le 28 juillet à ses offres conciliantes, aurait-elle accepté, à la dernière heure, cette reprise des conversations pacifiques avec l'Autriche? M. Sazonow aurait-il dit, le 31 juillet encore, ce qu'il dit à Sir G. Buchanan, qui lui avait demandé un dernier effort pour la paix, l'abandon provisoire de Belgrade et de son territoire aux Autrichiens, la dernière chance que Sir Ed. Grey jugeât possible d'éviter la guerre :

« Son Excellence a terminé en exprimant sa gratitude au Gouvernement de S. M. Britannique, qui avait tout fait pour sauver la situation. Si la guerre était évitée, c'est à lui qu'on le devrait largement. L'Empereur, le Gouvernement et le peuple russe n'oublieront jamais la ferme attitude adoptée par la Grande-Bretagne [4]. »

Quelques heures après, la Russie recevait du comte de Pourtalès l'ultimatum que lui adressait, le 31 juillet, le Gouvernement allemand [5]. Cette menace annulait la dernière concession que M. Sazonow eût faite à la paix, en consentant à l'occupation partielle de la Serbie, en proposant pour faciliter la médiation anglaise une formule diplomatique, modifiée au gré de l'Angleterre, qui eût évité la guerre : « Si l'Autriche consent à arrêter la marche de ses troupes dans le

1. M. Paléologue à M. Viviani, 30 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 387.

2. Le comte Szapary au comte Berchtold; Sir Edw. Grey à Sir Georges Buchanan, 31 juillet et à Sir Goschen ; le comte Berchtold aux ambassadeurs, même date. *Ibid.*, p. 441, 421, 422, 427.

3. Sir M. de Bunsen à Sir E. Grey, 31 juillet : « M. Schebeko s'évertue dans l'intérêt de la paix. »

4. Sir G. Buchanan à Sir Ed. Grey; M. Sazonow aux ambassadeurs de Russie à Paris, Londres et Rome ; M. Paléologue à M. Viviani, 31 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 416, 417.

5. Le Chancelier d'Allemagne au comte de Pourtalès, 31 juillet. *Ibid.*, p. 436.

territoire serbe et si, reconnaissant que le conflit austro-serbe a revêtu le caractère d'une question d'intérêt européen, elle admet que les grandes puissances examinent la satisfaction que la Serbie pourrait accorder au Gouvernement austro-hongrois sans laisser porter atteinte à ses droits d'État souverain, ni à son indépendance, la Russie s'engage à conserver une attitude expectante [1]. » L'offre d'arrangement fournie par M. Sazonow se croisa, dans cette même journée du 31 juillet, avec la menace d'agression lancée de Berlin.

Et enfin, comme le ministère français, le ministère russe, six jours durant après l'ouverture des hostilités, ne déclara pas la guerre à l'Autriche, ne rappela pas son ambassadeur de Vienne, et interdit aux troupes de l'Empire de franchir la frontière de Galicie [2]. Cette attitude expectante que le Gouvernement du Tsar sut conserver, sans y être obligé, dans les premiers jours du mois d'août, vis-à-vis de l'Autriche, constitue la preuve décisive de ses intentions pacifiques.

Mais le Tsar lui-même? Or, c'est bien Nicolas II, son ami et son parent, que l'Empereur d'Allemagne a surtout mis en cause, dans les dépêches dictées à la presse germanique et européenne et insérées dans le *Livre blanc*. Le réquisitoire lu au Reichstag par M. de Bethmann-Hollweg peut se résumer dans le télégramme que Guillaume II adressait au Roi d'Angleterre, le 1er août [3] :

« Le 27 juillet, l'Empereur de Russie a prié l'Empereur, par télégraphe, d'intervenir comme médiateur entre l'Autriche et la Russie. L'Empereur se déclara aussitôt prêt à le faire. Il en informa l'Empereur de Russie par dépêche et commença à Vienne l'action qui était sollicitée de lui. Sans attendre le résultat de son intervention, la Russie mobilisa contre l'Autriche. L'Empereur allemand télégraphia à l'Empereur de Russie que sa médiation serait ainsi rendue illusoire. Ensuite, il demanda au Tsar de suspendre ses préparatifs militaires contre l'Autriche. Il n'en fut rien fait. Cependant le Gouvernement allemand continua sa médiation à Vienne....

Nous ne saurions demeurer inactifs en présence de la mobilisation russe sur notre frontière. Nous avons donc informé la

1. M. Sazonow aux ambassadeurs russes, 31 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 417.

2. Voir notamment le télégramme de M. Schebeko, de Vienne, 31 juillet : « Malgré la mobilisation, je continue à échanger des vues avec le comte Berchtold. » *Histoire de Douze jours*, p. 442.

3. *Ibid.*, p. 492.

Russie que si elle ne suspend point ses mesures de guerre contre l'Allemagne et l'Autriche, nous serons obligés de mobiliser, ce qui signifiera la guerre. Nous avons demandé à la France si, dans le cas d'une guerre russo-allemande, elle resterait neutre. »

Devant la précision des griefs formulés par l'Empereur d'Allemagne, le roi George a même, un instant, hésité :

« Je ne puis m'empêcher de croire, a-t-il télégraphié à son cousin de Russie, que cette situation est le résultat d'un malentendu. Je vous supplie, par un appel personnel, d'écarter les malentendus que je crois devoir avoir eu lieu et de laisser la porte ouverte à des négociations et une paix possible (1er août)[1]. » « Ma justification, répondait le Tsar le jour même (1er août, 7 h. 10), résulte de la soudaine déclaration de guerre de l'Allemagne, qui a été tout à fait inattendue pour moi, qui avais donné les assurances les plus formelles à l'Empereur allemand que mes troupes ne feraient aucun mouvement aussi longtemps que se poursuivraient les négociations de médiation[2]. »

Il est aisé de trouver au malheureux souverain qui a payé de sa couronne et de sa vie l'agression allemande, une justification plus décisive encore et plus complète. Elle ressort de l'étude attentive du dossier de télégrammes échangés alors entre les deux empereurs, sur lequel Guillaume II a cru solidement appuyer son acte d'accusation, et qui l'accuse.

D'abord, pourquoi ce dossier n'a-t-il pas été présenté au public dans son intégrité ? Pourquoi ne contint-il pas la dépêche adressée par le Tsar, le 29 juillet à 20 h. 20, pour proposer à l'Empereur allemand de soumettre le conflit austro-serbe à l'arbitrage de la Cour de la Haye ? Cette dépêche n'a été connue qu'au mois de janvier 1915, par la publicité que lui a donnée le *Messager officiel de Pétrograd*. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* a été obligée, le 5 février, d'en confirmer l'authenticité, et d'expliquer tant bien que mal, plutôt mal que bien, l'omission intentionnelle. Nous croyons pouvoir signaler d'autres lacunes.

Pourquoi, d'autre part, cet ensemble de télégrammes qui, du 29 juillet au 1er août, formait une chaîne liée d'appels et de réponses, à laquelle demeurèrent suspendues la vie des peuples, la destinée des Empires et la paix du monde, a-t-elle été rompue par ceux qui ont pris l'initiative de

1. *Histoire de Douze Jours*, p. 465.
2. *Ibid.*, p. 506.

la faire connaître, en morceaux dont les uns ont été publiés dans le corps du Mémoire, les autres renvoyés en annexe, d'autres enfin supprimés? Pourquoi les uns portent-ils des indications très précises de lieu d'envoi, d'heure et de date, pourquoi les dates et les heures ont-elles été supprimées en général dans les autres ?

Certains lecteurs, dont le capitaine de Beerfeld, qui fut poursuivi en Allemagne pour avoir publié le Mémoire du prince Lichnowsky, se sont inquiétés de ces procédés, et leur soupçon s'éveillant ont, comme nous allons le faire, réuni les textes supprimés ou publiés séparément [1]. Ce groupement nécessaire à l'étude impartiale du dossier aboutit fatalement à une conclusion à laquelle ne saurait se dérober l'Allemagne coupable d'avoir falsifié le sens, la portée, de ce commerce de lettres. Ces textes, au lieu d'accuser le Tsar, mettent en pleine lumière sa bonne foi et ses intentions pacifiques.

I. — Le Tsar a Sa Majesté (*le texte en anglais*).

29 (*plutôt* 27 *juillet*), 1 *heure du matin. Palais de Peterhof* [2].

Je suis heureux que tu sois rentré en Allemagne. En ce moment si grave, je te prie instamment de venir à mon aide. Une guerre HONTEUSE [3] a été déclarée à une faible nation. Je partage entièrement l'indignation qui est IMMENSE [3] en Russie. Je prévois que, très prochainement, je ne pourrai plus longtemps résister à la pression qui s'est exercée sur moi et que je serai forcé de prendre des mesures extrêmes qui conduiront à la guerre. Pour prévenir un malheur tel que serait une guerre européenne, je te prie, au nom de notre vieille amitié, de faire tout ce qui te sera possible pour retenir ton alliée et l'empêcher d'aller trop loin.

Nicolas.

1. *Rectification au Livre blanc, présentée au Reichstag le* 1er *juillet* 1918 Opuscule manuscrit répandu à huit exemplaires en Allemagne. Les indications du critique allemand nous ont permis de coordonner selon leur vrai sens et autrement encore que lui, la série des dépêches échangées entre Nicolas II et Guillaume II.

2. Le recueil des *Documents de la guerre* (n° 332, II, p. 48) donne cette date, 29 juillet. La dépêche aurait été reçue à l'Office télégraphique du Nouveau Palais, à Berlin, le même jour à 1 h. 10 du matin et une note manuscrite de l'Empereur a été ajoutée « Au Nouveau Palais, 29 juillet 1914, à 7 h. 30 du matin ».

3. Soulignés deux fois par Guillaume II.

En marge de ce télégramme, Guillaume II a mis les notes suivantes :

« Aveu de sa propre faiblesse, et essai pour rejeter sur moi la responsabilité. Le télégramme contient une menace déguisée et une invitation qui ressemble à un ordre de *tomber sur l'alliée.* » Au cas ou Votre Excellence aurait expédié mon télégramme d'hier soir, il a dû nécessairement se croiser avec celui-ci. Nous verrons maintenant l'effet du mien. L'expression « guerre ignoble » dénote chez le Tsar plutôt une conception *panslaviste* qu'un sentiment de solidarité monarchique, c'est-à-dire la crainte d'une *diminutio capitis* dans les Balkans, en cas de succès de l'Autriche. Mieux valait d'abord en attendre paisiblement le résultat dans son ensemble. Il aurait toujours été temps plus tard de négocier et même de mobiliser, ce qu'*à présent* la Russie n'a aucun motif *de faire.* Au lieu de nous adresser cette sommation d'arrêter notre alliée, le Tsar devait se tourner vers l'Empereur François-Joseph, négocier avec lui pour connaître ses intentions. — Copies des deux télégrammes ne devraient-ils pas être envoyées au Roi, à Londres, pour information ?

Les socialistes font des manèges antimilitaristes dans les rues. Cela ne se peut tolérer, *maintenant,* en aucun cas. A la première récidive, je proclamerai l'état de siège et ferai emprisonner les meneurs, tous, et *tutti quanti.* Instruire de cela Lœbell et Jagow. Nous ne pouvons plus maintenant tolérer aucune propagande sociale.

GUILLAUME [1].

II. — SA MAJESTÉ AU TSAR [2].

28 juillet, 10 *h.* 45 *du soir. Pas de lieu d'envoi.*

C'est avec la plus vive inquiétude que j'ai appris l'impression qu'a produite dans ton empire la marche en avant de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie. L'agitation sans scrupule qui se poursuit depuis des années en Serbie finalement a conduit au mons-

1. Le lendemain 30 juillet, Guillaume II ajoutait de nouveaux commentaires : « D'après le télégramme en date du 29, la mobilisation était commencée depuis 5 jours, c'est-à-dire depuis le 24, depuis la remise de l'ultimatum aux Serbes; longtemps aussi avant que le Tsar sollicitât une médiation. Il a dans son premier télégramme dit qu'il serait amené à prendre des mesures qui conduiraient à une guerre européenne. Il prend la faute à son compte. » Voir aussi ses Notes sur une dépêche du Chancelier. *Documents de la guerre,* II, p. 128 et aussi sur une dépêche de Pourtalès (II, p. 132), où il ne dit plus que *trois jours.*

2 *Documents allemands de la guerre,* n° 335, II, p. 50. La dépêche envoyée de Berlin, le 29 juillet, à 1 h. 45 du matin.

trueux attentat dont l'archiduc François-Ferdinand a été la victime. L'état d'esprit qui a amené les Serbes à assassiner leur propre roi et son épouse règne encore dans ce pays. Sans doute, conviendras-tu avec moi que tous deux, toi aussi bien que moi, nous avons comme tous les souverains un intérêt commun à insister pour que ceux qui sont moralement responsables de ce terrible meurtre reçoivent le châtiment qu'ils méritent.

D'autre part, je ne me dissimule aucunement combien il est difficile pour toi et ton Gouvernement de résister aux manifestations de l'opinion publique. En souvenir de la cordiale amitié qui nous lie tous deux étroitement, depuis longtemps, j'use de toute mon influence pour décider l'Autriche-Hongrie à en venir à une entente loyale et satisfaisante avec la Russie. Je compte bien que tu me secourras dans mes efforts tendant à écarter toutes difficultés qui pourraient encore s'élever.

Ton ami et cousin très sincère et dévoué.

GUILLAUME.

Ces deux premiers télégrammes sont insérés au Livre blanc, annexes 20 et 21, dans l'ordre inverse, bien que, manifestement, celui de l'Empereur soit une réponse au télégramme du Tsar. Il y a donc une des deux pièces dont la date a été changée. L'intention est manifeste. Guillaume II entend s'attribuer l'initiative, qui appartient au Tsar, de cette intervention destinée à empêcher l'Autriche « d'aller trop loin ». L'allusion de la dépêche de Nicolas au retour récent de Guillaume en Allemagne, le 26 juillet, semble établir que cette première dépêche est du 28 et non du 29. Guillaume a livré lui-même le secret de la falsification de dates par une exclamation qu'il a inscrite en marge d'un article transmis par Pourtalès de la *Wetschernoje Wremya* du 24 juillet arrivé à Berlin dans la matinée du 28 et que l'Empereur a vu et annoté. On y lit à cette date ces mots de sa main : « Alors le Tsar n'avait pas besoin de m'adresser son appel » (*Documents de la guerre*, II, p. 12). Autre preuve : Pourquoi, si on n'avait pas connu cet appel de Nicolas II dans cette même journée, le Chancelier aurait-il conseillé à son maître qui lui ordonnait d'offrir sa médiation à certaines conditions, d'*adresser au Tsar un télégramme* qui dans le cas *où la guerre surviendrait, ferait éclater en pleine lumière la responsabilité de la Russie.* « *Entendu*, a dit à 10 h. 45 du soir, ce même jour, l'Empereur qui pour se donner l'air d'avoir tenté le premier cette démarche pacifique, a imaginé la fable des deux télégrammes impériaux se croi-

sant. — Du côté russe il y a également une preuve que le 28 juillet, l'initiative de Nicolas II s'était produite dans cette même journée; l'officier allemand attaché à la personne du Tsar, M. de Chélius, recueillait du prince Troubetzksi, confident de Nicolas II, le propos que voici :

« Le *retour de votre Empereur nous a beaucoup tranquillisé.* Nous avons confiance dans Sa Majesté, nous ne voulons pas la guerre ni notre maître non plus, ce serait bien si les *deux monarques arrivaient à s'entendre par télégraphe.* »

Et Guillaume, le 29 juillet au matin, d'écrire en marge : « *C'est fait.* Mais quant à ce qu'une entente s'en suive, c'est plus douteux! ».

Notons enfin que les télégrammes ne se sont pas croisés. Celui du Tsar aurait été reçu au plus tard le 29 juillet à 1 heure du matin à Berlin et celui de l'Empereur n'en est parti qu'à 1 h. 45.

III. — Le Tsar a Sa Majesté.

Pétrograd, 29 juillet, matin.

. . . .

Une dépêche du Tsar en réponse à la précédente a dû être supprimée, à laquelle le télégramme suivant (IV) formait réponse. Car il est question dans ce télégramme d'une entente directe entre la Russie et Vienne dont il n'avait été rien dit dans le précédent et que Sazonow avait proposée dès le 29 juillet à Berlin, sans obtenir de réponse, d'accord avec le Tsar. La preuve se trouve dans les dépêches de Bronewski, chargé d'affaires russe en Prusse[1] et de Sazonow.

IV. — Sa Majesté au Tsar.

Nouveau Palais, 29 juillet, 6 h. 30 du soir.

(*Livre blanc*, annexe 22.)[2]

J'ai *reçu ton télégramme* et partage ton désir de maintenir la paix. Cependant, je ne puis, ainsi que je le disais dans mon premier télégramme, considérer la marche en avant de l'Autriche « comme une guerre honteuse ». L'Autriche-Hongrie sait par expérience,

1. *Livre orange* russe, n°s 49 et 51. *Histoire de Douze Jours*, p. 337, 341.
2. *Documents allemands de la guerre*, n° 359, II, p. 77.

qu'on ne peut absolument pas se fier aux promesses de la Serbie, tant qu'elles n'existent que sur le papier. A mon avis, la conduite de l'Autriche-Hongrie doit être considérée comme une tentative d'obtenir toute garantie que les promesses de la Serbie seront exécutées aussi en fait. La déclaration du Cabinet autrichien me fortifie dans mon opinion que l'Autriche-Hongrie ne vise à aucune acquisition territoriale au détriment de la Serbie. Je pense donc qu'il est très possible à la Russie de persévérer, en présence de la guerre austro-serbe, dans son rôle de spectatrice, sans entraîner l'Europe dans la guerre la plus effroyable qu'elle ait jamais vue. Je crois qu'*une entente directe entre ton Gouvernement et Vienne est possible et désirable, attendu que, comme je te l'ai déjà télégraphié*, mon Gouvernement essaie de toutes ses forces de la favoriser. Naturellement des mesures militaires de la Russie, que l'Autriche-Hongrie pourrait considérer comme une menace, hâteraient une calamité que tous deux nous cherchons à éviter et rendraient également impossible ma mission de médiateur, que j'ai acceptée avec empressement lorsque tu as fait appel à mon amitié et à mon aide.

GUILLAUME.

V. — LE TSAR A SA MAJESTÉ.

Palais de Peterhof, 29 *juillet.*
Envoyé de Pétrograd 8 *h.* 20 *après midi, reçue au Nouveau Palais à* 8 *h.* 30.

(Dépêche supprimée dans le *Livre blanc.*)

Je te remercie de ton télégramme conciliant et amical. Au contraire, la communication faite aujourd'hui par ton ambassadeur à mon ministre a été d'un ton très différent. Je te prie de tirer au clair la cause de cette différence. Il vaudrait mieux soumettre le problème austro-serbe à la Conférence de la Haye. J'ai confiance en ta sagesse et ton amitié. (*Nanu!* [1])

Ton affectionné NYCKI.

VI. — SA MAJESTÉ AU TSAR.

30 *juillet,* 3 *h.* 30 *après midi.*

(*Livre blanc*, annexe nº 23.)

[Tous mes remerciements pour ton télégramme. Il ne se peut admettre que le langage de mon ambassadeur ait été en contradiction avec le contenu de mon télégramme.]

1. *Documents allemands de la guerre*, nº 366, II, p. 84. L'exclamation entre parenthèse à la fin est de l'Empereur Guillaume.

Le comte Pourtalès a été chargé d'appeler l'attention de ton Gouvernement sur les dangers et les graves conséquences d'une mobilisation : c'est précisément ce que je t'avais dit dans mon télégramme. L'Autriche-Hongrie n'a mobilisé que contre la Serbie et seulement une partie de son armée. Si la Russie, *comme c'est le cas d'après ton télégramme et la communication de ton Gouvernement*, mobilise contre l'Autriche-Hongrie, ma mission de médiateur, que tu m'as amicalement confiée et que j'ai acceptée sur ton instante prière, sera compromise, sinon rendue impossible. Tout le poids de la décision à prendre pèse sur tes épaules, qui auront à supporter les responsabilités de la guerre ou de la paix [1].

Un passage de ce télégramme indique nettement qu'il y a eu non pas un, mais deux télégrammes du Tsar du 29 juillet supprimés. Un second télégramme avait annoncé à Guillaume que Nicolas était obligé de procéder à une mobilisation assez étendue. M. Sazonow l'avait fait savoir à l'ambassadeur d'Autriche, le comte Szapary, ainsi qu'à l'Allemagne [2], mais le Tsar en avait lui-même informé l'Empereur Guillaume.

VII. — Le Tsar a Sa Majesté.

Peterhof, 30 *juillet*, 1 *h.* 20 *du matin* [3].
Reçu au Nouveau Palais à 1 *h.* 45 *de la nuit.*

(*Livre blanc*, annexe n° 23 *a*.)

Je te remercie cordialement de ta prompte réponse. J'envoie ce soir Tatischef avec instructions. Les mesures militaires qui sont mises maintenant en vigueur ont été prises, il y a cinq jours, à titre de défense contre les préparatifs de l'Autriche. J'espère de tout mon cœur que ces mesures n'influeront en rien sur ton rôle de médiateur, auquel j'attache un grand prix. Nous avons besoin de ton intervention énergique auprès de l'Autriche, afin qu'elle arrive à une entente avec nous.

A cette dépêche, Guillaume II a mis les notes que voici :

« Non, il n'est pas du tout question de cela ! ! ! L'Autriche n'a commencé qu'*au Sud* contre *la Serbie* une mobilisation par-

1. *Documents allemands de la guerre*, n° 420, II, p. 147. Les premières lignes entre crochets ont été supprimées dans le *Livre blanc*. Elles auraient révélé au public la suppression du télégramme V du Tsar trop clairement.
2. *Histoire de Douze Jours*, p. 340.
3. *Documents allemands de la guerre*, n° 390, II, p. 121. Une lettre du Chancelier à Pourtalès dit le 30 juillet à 12 h. 40 : « Nous avons *reçu cette nuit* du Tsar le télégr. ci-joint : « S. M. vous félicite vivement de l'activité et de l'adresse avec lesquels vous vous comportez en la crise présente (n° 413, II, p. 142).

tielle. Là-dessus le Tsar a pris, comme il le reconnaît lui-même, des mesures militaires, « wich have now come into force », contre l'Autriche et contre nous, et cela il y a déjà CINQ jours. Il est ainsi sur nous en avance d'une semaine. Et ce seraient des mesures de *défense* contre l'Autriche qui *ne l'attaque point* le moins du monde ! Je ne puis plus me laisser aller à une médiation, alors que le Tsar qui l'a sollicitée, en même temps a mobilisé en secret derrière mon dos. C'est une manœuvre pour nous retenir et augmenter l'avance qu'il a prise déjà sur nous. Mon rôle est fini.

VIII. — Guillaume II au Tsar.

Berlin (?), 6 *h. soir (?)*, 30 *juillet.*
(Dépêche supprimée du *Livre blanc.*)

Le texte a dû être :

Je suggère que l'Autriche pourrait prendre Belgrade, quelques autres villes et une bande de territoire comme gages afin de s'assurer que les promesses faites par les Serbes sur le papier seraient réellement tenues.

Dans son message au Président Wilson, du 10 août, dont l'authenticité n'a plus été niée, mais qui ne figure pas encore dans les *Documents* publiés *par le Gouvernement* de la République allemande, Guillaume II affirme avoir télégraphié à Pétrograd cette proposition comme de lui, avant d'avoir reçu les communications des cabinets de Londres et Vienne qui étaient de la même opinion.

IX. — Guillaume II au Tsar.

Potsdam, 31 *juillet, le matin.*
(Et non 31 *juillet,* 2 *heures après midi.)*

(Dépêche insérée dans le Mémoire du *Livre blanc*, p. 17) [1].

Sur ton appel à mon amitié et la prière de te venir en aide, j'ai entrepris une action médiatrice entre ton Gouvernement et le Gouvernement austro-hongrois. Pendant que cette action était encore en cours, tes troupes ont été mobilisées contre mon alliée, l'Autriche-Hongrie, à la suite de quoi, ainsi que je te l'ai déjà fait savoir, mon intervention est devenue presque illusoire.

1. *Documents allemands de la guerre*, 480, III, p. 1.

Malgré cela, je l'ai continuée. Je reçois maintenant des nouvelles dignes de foi touchant de sérieux préparatifs de guerre, sur ma frontière orientale. Ayant à répondre de la sécurité de mon Empire, je me vois forcé de prendre les mêmes mesures défensives. Je suis allé jusqu'à l'extrême limite du possible dans mes efforts pour maintenir la paix du monde. Ce n'est pas moi qui supporterai la responsabilité de l'affreux désastre qui menace maintenant tout le monde civilisé. En ce moment, il est encore en ton pouvoir de l'empêcher. Personne ne menace l'honneur ou la puissance de la Russie, qui est en état d'attendre le résultat de mon intervention. L'amitié pour toi et ton royaume qui m'a été léguée par mon grand-père à son lit de mort, m'a toujours été sacrée, et j'ai été fidèle à la Russie, lorsqu'elle s'est trouvée dans le malheur, notamment dans la dernière guerre. Maintenant encore, la paix de l'Europe peut être maintenue par toi, si la Russie se décide à suspendre les mesures militaires qui menacent l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie.

Pas de signature.

Ce télégramme est faussement daté. C'est certain. Il mentionne de « *sérieux préparatifs* ». L'Empereur Guillaume ne connaît donc pas encore la mobilisation générale de la Russie : il emploierait d'autres termes. Or cette mobilisation générale, on l'a connue à Berlin de bonne heure, le 31 juillet. Dans un télégramme daté de Berlin, le 31 juillet à 12 h. 57, M. Jules Cambon annonçait que le comte de Pourtalès avait annoncé de Pétrograd l'ordre de mobilisation générale de la Russie. Cet ordre était en effet connu à Berlin avant midi [1]. Guillaume II en fut avisé à Potsdam et revint à 3 heures à Berlin. Il n'attendit pas jusque-là pour faire connaître au Tsar ses intentions :

L'Empereur a télégraphié ce matin au Tsar qu'il pouvait garantir les dispositions conciliantes de l'Autriche. Si la Russie cessait ses préparatifs militaires, elle consentirait à soumettre le différend aux puissances.

Tel fut le résumé que donnait de ce télégramme, envoyé de Berlin *le matin*, M. Paléologue, dans une dépêche de Pétrograd, du 31 *juillet* [2]. Il ajoutait : « L'ambassadeur d'Allemagne a demandé une audience du Tsar pour confirmer le télégramme. Le Tsar a mandé immédiatement le comte

1. Exactement, 11 h. 40. *Documents allemands de la guerre*, n° 473. *Histoire de Douze Jours*, p. 437.
2. M. Paléologue à M. Viviani, 31 juillet, 19 h. 30. (*Document Inédit.*)

de Pourtalès, et, après son entretien, a télégraphié à l'Empereur. » C'est une allusion, volontairement dénaturée, à cette dépêche, que l'Empereur, a faite, dans son message au président Wilson, quand il a dit : « Le 31 juillet, le lendemain matin, je préparais une note pour S. M. le Tsar, afin de l'informer que Londres, Vienne et Berlin étaient d'accord quand je reçus une communication téléphonique, etc.

X. — Le Tsar a l'Empereur Guillaume *(Nouveau Palais)*.

Péterhof, 31 *juillet,* 2 *h.* 55 *après midi.*

(Inséré dans le Mémoire du *Livre blanc,* p. 16.)

Je te remercie de tout cœur de ton intervention qui commence à me faire espérer que tout peut encore se terminer paisiblement. Techniquement, il est impossible de suspendre nos préparatifs militaires, qui ont été nécessités par la mobilisation de l'Autriche. Nous sommes loin de désirer la guerre. Aussi longtemps que dureront les pourparlers avec l'Autriche au sujet de la Serbie, mes troupes ne se livreront à aucun acte de provocation, je t'en donne ma parole d'honneur. J'ai confiance absolue dans la Grâce divine et j'espère la réussite de ta médiation à Vienne pour le bien de nos pays et la paix de l'Europe. Cordialement à toi[1].

Nicolas.

Dans son télégramme du 31 juillet, 19 h. 31, M. Paléologue a donné l'heure de rédaction de cette dépêche : « après l'appel du comte Pourtalès à Péterhof, et l'entretien que lui a accordé le Tsar ». Il en a très nettement confirmé les termes : « Le Tsar remercie l'Empereur de son intervention qui ouvre la possibilités d'une solution pacifique. Il ajoute que des considérations d'ordre technique ne lui permettent pas d'arrêter la mobilisation de l'armée russe, que d'ailleurs cette mobilisation a été uniquement déterminée par la mobilisation préalable de l'armée austro-hongroise et n'implique, de la part de la Russie, aucune intention agressive. Il a conclu en donnant sa parole que l'armée russe n'attaquera pas l'Autriche tant que les conversations entre Pétersbourg et Vienne ne seront pas rompues. » Sir G. Buchanan, dans sa dépêche à Sir Ed. Grey du 1er août, confirme que « le

1. *Documents allemands de la guerre,* n° 487, III, p. 6.

Tsar a lu à l'ambassadeur allemand, dans son audience d'hier, son télégramme à l'Empereur allemand [1]. »

Ces deux dernières dépêches des Souverains sont insérées dans le *Livre blanc* même (p. 16 et 17), mais dans l'ordre inverse. La Chancellerie allemande prétend qu'elles se sont croisées. C'est manifestement impossible. Car celle du Tsar est la réponse évidente au télégramme de Guillaume II, qui demandait catégoriquement la suppression des préparatifs militaires. Quand Nicolas II a écrit, il avait lu le télégramme impérial expédié le matin de Berlin, faussement daté du 31 juillet, 2 h. de l'après-midi, et avait reçu le comte de Pourtalès qui le lui avait commenté.

Quant au télégramme allemand, il n'est pas moins manifestement une réponse à la prière pressante du Tsar à l'Empereur de continuer sa médiation à Vienne, « malgré les préparatifs militaires ». A cet appel, Guillaume II répondit qu'il continuerait son action sur l'Autriche, à la condition que la Russie suspendît sa mobilisation.

XI. — Le Tsar a Sa Majesté.

1er *août ... h., Péterhof.*

(Dépêche supprimée.)

Le Tsar a dû après la communication de l'ultimatum allemand, dans la nuit du 31 juillet, envoyer encore un télégramme dont l'Empereur n'a pas voulu aborder le sujet, ainsi que Guillaume II l'indique nettement dans le télégramme suivant. C'était une dernière proposition *pour éviter la guerre.*

XII. — Sa Majesté au Tsar.

(Inséré au *Livre blanc.* Sans date [2].)

Je te remercie de ton télégramme. J'ai indiqué hier à ton Gouvernement le seul moyen par lequel la guerre peut encore être

1. Notre ambassadeur était bien renseigné. Voici ce que dit Pourtalès dans son télégramme du 31 juillet adressé au Chancelier *pour l'Empereur* (nº 535, expédié à 7 h. 10 heure russe, six heures du soir : « Le Tsar me lut une dépêche qu'il avait envoyée *cet après-midi* et me parla d'une lettre qu'il avait commencée. » *Documents allemands de la guerre*, III, p. 43.

2. *Documents allemands de la guerre*, nº 600, III, p. 92. 1er août. D'après une note des *Documents allemands*, la minute du télégramme aurait été

évitée. Bien que j'eusse demandé une réponse pour aujourd'hui midi, aucun télégramme de mon ambassadeur, contenant une réponse de ton Gouvernement, ne m'est encore parvenu. *J'ai donc été contraint de mobiliser* mon armée. Une réponse affirmative, immédiate, claire, et non équivoque de ton Gouvernement est le seul moyen de conjurer une calamité incommensurable. Jusqu'à ce que je reçoive cette réponse, il m'est malheureusement impossible « *d'aborder le sujet de ton télégramme* ». Je dois te demander catégoriquement de donner immédiatement l'ordre à tes troupes de ne porter en aucun cas atteinte à nos frontières.

Pas de signature.

XIII. — Le Tsar a Guillaume II.

2 août, 2 heures de la nuit.

(Dépêche insérée au Mémoire du *Livre blanc*, p. 19.)

J'ai reçu ton télégramme ; je conçois *que tu sois obligé de mobiliser*. Mais je voudrais avoir de toi la même garantie que je t'ai donnée, à savoir que ces mesures ne signifient pas la guerre et que nous poursuivrons nos négociations pour le bien de nos deux pays et la paix générale si chère à nos cœurs. Notre longue amitié éprouvée doit, avec l'aide de Dieu, réussir à empêcher ces effusions de sang. Plein de confiance en toi, j'attends avec angoisse ta réponse.

Pas de signature.

Ces deux dernières dépêches sont données par le *Livre blanc*, mais dans l'ordre inverse, alors qu'il ressort manifestement, des mots soulignés, que la seconde constitue une réponse à l'autre, et que la dépêche du Tsar n'a pu être envoyée à 2 heures de l'après-midi, le 1er août, avant la déclaration impériale de mobilisation, comme le prétendait le Chancelier et le dit encore la note des *Documents allemands de la guerre*. La déclaration de guerre allemande a été portée par M. de Pourtalès au Gouvernement russe, le 1er août, à 7 h. 10 du soir. La réponse du Tsar n'a pu parvenir à Berlin qu'après la rupture accomplie. L'Empereur Guillaume II n'a donc pas voulu l'attendre, bien que son dernier télégramme sollicitât encore une réponse. Cette réponse a dû être envoyée de Pétrograd par le télégramme qui doit être daté de 2 h. 45,

soumise à l'Empereur à 9 h. 45 du soir, retournée au Chancelier à 10 heures. L'expédition en aurait été faite à 10 h. 45.

non dans l'après-midi, mais dans la nuit du 1er au 2 août.

On comprend pourquoi les ministres à Berlin ont interverti l'ordre d'envoi. On comprend mieux encore le langage, conforme à la réalité, du Tsar écrivant au roi George V : « Ma justification résulte de la SOUDAINE *déclaration de guerre de l'Allemagne qui a été tout à fait inattendue pour moi* qui avais donné les assurances les plus formelles, à l'Empereur, que mes troupes ne feraient aucun mouvement, aussi longtemps que se poursuivraient les négociations de médiation [1]. »

A propos de ces deux derniers télégrammes, il faut encore citer la lettre très curieuse de Pourtalès qui va quitter Pétrograd dans quelques heures, avec les notes inscrites par l'Empereur.

Pétrogr., 2 *août* 1914, 5 *h.* 50 *matin.*

(*Urgent.*)

Sazonow me demande à l'instant par téléphone comment expliquer ce qui suit : S. M. l'Empereur de Russie a reçu il y a quelques heures un télégramme de Notre Souverain très gracieux qui serait daté de 10 h. 45 du soir et dans la dernière phrase duquel serait exprimé le désir que le Tsar Nicolas puisse ordonner à ses troupes de ne franchir en aucun cas les frontières. Sazonow demande comment je puis expliquer une telle demande, après lui avoir remis hier la note connue. J'ai répondu que je ne pouvais trouver d'autre explication qu'il était vraisemblable que le télégramme de mon Souverain devait avoir été déjà expédié le 31 (*vorgestern*) au soir. S'il y avait quelque chose encore à communiquer ou a expliquer ici, je propose de le faire directement ou peut-être par l'intermédiaire de l'ambassadeur italien, car je pars dans 3 heures par Stockholm [2].

L'Empereur (en note) :

Les Russes ont déjà brûlé des villages prussiens et fait sauter les chemins de fer : ma réponse n'est donc pas nécessaire. *D'ailleurs la Russie non plus ne nous a pas répondu.*

En conclusion, de cette suite de télégrammes qui s'encadrent entre le retour de Guillaume II à Berlin et la déclaration de guerre de l'Allemagne à la Russie, il ressort que Nicolas II a considéré ce retour, le 27 juillet, comme la meilleure chance qui s'offrît à son Empire d'arrêter l'entreprise

1. *Documents allemands de la Guerre*, n° 546, III, p. 54.
2. *Ibid.*, n° 556, III, p. 138.

autrichienne, et que, jusqu'au 1er août, jusqu'à l'heure où Guillaume II lui a déclaré la guerre, il a escompté l'intervention de l'Empereur « pour la paix si chère à nos cœurs ». Il refusait de croire que l'Allemagne voulût une agression. Plus éloigné encore de la vouloir lui-même, « il a sollicité la paix de l'arbitrage », appuyé sur la médiation germanique qu'il a invoquée sans se lasser.

Sans doute, ces dispositions pacifiques n'allaient pas jusqu'à l'acceptation de l'écrasement de la Serbie, « cette faible nation ». Cependant, la réserve que, dès le début, il mit à l'action de l'Autriche, qui ne devait « pas aller trop loin », indiquait qu'il était résigné, par amour de la paix, à cette action, ne s'y opposait pas absolument. Et, le 31 juillet, il considérait encore « comme une lueur d'espoir », la possibilité d'abandonner à l'Autriche, en gage, Belgrade et une partie du territoire serbe.

Pour présenter sous un autre jour l'attitude et le langage du Tsar, le Gouvernement allemand a dû supprimer, intervertir les pièces, changer les dates. « Tout Allemand homme d'honneur, a pu écrire le même officier qui a publié le Mémoire du prince Lichnowsky, sent le rouge lui monter au visage en constatant que notre Office des Affaires étrangères, la plus haute des magistratures allemandes, a déchaîné la guerre en supprimant et falsifiant ces documents. »

Quand le Gouvernement allemand a commencé de se voir découvert, il a profité de sa victoire sur la Russie pour étayer ses accusations d'autres arguments, qu'il a cru peut-être susceptibles de corriger l'effet de ses falsifications. Il a fait grand état des déclarations apportées par les généraux Soukhomlinov et Yanouchkevitch au procès que leur intenta le Gouvernement de Kerenski. Alors, les chanceliers Michaëlis et von Hertling ont successivement affirmé, le 4 septembre 1917 et le 28 septembre 1918, que les sollicitations et les offres pacifiques du Tsar avaient pour but de masquer les préparatifs d'agression concertés par le Cabinet russe contre l'Autriche et aussi contre l'Allemagne. Ils ont voulu établir que, le 29 juillet, au moment où Nicolas II proposait de soumettre le différend austro-serbe à la Cour de la Haye, le ministre de la Guerre et le chef d'état-major russes avaient déjà en leur possession l'ordre général de mobilisation russe. L'ordre ne fut pas lancé, ce soir-là, le Tsar ayant invité l'état-major à y surseoir. Mais l'état-major russe aurait poursuivi, dès le lendemain matin 30 juillet.

Les coupables de la guerre européenne, c'est-à-dire les autorités militaires russes, auraient été ainsi, en 1917, obligés d'avouer leur crime dont le Tsar ne fut responsable que par faiblesse. Leurs aveux ont été avidement recueillis et répandus par la chancellerie allemande, jusque-là fort gênée d'expliquer comment la Russie, avec un souverain si manifestement pacifique, avait pu vouloir la guerre.

Mais que valent en réalité ces aveux? Le texte n'en a pas été sténographié au cours du procès de 1917. Ce que les Allemands ont publié, ce sont les radios télégraphiés par des auditeurs du procès à la presse allemande, ou les articles de la *Novoie Vremia*. C'est en vérité peine perdue que d'essayer même d'obtenir, avec de tels documents, quelques précisions. Tout ce qu'on peut faire, c'est de constater le fait, admis de part et d'autre, que Nicolas II a résisté, le 29 et le 30 juillet, aux mesures de précautions militaires conseillées par les circonstances ou son entourage, et s'est efforcé ensuite de leur enlever tout caractère de menace ou d'ultimatum. Et l'essentiel avant tout, c'est de préciser la nature et la date de ces mesures.

Premier temps. — Le Tsar a indiqué lui-même à l'Allemagne, le 30 juillet[1] : « Des mesures militaires ont été prises, il y a cinq jours, à titre de défense contre les préparatifs de l'Autriche. » Pour préciser, il faut lire le télégramme envoyé par l'ambassadeur de France à Pétrograd, le 26 juillet :

Hier, — soit le 25 juillet, — à Krasnoïë, le ministre m'a confirmé la mobilisation de quatre corps d'armée, des circonscriptions militaires de Kiew, Odessa, Kazan et Moscou. Mais les circonscriptions militaires de Varsovie, Vilna et Pétrograd prennent les dispositions suivantes : Les villes et les Gouvernements de Pétrograd et Moscou sont déclarés en état de siège. Le décret est suivi de la liste des sujets dont les journaux ne doivent pas parler et qui, en fait, ne visent que les questions militaires.

La promotion de jeunes officiers qui, comme d'habitude, devait avoir lieu le 18 août, a été faite d'urgence hier soir à 6 heures (le 25), en même temps qu'était donné l'ordre de lever le camp de Krasnoïë. En ce moment les troupes regagnent leurs garnisons respectives. Le Ministre de la Guerre nous a répété sa volonté de laisser à l'Allemagne l'initiative éventuelle de l'attaque[2].

1. Le Tsar à l'Empereur. Dépêche VII, voir plus haut, p. 31.
2. M. Paléologue à M. Bienvenu-Martin, 26 juillet, 13 h. 55 (*Document Inédit*).

Ces renseignements sont absolument confirmés par le général de Chelius, aide de camp allemand de Nicolas II :

Saint-Pétersbourg, 25 *juillet* 1914.

Au camp de Krasnoïé, les exercices de troupes ont été aujourd'hui subitement interrompus et les régiments ont immédiatement regagné leurs garnisons. Les manœuvres sont décommandées. Les cadets ont été promus officiers aujourd'hui au lieu de l'être en automne (le 18 août, disait M. Paléologue)[1].

Ces avis se retrouvent encore, à un moindre degré, dans les déclarations du général Soukomlinow et de M. Sazonow au comte de Pourtalès, rapportées dans un télégramme du comte Szapary du 26 juillet, et à l'attaché militaire Eggeling[2] :

On n'a réquisitionné aucun cheval, appelé aucun réserviste. Il s'agit uniquement de mesures préparatoires dans les districts militaires de Kiew et d'Odessa, peut-être de Kazan et de Moscou. Si l'Autriche-Hongrie venait à franchir la frontière serbe, les districts militaires de Kiew, d'Odessa, de Moscou et de Kazan seraient mobilisés, mais en aucun cas, ceux se trouvant sur le front allemand (Varsovie, Vilna et Pétersbourg).

Ces mesures étaient donc bien des précautions préliminaires. Elles ne dépassaient pas l'importance de celles qu'avait prises l'Autriche qui, le 25 juillet, avait mobilisé contre les Serbes 400 000 hommes, selon l'avis transmis de Vienne par M. Dumaine[3]. L'Autriche avait pris, ce même soir, une décision plus grave et appelé, dans les 8e et 9e corps d'armée (corps de Bohême), tous les hommes jusqu'à trente-sept ans (télégramme du consul russe de Prague, confirmé par M. Joseph Reinach qui a vu, à Marienbad, les réservistes de Bohême se mettre en route le dimanche matin 26)[4]. N'est-il pas significatif que, à la même date, dès le 24 juillet, la Belgique ait songé aux mesures préparatoires à la mobilisation de son armée. Pour la Russie, pas plus que pour la Belgique, la mobilisation n'était la guerre.

Deuxième temps. — La Russie décida, le 29 juillet, des mesures plus décisives et plus étendues et informa, le 28 dans

1. *Documents allemands de la guerre*, n° 194, I, p. 201.
2. *Histoire de Douze Jours*, p. 213 et 214.
3. M. Dumaine à M. Bienvenu-Martin, 26 juillet (*Document Inédit*).
4. *Histoire de Douze Jours*, p. 212.

la nuit, l'ambassadeur Benckendorff à Londres, et le Gouvernement allemand aussitôt, qu'il avait concentré « quatre corps d'armée sur la frontière autrichfenne[1] ».

Notre ambasasdeur, dans son télégramme du 29 juillet[2], 16 h. 14, en donnait la raison : « L'état-major russe a constaté que l'Autriche précipite ses préparatifs militaires contre la Russie. » Or, à cette date, l'ambassadeur de France à Vienne et l'attaché militaire informaient M. Bienvenu-Martin que les divisions de cavalerie de Galicie se mobilisaient, que des régiments de cavalerie de Vienne et Budapest étaient transportés sur la frontière russe. « Des convocations de réservistes ont actuellement lieu dans cette région et cela depuis le 27 juillet[3]. »

C'est sur cette mobilisation plus étendue, mais partielle encore, que le Tsar s'est expliqué comme ses ministres, dans le télégramme qu'il a dû envoyer le 29 juillet au matin à l'Empereur Guillaume, en regrettant qu'une entente pacifique n'ait pu s'établir entre Vienne et Saint-Pétersbourg directement. « Les mesures de mobilisation prises en Galicie, déclarait le comte Berchtold, le 29 juillet, à l'ambassadeur russe, n'impliquent aucune intention agressive et visent seulement à maintenir la situation sur le même pied. De part et d'autre on s'appliquera à ce que ces mesures ne soient pas interprétées comme des marques d'hostilité[4]. »

Troisième temps. — Le 29 juillet à 5 heures, M. Sazonow a déclaré que « l'ordre de mobilisation serait expédié dans la nuit à treize corps d'armée destinés à opérer contre l'Autriche. Il ne nous reste qu'à accélérer nos propres armements et à compter avec l'inévitabilité probable de la guerre[5]. »

Cette déclaration si différente des résolutions prises le matin par le Gouvernement russe et des assurances pacifiques données par le chef d'état-major Yanouchkevitch à l'attaché militaire allemand, à 3 heures de l'après midi, a été le résultat de la menace apportée dans cet après-midi

1. M. Sazonow à M. Sherbeiew, 28 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 344. — M. Paul Cambon à M. Viviani, 29 juillet, 4 heures du matin (*Document Inédit*).

2. M. Paléologue à M. Bienvenu-Martin, 29 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 352.

3. Télégramme de l'attaché militaire français à Vienne, 29 juillet, 11 heures (*Document Inédit*).

4. M. Dumaine à M. Viviani, 30 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 384.

5. M. Sazonow à l'ambassadeur en France, 29 juillet *Ibid.*, p. 363.

aux Russes par le comte de Pourtalès, d'ordre de Berlin. « Le ton sur lequel l'ambassadeur s'est acquitté de la notification que si la Russie n'arrêtait pas ses préparatifs militaires, l'armée allemande recevrait l'ordre de mobiliser, a décidé le Gouvernement russe à ordonner la mobilisation de treize corps d'armée », écrit immédiatement M. Paléologue. Ce n'était pas la première fois que le comte de Pourtalès signifiait au Gouvernement russe la portée menaçante de la mobilisation allemande : « la guerre immédiate ». Il avait déjà tenu le même langage le 26 juillet. Mais ce fut peut-être ce qui décida le Tsar à suspendre l'ordre donné, pendant la nuit du 29 au 30. Le 30 juillet, à 4 heures du matin, l'état-major et l'amirauté russes, ayant reçu d'inquiétants renseignements sur les préparatifs de l'armée et de la marine allemandes, ont décidé le Tsar à continuer la mobilisation dans treize corps d'armée. Mais M. Sazonow, qui en prévint M. Paléologue, ne songeait pas à une mobilisation générale qui menacerait l'Allemagne. « Jusqu'au dernier moment, dit-il, je négocierai », et il proposa, dans la matinée, au comte de Pourtalès la transaction qu'appuyaient l'Angleterre et la France [1].

Quatrième temps. — « Ce matin, a été donné l'ordre de la mobilisation générale pour l'ensemble de l'armée et de la flotte », écrivent de Pétrograd, le 31 juillet, les ambassadeurs des diverses puissances [2]. D'autre part, l'ambassadeur de France à Vienne, M. Dumaine, annonçait que l'ordre de mobilisation autrichienne « avait été lancé le même matin à la première heure ».

Laquelle des deux mobilisations a précédé l'autre? Ou ont-elles été simultanées? C'est un point difficile à fixer, en l'absence de toute indication de pièces. Ce qui est certain, c'est que le 30 juillet, à 1 heure de l'après-midi, le Tsar Nicolas ne pensait pas encore à une mobilisation générale. Dans sa lettre à l'Empereur, il indiquait seulement « qu'une intervention énergique à Vienne était plus nécessaire que jamais pour amener l'Autriche à une entente ». Et au contraire, l'envoyé d'Allemagne à Vienne annonçait à la fin de l'après-midi du 30 juillet, que « Conrad de Hotzendorf allait porter le soir à l'Empereur les ordres de mobilisation en réponse aux mesures prises par la Russie ». Il ajoutait

1. M. Paléologue à M. Viviani, 30 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 387.
2. *Histoire de Douze Jours*, p. 429 et suivantes.

d'ailleurs « qu'on n'était pas encore fixé si, dans la situation actuelle, la mobilisation serait ordonnée [1] ». Les envoyés de France et d'Angleterre ont déclaré que la décision de la Russie fut prise à la suite de rapports venus de Vienne sur la mobilisation autrichienne qui, dans la nuit, avait été prescrite. En revanche, M. de Jagow à Berlin, le comte Forgach à Vienne, déclarèrent que « l'Autriche s'était vue contrainte de répondre à la mobilisation russe [2] ».

Il faut pourtant relever, en faveur de la thèse soutenue par la Russie et ses alliés, le singulier entretien qui eut lieu, le 30 juillet au matin, entre M. de Jagow et l'envoyé d'une puissance neutre. M. Jules Cambon en eut communication aussitôt et télégraphia ainsi, à 2 h. 40, à Paris :

M. de Jagow lui a dit que le conseil tenu hier soir (29 juillet) à Postdam avec les autorités militaires et sous la présidence de l'Empereur, à la suite de la notification de la mobilisation russe (les 13 corps d'armée seulement), n'avait rien décidé de définitif. Le Sous-Secrétaire d'État a ajouté qu'il craignait que l'Autriche ne mobilisât à la suite de la mobilisation *partielle russe, ce qui pourrait* entraîner par contre-coup la *mobilisation totale russe* et *par suite celle de l'Allemagne*. C'est ce contre-coup qu'il faut éviter. M. de Jagow l'avait assuré ne pas désespérer de la paix cependant.

D'après les renseignements personnels de ce ministre, les troupes allemandes seraient déjà en mouvement par voie ferrée sur notre frontière [3].

Peut-être y a-t-il une raison pour que les deux ordres se soient produits presque simultanément, c'est qu'ils eussent été déterminés par un même mécanisme, dont le moteur aurait été à Berlin. Le 30 juillet, à 1 heure, un journal de Berlin, le *Lokal Anzeiger*, journal officieux, répandait dans le public un décret ordonnant la mobilisation générale de l'armée et de la flotte allemandes. Cette nouvelle sensationnelle fut immédiatement transmise de Berlin à Pétrograd et à Vienne [4]. Le Gouvernement russe qui avait, dès le 30 juillet, reçu des indications alarmantes sur les préparatifs militaires de l'Allemagne [5] en trouva la confirmation

1. L'ambassadeur allemand à Vienne aux Affaires étrangères de Berlin (*Documents allemands de la guerre*, II, p. 184).

2. Sir G. Buchanan à Sir E. Grey, 31 juillet. — M. Paléologue à M. Viviani.— Sir M. de Bunsen à Sir E. Grey, 31 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 429 et 430.

3. M. Jules Cambon à M. Viviani, 30 juillet (*Document Inédit*).

4. M. Sherbeiew à M. Sazonow, 30 juillet.

5. M. Paléologue avait transmis le 29 juillet déjà cette nouvelle : « D'après

dans l'avis reçu l'après-midi. Le Tsar se rangea à l'avis de ses ministres qui lui firent craindre le danger d'être pris au dépourvu par une attaque dont on avait voulu jusque-là laisser la responsabilité à l'Allemagne. L'ordre fut donné de Péterhof le soir du 30 juillet et affiché le lendemain matin. L'Allemagne, il est vrai, aussitôt que l'édition spéciale du *Lokal Anzeiger* se fut répandue, la fit saisir, téléphona dès 2 heures un démenti officiel aux ambassadeurs[1]. Mais le télégramme qui portait le démenti à Pétrograd, ayant subi un retard de transmission, n'y parvint que fort tard dans la soirée, — trop tard pour prévenir les graves décisions du Gouvernement russe. On n'a pas assez remarqué ce télégramme envoyé de Berlin par M. Jules Cambon, le 30 juillet à 2 h. 30, mais rédigé probablement vers midi :

Le bruit court que la mobilisation aurait été décidée ce matin au Conseil et serait probablement décrétée demain. Aux correspondants de journaux, à la Wilhelmstrasse (Office impérial des Affaires étrangères), on a *déclaré qu'on ne pouvait ni démentir, ni confirmer les bruits de ce matin*, mais que des résolutions graves avaient été prises. Il règne une grande émotion[2].

Cela est indépendant de la publication prématurée du *Lokal Anzeiger*, mais l'éclaire et l'explique. Faut-il s'étonner que, dans ces conditions, l'ambassadeur anglais ait constaté l'émotion produite à Pétrograd, dans la journée du 30, et ses effets escomptés sans doute par l'Allemagne?

La nervosité a atteint ici un tel degré que, si l'Autriche se refuse à faire une concession, la Russie ne pourra plus se retenir, et *maintenant qu'elle sait que l'Allemagne arme*, elle ne peut guère retarder pour des raisons stratégiques la conversion de la mobilisation partielle en mobilisation générale. — Le résultat inévitable sera une guerre européenne[3].

Pas plus que le Gouvernement, pas plus que le Tsar, les autorités militaires de la Russie n'ont eu l'initiative des mesures décisives qui, le 31 juillet, déchaînèrent la guerre.

l'état-major russe, la mobilisation allemande sera décrétée demain 30 juillet » (*Document Inédit*).

1. M. Jules Cambon à M. Viviani, Berlin, 15 h. 30, reçu à Paris à 22 h. (*Document Inédit*).

2. M. Jules Cambon à M. Viviani, Berlin, 30 juillet, 14 h. 30, reçu à 22 h. (*Ibid.*).

3. Sir G. Buchanan à Sir E. Grey, 30 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 391.

Ni provocation, ni agression ne semblent devoir leur être imputées. L'examen des faits et des textes conduit à la conclusion que présenta, dans un mémoire rédigé à Pétrograd, le 15 septembre 1917, le Gouvernement de Kerenski[1] :

« La mobilisation générale russe, qui n'a été rendue exécutoire dans son ensemble que dans la soirée du 30 juillet, constituait une mesure de défense inévitable en raison :

« 1° De la mobilisation générale de l'Autriche-Hongrie et de la déclaration de guerre à la Serbie.

« 2° De l'attitude alarmante de l'Allemagne, qui se refusait à appuyer efficacement auprès de son alliée toute solution de la crise, encourageant ainsi son intransigeance.

« 3° De la démarche comminatoire du comte de Pourtalès, du 29 juillet, ayant en vue d'empêcher la Russie de prendre des mesures élémentaires de précaution.

« 4° Des préparatifs militaires sur terre et sur mer (indiscrétions du *Lokal Anzeiger*). »

La Serbie sur la défensive.

Mais, répliquent les Allemands, si la Russie et la France n'ont pas voulu la guerre, elles l'ont rendue nécessaire en soutenant l'une après l'autre, en protégeant contre un châtiment mérité, le Gouvernement d'assassins qui, de Belgrade, avait dirigé les bombes et les revolvers contre l'héritier des Habsbourg. « L'état d'esprit qui a amené les Serbes à assassiner leur propre roi, a écrit le 29 juillet Guillaume II au Tsar, règne encore en ce pays. » L'Europe au lieu de se solidariser avec eux se devait de les abandonner à un juste châtiment.

Nous n'entreprendrons pas l'analyse, déjà bien des fois faite, du réquisitoire austro-hongrois, qui constitue la préface du *Livre rouge* austro-hongrois, ni de la note remise le 23 juillet au Gouvernement serbe, ni du long mémoire justificatif remis le 25 juillet par le comte Berchtold aux puissances sur les rapports de la propagande panserbe avec l'attentat de Serajevo[2].

La lettre, aujourd'hui publique, de l'Empereur François-Joseph, remise le 5 juillet 1918 à Potsdam par l'ambassadeur d'Autriche, le comte Szoegyény, justifie suffisamment

1. Document publié dans le Recueil : *Etudes de la guerre*, III, p. 124.
2. *Histoire de Douze Jours*, p. 146 et suivantes.

la Serbie, son Gouvernement et son peuple[1]. De nombreux critiques[2] ont déjà indiqué ce qu'il y avait de suspect dans l'enquête du tribunal de Serajevo, dont on ignore encore les dates, dont les pièces authentiques contresignées par les témoins n'ont pas été publiées. On n'a pas manqué de signaler que les deux assassins, Cabrinovitch et Gavrilo Princip, étaient des sujets bosniaques, et non des Serbes, qu'il ne paraissait y avoir aucune relation entre le premier attentat, la bombe, auquel l'archiduc échappa fort aisément, et le second, qui lui coûta la vie, point de rapport non plus entre Cabrinovitch, suspect de bons rapports avec la police autrichienne, et le jeune étudiant Princip, que pour prouver leurs rapports avec les sociétés patriotiques serbes, la Narodna Odbrana, il avait fallu combiner un véritable roman policier, que l'origine du drame enfin paraissait plutôt autrichienne, hongroise que serbe.

Toutes ces accusations et réfutations sont devenues bien inutiles, depuis qu'on peut citer ces paroles de François-Joseph, transmises le 5 juillet à Berlin : « D'après les renseignements actuels, il ne s'est pas agi à Serajevo d'un attentat individuel, mais d'un complot bien organisé dont la trame se rattachait à Belgrade, *et même dans l'hypothèse vraisemblable où il serait impossible de prouver la complicité du Gouvernement serbe*, on peut toujours être sûr que sa politique d'union yougoslave sous le drapeau serbe appelait de telles entreprises criminelles. » L'Empereur, le 5 juillet, disait encore « l'hypothèse vraisemblable ». Son juge enquêteur à Serajevo, M. de Wiesner, le 13 juillet à 13 h. 19, était fixé quand il télégraphiait au comte Berchtold :

Connivence de la part du Gouvernement serbe, participation à attentat et fournitures d'armes ne sont prouvés par rien, *on ne peut même le soupçonner. Au contraire il y a des indications qui font rejeter cette supposition*[3].

Si donc la Serbie n'a fourni aucun motif de guerre à l'Empire austro-hongrois, peut-on lui reprocher d'ailleurs l'attitude qu'elle a prise devant ses accusateurs? Un mouvement

1. Remarques de la délégation allemande à la Conférence de la Paix. Annexe, II, p. 752 et *Documents allemands de la guerre*, nos 13 et 14 (I, p. 19 et suivantes).

2. Notamment Jules Chopin (Jules Richon). *Le drame de Serajevo*, Paris, 1918.

3. Texte publié comme authentique par la délégation américaine à la Conférence de la Paix (Annexe II, p. 75).

d'indignation, de révolte eût été excusable, après tout. Le Gouvernement serbe a eu le grand mérite de comprendre qu'il ferait, en ne sachant pas se défendre d'un tel mouvement, le jeu de ses adversaires, et qu'en cette heure dangereuse, son intérêt était de gagner l'appui de l'Europe par des sacrifices, pénibles sans doute pour lui, à la paix européenne.

L'attitude qu'il adopta fut déterminée, dans le mois qui suivit l'attentat, par l'étude attentive et réfléchie de ce qui se tramait à Vienne. Le silence obstiné que gardèrent les ministres de François-Joseph éveilla le soupçon des hommes d'État serbes, particulièrement du ministre à Vienne, M. Iovanowitch [1].

L'Autriche, disait-il le 7 juillet, n'a le choix qu'entre deux solutions : ou considérer le crime de Serajevo comme un malheur national, mais aussi comme un acte criminel qui doit être jugé suivant les preuves établies, en demandant à la Serbie de lui prêter aide en cette tâche, afin que les coupables ne puissent pas se soustraire à la condamnation la plus sévère ; ou faire de l'attentat de Serajevo un complot panserbe, yougo-slave, avec toutes les manifestations de la haine contre le monde slave. Au cas où la première solution serait adoptée, ce qui serait un signe de grande sagesse, il faudrait nous y rallier complètement.

Mais il ajoutait :

Il y a plusieurs signes qu'on pousse les cercles compétents vers cette seconde solution, et c'est pour cela qu'il faut être prêt pour la défense.

Quand on compare cette lettre à celle de François-Joseph, on voit qu'en Autriche ce n'était pas le parti de la sagesse qu'on avait résolu d'adopter. Un informateur français, généralement très bien renseigné, écrivait de Vienne, le 17 juillet, qu'un haut fonctionnaire viennois avait avoué, sans s'en apercevoir :

Que les résultats de l'enquête étaient nuls à l'égard des complicités directes et de l'instigation de Belgrade et qu'on serait forcé de se rejeter sur un deuxième groupe de récriminations, genèse intellectuelle et morale du crime, inspiration de la propagande irrédentiste serbe, en territoire austro-hongrois, envois d'émissaires, excitation au fanatisme national qui mène aux attentats [2].

Le lendemain, 18 juillet, les ministres de Bavière à Berlin obtenaient du Secrétaire d'État Zimmermann, membre du

1. M. M. Iovanowitch, de Vienne, à M. Pachitch, 7 juillet. *Histoire des Douze Jours*, p. 54.
2. Note de Vienne (*Document Inédit*).

Gouvernement allemand, qui a menti[1] en prétendant n'avoir rien su des intentions de l'Autriche, les précisions suivantes[2] :

La note autrichienne contiendra les quatre exigences suivantes :

1° Publication d'une proclamation du Roi des Serbes, affirmant que son Gouvernement n'a rien de commun avec le mouvement panserbe et le désavoue.

2° Ouverture, en Serbie, d'une enquête contre les complices de l'attentat de Serajevo, avec participation de fonctionnaires autrichiens.

3° Ouverture de poursuites contre toutes les personnes mêlées au mouvement panserbe.

4° Délai de quarante-huit heures pour l'acceptation desdites demandes.

Et le ministre bavarois à Berlin concluait :

Il est évident que la Serbie ne peut pas souscrire à ces exigences qui sont incompatibles avec sa dignité d'État indépendant. Mais ici on approuve l'Autriche de profiter de l'heure favorable, même aux risques de complications ultérieures.

On savait donc non seulement à Vienne, mais à Berlin et dans toute l'Allemagne, que la note allait déterminer la guerre, tandis qu'à Belgrade on était si décidé à la paix qu'on voulait y croire quand même. Après avoir remis le 19 juillet aux puissances une déclaration de ses intentions pacifiques[3], le Président du Conseil Pachitch prit ses vacances, et le généralissime Putnik demeura aux eaux de Gleichenberg, en Autriche même.

Brutalement placé par l'ultimatum du 23 juillet entre une capitulation ou un duel singulièrement inégal, accusé

1. L'aveu du mensonge par son auteur a été fait plus tard dans une lettre du 11 août 1917 : « Quant à l'opportunité de ce démenti, eu égard au fait que notre connaissance de la note ne pourra rester longtemps cachée, c'est une autre question » (*Documents allemands de la guerre*, t. IV, Annexe VII).

2. Lettres et rapports de la Légation bavaroise à Berlin publiés, après le renversement de la monarchie, par Kurt Eisner, le 25 novembre 1919, publiés aujourd'hui dans leur forme authentique dans les *Documents allemands de la guerre* (annexe IV, t. IV, p. 123). Le Gouvernement allemand n'en a pas contesté l'authenticité. Il déclare seulement que l'auteur n'en fut pas le chef de la Légation, le comte Lerchenfeld, mais le conseiller von Schœn, et qu'ils contiennent « des erreurs multiples ». Ils sont en réalité de l'un et de l'autre. Ces insinuations dénuées de preuves à l'appui ne sont pas faites pour diminuer la valeur des textes fournis à l'Histoire par Kurt Eisner.

3. M. Pachitch aux légations royales, 25 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 188.

sans avoir le temps de préparer sa défense et de chercher des arbitres et des avocats, le Gouvernement serbe capitula, dans les deux jours de délai qu'on lui avait laissés, beaucoup plus même que ne l'avaient imaginé les auteurs du complot. Quand on connut en Europe la réponse de la Serbie [1], on se réjouit, en la plaignant, du sacrifice qu'elle venait de faire à la paix [2].

Mais M. Pachitch ne se faisait pas d'illusions sur l'utilité de ce sacrifice, ni pour son pays ni pour l'Europe. Renseigné sur les mesures militaires prises de l'autre côté du Danube depuis le 23 juillet, il prévoyait que l'Autriche ne s'arrêterait pas après avoir mobilisé. « La soumission de la Serbie, écrivait de Vienne l'ambassadeur anglais, n'est ni attendue, ni vraiment désirée [3]. » Avant de remettre sa réponse, le Prince héritier de Serbie signa l'ordre de mobilisation, convoqua la Skouptchina à Nich, où, certain d'une attaque prochaine sur Belgrade, il allait transporter le Gouvernement. Ce n'était pas provocation, mais stricte prudence.

La façon dont le ministre d'Autriche, baron Giesl de Gieslingen, officier de cavalerie choisi pour ses habitudes de mener les choses à la hussarde, rejeta, sans la lire, la réponse serbe, et prit ses passeports dix minutes après l'avoir reçue, acheva d'éclairer l'Europe sur les auteurs véritables de la guerre qui s'allumait sur le Danube. Les puissances susceptibles de secourir la Serbie dans sa détresse, telles la Russie et la France, et même celles qui, comme l'Angleterre, ne voulaient pas d'abord être mêlées à une querelle balkanique, purent comparer les provocations de l'Autriche et la tenue digne et conciliante à la fois du Gouvernement serbe. A Londres surtout, où l'on avait refusé d'abord de considérer le caractère européen du conflit austro-serbe, notre chargé d'affaires nota le 27 juillet : « La démobilisation de la flotte avait été contremandée le vendredi 26, de la propre initiative du premier lord de l'Amirauté. Sir E. Grey et ses collègues ont décidé cette nuit d'en publier la nouvelle. Ce résultat est dû à l'attitude conciliante de la Serbie et de la Russie [4] ».

1. Voir note 3, page précédente.

2. Réponse du Gouvernement royal serbe, 25 juillet. *Livre bleu serbe*, nº 39. *Histoire de Douze Jours*, p. 188 et suivantes.

3. Sir M. de Bunsen à Sir E. Grey, 25 juillet 1914. *Ibid.*, p. 195.

4. M. de Fleuriau à M. Bienvenu-Martin. — M. Sazonow aux ambassadeurs de Russie, 27 juillet. — M. Bienvenu-Martin aux ambassadeurs de France, 27 juillet. — *Ibid*, p. 272 et p. 238.

Quand l'Autriche, le 28 juillet, déclara la guerre à Belgrade, elle était ou se croyait en tout cas assurée d'une victoire militaire facile et prompte. Mais le Gouvernement serbe avait remporté dans l'opinion publique un avantage décisif, le seul qu'il pût alors espérer et qui ne lui fut jamais plus repris. Il avait prouvé la légitimité de sa défense, en face d'une agression odieuse et préméditée.

L'Italie neutre.

Il paraît donc prouvé que l'étincelle qui a jailli au mois d'août 1914 n'est pas partie de Belgrade, que ce n'est pas la Russie qui, selon le propos du Chancelier allemand a allumé la torche incendiaire, encore moins la France. Mais alors? Il faut pourtant savoir qui a mis le feu à l'Europe?

Ce n'est pas l'Italie non plus. Alliée de l'Autriche par le pacte de la Triplice renouvelé en 1912, avec des obligations nouvelles « qui devaient lui permettre de réaliser ultérieurement ses propres aspirations[1] », l'Italie n'avait nul motif de pousser les Serbes contre la monarchie danubienne, ni de procurer à cette puissance de nouvelles provinces des Balkans. Le roi Victor-Emmanuel n'avait d'ailleurs, le 17 juillet, aucun soupçon d'une guerre prochaine, puisqu'il se préparait à répondre[2], malgré son peu de sympathie pour Guillaume II, à l'invitation que celui-ci lui avait faite d'assister aux grandes manœuvres de Prusse, en septembre 1914.

« Le Chargé d'affaires d'Italie, écrivait M. Bienvenu-Martin le 21 juillet 1914, m'informe du voyage que le Roi d'Italie fera en Allemagne au mois de septembre pour répondre à l'invitation de l'Empereur. Il m'a fait remarquer que ce voyage n'aura pas de caractère politique et que le Roi ne sera accompagné d'aucun ministre. Cette communication a été faite confidentiellement au Gouvernement français, en vue d'éviter des commentaires inexacts et des polémiques de presse. »

1. MM. Dumaine, de Vienne, 21 août 1912 ; Jules Cambon, de Berlin, 3 mai 1912 ; M. Barrère, de Rome, 5 et 18 septembre 1913 (*Documents Inédits*). — Le texte de la Triple Alliance de 1912 a été publié dans les *Documents allemands de la guerre*, IV, p. 105, et dans Pribram, *Les traités secrets de l'Autriche-Hongrie*.

2. M. Barrère, de Rome, 29 mai 1914 ; le Chargé d'affaires, de Rome, 18 juillet 1914 ; M. Bienvenu-Martin, aux ambassadeurs de France, 21 juillet 1914 (*Documents Inédits*).

L'Italie marqua donc une surprise qui n'était pas feinte de l'ultimatum du 23 juillet 1914. Son Gouvernement avait témoigné à l'Empereur François-Joseph son indignation et sa sympathie à propos de l'attentat de Serajevo et invité les Serbes d'une façon pressante à se conduire avec mesure et prudence[1]. Mais, dès le 17 juillet, il avait d'autre part prévenu l'Autriche « qu'une démarche de celle-ci dirigée contre la Serbie et ne lui témoignant pas les égards dus par une nation à une nation, rencontrerait la réprobation de l'opinion publique italienne, et qu'elle tiendrait à ce que l'indépendance de la Serbie fût maintenue[2] ». « L'Italie, disait à M. de Flotow le marquis de S. Giuliano dès le 14 juillet, ne pourrait jamais combattre le principe des nationalités[3]. »

La grande erreur de l'Empereur allemand et de ses ministres fut de s'imaginer, contre toute vraisemblance, qu'ils réussiraient à lier l'Italie, par l'ambition, à leur entreprise. Dès le 14 juillet, ils disaient à leur agent à Rome : « Agissez fortement sur la presse, sans donner l'idée que nous poussons l'Autriche à la guerre[4]. » M. de Tschirsky reçut l'ordre à Vienne de déterminer l'Empereur François-Joseph à se dépouiller du Tyrol en faveur des Italiens : « Ce serait dur, mais si essentiel pour l'Autriche[5]. »

Lorsque le 24 juillet les ministres italiens eurent déclaré à M. de Flotow qu'en vertu de la Triple Alliance ils ne pouvaient être engagés, surtout sans entente préalable, dans une guerre offensive[6], l'Allemagne s'obstina. L'ambassadeur d'Autriche reçevait 300 000 francs; M. de Flotow réclamait 40 000 marks pour forcer par les grands journaux la main au Gouvernement[7]. L'Empereur Guillaume excitait leur zèle, gourmandait les ministres viennois de ne pas se décider aux sacrifices nécessaires. Il prétendait que les dispositions pacifiques de l'Italie n'étaient que « blagues, marchandages » :

1. L'envoyé allemand à Rome aux Affaires étrangères, 12 juillet 1914, *Documents allemands de la guerre*, n° 38, I, p. 58.

2. M. Ljoub Michailowich, de Rome, à M. Pachitch, 17 juillet. — Lettre de M. Sonnino à l'ambassadeur d'Italie, à Vienne, 9 décembre 1914 (*Livre vert* italien, pièce n° 1).

3. *Documents de la guerre*, n° 42, I, p. 67.

4. Le ministre des Affaires étrangères de Berlin à l'ambassadeur à Rome, 14 juillet, *Ibid.*, I, p. 69.

5. Le ministre des Affaires étrangères de Berlin à l'ambassadeur à Vienne, 15 juillet, *Ibid.*, n° 46, I, p. 71.

6. Le ministre allemand à Rome aux Affaires étrangères, 24 juillet, *Ibid.*, n° 156, I, p. 168.

7. Le ministre allemand à Rome aux Affaires étrangères, 25 juillet, *Ibid.*, n° 167, I, p. 180.

« Les petits voleurs, ils veulent toujours chiper quelque chose, l'Albanie — on verra bien quand l'affaire sera engagée [1]. »

Le conflit ayant éclaté, l'Italie prit l'attitude qu'elle devait conserver jusqu'à la fin de l'année 1914. Elle se déclara dégagée, le 31 juillet, de toute obligation envers les Empires centraux, « la guerre entreprise par l'Autriche ayant un caractère agressif qui ne cadrait pas avec le caractère purement défensif de la Triple Alliance ». Elle avait décidé « de ne pas participer à la guerre », « après avoir d'ailleurs employé tous ses efforts, depuis le 26 juillet, pour empêcher la paix d'être rompue [2] ».

Guillaume II en éprouva une vive déception qu'il a consignée en marge de la lettre envoyée le 3 août par le roi d'Italie en réponse à une dernière instance de Berlin : « *Menteur! Scélérat! Impudence!* » Irrités de ne pouvoir entraîner l'Italie à la guerre, les Allemands n'eurent plus qu'une pensée, employer tous leurs efforts pour qu'au moins elle ne la fît pas contre eux.

Nous aurions eu tous les droits, disait M. Salandra dans une note du 23 mai 1915 de rompre l'alliance au mois d'août 1914 puisqu'on nous engageait dans la guerre sans nous consulter. Par amour de la paix, nous avons déclaré notre neutralité, mais nous avons encore respecté l'alliance. Si les deux Puissances sont si certaines d'avoir été attaquées, pourquoi n'ont-elles pas dénoncé l'alliance contre l'Italie dès le mois d'août 1914 [3].

Par sa neutralité, l'Italie a, au début de la crise du moins, limité le conflit.

La Roumanie neutre.

La Roumanie a fait de même que l'Italie. Depuis 1883, un traité imposé par l'Allemagne au Roi Carol l'avait lié aux Empires centraux. Ce traité, renouvelé en 1888 avec l'adhésion de l'Italie dont Crispi avait apporté à Carp le

1. Notes de l'Empereur à un télégramme de son ministre des Affaires étrangères, M. de Jagow, *Documents de la guerre*, 25 juillet, n° 182.

2. M. Barrère à M. Viviani, Rome, 1er août. *Histoire de Douze Jours*, p. 476.

3. Cette note du 23 mai a précédé l'appel du Ministère au Parlement italien : c'était une réponse à l'Autriche. La dénonciation du traité d'alliance par l'Autriche est du 4 mai 1915 (*Livre vert* italien, pièce 76).

concours, puis en 1892, en 1896, en 1902 et en 1913, était complété d'une convention qui réglait la coopération militaire de l'Autriche et des Roumains. Il obligeait le Roi, mais il n'obligeait pas la nation qui l'ignorait. La Roumanie, contre les Bulgares, inclinait à l'alliance serbe[1], tandis qu'au contraire la diplomatie allemande l'invitait à se lier avec le Roi Ferdinand et la Bulgarie[2]. Deux fois, pendant le mois de juin 1914, le Roi Carol avait fait savoir à Vienne que l'opinion hostile de son peuple ne lui permettrait pas de tenir ses engagements, à plus forte raison de s'allier aux Bulgares. Tout ce qu'il put faire, au début du conflit austro-serbe, fut d'inviter les Serbes aux concessions[3] et d'empêcher les Roumains de se déclarer contre l'Autriche. « Il n'existe pas de force au monde qui pourrait jamais me contraindre à prendre les armes contre la monarchie », dit-il au comte Czernin[4]. Mais en revanche il n'obtint pas de ses ministres, réunis en Conseil à Sinaïa le 29 juillet, que la Roumanie s'armât contre les Serbes et les Russes. Les ministres se déclarèrent résolus le 25 juillet à ne pas permettre « la violation de la paix de Bucarest, à interdire aux Bulgares absolument toute entreprise contre la paix des Balkans. » Le roi « est de plus en plus dans une situation très difficile, incapable de remplir ses devoirs d'allié[5] ». Le Roi et son Gouvernement ne purent se mettre d'accord que sur une formule ambiguë qui laissait l'espoir à l'un de soutenir, à l'autre de combattre l'Autriche. Le ministre de France à Bucarest donnait cette formule et en indiquait la portée :

La Roumanie restera neutre tant que la situation actuelle ne sera pas modifiée. J'ai fait remarquer à plusieurs ministres roumains combien ce communiqué me surprenait. Car il laisserait supposer

1. Ces renseignements essentiels ont été fournis par Carp dans son journal *La Moldawa*, en décembre 1915. L'Italie s'était engagée à fournir des troupes aux Roumains (convention militaire contre la Russie). Le texte du traité austro-roumain du 15 février 1913 a été publié dans les *Documents allemands de la guerre*, annexe, III, t. IV. On trouvera dans Pribram, *Les traités secrets de l'Autriche-Hongrie*, le texte du traité de 1883 et de tous les renouvellements successifs.

2. Télégramme de l'envoyé allemand à Bucarest, 10 juillet. *Documents allemands*, n° 26, I, p. 48.

3. Télégramme du même, n° 135 *Ibid.*, I, p. 153.

4. Rapport du comte Czernin au comte Berchtold, juillet-août 1914 (*Deuxième Livre rouge* autrichien, 1916, pièces n°s 3 et 7).

5. Dépêche de l'envoyé allemand à Bucarest du 26 juillet 1914. Guillaume II l'a ainsi annotée : *Voilà de bien grands mots* (*Documents allemands de la guerre*, n° 262, I, p. 253. — Autres dépêches du 29 juillet, n° 379, II, p. 102 du 30 juillet, n° 463, II, p. 183).

qu'en cas de conflit entre la Russie et l'Autriche, la Roumanie pourrait sortir de sa neutralité, ne pas se maintenir sur le terrain du traité de Bucarest et se laisser entraîner d'un côté ou de l'autre, contrairement à ses véritables intérêts. Des renseignements de source secrète et sûre donnent à penser que la Roumanie travaillée par l'Autriche et liée peut-être par un traité d'alliance pencherait actuellement du côté de la Triple Alliance[1].

Il convient de mettre en regard des nouvelles recueillies par la légation de France en Roumanie, celles que le ministre de l'Allemagne transmettait à Berlin :

Sinaia, 4 août, 3 h. 50 de la nuit.

Après un chaud appel du roi qui voulait réaliser le traité, le Conseil de la Couronne a décidé à l'unanimité moins une voix qu'aucun parti ne pouvait prendre la responsabilité de cette action. Le Conseil a résolu que le *casus fœderis* n'existait pas, la Roumanie n'ayant été ni informée ni consultée sur la démarche austro-hongroise à Belgrade. Il décida en outre que des préparatifs militaires seraient exécutés pour la sûreté des frontières, ce qui constituerait un avantage pour l'Autriche-Hongrie, dont les frontières seraient couvertes sur plusieurs centaines de lieues.

Après le Conseil, le ministère siégea seul sans le roi et décida pour donner à son action un effet plus rapide, de renoncer au point de vue de la paix de Bucarest et de permettre une intervention bulgare en Serbie, mesure qui permettrait à l'Autriche de rappeler plusieurs corps d'armée du théâtre de la guerre serbe, en même nombre que la Roumanie pourrait en envoyer sur le Pruth. Ce serait avec cela le seul moyen d'être en sûreté avec la Bulgarie, où l'influence russe autrement serait inquiétante. Bien entendu tout cela étant subordonné à ce que les deux Empires considèrent cette attitude de la Roumanie comme conforme à ses relations amicales avec eux. Obtenir davantage du sentiment chevaleresque du Roi, ce serait dépasser les bornes du possible.

...Le ministre Bratiano ne publiera qu'une courte notice sur les mesures militaires destinées à la sûreté des frontières. Afin de ne pas aggraver la situation pour nous, il ne conseille pas la publication du traité. Peut-être dans une période ultérieure de la guerre, une action de la Roumanie deviendra-t-elle possible contre la Russie[2].

L'Empereur et ses ministres à Berlin ne prirent pas aisément leur parti de ces résolutions. « Voilà donc avant la guerre,

1. D'après M. Blondel, ministre à Bucarest. M. Viviani aux ambassadeurs de France, 31 juillet, 23 h. 55 (*Inédit*).

2. *Documents allemands, de la guerre*, n° 811, IV, p. 52 et 868, IV, p. 89.

s'écria Guillaume, nos alliés qui se détachent de nous comme poires pourries. Faillite totale de la diplomatie allemande et autrichienne. Cela aurait dû être évité! » Une heure après la réception des nouvelles, la Chancellerie risquait une offre : « Faites savoir à Bucarest, très confidentiellement, que la Turquie et la Bulgarie sûrement aideront les Roumains à prendre la Bessarabie [1]. » *Nouvelle Alsace-Lorraine*, avaient répondu ceux-ci. Il n'y avait rien à faire. Le roi à Bucarest avait été éloquent, pressant, patriote, jusqu'à en être malade le lendemain. L'Allemagne dut se déclarer satisfaite, et voulut le paraître, en affirmant qu'elle comptait sur une coopération active de la Roumanie pour plus tard.

Cette neutralité provisoire, précaire si l'on veut, puisqu'elle ne résulta que de l'impuissance du Roi « à trouver le moyen d'entrer en action », exclut du moins l'idée que la Roumanie ait en rien contribué, au mois d'août 1914, à déchaîner la guerre entre l'Autriche et les Russes.

La Grèce neutre.

Et pas davantage la Grèce. Le même désaccord existait depuis l'ouverture du conflit entre le ministère Venizelos, désireux de venir en aide aux Serbes, et le Roi, beau-frère de Guillaume II, qui, comme le Roi Carol, gardait la neutralité faute de mieux et attendait l'heure où, sans avoir à craindre la Bulgarie, il pourrait se déclarer contre les Slaves. « Tu connais mes sentiments sur eux et la tutelle russe dans les Balkans, écrivait le Roi de Grèce à Berlin [2]. »

Nulle part, au mois d'août 1914, ni à Paris, ni à Pétrograd, ni à Belgrade, ni à Rome, ni à Athènes, ni à Bucarest, on ne trouve chez les souverains, les hommes d'État ou les peuples, soit la volonté, soit la possibilité de faire la guerre. Partout, chez ces nations à qui la plus grande guerre de l'histoire imposera les plus durs sacrifices, un égal désir ou une commune obligation d'éviter l'engagement suprême.

1. *Documents allemands*, n° 830, IV, p. 65, n° 847, IV, p. 75.
2. Venizelos, Discours du 2 octobre 1915. — Voir à notre IVe partie le télégramme de Constantin à Guillaume du 2 août, avec les notes de celui-ci.

L'Angleterre médiatrice.

Mais, « le monde sait aujourd'hui, a dit au Reichstag en décembre 1915 le Chancelier de l'Empire allemand, pourquoi sur l'ordre de l'Angleterre, cet assassinat des peuples se consomme. Le premier, le *Times* a avoué que le secours apporté à la Belgique n'était pas le vrai motif de l'entrée en guerre de l'Angleterre. Elle veut faire des affaires dans le monde. Elle a pris les armes parce qu'il n'y avait pas d'autre moyen de nous abattre.... La politique anglaise de l'équilibre des puissances doit disparaître parce que, comme l'a dit dernièrement le poète anglais Shaw, c'est le four d'incubation des guerres[1]. »

Quand il parlait ainsi en 1915, le Chancelier de l'Empire allemand avait-il donc pu oublier le *Mémoire* qu'il déposait le 3 août sur le bureau du Reichstag ? Que penser de la contradiction de ce langage de 1915 avec les phrases qu'on lit dans le Mémoire de 1914 : « *Côte à côte avec l'Angleterre*, nous avons *sans cesse continué à travailler à une action médiatrice* et appuyé à Vienne toute proposition grâce à laquelle nous pouvions espérer la possibilité d'une solution amiable du conflit. Avant même que la réponse de Vienne à la dernière proposition de médiation anglo-allemande nous fût parvenue, la Russie proclamait la mobilisation[2]. »

En 1914, le Gouvernement allemand a proclamé que deux puissances en Europe, l'Allemagne et l'Angleterre, avaient travaillé avec une même ardeur, une même sincérité à prévenir le grave conflit qui allait ensanglanter l'Europe. Il pourrait donc sembler inutile de rappeler les efforts du Roi d'Angleterre, de Sir Edward Grey, leurs tentatives de médiation, répétées, prolongées jusqu'à la dernière heure, désespérées. En déclarant qu'ils s'y étaient associés avec l'espoir de les faire aboutir, le Chancelier de l'Empire et son Empereur se sont portés garants de la politique résolument pacifique des Anglais. Nous en préciserons cependant, historiquement, la physionomie et les traits essentiels.

Le 24 juillet, première proposition de médiation entre l'Autriche et la Serbie pour ajourner la rupture des relations diplomatiques. Refus de l'Autriche comme de l'Allemagne.

1. Traduction du *Temps*, 11 décembre 1915.
2. *Livre blanc allemand*, Mémoire, passim.

Le 24 juillet, offre de médiation entre l'Autriche et la Russie pour prévenir l'extension du conflit ouvert par l'ultimatum du 23 juillet. Même refus.

Le 26 juillet, proposition d'une réunion d'ambassadeurs à Londres, qui permît de suspendre les opérations militaires et donnât le temps à l'Europe de discuter. Refus de cette « *conférence* » à Vienne et à Berlin.

Le 29 juillet, nouvelle proposition de Sir Ed. Grey de laisser l'Allemagne « libre de désigner par quel moyen les quatre puissances pourraient combiner leur influence pour empêcher la guerre entre l'Autriche et la Russie » et offre à l'Autriche d'occuper pendant la durée de la médiation une partie du territoire serbe. L'Allemagne ne répondit pas et l'Autriche bombarda Belgrade.

Le 1er août, l'Angleterre demandait pour l'Autriche l'occupation de Belgrade et priait encore la Russie de modifier, pour faciliter la paix, la formule qui devait garantir l'indépendance et la souveraineté de la Serbie, « de manière à ce que les puissances médiatrices restassent seules juges des satisfactions exigées par l'Autriche, des garanties à conserver aux Serbes [1] ». Dans la nuit du 30 juillet, l'Autriche-Hongrie mobilisa toutes ses armées, et le 1er août dans l'après-midi, l'Allemagne annonça la mobilisation des siennes.

A ces tentatives de médiation anglaises, qui n'ont pas cessé depuis l'ultimatum autrichien à Belgrade jusqu'à l'ultimatum allemand adressé le 31 juillet à Pétrograd, un homme d'État allemand rendait un hommage décisif, quand il téléphonait de Berlin à Munich, le 30 juillet, au Gouvernement bavarois : « Il faut bien espérer que les efforts oratoires de Sir Ed. Grey pour agir en faveur du maintien de la paix ne suspendront pas le cours des événements [2]. » La preuve est faite : on peut apprécier par cet aveu la sincérité des intentions de l'Angleterre, et le prétendu regret manifesté le 3 août par M. de Bethmann-Hollweg qu'elles n'aient pas abouti.

Si publiquement l'Allemagne proclamait alors les mérites pacifiques du roi George et des Anglais dont elle souhaitait et préparait en secret l'échec, c'était pour convaincre l'opinion et le Gouvernement au delà de la Manche, que la seule

1. Oman, *The outbreak of the War*, on British official documents, London, 1919.
2. *Documents allemands de la guerre*, t. IV, annexe.

façon de limiter dans le temps et l'espace le conflit, était de laisser les Allemands dicter leurs conditions aux Slaves. M. de Bethmann-Hollweg et son ministre à Londres, le prince Lichnowsky, surtout, avaient espéré jusqu'au 2 août que le cabinet anglais garderait la neutralité[1]. Ils l'escomptaient pour compenser la neutralité italienne qui déjà ne faisait pas de doute.

Interprète de ses collègues du cabinet libéral, Sir Edward Grey déclarait à M. Paul Cambon, le 29 juillet encore, que « dans une querelle entre l'Autriche et la Russie, la Grande-Bretagne ne se sentait pas appelée à jouer un rôle. Ce serait une question de la suprématie du Teuton ou du Slave — une lutte pour la suprématie dans les Balkans, et notre idée avait toujours été d'éviter d'être entraînés dans une guerre pour une question balkanique[2]. » « A l'heure présente, avait dit un autre membre du cabinet, Sir A. Nicholson, le côté européen de l'affaire échappe aux Anglais. Ils le comprendront plus tard, peut-être trop tard. Nous dépendons de l'opinion publique qui se révolterait si l'Allemagne attaquait la France. Mais il s'agit de la Serbie à laquelle ils ne s'intéressent pas et pour laquelle ils refuseraient de prendre les armes[3]. »

Sans doute, à mesure que les événements se précipitaient et que les menaces allemandes se précisaient, ces hommes d'État clairvoyants et résolus, selon l'expression de M. Cambon, à ne pas renouveler la faute de 1870, inclinèrent à secourir la France, dans le cas où elle serait attaquée. Mais il ne leur semblait pas possible d'en prendre l'engagement encore le 31 juillet. « Sir Ed. Grey, écrivait M. Paul Cambon à la veille du 1er août, est partisan de l'intervention immédiate; il en a menacé le prince Lichnowsky. Mais le Conseil des ministres a pensé que le Gouvernement ne pourrait pas obtenir l'autorisation du Parlement[4]. »

Ces « tergiversations », ces craintes du Cabinet anglais étaient autant d'encouragements pour l'Empereur d'Allemagne et ses ministres. Le Président Poincaré adressa au roi George, le 31 juillet, un appel pressant : « Les Allemands

1. Mémoire du prince Lichnowsky (*Etudes de la guerre*, cahiers 11 et 12, p. 948-949).
2. Sir Ed. Grey à Sir F. Bertie, 29 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 343.
3. M. Paul Cambon à M. Bienvenu-Martin, 27 juillet, matin (*Document Inédit*).
4. M. Paul Cambon à M. Viviani, 31 juillet, 21 h. 44 (*Document Inédit*).

disait-il, spéculent sur l'abstention de l'Angleterre [1]. » Jamais expression ne fut plus juste. Dans les trois jours qui précédèrent leur déclaration de guerre à la France, l'enjeu de la sanglante partie qui allait s'engager fut pour les Allemands la neutralité anglaise.

Un jour, ils s'imaginèrent l'obtenir, en offrant aux Anglais un contrat de partage des colonies françaises, qui provoqua cette réponse indignée de Sir Ed. Grey : « Ce serait une honte pour nous que de passer un tel marché [2]. » Un autre jour, ce fut l'offre que le prince Lichnowsky essaya de faire endosser à Sir Grey, de ne pas attaquer la France, si l'Angleterre s'obligeait à la surveiller et à la détacher de la Russie [3]. Et, d'une façon générale, une insistance singulière à entretenir l'Angleterre dans cette illusion qu'il n'y avait pas en Europe de meilleur ouvrier de la paix que l'Allemagne. Tous ces efforts n'étaient pas perdus. Le 29 juillet, Sir Ed. Grey télégraphiait à Berlin : « Notre profonde gratitude à tous ira au Chancelier pour avoir sauvegardé la paix de l'Europe [4]. »

A l'appel pressant du Président Poincaré, le roi George V répondait, trois jours plus tard, même après la mobilisation allemande : « Je ne reste pas sans espoir que les terribles événements qui semblent si proches pourront être empêchés. » Quand, le 3 août, Bethmann-Hollweg et son maître donnaient au Reichstag pour preuve de leur politique pacifique leur collaboration à l'œuvre de paix à laquelle le roi d'Angleterre et son peuple s'attachaient désespérément, ils en escomptaient le profit pour leur entreprise d'abord, pour leur justification ensuite. « N'avait-il pas, selon son propos à Sir E. Goschen, lui comme son Gouvernement, travaillé avec la Grande-Bretagne et appuyé ses efforts, jusqu'au dernier moment, en vue du maintien de la paix. »

A cette même heure, la violation de la Belgique leur parut nécessaire. On eût dit que, d'abord, ils voulaient garantir seulement la sécurité de leur frontière rhénane. Ils demandèrent à la Belgique la mobilisation de son armée qui, décidée par le roi le 31 juillet, surprit les Anglais eux-mêmes. Cela semble ressortir d'un télégramme de notre envoyé à

1. Le Président Poincaré au roi George V, 31 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 446.

2. Sir E. Goschen à Sir Ed. Grey, 29 juillet ; Sir Ed. Grey à Sir E. Goschen, 30 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 385 et 404.

3. C'est la manœuvre qu'on pourrait appeler l'incident Lichnowsky du 1er août. *Histoire de Douze Jours*, p. 848 et suivantes.

4. *Ibid.*, p. 328.

Bruxelles, qui, le 2 août, écrivait : « Le Gouvernement belge n'est pas inquiet. Le Roi des Belges, au début de la crise, s'était adressé à l'Empereur et particulièrement au Kronprinz. Il en aurait reçu certaines assurances de nature à le tranquiliser. On ne lui aurait demandé qu'une condition, une mobilisation générale, destinée à prévenir une attaque de la France [1]. » Le 31 juillet, M. de Bethmann-Hollweg répondait officiellement à une demande du Gouvernement belge « que l'Allemagne n'avait pas l'intention de violer la neutralité belge, mais estimait qu'en faisant publiquement une déclaration de cette nature, elle affaiblirait sa situation militaire vis-à-vis de la France [2] ». La Chancellerie germanique avait sa politique, l'état-major de Berlin la sienne. Celle-ci devait l'emporter sur l'autre, car l'attaque contre la Belgique était décidée depuis longtemps par l'état-major allemand.

Ici encore les papiers de la Légation bavaroise à Berlin apportent un témoignage précieux.

Rapport du 5 août : « L'Allemagne ne peut pas respecter la neutralité belge. *Le chef de l'état-major a déclaré que même la neutralité de l'Angleterre serait un prix trop élevé de la neutralité de la Belgique.* Il estime que nous devons nous jeter par la Belgique avec toutes nos forces sur Paris pour en finir avec la France. C'est la seule voie vers la victoire. Liége sera assiégé demain [3]. »

M. de Bethmann-Hollweg a dû s'exécuter.

Le 29 juillet, par un courrier secret et spécial il envoyait au ministre d'Allemagne à Bruxelles, une instruction *à ouvrir en cas d'ordre télégraphique.* Cette instruction c'était la demande au Roi des Belges de laisser passer l'armée allemande à travers son royaume [4]. A cette date le Gouvernement allemand se donnait encore le mérite en Angleterre et en Russie de travailler pour la paix. Deux jours après, il se défendait auprès du Roi Albert de rien préparer contre lui. Que de mensonges!

Toutes ces fourberies expliquent, si elles ne les justifient pas, les maladresses de langage du Chancelier : après le double ultimatum, qu'il avait chargé M. de Below Saleske de remettre

1. M. Klobukowski à M. R. Viviani, 2 août 1914 (*Document Inédit*).
2. Le ministre des Affaires étrangères de Belgique aux ambassadeurs du Roi, 31 juillet 1914. *Histoire de Douze Jours*, p. 452.
3. *Documents allemands de la guerre*, annexe VII, (IV, p. 157).
4. *Documents allemands de la guerre*, n°s 375 et 376, II, p. 97-98.

à la Belgique, le 2 août à 7 heures du soir et le 4 août à 6 heures du matin, il s'expliqua du mieux qu'il put, et plutôt mal que bien, au Reichstag :

Nous nous trouvons en état de légitime défense, *et nécessité ne connaît pas de loi*. Nos troupes ont occupé le Luxembourg et la Belgique. Cela est *en contradiction avec les principes du droit des gens*.... Nous savions que la France était prête à envahir la Belgique. La France pouvait attendre. Nous pas.... C'est ainsi que nous avons été forcés de passer outre aux protestations *justifiées* des Gouvernements luxembourgeois et belge. L'*injustice* que nous commettons de cette façon, nous la *réparerons* dès que nos buts militaires seront atteints[1].

A cette époque, l'Allemagne a donc proclamé officiellement que la Belgique était aussi injustement envahie que l'Angleterre nettement pacifique.

Puis, quand on eut vu les Anglais se résoudre à un grand effort militaire et cet effort se développer, les Belges armés se grouper autour de leur Roi pour la libération de leur patrie, alors se forgea à Berlin le roman du complot agressif, organisé de Londres et de Paris avec les Belges.

La première ébauche parut dans l'organe officieux de la Chancellerie allemande, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, en octobre et novembre 1914. Ce journal raconta que, en arrivant à Bruxelles, les autorités allemandes auraient saisi aux Affaires étrangères de Belgique un dossier, constitué par un échange d'entretiens et de lettres entre le chef de l'état-major belge, général Ducarne, et le colonel Bernadiston, de l'état-major anglais. De ces propos échangés en 1906 sur une attaque allemande en Belgique, et sur l'intention de l'état-major anglais de préparer, pour l'empêcher, une descente à Anvers, propos qui ne liaient ni le Gouvernement anglais, ni le Roi George V, et pas davantage le Roi et le ministère belge, le journaliste officieux de Berlin concluait à l'existence d'une convention militaire anglo-belge[2].

Comme la preuve était plutôt faible, il fit une faute de lecture qui lui fournit une démonstration plus convaincante. Lisant dans le texte le souhait exprimé par le colonel Bernadiston que « *notre conversation* demeurât absolument confi-

1. Le texte dans la dépêche du baron Beyens de Berlin à M. Davignon, 4 août. *Histoire de Douze Jours*, p. 559.

2. Le texte du *Journal* a été reproduit dans le second Livre blanc allemand (*Aktenstücke zum Kriegsausbruch*, 1915, p. 58 et 73).

dentielle », il feignit de lire *convention* et imprima hardiment pour les lecteurs allemands le mot *Abkommen*, qui signifie un accord conclu[1]. Il employa un autre moyen : le chef d'état-major belge avait complété son texte en marge par une addition d'une importance capitale : « L'entrée des Anglais en Belgique ne se ferait qu'après la violation de notre neutralité par l'Allemagne. » Le copiste allemand renvoya cette mention à la fin du texte, au lieu de l'y incorporer, en insinuant que c'était là une addition d'une main étrangère, d'un directeur du ministère des Affaires étrangères en Belgique. Par ces documents maquillés et truqués, qui n'émanaient ni des souverains ni de leurs ministres, M. de Bethmann-Hollweg et ses journalistes à gage étayaient toute une théorie à leur profit : « Voilà comment l'Angleterre et la Belgique avaient, dès le temps de paix, concerté une coopération militaire. La Belgique n'était plus politiquement et militairement qu'une vassale de l'Angleterre. » « Aujourd'hui, s'écriait triomphalement le Chancelier, le 2 décembre 1914, le plan de guerre anglo-belge est connu. » Il se gardait bien d'ajouter : « pour le cas où l'Allemagne violerait la neutralité belge ». Alors il annonça au public allemand la publication *de Pièces sur l'origine de la guerre*, augmentée de documents nouveaux. Quels documents?

Puis, à un journaliste américain de l'*Associated Press*, le 28 janvier 1915, il n'hésita pas à fournir une explication non moins nouvelle du fameux mot qu'il avait laissé échapper devant Sir Ed. Goschen : « la neutralité belge, *un chiffon de papier* ». L'ambassadeur anglais ne l'avait pas compris : « Je voulais dire qu'il n'était pas possible que l'Angleterre tirât l'épée pour la neutralité belge, qui ne représentait plus pour elle qu'un chiffon de papier[2]. » Et enfin, il crut pouvoir conclure, à la fin de l'année 1915, devant le Reichstag qui l'acclamait : « L'Angleterre et la France unies à la Russie considéraient la Belgique comme le terrain de déploiement de leurs armées, destinées à nous abattre. »

Quelle nation a déployé ses armées en Belgique, selon un plan depuis longtemps préparé? L'Allemagne qui, dès le 4 août, avait concentré sur les frontières de la Belgique cinq armées sur sept, près de trente corps d'armée,

1. Falsification signalée, par F. Passelecq, *Essai critique sur l'altération officielle des Documents belges. Pages d'Histoire*, 2e série, nº 3, p. 83. Berger-Levrault, Nancy, 1916.

2. Interview reproduit par le *Temps*, 22 janvier 1915.

1 200 000 hommes, ou la France, dont le généralissime prescrivait, le 4 août, à l'armée du Nord de se tenir à trois kilomètres de la frontière belge, « avec interdiction rigoureuse et d'une manière formelle de pénétrer, même par patrouilles de simples cavaliers, sur le territoire belge », ou enfin l'Angleterre, qui put envoyer seulement en octobre, au secours des Belges, une division, la septième, noyau du quatrième corps commandé par Sir Henri Rawlinson, les six premières divisions de « la méprisable petite armée » ayant à peine suffi à couvrir la frontière française?

Bethmann-Hollweg eut assurément tort de s'en prendre aux Anglais de l'échec de sa stratégie diplomatique. Quand, le 4 août, à l'ambassadeur Sir Ed. Goschen, il exhala sa colère de l'écroulement de ses calculs fondés sur l'inaction de l'Angleterre, « il était dans un tel état d'excitation, si évidemment démonté », qu'il ne voulut pas comprendre l'importance attachée à *un chiffon de papier*. « J'ai été vif, dit-il, parce que j'ai vu ruiner tous mes efforts de rapprochement entre l'Angleterre et l'Allemagne [1]. » Pas un instant il ne laissa voir la pression décisive qu'il avait subie de l'état-major allemand. Il lui emprunta même ses arguments pour parler à l'envoyé anglais de cette « neutralité, un mot dont, *en temps de guerre*, on n'a pas souvent tenu compte, un bout de papier ». Avec l'Empereur, son maître et le maître de l'armée, l'état-major, à Berlin, était vraiment devenu le Gouvernement [2]. C'est ce Gouvernement, et non celui du Roi George, qui est responsable, devant l'Allemagne elle-même, de l'entrée en ligne des Belges et des Anglais dans la grande mêlée européenne.

On peut vraiment conclure. Nulle part, aux mois de juillet et d'août 1914, ni à Paris, ni à Pétrograd, ni à Belgrade, ni à Rome, ni à Bucarest, ni à Athènes, ni enfin à Londres ou à Bruxelles, on n'aurait pu trouver, chez les souverains, leurs ministres ou leurs peuples, soit une volonté, soit une possibilité de faire la guerre. Et partout, parmi les nations surtout à qui la plus grande guerre de l'Histoire allait imposer les plus durs sacrifices, on constatait un égal désir ou une commune obligation d'éviter l'engagement suprême. S'il s'est levé contre l'Autriche et l'Allemagne « un monde d'ennemis »,

1. *Histoire de Douze Jours*, p. 566.

2. On en trouve l'aveu formel dans un article de la *Deutsche Kriegs-Zeitung*, septembre 1914, et dans l'entretien du baron Beyens avec le ministre Zimmermann, 15 août 1914 (*Deuxième Livre gris belge*, n° 50).

c'est qu'elles les ont provoqués, se croyant assurées de les vaincre.

L'Agression de l'Autriche-Hongrie.

L'initiative de l'attaque appartient à l'Autriche-Hongrie ; après sa note du 23 juillet, véritable ultimatum dont elle n'attendit pas la réponse elle procédait à l'exécution de la Serbie, *Strafexpedition*[1], selon le mot qui, jusque-là, n'avait pas cours en droit international, de l'ambassadeur allemand à Vienne, M. de Tchirschky.

Mais on peut préciser aujourd'hui et dire comment cette attaque fut déterminée et concertée entre Vienne et Berlin. Était-elle justifiée par les menaces, les crimes des Serbes, appuyés et encouragés par la Russie?

Non : le plan en fut formé, même avant l'attentat de Serajevo. On s'en doutait bien par certains propos qui ont circulé, la déclaration faite le 19 mai 1915 par la princesse Lichnowsky à un rédacteur du *Budapesti Hirlap*, que quelques mois avant l'attentat de Serajevo, « elle savait un conflit prochain entre l'Autriche et les Slaves ». Cette déclaration a été singulièrement confirmée par un passage du Mémoire de son mari : « *Au printemps* de 1914, un de mes secrétaires revenant de Vienne, où il avait été en congé, me dit que M. de Tchirschky lui avait déclaré que la guerre était imminente[2]. » La date est la même, et probablement aussi la source identique pour le double témoignage du prince et de sa femme.

A cette époque, un informateur français écrivait de Vienne, le 27 mars : « Il y a ici, au Bureau de la Presse, un système fonctionnant avec méthode pour accentuer la haine contre la Russie. Des agissements de cette nature sont inquiétants. Ils donnent lieu de croire que les milieux dirigeants de la politique austro-hongroise préparent les esprits à la guerre future pour qu'elle soit populaire, travail qui est mené parallèlement avec la préparation militaire[3]. »

1. « Expédition-châtiment. »

2. Mémoire du prince Lichnowsky. — D'après Roederich Goss, *Die Entstehung des Weltkriegs*, le cabinet de Vienne aurait déjà en mai 1914 admis les conclusions d'un Mémoire du baron de Flotow, envoyé d'Allemagne à Rome, qui tendaient à une action énergique dans les Balkans (p. 4 et 5).

3. Correspondance de Vienne (*Document Inédit*).

On lit enfin dans les Mémoires de l'ambassadeur des États-Unis à Constantinople, Morgenthau : « Le 18 août, je fis visite à mon collègue d'Autriche, le marquis Pallaviccini. La conversation roula naturellement sur son Souverain, qui entrait dans sa quatre-vingt-cinquième année. Il parla de lui avec fierté et vénération. Il me dépeignit sa clairvoyance et sa lucidité d'esprit, sa compréhension absolue des questions internationales et la surveillance qu'il exerçait sur toutes choses. Il me cita en exemple la présente guerre. Au *mois de mai* (toujours la même date), il avait été reçu en audience par l'Empereur. Déjà le monarque jugeait la guerre inévitable. Les puissances centrales ne pouvaient pas admettre le traité de Bucarest, comme réglant définitivement les questions balkaniques, et seule une guerre générale, avait déclaré l'Empereur, pourrait amener une solution convenable[1]. » Ainsi nous possédons l'aveu indirect de l'Empereur d'Autriche que la guerre eût éclaté indépendamment du drame de Serajevo. La guerre était déjà irrévocablement décidée par les Empires centraux.

Testis unus, aurait-on pu répondre alors à l'ambassadeur américain. Aujourd'hui, le doute n'est plus permis. L'aveu direct, nous l'avons dans la lettre adressée par l'Empereur François-Joseph à Guillaume II, publiée d'abord dans la *Deutsche Politik* et maintenant acquise à l'histoire[2] : « Puisqu'il ne t'a pas été possible de donner suite à ton projet de venir à Vienne assister aux funérailles, je me permets de t'adresser le memorandum ci-joint, élaboré par mon ministre des Affaires étrangères, *qui avait été rédigé avant la terrible catastrophe de Serajevo* et qui, maintenant, après cet événement terrible, mérite particulièrement l'attention. » Il n'y a plus à douter de l'authenticité de la lettre et du Mémoire[3].

1. Mémoires de l'ambassadeur Morgenthau (traduction française, p. 83-84).
2. Le Mémoire et la lettre sont aujourd'hui publiés officiellement par la Délégation allemande à la Conférence de Versailles (*Remarques*, annexes C et D) et se trouvent dans les *Documents allemands de la guerre*, I, p. 19.
3. Le Mémoire est postérieur au 15 juin. Il y est fait mention de l'entrevue de Constanza entre le Tsar et le Roi de Roumanie. — Le général de Hotzendorff a communiqué le 18 juillet 1919 au Bureau de Correspondance viennois un Mémoire rédigé le 22 juin 1914, reproduit dans le *Temps*, 19 juillet 1919, qui concluait : « La question serbe est décisive pour l'avenir de la monarchie. Il est difficile d'ailleurs d'avoir les mains libres dans les Balkans sans soumettre d'abord la Serbie. C'est pour cela que la guerre avait été conseillée contre l'Italie en 1906, puis contre la Serbie en 1908 et en 1912. » Plus récemment, le Dr Roederich Goss dans son livre, *Die Entstehung des Weltkriegs* a analysé ce Mémoire qu'il date de même (p. 6 et 7).

Mais il faut les rapprocher du rapport adressé de Berlin à Munich par M. de Schœn, le 18 juillet : « M. de Hoyos, chef du cabinet du comte Berchtold, est venu à Berlin avec une *lettre autographe* de François-Joseph. Il reçut des pouvoirs si étendus que l'Autriche fut autorisée à entamer des pourparlers avec la Bulgarie pour son entrée dans la Triplice [1]. » Le prince Lichnowsky parle également de la demande de concours adressée de Vienne à Berlin.

La préparation de l'attaque a donc devancé, de quelques mois peut-être, l'attentat de Serajevo. A la fin d'avril et pendant tout le mois de mai, l'Empereur François-Joseph fut si gravement malade qu'on craignît une issue fatale. On l'obligeait encore, au début de juin, à se faire représenter par l'archiduc héritier à la session des Délégations : ce qui, d'ailleurs, le mit dans une telle colère qu'on redouta une attaque d'apoplexie. Les projets qui se formaient à Vienne ont pu en être d'autant retardés. Le 12 juin, l'Empereur Guillaume visitait l'archiduc François-Ferdinand, dans son château de Konopitsch, en Bohême, où l'héritier, par raisons de santé et de politique, s'isolait loin de la Cour [2]. Comme il avait emmené l'amiral Tirpitz, créateur de la flotte allemande et partisan *dur comme fer* de la politique mondiale, cette entrevue fit du bruit. « Je ne puis pas savoir, a écrit le prince Lichnowsky, si le plan de politique active contre la Serbie avait été arrêté déjà à Konopitsch. » On connaît, en tout cas, le propos tenu par Guillaume II à la nouvelle de l'attentat : « Toute mon œuvre est à recommencer [3]. »

Enfin, l'attentat est du 28 juin. Le 27, exactement la veille, le ministre de France à Belgrade, M. Decaux, écrivait :

Des mesures militaires ont été prises depuis quelques jours sur la frontière serbe. On a concentré 100 000 hommes en Bosnie, d'autre part et en Dalmatie, et établi un cordon de troupes et de gendarmerie sur les bords de la Save et du Danube, d'Orsova à Raca. La brigade de Semlin a été munie de cavalerie et d'artillerie. Le chemin de fer est gardé militairement de Semlin à Szabatka. Un bataillon de pionniers est allé à Opovo en vue d'un passage du Danube entre le Banat et la Syrmie ; chaque com-

1. *Documents allemands de la guerre*. Annexe IV, p. 126.
2. M. Dumaine, de Vienne, mai et juin 1914 (*Document Inédit*).
3. Propos recueilli par M. J. Reinach, auprès du prince de Monaco. *Histoire de Douze Jours*, p. 38. — Pozzi. *Dans les roses de Konopitsch* (*Correspondant*, mai 1921).

pagnie a été augmentée de 50 hommes. Plusieurs grands villages ont été pourvus de garnisons. Dans les villages frontières les écoles seraient évacuées et transformées en casernes. C'est là le *programme habituel des débuts de mobilisation, auxquels il a été si souvent procédé au cours des dernières années sur les frontières méridionales de la monarchie*. Certaines mesures sont également prises en vue de comprimer l'agitation des esprits. Le passage entre Semlin et Belgrade serait devenu plus rare et plus sévèrement contrôlé. Et cependant la presse a cessé toutes ses plaintes contre les Serbes [1].

Manœuvres ou préparatifs militaires? L'envoyé de France n'a pas conclu. Mais ce qu'il précise, le 27 juin, avant l'attentat, c'est que ces mesures se poursuivaient « depuis quelques jours » et pourraient bien se rattacher à l'entrevue du 12 juin. Serait-ce le début de l'œuvre que François-Joseph avait méditée, et que Guillaume II craignait de voir ruinée par la mort de l'archiduc?

François-Joseph nous en a au moins tracé les fondements et le programme dans sa lettre à Guillaume II :

L'attentat contre mon neveu est la suite directe de l'agitation panslaviste de Russie et Serbie, dont l'unique but est l'affaiblissement de la Triple Alliance et le démembrement de mon empire. D'après les renseignements reçus jusqu'ici, il ne s'est pas agi seulement d'un attentat commis par un individu, mais d'un complot bien organisé dont les fils se relient à Belgrade et, quand bien même *il serait peut-être impossible de prouver la complicité du Gouvernement serbe*, il n'y a pas de doute que la politique de réunion de tous les Yougoslaves sous le drapeau serbe encourage de tels crimes et que le maintien de cet état de choses constitue un danger permanent pour ma Maison et mes États.

Le danger est d'autant plus grand que la Roumanie, en dépit de l'alliance existant avec nous, s'est rapprochée intimement de la Serbie et tolère dans son propre pays une agitation haineuse contre nous, ainsi que la Serbie. Il m'est pénible de douter de la fidélité et des bonnes intentions d'un aussi vieil ami que Carl de Roumanie, mais lui-même a déclaré deux fois à mon ambassadeur, au cours de ces derniers mois, qu'en raison de l'opinion excitée et hostile de son peuple, il ne serait pas en état, dans un cas sérieux, de tenir ses engagements d'alliance. De plus, le Gouvernement roumain actuel encourage les tendances de la « Ligue de Civilisation », favorise le rapprochement avec la Serbie et travaille avec l'aide des Russes à une nouvelle Ligue balkanique qui n'est dirigée que contre mon Empire.

1. M. Decaux à M. Viviani, 27 juin 1914, Belgrade (*Documents Inédits*).

Déjà au début du règne de Carl, des tentatives politiques, analogues à celles que répand la « Ligue de Civilisation », avaient troublé le sain esprit politique des ministres roumains et ont exposé le royaume au danger d'une politique aventureuse. Mais alors feu ton grand-père a fait agir son Gouvernement de façon énergique et proportionnée au but et a montré à la Roumanie le chemin où elle a trouvé en Europe une situation avantageuse en devenant une garantie d'ordre sur laquelle on pouvait compter. Aujourd'hui le même danger menace le royaume. Je crains que des *conseils seuls ne puissent plus* l'aider et crois que la Roumanie ne sera maintenue dans la Triple Alliance que si d'un côté nous rendons impossible la formation d'une triple alliance balkanique sous le patronage russe, par l'annexion de la Bulgarie à la Triple Alliance, et que si d'autre part, nous faisons savoir à Bucarest, clairement, nettement, que les amis de la Serbie ne peuvent être les nôtres et que la Roumanie ne peut plus compter rester notre associée et alliée sans rompre avec les Serbes et supprimer à toute force l'agitation roumaine dirigée contre le maintien de mon Empire.

L'effort de mon Gouvernement doit tendre à l'avenir à *l'isolement et à l'abaissement de la Serbie*. La première étape sur cette route serait de fortifier la situation du Gouvernement actuel bulgare, afin que la Bulgarie dont les intérêts réels s'accordent avec les nôtres, soit protégée contre un retour à la russophilie. Si on connaît à Bucarest que la Triple Alliance est décidée à ne pas abandonner l'idée de l'accession de la Bulgarie à la Triple Alliance et serait cependant prête à l'inviter à s'allier avec la Roumanie et à garantir son intégrité territoriale, alors on reviendra peut-être là-bas de la tendance dangereuse où on a été entraîné par l'amitié serbe et le rapprochement avec la Russie.

Si cela réussit, on irait plus loin et on tenterait de rapprocher la Grèce de la Bulgarie et de la Turquie. Alors se formerait, sous le patronage de la Triple Alliance, une nouvelle ligue balkanique dont le but serait de mettre un terme à la poussée de la marée montante du panslavisme, et d'assurer la paix de nos Etats. Mais cela ne sera possible que si la Serbie, qui est actuellement le pivot de la politique panslaviste, cesse d'être une puissance et un facteur politique de première importance dans les Balkans.

Tu auras, toi-même, par les événements redoutables qui viennent d'arriver en Bosnie, acquis la conviction qu'il n'y a plus à penser à une conciliation entre notre point de vue et le point de vue opposé des Serbes et que la politique de paix maintenue par tous les Souverains d'Europe sera menacée, aussi longtemps que ce foyer d'agitations criminelles à Belgrade demeura impuni.

Est-il besoin de signaler le peu de place donné dans cette longue lettre par le vieux Souverain à l'attentat qui fit

disparaître l'héritier de sa race et de sa Maison? Quelques lignes au début, et une allusion à la fin. L'essentiel aux yeux de François-Joseph était de démontrer pourquoi il devait faire la guerre aux Serbes, pour atteindre en eux le panslavisme et la Russie. Son exposé, appuyé sur un mémoire dont l'étude avait été concertée entre ses Ministres Berchtold, et Sturgkh, et le chef d'état-major Conrad de Hotzendorff, constituait le plan de campagne diplomatique et militaire auquel l'Autriche s'était déterminée.

L'importance donnée à la question roumaine dans cet exposé est particulièrement significative. Depuis le traité de Bucarest, les Roumains et les Serbes se sont rapprochés. La Russie a favorisé ce rapprochement et l'entrevue du Roi Carol et de Nicolas II à Constanza, le 14 juin 1914, que le ministre autrichien, le comte Czernin a tenté d'empêcher, a scellé la réconciliation complète des Roumains et du Tsar. François-Joseph et ses ministres en ont conclu que cette situation constituait un grave danger pour la monarchie, que la ligue balkanique formée par la Russie « était une pointe dirigée contre l'empire ». Il a, dans ces conditions, fait appel à son fidèle allié de Berlin qui lui a répondu : « Je ne me dissimule pas le grave danger que fait courir à tes États et par contre-coup à la Triple Alliance, l'agitation des Panslavistes en Russie et en Serbie, et je reconnais *la nécessité de délivrer les frontières méridionales de tes Etats de cette lourde pression*[1]. »

Le danger, dont la menace déterminait le vieil Empereur, plutôt pacifique, à la guerre, était-il si pressant qu'au printemps de 1914, l'Autriche-Hongrie fût réduite à la guerre pour le conjurer? Sans doute, la Russie était bien décidée à ne pas abandonner les Balkans au germanisme. Le Tsar Nicolas disait à M. Delcassé, le 29 janvier 1914 : « Les efforts que fait l'Allemagne pour se répandre et se fortifier en Turquie amèneront peut-être une collision inévitable entre les ambitions allemandes et les intérêts russes. Nous parlerons à Berlin, et nous ne nous laisserons pas marcher sur les pieds[2]. » Conformément à cette décision, la Russie augmentait de 360 000 hommes ses effectifs de paix et développait les lignes stratégiques nécessaires à la concentration de ses armées.

1. L'Empereur d'Allemagne à l'Empereur d'Autriche, 6 juillet 1914. *Documents allemands de la guerre*, n° 26, I, p. 45.

2. Télégramme de M. Delcassé, 29 janvier 1914, de Pétrograd (*Document Inédit*).

Mais les Empires centraux l'avaient devancée dans ces mesures d'armement en 1913. Et d'ailleurs la paix de Bucarest servait trop bien les progrès de la Serbie en Macédoine, de la Roumanie au delà du Danube, pour que la Russie et ses alliés eussent intérêt à la compromettre.

Parfois cependant, certains nationalistes russes et serbes, grisés par les succès de la ligue balkanique, se laissaient aller dans des réunions patriotiques à des écarts de langage trop faciles à exploiter. On affirmait, à Vienne, qu'au mois de novembre 1913, le ministre russe à Belgrade, M. de Hartwig, avait tenu à l'envoyé bulgare à Belgrade le propos suivant : « Après la question de Turquie, c'est maintenant le tour de l'Autriche. La Serbie sera notre meilleur outil. Le jour approche, où, vous Bulgares, vous aurez la Macédoine et où la Serbie reprendra sa Bosnie et son Herzégovine [1]. »

Qu'il y eût en Serbie des espérances de cette nature, entretenues par une ligue de patriotes, qu'il y eût en Roumanie des vœux analogues de patriotes résolus à laisser la Bessarabie aux Russes pour reprendre, avec leur concours, la Transylvanie ; que ces vœux et ces espérances donnassent lieu à des manifestations, à des paroles désagréables pour l'Autriche-Hongrie, ce n'est pas douteux. Mais, pour qu'elles fussent vraiment dangereuses, il aurait fallu l'appui des Gouvernements de Belgrade, de Pétrograd ou de Bucarest. Les réponses conciliantes que ces Gouvernements firent à l'Autriche, après l'ultimatum du 23 juillet, ont assez prouvé qu'ils étaient alors éloignés de rechercher des occasions de guerre contraires à leurs intérêts.

On est ainsi conduit à se demander pourquoi, en l'absence de danger grave, l'Autriche-Hongrie s'est ménagé, dès le printemps de 1914, le prétexte que lui fournit l'attentat du 28 juin 1914. Depuis 1913, la monarchie des Habsbourg se débattait dans d'inextricables difficultés financières. Elle avait cru devoir en 1912 mobiliser ses armées, 900 000 hommes, pour intervenir dans les Balkans, et cette démonstration, abandonnée en février 1913, avait gravement atteint son commerce, son industrie nationale. Il lui restait sur l'exercice 1913 une dette flottante de 755 millions en Hongrie, 255 millions en Autriche, qu'elle était hors d'état de rembourser. Le 12 février 1913, notre ambassadeur à Vienne,

1. Article de la *Reichspost*, 21 novembre 1913.

M. Dumaine, écrivait cette dépêche dont certains termes seront utilement rapprochés de la lettre écrite par François-Joseph en juillet 1914 :

L'Autriche se désole d'avoir mobilisé pour perdre seulement sa situation dans les Balkans, pour voir la Russie exercer une sorte de protectorat sur les États balkaniques, tandis qu'après avoir dépensé des millions, elle n'est même plus assurée de la Roumanie [1].

Au moment où le comte Berchtold et M. Sturgkh devaient s'excuser auprès des Délégations de la stérilité ruineuse de leur politique, le 21 mai 1913, où le ministre hongrois avouait sa banqueroute et ses procédés de corruption, l'échec de l'entreprise concertée en juin par les Bulgares avec l'Autriche contre les Serbes achevait de ruiner les calculs aussi bien que les desseins des hommes d'État de Vienne et de Budapest. Le comte Tisza avouait, en novembre 1913, aux Délégations, l'impuissance de la monarchie à liquider sans secours du dehors la dette qui l'écrasait.

Ce fut alors que l'idée a dû se former à Vienne de chercher des ressources dans l'emploi de cette armée, dont l'Allemagne exigeait encore l'accroissement en 1914.

La *Neue freie Presse*, écrivait notre ambassadeur [2], dit que les temps sont proches où la politique des armements ne pourra plus se poursuivre faute d'argent. L'Autriche-Hongrie se voit acculée à une impasse sans savoir comment elle en sortira. Ainsi le sentiment que les nations se dirigent vers les champs de bataille, poussées par une force insurmontable, grandit de jour en jour. Cette opinion d'un journal représentant les milieux financiers et économiques de la monarchie, enclin par cela même à la modération et peu disposé à propager des sentiments belliqueux, est d'autant plus à retenir qu'elle commence à s'exprimer dans beaucoup de cercles austro-hongrois. L'idée que cette tension militaire et surtout financière ne pourra bientôt plus être supportée se fait jour chez des personnalités diverses, appartenant non seulement à l'armée et à la marine, mais à la finance elle-même. Il m'a paru intéressant de signaler qu'ici on tend à s'accoutumer à l'idée d'une guerre générale, comme seul remède possible à la congestion financière qui se fait cruellement sentir dans ce pays après l'effort militaire, d'ailleurs sans objet, qu'il a dû fournir depuis un an.

Un des hommes d'État austro-hongrois qui le plus activement recommandait alors cette liquidation, était celui que

1. Dépêche de M. Dumaine, de Vienne, 12 février 1913 (*Document Inédit*).
2. Dépêche de M. Dumaine, 16 décembre 1913 (*Document Inédit*).

l'on désignait déjà comme successeur au comte Berchtold. Le comte Czernin, grand seigneur tchèque, appuyé auprès de l'Empereur par le grand maître de la Cour, le comte de Montenuovo, son beau-frère, fort bien vu du prince héritier, parut à cette époque le principal conseiller de cette politique entreprenante et énergique. De Bucarest où il avait été ministre, il la formula : « Abandonnons les guerres diplomatiques *qui deviennent par trop coûteuses*, et faisons montre d'une énergie qui nous mérite la considération que la petite Serbie doit à la grande Autriche. Alors nous pourrons être les premiers à lui tendre la main en témoignage de réconciliation, à inaugurer des relations commerciales qui, peu à peu, amélioreront nos relations de voisinage. »

La menace était claire pour la « petite Serbie », d'autant mieux qu'elle serait appuyée des deux millions de soldats et de l'artillerie lourde préparés pour 1914 par le général de Hotzendorff et le ministre de la Guerre, le général Auffenberg[1]. Les difficultés financières n'arrêtaient pas les généraux, le premier surtout, ambitieux, travailleur, qui, depuis 1910, attendait avec impatience son heure.

Au mois de mai 1913, Conrad de Hotzendorff disait avec amertume à M. Ahsmead Bartlett, correspondant du *Times*[2] « Voilà deux fois en deux ans que j'ai préparé les armées à la guerre contre la Serbie. Deux fois mes plans ont été déjoués, à la dernière heure, par les politiciens. Mais le conflit est inévitable et ne saurait être indéfiniment retardé. On ne peut pas désappointer éternellement l'armée. » A la fin de 1913, les autorités militaires, politiques et financières de la monarchie commençaient à envisager la guerre à la fois comme une nécessité et une opération fructueuse.

Ce qui acheva de les décider fut l'échec que, définitivement, le comte Tisza essuya auprès des financiers européens, pendant toute l'année 1913, dans ses tentatives déguisées d'emprunt. Bien entendu, ce n'était pas pour l'État lui-même qu'il demandait le concours de nos grands établissements français. C'étaient les financiers d'Autriche, notamment le gouverneur du Crédit foncier autrichien, Rodolphe

1. « Une nouvelle loi militaire, du 27 juin 1912, a beaucoup augmenté les effectifs qui n'avaient pas été changés depuis 1889. L'opinion a d'abord salué cette loi avec joie. » M. Dumaine, de Vienne, 30 novembre 1912 (*Document Inédit*).

2. Lettre au *Times*, 30 juillet 1917, sur l'entretien que M. Bartlett eut alors avec le général.

Sieghart, qu'il engageait à chercher à Paris l'aide indispensable au rétablissement économique et financier de la monarchie, sous prétexte de subventions à des travaux publics [1]. Le propos que voici a été recueilli par un de nos agents, le 30 juillet, dans l'entourage du comte Tisza :

Causant avec ses amis politiques, le comte a déclaré que l'Autriche-Hongrie, faisant preuve d'un magnifique désintéressement territorial, ne demanderait pour elle-même à la Serbie qu'une compensation d'argent. Il ne s'agirait pas de payer les deux ou trois cents millions qu'aurait pu coûter la mobilisation. Il s'agirait d'un tribut de quelques milliards que cette nation de paysans devrait verser à l'Autriche. Nous savons bien qu'elle n'en a pas le premier sou. Mais quand une petite femme a des dettes, ce sont ses amis qui les paient.

Nous voulons faire un emprunt. La France nous refuse son marché. Son or nous viendra par cette voie [2].

Un publiciste français, qui se trouvait alors à Marienbad, reçut, le 19 juillet, une confidence analogue :

Un important financier de Budapest, ami du comte Tisza, m'a dit des choses assez inquiétantes sur l'état d'esprit qui règne en Hongrie au sujet des relations de la monarchie avec les Serbes. Il affirme qu'en Hongrie tout le monde est partisan de la guerre contre eux. Si l'on ne parle pas plus fort, c'est que toute la récolte est encore sur pied. Mais le moment critique viendra dans quelques semaines. Il n'y a pas un Hongrois, si pacifique soit-il, qui n'appelle de tous ses vœux la guerre avec la Serbie, qui mettra fin à une situation intolérable. On ne veut plus, on ne peut plus vivre dans une *alerte continuelle avec* 250 000 *hommes à entretenir sur la frontière* [3].

Combien le Tsar Nicolas avait raison quand en 1897 il invitait les puissances à mettre « un terme au régime incessant des armements à outrance, qui conduirait au cataclysme qu'on tient à éviter ». Ce régime a définitivement amené

1. L'ambassadeur de France à Vienne, 13 septembre 1912, 12 février 1913, mai 1913, novembre 1913 (*Documents Inédits*).

2. Le consul général de France à Budapest à M. Viviani, 30 juillet 1914 (*Document Inédit*).

3. La dernière preuve a été fournie par une interview du général Hotzendorff au *Bureau de correspondance Viennois*, 18 juillet 1919 : « L'Autriche-Hongrie ne pouvait plus résister, au point de vue financier, à la course aux armements et la propagande irrédentiste aurait affaibli le moral des troupes.... On espérait que l'Italie serait restée fidèle à l'alliance et que la Russie ne serait pas entrée en guerre pour la question serbe » (Le *Temps*, 19 juillet 1919).

l'Autriche, au printemps de 1914, à déchaîner sur le monde les horreurs « qui faisaient frémir à l'avance toute pensée humaine », et qui ont dépassé ce que la prévoyance du Tsar et les penseurs pouvaient imaginer en 1897.

Les hommes d'État et les généraux autrichiens se croyaient, avec l'appui de l'Allemagne, assurés de la victoire. « L'heure est à nous », disait le comte Tisza à ses amis, espérant ou une reculade de l'Entente, ou l'insuffisance des préparatifs militaires de la Russie, qui devaient être achevés en 1917 seulement, ou la médiocre qualité de la résistance française. Les mêmes propos étaient répétés à Vienne aux diplomates italiens : « La Russie ne tiendrait pas le coup [1]. » La peur de l'Allemagne pourrait être comme toujours le commencement de la sagesse pour les Gouvernements de la Triple Entente, à qui une folie coûterait cher. On savait à Vienne que l'Angleterre se désintéressait des Balkans, et, dans les Balkans, on s'assurait le concours de la Bulgarie. On escomptait et on préparait sa réconciliation avec la Turquie et la Grèce.

Dans ces conditions, les menaces du panslavisme, l'attentat de Serajevo devenaient des arguments excellents pour tenter, en écrasant la Serbie, de constituer sous le patronage de la Triple Alliance, une ligue balkanique qui donnerait aux Allemands l'Orient et l'Europe centrale. Le Mémoire, préparé avant l'attentat, fut achevé du 29 juin au 1er juillet. Ainsi devait se liquider dans une de ces paix qu'ils ont appelées *honorables*, le passif militaire et financier de la monarchie des Habsbourg.

Ce fut le 5 juillet que le plan d'opération fut soumis par les envoyés de François-Joseph, les comtes Szoegyény et Hoyos à l'Empereur qui l'examina, en invitant l'ambassadeur seul à déjeuner à Potsdam.

Celui-ci a immédiatement télégraphié à Vienne le résultat de l'entretien :

L'Empereur, d'abord, m'assura qu'il s'était attendu à une action sérieuse de l'Autriche contre les Serbes slaves, mais il fallait convenir que par suite de l'exposé de notre Souverain, une complication européenne grave était à prévoir, et qu'il ne pouvait pas donner une réponse définitive avant d'avoir consulté son

1. M. Bienvenu-Martin aux ambassadeurs de France, 26 juillet ; M. Barrère à M. Bienvenu-Martin, 29 juillet 1914. *Histoire de Douze Jours*, p. 213 et 334.

Chancelier. Après le déjeuner, comme j'insistais sur la gravité de la situation, il m'autorisa à faire savoir à notre gracieux Souverain que nous pouvions, même en ce cas, compter sur l'appui complet de l'Allemagne. Il devait, bien entendu, prendre l'avis du Chancelier, mais il ne doutait pas que M. de Bethmann-Hollweg ne fût d'accord. Et cela vaudrait spécialement pour une action de l'Autriche contre la Serbie. D'après son opinion, il ne faut pas attendre longtemps pour agir ; l'attitude de la Russie serait certainement hostile, mais il y était préparé depuis des années et nous pourrions être assurés que, même si une guerre éclatait entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, l'Allemagne dans sa fidélité coutumière d'alliée serait à nos côtés. La Russie du reste dans la situation présente n'était pas encore prête à la guerre. Elle réfléchirait sans doute longuement avant de faire appel aux armes. Mais elle exciterait les autres puissances de la Triple Entente contre nous et attiserait le feu dans les Balkans.

Il comprenait très bien que Sa Majesté apostolique Impériale et Royale, grâce à son amour bien connu de la paix se déciderait difficilement à entrer en Serbie. Mais *si nous reconnaissions vraiment la nécessité d'une action contre ce pays, il regretterait de nous voir laisser échapper sans l'utiliser l'occasion présente si favorable pour nous* [1].

L'hésitation de Guillaume II n'a pas été longue, le temps d'un déjeuner, et pour se changer d'ailleurs en un impatient désir d'offensive. Cela laisse soupçonner un programme déjà arrêté. Les Allemands l'ont si bien senti qu'ils ont mis en doute la santé d'esprit du témoin, le comte Szoegyény, « affaibli par l'âge ».

Dans la journée, Guillaume II fit venir à Potsdam son Chancelier et le sous-secrétaire d'État Zimmermann, et les représentants de ses états-majors. Des journaux de Hollande, de France et d'Angleterre, en 1914 déjà, en 1916, en 1917 [2], avaient connu l'existence de ce Conseil que nia obstinément, — et que nie encore en partie, — la Chancellerie allemande. Le 19 juillet 1917, le député socialiste Haase et son journal, la *Leipziger Volkszeitung* précisèrent et donnèrent des noms et des explications [3]. Bientôt on put recueillir

1. Le comte Szoegyény au comte Berchtold — (très secret) (*Documents publiés par la République d'Autriche*, 1919, n° 6).

2. Le *Nieuwe Rotterdamsche Courant*, 7 septembre 1914 ; le *Temps*, 21 janvier 1916 ; le *Times*, 28 juillet 1917.

3. 29 juillet 1917. Nous avons en outre le témoignage circonstancié donné le 30 août 1917 à Berlin par le sous-secrétaire d'État des Affaires étrangères Bussche, qui conclut : « Il fut décidé ce jour-là que dans tous les cas on prendrait des mesures militaires pour la guerre. Les ordres conformes furent

les confidences mêmes de l'ambassadeur allemand Wangenheim, brusquement rappelé de Constantinople après l'attentat de Serajevo, qui revint ensuite de Berlin pour raconter, à la fin de juillet, à son collègue américain Morgenthau, tous les détails du Conseil de Potsdam. Le Dr Muehlen publia aussi les informations que lui avait données, sur ce Conseil, l'un des assistants, le Dr Hellferich.

Les délibérations du Gouvernement allemand ne semblent pas avoir été très longues. Aux chefs de l'état-major et de la marine, selon Wangenheim, l'Empereur posa la question : « Etes-vous prêts pour la guerre? » Tous répondirent oui, à l'exception des financiers qui demandèrent deux ou trois semaines pour régler leurs engagements[1]. Le lendemain, 6 juillet, le comte Hoyos regagnait Vienne avec la promesse d'une réponse prochaine de l'Empereur, confirmée par une lettre du Chancelier. Si l'on en croit le prince Lichnowsky, un *protocole* qu'il vit entre les mains de son collègue d'Autriche, le comte Mensdorff, aurait même été dressé entre les deux Souverains, qui réglait leur accord en vue de la guerre prochaine.

M. Szeczen, ambassadeur d'Autriche en France, eut ce protocole à Paris vers la même date. « Dès le 11 juillet », a dit M. Poincaré le 23 mars 1919, à une séance qu'il présidait à l'École normale supérieure, « l'ambassadeur d'Autriche à Paris était informé par la Ballplatz que les deux Empires du Centre s'étaient mis *entièrement d'accord* sur la situation politique résultant de l'attentat de Serajevo et sur toutes ses conséquences éventuelles ». Voilà la preuve qui est tombée entre les mains du Gouvernement de la République de l'existence d'un protocole.

C'est sans doute ce qu'indiquait de Berlin le 18 juillet le comte Lerchenfeld dans sa lettre au Gouvernement bavarois :

On est ici absolument d'accord que l'Autriche emploie l'heure favorable, même au risque de complications ultérieures. Qu'à Vienne on fasse ce rétablissement, cela paraît toujours encore douteux pour M. de Jagow comme pour M. Zimmermann. Le sous-secrétaire d'État allait jusqu'à déclarer que l'Autriche, par son manque de décision et sa maladresse, est proprement devenue l'homme malade qu'était la Turquie, dont Russes, Italiens, Rou-

envoyés. — La source est absolument sûre (*Documents allemands de la guerre*, IV, p. 171). Est-il besoin d'ajouter que tout l'état-major s'est efforcé d'infirmer ce témoignage?

1. Morgenthau, *Mémoires*, p. 81.

mains, Serbes et Monténégrins attendaient le partage. Une offensive forte et heureuse contre la Serbie, aurait pour effet que les Autrichiens et les Hongrois se sentiraient de nouveau une puissance politique, que la vie économique en décadence se relèverait et qu'on maintiendrait pour des années en échec les aspirations étrangères. Avec l'indignation qu'a provoquée dans toute la monarchie l'assassinat, on peut aussi compter sur les troupes slaves. Dans quelques années, avec un progrès continu de la propagande serbe, le général Conrad v. Hotzendorff l'a lui-même avoué, ce ne serait plus le cas.

On est aussi de cet avis ici qu'il s'agit pour l'Autriche d'une heure marquée par le destin, et c'est pour cette raison, à la demande de Vienne et sans hésiter, que nous approuvons toute démarche pour laquelle on se décidera à Vienne, même au risque d'une guerre avec la Russie. Le blanc-seing donné au chef du cabinet du comte Berchtold, le comte Hoyos, qui était venu apporter ici la lettre impériale avec un pro-memoria très complet est si large que le Gouvernement austro-hongrois est autorisé à traiter avec la Bulgarie de son entrée dans la Triple Alliance[1].

Le 7 juillet, à 11 heures, dès que la réponse allemande fut parvenue à Vienne, le comte Berchtold convoqua un Conseil des ministres, qui dura jusqu'à 6 heures du soir.

Tous les ministres, sauf le comte Tisza, furent d'avis qu'il fallait au plus tôt provoquer la Serbie pour l'anéantir. Le ministre hongrois, lui, craignait surtout une agression de la Roumanie qu'il savait très hostile à son Gouvernement et l'incorporation de nouveaux Slaves dans la monarchie.

A la séance de l'après-midi, on avait convoqué, outre les ministres de la Guerre, de la Marine, les chefs d'état-major, le général de Hotzendorff et l'amiral von Kaller. Il faut lire entre les lignes le texte du communiqué officiel : « Le Conseil des ministres s'est occupé des grands traits du budget commun de l'année prochaine, en vue duquel ont été convoqués, pour des explications techniques, le chef d'état-major et le représentant du commandement de la marine. » Cet examen de la situation financière de la monarchie et de ses ressources militaires, à cette heure décisive où la guerre se discutait entre l'empereur et ses ministres, d'accord avec l'Allemagne, achève d'en éclairer les origines[2].

1. *Documents allemands de la guerre*, IV, p. 126.
2. Le protocole officiel a été publié (p. 25) dans les *Aktenstücke für Vorgeschichte des Kriegs* 1914 à Vienne, en 1919.

Ce fut surtout dans l'après-midi du 7 juillet, à la reprise de la séance que les décisions importantes furent prises, comme en témoigne le procès-verbal aujourd'hui publié :

« Le ministre de la Guerre prend la parole, sur l'invitation du Président, pour adresser les trois questions suivantes au chef d'état-major général :

1° Serait-il possible de mobiliser contre la Serbie seulement et ensuite, si la nécessité s'en manifestait, contre la Russie aussi?

2° Serait-il possible de retenir en Transylvanie de grandes masses de troupes pour intimider la Roumanie?

3° Où engagerait-on les hostilités contre la Russie?

Le chef du grand état-major donne sur ces différentes questions des éclaircissements secrets et demande que ceux-ci ne figurent pas au procès-verbal.

Sur la base de ces éclaircissements, une longue discussion s'engage sur le rapport des forces et sur le cours que prendrait vraisemblablement une guerre européenne ; cette discussion, en raison de son caractère secret, n'est pas retenue au procès-verbal.

A la fin du débat, le ministre-président hongrois présente à nouveau son point de vue sur la question de guerre et adresse un nouvel appel aux membres du Conseil en leur demandant de réfléchir mûrement à leur décision.

Seul en effet, de toutes les autorités austro-hongroises, le comte Tisza, le soir du 7 juillet résistait toujours aux instances de l'Allemagne et de ses collègues. Il adressait à l'Empereur le 8 juillet une lettre où il exprimait le désir, par crainte de la Roumanie, qu'on ne poussât pas les choses avec les Serbes tout de suite à l'extrême[1]. De cette opposition du ministre hongrois et de cette lettre, on a cru pouvoir tirer parti, en Hongrie et même en France, pour décharger le Président Tisza de toute responsabilité dans la guerre[2]. On ne connaissait pas sans doute la lettre que M. de Tschirsky, chargé d'exercer une pression décisive sur la Hongrie, expédiait de Vienne le 14 juillet :

Le comte Tisza est venu me voir aujourd'hui après sa conversation avec le comte Berchtold. Il m'a dit qu'il avait été l'homme qui avait conseillé la prudence, mais que chaque jour l'avait confirmé dans l'opinion que la monarchie devait en venir à des résolutions énergiques pour prouver sa vitalité et mettre fin à l'état de choses déplorable qui régnait dans le sud-est. « Il m'a été pénible de conseiller la guerre, mais je suis *maintenant ferme-*

1. *Documents autrichiens de la guerre*, Vienne, 1919, n° 12.
2. Jean et Jérôme Tharaud, *Revue des Deux Mondes*, 1920.

ment convaincu de sa nécessité et je déploierai toutes mes forces pour la grandeur de la monarchie. » Il ajouta que la position prise par l'Allemagne, *affirmant qu'elle se tiendrait aux côtés de la monarchie* avait exercé la plus grande influence sur l'attitude ferme de l'Empereur.... Le baron Conrad, dans sa dernière conversation, parlant avec calme et décision, a fait sur lui, Tisza, une très bonne impression. En me quittant, le comte Tisza, me serra cordialement la main : « Nous allons maintenant attendre l'avenir avec tranquillité et fermeté. » Et Tschirsky ajoutait dans une autre dépêche du même jour : « Sur beaucoup de points, c'est Tisza *qui a réclamé une aggravation des exigences* [1]. »

« *Enfin, voilà un homme* », s'écriait Guillaume II, un homme docile aux ordres de Berlin, « à la condition seulement qu'on n'incorporât pas un nouvel État slave dans la monarchie du Danube ».

Un jour, exactement le 23 juin 1912, M. de Bethmann-Hollweg disait à un correspondant du *Temps* : « La prochaine guerre sera déclarée par la presse. » Comme l'Allemagne, l'Autriche avait appris de Bismarck à manier le redoutable instrument que les journaux tiennent à la disposition des Gouvernements, qu'ils veuillent soit servir, soit asservir les nations. Tandis que, pour masquer leurs desseins, l'Empereur s'en allait, le 7 juillet, à Ischl où le retrouvait le lendemain le comte Berchtold, que le ministre de la Guerre et le général von Hotzendorff feignaient de prendre des vacances, qu'on alléguait à Vienne la nécessité d'attendre les conclusions de l'enquête ouverte à Serajevo, une formidable levée de la presse autrichienne et hongroise contre la Serbie était secrètement ordonnée [2]. Certains Viennois s'en étonnaient : « Nous sommes frappés d'un fait singulier : généralement l'agence télégraphique officielle, dans ses revues et résumés de la presse étrangère, ne tient compte que des journaux officieux et des organes les plus importants ; elle omet toute mention, toute citation des autres. Or, depuis une dizaine de jours, c'est-à-dire depuis le 8 juillet, cette agence fournit quotidiennement à la presse d'Autriche une revue complète de la presse serbe, en donnant une large place aux journaux

1. *Documents allemands de la guerre*, nos 49 et 50. *Documents autrichiens de la guerre*, no 10.

2. M. Jovanovitch à M. Pachitch, 6 et 14 juillet ; M. Pachitch aux légations royales, 14 juillet. Témoignage plus décisif encore de M. de Tschirsky aux Affaires étrangères de Berlin, 13 juillet (*Documents allemands*, no 41) : « La presse obéit à l'inspiration du Ballplatz de ne pas apaiser prématurément l'opinion publique. »

les plus ignorés, les plus insignifiants, qui, par cela même, ont un langage plus libre, plus hardi et souvent injurieux. Ce travail a visiblement pour but d'animer l'opinion, de la *rendre favorable à la guerre*[1]. » Puisqu'on avait décrété la mobilisation de la presse, on lui donnait des munitions, de quoi frapper fort. Elle ne s'en priva pas. L'attaque commençait de façon à prouver que les Serbes avaient « assassiné l'Autriche ». Le Gouvernement de Belgrade se défendit en conseillant à la presse serbe le sang-froid et en se contentant de démentir les nouvelles fausses ou tendancieuses[2].

Le 5 juillet, et dans les dix jours qui suivirent, un effondrement des cours se produisit à la Bourse de Vienne. Jamais, depuis les krachs de 1873 et de 1895, les personnalités financières n'avaient noté une baisse si forte et d'aussi longue durée[3]. « Il est probable, disait un de nos agents, que les dits financiers avaient eu connaissance du concours promis par l'Allemagne. Ils ont de nombreuses relations à la Cour, notamment le banquier Reitzes, à qui le comte de Montenuovo, confident du vieil Empereur, ne cache rien[4]. » Le contre-coup s'en faisait bientôt sentir à la Bourse de Berlin[5].

A partir de ce moment, toute l'opération fut réglée de concert entre les deux Gouvernements allemands. Le chargé d'affaires bavarois, von Schœn, écrivait à Munich le 18 juillet : « On se donne à Vienne des apparences pacifiques. On agit avec succès sur la presse et la Bourse. Et l'on reconnaît à Berlin que le Cabinet de Vienne procède avec habileté, tout en regrettant que le comte Tisza qui, au début, s'était opposé à une démarche trop brutale, ait soulevé un coin du voile dans sa déclaration à la Chambre des Députés hongroise. » — Tisza avait dit simplement : « Nos relations avec la Serbie ont besoin d'être clarifiées[6]. » — Le lendemain, les ministres d'Autriche ramenaient pour quelques jours la presse à un ton pacifique.

Le mot d'ordre entre les associés était d'endormir l'adversaire. « Ils voulaient attendre, a dit encore le Bavarois Lerchenfeld, témoin décidément précieux, le départ de MM. Viviani et Poincaré de Saint-Pétersbourg, afin de ne

1. Note du *Livre jaune*, 19 mars. *Histoire de Douze Jours*, p. 70.
2. M. Pachitch aux légations, *Livre bleu Serbe*, n° 30. *Ibid.*, p. 61.
3. M. Dumaine à M. Viviani, de Vienne, 15 juillet (*Document Inédit*).
4. Note de Vienne, 19 juillet (*Inédit*).
5. M. Jules Cambon à M. Viviani, 21 juillet (*Document Inédit*).
6. Le discours du comte Tisza est du 11 juillet.

pas faciliter entre les puissances de la Duplice une entente sur une action éventuelle en sens contraire [1]. »

Pendant ce temps-là, le Cabinet autrichien travailla à l'élaboration de l'ultimatum, œuvre commune des comtes Berchtold, Tisza, de Sturgkh et du général von Hotzendorff, qui l'étudièrent, le remanièrent trois à quatre fois pour se bien assurer d'un refus inévitable de la Serbie. Le baron Musulin en était le rédacteur principal et autorisé [2]. Ce qui permit aux hommes d'État allemands d'affirmer n'en avoir pas connu *le texte*. Zimmermann, le 17 juillet, en communiqua, « d'après ce qu'on en savait à Berlin », le contenu et la portée au comte de Lerchenfeld, et le comte Hertling, informé par lui, fit connaître l'existence du document, le 22 juillet, à notre ministre en Bavière [3]. M. de Jagow n'était pas moins bien renseigné, le Chancelier et à plus forte raison l'Empereur qui, dans sa croisière de Norvège, restait en communication constante avec Berlin et Vienne [4]. Les financiers, les industriels, Hellferich et Krupp, le 15 juillet, annonçaient l'ultimatum prochain à leur collaborateur, le Dr Muehlen [5].

Par ses agents à Vienne, le Gouvernement français recevait des indications précises autour du 19 et du 20 juillet sur la teneur de l'ultimatum. « Les choses marcheraient bien. Le vieux monsieur est bien disposé. Il reconnaît lui-même qu'il faut agir. Le vieux monsieur, c'est l'Empereur. Nous nous étions toujours douté que, s'il lui arrivait d'enterrer son neveu François-Ferdinand, la joie lui rendrait quelques mois de jeunesse. » Ainsi parlait un ami du général Hotzendorff.

Une autre personnalité bien informée des nouvelles officielles recommandait de ne pas s'en rapporter aux semeurs d'optimisme : « On exigera beaucoup de la Serbie; on lui imposera la dissolution de plusieurs sociétés de propagande

1. *Documents allemands de la guerre*, IV, p. 126. Nettement confirmé par une lettre de Tschirsky, après une double entrevue avec les comtes Tisza et Berchtold 14 juillet 1914. « Tout sera arrêté dans le texte français pour le 18 ». *Ibid.*, I, p. 74.

2. Bauer, dans la *Neue freie Presse*, 14 janvier 1919. Le comte Tisza a dit que le texte fut définitif le 19 juillet. *Neue Zürcher Zeitung*, 24 octobre 1918. — Voir surtout le livre de Roederich Goss, p. 91 à 101, et les *Documents autrichiens de la guerre*, nos 19, 21, 26.

3. *Documents allemands de la guerre*, IV, p. 126. — M. Allizé à M. Bienvenu-Martin, 22 juillet.

4. La lettre de Guillaume II à François-Joseph, du 9 juillet, est datée de Balholm (*Remarques de la délégation allemande*, Annexe F et surtout *Documents allemands de la guerre*, I, p. 45 et suiv.).

5. Puaux, *Etudes de la guerre*, p. 900 et 901.

nationaliste ; on la sommera de surveiller sa frontière en collaboration avec des fonctionnaires autrichiens, de faire la police des écoles, et il est bien difficile qu'un Gouvernement accepte de se faire ainsi le sergent de ville de l'étranger. On compte avec les échappatoires par lesquelles la Serbie voudra esquiver la réponse claire et directe. C'est pourquoi on lui fixera un délai extrêmement bref pour décider si elle accepte ou non. La teneur de la note et son allure impérative garantissent presque sûrement que la Serbie refusera. Alors on opérera militairement[1]. » L'ambassadeur anglais, M. de Bunsen, fut fixé sur l'ultimatum, par source privée, également aux environs du 15 juillet[2]. Une démarche à Rome de M. de San Giuliano auprès de l'envoyé d'Autriche, du 17 juillet, indiquait que la portée de la note était aussi connue de l'Italie[3].

Malgré tout, jusqu'au 22 juillet, le secret fut, aussi bien que possible, gardé envers les puissances intéressées à protéger la Serbie, envers la Serbie elle-même. L'Allemagne pouvait « se déclarer surprise autant que les puissances par l'action de l'Autriche ». L'Autriche pouvait se dérober aux interrogations du ministre serbe, que son silence inquiétait justement, aux avis de l'Italie ou de la Russie. Comme elles le souhaitaient toutes deux, on demeurait optimiste, même à Belgrade, à Pétrograd, à Londres, où l'on ne pouvait croire à tant de duplicité. La lettre de la légation bavaroise adressée au comte Hertling, le 18 juillet et les nombreuses pièces publiées par Kautsky et Morgenthau, ne laissent plus aujourd'hui aucun doute sur la façon dont le complot avait été organisé à Vienne et à Berlin.

Il semble enfin que, pour plus de prudence, on ait alors suspendu les mesures militaires pendant ces quinze jours. Pas un homme, pas un fusil ne furent remués. On estimait suffisants les effectifs de la région frontière, qu'on « avait renforcés avant l'attentat de Serajevo et portés à plus de 150 000 hommes. Le surplus devait s'effectuer sans bruit .

1. Notes de Vienne (inédites) des 19 et 20 juillet. Confirmées par une dépêche de Tschirsky au Chancelier, 14 juillet, « Il règne parmi les personnalités qui comptent ici pleine entente et résolution. S. M. l'Empereur François-Joseph juge avec le baron Burian que Sa Majesté a fait appeler à Ischl et qui me le confirme, la situation avec calme et est sûr de tenir jusqu'au bout » (*Documents allemands de la guerre*, I. p. 74).

2. Sir M. de Bunsen à Sir Grey, 13 et 16 juillet ; et rapport du même, 1er septembre 1914. Oman, *Outbreak of the War*, p. 14.

3. M. Michaïlovitch à M. Pachitch, 17 juillet ; Sir R. Rodd à Sir E. Grey, 23 juillet, *Histoire de Douze jours*, p. 63 et 95

et sur une échelle restreinte, à partir de la remise de la note, au soir du 23 juin[1]. »

Aussitôt que la note eut été remise à Belgrade, l'impression générale fut, en Europe, que l'Autriche voulait la guerre à tout prix. Cette impression, que le départ précipité et réglé d'avance de l'envoyé autrichien, le soir du 25 juillet, confirma, est aujourd'hui une certitude. La déclaration de guerre du 28 juillet, adressée par l'Empereur François-Joseph au prince régent de Serbie, était depuis longtemps préméditée. L'exécution suivit immédiatement. Des positions de Zemoun, les canons autrichiens bombardèrent Belgrade, menacé d'autre part par des monitors autrichiens. Le 10 août, sept corps d'armée autrichiens franchissaient la Drina, la Save, pour se réunir à Valjevo. L'armée serbe, rapidement mobilisée, n'hésitait pas, à la demande des puissances protectrices de la Serbie, à prendre l'offensive dès le 17 août. Elle en était récompensée par une victoire éclatante le 20 août. La première passe du duel n'avait pas duré trois semaines.

L'Autriche n'avait pas prévu qu'elle lui serait si vite et si complètement défavorable. A-t-elle du moins cru et désiré que la guerre demeurerait localisée sur le Danube?

D'après un témoin fort au courant des choses de Vienne, il semble bien que dans l'entourage de l'Empereur on ne fût pas d'accord. « Il y avait un clan, particulièrement l'état-major, qui acceptait et peut-être désirait l'idée d'un conflit à dimensions généralisées, une conflagration. Du côté du comte Berchtold et des diplomates, on eût préféré un conflit localisé avec la Serbie, des opérations commencées le 8 août et rapidement terminées au mois de septembre[2]. »

Ces divergences expliqueraient peut-être ce qu'il y a eu d'inexplicable dans les démarches du Gouvernement austro-hongrois, entre le 25 juillet et le 4 août. Il est certain que pas un jour pendant ces négociations, l'Autriche n'a consenti à suspendre ses opérations militaires contre les Serbes[3]. Même

1. Notes de Vienne (Inédites), 20 et 21 juillet. Il semble cependant que le programme n'ait pas été exécuté à la lettre. M. de Jagow écrivait dès le 12 juillet (pour la direction personnelle du comte Berchtold) très secrètement à M. de Tschirsky : « La Russie et la Serbie sont informées, nous le savons, que l'Autriche-Hongrie augmente encore ses garnisons sur les frontières de ces deux États » (*Documents allemands de la guerre*, n° 37, I, p. 58).

2. Notes de Vienne, 20 juillet.

3. On relève dans une dépêche de M. de Tschirsky, qui expose l'intervention conciliante de la France auprès du cabinet de Vienne, les mots suivants bien caractéristiques : « On est ici fermement décidé à ne pas

quand, le 1er août, elle a paru admettre l'intervention de l'Angleterre, elle a fait cette condition « que son action militaire contre la Serbie continuerait »[1]. Sur ce point, hommes d'État et militaires étaient à Vienne entièrement d'accord. Il fallait que la Serbie fût écrasée. Et de même, l'Autriche a refusé brutalement à l'Europe toute prolongation de délai qui eût permis aux Serbes de trouver des avocats et à ces avocats de plaider leur cause. « L'intérêt dispense d'être courtois », répondit le baron Macchio au chargé d'affaires de Russie[2]. Moins brutalement, mais sans hésitation, l'Autriche a décliné l'offre de soumettre le différend soit à une conférence d'ambassadeurs à Londres, soit au Tribunal de la Haye, le 27 juillet : « Cette offre, dit-elle, vient trop tard[3]. »

Mais d'autre part, après avoir refusé jusqu'au 29 juillet d'examiner le différend avec la Russie, protectrice des Serbes, l'Autriche se décidait à causer à Pétrograd le 30 juillet, et son ambassadeur, le comte Szapary, n'attendit même pas les instructions de son Gouvernement pour reprendre les entretiens, tandis qu'à Vienne le ministre russe, Schebeko échangeait des vues avec le comte Berchtold et ses collaborateurs[4]. « Tous insistaient sur l'absence en Autriche d'intentions agressives contre la Russie. » Et le résultat de ces conversations, favorables à la paix, semblait être, le 31 juillet, que l'Autriche *se ravisait* et consentait enfin à discuter avec les autres puissances, sur la base d'une occupation provisoire de Belgrade et de satisfactions données par les Serbes[5].

Ce revirement a donné lieu à des hypothèses contraires. Notre ambassadeur à Berlin l'a toujours considéré comme une manœuvre concertée avec l'Allemagne. « On peut se demander si l'acceptation de l'Autriche était sérieuse et n'avait pas pour objet de faire peser la responsabilité du conflit sur la Russie[6]. » Le complot ainsi monté n'aurait été destiné qu'à

se laisser égarer par tous les *essais d'intimidation* » (*Documents allemands de la guerre*, I, p. 151).

1. Sir E. Grey à Sir G. Buchanan, 1er août. *Histoire de Douze Jours*, p. 474.

2. M. Dumaine à M. Bienvenu-Martin, 25 juillet. *Histoire de Douze jours*, p. 167.

3. Le comte Berchtold au comte Szoegyény, 28 juillet. *Ibid.*, p. 297-298.

4. Le comte Szapary au comte Berchtold, 31 juillet ; M. Schebeko à M. Sazonow. *Histoire de Douze Jours*, p. 441, 442

5. M. Viviani aux ambassadeurs de France, 1er août 1914. *Ibid.*, p. 468.

6. M. Jules Cambon à M. Viviani. 1er août. *Ibid.*, p. 471 et la note.

permettre à l'Empereur Guillaume de répéter partout : « La Russie a mobilisé, tandis que l'Autriche sur nos conseils, acceptait à la dernière heure de négocier avec elle et avec l'Europe. » « Le Gouvernement allemand, écrivait à Bruxelles le baron Beyens, semble avoir machiné ce scénario pour aboutir à la guerre qu'il veut rendre inévitable, mais dont il cherche à rejeter la responsabilité sur la Russie. »

La Chancellerie allemande a toujours au contraire affirmé que « le consentement de l'Autriche à discuter était dû à l'influence allemande à Vienne[1] ». On a justement remarqué que, sur les quatre-vingts pièces dont se composent les *Livres Blanc et Rouge*, il y en a cinq ou six tout au plus qui éclairent les rapports de Berlin et de Vienne, et pas une adressée de Berlin au comte Berchtold ou à l'envoyé d'Allemagne à Vienne, M. de Tschirsky. C'est seulement en août 1915 que le Chancelier Bethmann-Hollweg commença de produire au Reichstag un télégramme du 29 juillet à son ambassadeur à Vienne, puis un autre, le 9 novembre 1916.

Berlin, 30 *juillet* 1914.

Le rapport du comte de Pourtalès n'est pas d'accord avec le récit que Votre Excellence a donné de l'attitude du Gouvernement austro-hongrois au cours de l'entrevue du comte Berchtold avec M. Schebeko.

Il y a là un malentendu que je vous prie d'éclaircir. Nous ne pouvons pas exiger de l'Autriche-Hongrie qu'elle négocie avec la Serbie avec laquelle elle est en état de guerre.

Toutefois le refus d'échange de vues avec Saint-Pétersbourg serait une grave faute de nature à provoquer une action militaire de la Russie, que l'Autriche-Hongrie est en première ligne intéressée à éviter. Nous sommes prêts certes à remplir notre devoir d'allié. Mais nous devons refuser de nous laisser entraîner dans une conflagration mondiale par le mépris que ferait l'Autriche-Hongrie de nos avis. De même dans la question italienne, Vienne paraît mépriser nos conseils.

Je prie Votre Excellence de dire cela au comte Berchtold avec la plus grande et sérieuse énergie[2].

Voici le second télégramme, apporté par le Chancelier un an plus tard :

1. Sir E. Goschen à Sir E. Grey, 1er août. *Ibid.*, p. 475.
2. *Etudes de la guerre*, cahier I, p. 246. Une réponse de M. Tschirsky à ce télégramme a été publiée, le 13 octobre 1917, par le Gouvernement allemand.

30 *juillet* 1914.

Au cas où le Gouvernement austro-hongrois déclinerait un arbitrage, nous allons au-devant d'une conflagration dans laquelle l'Angleterre serait contre nous, où les Italiens et Roumains ne marcheraient pas avec nous, et où l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie seraient opposées, deux à quatre grandes puissances.

Par suite de l'antagonisme de l'Angleterre. le poids principal de la lutte retomberait sur l'Allemagne. Le prestige politique de l'Autriche-Hongrie et l'honneur de son armée, ainsi que ses exigences justifiées à l'égard de la Serbie pourraient être suffisamment *assurés par l'occupation de Belgrade ou autres localités.* Par l'humiliation de la Serbie, sa position dans le Balkan aussi bien que contre la Russie serait fortement rétablie. Nous devons par conséquent conseiller expressément au Cabinet de Vienne d'accepter l'arbitrage aux conditions énoncées, faute de quoi la responsabilité de ce qui pourrait s'ensuivre serait pour nous et l'Autriche-Hongrie extrêmement lourde.

On ne peut que s'étonner de l'hésitation inexplicable du Gouvernement allemand de publier ces documents, si favorables pourtant à la thèse qu'il a toujours soutenue d'avoir tout fait depuis le 26 juillet pour éviter un conflit entre l'Autriche et la Russie. Pourquoi la première de ces dépêches au lieu de figurer au *Livre blanc* a-t-elle paru le 1er août 1914 dans la *Westminster Gazette* à qui l'aurait communiqué, le jour de la déclaration de guerre allemande, le chargé d'affaires à Londres, von Kuhlmann? Pourquoi la seconde n'est-elle sortie des archives de Prusse, avec confirmation de la première, que pour les discours du Chancelier au Reichstag en août 1915 et en novembre 1916? Ce silence, d'abord, aussi bien que la publication tardive, pouvaient justifier tous les soupçons.

L'authenticité de ces deux pièces, qui sont du même jour, la première du 30 juillet, 3 heures du matin, la seconde 2 h. 55 du matin et sont parvenues à Vienne l'une à 10 heures du matin, l'autre à midi, se trouve aujourd'hui établie par la publication précise qu'en a faite, d'après le texte original, la République allemande en 1919, dans ses *Documents allemands sur les origines de la guerre*[1].

Mais leur véritable sens s'éclaire également à la lumière de ces mêmes documents, qui nous permettent maintenant de suivre jour par jour les relations des chefs des Empires

1. *Documents allemands de la guerre*, n° 396 (II, p. 125), n° 395 (II, p. 124).

centraux, depuis le retour de Guillaume II en Allemagne le 26-27 juillet et la rentrée de François-Joseph d'Ischl à Schœnbrunn le 30 juillet.

Pourvu du blanc-seing que lui avait délivré l'Empereur allemand avant de partir pour sa croisière du Nord, le vieil Empereur avait décidé dès le 25 juillet, d'agir contre les Serbes. « Bravo, inscrivait Guillaume II à bord de son yacht, en marge d'un télégramme reçu de Belgrade le 25, on n'en avait plus cru les Viennois capables. Ah ! les fiers Slaves ; rien à faire que de marcher ferme sur les pieds de cette canaille ![1] »

Ce même jour, les serviteurs de l'Empereur Guillaume, chancelier et ministres invitaient le ministre d'Autriche à Berlin, le comte Szoegyény, à déployer la plus grande hâte, pour éviter le plus possible l'intervention des tiers dans leurs opérations militaires, et à lancer une déclaration de guerre qu'on tenait pour utile immédiatement[2]. « Depuis le 18 juillet, on se défiait à Berlin de l'Autriche qui, disaient MM. de Jagow et de Zimmermann au ministre de Bavière, est devenue grâce à son irrésolution et à ses divisions un véritable homme malade en Europe. » On ne pouvait que l'approuver au risque d'une conflagration européenne, de profiter de l'heure favorable. Et comme on s'était demandé si à Vienne on irait vraiment jusqu'au bout[3], l'action immédiate de l'Autriche contre les Serbes répondait entièrement à l'attente du Gouvernement allemand.

Lorsque Guillaume II, de son côté, décida de revenir précipitamment de sa croisière, c'était pour se préparer lui-même à l'action. A son chancelier qui, le 26 juillet, le rassurait sur les dispositions pacifiques de la Russie, et s'autorisait des nouvelles de Pétrograd pour conseiller à l'Allemagne le devoir d'une attitude calme, paisible, réglée en vue de la localisation du conflit, l'Empereur visiblement irrité répondait par écrit : « La paix (Ruhe), c'est le premier devoir d'*un civil*. La paix seulement, rien que la paix ! Une *mobilisation en paix* est vraiment quelque chose de nouveau. » Ce langage ne laisse guère de doutes sur les mesures auxquelles, ce jour-là, Guillaume II se disposait.

Il ne connut que le lendemain, dans la soirée du 27 juillet

1. *Documents allemands de la guerre*, nº 159 (I, p. 172).
2. Le ministre allemand à Vienne aux Affaires étrangères de Berlin. 26 juillet. *Documents allemands de la guerre*, nº 213.
3. *Ibid.*, Annexe IV.
4. *Ibid.*, nº 197, I, p. 202.

exactement, la réponse plus que conciliante du Gouvernement serbe aux exigences de l'Autriche. Le 27, le Gouvernement allemand en demandait communication par dépêche à son ministre à Vienne, qui ne put l'obtenir que dans la nuit des bureaux du Ballplatz et ne crut pas devoir la transmettre, en raison de sa longueur, par télégramme[1]. On peut s'étonner qu'un document de cette importance dont la chancellerie allemande savait dès le 27 au matin l'esprit général, « acceptation à peu près complète de tous les points[2] », connu à Pétrograd le 27, à Paris le 26 par des dépêches envoyées de Serbie[3], soit parvenu à Berlin près de deux jours après que le baron Giesl l'eut rapportée de Belgrade, et par une autre voie que la plus directe, celle de Vienne. Ce fut seulement en définitive par une communication du chargé d'affaires serbe, Iowanowitch à Berlin, que le ministère allemand apprit, le 27 juillet dans l'après-midi, les concessions très étendues que la Serbie fit alors à la paix de l'Europe et aux instances de la Russie.

Visiblement, les hommes d'État autrichiens, dont ces concessions dérangeaient le plan d'agression, s'arrangèrent pour en retarder la communication à l'Europe. Iswolsky se plaignit à Paris qu'un télégramme expédié de Belgrade le 25, ne lui parvint qu'au bout de trente heures. De Serbie à Berlin, la dépêche adressée à M. Iowanowitch à 7 h. 40, le 25 (*très pressée*) n'arriva que le 26 à 9 heures du soir, en vingt-cinq heures! L'Autriche, avec l'intention manifeste de détruire l'effet de cette note conciliante, la garda secrète le plus qu'elle put, de manière à se donner le temps d'y ajouter à chaque paragraphe un commentaire justifiant la déclaration de guerre qu'elle lança le 28 juillet au matin aux Serbes. « A la nouvelle répandue déjà le 25 au soir par le *Daily News* à Londres des concessions de la Serbie, écrivait le prince Lichnowsky au Chancelier allemand, les ministres autrichiens à Londres ont été atterrés. Le comte Mensdorff me disait hier encore confidentiellement, qu'à Vienne on voulait absolument la guerre, parce que la Serbie serait accablée. Ces messieurs racontaient même qu'on avait le dessein de donner des parties de ce pays à la Bulgarie, peut-être à l'Albanie[4]. »

1. *Documents allemands de la guerre*, n° 280, II, p. 2.
2. *Ibid.*, n° 245, I, p. 240.
3. *Histoire de Douze Jours*, p. 238.
4. Le prince Lichnovsky aux Affaires étrangères de Berlin, 29 juillet 1914 (*Documents allemands de la guerre*, n° 357, II, p. 74).

Les dispositions conciliantes de la Serbie, inspirées par les conseils du Tsar, qui le 27 juillet, faisait appel à l'amitié de Guillaume pour modérer l'Autriche, l'invitation lancée dès le 26 juillet par Sir Ed. Grey, renouvelée le 27 à la demande des Serbes, aux cabinets de Berlin, Paris et Rome en vue d'une médiation collective, toutes ces démarches simultanément connues de l'Empereur allemand le 28 juillet au matin, quand il venait de rentrer au Nouveau Palais, ne dérangeaient pas moins ses calculs d'offensive que ceux de son alliée. Pour se justifier de cette offensive, il avait dit le 26 juillet : « La Russie mobilise, l'Angleterre a mobilisé[1]. » Comment maintenir ce langage et cette offensive, quand les Serbes capitulaient, que l'Angleterre et le Tsar s'offraient à négocier pour épargner à l'Europe un conflit redoutable[2].

Dans une note que Guillaume II a inscrite aussitôt en marge de la note serbe, il a trahi sa déception, « un brillant résultat pour un délai de quarante-huit heures seulement! C'est beaucoup plus qu'on ne pouvait attendre. Un grand succès moral pour Vienne, mais alors tombe tout motif de guerre. » Il l'a répété trois ou quatre fois le même jour : « Giesl aurait dû rester tranquillement à Belgrade. *Là-dessus, moi, je n'aurais jamais ordonné la mobilisation*[2]. »

Faire la guerre, ou plutôt la continuer — la mobilisation, *qui était la guerre*, étant commencée[3] — quand tout motif de guerre était tombé, c'était s'exposer à endosser une responsabilité dont l'Allemagne ne voulait à aucun prix. L'attitude pacifique des adversaires, Russes, Serbes et Français ayant dérangé le plan de l'entreprise concertée entre les Empires centraux au début de juillet, un nouveau concert devenait nécessaire entre Berlin et Vienne, dont Guillaume II traçait les lignes principales pour son envoyé Tschirsky le 28 juillet, à 10 heures du matin[4] :

1. Note de l'Empereur au télégramme du Chancelier en date du 25 juillet (*Ibid.*, n° 182, I, p. 193).

2. Note de l'Empereur à la réponse du Gouvernement serbe (*Ibid.*, n° 271, I, p. 259.

3. Une dépêche du Chancelier à l'Empereur du 28 juillet (après midi) informe qu'il ne peut plus communiquer avec Vienne que par le télégraphe, « attendu qu'il n'y a plus entre Berlin et Vienne de communication régulière par chemins de fer ». Déjà à cette date! (*Ibid.*, n° 308, II, p. 29).

4. L'Empereur au secrétaire d'État des Affaires étrangères. Nouveau Palais, 28 juillet, 10 heures matin (*Ibid.*, n° 293, II. p. 18).

A la lecture de la réponse serbe, que j'ai reçue ce matin, je me convaincs qu'en général et en tout les vœux de la monarchie danubienne sont satisfaits. Les quelques réserves que la Serbie fait sur des points de détail peuvent bien être liquidées à mon avis dans des négociations. Mais cette capitulation de la nature la plus humiliante est maintenant annoncée *urbi et orbi*. Et par là tombe tout motif de guerre.

Cependant on ne peut attacher qu'une valeur limitée *à ce morceau de papier* et à son contenu, tant qu'ils n'ont pas été traduits en faits. Les Serbes sont des Orientaux, menteurs, faux, maîtres en fourberie. Afin que leurs belles promesses deviennent des réalités, *il faut user d'une douce violence*. Il y aurait donc lieu pour l'Autriche d'occuper un gage matériel (Belgrade) pour obtenir *par force* l'exécution de ces promesses et de le garder jusqu'à l'accomplissement en fait de toutes les demandes (*petita*).

Cela est aussi nécessaire pour donner une *satisfaction d'honneur* (en français) qui se doit à une *armée mobilisée en vain pour la troisième fois* et lui permettre de se sentir au moins maîtresse du sol de l'étranger. Sans cela l'*arrêt de la campagne pourrait provoquer* contre la monarchie un malaise de l'opinion infiniment dangereux.

Si Votre Excellence partage ma manière de voir, je proposerais de dire à l'Autriche : le recul de la Serbie est obtenu de la façon la plus humiliante, et je l'en félicite. Il n'y a plus naturellement de motif de guerre, mais il faut bien une garantie que les promesses seront réalisées. Cela pourrait être obtenu par une occupation temporaire du territoire serbe. Même procédé qu'en 1871, nous avons employé, laissant nos troupes en France jusqu'à ce que les milliards fussent payés.

Sur cette base, je suis prêt à servir de médiateur à l'Autriche. *Je repousserai absolument tous projets ou protestations contraires d'autres Etats*, d'autant que tous plus ou moins ouvertement m'adressent *des appels pour que je les aide à maintenir la paix*. *Je le ferai à ma manière*, et en ménageant le plus possible le sentiment national en Autriche et l'honneur de son armée. A cet honneur le haut commandement autrichien a fait appel. Il a été entendu. Il faut donc que l'armée reçoive une *satisfaction visible*. C'est la *condition indispensable de ma médiation*. Je prie Votre Excellence de me préparer un projet en ce sens qui puisse être transmis à Vienne. J'ai écrit dans le même sens par Plessen à l'état-major de l'armée, qui partage absolument ma manière de voir.

GUILLAUME.

Dans la journée même, Tschirsky communiquait aux comtes Berchtold et Forgach les « très remarquables observations » du maître, tandis que celui-ci répondait au télégramme du

Tsar, pour annoncer sa médiation, en se gardant bien d'en faire connaître la condition essentielle, l'occupation provisoire de la Serbie. Le Gouvernement autrichien, sur les instances pressantes de l'envoyé allemand, se décida à donner à son ministre à Berlin des instructions conformes aux désirs de Guillaume et discrètement interrogea l'Italie sur l'accueil qu'elle ferait à l'installation provisoire de ses armées en Serbie[1]. Berlin en fut informé dans la nuit même. Quant à la médiation anglaise qui aurait dérangé ce plan habilement combiné pour procurer aux Empires centraux le bénéfice de la mobilisation, le cabinet de Berlin invita celui de Vienne à l'accepter en principe. Mais la veille déjà, il lui faisait savoir par le comte Szoegyény, dont M. Vesnitch a publié une dépêche significative, sa décision formelle de n'y pas donner suite.

Le secrétaire d'Etat vient de me déclarer positivement, mais sous le sceau du plus strict secret, que, très prochainement, des propositions possibles de médiation de la part de l'Angleterre seraient portées à votre connaissance par le Gouvernement allemand.

Le Gouvernement allemand s'oblige par la déclaration la plus formelle à ne s'associer en aucune façon aux propositions. Au contraire, il est absolument opposé à leur examen, *et ne les lui soumettra que pour se conformer à la demande anglaise.*

Enfin le même jour, M. de Bethmann-Hollweg, plus préoccupé encore que l'Empereur d'éviter à l'Allemagne la responsabilité de la guerre, adressait à 10 heures du soir une longue dépêche à Vienne pour inviter le comte Berchtold à traiter sans retard avec la Russie, pour la persuader « qu'une fois la mobilisation autrichienne commencée, l'honneur de l'armée exigeait l'invasion et l'occupation temporaire de la Serbie ». On comprend que la chancellerie allemande ne se soit pas souciée de publier des textes comme celui-là, ni les instructions impériales du 28 juillet dont cette dépêche est le commentaire précieux. M. Jules Cambon avait deviné juste. Ce n'était pas une pression pacifique qui s'exerça du 28 au 30 de Berlin sur Vienne, c'était une tactique concertée entre les complices au profit de leur entreprise gênée par les reproches de l'Europe et des peuples :

1. Le ministre à Vienne aux Affaires étrangères, 28 juillet, 9 heures, nº 328, *Documents allemands*, II, p. 45.

Le Gouvernement autrichien va se trouver jusqu'à l'offensive active de ses armées, dans cette situation *extraordinairement* difficile que, dans l'intervalle il reste exposé aux médiations et projets de conférences des autres cabinets et que s'il persiste dans sa réserve par rapport à ces projets, il laisse retomber sur lui l'odieux de la responsabilité de la guerre, même en *dernier lieu aux yeux du peuple allemand*. C'est une nécessité souveraine que la responsabilité de l'initiative éventuelle du conflit, pour ceux qui n'y participent pas immédiatement, dans tous les cas *retombe sur la Russie*[1].

En sollicitant avec instance cette démarche de la diplomatie autrichienne à Pétrograd, le Chancelier allemand révélait très nettement l'intention du Souverain ambitieux et dissimulé qui la dictait de Berlin.

Que Votre Excellence veuille bien s'exprimer avec force auprès du comte Berchtold en ce sens et provoquer une démarche conforme à Saint-Pétersbourg. D'autre part, vous aurez à éviter très soigneusement de laisser naître l'impression *à Vienne que nous souhaiterions retenir* l'Autriche. Il s'agit uniquement de trouver un procédé qui permette à l'Autriche-Hongrie d'atteindre son but, de lier le nerf vital de la propagande panserbe, sans déchaîner du même coup une guerre mondiale, et, *si finalement cette guerre ne peut* être évitée, d'améliorer *pour nous le plus possible les conditions dans lesquelles il faudra la faire*[2].

L'Autriche ne se pressa pas d'inviter son ambassadeur auprès du Tsar, le comte Szapary, à l'entretien que l'Allemagne exigeait d'elle pour la forme. Et celui-ci, n'étant pas informé des calculs savants de la diplomatie germanique, se tint sur la réserve qui lui avait été ordonnée, quand M. Sazonow, dans une intention sincèrement pacifique, voulut le persuader de discuter la question serbe. « Le gouvernement autrichien, disait Sazonow le 29 juillet, décline d'une façon définitive la conversation directe entre Vienne et Saint-Pétersbourg, l'échange de vues qu'il lui avait proposé sur les conseils de l'Empereur d'Allemagne. » Ce refus, que le Chancelier impérial blâmait, non comme un danger pour la paix, mais comme une maladresse dans la guerre déjà commencée, permet de comprendre le sens véritable, dénaturé par leur publication isolée des télégrammes irrités, adressés de Berlin à Vienne dans la nuit du 29 juillet. D'une façon

1. *Les Débats*, 13 mars 1919.
2. *Documents allemands de la guerre*, n° 323, II, p. 38.

générale, la prétendue médiation de Guillaume II auprès de son alliée n'a été, depuis le moment où la guerre contre les Serbes a commencé sur les instances pressantes de l'Empereur, qu'une ruse de guerre et un camouflage de paix.

Or, ce n'était pas des conseils diplomatiques, mais une aide militaire que les conseillers de François-Joseph attendaient alors de Berlin. A la prière du chef du grand état-major autrichien, Conrad de Hotzendorff, le ministre impérial, le comte Szoegyény, attirait l'attention des ministres allemands, dans la journée du 29, sur les risques de l'entreprise engagée sur le Danube. Tandis qu'il mobilisait contre les Serbes huit corps d'armée « qui, disait Szapary à Pétrograd, ne pouvaient constituer une menace contre la Russie », la nouvelle se répandait, que la Russie aurait fait de vastes préparatifs militaires à Pétersbourg, Kiew, Odessa, Varsovie, Moscou. L'Autriche avait bien pris la précaution de mobiliser deux corps d'armée, le 8e et le 9e en Bohême. Elle craignait que la précaution fut insuffisante et demandait à son alliée « des mesures immédiates et étendues, un avertissement amical au Gouvernement du Tsar [1]. » Guillaume II entendit cet appel et n'hésita pas, l'ayant reçu à midi, à lancer, par son ambassadeur le comte de Pourtalès, l'ultimatum à la Russie qui devait l'alarmer justement et précipiter ses mesures de défense. « Je vous prie d'appeler *sérieusement* l'attention de M. Sazonow sur le fait qu'un progrès des mesures de mobilisation russes nous obligerait à la mobilisation et qu'alors une guerre européenne ne pourrait plus être évitée. »

Ce jour-là, les Empires centraux se sont trouvés parfaitement d'accord pour revenir à leur programme de provocation aux Slaves, aux Russes après les Serbes. Sûr d'être appuyé par l'Allemagne, l'état-major autrichien mobilisait dans la journée du 29 trois corps d'armée, le 1er, le 10e et le 11e à Cracovie, Przemysl et Leopol, sur les frontières du Tsar [2]. Faut-il s'étonner que celui-ci, dans cette même journée, mobilisât quatre corps d'armée en Galicie, accueillît la proposition de ses conseillers militaires qui lui demandaient la mobili-

1. Le comte Szœgyény aux Affaires étrangères à Berlin, 29 juillet, après midi, *Documents allemands*, n° 352.

2. Le comte Berchtold au comte Szapary, 30 juillet ; M. Dumaine à M. Viviani, 30 juillet : « Les mesures de mobilisation en Galicie ». *Histoire de Douze Jours*, p. 382, 383.

sation de treize corps d'armée sur les frontières de l'Autriche et le fit savoir à Berlin, à Paris et même à Vienne [1].

De part et d'autre sans doute, « on prétendait simplement maintenir la situation sur le même pied, et l'on s'appliquait à démontrer que ces mesures ne devaient pas être interprétées comme des marques d'hostilité [2] ». Ce fut pourtant le Tsar Nicolas qui eut conscience du redoutable engrenage. Dans la nuit du 29, il demanda à son état-major de surseoir à cette mobilisation des treize corps d'armée, décidée contre l'Autriche. On sait que les ministres russes furent d'avis, le matin du 30, de continuer cette mobilisation, « qui ne visait encore que l'Autriche [3] ». Leur raison fut que l'Autriche n'avait pas suspendu ses préparatifs en Galicie : le comte Berchtold en a fait l'aveu quand il a écrit, le 31 juillet, aux comtes Szapary et Mensdorff : « Si la Russie démobilise, les mesures militaires *purement* défensives prises en Galicie seraient rapportées [4]. » Elles s'étaient donc continuées le 30.

L'attaché militaire de France en définissait nettement la portée dans son télégramme du 29 juillet : « La cavalerie était mise en route, les réservistes appelés dans la région de Budapest et en Galicie ». Il annonçait la mobilisation générale des armées pour le 31 juillet ou le 1er août. L'ordre en était donné dans la nuit du 30 au 31 juillet. Elle fut déclarée le même matin que la mobilisation générale de la Russie. Elle ne l'eût pas été, si à Vienne l'état-major n'avait été assuré du concours certain des armées allemandes, que l'ordre de mobilisation proclamé à Berlin le 30 juillet à 1 heure et démenti à 1 h. 30 faisait prévoir. Il faut alors se rappeler les paroles du général de Hotzendorff en 1913 : « On ne peut désappointer éternellement l'armée. »

Le 30 juillet, l'Empereur, chef de l'armée impériale, rentrait à Vienne, de sa villégiature d'Ischl où il s'était tenu depuis l'ouverture de la crise. Le parti militaire, les ambitieux de son entourage l'avaient emporté, malgré les concessions qu'offraient encore les hommes d'État, dans les conseils du vieil Empereur, sur les dernières hésitations de certains de ses ministres. « Le comte Berchtold, écrivait en 1912 un de nos ambassadeurs à Vienne, est une nature plutôt féminine.

1. M. Paléologue à M. Viviani, 29 juillet 6 h. 14 (*Document Inédit*).
2. M. Dumaine à M. Viviani, 30 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 383
3. M. Paléologue à M. Viviani, 30 juillet. *Ibid.*, p. 387.
4. Le comte Berchtold aux ambassadeurs à Londres et à Saint-Pétersbourg, 31 juillet. *Ibid.*, p. 414.

En cas de crise, il saura louvoyer habilement, mais il est incapable de donner le vigoureux coup de barre qui serait nécessaire pour éviter une catastrophe. Quant à son Souverain, il ne fut peut-être pas fâché de montrer à son allié d'Allemagne, qu'il était aussi bien que l'Archiduc dont il avait surveillé jalousement l'influence, capable, après sa disparition, de l'action énergique qu'on attendait, à Berlin, de la monarchie des Habsbourg. » A dix-huit ans, avec Schwarzenberg, il avait restauré la puissance autrichienne. Il se jugea, après cinquante-quatre ans de règne, en état encore d'engager la grande partie qui déciderait de l'avenir de cette puissance dans les Balkans.

Guillaume II, persuadé comme lui par son état-major, de la supériorité des armées impériales sur celles de la France et de la Russie, se préparait à l'entreprise qu'ils avaient ensemble décidée depuis un mois. Mais à ce moment l'Angleterre reprit et accentua « pour épargner à l'Europe une catastrophe, » ses offres de médiation. Elle proposait à l'Autriche d'arrêter ses armées en Serbie, et de se contenter de Belgrade avec quelques territoires autour qu'elle prendrait en gages. L'offre parvint à Berlin dans la soirée du 29 juillet, à l'heure même où Guillaume II réunissait à Potsdam son Conseil, le général von Falkenhayn, ministre de la Guerre, le grand amiral von Tirpitz, le général de Moltke, le kronprinz, le Chancelier et M. de Jagow pour décider de la mobilisation allemande.

On peut, par les notes marginales dont l'Empereur cribla le lendemain la dépêche de son ministre à Londres, le prince Lichnowsky, mesurer l'impression qu'il ressentit de la démarche anglaise, et les calculs de ruse encore qu'elle lui inspira. « Au lieu d'une médiation, un mot sérieux dit à Pétersbourg et à Paris que l'Angleterre ne leur viendra pas en aide aplanirait aussitôt les choses. Ah ! les sales brocanteurs, veulent-ils donc que nous plantions là l'Autriche : très canaille, très méphistophélique, mais bien anglais!... Ils joignent la menace au bluff pour nous séparer de l'Autriche, *empêcher la mobilisation* et rejeter sur nous la responsabilité de la guerre. Sale canaille d'Angleterre... Elle seule porte la responsabilité de la guerre et de la paix, non pas nous. Cela doit être publié et mis en pleine lumière [1]. »

1. Le prince Lichnowsky au ministre des Affaires étrangères, 29 juillet, 6 h. 30 du soir, dépêche annotée par l'Empereur à 1 heure du matin à Berlin (*Documents allemands de la guerre*, n° 368, II, p. 86).

Dans cet état d'esprit, Guillaume II chargea son Chancelier d'inviter encore les ministres de François-Joseph à faire bon accueil à la proposition de l'Angleterre. Il le fit dans la nuit même du 29 au 30 et dans les termes les plus pressants : « Un refus et ses suites nous créeraient à l'Autriche et à nous une responsabilité redoutable[1]. » L'envoyé allemand, M. de Tschirsky exécuta l'ordre qu'il reçut le 30 à midi[2].

Mais, que pouvait-on penser à Vienne de cet ordre avec lequel s'accordait mal la nouvelle reçue dans la même journée de la mobilisation allemande publiée à midi par le *Lokal Anzeiger* ?[3] Les complices avaient pourtant des moyens de se comprendre. Le soir du 30 juillet, le comte Berchtold invita son ministre à Saint-Pétersbourg à reprendre des pourparlers conciliants avec le Gouvernement russe qui donnèrent à l'Europe l'illusion des dispositions pacifiques de l'Autriche[4]. Et ce même soir, le généralissime Conrad de Hotzendorff portait à la signature de Son Empereur le décret de mobilisation générale « comme une réponse aux mesures militaires décidées par la Russie ». « Les deux décisions, disait alors M. de Tschirsky, interprète fidèle de la politique autrichienne, peuvent très bien se concilier. »

On conçoit que le 31 juillet, à 7 h. 45 du matin, le ministre de Bavière à Berlin ait téléphoné à Munich l'état de situation exact que ses relations avec les hommes d'état prussiens lui permettaient de préciser : « On n'a pas eu de réponse hier encore à minuit de la démarche commune que l'Angleterre et l'Allemagne ont faite à Vienne. Dans les cercles informés de Berlin on ne s'attend pas *à ce que la démarche ait la moindre suite* ; on est bien plutôt persuadé que les efforts de Grey, assurément honorables pour le maintien de la paix, n'arrêteront pas le cours des choses. » Il ajoutait :

Nous avons hier dîné, comme toujours, au Bristol, qui est en ce moment comme une Bourse des diplomates. Nous trouvâmes les Autrichiens plus sérieux encore que les jours précédents. Ils se taisaient complètement[5].

1. Le Chancelier au ministre à Vienne, 30 juillet, à 2 h. 55 du matin, *Histoire de Douze Jours*, n° 395, II, p. 124.
2. Le ministre à Vienne aux Affaires étrangères, 30 juillet, 5 h. 20 après midi, *Ibid.* n° 434, II, p. 161.
3. *Ibid.*, p. 424.
4. Le ministre allemand à Vienne aux Affaires étrangères, 31 juillet, 1 heure du matin (*Documents allemands de la guerre*, n° 465, II, p. 185).
5. *Ibid.*, Annexe IV, IV, p. 158.

S'ils avaient pu ou voulu parler, ces Autrichiens, à la veille des événements qui allaient le 31 juillet déchaîner le cataclysme, ils auraient dit peut-être ce qu'un personnage important de Vienne confiait à un de nos agents :

Ce n'est pas nous qui cherchons la guerre, elle est cherchée, elle est voulue de Berlin. On nous a mis en avant (*vorgeschoben*). Nous sommes soutenus dans l'affaire serbe et nous soutenons pour la suite[1]. »

On savait bien dans les milieux autrichiens que, pour le Gouvernement de Berlin, pour les états-majors des deux empires surtout, l'attentat de Serajevo, l'opération contre la Serbie ne furent, du 5 au 30 juillet, que prétextes à tenter l'entreprise décidée contre les Slaves et la Russie.

La responsabilité de l'Allemagne.

A cette entreprise, le Gouvernement allemand s'était préparé, depuis 1913, résolument.

La lumière est faite sur ce point essentiel par un document dont tous les Allemands ne contestent point l'authenticité, puisque certains nous en font même connaître l'auteur.

Au 1er janvier 1913, l'Empereur décida, dans un conseil tenu avec les généraux au château royal, une augmentation considérable des effectifs allemands, qui devaient être accrus sans délai pour le mois d'octobre de 117 000 hommes, 15 000 sous-officiers et 4 000 officiers[2]. Cet accroissement, calculé de façon à diminuer le nombre des réservistes employés dans les divisions de première ligne, et à constituer ces divisions de soldats d'active plus nombreux et de réservistes plus jeunes, à ajouter enfin trois corps d'armée nouveaux, avait pour objet de faciliter et d'accélérer la mobilisation. L'intention était manifeste : l'état-major de Berlin s'organisait en vue d'une attaque soudaine et décisive[3].

Le 14 mars, les ministres des Finances des États confédérés, pressentis par la Trésorerie impériale, étaient convoqués pour régler les moyens financiers propres à permettre la réalisation de ce programme militaire, qui devait être

1. Note de Vienne (*Inédit*).
2. M. Allizé, de Munich, 10 juillet 1913 (*Document Inédit*).
3. M. Jules Cambon, Rapport sur le projet de loi militaire (avril 1913).

soumis au Reichstag, après Pâques, le 28 mars[1]. Car ce programme comportait une dépense de 1 milliard 300 millions ; 900 millions à titre de sacrifice extraordinaire et non renouvelable, 400 millions à inscrire en surplus au budget annuel de l'Empire. Déjà en 1912, les effectifs avaient pu être augmentés de 27 000 hommes, sans couverture financière spéciale. La charge infiniment plus considérable qu'on allait, en 1913, demander aux contribuables exigeait des impôts nouveaux[2], que les États confédérés fixèrent sous la forme d'une taxe unique sur les fortunes ou contribution militaire : « *Wehrbeitrag* ».

Il s'agissait d'obtenir du Reichstag le consentement nécessaire. M. de Bulow, en 1909; en 1912, le Secrétaire des Finances, M. Wermuth, n'avaient pas réussi à faire voter un impôt sur les héritages. Un impôt sur la « possession » paraissait plus conforme aux vœux de l'Assemblée. Encore fallait-il qu'il lui fût présenté, avec des arguments qui justifiassent l'étendue et la portée du sacrifice.

Ce fut alors que, le 10 et le 19 mars, le ministère rédigea un Mémoire, à la fois politique et militaire, qui dut être communiqué aux hommes capables de faire triompher, dans le Parlement allemand, les calculs et les projets de l'état-major. Les publicistes allemands se sont chargés de nous apprendre, soit le colonel Bauer, officier du grand état-major allemand, soit Max Harden, que les éléments principaux de ce Mémoire furent fournis par le colonel Ludendorff, alors chef du cinquième bureau de l'état-major, et déjà désigné à Berlin comme l'organisateur de l'armée et de la victoire allemandes.

Il n'est pas possible et il serait inutile de reproduire en son entier ce texte qui, par le *Livre jaune*, a été mis sous les yeux du Parlement français. Il importe seulement d'en reproduire les données principales, qui prennent un singulier relief par la simple comparaison avec les actes et les paroles des chefs de l'Allemagne depuis 1914[3].

1. M. Jules Cambon, 6 mars 1913 (*Document Inédit*).
2. La Bavière s'était résignée péniblement à abandonner la levée des taxes directes aux finances d'Empire (M. Allizé, de Munich, 10 juillet 1913).
3. Ce document a été publié pour la première fois sans indications d'origine, dans le *Livre jaune français*, avec la date du 19 mars. Il semblait avoir été élaboré par le général Ludendorff, et venir de l'état-major, ou même du cabinet de l'Empereur. Le Gouvernement allemand a déclaré le texte faux en décembre 1914. Le ministère français en maintint l'authenticité. Et voilà qu'en 1919, le colonel Bauer, homme de confiance du général Ludendorff, son agent auprès du monde politique, se chargea d'apprendre

Ni les ridicules criailleries de revanche des chauvinistes français, ni les grincements de dents des Anglais, ni les gestes désordonnés des Slaves ne nous détourneront de notre but, qui est de fortifier et d'étendre la puissance germanique (Deutschthum) dans le monde entier.

Les Français peuvent armer tant qu'ils voudront : ils ne peuvent, du jour au lendemain, augmenter leur population. L'emploi d'une armée noire sur les théâtres d'opérations restera pour longtemps un rêve, du reste dépourvu de beauté.

Rien à craindre par conséquent, en cas d'un effort décisif du germanisme pour s'étendre sur le monde entier, d'une coalition de la Triple Entente, si l'Allemagne, « achevant son œuvre d'éducation militaire du peuple » se militarisant tout à fait, se donne les moyens de vaincre.

Il faut habituer le peuple à penser qu'une guerre offensive de notre part est une nécessité pour combattre les provocations de l'adversaire. Il faudra agir avec prudence pour n'éveiller aucun soupçon.... Il faut mener les affaires de telle sorte que, sous la pesante impression d'armements puissants, de sacrifices considérables, et d'une situation politique tendue, un déchaînement (Losschlagen) soit considéré comme une délivrance parce qu'après lui viendraient des décades de prospérité et de paix, comme après 1870.

Sûr de vaincre, l'état-major allemand promet à l'Allemagne, comme prix de sacrifices passagers, des années de profit et de jouissances.

au public que ce rapport était une œuvre de Ludendorff, employé depuis 1913 au 1er bureau de l'état-major allemand (Voir sa brochure : *Kœnnten Wir den Krieg vermeiden*, p. 15. Max Harden l'a déclaré à son tour dans la *Zukunft* (12-19 avril 1919, p. 51). Il est vrai que le Gouvernement français, ayant publié la suite du rapport sous le nom de Ludendorff, le 8 juin 1919, ce général fit démentir le 13 juin par la *Vossische Zeitung*, alléguant qu'il était colonel à Dusseldorff en mars 1913 et qu'il était invraisemblable de lui attribuer, à cette date, des plans de l'état-major dont, soi-disant, il ne faisait pas partie. Tous ces démentis ont été donnés, à ce qu'il semble, « pour des raisons politiques ou personnelles ». L'affirmation du colonel Bauer garde sa valeur. Ludendorff appartenait, en mars 1913, au grand état-major. Il n'y avait pas à cette date de colonel de ce nom à Dusseldorff. Mais voici que de nouveau Ludendorff a publié en juillet 1919 une brochure : *Falsification française de mon Mémoire de* 1912. Il nous apprend qu'il a bien préparé un Mémoire à l'état-major, mais à l'automne de 1912, et différent de celui de mars 1913 que le ministre allemand et le Chancelier ont adopté. Celui de mars serait un faux français. Il a repris la même explication dans ses *Mémoires*. Sa conclusion ne s'impose pas. Ludendorff travaillait pour l'état-major et le ministère qui ont employé en mars 1913, en le remaniant, le texte de ses considérants établi six mois plus tôt.

Il faut préparer la guerre au point de vue financier : il y a beaucoup à faire de ce côté-là. Il ne faut pas éveiller la méfiance de nos financiers. Mais bien des choses cependant ne pourront être cachées.

Il faut évidemment convaincre les gens d'affaires que l'opération, qui comporte pour eux des risques, peut aussi bien les intéresser que le peuple.

Il n'y aurait pas à s'inquiéter du sort de nos colonies. Le résultat final en Europe le réglera pour elles.

Par contre, il faudra susciter des troubles dans l'Afrique du Nord et en Russie. C'est un moyen d'absorber les forces de l'adversaire. Il est donc absolument nécessaire que nous nous mettions en relations, par des organes bien choisis, avec des gens influents en Egypte, à Tunis, à Alger et au Maroc, pour préparer les mesures nécessaires en cas de guerre européenne. Et en cas de guerre, bien entendu, on reconnaîtrait ouvertement ces alliés secrets et on leur assurerait, à la conclusion de la paix, la conservation des avantages conquis. On peut réaliser ces desiderata.

Un premier essai qui a été fait, il y a quelques années, nous avait procuré le contact voulu. Malheureusement, on n'a pas consolidé suffisamment les relations obtenues. Bon gré mal gré, il faudra en venir à des préparatifs de ce genre, pour mener rapidement à sa fin une campagne. L'école égyptienne y est particulièrement apte. Elle relie de plus en plus entre eux les intellectuels du monde musulman.

Cette partie du plan marque que l'état-major allemand ne doute pas un instant d'une lutte nécessaire avec l'Angleterre. Le programme est arrêté :

On l'atteindra en Egypte, ainsi que la France en Algérie, par des complots et des révolutions, sans risquer la flotte allemande pour la défense du domaine colonial allemand. Mais ce n'est pas l'important.

Quoi qu'il en soit, nous devons être forts pour pouvoir anéantir d'un puissant élan nos ennemis de l'Est et de l'Ouest. Dans la prochaine guerre européenne, il faudra que les petits Etats soient contraints à nous suivre, ou soient domptés. Dans certaines conditions leurs armées et leurs places fortes peuvent être rapidement vaincues ou neutralisées [1].

1. Il y a lieu de rapprocher le ton et la forme du Mémoire, d'une note curieuse que Guillaume II ajoutait, dans sa colère contre les Anglais, à un télégramme de son ministre à Berlin (*Documents allemands de la guerre*, n° 401) : « On fait marcher tous les États contre nous en faveur de l'Angleterre. Il faut démasquer toutes ces menées et mettre au pilori l'hypocrisie pharisaïque de la paix. Nos consuls en Turquie et aux Indes doivent enflam-

Toute la campagne des mois d'août et de septembre 1914 est ainsi dénoncée. *Le puissant élan* s'est produit. La Belgique a été vaincue et la Hollande neutralisée. Mais cela n'a pas suffi, comme on l'espérait à Berlin en 1913, à anéantir les ennemis de l'Est et de l'Ouest.

Au Nord, nous n'avons à craindre aucune menace du Danemark ou des États scandinaves; au Sud, la Suisse forme un boulevard extrêmement solide et nous pouvons compter qu'elle défendra énergiquement sa neutralité contre la France.

Les propositions arrêtées en ce sens permettent d'espérer que l'offensive peut être prise aussitôt après la concentration complète de l'armée du Bas-Rhin. Un ultimatum à brève échéance que doit suivre immédiatement l'invasion permettra de justifier *suffisamment* notre action au point de vue du droit des gens.

Le mot *suffisamment* vaut bien des phrases. Les considérations de droit international ne sont que secondaires pour l'état-major allemand. Faire vite et bien, au point de vue militaire, voilà l'essentiel. L'attaque de Frédéric II qui, en 1740, a décidé de la fortune de la Prusse en Allemagne, demeure la leçon pour les conseillers militaires de son successeur, à qui doit revenir l'honneur de décider de la fortune de l'Allemagne en Europe.

Tels sont les devoirs qui incombent à notre armée et qui exigent un effectif élevé. Si l'ennemi nous attaque, ou *si nous voulons le dompter*, nous ferons comme nos frères d'il y a cent ans. L'aigle prendra son vol, saisira l'ennemi dans ses serres acérées, et le rendra inoffensif. Nous nous souviendrons alors que les provinces de l'ancien Empire allemand, comté de Bourgogne, une belle part de la Lorraine sont encore aux mains des Francs, que des milliers de frères allemands des provinces baltiques gémissent sous le joug slave.

C'est une question nationale de rendre à l'Allemagne ce qu'elle a autrefois possédé.

Si l'état-major ne l'avait écrit lui-même, pour être entendu du Parlement allemand, nous n'oserions pas écrire que la conclusion de son Mémoire, c'est le cri de l'oiseau de proie prêt à se jeter sur ses victimes, à les enserrer de ses griffes, et à les dépecer en morceaux qui feront la joie et la nourriture de la race.

mer d'une fureur sauvage tout le monde de l'Islam contre cet odieux peuple de boutiquiers menteur et sans conscience. »

La race s'est donc armée au mois de juin 1913, à l'appel des chefs militaires, qui non seulement réglaient sa stratégie, mais dictaient aussi sa politique. Et cette politique a pour objet l'hégémonie allemande par la conquête, la force et la ruse.

A ce moment, notre ambassadeur à Berlin ne pouvait pas croire encore à un plan d'agression.

Ce serait, écrivait-il, une erreur de croire que l'Allemagne, lorsqu'elle aura réalisé l'augmentation de son armée, nous sautera à la gorge. Ce qu'elle poursuit, c'est d'avoir en main une force telle que sa supériorité ne puisse être contestée et qu'elle soit la maîtresse du continent. Elle veut nous acculer, en cas de difficultés politiques, à nous incliner devant elle ou à courir follement à un désastre [1].

Tant de fois, en maintenant depuis Bismarck cette politique du *poing sur la table*, l'Allemagne avait réussi à imposer à l'Europe ses volontés, que M. Cambon était fondé à espérer des maîtres de l'Empire, de Guillaume II surtout, jusque-là si pacifique, que l'Allemagne n'oserait pas risquer l'aventure. Pourtant depuis le mois de janvier 1913, les rapports de nos agents sur le développement du parti de la guerre au delà du Rhin, inquiétait les hommes d'État français. En Allemagne, les amis de la paix « dont le crédit sur l'opinion était limité » commençaient à se croire incapables de résister au courant belliqueux que déterminaient les hobereaux mécontents des progrès de la démocratie, les grands bourgeois du parti national libéral pour les mêmes raisons et par chauvinisme, les grands fabricants et les marchands avides d'une bonne affaire, les fonctionnaires, les professeurs, les publicistes apôtres de la Deutsche Kultur, les diplomates inquiets de leur impopularité [2]. Les souverains eux-mêmes se sentaient débordés par ces revendications belliqueuses.

Le crédit de l'Empereur pour le maintien de la paix semble épuisé au regard de la nation allemande,

notait déjà en janvier 1912 M. Cambon [3].

Voici ce qu'entendait à la même date à Vienne M. Crozier :

1. M. Jules Cambon, de Berlin, 7 juillet 1913 (*Document Inédit*).
2. Rapport des agents diplomatiques et consulaires en Allemagne pendant l'année 1912. *Histoire de Douze Jours*, p. 27.
3. M. Jules Cambon, 5 janvier 1912 (*Document Inédit*).

Je ne doute pas des sentiments pacifiques de la France, lui disait François-Joseph. Je suis résolu à faire tous mes efforts pour maintenir la paix. J'espère bien qu'elle sera maintenue. Mais elle est devenue beaucoup plus précaire depuis huit mois.

A la fin de 1913, en novembre, M. Jules Cambon rapportait enfin à Paris l'entretien que l'Empereur Guillaume venait d'avoir avec le Roi des Belges pour l'entraîner à la guerre :

Il l'avait trouvé entièrement changé. L'Empereur n'était plus à ses yeux le champion de la paix contre les tendances belliqueuses de certains partis allemands. Guillaume II en est venu à penser que la guerre avec la France est inévitable et qu'il faudra en venir là un jour ou l'autre[1].

Cet entretien célèbre, dont l'authenticité n'a jamais été contestée, marque à peu près la date où les résolutions du Gouvernement ont été prises. Le Roi des Belges ajouta des détails qui éclairent aussi distinctement les décisions de Berlin :

L'Empereur croit naturellement à la supériorité écrasante de l'armée allemande et à son succès certain.

Le général de Moltke, qui est considéré comme l'officier le plus distingué de l'armée allemande, parla exactement au Roi des Belges comme son souverain. Lui aussi déclara la guerre nécessaire et inévitable, mais *il se montra plus assuré* encore du succès. Car cette fois, dit-il, il faut en finir et Votre Majesté ne peut se douter de l'enthousiasme irrésistible qui, ce jour-là, entraînera le peuple tout entier[2].

Au cours de cette conversation, l'Empereur était du reste surmené et irritable.

Ainsi, les hommes groupés autour de l'état-major, qui avaient réussi à persuader le Reichstag, avaient également persuadé l'Empereur et se croyaient sûrs de l'opinion et de la victoire. L'incident de Saverne s'était terminé enfin de façon à faire éclater par la presse et dans le public leur supériorité dans les conseils de l'Empereur[3]. Au mois de mars 1914,

1. M. Jules Cambon, 22 novembre 1913. *Histoire de Douze Jours*, p. 35. Voir aussi le baron de Beyens, *L'Allemagne avant la guerre*, p. 24.

2. La délégation allemande à la Conférence de la Paix dans ses *Remarques* a inséré le démenti du comte de Moltke du 18 décembre 1914. De Moltke dément avoir déjeuné avec les souverains, mais avoue avoir causé avec le roi Albert. Alors?

3. Voir les articles de la presse allemande à cette date, dans le livre de de Nippold, traduit par Albert Milhaud, *Le chauvinisme allemand*.

au bout d'un an, le fondement de leur entreprise sanglante était établi.

Il sera facile, disait le 2 et le 16 février 1914, M. Cambon encore, d'enthousiasmer l'Allemagne et de la conduire à la guerre contre nous.... Les partis qui la désirent sont puissants et habiles.

Les états-majors se rendent parfaitement compte qu'un appareil militaire comme celui qui pèse sur la Prusse ne peut subsister que s'il se justifie par la nécessité et ils souhaitent que les faits prouvent cette nécessité. Ils redoutent, me disait récemment un ancien ambassadeur d'Allemagne, qu'à l'heure décisive l'Empereur n'aille pas jusqu'au bout. Ce sentiment est aussi celui du parti conservateur. Un membre du Reichstag et de la Chambre des Seigneurs de Prusse, qui appartient à ce parti, est venu me voir et m'a avoué au cours de la conversation qu'il était effrayé de voir ses collègues conservateurs enclins de plus en plus à considérer la guerre en soi, et naturellement contre nous, comme une nécessité.

Dans ce parti, on n'apprécie ni les idées personnelles, ni la politique économique de l'Empereur. On considère que le développement de l'industrie a pour corollaire le développement des agglomérations ouvrières et des idées démocratiques. Là est le danger, aux yeux des hobereaux. Ils se croient revenus aux jours de 1866, quand le Landtag luttait contre M. de Bismarck. La guerre mit alors toutes choses à sa place. Ne pourrait-on recommencer l'expérience et par la guerre mettre l'aristocratie terrienne pendant de longues années à l'abri des assauts de la démocratie? Telles sont les idées qui hantent les esprits de ses collègues de la droite, et cette constatation est d'autant plus grave que l'entourage immédiat de l'Empereur appartient exclusivement à ce parti qui représente la haute aristocratie du pays et la grande propriété.

Il est clair que quand l'instrument demandé au Parlement par l'état-major avec promesse d'une victoire certaine, a été prêt, au mois de novembre 1913, l'entreprise concertée ne pouvait plus tarder. Le dessein d'y procéder se traduisit par une hâte fébrile des généraux à demander encore, au mois de décembre 1913, de nouveaux sacrifices pour l'armée dont il y avait urgence à compléter l'armement.

Au mois de janvier 1914, les États confédérés résistaient encore. Le premier ministre bavarois, M. de Hertling, réussit, pour très peu de temps, à faire ajourner ce programme. Pouvait-il longtemps résister aux arguments de Moltke et de Ludendorff qui, nous dit son biographe, le colonel Bauer, n'avait apporté au Reichstag, l'année précédente, qu'un programme réduit au minimum. C'était bien le plan formé par le parti de la guerre d'amener l'Allemagne par la pesante

progression des armements et des sacrifices à souhaiter le grand combat, qui la délivrerait de ses charges en lui donnant la victoire et ses profits.

Et voilà qu'au même moment et plus impérieusement encore la nécessité d'en finir avec des armements ruineux se faisait sentir en Autriche-Hongrie. Nul n'était mieux à même d'en informer l'Empereur Guillaume que son ambassadeur à Vienne, M. de Tschirschky; nul non plus n'était mieux autorisé pour faire sentir dans les milieux viennois l'évolution belliqueuse de son maître. Pendant longtemps, en 1905, l'Empereur avait fait de ce personnage ambitieux son confident et son agent, en dehors même de la Chancellerie, dans toutes les questions extérieures. L'habitude entre eux s'en était prise, depuis que Tschirschky avait été désigné pour recevoir et transmettre le courrier impérial dans les déplacements du souverain. Il était devenu par là comme un ministre *ad latus*, intérimaire sans doute, mais fort puissant.

Une lettre curieuse, publiée par les *Suddeutsche Monatshefte* en mars 1919, de M. de Holstein, cet ancien collaborateur de Bismarck, que la disgrâce atteignit en 1906, en témoigne :

Il est indéniable, disait-il le 29 août 1906, que M. de Bülow ne désire pas une amélioration de nos relations avec l'Angleterre. Car il craint d'être sacrifié sur l'autel de la paix, sachant qu'il est la bête noire des Anglais. D'ailleurs un observateur très fin, qui a vu tout récemment le Chancelier, m'a dit : « Je le trouve diminué. Il n'a plus ses airs olympiens. »
Tschirschky règle directement les questions extérieures avec l'Empepereur et en particulier les questions de personnes.

Quand il partit pour Vienne comme ambassadeur, Guillaume II comptait sur Tschirschky, et le serviteur sur le maître[1]. Le triomphe promis à l'Empereur achèverait la fortune du ministre.

L'heure du destin qui sonnait pour l'Autriche-Hongrie n'était pas moins décisive pour l'Allemagne. Que deviendraient ses plans d'hégémonie, sa certitude de vaincre la coalition qu'elle se préparait à affronter, si l'alliance fondamentale avec les Hasbourg venait à lui manquer, non par défection, mais par impuissance de ceux-ci à prolonger l'effort militaire concerté entre eux depuis 1879? Tandis que les

1. Il était assez fort alors, avec l'autorité qui le couvrait, pour mener campagne à Vienne contre le comte d'Æhrenthal (M. de Saint-Aulaire, de Vienne, janvier 1912) (*Document Inédit*).

Hohenzollern tenaient sous la menace la France et la Russie, l'Autriche montait une garde fidèle dans les Balkans. Et « voilà, disait M. Zimmermann aux Bavarois, qu'elle est devenue comme la Turquie un véritable homme malade dont les Russes, Italiens, Roumains, Serbes, Monténégrins attendent le partage grâce à une action victorieuse, énergique ».

Cette confidence, qui nous est venue par les lettres des ministres bavarois à Berlin, éclaire d'une portée toute nouvelle un passage du Mémoire remis par M. de Bethmann-Hollweg au Reichstag, le 3 août 1914[1] : « Nos intérêts se trouvaient au plus haut point menacés par les menées sourdes, continuelles des Serbes. S'il leur avait été plus longtemps permis, avec l'appui de la Russie et de la France, de menacer l'existence de la monarchie voisine, la conséquence en eût été l'écroulement progressif de l'Autriche et l'assujettissement de tout le slavisme sous le sceptre russe, d'où serait résultée une situation intenable pour les peuples de langue allemande de l'Europe centrale.

« Une Autriche moralement affaiblie et cédant petit à petit sous la poussée de l'élément panslaviste russe, n'eût plus été pour nous une alliée sur laquelle nous pouvions compter comme nous le devions, étant donnée l'attitude de plus en plus menaçante de nos voisins de l'Ouest et de l'Est. »

Cette déclaration à laquelle on n'a pas pris garde, parce qu'il était difficile au début de la guerre d'en démêler la portée, contient à la fois un mensonge et un aveu. La politique de la France et de la Russie ne menaçait l'Allemagne, ni en Russie, ni en Pologne. Et l'on ne trouvera jamais dans les archives de ces deux Gouvernements des projets de conquête formulés comme ils l'ont été par l'état-major allemand sur la Lorraine, la Franche-Comté, ou les pays baltiques. Mais tandis que l'Allemagne s'armait en 1913 pour une lutte prochaine, l'épuisement de l'Autriche, en face des progrès réalisés malgré elle par les nations balkaniques, exposait l'Empire à perdre au moment décisif le concours qui, depuis quarante ans, lui avait permis d'affirmer sa puissance en Europe et qu'il escomptait pour l'accroître dans le monde.

Ainsi se déterminait de lui-même l'objet de la guerre que méditait l'Allemagne, défensive en ce sens qu'elle permettrait de conserver les positions acquises dans l'Europe centrale par le relèvement de son alliée intéressée à la victoire,

1. *Histoire de Douze Jours*, p. 624.

et d'en tirer de nouveaux avantages pour elle-même par une offensive victorieuse, d'abord sur le Danube, ailleurs ensuite.

« Voilà un siècle, écrivait Albert Sorel en 1878 [1], que l'on travaille à résoudre la question d'Orient. Le jour où on croira l'avoir résolue, l'Europe verra se poser la question d'Autriche. » Dans la solution qui se préparait en Orient depuis 1909, contrairement au traité de Berlin, au profit des nations balkaniques, les héritiers de Bismarck ont cru voir se préciser cette menace pour l'Empire du Danube. Assurés de leur supériorité militaire, et croyant aux promesses d'une victoire éclatante, ils ont précipité sur l'Europe centrale et sur eux-mêmes la crise redoutable qu'ils voulaient conjurer.

Ce fut M. de Tschirschky qui, au mois de mars 1914, informa un secrétaire du prince Lichnowsky, en séjour à Vienne, « de la guerre prochaine » [2]. Il n'y avait pas eu à cette date d'attentat de Serajevo, mais les chefs de l'Allemagne étaient déjà résolus à l'entreprise réglée selon l'expression du comte Berchtold, « pour maintenir le bloc puissant que formaient les Empires centraux et empêcher l'Allemagne d'être isolée ». Si l'Autriche a écouté les suggestions de Berlin, M. de Tschirschky n'a pas dû y être étranger. Revenant de Berlin à la fin de février 1914, il s'en allait raconter dans les cercles de Vienne, que les bureaux de la Friedrichstrasse étaient très préoccupés de l'attitude belliqueuse de la France, qu'on s'y attendait d'un jour à l'autre à apprendre « que les fusils étaient partis tout seuls sur la frontière des Vosges, la paix étant à la merci d'un moindre incident ».

N'était-ce pas sous son inspiration que les journaux viennois à la solde de l'Allemagne, avec une méthode réglée, se déchaînaient en reproches contre la France, en propos haineux contre la Russie? L'Allemagne et son ambassadeur préparaient à Vienne les esprits à la guerre future. Sur leurs conseils, « l'Autriche, obligée par son alliée à supporter des charges militaires de plus en plus écrasantes, s'appliquait à égarer l'opinion publique en dénonçant l'alliance franco-russe comme responsable du régime de la paix armée [3] ».

Tandis que, d'accord avec l'état-major prussien, le général de Hotzendorff hâtait les armements et disposait l'armée autrichienne, la diplomatie de Berlin organisait ses forces d'attaque et passait la revue de ses alliés. Depuis longtemps,

1. *La question d'Orient au XVIIIe siècle.* Conclusion.
2. Mémoire et passage déjà cités.
3. M. Dumaine, de Vienne, 25 février 1914 (*Document Inédit*).

elle avait escompté le concours de la Turquie. Le renversement d'Abd-ul-Hamid avait compromis sa situation à Constantinople. Mais bientôt le triumvirat d'ambitieux que le Comité « Union et Progrès » avait imposé au successeur d'Abd-ul-Hamid, Mahomet V, Talaat, Enver et Djemal avaient dû, pour relever les finances et réorganiser l'armée, recourir de nouveau à l'Allemagne en 1913. Au mois de janvier 1914, Enver, officier de fortune, ancien attaché militaire à Berlin, où il s'était mis à l'école de l'état-major prussien, revenu récemment de Tripolitaine dont il avait organisé, en 1912, assez heureusement la défense contre l'Italie, était promu aux fonctions de ministre de la Guerre.

Cette nomination était au moins autant l'œuvre de l'ambassadeur allemand à Constantinople que des triumvirs turcs. Le baron de Wangenheim, dont les ambitions égalaient celles de M. de Tschirschky, hobereau prussien, à la fois insinuant et hautain, persuadé que l'Orient devait appartenir à l'Allemagne et le monde à son kaiser, disposait par la confiance qu'il avait su inspirer aux hommes du triumvirat et l'aide qu'il donnait à leur pouvoir précaire, d'une singulière autorité[1]. En même temps qu'il faisait remettre à Enver, admirateur et élève des méthodes prussiennes, l'administration des armées turques, il appelait de Berlin une mission militaire, commandée par le général Liman von Sanders, du grand état-major allemand, pour que lui fussent confiées la direction de l'armée ottomane et la garde des Dardanelles. Ce général était venu à Constantinople en maître, réclamant le pas comme représentant de l'Empereur sur les ministres des autres cours. Chef d'état-major en titre, assisté d'un inspecteur général allemand et d'autres officiers, qui avaient reçu des commandements importants, il allait travailler en Turquie avec une grande activité à l'organisation de la défense et au besoin de l'attaque.

La Russie avait protesté, rappelé en congé son ambassadeur, le baron de Giers. Elle pressentait le danger.

L'affaire Sanders a rendu manifeste la menace allemande aux intérêts essentiels de la Russie,

écrivait le 29 janvier 1914, M. Delcassé, de Pétrograd où dans un entretien, Nicolas II lui avait dit :

1. *Mémoires* de l'ambassadeur Morgenthau, p. 1-80.

Il nous faut la mer libre, ouverte au moins au Sud, parce que la fermeture de nos ports du Nord pendant l'hiver, qui s'étend cette année jusqu'à Riga, gêne considérablement et immobilise notre commerce. Nous ne visons nullement Constantinople, mais il nous faut la garantie que les Détroits ne seront pas fermés. Je sais que le chemin de Vienne, malgré les apparences, n'est pas la ligne droite pour les Balkans. Il passe par Berlin.

Ces inquiétudes légitimes du Tsar s'étaient traduites dans un Conseil impérial du 21 février dont le Gouvernement de Lénine a publié, en les dénaturant, les décisions. Les Russes n'avaient pas pour objet la conquête de Constantinople à cette époque, mais ils entendaient prévenir l'accaparement du Bosphore par l'Allemagne dont l'événement a précisé les intentions en octobre 1914[1].

Tout indiquait en effet, dans les premiers mois de 1914, une campagne organisée par l'Allemagne pour s'installer dans la Méditerranée orientale. En vertu d'accords secrets passés avec l'Italie et l'Autriche le 23 juin 1913[2], elle maintenait une division permanente navale dont les unités principales, le *Gœben* et le *Breslau*, étaient de grands croiseurs puissamment armés et à marche rapide. Elle demandait à son alliée d'accroître à Pola ses unités de combat. On désignait le port d'Alexandrette comme base accordée en principe par les Turcs aux flottes germaniques. En même temps que le ministère de la Guerre était donné à Enver, le ministère de la Marine était aux mains de l'autre triumvir, Djemal, complice de l'Allemagne, aux ordres de son attaché naval, Humann, fils de l'archéologue bien connu, né à Smyrne, que les Turcs considéraient presque comme l'un des leurs.

Quand, au mois de juin 1914, le baron de Wangenheim apprit la cession de deux croiseurs, l'*Idaho* et le *Mississipi*, négociée entre la Grèce et les États-Unis, il dépêcha Djemal chez l'ambassadeur américain, Morgenthau, et vint lui-même à la rescousse pour empêcher cette cession. « La vente de

1. *Remarques* de la Délégation allemande à la *Conférence de la paix*. Le texte s'y trouve publié p. 94. M. Sazonow a dit dans ce Conseil : « Au cas où en raison des événements les Détroits se trouveraient soustraits à la souveraineté de la Turquie, la Russie ne pourrait permettre qu'une puissance quelconque s'installât sur leurs rives et *serait peut-être obligée de les occuper pour y établir ensuite un ordre de choses répondant sous une forme ou sous une autre à ses intérêts.* »

2. Le texte de la Convention navale conclue le 23 juin 1913 entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie vient d'être publié pour la première fois par Pribram, *Die politischen Geheimverträge Œsterreich-Ungarns*, 1920, t. I, p. 308 et suivantes.

ces navires pourrait être la cause d'une guerre mondiale. » La vente eut lieu le 8 juillet ; elle ne fût pour rien dans la guerre mondiale. L'opposition des Turcs et des agents germaniques révélait seulement leurs prétentions à conserver une entière liberté d'action dans la Méditerranée. « Que les bâtiments allemands, tous deux plus rapides qu'aucun navire français ou anglais de la flotte méditerranéenne, se soient trouvés si près de la Turquie quand éclata *la guerre, m'a toujours paru autre chose*, conclut l'ambassadeur Morgenthau, *qu'une simple coïncidence*[1]. »

Ce ne fut pas non plus une coïncidence, si, au début de 1915, la rupture de la Turquie avec l'Entente détermina des menaces en Syrie contre l'Égypte, où l'Allemagne préparait un soulèvement national. Un témoin autorisé, un chanoine anglican, Sterling, en séjour à Jérusalem, notait, au printemps de 1914, le débarquement à Gaza de munitions qu'on enterrait pour les dissimuler, l'arrivée fréquente de paquebots allemands qui apportaient à Beyrouth des armes et des explosifs. Au mois de mai, les chefs des villages syriens recevaient des plis cachetés à n'ouvrir qu'en cas de guerre. Des officiers allemands préparaient la mobilisation, faisaient forer des puits à la frontière turco-égyptienne et disposaient des approvisionnements.

Contre l'Angleterre, contre la Russie et la France, l'Allemagne avait dès l'été de 1914 mis la main sur la Turquie pour l'employer, dans l'entreprise qu'elle méditait, comme un instrument puissant de diversion au sud de l'Europe orientale.

Pas plus qu'un instrument d'ailleurs : l'Allemagne s'était toujours refusée jusque-là aux instances des Jeunes Turcs qui souhaitaient être admis comme alliés dans la Triple Alliance. Elle calculait que cette alliance mettrait la Turquie en hostilité déclarée avec les Russes, et que sa frontière orientale deviendrait un point faible pour la Triple Alliance, dont la puissance stratégique se trouverait compromise, alourdie de devoirs et de charges sans compensation suffisante.

Tout ce qu'Enver pacha avait jusque-là obtenu, c'était le conseil de se rapprocher des Bulgares, mais sans aucune promesse des Empires centraux. Ce ne fut que plus tard, quand la crise éclata, que Guillaume II prit des mesures décisives. « Théoriquement, c'était le point de vue, mais il est devenu

1. *Mémoires* de l'ambassadeur Morgenthau.

faux aujourd'hui, écrivait-il à Wangenheim le 22 juillet. Il s'agit maintenant d'acquérir tout fusil qui se trouve prêt à aider l'Autriche dans les Balkans contre les Slaves. Il faut bien accepter une alliance turco-bulgare et la rattacher à l'Autriche [1]. »

Contre les Serbes et les Russes, l'Allemagne était invitée par l'Autriche et les Hongrois surtout à recourir aux Bulgares et à leur Roi, déçus, aigris par le traité de Bucarest. L'entente formée depuis 1908 entre l'Autriche et Ferdinand de Cobourg n'avait pas réalisé leurs espérances communes [2]. L'annexion de la Bosnie n'avait pas plus rapporté à François-Joseph que le titre de Tsar à l'ancien officier de ses armées. Le confident de leurs doléances réciproques, le comte Tarnowski ne cessa, pendant cinq années, à Sofia, de surveiller et diriger la politique bulgare. Après s'être efforcé de la détourner en 1912 de l'alliance balkanique, « piège tendu par la Russie », il l'avait ramenée à la fin de 1913 à un rapprochement avec la monarchie austro-hongroise. A cette époque, le Roi Ferdinand s'en allait à Vienne étudier son accession à la Triple Alliance, qui devait rester secrète et que nous connaissons aujourd'hui par les souverains mêmes d'Allemagne et d'Autriche. Aussi rusé qu'ambitieux, averti d'être prudent par l'échec de 1913 qui avait coûté à la Bulgarie Andrinople et la Dobroudja, Ferdinand devait redouter, au sud la Turquie, au nord la Roumanie, s'il s'engageait trop ouvertement et trop tôt avec l'Autriche contre les Serbes.

L'Allemagne, d'autre part, se défiait de lui, et craignait, pour l'acquérir, de s'aliéner les Turcs ou les Roumains. Les diplomates de la Wilhelmstrasse se réservaient [3], tandis que ceux de la Ballplatz donnaient au comte Tarnowski des ordres plus précis. Déjà au mois de juillet, un transport de munitions et d'explosifs était expédié en Bulgarie de la maison Krupp, qui n'avait pu, à la veille de la guerre, en dissimuler la présence à Marseille [4]. Le 25 juillet d'ailleurs Guil-

1. Le ministre allemand à Constantinople aux Affaires étrangères, avec notes de l'Empereur, 22 juillet (*Documents allemands de la guerre*, n° 117).

2. Voir les déclarations de Radoslavoff au *Pester-Lloyd*, 16 février 1916 : « La Bulgarie et l'Autriche-Hongrie vivent déjà depuis longtemps dans l'amitié la plus étroite. »

3. Voir la lettre de M. Bethmann-Hollweg à M. de Tschirschky, 6 juillet 1914 (*Documents allemands de la guerre*, n° 15, I, p. 32).

4. Information de M. Vesnitch au Gouvernement français (*Document Inédit*), confirmée par le Dr Muehlen, 1er août 1914.

laume II apprenait avec joie de son agent à Sofia que le ministère bulgare demandait son accession à la Triple Alliance. « *Faire vite* », écrivait-il. Et si on lui disait que le prince de Bulgarie se montrait aussi joyeux : « *Je le crois bien* », concluait l'Empereur[1].

Tout cela se préparait en silence, lorsque l'empereur Guillaume partit de Berlin pour aller rendre visite à l'archiduc héritier en son château de Konopitsch, le 14 juin 1914.

Quelles conversations furent échangées? Des entretiens laissent moins de trace malheureusement que des Mémoires et des lettres.

On en trouve un écho dans une lettre du 17 juin adressée par Tschirschky à la Wilhelmstrasse :

Le comte Berchtold m'a dit qu'après Konopitsch, l'archiduc lui avait déclaré avoir été très réconforté par la visite de l'Empereur, avec lequel il a constaté se trouver en parfait accord de vues. Il a répété ce qu'il avait dit à notre Souverain sur la maladresse du comte Tisza à l'égard des nationalités non magyares de la Hongrie et surtout des Roumains de Transylvanie à qui il a dit de belles paroles auxquelles les actes n'ont pas répondu.

Guillaume II annota la dépêche :

... Tisza aurait pu dans sa politique intérieure qui, par la question roumaine, influe sur la *politique extérieure de la Triple Alliance*, ne pas réveiller cette question.

Le souci de l'archiduc, que Guillaume II a *réconforté*, est le même que celui qui le 5 juillet a déterminé François-Joseph à solliciter le concours de l'Allemagne contre le danger d'une ligue balkanique formée par la Russie, à laquelle la Roumanie semblait prête à se joindre.

La présence à l'entrevue des deux grands amiraux, von Tirpitz et Hans, faisait penser le 15 juin à la *Neue Freie Presse* que les souverains s'étaient occupés de la flotte autrichienne et de ses nouveaux dreadnoughts. Et le journal officieux ajoutait, sans être contredit, « que cette nouvelle flotte coopérerait à des événements qui changeraient la face du monde »? Les conditions d'une grande entreprise vers laquelle Guillaume II inclinait depuis six mois contre la Russie, ont dû être examinées alors entre lui et l'héritier d'Autriche.

1. *Documents allemands de la guerre*, n° 162, I, p. 177.

Car ce fut le 15 ou le 16 juin au plus tard qu'il mit en marge de deux articles publiés à Pétrograd dans la *Birschewya Wjedomosti* et en Prusse dans le *Berliner Lokal Anzeiger*, des notes dont la portée indique une résolution de guerre prochaine :

« L'article russe a dit que l'Allemagne disposait de 830 000, l'Autriche de 500 000 hommes, l'Italie de 400 000 hommes ; que la Russie devait donc attendre de la France une force de 770 000 hommes, possible seulement avec le service de trois ans. » « Où les prendra-t-elle, s'écrie Guillaume II. Cela exige une réponse claire, concluante, par le fait. » Et il ajoute : « Voilà donc enfin les Russes qui ont découvert leurs cartes. Quiconque ne croit pas en Allemagne que Russes et Gaulois travaillent contre nous à une guerre prochaine, et que nous devons prendre des contre-mesures y répondant, celui-là mérite d'être envoyé à la maison de fous de Dalldorf. Bien vite, de vigoureux impôts nouveaux, et l'incorporation immédiate des 38 000 hommes du contingent, non incorporés, à l'armée, à la flotte. Mon état-major n'a cessé de m'affirmer les préparatifs colossaux de la Russie et de la France. »

Ainsi, avant l'attentat de Serajevo, avec l'archiduc encore vivant, Guillaume II n'a-t-il pas déjà cherché le prétexte de l'offensive qu'il présenterait à ses sujets et à l'Europe comme une mesure inévitable de défense contre les ennemis de l'Est et de l'Ouest? En attendant, les chefs d'Etat allaient passer la revue de leurs forces de terre et de mer.

Guillaume II quitta son hôte, qui se préparait à prendre la direction des grandes manœuvres autrichiennes en Bosnie, en l'invitant, comme le Roi d'Italie, aux manœuvres allemandes du mois de septembre. Il devait assister quelques jours après à la revue navale de Kiel [1]. Ce fut là seulement qu'il apprit l'assassinat de l'archiduc et dit : « Toute mon œuvre est à recommencer. »

Il rentra à Potsdam, qu'il ne voulut pas quitter pour assister, comme l'y invitait François-Joseph, aux obsèques du Prince que pourtant il avait associé, comme un ami, au secret de sa politique et de ses ambitions.

On craignit, ou l'on feignit de craindre à Berlin que ce voyage de l'Empereur allemand à Vienne ne lui fût fatal. Le consul général de Serajevo dénonçait « le système redoutable des criminels *russes* et serbes et signalait le départ dans la

1. 28 juin.

nuit du 30 juin de douze conspirateurs envoyés les uns après les autres de Belgrade dans la direction de Vienne. » M. de Bethmann-Hollweg déclara qu'il fallait éviter d'exposer en pays étranger la personne de l'Empereur.

Les propos de l'Empereur lui-même qui heureusement ont été consignés de sa main même sur les dépêches de ses agents, révèlent à la première nouvelle de l'attentat ou le 1er juillet, une résolution qui ne changera plus, de faire payer aux Serbes, aux Russes l'événement du 29 juin. « Oui, oui, écrit Guillaume II, les vrais coupables, ce sont le *Serbentum*, le *Slaventum*. — Il faut en finir avec les Serbes, *maintenant ou jamais*. »

Le 5 juillet, il recevait à son château les envoyés de l'Empereur d'Autriche, les comtes Szoegyény et Hoyos. Leur maître ne les envoyait pas seulement à Berlin pour exprimer le regret que Guillaume II n'eût pas assisté aux funérailles de l'archiduc. Ce que François-Joseph regrettait surtout, c'était de n'avoir pu exposer à l'Empereur de vive voix le programme d'action qu'il développait dans la lettre confiée à ses ambassadeurs [1]. Qui sait si l'Empereur d'Allemagne n'avait pas préféré cet échange de lettres à une visite officielle à Vienne, qui ne lui eût pas permis de demeurer maître de son secret au même point? Le bruit vint jusqu'à Londres que, dans son émotion, Guillaume II « aurait donné au sujet de la Serbie une sorte de blanc-seing à l'Autriche, qui en abuserait [2] ». Il allait le donner en effet dans sa réponse à François-Joseph, mais il désirait qu'on ne le sût pas. L'accord était réglé, peut-être même avant le 5 juillet, et sans doute plus tôt [3]. L'Allemagne devait se garder le moyen d'en décliner devant l'Europe la responsabilité.

« A Vienne, on fut surpris, et même peut-être désagréablement, disait M. Zimmermann au comte de Lerchenfeld,

1. Lettre de François-Joseph à Guillaume II, remise le 5 juillet (*Précédemment citée*).

2. M. de Fleuriau à M. Bienvenu-Martin, Londres, 27 juillet, 7 h. 27 (*Document Inédit*).

3. Au premier moment, M. de Tschirschky avait cru devoir mettre *en garde* le Gouvernement autrichien contre des décisions précipitées, et conseillé, avant de présenter un ultimatum à Belgrade, qu'on s'assurât de la Roumanie et de l'Italie. « Sans doute, il faut s'en assurer. C'est là une vérité de La Pallice, écrivit l'Empereur. Mais qui a donné ces instructions à Tschirschky? C'est trop absurde ! Cela ne le regarde pas, c'est affaire à l'Autriche seule de savoir ce qu'il y a à faire. Si cela tourne mal, on dira que l'Allemagne *n'a pas voulu*. S'il vous plaît, que Tschirschky *reprenne son bon sens* ! » Le reproche sous cette forme ne valait-il pas un ordre?

de l'adhésion aussi complète de Berlin[1] » ; on regrettait presque que la Prusse ne donnât pas des conseils de prudence et ne recommandât pas la réserve. L'aveu allemand, qu'il importe d'enregistrer, établit presque certainement qu'à Berlin, l'Empereur et ses ministres n'attendaient que le geste de François-Joseph. La réponse de Guillaume II n'avait rien d'intime, puisqu'elle était précédée d'une lettre du Chancelier à M. de Tschirschky, du 6 juillet :

L'ambassadeur austro-hongrois a présenté à Sa Majesté *hier*, une lettre autographe et intime de l'Empereur François-Joseph, qui nous expose la situation présente du point de vue austro-hongrois, et développe les mesures envisagées du côté de Vienne. Une copie en est adressée à Votre Excellence. J'ai répondu aujourd'hui au comte Szoegyény, par ordre de l'Empereur, que Sa Majesté est reconnaissante à l'Empereur François-Joseph de sa lettre et désire lui répondre personnellement. Cependant Sa Majesté ne voudrait pas tarder à affirmer qu'elle aussi ne se dissimule pas le danger que fait courir à l'Autriche et par suite à la Triple Alliance, l'action panslave en Russie et en Serbie.

Bien que Sa Majesté, comme on sait, n'ait pas une confiance absolue dans la Bulgarie et son souverain et qu'elle incline naturellement plutôt vers sa vieille alliée la Roumanie et son prince, un Hohenzollern, elle comprend cependant que l'Empereur, considérant l'attitude de la Roumanie, et le danger de voir se constituer une nouvelle ligue balkanique dont la pointe soit tout droit dirigée contre la monarchie danubienne, souhaite de rattacher la Bulgarie à la Triple Alliance. En conséquence, Sa Majesté enverra des instructions à son ministre à Sofia pour qu'il donne aux démarches dirigées en ce sens par l'envoyé autrichien l'appui qu'il réclame. En plus, Sa Majesté, selon les suggestions de l'Empereur, fera tous ses efforts en Roumanie pour amener le Roi Carl à remplir ses devoirs d'allié, à se dégager de la Serbie et à réprimer l'agitation roumaine dirigée contre l'Autriche-Hongrie. En ce qui concerne enfin la Serbie, Sa Majesté pourrait naturellement ne pas prendre position dans les questions litigieuses qui la séparent de l'Autriche-Hongrie. Mais l'Empereur François-Joseph peut compter que Sa Majesté, en raison de son devoir d'alliance et de sa vieille amitié, se tiendra fidèlement aux côtés de l'Autriche-Hongrie[2].

Cette lettre informait l'ambassadeur à Vienne des résolutions de son maître, au cas où l'Empereur d'Autriche ne

1. Lettre de la Légation bavaroise à Berlin, 18 juillet (*Documents allemands de la guerre*, Annexe, IV).

2. *Documents allemands de la guerre*, n° 14, I, p. 32.

lui ferait pas connaître la réponse même de Guillaume II que voici. Cette réponse fut, dit-on, envoyée de Balholm, en Norvège, le 14 juillet[1] :

Mon cher ami, j'ai ressenti une gratitude sincère de ce que dans ces journées où des événements émouvants et tragiques fondaient sur toi, et réclamaient de toi de graves décisions, tu aies reporté tes pensées sur notre amitié, et qu'elles t'aient déterminé à la bonne lettre que tu m'envoies. Je considère cette étroite amitié, transmise par mes grand-père et père, comme un legs précieux, et je vois dans le soin que l'Allemagne en doit prendre le gage le plus sûr de la défense de notre pays. Par mon attachement respectueux à ta personne, tu peux mesurer combien il m'en a coûté d'abandonner mon voyage à Vienne, et de renoncer malgré moi à la manifestation que j'aurais voulu faire officiellement de ma profonde sympathie pour ta grande douleur. Ton ambassadeur éprouvé, que j'estime sincèrement, te communiquera l'assurance que toi aussi, aux heures graves, tu nous trouveras, moi et mon Empire, en entier accord avec notre amitié éprouvée et nos obligations d'alliance, fidèlement à ton côté. Te répéter cela à cette place est pour moi un joyeux devoir.

Le crime affreux de Serajevo a jeté une lumière crue sur les menées funestes de fanatiques en démence, et sur le travail acharné par lequel les panslavistes menacent les fondements de l'État. Je dois voir à prendre position dans la question qui s'est élevée entre ton Gouvernement et la Serbie. Je ne le considère pas seulement comme un devoir moral de tous les États civilisés. C'est une nécessité de salut public de s'opposer par tous les moyens à la propagande par le fait, qui choisit de préférence pour objet d'attaque, ce qui constitue le plus solidement la monarchie. Je ne me dissimule pas non plus le danger sérieux que l'agitation panslave entretenue en Russie et Serbie fait courir à tes États et par suite à la Triple Alliance, et je reconnais la nécessité de délivrer de cette pression redoutable tes frontières méridionales.

Je suis par conséquent prêt à contribuer à la réalisation de l'effort que veut faire ton Gouvernement pour empêcher la formation d'une nouvelle ligue balkanique sous le patronage russe, avec sa pointe dirigée contre l'Autriche-Hongrie, et en plus comme contrepoids à introduire la Bulgarie dans la Triple Alliance. Par suite, malgré certaines hésitations qui viennent en première ligne du peu de sûreté du caractère bulgare, j'ai donné pour instruction à mon envoyé à Sofia d'appuyer les démarches dans ce sens de ton représentant qui le désire.

De plus, j'ai chargé mon chargé d'affaires à Bucarest de s'expri-

1. La Délégation allemande a dit : *Bornholm*. C'est sans doute une faute de lecture. Voir les *Documents allemands de la guerre*, I, p. 45, nº 26.

mer avec le Roi Carol dans le sens de tes propositions, et d'après les indications de la situation créée par les plus récents événements, de lui faire comprendre la nécessité de se détourner de la Serbie et de réprimer l'agitation dirigée contre tes États. J'ai souvent fait entendre que j'attache le plus grand prix au maintien des anciennes relations de confiance et d'alliance avec la Roumanie, qui ne devraient souffrir aucun tort de l'accession éventuelle de la Bulgarie à la Triple Alliance.

En conclusion, je veux exprimer de tout cœur le vœu qu'il te soit permis, après ces jours si pénibles, de trouver quelque repos dans ton séjour à Ischl.

En sincère attachement,

Ton ami fidèle,

GUILLAUME.

C'est évidemment pour laisser à l'Autriche la responsabilité après la défaite, que les publicistes et les hommes d'État allemands ont fait connaître les lettres impériales du 4 juillet et du 14 juillet. Dans la même intention, ils continuent à nier le Conseil de Potsdam, de façon à établir que l'initiative de l'entreprise est venue de Vienne et non de Berlin. Leurs révélations, qui ont leur prix, n'ont pas cependant la portée qu'ils leur donnent. Elles détruisent la valeur des récits qui purent faire croire à un Conseil commun des généraux et des hommes d'État autrichiens et allemands [1]. Mais elles n'excluent pas l'accord, essentiel pour l'histoire, dans cette même journée du 5 juillet, des délibérations prises dès le 1er juillet à Vienne, apportées le matin par les comtes Hoyos et Szoegyény, avec les délibérations de l'après-midi à Potsdam.

Qu'importe que les conseillers principaux de François-Joseph ne se soient pas déplacés pour décider cet accord avec les conseillers de Guillaume II? Préparé à distance, le protocole de l'accord a été dressé et signé à Potsdam. Les voyages du comte de Berchtold, du général Hotzendorff auraient pu éveiller les soupçons. L'Allemagne tenait au secret. Le lendemain même, l'Empereur Guillaume partait pour sa croisière habituelle sur les côtes de Norvège, et ses ministres purent déclarer le 23 juillet qu'ils ne connaissaient pas l'ultimatum autrichien.

Si bien machiné que fût le complot, et malgré les pré-

1. Remarques de la Délégation allemande à la Conférence de la Paix sur le *Conseil de Potsdam*. Annexe V.

cautions prises pour dissimuler encore aujourd'hui la responsabilité de l'Allemagne, la vérité s'impose. Ce n'est pas par hasard qu'un Conseil a pu être tenu à Potsdam, immédiatement après la réception de la lettre apportée de Vienne le matin. L'Empereur a pris connaissance de la lettre de François-Joseph à son déjeuner. Et dans la journée même qui précédait son départ, l'ambassadeur d'Allemagne en Turquie, le baron de Wangenheim, arrivait à point nommé, de très loin, pour prendre part à ce Conseil impérial dont il a donné le récit à tous ses collègues de Constantinople. L'envoi du comte Hoyos et de la lettre impériale n'aurait-il pas, en définitive, été suggéré de Berlin, au moment où Guillaume II appelait ses conseillers à venir en délibérer, même de très loin comme le baron de Wangenheim?

Tandis qu'était expédié à Vienne la lettre de son ministre, qui allait décider du sort de la Serbie, de l'Europe et du monde, le souverain allemand montait à bord de son yacht [1], où il se promettait le même repos qu'il souhaitait à son correspondant, et le yacht cinglait vers les fjords norvégiens, Les diplomates à Vienne préparaient leur note de menace et les généraux leurs armées d'attaque : « On aurait désiré à Berlin que l'action contre la Serbie ne se fît pas attendre si longtemps (douze jours), disait le 18 juillet le comte Lerchenfeld, et qu'on ne laissât pas à celle-ci le temps d'offrir spontanément, peut-être sous la pression franco-russe, les satisfactions demandées par l'Autriche. » Enfin, « on fit valoir que l'Empereur était en vacances dans le Nord ».

Et l'Europe, ignorant que Guillaume II n'attendait qu'un signal pour revenir, eut peine à croire, en effet, à l'existence du complot dont tout le plan était pourtant formé. L'Allemagne par cette tactique préparait la surprise en face de laquelle elle avait décidé de placer les gouvernements et les peuples. Pourvu, disait-on seulement dans les milieux militaires et politiques de Berlin, que l'Autriche « allât jusqu'au bout » et ne fît pas échouer le plan concerté!

De ce complot les diplomates belges ont eu la perception très nette dès le début.

Il est évident, écrivait de Vienne le comte Errembault de Dudzeele, que l'action entreprise par le Gouvernement austro-hongrois a été entièrement approuvée à Berlin. Certaines personnes

1. Il avait quitté Wildpark, station près de Potsdam, à 9 heures du matin le 6 juillet.

vont même jusqu'à prétendre que le comte Berchtold a été encouragé et poussé dans cette voie par le Gouvernement allemand, qui ne reculerait pas devant le danger d'une conflagration générale et préférerait entrer actuellement en lutte avec la France et la Russie insuffisamment préparées [1].

D'autre part, le baron Beyens envoyait de Berlin à Bruxelles sur les intentions de l'Allemagne des informations aussi graves et que la publication des pièces de toutes les Chancelleries nous paraît avoir définitivement confirmées :

Des conversations répétées que j'ai eues hier avec l'ambassadeur de France, les ministres des Pays-Bas et de Grèce, le chargé d'affaires d'Angleterre, résulte pour moi la présomption que l'*ultimatum à la Serbie est un coup préparé entre Vienne et Berlin, ou plutôt imaginé ici et exécuté à Vienne.* C'est ce qui en constitue le grand danger. La vengeance à tirer de l'assassinat de l'archiduc héritier et de la propagande panserbe ne servirait que de prétexte. Le but poursuivi, outre l'anéantissement de la Serbie, serait de porter un coup mortel à la Russie et à la France, avec l'espoir que l'Angleterre resterait à l'écart de la lutte.

Pour justifier cette présomption, je dois vous rappeler l'opinion qui règne dans l'état-major allemand, à savoir qu'une guerre avec la France et la Russie est inévitable et prochaine, *opinion que l'on a réussi à faire partager à l'Empereur.* Cette guerre, ardemment souhaitée par le parti militaire et pangermaniste pourrait être entreprise aujourd'hui, estime ce parti, dans des circonstances extrêmement favorables pour l'Allemagne et qui ne se présenteront pas de sitôt. L'Allemagne a terminé ses renforcements prévus par la loi de 1912 ; et, d'autre part, elle sent qu'elle ne peut pas poursuivre indéfiniment, avec la Russie et la France, une course aux armements qui finirait par la ruiner. Le *Wehrbeitrag* a été une déception pour le Gouvernement impérial auquel il a montré la limite de la richesse nationale. La Russie, avant d'avoir achevé sa réorganisation militaire, a eu le tort de faire étalage de sa force. Cette force ne sera formidable que dans quelques années ; il lui manque maintenant pour se déployer les lignes de chemins de fer nécessaires. Quant à la France, M. Charles Humbert a révélé l'insuffisance de ses canons de gros calibre ; or, *c'est cette arme* qui décidera, paraît-il, *du sort des batailles.* L'Angleterre enfin, que, depuis deux ans, le Gouvernement allemand cherche, non sans quelques succès, à détacher de la France et de la Russie, est paralysée par ses dissensions intestines et ses querelles irlandaises....

1. 22 juillet, *Deuxième livre belge*, n° 3. *Pages d'Histoire*, 2e série, t. XI, p. 6, Berger-Levrault, Nancy.

Notez que si le but secret des hommes d'Etat des deux Empires n'est pas réellement de généraliser la guerre et de forcer la Russie et la France à y prendre part, mais seulement d'anéantir la puissance de la Serbie et de l'empêcher de poursuivre son travail occulte de propagande, le résultat sera le même. Il est impossible que la prévision de ce résultat ait échappé aux yeux clairvoyants des dirigeants de l'Empire allemand. Dans l'une comme dans l'autre de ces suppositions, l'intervention de la Russie paraît inévitable ; ils ont dû envisager froidement cette complication et se préparer à soutenir énergiquement leurs alliés. *La perspective d'une guerre européenne ne les a pas fait hésiter un instant, si le désir de la déchaîner n'a pas été le mobile de leur conduite* [1].

De cette dépêche si bien informée, il suffit aujourd'hui de rapprocher les réflexions et les ordres de l'Empereur publiées par l'Allemagne elle-même.

Le 13 juillet, Guillaume a mis les notes suivantes à une dépêche de Tschirschky qui annonçait le 10 juillet l'intention de l'Autriche de suivre l'avis de Berlin « d'en venir à une décision définitive avec la Serbie, de lui faire des conditions *concrètes*, qu'on s'occupait à bien formuler [2] » :

« Voilà que le promémoria impérial est vieux déjà de quatorze jours. On tarde beaucoup. Il y avait déjà dans nos projets de quoi *établir* une *résolution*. Les conditions doivent être très *concrètes*, et surtout pas d'équivoques! Ils ont eu vraiment bien le temps de les rédiger. »

Comme la rédaction de l'ultimatum se fit attendre encore plus de huit jours et ne fut soumise à la signature de François-Joseph que le 22 juillet, Guillaume II en Norvège s'impatientait. « Dommage, quel dommage ! » On lui fit remarquer que le retard avait été à Vienne l'effet non d'une hésitation, mais d'un calcul. Les Autrichiens voulaient attendre pour publier leur ultimatum que M. Poincaré eût quitté Pétrotrad « afin d'éviter que dans la voix du champagne et sous l'influence de Poincaré on ne fêtât la réconciliation d'Iswolsky et des grands-ducs, et qu'on ne consolidât les adversaires ». « *Enfantin, regrettable*, répétait Guillaume II. » A la veille de l'offensive dont il était impatient, la citation de Frédéric II qui lui revint en mémoire éclaire singulièrement ses projets. « Je suis contre les conseils de guerre et les délibérations,

1. 26 juillet, *Second livre gris belge*, n° 8.

2. La note fut envoyée de Vienne à Berlin le 21 juillet à l'heure même où elle était présentée à la signature de François-Joseph à Ischl le 21 juillet au soir. Dépêche de Tschirschky au Chancelier des 21 et 22 juillet (*Documents allemands de la guerre*).

vu que les partis de faiblesse y prennent toujours le dessus (*Frédéric le Grand*). »

Ce n'est pas contre la Serbie seulement que Guillaume II s'est alors décidé, c'est aux Russes surtout, à Sazonow qu'il en veut : « *Sazonow est un fou*! » Il prétend que des influences poussent François-Joseph à la guerre, le tableau conviendrait mieux à Saint-Pétersbourg. Il prétend que la victime de Serajevo était un ennemi implacable de la Russie; la Russie n'avait pas de meilleur ami, puisqu'il voulait restaurer l'ancienne alliance des trois empereurs. Dans sa haine contre l'Autriche, il prétend que celle-ci n'a pas à se plaindre de la Serbie : « *Donnerwetter*, c'est bien russe! » et que si elle veut troubler la paix elle aura à compter avec l'Europe. « L'Autriche, non; la Russie, oui, parce qu'*elle est l'auteur*, et l'avocat ensuite *du meurtre d'un prince*! » Et le kaiser achève le 14 et le 22 juillet par ces menaces redoutables dans sa bouche : « Qui vivra, verra! L'orgueil précède la chute ! » Il a hâte d'anéantir d'abord les Serbes, et si la Russie, comme elle en marque l'intention ferme, les soutient, de précipiter le choc victorieux des Empires germaniques contre l'Empire du Tsar.

Le 23 juillet, l'Autriche remit à la Serbie la note concertée avec les ministres de Guillaume II depuis le 5 juillet, et qui n'était un secret pour personne, du moins dans les cercles dirigeants. Il était entendu que deux jours après, heure pour heure, l'Autriche devait rompre avec les Serbes. Car, tandis que le baron Giesl de Gieslingen quittait Belgrade, d'une façon brusque, l'Empereur Guillaume, le 25 juillet, quittait non moins brusquement, à 6 heures du soir, le Ballestrand dans le fjord de Sogne. A 3 heures il avait passé la revue de sa flotte, à 4 heures il y était encore et l'on parlait de son départ pour Bergen le 29 seulement. Son yacht le ramena en vitesse, sans toucher Bergen, dans son Empire [1]. Le lendemain sa flotte prenait la mer pour le suivre [2]. Le 26, on annonçait l'arrivée de l'Empereur à Kiel [3]. Il devait être à Berlin le 27 vers midi.

1. M. Chevalley, de Christiania, 26 juillet, 1 h. 50 matin (*Documents Inédits*).

2. *Idem*, 26 juillet, midi ; dépêche reçue à Paris à 11 heures du soir.

3. Guillaume II signait un télégramme expédié de Neumunster en Holstein le 26 juillet à 7 h. 30 du soir par le comte Wedel. Il n'avait mis que vingt-quatre heures à peine à revenir de Norvège, alors que l'Amirauté avait prévu trente-six heures pour le retour (*Documents allemands de la guerre*, n° 231, p. 230).

De ce retour brusque, le chargé d'affaires anglais, Sir Horace Rumbold, disait à son Gouvernement : « L'Empereur rentre soudainement ce soir, et le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères craint que ce retour soudain, cette mesure prise par Sa Majesté de sa propre initiative, ne provoquent de l'agitation et des conjectures » (26 juillet).

Une coïncidence aussi complète, à un quart d'heure près, entre le moment où l'Autriche a rompu avec la Serbie, et celui où Guillaume II a interrompu une croisière destinée à masquer sa responsabilité, ne peut s'expliquer par le hasard. Ce n'est ni soudainement, ni par une initiative imprévue que Guillaume II a quitté la Norvège, au moment fixé pour le déclanchement du mécanisme, mais sur des nouvelles qu'il devait recevoir et qu'il reçut de Vienne et de Belgrade.

L'histoire de cette décision fatale à la paix du monde peut aujourd'hui s'écrire avec précision. Le 25 juillet, Guillaume II reçut à bord de son yacht, à 4 heures de l'après-midi, un télégramme de son ministre à Vienne qui lui mandait la remise imminente de l'ultimatum autrichien, et un autre de son ministre à Belgrade, Griesinger, qui l'informait le 24 juillet à 11 heures du soir : « Les militaires serbes réclament énergiquement le rejet de la note et la guerre. La mobilisation serbe est en plein cours. »

Il donnait aussitôt à sa flotte l'ordre de regagner l'Allemagne, qui fut connu dans la soirée aussitôt à Berlin. Le 25 à 8 heures du soir, M. de Bethmann-Hollweg lui envoyait, pour suspendre cet ordre dont il ne pouvait ignorer la gravité, le télégramme ci-joint :

Le chef de l'État-major me fait savoir que Votre Majesté, en raison d'un télégramme Wolff, a donné l'ordre de se préparer rapidement au retour. L'amiral von Pohl pourrait vous avoir communiqué entre temps les avis de l'attaché naval à Londres et de notre confident à Porstmouth, que la marine anglaise ne prend *aucune mesure imprévue*, mais exécute les plans de dislocation arrêtés antérieurement.

Puisque jusqu'ici les avis de notre ambassadeur à Londres laissent connaître que Sir E. Grey ne pense pas le moins du monde à une participation de l'Angleterre à une guerre européenne et fait tout le possible pour localiser le conflit austro-serbe, j'ose conseiller très respectueusement à Votre Majesté de ne pas ordonner à sa flotte un retour précipité.

BETHMANN-HOLLWEG.

A cet avis que l'Empereur irrité cribla des traits de sa colère : « *Incroyable demande, inouï!* », il a répondu en donnant les raisons de sa décision, que l'histoire peut enregistrer :

Inouï ! Voilà qui ne m'est pas venu à l'esprit ! ! ! C'est sur la nouvelle transmise par mon envoyé, de la mobilisation de Belgrade. *Elle peut* entraîner celle de la Russie, qui entraînera après elle celle de l'Autriche. En ce cas *je dois* réunir mes forces de combat de terre et de mer. Dans la Baltique il n'y a pas un vaisseau. Je n'ai pas coutume de *prendre des mesures* militaires d'après un télégramme Wolff, mais d'*après la situation* générale. Et celle-ci, le Chancelier, *un civil*, ne l'a pas encore comprise.

L'Empereur paraissait si bien décidé à la guerre que les familles des officiers allemands qui villégiaturaient dans les fjords de Norvège recevaient, après la flotte, l'ordre immédiat, de s'embarquer le 27 juillet sur le paquebot *Hella* pour Stettin [1].

L'étonnement marqué par ses ministres n'était que feinte encore. Entre le langage relativement conciliant tenu à Berlin par M. de Jagow, le 27 juillet, à M. Cambon, la lettre du même jour envoyée à Londres par M. de Bethmann-Hollweg également conciliante, et ce que nous savons des intentions du Cabinet allemand par les révélations du comte de Lerchenfeld, il y a contradiction absolue. Tandis qu'aux premières ouvertures des puissances médiatrices, l'Autriche opposait un refus péremptoire, l'Allemagne parut, du 24 au 26 juillet, plutôt disposée à causer. Que signifient alors les craintes enregistrées, le 18 juillet, par M. Zimmermann, par M. de Jagow, que « l'Autriche n'aille pas jusqu'au bout »?

L'explication est sans doute dans un bruit que recueillit à Londres notre chargé d'affaires, le 27 juillet : « On dit ici que, dans l'émotion causée par l'assassinat de l'archiduc, Guillaume II aurait donné au sujet de la Serbie une sorte de blanc-seing à l'Autriche (le protocole du 5 juillet). Les ministres allemands n'oseraient, sans un ordre exprès, *modifier les directions alors données par l'Empereur*. Le Cabinet de Berlin attend l'arrivée de l'Empereur [2]. »

Connaissant le caractère à la fois autoritaire et vacillant, selon l'expression de M. de Holstein, de leur maître, qui

1. M. Chevalley, de Christiania, 27 juillet, 11 heures du matin.

2. M. de Fleuriau à M. Bienvenu-Martin, de Londres, 27 juillet, *Histoire de Douze Jours*, p. 223.

« avait l'instinct du théâtre mais non de la politique[1] », ils lui réservaient avec prudence la décision définitive. Tout ce qui avait été réglé le 5 juillet pouvait être modifié le 27; l'Empereur pouvait, après avoir préparé la guerre, prendre tout d'un coup l'attitude d'un arbitre et d'un Lohengrin de la paix. C'est ce qu'espérait à Londres notre ministre : « Peut-être Guillaume II hésitera-t-il devant la perspective d'une guerre générale. » C'est ce dont à Berlin, les ministres, en attendant le maître, se méfiaient, prenant garde à ne pas s'engager auprès des ministres de France et d'Angleterre, dans une voie qui ne leur permettrait pas le recul nécessaire.

De tous les ministres impériaux, un seul a pris, le 26 juillet, une attitude et un ton menaçants, l'ambassadeur à Pétrograd, le comte de Pourtalès. Il s'en est allé trouver le ministre russe, M. Sazonow, pour lui dire brutalement[2] :

Les mesures militaires préparatoires de la Russie nous forceront à prendre des mesures analogues consistant en la mobilisation de notre armée. Mais la *mobilisation signifie la guerre.*

Comme les obligations de la France envers la Russie nous sont connues, cette mobilisation se ferait tout à la fois contre la Russie et la France.

Cette communication, si différente par le ton et la menace, du langage pacifique qu'affectait alors la Chancellerie allemande, ne pouvait cependant avoir été faite que par ordre. Dans le *Livre blanc allemand*, M. de Bethmann-Hollweg s'est gardé d'indiquer qui donna à M. de Pourtalès cet ordre. « L'ambassadeur, dit-il, fut chargé de déclarer. » Alors qu'il publiait en annexe les informations envoyées par la Chancellerie ce même jour aux ambassadeurs à Paris, à Londres, à Pétrograd, il plaça celle-là à part, dans le corps du Mémoire, sans indiquer aucune source. Le télégramme envoyé de la Wilhelmstrasse, à M. de Pourtalès, est singulièrement différent de ton de l'autre :

L'Autriche-Hongrie ayant solennellement déclaré son désintéressement territorial, la responsabilité d'avoir troublé la paix européenne par une intervention russe retombera sur la Russie seule. Nous espérons toujours que la Russie ne commettra aucun acte qui pourrait gravement compromettre la paix européenne[3].

1. Lettre de M. de Holstein, printemps de 1906 (*Suddeutsche Monatshefte*, mars 1919).

2. Le texte a été inséré dans le Mémoire du *Livre blanc allemand*. Il est séparé du télégramme de la même date, cité à l'Annexe 10 *b*.

3. *Livre blanc allemand*, annexe 10.

Comme les autres télégrammes donnés en annexe du *Livre blanc*, ce télégramme n'a pu être envoyé que tard, « *am Abend* », dans la soirée du 26. Car toute cette série de dépêches a été déterminée par les nouvelles reçues à Berlin d'un long entretien que M. Sazonow avait eu avec le comte Szapary, ambassadeur d'Autriche, chargé de lui faire connaître, dans *l'après-midi*, le désintéressement territorial de son Gouvernement[1]. Comment expliquer que, le même soir du 26 juillet, la Chancellerie ait envoyé au comte de Pourtalès deux télégrammes si différents, alors que le lendemain matin encore M. de Jagow causant avec M. Cambon et Sir E. Goschen, les a pu assurer des intentions pacifiques du Cabinet, « si la Russie ne mobilisait que contre l'Autriche[2] ».

L'hypothèse qui s'impose, en présence de ces textes contradictoires, c'est que les deux télégrammes au comte de Pourtalès n'ont ni même origine, ni même auteur.

Dans la journée du 26, tandis que l'Empereur revenait en hâte à Kiel, l'attaché militaire allemand expédia de Pétrograd un télégramme tendancieux par l'ambassade, qui semblait n'en vouloir pas prendre la responsabilité :

L'attaché militaire demande que l'on transmette la communication suivante à l'état-major général : « Je tiens de source sûre que la mobilisation a été ordonnée à Kiew et Odessa. *Elle est douteuse en ce qui concerne Varsovie et Moscou.* Ailleurs, il n'en est pas encore question[3]. »

Dès que Guillaume II débarqua à Kiel, il fut saisi par l'état-major, à qui elle était destinée, de cette dépêche sensationnelle, le meilleur argument que les généraux pussent trouver alors pour autoriser leur maître à provoquer la Russie en l'accusant des responsabilités de la guerre mondiale. Avant de rentrer à Potsdam, l'Empereur d'Allemagne lançait sa provocation. Elle arrivait assez tôt encore le dimanche à Pétrograd pour que ce même jour le comte Szapary pût faire connaître à Vienne l'intervention comminatoire du comte de Pourtalès, et les explications, les démentis fournis à l'attaché militaire allemand par le ministre Soukhomlinow sur la prétendue mobilisation russe, *à une heure avancée de la soirée.*

1. *Livre blanc allemand.*
2. M. Jules Cambon, de Berlin, 27 juillet (*Document Inédit*).
3. Le comte de Pourtalès au Chancelier, 26 juillet (*Documents allemands de la guerre*, I, n° 216, I, p. 218).

On était fixé le lendemain 27 à Berlin sur les intentions de l'Empereur. Ainsi l'état-major n'aurait pas travaillé en vain à la grande opération qu'il méditait depuis deux ans. Depuis le 21 juillet, les avis de mobilisation qui mettent « en garde à vous » les officiers d'active ou de réserve ont été distribués, et par toute l'Europe. Les familles d'officiers ont été invitées à rentrer en Allemagne des villégiatures où elles passaient l'été en Norvège, à Bâle ou en Tyrol. A Barcelone, où se tenait un Congrès d'enseignement commercial, les maîtres allemands ont reçu par le Consul impérial l'avis de se tenir prêts. A Bruxelles, les employés de commerce ont été informés et se préparent. Le 23, le 24 juillet, on a signalé des mesures militaires de défense contre avions prises à Düsseldorff. Les colonels de la garnison de Metz donnent rendez-vous à leurs officiers; les garnisons d'Alsace-Lorraine sont consignées, reçoivent leurs équipements ; les réservistes même ont été priés de ne pas quitter leur résidence[1].

La preuve la plus décisive a été fournie par un article du *Hamburger Fremdenblatt* (mai 1915), précisant que les chemins de fer ont été mis à la disposition des mouvements de troupes, *à partir du* 24 *juillet*. L'état-major allemand déjà au travail, quand l'Empereur revint de Kiel, avait besoin du consentement définitif de Guillaume II à cette guerre « qu'il attendait avec la plus grande confiance, croyant pouvoir vaincre la France en quatre semaines ».

Guillaume II, ce *valeureux poltron*, comme l'appelait « l'oncle Albert », Édouard VII, prit le prétexte que lui offraient ses conseillers. Par l'ordre confié directement au comte de Pourtalès, il accusa la Russie de l'offensive qu'il organisait contre elle. Il n'en devait plus démordre. Grande et pénible fut la surprise, dans la soirée du 27 juillet, des ambassadeurs de France et d'Angleterre, qui, le matin, avaient cru entendre de M. de Jagow des déclarations conciliantes et, au contraire, le retrouvèrent intraitable sur les conditions de la paix allemande. « Est-ce que vous voudriez la guerre? » dit alors M. Jules Cambon au ministre allemand, qui répondait quelque temps après à Sir E. Goschen sur un ton menaçant : « L'Allemagne ne doit pas se laisser surprendre[2]. »

A ses ministres qu'il avait réunis à Berlin au Palais, en

1. La Délégation allemande à la Conférence a nié toutes ces mesures (Annexe I). Mais tous les renseignements concordent.
2. *Histoire de Douze Jours*, p. 259-261.

revenant de Potsdam après déjeuner, à ses généraux, l'Empereur allemand, le 27 juillet, fit connaître que ses résolutions demeuraient conformes aux engagements pris au mois de juillet avec François-Joseph, quels qu'en fussent les risques. Vienne en fut informé par M. de Tschirschky, docile aux ordres du maître qui, désormais, loin de retenir l'Autriche, allait la pousser aux pires démarches[1]. De Vienne, la nouvelle alla tout droit à Sofia où l'on sollicita vivement le concours de Ferdinand de Cobourg[2]. Ce prince devait, au printemps de 1915, raconter à un de ses parents qui le visitait, qu'il avait connu tout de suite la décision prise à Berlin, au Palais, par l'Empereur, le 27 juillet. L'avis parvint également par Wangenheim aux Turcs qui, le 2 août, avaient promis leur concours le plus complet. L'Allemagne travaillait avec l'Autriche énergiquement à Constantinople, pour s'associer la Bulgarie et la Turquie réconciliées contre les Serbes[3]. Elle priait seulement les Turcs de ne se point déclarer avant que sa flotte de la Méditerranée ne fût en sûreté, et qu'on eût eu le temps de révolutionner l'Inde et le Caucase[4].

Le 28 juillet, assuré que l'Allemagne serait fidèlement à ses côtés et lui procurerait aussi par ses armes et ses alliances les moyens de vaincre, même la Russie, François-Joseph déclara définitivement la guerre aux Serbes. Et aussitôt il se refusait à toute discussion avec l'Europe dans sa querelle avec les Serbes. « Si la Russie mobilise et *que l'Allemagne entre en scène*, tout projet de conférence tombe. »

Ce fut alors que parvint à Potsdam, le 28 juillet, l'appel au secours adressé par le Tsar Nicolas à son vieil ami Guillaume II. Le Tsar, confiant à tort dans les relations amicales qu'il entretenait depuis son avènement avec Willy, malgré la divergence d'intérêts et de politique de leurs Empires, escomptait pour le maintien de la paix, l'autorité considérable, décisive, que l'Empereur allemand exerçait sur la direction des affaires germaniques, à Vienne comme à

1. « M. de Tschirschky se montre partisan des résolutions violentes » (M. Dumaine, de Vienne, 22 juillet, 4 h. 30) (*Document Inédit*).

2. « Nous agissons à Vienne pour une entente immédiate avec la Bulgarie », écrit le 1er août 1914, le ministre des Affaires étrangères de Berlin au ministre à Sofia (No 549, *Documents allemands de la guerre*, II, p. 55).

3. Le secrétaire d'État de Berlin au ministre à Sofia, 4 et 5 août 1914 (*Ibid.*, no 865, II, p. 88). Il espérait déterminer ainsi la Roumanie à se déclarer contre les Russes.

4. Le ministre des Affaires étrangères à Wangenheim, 3 août (*Ibid.*, no 751, IV, p. 9).

Berlin. Le retour de Guillaume II en Allemagne lui donnait l'espoir d'une intervention personnelle capable d'empêcher « l'Autriche d'aller trop loin ». Cette conclusion de la dépêche indiquait assez les concessions que le Tsar était prêt à faire à cette amitié qu'il invoquait[1].

La démarche du Tsar, cela ressort des termes amicaux et conciliants de la réponse de Potsdam le 28 juillet, ne pouvait que gêner l'Empereur allemand, après les résolutions qu'il venait de prendre. Comment prétendre que son Gouvernement pacifique était provoqué à la guerre par les menaces de la Russie?

Ce fut alors qu'il imagina avec son Chancelier et l'Autriche la prétendue opération de médiation entre l'Autriche et le Tsar, qui tint quatre jours l'Europe en suspens et qu'il jugeait propre à faire retomber sur la Russie la responsabilité de la guerre.

Mais ce même jour, 28 juillet, le Gouvernement prussien a lancé un Mémoire aux États confédérés, qui est un appel aux armes déjà : « Notre intérêt vital exige que nous soutenions l'Autriche-Hongrie. Si, contre toute attente, *par suite d'une intervention de la Russie*, le foyer d'incendie venait à s'étendre, nous aurions à soutenir la monarchie voisine avec toutes les forces de l'Empire. Ce n'est que forcés que nous tirerons l'épée, mais avec la conscience tranquille que nous n'aurons *été en rien cause des malheurs* qu'une guerre apporterait aux peuples de l'Europe[2]. »

Depuis deux jours, le peuple allemand tout entier, aisément persuadé que l'heure était venue de la guerre fraîche et joyeuse contre les Slaves, se levait enthousiaste, déjà prêt à l'effort suprême. Guillaume II a été acclamé à Kiel, dans les rues de Berlin, où une fièvre de combat entretenue par la presse se déchaîna, où l'on chanta en menaçant les Russes la *Wacht am Rhein*, le *Deutschland über alles*. A Munich, dès le 26 juillet, même enthousiasme. La foule se pressa à la relève de la garde, exigeant de la musique militaire des chants guerriers, ceux de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Hongrie. Le Roi de Bavière fut obligé de paraître avec la reine au balcon de son palais. « Jamais, depuis 1871, les manifestations patriotiques en vue d'une guerre imminente,

1. Voir plus haut la correspondance de Guillaume II et du Tsar, telle que nous avons cru en pouvoir rétablir la suite naturelle.

2. Le Chancelier aux ministres prussiens près des Gouvernements Confédérés, 28 juillet (*Documents allemands de la guerre*, n° 307, II, p. 27).

nettement déterminée, ne se sont produites avec une telle intensité sous l'œil bienveillant des autorités[1]. »

Le Tsar, en faisant appel à Guillaume II le 28 juillet, invoquait le danger de ne pouvoir résister à la pression de l'opinion publique russe. L'Empereur, en Allemagne, satisfait de l'accueil que ses sujets et ceux de l'Autriche paraissaient faire à l'idée de la guerre défensive et pleine de promesses, devait s'efforcer de leur laisser à tout prix ignorer que la Russie n'avait prémédité ni contre eux, ni contre l'Autriche aucune guerre. Il y avait toujours à craindre les protestations des socialistes. « On dit qu'ils préparent des manifestations antimilitaires dans les rues. Cela ne peut être toléré, s'écriait-il rageur, le 29 au matin. S'ils récidivent, je proclamerai l'état de siège. Je bouclerai les meneurs et *tutti quanti*. Le faire savoir à Lœbell et Jagow. Plus de propagande socialiste, je n'en veux plus tolérer. »

Là-dessus Guillaume II continuait de poursuivre son entreprise en accusant le Gouvernement russe de duplicité[2]. Ses démarches à Pétrograd, en Angleterre, sa correspondance avec le Tsar, ses conseils pacifiques en apparence n'auront plus désormais d'autre objet.

Le 29 juillet, de bonne heure le matin, on apprit à Berlin, comme on l'apprit à Londres et à Paris, par une communication officielle de Pétrograd aux Gouvernements européens, que la Russie, ne recevant de Vienne aucune réponse à ses offres d'accommodement, avait décidé de mobiliser quatre corps d'armée sur la frontière autrichienne. C'était une mesure de prudence justifiée par les ordres de mobilisation que l'état-major de Vienne avait donnés depuis le 27 à ses corps d'armée de Bohême. L'Allemagne aussitôt y découvrit une intention d'attaque contre elle-même, parce qu'il lui fallait un prétexte pour mobiliser ses armées. Le comte de Pourtalès, qui a peut-être exagéré l'importance des mesures prises à Pétrograd, reçut alors l'ordre de renouveler, dans l'après-midi, sa démarche du 26 en termes plus hautains et plus menaçants que jamais.

Ce télégramme n'a jamais été publié par le Gouvernement Impérial. Il a été retrouvé et publié depuis par le Gouvernement de la République. Nous le connaissons de quatre sources concordantes : 1° Une dépêche de Szoegyény

1. M. Allizé, de Munich, 26 juillet (*Document Inédit*).
2. Voir ses notes sur le télégramme du Tsar du 29 juillet (*Documents allemands de la guerre*, n° 332, II, p. 48).

au comte Berchtold : « On a envoyé à Saint-Pétersbourg un nouveau télégramme qui annonce que si la Russie continue ses préparatifs, l'Allemagne se verrait amenée à mobiliser à son tour » ; 2° Un télégramme identique de M. Paléologue : « L'ambassadeur d'Allemagne est venu déclarer.... »; 3° Une circulaire de M. Sazonow à ses agents, qui dénonçait la gravité de ce nouvel ultimatum, « l'inévitabilité probable de la guerre; 4° Enfin le télégramme du Tsar que M. Bethmann-Hollweg n'a pas jugé bon non plus de publier. Pourquoi ces deux documents essentiels, l'ordre envoyé au comte de Pourtalès, la protestation du Tsar à Guillaume II contre cet ordre, n'ont-ils pas figuré au *Livre blanc*?

L'ordre était ainsi formulé :

Le Chancelier au Ministre à Saint-Pétersbourg.

29 *juillet* 1914, 12 *h.* 50 *après midi.*

Je vous prie de faire observer sérieusement à M. Sazonow que tout progrès de mesures russes de mobilisation nous forcerait à la mobilisation et qu'alors une guerre européenne ne pourrait plus être arrêtée[1].

Le silence observé par l'Empire allemand s'expliquait par la raison très simple que ce nouvel ultimatum de Berlin eut pour effet de précipiter et d'étendre la mobilisation russe. L'état-major à Pétrograd, dans l'après-midi, décida en effet de porter de quatre à treize corps d'armée les forces destinées à opérer contre l'Autriche[2]. Il s'y décida d'autant plus vite qu'il avait la certitude de la concentration de nombreux corps d'armée autrichiens en Galicie. Le comte de Pourtalès a essayé, en septembre 1917, de se disculper, en affirmant qu'il avait fait deux visites à M. Sazonow le 29, que la remise de l'ultimatum dans la seconde, à 7 heures du soir seulement, suivit et ne put déterminer la mobilisation russe déjà décidée et en cours d'exécution[3]. L'explication est difficile à admettre, parce qu'elle est en contradiction avec les documents publiés et connus.

La première visite du comte de Pourtalès à M. Sazonow

1. *Documents allemands de la guerre*, n° 342, II, p. 59. Avec la différence d'heure de Berlin à Pétrograd (environ 50 à 60 minutes), il faut calculer comme si la dépêche était partie à midi de Berlin.

2. *Histoire de Douze Jours*, p. 337 et suivantes : p. 361-363.

3. Déclaration du comte de Pourtalès aux *Basler Nachrichten*, 21 septembre 1917 (*Etudes de la guerre*, cahier III, p. 163).

doit être placée de très bonne heure dans la matinée, puisqu'alors celui-ci n'avait pas encore reçu un télégramme de Vienne, expédié par M. Schebeko dans la soirée précédente. Et ce n'est pas de cette visite que l'ambassadeur allemand a pu rendre compte le 29 juillet à Berlin, sous la forme d'un entretien déjà menaçant par *sa gravité*. Le compte rendu tout différent se trouvait dans un télégramme de M. de Pourtalès aujourd'hui publié, dont à Berlin M. de Jagow a parlé à M. Bronewski[1], chargé d'affaires russe, le matin du 29 juillet. Nous pouvons confirmer le récit allemand de ce premier entretien par une lettre de M. Sazonow à son collaborateur de Berlin : « La Russie a remercié Bethmann-Hollweg de la *teneur amicale de ses communications* et s'est prononcée pour tous les moyens qu'il préférerait, propres à assurer la paix[2]. » On travaillait donc à ce qu'il semble d'un commun accord à la paix, le matin du 29 juillet, lorsque vers 2 ou 3 heures de l'après-midi et non à 7 heures, l'ambassadeur allemand, porteur de l'ultimatum, est venu donner un tour « différent et grave » aux entretiens.

Immédiatement, comme cela s'était déjà passé le 26 juillet, après la première menace, le Tsar et son Gouvernement, émus, appelèrent au ministère de la Guerre l'attaché militaire allemand pour que le chef d'état-major s'expliquât avec lui. L'entrevue eut lieu, nous le savons par cet attaché lui-même, le 29 juillet à 3 heures. Cette précision d'heure fournie par le télégramme du major von Eggeling ne laisse pas de doute que la démarche du comte de Pourtalès ne fût un peu antérieure à l'entretien des deux officiers. Le récit de cet entretien publié dans la *Novoie Vrémia*, d'après le télégramme du colonel Janouschkevitch, éclaire singulièrement cette histoire. L'ultimatum allemand a déterminé le Tsar à donner l'ordre de mobilisation des treize corps d'armée,

1. *Histoire de Douze Jours*, p. 341. « Il a reçu aujourd'hui un télégramme de Pourtalès. » Ce télégramme (*Documents allemands*, n° 338), daté de Pétersbourg, 28 juillet 1914, 8 heures du soir, adressé à M. de Jagow, était entre ses mains le 29 juillet à 6 h. 15 du matin. Le ton en était en effet très conciliant encore. « Le comte Pourtalès exposait que dans son entrevue avec Sazonow il avait déclaré la note serbe absolument satisfaisante pour l'Autriche. Il avait refusé d'examiner la question exclusivement réservée à l'Autriche, *mais amicalement* il avait fait observer de même qu'il avait tout fait pour inviter son Gouvernement à une action médiatrice. Il remarquait enfin des préparatifs militaires en Russie et en signalait le danger, mais il admettait qu'ils pouvaient être imputés à des chefs de cercles trop zélés qui allaient plus loin qu'on ne le désirait en haut lieu. »

2. M. Sazonow à M. Bronewski, 29 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 337.

« mobilisation dirigée *contre l'Autriche*, non *contre l'Allemagne* ». En remettant cet ordre au chef d'état-major, Nicolas II l'a prié d'expliquer à l'attaché militaire allemand qu'il n'était pas dirigé contre son pays. Mais la Chancellerie allemande eut besoin de prouver que la démarche comminatoire du comte de Pourtalès n'avait pas poussé la Russie aux mesures militaires qui allaient servir de prétexte à la mobilisation allemande. Elle supprima la dépêche de Bethmann-Hollweg. Elle supprima le télégramme du Tsar qui demandait des explications sur cette démarche si différente du télégramme encore amical envoyé à 18 h. 30 par « Willy à Nicky ». Elle ne publia que le télégramme impérial. Ainsi à Berlin on se donnait l'air d'avoir encore présenté le rameau d'olivier, tandis qu'on accusait la Russie d'aiguiser l'épée.

L'audace de Guillaume II dans le mensonge dépasse l'imagination : le Tsar Nicolas II priait encore le soir du 29 juillet ses ministres de retarder l'exécution des mesures militaires, et offrait à Guillaume un recours suprême à la Cour d'arbitrage. Que se passait-il alors à Berlin? En marge d'une dépêche de son Chancelier, l'Empereur écrivait [1] : « Il faut que je mobilise; ils ont mobilisé depuis le 24 juillet. Le télégramme du Tsar du 29 prouve qu'il mobilise depuis cinq jours, depuis le 24, aussitôt après la remise de l'ultimatum à la Serbie. La mobilisation était en pleine exécution quand il sollicitait ma médiation. Il *m'a menti*. Que la responsabilité retombe sur lui ! » A 5 h. 45 il réunissait à Potsdam son état-major et ses ministres. Il décidait la mobilisation générale des armées allemandes : « Cela paraît certain », a dit le lendemain M. Jules Cambon [2].

Tout le prouvait. De Luxembourg on disait que les troupes allemandes se massaient depuis le petit jour sur la frontière française; de Suisse, que les jeunes gens de Fribourg regagnaient leur corps par ordre individuel; de Munich, que les officiers et soldats en permission de moisson recevaient le même ordre immédiat. Les chemins de fer transportaient dans la journée et la nuit du 29 les troupes vers l'Ouest, par Mannheim, Bâle, Francfort. On commençait à garder militairement les ponts du Rhin. Enfin, le 30 juillet, les garnisons d'Aix-la-Chapelle et d'Euskirchen étaient dirigées vers Coblentz et Strasbourg, tandis que les forts de Metz s'ar-

1. *Documents allemands de la guerre*, n° 399, II, p. 128.
2. M. Jules Cambon à M. Viviani, 30 juillet (*Document Inédit*), 14 h. 40, reçue à 16 h. 10.

maient. Pour cette armée immense qui s'ébranlait, les meuniers d'Illkirch, ceux de Lorraine et d'Alsace réservaient, à partir du 29 juillet, leur production de farine, qu'ils ne devaient plus fournir à la population civile. L'état-major russe avait-il tort de faire savoir au ministre de la Guerre français, le 29 juillet à 23 h. 45, que la mobilisation de l'armée allemande serait décrétée le lendemain 30 juillet au plus tard[1] ?

L'Empereur Guillaume, comptant bien que ses menaces insolentes à la Russie l'auraient déterminée à mobiliser, mettait en branle son appareil militaire. Et son appareil diplomatique aussi. Car ce fut après le Conseil de Potsdam que Bethmann-Hollweg fit venir, le 29 juillet à 10 ou 11 heures du soir, l'ambassadeur d'Angleterre et lui offrit pour l'intéresser à l'entreprise, une part du butin prélevé sur la France : « Une forte enchère » pour prix de l'invasion de la Belgique, disait Sir E. Goschen, « un honteux marché », disait Sir Ed. Grey[2]. Tout était préparé pour l'attaque prochaine, le plan même de l'expédition par la Meuse, telle qu'elle s'exécuta six jours plus tard.

Le nouvel appel du Tsar Nicolas, l'appel suprême, adressé de Pétrograd sur un ton conciliant et amical, fut encore pour Guillaume II une déception analogue à celle qu'avait produite à Potsdam le premier appel de la veille. Pour se battre, il fallait être deux. Le Tsar décidément refusait le duel, alors que son adversaire séchait sa poudre et aiguisait son épée.

Pour avoir raison de cette obstination pacifique, comme des interventions toujours gênantes de l'Angleterre, l'Empereur allemand recourut à la manœuvre du 30 juillet. Pendant toute la matinée, il laissa circuler dans Berlin le bruit de la mobilisation allemande[3] et paraître à 1 heure dans le *Lokal Anzeiger* le texte du décret imprimé à dessein la veille au soir. Puis, quand l'effet eut été produit, intervint un

1. M. Paléologue à M. Viviani, 29 juillet, 23 h. 45 ; reçue le 30 à Paris, à 3 h. 45 ; transmise au ministère de la Guerre à 10 h. 15 (*Document Inédit*).

2. Dans la note que rédigea Bethmann-Hollveg sur cet entretien, le 31 juillet, il n'est naturellement pas question de ce partage des colonies françaises. La note ne parle que « de l'engagement de l'Allemagne de ne pas annexer *des territoires français en Europe* ». Le sous-entendu laisse deviner les propos tenus (*Documents allemands de la guerre*, n° 373, II, p. 95).

3. Télégramme de M. Jules Cambon, 30 juillet, 14 h. 30 : « Le bruit court que la mobilisation aurait été décidée et serait probablement décrétée demain. Aux correspondants de journaux, on a déclaré à la Wilhelmsstrasse qu'on ne pouvait ni démentir ni confirmer, mais que des résolutions graves avaient été prises. Il règne une grande émotion. »

démenti officiel[1]. La publication avait pour objet de pousser la France et la Russie aux mesures extrêmes ; le démenti, de leur laisser la responsabilité de la menace, afin d'utiliser cette menace comme une justification de la mobilisation allemande. Elle se poursuivait toujours, avec le moins de bruit possible, car dans la nuit du 30 au 31 juillet, à 1 h. 20, M. de Jagow donnait à M. de Schœn à Paris, un avis qui valait un ordre, « que tous les Allemands reviennent de France[2] ».

Le calcul réussit. Dans cette même nuit du 30 au 31 juillet, le Tsar Nicolas signait l'ordre de « conversion de mobilisation partielle en mobilisation générale », qui parut à Pétrograd le 31 au matin. « Maintenant qu'elle sait que l'Allemagne arme, disait Sir G. Buchanan, la Russie, ne peut guère pour des raisons stratégiques retarder cette décision[3]. » L'Autriche avait pris les mêmes mesures, au même moment, et peut-être avant, certaine de n'être pas abandonnée.

Mais l'Allemagne, l'Empereur et ses ministres, le matin du 31 juillet, ignoraient encore le résultat de la manœuvre du 30. Et, une troisième fois, l'Empereur chargeait son ambassadeur à Pétrograd d'une démarche destinée à mettre la Russie dans son tort, si « en présence des offres conciliantes de l'Autriche, elle ne consentait pas à susprendre ses préparatifs militaires ». Il invitait le comte de Pourtalès à commenter le télégramme qu'il avait préparé le matin pour le Tsar et dont nous ne connaissons l'existence que par la lettre de Guillaume II au Président Wilson[4], et la réponse de Nicolas, donnée sans indication d'heure dans le *Livre blanc*.

En même temps, on prenait vers 11 heures à Berlin, où l'on avait hâte d'en finir, la décision de proclamer le *Kriegsgefahrzustand*[5], qui n'était pas encore la mobilisa-

1. « M. de Jagow m'a téléphoné à 2 heures. » Jules Cambon, de Berlin (30 juillet). *Histoire de Douze Jours*, p. 393.

2. Le secrétaire d'État des Affaires étrangères à l'ambassadeur allemand à Paris.(*Documents allemands de la guerre*, II, p. 182).

3. Sir G. Buchanan à Sir E. Grey, 31 juillet ; M. Paléologue à M. Viviani *Histoire des Douze Jours*, p. 429-430).

4. Lettre du 10 août 1914 (*Etudes de la guerre*, cahiers 1 et 2).

5. D'après une communication de l'ambassade allemande à Paris, le *Kriegsgefahr* aurait été lancé à Berlin à 3 heures. — La communication du ministre de la Guerre, de Falkenhayn porte simplement dans les *Documents allemands* (n° 499) : 31 *juillet après midi*. Mais l'ordre est aussi mentionné dans le rapport de l'état-major impérial comme antérieur à 4 heures de l'après-midi (n° 524).

tion, mais y ressemblait fort. Cette mesure, destinée à appuyer la démarche du comte de Pourtalès, et à pousser la Russie vers la rupture qu'on souhaitait, permettait à l'Empereur de prétendre qu'il travaillait encore à la paix. « Car, disait-il au Tsar, ce n'étaient que mesures défensives pour la sûreté de l'Empire. » « Le *Kriegsgefahr* signé, répétait le Chancelier à Sir E. Goschen, signifie la prise de certaines mesures défensives. »

Dans la même matinée, le Chancelier faisait appeler M. Jules Cambon et lui donnait pour motif du *Kriegsgefahr* des symptômes graves d'agression russe prochaine sur la frontière russe : « Les postes de gardes-frontières incendiés, les scellés mis sur les édifices publics, les caisses de l'État transportées à l'arrière. »

Ce que ne disait pas le Chancelier, c'est que ces nouvelles avaient été fournies par l'état-major. Un très curieux article d'un collaborateur du général de Moltke, von Hœfften, paru dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, le 21 septembre 1914, jette une vive lumière sur les événements de cette matinée à Berlin. Arrivé dans la nuit du 30 au cabinet de son chef, le colonel von Hœfften reçut de lui une tâche d'ordre politique et militaire, qui devait être prête pour le lendemain matin. Pour lui expliquer sa tâche, le chef d'état-major lui communiqua un mémoire rédigé par lui-même le 28 juillet 1914 :

La Russie prend toutes les mesures nécessaires pour pouvoir mobiliser dans le plus bref délai les corps d'armée des districts militaires de Kief, Odessa et Moscou, en tout douze corps d'armée, *et fait des préparatifs analogues également au nord de la frontière allemande, et sur la Baltique.*

Si maintenant l'Allemagne mobilise, la Russie dira : l'Allemagne mobilise. La Russie s'assurera l'appui de la France. L'alliance franco-russe jouera de ce chef.

On ne peut nier que ce ne soit là une mise en scène ingénieuse de la part de la Russie ; sous le couvert d'assurances réitérées qu'elle ne mobilise pas, elle se prépare à la guerre dans une mesure telle que lorsqu'elle décrétera effectivement la mobilisation, elle se trouvera prête à marcher immédiatement de l'avant.

L'Allemagne ne veut pas provoquer cette terrible guerre. Le Gouvernement allemand sait cependant qu'il porterait un coup fatal à ce sentiment si profond de la fidélité due aux Alliés qui constitue un des traits les plus beaux *de la vie sentimentale de l'Allemagne*, et qu'il se mettrait en opposition avec l'état d'esprit du peuple s'il n'aidait pas son allié en un moment qui doit décider de son existence.

D'après les nouvelles qui nous sont parvenues, il semble bien que la France prenne des mesures préparatoires en vue d'une mobilisation.... L'Allemagne devra donc, si le conflit est inévitable, mener la lutte sur les deux fronts.

Ce Mémoire rédigé le 28 juillet par le chef d'état-major, marquait avec clarté le dessein formé depuis trois jours pour soutenir l'Autriche et laisser l'initiative de l'agression à la Russie et à la France, tout en affirmant, pour entraîner l'Allemagne, qu'une agression contre elle était déjà sur les deux fronts en préparation.

Alors, dans la nuit du 30, de Moltke, après avoir exposé son plan, indiquait à son confident, qui en a témoigné, l'approche de l'heure décisive.

La situation s'est éclaircie. Nous avons deux rapports dignes de foi, indépendants l'un de l'autre, qui affirment qu'en Russie la mobilisation générale de toute la force armée est déjà ordonnée. Si un miracle ne se produit pas, si *la mobilisation russe n'est pas contremandée, la guerre paraît inévitable.* L'Allemagne ne peut désormais acheter la paix qu'au prix d'une profonde humiliation nationale.... Si nous différons la mobilisation, notre situation militaire deviendra de plus en plus défavorable.

Et il concluait :

Demain à midi sera prise la résolution qui doit décider de la guerre ou de la paix. Le Chancelier, le ministre de la Guerre et moi nous avons audience collective auprès de Sa Majesté.

Cependant, avant de conseiller à Sa Majesté la mobilisation, je veux attendre une nouvelle confirmation de la nouvelle touchant la mobilisation russe. Je l'attends demain matin de bonne heure, en même temps *que l'information venant de Vienne disant, si oui ou non, il est procédé à la mobilisation des forces austro-hongroises.* C'est à peine s'il reste une lueur d'espoir pour le maintien de la paix [1].

Nous avons aujourd'hui sous les yeux le Mémoire remis par les plénipotentiaires allemands à la Conférence de la Paix sur la mobilisation russe. Le seul texte qu'ils aient pu invoquer est un Mémoire publié par le Gouvernement de Kerenski, le 15 septembre 1917. « Le 28 juillet, la Russie n'avait encore pris que des mesures préparatoires à la mobilisation des circonscriptions de Kiew, Odessa, Kazan et Moscou, et des dispositions secrètes à Varsovie, Vilna et

1. *Etudes de la guerre*, cahier 8, p. 666.

Pétrograd[1]. » En ne citant qu'une partie du texte, les Allemands le dénaturent. Ces *dispositions secrètes*, moins graves que les *mesures préliminaires* de la mobilisation, sont des mesures de précaution qui ont été prises, non pas le 28, mais le 25 juillet. Nous n'hésitons pas à reproduire, pour infirmer l'interprétation tendancieuse du mémoire russe, la dépêche de l'ambassadeur de France à Pétrograd du 26 juillet 13 h. 55 :

Hier, 25 juillet, le ministre de la Guerre m'a confirmé la mobilisation des corps d'armée des circonscriptions militaires de Kiew, Odessa, Kazan et Moscou. Mais toutefois les circonscriptions militaires de Vilna, Varsovie et Pétersbourg reçoivent des dispositions secrètes. Les villes et le Gouvernement de Pétersbourg et Moscou sont mis en état de siège[2].

Si ces mesures commandées par la plus élémentaire prudence avaient été, le 25 juillet, le point de départ d'une agression russe, comment l'état-major allemand aurait-il attendu jusqu'au 30 au soir pour s'en procurer la confirmation, pour y voir la mobilisation dont il ne s'alarmait qu'à la veille du 31 ?

Encore aujourd'hui les Allemands en sont réduits à ce texte, ou aux propos sur la destruction des postes frontières, etc., tenus le 31 juillet au matin par M. de Bethmann-Hollweg à M. Jules Cambon. Rien d'autre, parce qu'il n'y a pas eu de mobilisation générale russe avant cette date. Et la preuve, c'est la singulière conversation téléphonique, échangée le 31 au matin entre le général de Moltke et le chef d'état-major, Hell, du XX[e] corps d'armée d'Allenstein en Prusse orientale. Elle a été reproduite par la *Gazette de Voss*, qui, récemment encore, le 10 juin 1914, recevait les communications du général de Ludendorff. De Moltke appelait à 7 heures du matin, le 31 juillet, Hell au téléphone :

— Avez-vous, à la frontière, l'impression que la Russie mobilise ?

Général HELL. — Oui, j'ai l'impression qu'elle mobilise depuis plusieurs jours.

DE MOLTKE. — Qu'est-ce qui vous le fait croire ?

Général HELL. — La frontière est hermétiquement fermée. Depuis hier les postes frontières sont en flammes. En outre les ordres rouges de mobilisation *doivent* être affichés à Mlawa.

1. *Remarques de la Délégation allemande à la Conférence*, p. 18.
2. M. Paléologue à M. Bienvenu-Martin (*Document Inédit*).

DE MOLTKE. — Pourquoi ne vous êtes-vous pas procuré cet ordre?

Général HELL. — La frontière est fermée, j'ai tout fait pour l'avoir.

DE MOLTKE. — Il faut que vous vous procuriez cette affiche rouge. Il faut que j'aie la certitude que réellement on mobilise contre nous.

(Il ne l'avait donc pas quand, à 1 heure du matin, il préparait, avec le major von Hœfften, son rapport pour l'Empereur.)

Général HELL. — Votre Excellence peut être assurée que la Russie mobilise.

(Par qui? Par quoi?)

DE MOLTKE. — Voulez-vous prendre la responsabilité de cette affirmation?

Général HELL. — Je le peux, c'est ma conviction la plus intime[1].

Et voilà comment, à 9 heures du matin, le 31 juillet, l'Empereur et le Chancelier pouvaient déclarer au Tsar, à la France, à l'Europe, le danger « des sérieuses mesures militaires prises par les Russes sur les frontières orientales de l'Empire[2] ». Tout était préparé le vendredi soir pour que le lendemain samedi, à midi, l'Allemagne pût décréter le *Kriegsgefahrzustand*. On avait escompté ,pour avoir à la fois la mobilisation austro-hongroise, l'effet de la menace, immédiatement démentie, de la mobilisation allemande. A 1 heure du matin, le 31 juillet, le général de Moltke était d'humeur sombre, *in sehr ernster Stimmung*[3]. « Il lui fallait la certitude que la Russie mobilisait. » Il la lui fallait, *à une heure près*, pour le lendemain *midi*. De Moltke n'avait donc encore dans la matinée du samedi, quand l'Empereur se décida à la guerre, d'autre motif à lui fournir que des renseignements vagues et des preuves morales exigées par ordre des officiers généraux de la frontière.

Enfin est arrivé à Potsdam, le 31 juillet avant midi, l'avis téléphonique du comte de Pourtalès qui fit connaître avec

1. *Etudes de la guerre*, cahier 8, p. 678.
2. Sir E. Goschen à Sir E. Grey, 31 juillet, et télégramme de l'Empereur au Tsar, 31 juillet au matin. *Histoire de Douze Jours*, p. 431 et 435.
3. Voir le texte précédent. *Souvenirs du major Hœfften*.

certitude la mobilisation russe [1]. Bien vite, l'Empereur rentre à Berlin avec toute la Cour et le Chancelier expédie à Pétrograd, à 3 h. 30, le texte de l'ultimatum qui ne laissait plus que douze heures au Tsar pour la décision suprême [2], le choix entre l'humiliation ou la guerre :

Bien que les négociations en vue d'une médiation soient encore pendantes, et que nous n'ayons pris nous-même jusqu'à cette heure aucune mesure de mobilisation....

(Et le *Kriegsgefahrzustand ?*)

.... la Russie a mobilisé *aussi* contre nous la totalité de ses forces de terre et de mer. Les mesures de la Russie nous forcent pour la sûreté de l'Empire à proclamer l'imminence du danger de guerre qui ne signifie pas encore la mobilisation. Mais celle-ci suivra si, dans un délai de douze heures, la Russie ne suspend pas toutes mesures de guerre contre nous et l'Autriche-Hongrie et ne donne pas d'explications précises à ce sujet.

Le lendemain, 1er août, l'Empereur accusait la Russie de l'avoir provoqué en mobilisant la première et de n'avoir pas répondu à son ultimatum du 31, quand il décrétait à 5 heures après-midi la mobilisation de toute l'armée et de la flotte allemandes. Il ne put, même alors, faire cette preuve contre le Tsar que par une dernière manœuvre concertée avec son Chancelier. Dans le *Livre blanc*, l'ordre des deux derniers télégrammes échangés le dimanche 1er août, entre les Souverains, fut interverti. On ne peut admettre que la dépêche de Pétrograd, expédiée soi-disant à 2 heures par Nicolas II, et commençant par ces mots : *Je comprends que tu sois obligé de mobiliser...*, fût antérieure à celle de Guillaume II écrivant : *J'ai été contraint de mobiliser mon armée*, phrase qui a manifestement déterminé la réponse du Tsar [3].

1. Le ministre allemand à Pétersbourg aux Affaires étrangères, 31 juil. 1914 Pétrograd, heure russe 10 h. 20 du matin, arrivé à Berlin à 11 h. 40 du matin. « Mobilisation générale de l'armée et de la flotte ordonnée. Premier jour de mobilisation 31. *Pourtalès* » (N° 473, *Documents allemands de la guerre*, II, p. 191). Sir E. Goschen à Sir E. Grey, 31 juillet ; M. Jules Cambon à M. Viviani. *Histoire de Douze Jours*, p. 433-437.

2. 31 juillet 3 h. 50 Berlin, arrivé à Pétrograd à 11 heures du soir, *Documents allemands*, n° 490. Avis en fut donné à Sir E. Goschen.

3. Une note marginale de la main de Guillaume II, le 2 août, sur une dépêche que le comte de Pourtalès lui expédia avant de quitter Saint-Pétersbourg, contient l'aveu et l'intention du mensonge (*Documents allemands de la guerre*, III, 138). « Les Russes brûlent déjà les villages prussiens et font

C'est Guillaume II qui n'a pas répondu à l'appel suprême du Souverain russe, à sa prière instante d'échanger avec lui, pour arrêter les effusions de sang, une parole d'honneur qui ne vint pas de Berlin, une promesse réciproque que la guerre ne suivrait pas les décrets de mobilisation.

Nous n'insisterons pas sur l'ultimatum simultané qui fut porté à Paris par M. de Schœn, le 31 juillet à 7 heures du soir[1]. Du moment que l'Allemagne obligeait la Russie à la guerre, en rejetant sur elle la responsabilité, elle savait, parce qu'elle en avait ainsi décidé depuis longtemps, qu'elle attaquerait la France, fidèle à ses alliances. Il y avait une différence remarquable cependant entre la façon dont le Gouvernement impérial notifiait la mobilisation à Paris, et à Pétrograd. A Paris, on disait : « La mobilisation signifiera *inévitablement* la guerre. » En Russie, on disait : « Vos mesures nous obligent *à proclamer l'imminence du danger* de guerre qui *n'est pas encore la mobilisation.* Celle-ci suivra dans douze heures si.... » Un ultimatum à Paris, qui n'en était pas un encore absolument pour les Russes. *Intimider la France*, avec le dernier espoir que la Russie abandonnée s'arrêterait, fut le dernier calcul de la diplomatie impériale.

Quand Frédéric II envahissait la Silésie, il laissait à ses ministres le soin de chercher les motifs de l'agression. Les collaborateurs de Guillaume II ont accompli la même besogne commandée, d'une façon qui ne fait pas grand honneur à leur imagination : attaques d'avions français sur la ville de Nuremberg, que les gens de la ville n'ont jamais connues ; destruction d'un autre avion qui aurait essayé de détruire la voie ferrée à Wesel ; caravane d'automobiles montées de 80 officiers français qui, en uniforme prussien, préparaient par la Hollande une attaque en territoire prussien[2]. Les collaborateurs de la nouvelle République allemande, lorsqu'ils sont venus pour la Conférence de la paix à Versailles, ont été plus sobres de détails, mais aussi dépourvus d'imagination. « On a signalé le 1er août des spahis à Toul et à Verdun », et le 2 août au moins cinquante violations de frontière[3].

Les ministres de la République allemande eussent mieux

sauter les chemins de fer. *Pas besoin donc que je réponde.* La Russie d'ailleurs ne nous a pas davantage répondu. »

1. M. Viviani à M. Paléologue, 31 juillet. *Histoire de Douze Jours*, p. 457

2. Note remise par M. de Schœn, 3 août, à 18 h. 45. *Histoire de Douze Jours*, p. 544. — Voir toute la discussion dans Kaustky, *Comment la guerre a été déclanchée*, p. 180 et les aveux tout récents de M. de Schœn.

3. *Remarques de la Délégation allemande à la Conférence de la Paix* (1919).

fait « de déplorer, — comme ils l'ont fait pour l'attaque sur la Belgique et le Luxembourg, — qu'on ait essayé après coup de justifier l'invasion allemande », qui déborda tout d'un coup, sans motif et sans provocation, de toute la frontière occidentale de l'Empire, à partir du 3 août.

Ils ne réussiront pas davantage à prouver que la mobilisation russe, qui a précédé de quelques heures à peine la proclamation de l'état de guerre à Berlin, décidée depuis le 29 juillet, et qui a coïncidé avec la mobilisation austro-hongroise, fut l'effet des desseins « incendiaires « du Tsarisme. Cette mobilisation, aussi bien que l'agression de l'Autriche en Serbie, est l'œuvre de Guillaume II, de son état-major, de ses ministres.

L'Empereur et ses conseillers n'ont pas eu de cesse que le Tsar, qui voulait la paix, ne fût réduit par leurs menaces, renouvelées du 25 au 31 juillet, à mobiliser ses armées [1].

L'ultimatum adressé à la Serbie, et la rupture qui s'ensuivit, la mobilisation immédiate de l'Autriche-Hongrie contre les Serbes, les mesures militaires prises en Bohême dès le 26 et aussitôt après en Galicie, les démarches répétées du comte de Pourtalès à Pétrograd, les réponses brutales de l'Empereur aux prières et aux offres du Tsar, la manœuvre de l'annonce à Berlin, le 30 juillet, d'une mobilisation allemande rappellent, avec plus d'intensité, les moyens employés par Bismarck et le parti militaire en 1870 : « le drapeau rouge agité devant le taureau », qu'il s'agissait d'exciter au combat. Seulement, en 1914, le Tsar et son peuple étaient, ainsi que ses alliés de Serbie et de France, si peu excitables, que l'Allemagne a dû, dans cette semaine fatale, multiplier et alterner pour ainsi dire les provocations et les feintes.

Ce qui ne l'a pas moins gênée, c'est l'obstination de l'Angleterre non seulement à refuser la guerre, mais à l'épargner à l'Europe. Il a fallu, devant l'insistance du ministère libéral à offrir sa médiation, qu'après avoir opposé aux premières offres de Sir Ed. Grey un refus commun, les Empires centraux, l'Allemagne d'abord, l'Autriche ensuite, fissent mine de s'y rallier. Tout le *Livre blanc allemand* a été systématiquement écrit sur ce thème et conclut, après diverses variations, au regret simulé par Guillaume II d'avoir été

1. « J'ai l'impression, écrivait l'aide de camp allemand du tsar, M. de Chelius (30 juillet, 5 h. 45) qu'on a mobilisé ici dans l'angoisse des événements possibles *sans intentions agressives*, et qu'on est terrifié de ce qu'on a fait. » Et le kaiser a écrit en marge « *oui, c'est bien cela* ». Il s'est accusé lui-même.

arrêté, dans son œuvre de médiation, par la mobilisation russe. L'Allemagne a toujours négligé, l'Empereur aussi bien que la Chancellerie de l'Empire, jusqu'à la publication de Kautsky, de fournir les preuves de son action médiatrice à Vienne. Quels ordres recevait M. de Tschirschky de Berlin? Que répondait-il de Vienne? Y eut-il des télégrammes échangés par Guillaume II avec François-Joseph, comme avec Nicolas II et le Roi George, des communications entre Bethmann-Hollweg et le comte Berchtold? Alors qu'on a pu dès le début de la guerre suivre, jour par jour, l'action diplomatique des trois grandes puissances de l'Entente, connaître leurs intentions par leurs communications entre elles et avec les Empires germaniques, sur ce qui s'est dit entre Berlin et Vienne, rien, ou à peu près rien, tant qu'a régné Guillaume II. Ce silence justifie les pires soupçons. L'Europe devait selon eux, pouvait se contenter de cette affirmation du Gouvernement allemand, qu'à Vienne il avait agi de façon à prévenir la guerre allumée par l'Autriche-Hongrie. Et les preuves?

En août 1915, en novembre 1916, M. de Bethmann-Hollweg a essayé un commencement de preuves dont la *Délégation allemande* a encore fait grand état en 1919. De ces deux lettres du 29 et du 30 juillet de la Chancellerie de Berlin à M. de Tschirschky, que nous avons citées plus haut, aucune ne figure ni au *Livre blanc*, ni même dans le supplément de 1919, les *Aktenstücke zum Kriegsausbruch*. Pourquoi l'une d'entre elles, la première, a-t-elle été publiée, pour ainsi dire subrepticement et sans caractère officiel, dans un journal anglais, le *Westminster Gazette*, probablement à l'insu du prince Lichnowsky?

Pourquoi le second télégramme n'a-t-il pas été publié plus que le premier dans le *Livre blanc allemand*, dont il eût appuyé singulièrement les conclusions?

« Il est très surprenant, vinrent dire les Délégués allemands à la Conférence de la Paix, que, dans le rapport de la Commission alliée, il ne soit pas fait mention des trois notes allemandes depuis longtemps connues et qui montrent combien considérable a été la pression que le Gouvernement allemand exerça, à partir du 28 juillet, sur le Cabinet de Vienne. Ils en joignent ici quelques extraits importants. »

Des documents communiqués à l'agence Wolff, à des journaux anglais ou tardivement au Reichstag, sont-ils valables?

C'est par scrupule que nous rappelons encore une fois ces preuves de la prétendue médiation exercée par l'Allemagne à Vienne du 28 au 31 juillet, les seules que pendant cinq années les gouvernements allemands ont fournies, après s'être efforcés même au mois d'août 1914 de les dissimuler à l'Allemagne et à l'Autriche. Elles étaient si différentes de forme et de fond avec tout ce qui se faisait et se disait alors entre Berlin, Munich et Vienne, avec les propos et les préparatifs qui nous ont été révélés par les envoyés de Bavière, le comte de Lerchenfeld, le Dr Muehlen, le prince Lichnowsky! « Il n'aurait fallu qu'un signe de Berlin, a écrit ce dernier, pour décider le comte Berchtold à se contenter d'un succès diplomatique. Ce signe n'a pas été fait. Au contraire, on a poussé à la guerre. On comptait sur un si beau succès. »

La guerre ayant duré plus qu'on ne croyait, ayant imposé à l'Allemagne des sacrifices considérables, la Chancellerie allemande finit par être obligée à cette publication tardive. Elle ne s'attendait pas qu'on publierait, pour déjouer ses calculs, le télégramme suivant dont l'authenticité n'a pu être contestée :

Le comte Szoegyény au comte Berchtold.

(Absolument confidentiel.)

Berlin, 27 *juillet* 1914.

Le secrétaire d'État m'informe d'une manière très nette et très confidentielle que, dans un avenir très rapproché, des propositions possibles de médiation de la part de l'Angleterre seraient portées à votre connaissance par le Gouvernement allemand.

Le Gouvernement allemand s'oblige de *la façon la plus formelle à ne s'associer en aucune façon auxdites propositions. Au contraire,* il est décidé à ne pas admettre leur examen et à ne les transmettre que pour tenir compte de la prière de l'Angleterre [1].

Telle est la vérité que l'Allemagne s'est enfin résignée à laisser connaître en publiant les documents honnêtement recueillis par Kautsky depuis 1919 dans ses archives. Il est encore regrettable que cette publication ait été retirée à son auteur et que l'édition garde encore quelque trace d'une

1. La Commission, dit la Délégation allemande, page 5, s'est adressée à M. de Bethmann-Hollweg et à M. de Jagow, « dignes de foi », et conclut que ce rapport ne peut être « juste », « *le comte Szoegyény étant plus vieux que son âge.* »

L'argumentation est bien pauvre.

intervention officielle par les mains du comte Mongelas et du professeur Schüchting. Peu nous importe le motif qui a déterminé les complices à s'accuser les uns les autres : l'Autriche à fournir les preuves de la pression germanique à Vienne, et les hommes du nouveau régime à Berlin à dresser contre l'Empereur et le parti militaire un réquisitoire qui décharge le peuple allemand des responsabilités de cette guerre inique et malheureuse. L'essentiel est que ces responsabilités ne soient plus masquées par un tissu de prétendues démarches, offres et discours pacifiques : toutes les déclarations de l'Empereur et de ses ministres, antérieures à ces recueils de témoignages accablants, destinées à faire croire qu'ils ont pu s'associer aux efforts pacifiques des puissances de l'Entente, apparaissent aujourd'hui avec leur véritable portée, comme des manœuvres, des stratagèmes, disons le mot des mensonges, accumulés pour ménager à l'Allemagne la neutralité de l'Angleterre, la bienveillance des neutres, et l'opinion publique de l'Europe et même du peuple allemand. Elles achèvent d'éclairer la façon dont les deux Empereurs, ayant à Berlin et à Vienne pris leurs résolutions depuis le 5 juillet, ont organisé sur le terrain diplomatique l'entreprise dont ils voulaient rejeter la responsabilité sur la Russie et la France pour s'en garder les profits.

Ces profits, l'Allemagne, dévoilant ses appétits, les a plus d'une fois indiqués, au cours de la guerre, tant qu'elle a pu espérer la victoire. L'Empereur Guillaume annonçait à son peuple le 31 juillet 1915 que « devant Dieu et devant l'Histoire sa conscience était nette et qu'il n'avait pas voulu cette guerre, qu'aucun désir de conquête ne l'avait déterminé ». Il ajoutait cependant qu'il ne poserait pas les armes, sans avoir obtenu « des garanties politiques, militaires, économiques nécessaires à l'avenir de l'Empire ». C'était le moment où de Bucarest il écrivait à sa sœur, la reine de Grèce : « Mon épée destructrice s'est abattue sur les Russes. Le drame de la guerre touche à sa fin. »

Son Chancelier surtout a précisé en décembre 1915[1] : « Après les conquêtes légitimes des Bulgares, la résistance *héroïque* des Turcs aux Dardanelles et à Bagdad », il montrait aux Allemands éblouis « l'ouverture d'une route nouvelle vers l'Orient, l'établissement d'une relation directe entre Berlin et Constantinople, inestimable au point de vue mili-

1. Discours au Reichstag (le *Temps*, 14 décembre 1915).

taire, avec la possibilité d'importer des marchandises balkaniques. — L'avenir est plein de promesses. Un pont solide est jeté entre les Empires du Centre indissolublement unis et l'Orient balkanique qui, après avoir servi aux bataillons en marche, servira aux œuvres de la paix et de la civilisation. » Il détaillait au peuple de l'Empire en lutte contre l'Europe, « mais inébranlable dans sa confiance », l'avenir que lui procurerait, ailleurs encore, cette lutte voulue par l'ennemi, la Belgique soustraite aux exigences de la France et de l'Angleterre, la Courlande, la Lithuanie, la Pologne délivrées des Russes, tous ces domaines de l'Est et de l'Ouest rattachés par la victoire prochaine aux Empires du Centre, ouverts à l'action des « énergies productrices de la race germanique », l'hégémonie allemande, en un mot, établie d'Anvers à Constantinople et à Bagdad, de Riga à Salonique et à Trieste.

Il faudrait un volume, qui a d'ailleurs été publié par Grümbach en 1917 (*Das Annexionistische Deutschland*, 370 p.), pour noter les échos prolongés et répétés qui, de tous les points de l'Allemagne, de tous les partis, de toutes les classes de la nation ont répondu aux déclarations ambitieuses des chefs de l'Empire : ordres du jour militaires du général du 7e corps, baron de Gayl, de Ludendorff, chef d'état-major à l'armée de l'Est, du général Keim, gouverneur de la province de Limbourg, du grand-amiral von Tirpitz ; articles des journaux officiels, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* et la *Correspondance nationale libérale* ; motions des groupes du Reichstag, du groupe des partis bourgeois avec le Dr Spahn pour interprète autorisé, du Volkspartei, représentant un million et demi d'électeurs, du Centre qui en représentait deux millions ; résolutions du Comité directeur des nationaux-libéraux ; du Comité des libres conservateurs; discours des principaux députés à la Diète impériale, à la Chambre des Seigneurs ou au Landtag de Prusse, ou articles inspirés aux journaux de leurs partis : le *Tag*, la *Post*, la *Deutsche Tages-Zeitung*, la *Kreuzzeitung*, le *Hamburger Fremdenblatt*, les *Münchner Nachrichten*, la *Tœglische Rundschau*, le *Deutscher Kurier*, la *Kœlnische Zeitung*, la *Kœlnische Volkzeitung*, la *Frankfurter Zeitung*. « Aujourd'hui, écrivait dès le 14 octobre 1914, le rédacteur du *Kurier*, organe de la fédération ouvrière des transports, le drapeau allemand flotte, espérons-le, pour toujours sur les tours d'Anvers. » La *Chemnitzer Volksstimme*, le Dr Scheidemann à la présidence du groupe socialiste,

marquaient, au mois d'avril 1916, les mêmes espérances qu'à la fin de décembre 1915, ils avaient encore condamnées.

Le 25 juin 1915, à Berlin, se réunissaient des professeurs, des diplomates, de hauts fonctionnaires, qui rédigèrent une pétition au Chancelier pour réclamer l'annexion de la Flandre française jusqu'à Calais, la possession de la Belgique « une question d'honneur indiscutable sur laquelle tout le peuple est d'accord », l'acquisition des provinces baltiques arrachées aux Russes, la restitution des colonies allemandes, agrandies et fortifiées. Cette pétition, « strictement confidentielle », avait été signée par 352 professeurs d'Universités et de Gymnases, 153 maîtres d'écoles et pasteurs, 145 hauts fonctionnaires et maires, 148 hommes de loi et juges, 40 députés, 18 généraux et amiraux, 182 fabricants et commerçants, 252 artistes, écrivains et libraires. « Sans notre militarisme, avaient dit en 1914, dans leur adresse aux nations civilisées, les 93 intellectuels allemands et prussiens, notre civilisation serait anéantie. »

Faut-il s'étonner qu'aux premières années de la guerre, croyant leurs armées victorieuses d'une coalition redoutable, ils aient dévoilé les ambitions de leur race, orgueilleusement persuadée de la supériorité et des droits de sa culture?

Par quelle progression, ces sentiments de foi dans la puissance de ses instruments militaires, de confiance orgueilleuse dans les différentes formes de son activité scientifique et économique se sont-ils développés chez le peuple allemand, depuis la constitution de leur Empire, jusqu'à devenir des menaces, puis des causes déterminantes d'une guerre mondiale? M. Lévy-Bruhl l'a expliqué dans un article pénétrant de la Revue *Scientia* en 1915. « Pour l'Allemagne, son armée, c'est son orgueil, sa joie, sa vie. C'est sa revanche pour tant de siècles où son histoire politique ne lui montre que des invasions et des pertes de territoire.... La possession d'instruments si formidables n'est-elle pas une tentation constante d'y avoir recours?... — Autres illusions nationales bien dangereuses : les Français croient trop volontiers qu'on les aime ; les Allemands sont persuadés qu'on ne les aime pas.... Chose curieuse, ce sentiment a persisté même après 1870. Il s'est amalgamé avec l'orgueil de la victoire, mais il n'a pas disparu. Sans doute l'Allemagne pense inspirer maintenant l'envie. Mais elle continue à croire qu'on cherche toujours à l'évincer et à la frustrer de ce qui devait légitimement lui appartenir.... Disposition dangereuse, chez une

puissance qui peut déchaîner la guerre, au moment où il lui plaira, et qui se croit plus sûre de la victoire sur le champ de bataille qu'autour du tapis vert du Congrès. Enfin les conditions économiques générales de l'Europe et celles de l'Allemagne en particulier, sa rivalité commerciale avec l'Angleterre, la forme spéciale de son enrichissement présentaient un danger pour la paix du monde. »

L'Empire allemand, encore appuyé sur l'Autriche-Hongrie qui s'épuisait depuis 1912 en armements et pouvait venir à lui manquer, devant les menaces des Roumains et des Serbes, toujours puissamment installé au Centre et au Sud-Est de l'Europe dont il pouvait atteindre et dominer les mers et les péninsules, a cru l'heure venue d'une entreprise à la fois préventive et utile, glorieuse et fructueuse, sans qu'elle ait pu naturellement en fixer au début ni l'étendue ni les profits.

Maximilien Harden a eu la franchise de l'écrire dès le 17 octobre 1914 : « Non, nous ne faisons pas la guerre pour punir des peuples, encore moins pour affranchir des peuples esclaves. Nous faisons la guerre avec la conviction profonde que l'Allemagne, en raison de sa production, doit réclamer et obtenir un plus large espace sur la terre, des moyens d'action plus étendus. Les puissances auxquelles il lui a fallu imposer son essor vivent encore et quelques-unes se sont rétablies de leur faiblesse. L'Espagne et les Pays-Bas, Rome et les Habsbourg, la France et l'Angleterre conquéraient, dominaient, occupaient de larges étendues de sol fertile. Maintenant a sonné l'heure de l'hégémonie allemande. »

L'heure sonne, aujourd'hui toute différente, quoique tardive, où l'Allemagne est appelée, selon le même Harden, au Tribunal du monde pour confesser ses crimes. Harden alors lui a conseillé l'aveu sincère, « complet », le seul qui puisse adoucir la sentence des vengeurs. Rappelant cette parole de Jaurès : « Le coupable est celui qui s'est refusé à la médiation et à l'arbitrage », il a écrit dans la *Zukunft* du 19 avril 1919 : « C'est ce refus auquel s'obstinent l'Allemagne et l'Autriche sous la pression de Berlin et de Budapest. Dans les cinq parties du monde, il ne reste plus qu'une bande de gens, habitant entre Memel et Trèves, qui ne veulent pas avoir conscience du crime allemand. »

Les délégués que la « bande » germanique envoya en 1919 à Versailles se sont encore refusés à l'aveu. Et l'on a dit que l'Assemblée « encore impériale » de Weimar avait voulu

mettre comme condition à la paix une déclaration que l'Allemagne « n'a pas été responsable de la guerre ».

L'Allemagne a espéré se dérober, jusqu'à la dernière heure de cette terrible épreuve, au réquisitoire accablant que l'on peut constituer avec les documents susceptibles d'éclairer les origines immédiates de la guerre, avec les preuves irréfutables des mensonges et des falsifications opérées par les Gouvernements de Guillaume II et de François-Joseph. Les textes des chancelleries de Vienne et de Berlin ont été dissimulés le plus longtemps possible. On affirmait récemment que les ministres du nouveau Reich avaient pensé détruire aux archives de l'Etat les documents susceptibles d'établir la culpabilité de ces chancelleries, pour leur substituer des pièces encore fausses qui pourraient prouver l'innocence des coupables. Kautsky ne le leur a pas permis. Il les a même obligés, sinon à l'aveu auxquels ils se refusent encore, du moins à la publication des preuves réunies par lui contre le Kaiser.

Il a, dans son livre enfin *Sur le déclanchement de la guerre mondiale*, fait justice du dernier moyen de défense que le même Gouvernement a imaginé et qui se lit dans les Remarques de la *Délégation allemande au sujet du rapport des Gouvernements alliés et associés sur les responsabilités des auteurs de la guerre*[1] :

« D'après notre opinion, a-t-elle dit, il est impossible en principe, comme le fait le rapport de la Commission adverse, de résoudre le problème des causes de la guerre en rassemblant les causes *formelles* qui ont fait passer un état de haute tension politique à un état de guerre. C'est là que se trouve le défaut primordial de la procédure.

« Il faudra bien plutôt poser les questions suivantes :

« 1° Quels sont les Gouvernements qui, dans le passé, ont le plus favorisé cet état de constante menace de guerre dont l'Europe a souffert pendant des années? » En outre, 2° « Quels sont les Gouvernements qui ont poursuivi des intérêts politiques économiques qui ne pouvaient être réalisés que par la guerre? »

A quoi Kautsky a répondu : « Cet effort pour diriger la recherche vers les époques antérieures et la détourner des semaines de juillet 1914 indique que les événements de ce mois sont plus accablants que ceux qui précédèrent[1]. »

1. *Considérations rétrospectives*, p. 8 à 12.

1. *Comment s'est déclanchée la guerre mondiale* (Chap. VII, trad. franç., p. 41).

On aurait le droit de s'étonner qu'un historien comme Hans Delbruck, directeur des *Preussische Jahrbücher*, l'un des premiers en Allemagne, ait consenti, pour répondre à ces deux questions essentielles, à présenter et à signer avec ses collègues l'étonnante histoire qu'ils ont apportée à Versailles en 1919 de la politique européenne en ces cinquante dernières années.

Il sera aisé, mais il nous a paru nécessaire de reprendre cette histoire un peu plus longuement pour retirer aux Allemands ce dernier moyen de défense. Il ne faut pas laisser s'établir cette légende créée à l'usage de « la Social-Democratie tout entière », que Guillaume II et ses ministres se sont sacrifiés sur l'autel de la Liberté pour sauver le monde de la tyrannie des Tsars, « le plus terrible esclavage des hommes et des peuples qui ait jamais été inventé ». L'Europe n'était pas à la veille de devenir cosaque en 1914, et Guillaume II ne songeait pas à la faire républicaine.

DEUXIÈME PARTIE[1]

L'HÉGÉMONIE ALLEMANDE 1871-1904

Pour se disculper d'avoir voulu ou conseillé la guerre, les hommes d'Etat allemands n'ont cessé de prétendre que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie avaient toujours pratiqué, depuis 1871, une politique désintéressée et pacifique. Abusant des apparences que leur fournissait le régime de la paix armée, maintenu en effet pendant quarante-quatre ans, ils ont prétendu que leurs maîtres, l'Empereur Guillaume II, fidèle aux leçons de son grand-père, et l'empereur François-Joseph, gardien vigilant de la paix européenne, n'avaient pu prendre l'initiative de la grande guerre. Ils veulent en trouver l'origine dans la politique d'armements, qui s'expliquerait elle-même uniquement par les ambitions de la Russie, l'orgueil jaloux de l'Angleterre et notre désir de revanche. Là serait, à les en croire, la véritable cause d'un conflit, auquel l'Allemagne et l'Autriche ne se seraient préparées que par prudence, pacifiques par goût, belliqueuses par nécessité.

Pour opposer à ces thèses la vérité historique, il nous faut jeter un coup d'œil en arrière, jusqu'au lendemain du

1. Cette deuxième partie a été composée et écrite par M. Georges Pagès. On trouvera dans les documents secrets publiés pour la première fois à la fin du volume, des dépêches complètes des ambassadeurs de France à Berlin, qui éclairent toute cette histoire des relations franco-allemandes et appuient le récit de M. Pagès sans avoir pu y prendre place, en raison de leur étendue.

traité de Francfort. Nous ne prétendons pas, cela va sans dire, faire ici une étude complète de la politique allemande de 1871 à 1914. Nous n'en avons ni le temps ni tous les moyens. Mais il nous a paru indispensable d'établir brièvement quelles ont été, pendant cette longue période, les directions essentielles de cette politique et ses procédés d'action. Nous croyons que de cette étude se dégagera d'elle-même la vue claire des responsabilités.

***

En mai 1871, les intentions de Bismarck ne pouvaient faire aucun doute. Il était résolu à assurer à l'Allemagne — et à la Prusse, qui conduisait désormais l'Allemagne — *tous* les bénéfices de la victoire. La politique allemande était nécessairement déterminée par les conditions de la paix. Et comme cette paix était bien telle que le Gouvernement impérial avait voulu qu'elle fût, il nous est permis de noter, à notre point de départ, qu'au lendemain du traité de Francfort la responsabilité de la politique allemande appartient tout entière à l'Allemagne seule.

Bismarck était résolu à assurer à l'Allemagne *tous* les bénéfices de la victoire. D'abord les gains matériels : l'indemnité de cinq milliards, l'Alsace-Lorraine. A vrai dire, c'était chose faite, semblait-il. Depuis assez longtemps déjà, les provinces annexées étaient occupées par les troupes allemandes, administrées par des fonctionnaires allemands. D'autre part, ni Thiers, ni l'Assemblée nationale ne songeaient, après avoir signé la paix, à en éluder l'exécution.

Mais dès ce moment apparaissent les conséquences implacables de la violation du droit ; dès ce moment, l'annexion de l'Alsace-Lorraine contre la volonté des habitants vicie la politique allemande. A l'affirmation d'un prétendu droit de conquête, les députés alsaciens-lorrains ont répondu par la protestation de Bordeaux ; et celle-ci suffit à rendre précaire l'annexion. Pour qu'elle devienne définitive, il faudra, ou que la France renonce à toute espérance, même lointaine, d'une revision du traité de Francfort, en trahissant à la fois les provinces perdues et le droit des peuples, ou que l'Allemagne affaiblisse la France à tel point qu'elle n'ait plus rien à en craindre : deux politiques possibles, et seules possibles, tant que durera le traité de Francfort ; deux politiques entre

lesquelles le Gouvernement de Berlin commence à osciller dès 1871 et oscillera jusqu'en 1914. Ainsi, derrière toutes les questions qui se posent entre la France et l'Allemagne pendant ces quarante-trois années, il y a toujours la question d'Alsace-Lorraine.

***

La paix signée, l'Allemagne avait besoin de nos milliards pour fortifier sa nouvelle frontière et renouveler son outillage économique ; Thiers souhaitait que la France pût s'acquitter promptement de sa dette afin de libérer son territoire. Il semblait donc que l'entente fût aisée. Bismarck, qui « voyait les choses de plus haut et de plus loin » que le grand état-major et l'Empereur, s'en rendait parfaitement compte ; il savait bien qu'il avait tout intérêt à consolider la situation de Thiers et à ne pas entraver la réorganisation de la France, s'il voulait que la France fût solvable. Mais il lui fallait tenir compte des défiances de l'Empereur et de l'armée ; et ces défiances devaient nécessairement s'accroître à mesure que la France vaincue se relevait. Ainsi la logique des faits conduisait-elle Bismarck, en même temps que son tempérament, à employer la menace pour consolider l'œuvre de la force. De là les multiples incidents, si caractéristiques déjà, qui entravent la libération du territoire — l'abandon du gage allemand — jusqu'à la convention du 15 mars 1873.

Dès ce moment, quelle différence de procédés et de ton entre la diplomatie française et celle du nouvel empire ! Le 30 juin 1871, Thiers envoie à Berlin, pour renouer les relations diplomatiques, un chargé d'affaires, le marquis de Gabriac, et le ministre des Affaires étrangères, Jules Favre, donne à celui-ci des instructions qui ne lui assignent pas d'autre tâche que le rétablissement de bons rapports par l'exécution loyale du traité. « Quant à la politique générale, ajoute le ministre, *la paix*. La volonté ferme de nous relever par l'ordre, le travail et la liberté. Le désir de fonder une République modérée, gouvernée par celui d'entre les Français qui semblera le meilleur et le plus grand citoyen. » Six mois après, M. de Gabriac est remplacé par un ambassadeur, le vicomte de Gontaut-Biron, et celui-ci se rend aussitôt, le 5 janvier 1872, auprès du prince de Bismarck : « Je suis chargé par M. Thiers, lui dit-il, de vous déclarer expressément que

l'intention très arrêtée du Gouvernement est de maintenir la paix et de s'acquitter des charges du traité. Membre de l'Assemblée nationale, je puis ajouter que l'Assemblée tout entière, pour ainsi dire, partage ces idées et que toute velléité belliqueuse est bien loin de ses pensées. » Enfin quelle preuve plus éclatante des résolutions pacifiques du Gouvernement français que l'accueil fait par Thiers à la convention du 15 mars 1873 ! « C'est la paix définitive que nous venons de signer, télégraphie-t-il à Gontaut-Biron, *et cette paix entre deux grandes nations sera un sûr garant de la paix universelle*, dont l'Europe ne pourra manquer de se réjouir. »

L'Allemagne pouvait-elle souhaiter davantage? Et pourtant, bien que Bismarck fût personnellement convaincu des bonnes dispositions et de la fermeté de Thiers, c'est à tout moment par la menace qu'il répond aux assurances pacifiques. Il faut lire — parce que c'est le premier exemple d'un langage que nous rencontrerons trop souvent — sa première conversation avec Gabriac, le 14 août 1871.

« Après quelques phrases de politesse, écrit Gabriac, quand j'eus exprimé ma confiance dans l'amélioration des rapports entre nos deux pays, motivée par le désir et le besoin qu'avaient les deux nations de la paix, le Chancelier fédéral m'a dit qu'il était heureux de m'entendre tenir ce langage, mais que, malheureusement, il ne croyait pas qu'en France on la voulût sincèrement. L'état de l'opinion, l'attitude de la presse, le langage peu affirmatif du Gouvernement en faveur du maintien des bonnes relations entre les deux pays lui semblaient indiquer que nous voulions prendre bientôt notre revanche. Comme je me récriais hautement contre de semblables paroles qui ne causeraient, ai-je dit, pas moins d'étonnement en France qu'elles ne m'en faisaient éprouver au moment où je les entendais, le prince de Bismarck m'a répondu : « A vous dire franchement ma pensée, je ne crois pas que vous vouliez maintenant rompre la trêve qui existe ; vous nous paierez deux milliards, mais quand nous serons en 1874 et qu'il faudra acquitter les trois autres, vous nous ferez la guerre. Eh bien ! vous comprenez que si vous devez reprendre les hostilités, il vaut mieux pour nous que ce soit plus tôt que plus tard. »

Et Gabriac indique, en terminant, les véritables raisons qui inspiraient à Bismarck un pareil langage : « La France, écrit-il, malgré ses discordes civiles, se relève trop vite à ses yeux. Il croyait en avoir fini avec elle au moins pour vingt

ans ; il craint de la voir reprendre plus tôt, et il s'en alarme.... » Il s'en alarme, parce que l'abus qu'il avait fait de la force l'obligeait à s'en alarmer. Et il continue à menacer. Après le meurtre de deux soldats allemands et l'acquittement des meurtriers par les tribunaux de Melun et de Paris, bien que tout le monde sût l'impuissance du Gouvernement en face du jury, une violente campagne de presse se développe à Berlin ; puis, un mois après l'avoir écrite, et sans prétexte nouveau, Bismarck rend publique sa dépêche du 7 décembre 1871 au comte d'Arnim, comme pour provoquer violemment l'opinion.

La provocation paraît si évidente que l'un des collègues de Gabriac à Berlin n'hésite pas à y découvrir une intention belliqueuse. « Les derniers incidents, dit-il à l'ambassadeur de France, ont fait croire au prince de Bismarck que vous voulez une revanche. Il tient, par suite, à ne pas vous laisser le bénéfice du temps et il a intérêt à entretenir une agitation morale qui amène à un moment donné une explosion. Il compte sur les sentiments passionnés pour lui fournir de nouveau un prétexte de se dire attaqué par vous, car, par lui-même, malgré sa passion contre la France, il ne pourrait entraîner l'Allemagne. Il veut vous placer dans une impasse, d'où vous n'ayez d'autre issue que la guerre ou la révolution. »

Nous pensons, en réalité, — et Gabriac pensait de même, — que le diplomate qui parlait ainsi se trompait. Il est peu probable que Bismarck songeât, en décembre 1871, à préparer une nouvelle guerre. Il était préoccupé surtout d'assurer le recouvrement des cinq milliards et les résultats immédiats de la paix. Il menaçait pour intimider. Mais en abusant des menaces, sans ménagement pour une opinion publique qu'il savait prompte à s'émouvoir, ne semait-il pas, en réalité, des germes de guerre ? Et peut-on croire qu'il ne s'en rendait pas compte ?

Parmi les bénéfices de la paix, il n'y avait pas que les cinq milliards et l'Alsace-Lorraine, il y avait aussi, et ce n'était pas le moindre, le prestige de la victoire et comme une promesse d'hégémonie. Bismarck ne croyait certainement pas que la Prusse, en achevant l'unité allemande, eût épuisé sa fortune. Mais, la guerre terminée, il lui fallait d'abord s'assurer que les grandes puissances en acceptaient, sans arrière-pensée, les résultats et ne regrettaient pas d'avoir abandonné la France vaincue. Il lui fallait obtenir d'elles, sinon la garantie formelle du nouvel état territorial (ce qui

n'eût été possible que dans un Congrès, où tout eût été remis en question, et dont il ne voulait à aucun prix), du moins une approbation tacite.

Bismarck se préoccupait surtout des intentions de l'Autriche et de la Russie : l'Autriche, où pouvait encore se réveiller le souvenir de Sadowa ; la Russie, qui s'était largement acquittée envers la Prusse de l'appui qu'elle en avait reçu en Pologne et qui retrouvait, après la Conférence de Londres, sa liberté d'entreprise dans la Mer Noire. A vrai dire, il ne semblait pas que Bismarck eût rien à craindre de l'Autriche, où, pendant la guerre, Beust n'avait songé qu'à faire oublier ses velléités d'entente avec le Cabinet des Tuileries ; mais il eut plus de garanties encore, après les entrevues d'Ischl et de Salzbourg, lorsque Andrassy remplaça Beust, le 1er novembre 1871. C'était désormais en Allemagne que la double monarchie, où l'emportait l'influence hongroise, cherchait son point d'appui. Il restait, pour maintenir la France isolée, à réconcilier la Russie avec l'Autriche ; ce fut le résultat de l'entrevue des trois empereurs à Berlin, en septembre 1872. On sait que cette entrevue ne satisfit pas entièrement Bismarck, d'abord parce que Alexandre II et François-Joseph prirent l'initiative d'un rapprochement que Bismarck eût préféré ménager ; puis, semble-t-il, parce qu'il ne put obtenir d'eux, aussi nettement du moins qu'il l'eût souhaité, la promesse d'exercer une pression commune sur la France, au cas où Gambetta s'y emparerait du pouvoir.

Quoi qu'il en soit, l'entrevue de septembre 1872 n'en eut pas moins ce double résultat, précieux pour le Gouvernement de Berlin, de resserrer l'intimité austro-allemande et de rétablir, entre l'Autriche et la Russie, des relations assez amicales pour que l'Allemagne n'eût pas à craindre d'être entraînée, quelque jour, dans un conflit de ses deux voisines. L'entente des trois empereurs, bien qu'aucun acte diplomatique ne l'eût précisée, assurait en outre à la Prusse les fruits de sa victoire, groupait les grandes puissances conservatrices autour d'elle et laissait la République isolée.

Ainsi se trouvaient résolues en faveur de l'Allemagne, dès le printemps de 1873, toutes les questions qu'avait posées l'exécution du traité de paix. La France achevait le payement des cinq milliards. L'organisation administrative des nouveaux pays d'Empire datait de plus d'une année et, depuis plus de six mois, les derniers « optants » avaient quitté le sol natal. Bismarck avait fait accepter par l'Europe

sans congrès, les résultats de la victoire allemande et l'entente des trois empereurs semblait reconstituer, à l'appel de Berlin, une sorte de Sainte-Alliance. Bismarck pouvait être satisfait. Mais il est certain qu'autour de lui tous ne l'étaient pas. Le parti militaire estimait que la France se relevait beaucoup trop vite ; il s'en inquiétait et s'en irritait ; c'est lui qui, pendant plusieurs mois, avait refusé de consentir à l'évacuation anticipée ; il eût sans doute saisi volontiers l'occasion d'une guerre nouvelle, pour achever l'œuvre incomplète. Rien ne prouve au contraire que, pendant ces deux années, Bismarck ait jamais souhaité la guerre. Mais il en parlait volontiers, le marquis de Gabriac nous en est témoin ; et n'est-il pas inquiétant que, dès 1871, au moment où il recevait pour la première fois le premier agent diplomatique de la France vaincue, il ait formulé déjà, et fait sienne, la théorie de la guerre préventive?

***

En mars 1873 commence une nouvelle période, d'un caractère assez différent. On a coutume de dire qu'elle fut marquée par deux incidents diplomatiques, dont l'un surtout faillit provoquer une nouvelle guerre : l'incident des mandements (décembre 1873-avril 1874), et la crise d'avril-mai 1875. En réalité, la seconde ne peut guère être isolée du premier, ni l'un ni l'autre de la situation générale, en Allemagne, en France et dans le reste de l'Europe. Ce qui est vrai, c'est que toute la période qui s'étend du printemps de 1873 à l'été de 1875 fut une période de crise, pour l'Allemagne comme pour la France, et que les relations des deux pays se ressentirent gravement, à maintes reprises, de leurs difficultés intérieures. Voyons comment ces difficultés réagirent, d'une part sur la politique allemande, de l'autre sur la politique française.

La plus grosse préoccupation de Bismarck, au printemps de 1873, celle qui obsède son esprit et détermine la plupart de ses actes, c'est évidemment la guerre qu'il vient de déclarer à l'Eglise romaine, le Kulturkampf. Le 9 mai 1873 un vote définitif consacre les premières « lois de mai » ; et la lutte est engagée depuis assez longtemps déjà pour que Bismarck en ait pu mesurer la gravité : c'est l'organisation même et l'unité morale du nouvel empire qui sont en jeu. Or, c'est

à ce moment, le 24 mai, qu'en France les partis de droite, où domine l'influence de l'Eglise, obligent Thiers à quitter la Présidence et le remplacent par le maréchal de Mac-Mahon.

Bismarck avait toutes raisons de regretter Thiers. Thiers avait exécuté loyalement les clauses de la paix. Le payement rapide des cinq milliards était son œuvre. S'il avait réorganisé l'armée par la loi du 27 juillet 1872, du moins avait-il fait écarter — par conviction personnelle et non par condescendance envers Berlin — le service obligatoire intégral, et l'armée créée par la nouvelle loi, suffisante pour garantir l'indépendance et la dignité du pays, ne pouvait paraître menaçante à personne. Aussi Bismarck avait-il ménagé Thiers. Il pourra même prétendre, plus tard, et faire écrire (*Deutsches Montags Blatt*, avril 1878) que Thiers et lui « avaient travaillé d'un commun accord » et qu'une part lui revenait dans « la fondation et l'affermissement de la République ! »

Il était difficile, au contraire, qu'il ne se défiât pas, au lendemain des lois de mai, des tendances ultramontaines de la Droite, du nouveau président, et du nouveau ministère, le ministère de Broglie. Il aurait fallu pour le rassurer que les catholiques français évitassent toute manifestation compromettante ; et ils n'y étaient point disposés. On ne peut s'étonner que Bismarck s'irritât des encouragements donnés par les évêques de France aux évêques allemands en lutte contre l'Etat prussien.

En même temps, il ne pouvait manquer de s'apercevoir que l'isolement diplomatique de la France n'était pas aussi complet qu'il l'eût souhaité. Il est visible que, dès 1872, en Angleterre, quelques esprits avisés regrettaient que l'on eût permis la défaite française et s'inquiétaient des prétentions de la Prusse à régenter l'Europe. Au moment où le grand état-major se refusait à négocier l'évacuation anticipée du territoire, l'ambassadeur anglais à Berlin offrait de « donner des conseils ». Gontaut-Biron, par prudence, refusait ; mais il se réjouissait de cette proposition inattendue : « Il y a là, écrivait-il, un commencement d'arbitrage, auquel nul peuple ne peut rester indifférent ;... c'est un gage de paix. »

Un autre gage de paix était l'attitude du Tsar. Dès ce moment, Alexandre II fait comprendre au général Le Flô tout le prix qu'il attache à ce que la France reste forte ; et, lorsqu'il se rend à Berlin, en septembre 1872, il s'empresse de rassurer Thiers : « Veuillez, dit-il à Gontaut-Biron, l'as-

surer qu'il n'a absolument rien à craindre de ce qui s'est passé ici. » (Télégramme de Gontaut-Biron, 8 septembre 1872.) Sans doute, Bismarck n'eut connaissance, ni de la proposition de l'ambassadeur anglais ni des paroles du Tsar. Mais il ne pouvait se méprendre sur l'attitude nouvelle d'Alexandre II : visiblement le Gouvernement russe estimait qu'il avait largement payé, par sa neutralité en 1870, l'aide que la Prusse lui avait prêtée, en 1863, contre l'insurrection polonaise ; il se rendait enfin compte des conséquences de la victoire allemande et n'était plus disposé à laisser écraser la France. Bismarck remarqua, nous le savons, la bonne grâce avec laquelle, non seulement le Tsar, mais l'Empereur d'Autriche accueillirent Gontaut-Biron ; il ne cacha pas son mécontentement de la rencontre, fortuite pourtant, du prince de Galles et de Thiers à Trouville ; d'une visite de vaisseaux anglais sur la côte normande ; du traité de commerce que négociaient la France et l'Angleterre. Et rien, après la chute de Thiers, ne lui permettait de croire que le nouveau Gouvernement rencontrât moins de bienveillance à Londres ou à Saint-Pétersbourg. Certes l'Allemagne n'avait rien à craindre de ces ménagements des grandes puissances envers la France vaincue ; mais Bismarck sentait bien que, dans certains cas, sa liberté d'action pourrait en être diminuée.

Nous admettons volontiers que des mandements, tels que celui de Mgr Plantier, évêque de Nîmes, ou celui de Mgr Freppel, évêque d'Angers, publiés l'un et l'autre au cours du mois de novembre 1873, étaient des actes singulièrement inopportuns. Gontaut-Biron lui-même, que ses convictions personnelles portaient à les approuver, en avertissait ses amis et son chef. Mais c'étaient là, quoi qu'en pensât Bismarck, des manifestations assez inoffensives et le Gouvernement ne s'y associait pas. Son attitude restait d'une correction absolue. Appelé au pouvoir par le maréchal, le 25 mai 1873, le duc de Broglie, dès le 28, définissait, dans une dépêche à Gontaut-Biron, la politique du Gouvernement nouveau. Il rappelait qu'aucune question extérieure ne s'était mêlée aux dissentiments survenus entre l'Assemblée nationale et Thiers. « Des votes nombreux, au contraire, écrivait-il, ont approuvé les efforts qu'a faits cet homme illustre pour effacer la trace de nos malheurs et rendre à la France sa pleine indépendance nationale.... Vous n'avez rien à changer aux instructions que vous avez reçues de lui.... Le nouveau Gouvernement, se conformant à ses origines, suivra donc une politique réso-

lument conservatrice, c'est-à-dire pacifique au dehors et modérée au dedans. » Et, dans une lettre particulière écrite la veille, il exprimait la même pensée dans une forme plus familière et plus vive : « Nous ne sommes pas assez fous, disait-il, pour rêver des revanches impossibles (hélas ! Dieu sait pour combien de temps !) ; tous nos engagements seront rigoureusement tenus : la politique, en un mot, qui nous est imposée par le sens commun le plus élémentaire sera suivie et même proclamée tout de suite. » A la fin de novembre, le vote du septennat fut bien accueilli à Berlin, parce qu'il ajournait le rétablissement de la monarchie, et le duc Decazes reçut, le 26, le portefeuille des Affaires étrangères dans le ministère de Broglie remanié. Il va sans dire qu'il prenait à son compte la politique de son prédécesseur. Il n'hésitait même pas à affirmer que tout autre ministère eût été forcé de la suivre, parce qu'elle était celle de l'Assemblée et de la nation.

« Sans s'isoler des graves questions qui s'agitent autour d'elle, dit la circulaire du 7 décembre 1873, et des intérêts généraux ou spéciaux qu'elle a pour devoir de sauvegarder, la France se recueille et elle attend avec la conscience de sa force et de sa grandeur, que l'ordre et le travail aient permis de panser ses plaies, et que le temps qui, seul, peut permettre aux grands enseignements de l'Histoire de porter leurs fruits, ait effacé les amertumes de ces jours funestes qui ont si profondément troublé le monde. Vous voudrez bien, Monsieur, en donner en toute occasion l'assurance. Vous trouverez dans les actes de l'Assemblée nationale et dans les instructions qui vous seront adressées le moyen d'affirmer que cette politique, qui est celle du Gouvernement actuel, comme elle était aussi celle du Gouvernement qui nous a précédés, s'impose ici, à toutes les consciences comme à toutes les volontés, qu'elle est bien celle de la France entière ; et en faisant pénétrer partout cette conviction et cette confiance vous serez assuré de rester le fidèle interprète de nos intentions. »

Avec cette attitude prudente et digne contraste vivement la politique agressive de Bismarck. Dès le mois de septembre — avant les mandements, mais à l'époque où l'avènement du comte de Chambord semblait possible — il obtient du Roi d'Italie une double visite à Vienne et à Berlin et la fait commenter par la presse en termes menaçants : « Si, çà et là, écrit la *Correspondance provinciale* du 24 septembre, on s'est inquiété de l'action de certains courants

politiques, des tendances qui se développent dans d'autres Etats et des conséquences qui pourraient en résulter au point de vue de la paix de l'Europe, il y a lieu de penser que, partout, on se rendra assez sérieusement compte de la signification claire et de la portée sérieuse des nouvelles visites princières à Vienne et à Berlin, pour étouffer dans leurs germes toutes causes de nouveaux conflits. »

Puis, malgré l'échec de la fusion et les déclarations rassurantes du duc Decazes, comme le renouvellement du Landtag (4 novembre) vient d'accroître les forces du Centre et que les élections du Reichstag sont proches, Bismarck s'empare de l'affaire des mandements. On se répète, à Berlin, « un propos grave, belliqueux, tenu par le maréchal de Moltke au frère du Roi de Saxe en prévision d'événements *prochains* » (Gontaut-Biron, 26 décembre 1873). Le secrétaire d'Etat, Bülow, ne dissimule pas à notre ambassadeur que les imprudences des évêques, si elles se répétaient, pourraient « amener des complications très graves ». Enfin, le 14 janvier 1874, après le résultat peu favorable des élections du 10, Bismarck lui-même entre en scène. D'un ton sérieux, qui donnait plus de poids à ses paroles, il conseille au Gouvernement français d'employer contre les évêques, ou tout au moins contre le plus compromis, l'évêque de Nîmes, la procédure d'appel comme d'abus, et il menace, en cas contraire, de poursuivre lui-même, en invoquant une ancienne loi, non abrogée, celle de 1819. Et voici qu'une seconde fois — nous avons le droit de les compter — Bismarck se déclare partisan de la guerre préventive : « Prenez garde, dit-il à Gontaut, que les masses ne soient fanatisées au nom de la religion catholique persécutée ; car alors le parti clérical s'emparerait du pouvoir, épouserait toutes les querelles de la Cour de Rome, et vous seriez inévitablement lancés dans une guerre contre nous. *Nous ne devons pas nous laisser prévenir par votre attaque. Dans ce cas, plutôt lutter dans deux ans, dans un an*, que d'attendre que vous ayez achevé vos préparatifs. » (Gontaut-Biron, 14 janvier 1874.) Ainsi, parce que Bismarck *estime* que le triomphe du parti catholique entraînerait la France à se déclarer pour le Pape contre la Prusse, il se croirait, dès que ce triomphe lui paraîtrait certain, justifié à attaquer la France pour prévenir une attaque hypothétique!

Heureusement deux faits se produisirent, que le Chancelier ne pouvait vraiment prévoir avec certitude : le Gouver-

nement français resta calme et il reçut de quelques puissances des encouragements précieux. On connaît ceux-ci : les assurances données au général Le Flô, puis à Gontaut-Biron, qui alla à Saint-Pétersbourg, par le Tsar et par Gortschakoff ; et surtout la lettre personnelle qu'écrivit à l'Empereur Guillaume la Reine Victoria, à une date que nous ne connaissons pas de façon précise, mais qui est certainement un peu antérieure au 25 février[1].

Quant au duc Decazes, il s'était refusé à toutes les concessions indignes de la France, mais il avait fait toutes celles qu'il jugeait compatibles avec l'honneur et n'avait répondu à aucune provocation. Et l'on ne peut mieux définir — et mieux justifier — son attitude qu'il ne le faisait lui-même, le 10 mars, dans une lettre tout intime au duc de Gontaut :

Je continuerai ainsi, mon cher ami, écrivait-il. Le Chancelier, de son côté, continuera à envoyer à ses agents, pour seule recommandation, celle de contrecarrer, les yeux fermés, les agents de la France dans toutes leurs prétentions ou réclamations, si fondées qu'elles puissent être. Il nous fera sans relâche cette guerre morale qu'il substitue à la guerre matérielle ! Je laisserai faire : *je veux vivre*. À un moment donné, l'Europe, l'Europe tout entière, sans en excepter l'Allemagne, finira par s'émouvoir, peut-être par s'indigner, tout au moins par s'inquiéter....

Decazes attendait ce moment-là.

Fût-ce la lettre de la Reine Victoria (bien qu'elle ait été écrite en février) ; fût-ce, comme le croyait Gortschakoff, « l'opinion morale de toute l'Europe » ; fût-ce simplement le vote du premier septennat militaire par le Reischtag, qui décida Bismarck à laisser tomber l'incident ? Nous ne savons. Les inquiétudes se calmèrent peu à peu à partir du milieu d'avril. En mai, l'ambassadeur d'Angleterre vit le Chancelier, et comme celui-ci lui communiquait ses impressions, « toutes favorables au maintien de la paix », il fut sans doute quelque peu surpris de l'entendre « affirmer l'importance qui existait pour l'Europe de compter sur une France forte ! » L'ambassadeur ne put qu'applaudir à ce langage et le répéter à Gontaut-Biron. Cette opinion nouvelle de Bismarck était aussi, d'ailleurs, celle du Tsar et de la Reine Victoria.

1. Dans une dépêche du 20 mars 1874, Gontaut-Biron parle de la confidence que lui fit l'ambassadeur d'Angleterre au sujet de cette lettre, « avant mon départ pour la Russie », écrit-il. Or, il fut reçu par Gortschakoff, à Saint-Pétersbourg, le 27 février.

Les nuages se dissipèrent donc, mais point pour longtemps. D'une crise à l'autre, entre avril 1874 et avril 1875, les incidents de moindre importance ne manquent pas. Faut-il les attribuer seulement à l'irritation[1] qu'entretenaient chez Bismarck la résistance obstinée des catholiques aux lois de mai et les difficultés de toutes sortes que le kulturkampf suscitait à la politique allemande? Ce qui est curieux, c'est que les inquiétudes persistent plus encore en Angleterre qu'en France même. Decazes les signale tout particulièrement à Gontaut-Biron dans une dépêche du 17 juillet 1874 :

Je vous ai entretenu à diverses reprises, lui écrit-il, des indications qui nous ont été confidentiellement fournies par des personnages considérables du monde politique anglais sur les dispositions de l'Allemagne à notre égard. Tout récemment encore M. de La Rochefoucauld, avant de quitter Londres, m'adressait le résumé d'une conversation qu'il a eue avec le Prince de Galles, et au cours de laquelle S. A. Royale est revenue avec insistance sur les périls dont nous menacerait la politique de M. de Bismarck. J'ai l'honneur de vous transmettre ci-jointe une copie du rapport de notre ambassadeur.... Vous serez frappé comme moi, je n'en doute pas, de la persistance des craintes de guerre prochaine que manifestent en Angleterre les personnes les mieux placées pour être renseignées avec sûreté. Les impressions de lord Granville à cet égard ne différaient pas de celles que font voir à leur tour lord Derby et M. Disraëli. Les avertissements répétés qui nous sont donnés concordent d'ailleurs avec le langage publiquement tenu par les chefs du Gouvernement britannique, et tout le monde a pu remarquer la réserve significative avec laquelle le principal secrétaire d'État pour les Affaires étrangères, exposant naguère devant la Chambre des Lords, après une interpellation du comte Russell, l'état des relations internationales en Europe, a pris soin de limiter à un laps de temps assez restreint, l'expression de sa confiance dans la durée de la paix. C'est une formule devenue pour ainsi dire habituelle aujourd'hui dans la bouche des hommes d'État anglais, que de représenter les dangers de conflit comme détournés pour la durée de l'année actuelle, et de faire entendre qu'ils ne répondent de rien à l'expiration de ce terme. Nous devons assurément tenir grand compte d'une appréciation qui se reproduit avec cette constance et cette autorité

Il semble bien, en effet, que Bismarck ne laisse échapper aucune occasion d'irriter l'opinion française. Pendant les

1. Si maître de lui que fût Bismarck à l'ordinaire, il faut tenir compte de cette irritation nerveuse, que notent tous les témoins. L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie, Karolyi, la signalait lui-même avec insistance, en février 1875 (Wertheimer, *Graf Andrassy*, t. II, p. 222).

troubles qui se prolongent en Espagne après l'abdication d'Amédée Ier, Bismarck encourage le Cabinet espagnol à protester contre la prétendue protection accordée par la France aux carlistes. Il demande lui-même, par son ambassadeur, le prince de Hohenlohe, des explications au Cabinet de Versailles. Lorsque les carlistes mettent à mort, comme espion, un sujet allemand, le capitaine Schmidt, il annonce l'intention d'envoyer des bâtiments de guerre sur les côtes de Biscaye, si proche de nos côtes basques. Il nomme au consulat de Bayonne un certain Richard Lindau, « qui passe, écrit notre chargé d'affaires, pour être souple, actif et intrigant ». Notre chargé d'affaires, de Sayve, note « la passion inquiète, hardie, violente », avec laquelle Bismarck soulève incident après incident et son obstination à nous chercher périodiquement querelle. Il se sert, écrit-il (le 1er octobre 1874) du Gouvernement espagnol « comme d'un aiguillon destiné à nous irriter par ses piqûres incessantes et à nous faire sortir de notre calme. Il guette chaque imprudence que nous pourrions commettre, prêt à en tirer avantage contre nous. » Et le 29 octobre, quand s'ouvre la session parlementaire, Bismarck glisse dans le discours impérial une phrase inquiétante. « Certes, dit l'Empereur, je suis bien loin de vouloir employer la puissance de l'Empire unifié à un autre but que sa défense ; mais c'est précisément cette puissance qui donne à mon Gouvernement les moyens d'opposer le silence aux injustes soupçons répandus contre sa politique et de prendre position contre la malveillance et les passions des partis qui les inspirent. Dans le cas seulement où ces calomnies viendraient à se traduire par des actes, la nation tout entière et ses princes seront toujours prêts, je le sais, à prendre avec moi la défense des droits et de l'honneur de l'Empire. »

Quand on lut, à Berlin, le discours impérial, la Bourse baissa.

***

L'année 1874 s'achevait donc en pleine période de tension. Au Reichstag, la querelle entre le Centre et Bismarck était devenue plus violente que jamais. En Alsace-Lorraine, l'introduction de la Constitution d'Empire et la création d'une

Délégation, simple comité consultatif (octobre), ne désarmaient pas les résistances, qu'aggravaient au contraire les passions religieuses surexcitées par le Kulturkampf. Au dehors, en Espagne, peu de temps après que Bismarck eût en quelque sorte obligé l'Europe à reconnaître le Gouvernement du maréchal Serrano, qu'il protégeait et dirigeait, Martinez Campos appela au trône, sans rencontrer de résistance sérieuse, le fils d'Isabelle, Alphonse XII : dans la lutte contre le Saint-Siège, c'était un appui qui échappait à la Prusse. « Les événements d'Espagne, inattendus, écrivait Guillaume Ier au prince de Hohenlohe le 31 décembre, en lui adressant ses vœux, m'occupent extrêmement, car ils peuvent devenir fort graves. »

« Supposez-vous que ceci soit à notre adresse? » télégraphie le duc Decazes à Gontaut-Biron. Gontaut ne le pense pas. Mais les signes inquiétants se succèdent. Le 3 février, c'est une note prussienne au Gouvernement belge, provoquée par une adresse collective des évêques belges aux évêques allemands et dont le ton rappelle celui des représentations faites à la France après les mandements. Presque en même temps, c'est l'envoi mystérieux en Russie d'un collaborateur intime de Bismarck, Radowitz.

Un peu plus tard, ce sont des articles de presse qui accusent la France de se préparer à la guerre et de faire d'importants achats de chevaux à l'étranger, en Allemagne même ; et, dans les premiers jours de mars, un décret paraît à Berlin qui interdit l'exportation des chevaux. Le 10 mars, un article de la *Post* signale un échange de notes entre les Cabinets de Versailles et de Berlin : la France, assurait le journal prussien, préparait un essai de mobilisation dans les départements de l'Est, et il avait fallu que la Prusse lui enjoignît d'y renoncer, en menaçant de procéder, sur la frontière, à une mobilisation semblable.

On comprend que Decazes s'inquiétât, alors qu'aucun acte du Gouvernement français ne motivait cette attitude agressive.

La crise était donc commencée et Bismarck avait pris position, lorsque fut votée par l'Assemblée nationale, le 12 mars 1875, la création des quatrièmes bataillons. Cette mesure improvisée, qui augmentait de façon notable la force de notre armée, mais qui surtout paraissait l'augmenter davantage encore, aggrava la situation aussitôt. Le grand état-major fit ses calculs et déclara que la mesure avait pour

conséquence un accroissement d'effectif de 144 000 hommes[1]. Était-il vraisemblable, ajoutait-il, que la France appauvrie s'imposât une pareille charge financière, si elle n'avait pas en vue une guerre prochaine? C'était déjà le raisonnement qu'il devait faire si souvent depuis et, pour la dernière fois, en 1913. La France ne pouvait répondre au septennat d'avril 1874, qui portait l'effectif de paix de l'armée allemande à 400 000 hommes, par la loi des cadres de mars 1875, qui assurait notre sécurité en nous donnant des effectifs analogues, sans être accusée de préparer la guerre.

Au début d'avril, le Cabinet de Berlin commence à se découvrir. Le 9, paraît dans la *Post* un article retentissant : « La guerre est-elle en vue? » et le lendemain, un journal officieux, la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, reprenant certaines des allégations de la *Post*, attaque vivement notre loi des cadres : « Les charges, écrit-elle, que les mesures de réorganisation militaire imposent à la France sont trop lourdes, pour que la nation la plus riche puisse les supporter longtemps ; il est évident qu'elles ont pour objet des préparatifs, dont le but n'échappe à aucun œil clairvoyant. » Le 12 avril (c'est Lefebvre de Béhaine, ministre de France en Bavière, qui l'annoncera à Decazes), des dépêches de Berlin arrivent à Munich et provoquent, au palais du Roi, une conférence de généraux. Le 15, il est vrai, Bülow accueille Gontaut-Biron, à Berlin, avec des paroles rassurantes. Mais Gontaut ne s'y fie qu'à demi, et, quelques jours après, le 21, les confidences de Radowitz précisent, au contraire, ses inquiétudes. C'est, une fois encore, la théorie de la guerre préventive que le collaborateur de Bismarck expose, au sortir de table, avec une sincérité sans retenue :

« L'avenir, s'écrie-t-il, en répondez-vous? Pouvez-vous assurer que la France regagnant son ancienne prospérité, ayant réorganisé ses forces militaires, ne trouvera pas alors des alliances qui lui manquent aujourd'hui, et que ses ressentiments qu'elle ne peut manquer de nourrir, qu'elle conserve très naturellement par la perte de ses deux provinces, ne la pousseront pas invinciblement à déclarer la guerre à l'Allemagne?... Et si nous avons laissé la France ressusciter, grandir, n'en avons-nous pas tout à craindre? Mais si la revanche est la pensée intime de la France — et elle ne peut

1. En réalité; comme le bataillon était en même temps ramené de six compagnies à quatre, l'accroissement n'était que d'une trentaine de mille hommes.

être autre — pourquoi attendre pour l'attaquer qu'elle ait repris des forces et qu'elle ait contracté des alliances? Convenez, en effet, que, politiquement, philosophiquement, *chrétiennement même*, ces déductions sont fondées et de semblables préoccupations bien faites pour guider l'Allemagne? »

Sur de telles paroles, Decazes pouvait régler son attitude. Aux provocations, il ne répondra pas plus que l'année précédente. Il va même plus loin. Il déclare au prince de Hohenlohe que si la France est attaquée, elle ne se défendra pas. « Non seulement nous ne vous attaquerons pas, mais, si vous nous attaquiez, nous vous laisserions tout l'odieux de cette agression et nous ne nous défendrions pas. Nous ne cherchons ni à vous créer des embarras, ni à former des alliances contre vous. Nous ne cherchons qu'à assurer la paix et nous le prouverons à toute occasion[1]. » En même temps, il ne néglige pas, cela va sans dire, de faire appel une seconde fois aux sympathies qui, l'année précédente, s'étaient offertes. Il fait connaître à Londres, à Vienne, à Rome et à Saint-Pétersbourg, les dangereuses théories de Radowitz. Et il attend.

Pendant les dix derniers jours d'avril, une sorte d'apaisement semble se produire. Gontaut le croit tout au moins. Pourtant, c'est le moment où le ministre belge, Nothomb (Gontaut ne l'apprendra qu'un peu plus tard), reçoit de Bismarck, puis de Moltke[2], des confidences presque aussi inquiétantes que les propos de Radowitz. « Il est clair, dit le Chancelier à Nothomb, que la France vient d'apporter un accroissement considérable de forces militaires à son organisation primitive. Cet accroissement est si onéreux pour ses finances qu'elle ne pourra en supporter longtemps le fardeau et qu'elle fera de deux choses l'une : ou bien elle sera nécessairement entraînée à faire un coup de tête prochainement, ou bien elle devra modifier et réduire considérablement l'état militaire qu'elle vient d'établir ; en un mot, elle n'a plus que l'alternative d'une folie ou d'une inconséquence. » — « Pour moi, lui dit à son tour de Moltke, je ne vois que le fait, et je prétends que la création d'un quatrième bataillon par régiment, augmentant de 144 000 hommes l'armée française, est un fait annonçant péremptoirement une préparation à la guerre. En ce cas, *nous ne devons pas attendre que la France soit prête et notre devoir est de la prévenir.* »

1. Lettre particulière à Gontaut-Biron, 29 avril 1875.
2. Dans deux conversations, la première du 25, la seconde du 30 avril.

Enfin, le 5 mai, se produit la démarche la plus grave : Hohenlohe vient trouver Decazes et l'avertit que « M. de Bülow n'est pas entièrement satisfait des explications de M. de Gontaut-Biron, quoi qu'en ait pu écrire ce dernier à Paris » ; qu'il croit, pour sa part, aux intentions pacifiques du Gouvernement français et du pays ; mais que « l'état-major allemand considère que la guerre contre l'Allemagne est le but final » des armements français et « en envisage ainsi les conséquences ». Il semblait bien que Bismarck se disposât à demander à la France d'abandonner ou de modifier la loi des cadres, ce qui eût vraiment rendu la guerre inévitable.

On sait que, cette fois encore, les choses n'allèrent pas plus loin. Dès le milieu d'avril, le Gouvernement russe agissait à la Cour de Prusse. C'est le moment où le Tsar disait au général Le Flô : « Les intérêts de nos deux pays sont communs et si, ce que je me refuse à croire, vous étiez un jour sérieusement menacés, vous le sauriez bien vite, et vous le sauriez par nous. » Dès le 5 mai — le jour même où Hohenlohe parlait à Decazes — Schouvaloff était à Berlin, porteur des instructions du Tsar ; puis le lendemain, il partait pour Londres. Ce fut sans doute à ce moment que la Reine Victoria écrivit à sa fille, la princesse impériale, qui avait accompagné l'Empereur à Wiesbaden. En tout cas, le 9 mai, lord Russel faisait connaître à Bismarck qu'une entière conformité de sentiment unissait l'Angleterre à la Russie. Lorsque Alexandre II vint lui-même à Berlin, le 10 mai, il avait déjà cause gagnée. « La vérité, avoua-t-il le 14 à Gontaut-Biron, est que, dès mon arrivée, j'ai trouvé ici de meilleures dispositions que je ne m'y attendais. » Sans doute Bismarck s'était-il de nouveau convaincu, comme en mai 1874, qu'une France forte était nécessaire à l'Europe.

De ces faits, brièvement exposés, quelles conclusions devons-nous tirer? Ce qui est hors de doute, c'est d'abord que la France n'a rien fait qui justifiât la menace prussienne. La création des quatrièmes bataillons ne comportait pas, à beaucoup près, un accroissement d'effectif aussi considérable que le maréchal de Moltke voulait bien le dire et le Cabinet de Berlin ne pouvait pas ignorer qu'elle avait été votée à l'improviste, ce qui excluait toute idée d'un prétendu plan d'agression. D'ailleurs, nous l'avons vu, on ne peut chercher dans le vote du 12 mars la cause initiale de la crise, puisque la crise avait commencé bien avant. Toutes les paroles, tous les actes du Gouvernement français pendant les semaines

critiques prouvent sa résolution pacifique. Nous y ajouterons encore, néanmoins, un télégramme confidentiel que Decazes adressa à Gontaut-Biron le 16 mai 1875, à minuit trente, lorsqu'il eut la certitude que tout péril était écarté. On y verra toute la sincérité de sa joie, en même temps que certaines indications s'y trouvent sur la façon dont l'accord s'établit, en faveur de la France, entre la Russie et l'Angleterre.

Bien cher ami, je reçois votre lettre et votre dépêche du 14. Je m'associe à vos sentiments et à vos impressions. Je les partage. Je vous remercie et je vous embrasse avec reconnaissance. L'Empereur Alexandre arrivait à Berlin bien préparé. D'avance, il avait demandé à l'Angleterre d'appuyer ses demandes pacifiques et de provoquer l'appui de l'Italie et de l'Autriche. Cette dernière seule a évité de répondre et de s'associer à l'action commune, tant elle avait peur pour elle-même ! Pour décider l'Angleterre à secouer sa torpeur, le Tsar lui avait donné sur la question de l'Asie centrale une satisfaction longtemps désirée. Vous voyez qu'il était sincère quand il nous parlait « de nos intérêts communs ». Schouvaloff à Londres a développé cette pensée.... Tout cela est bon. Confiance, prudence, patience.

Ce qui n'est pas moins certain que le caractère tout pacifique de la politique française, c'est la pression exercée sur le Chancelier par le grand état-major allemand et par son chef, le maréchal de Moltke. Moltke estimait que la France ne tarderait pas à redevenir une puissance militaire avec laquelle il faudrait compter, et il était d'avis que l'Allemagne n'attendît pas ce moment-là. Sur les désirs de l'état-major, personne, dans l'entourage de Gontaut-Biron, ne paraît avoir eu de doute. Moltke lui-même les avoua à Nothomb le 30 avril. Et Bismarck, plus tard, les confirmera à demi en reconnaissant qu'ils allaient « jusqu'à compromettre la paix ».

Mais Bismarck? Souhaitait-il une nouvelle guerre ? A-t-il eu, dans cet hiver de 1874 à 1875, l'intention de la provoquer?

Il l'a nié ardemment, non seulement au moment même, mais aussi plus tard, quand il écrivit ses *Pensées et Souvenirs*. Il y insiste sur la faute qu'il aurait commise, s'il avait ainsi provoqué lui-même l'intervention de la Russie en faveur de la France, et il ne voit, dans les événements de 1875, que les effets d'un complot machiné par Gontaut-Biron et Gortschakoff. Mais ses explications sont si manifestement insuffisantes et si démenties par les faits [1], les rancunes per-

1. C'est ainsi qu'il persiste à accuser Gontaut-Biron de s'être rendu

sistantes qui les inspirent y apparaissent de si éclatante façon, qu'elles ne convaincront personne. La cause n'est point jugée.

On peut relever certaines présomptions. On sait combien le prince de Hohenlohe fut toujours favorable à Bismarck. Personnellement, il accepte sa thèse et ne croit pas à ses intentions belliqueuses. Mais il nous révèle, incidemment, dans ses *Mémoires*, qu'en octobre 1874 le roi Guillaume était d'un autre avis. Nous avons parlé du discours prononcé par l'Empereur à l'ouverture de la session parlementaire. Il était, tel que l'avait rédigé Bismarck, si provoquant que Guillaume déclara tout net qu'il se refusait à le lire : « Je ne veux à aucun prix d'une nouvelle guerre avec la France, confia-t-il à Hohenlohe ; mais je crains que Bismarck ne m'y amène insensiblement [1]. » Et Bismarck dut adoucir le ton du discours, sans y effacer tout à fait la menace. Il y avait donc, une fois de plus, désaccord entre le Chancelier et l'Empereur, et ceci déjà permettrait de supposer que si Bismarck voulut agir, l'année suivante, il se garda bien de découvrir à son maître toute sa pensée.

Or, les faits semblent confirmer l'hypothèse. La tension s'aggravait depuis des semaines, lorsqu'au milieu d'avril, sans raison apparente, l'apaisement se fit. Bülow rassura Gontaut-Biron le 15 ; le 16, l'Empereur lui-même dit à notre attaché militaire, Polignac, ces paroles énigmatiques : « On a voulu nous brouiller. Maintenant tout est terminé, tout à fait terminé. » Et le lendemain, 17 avril, il partit pour Wiesbaden, en devançant l'époque habituelle de son départ.

Rien cependant n'était terminé, au contraire. C'est après le départ de l'Empereur que Radowitz fit à Gontaut-Biron ses compromettants aveux ; c'est après le départ de l'Empereur que Nothomb recueillit les réflexions menaçantes de Bismarck, puis de Moltke ; c'est en l'absence de l'Empereur et probablement à son insu, que Bismarck prépara la démarche décisive, l'avertissement donné par Hohenlohe à Decazes, le 5 mai. Probablement à l'insu de Guillaume Ier ; du moins savons-nous que celui-ci, lorsqu'on lui communiqua la lettre de la Reine Victoria à sa fille [2], manifesta sa surprise et son

secrètement à Saint-Pétersbourg, en mars 1875. Il ne pouvait pas ne pas savoir que Gontaut n'y était pas retourné depuis l'année précédente.

1. La phrase est en style indirect dans le texte.

2. Il semble bien, d'après les *Pensées et Souvenirs*, que Bismarck n'osa discuter les affirmations de la reine que plusieurs mois après, en août.

indignation, écrivit à Bismarck en termes très vifs (einen groben Brief, nous a dit la princesse Marie de Bade) et repartit aussitôt pour Berlin. Tout cela n'est-il pas bien suspect? N'a-t-on pas l'impression que Bismarck, ce jour-là — ce n'en serait pas le seul exemple — avait espéré mettre l'Empereur en présence du fait accompli. Et devons-nous rejeter comme invraisemblable l'hypothèse que le grand état-major l'eût un moment convaincu de la nécessité d'une guerre préventive [1]?

Mais des impressions et des présomptions ne suffisent pas. Du moment que la guerre n'est pas sortie de la crise, il nous faudrait l'aveu même de Bismarck pour nous permettre d'affirmer, sans contestation possible, que Bismarck eût souhaité qu'elle éclatât. Après tout, l'intérêt véritable n'est pas là. Ce qui importe surtout, c'est de bien comprendre, à la lumière des événements de 1875, comment agit la politique allemande dès qu'elle rencontre un obstacle à ses volontés.

Depuis 1873, tous les événements ne s'étaient pas pliés aux désirs de Bismarck. Chaque jour, il s'était engagé plus avant dans la lutte contre le Saint-Siège, et chaque jour devenait plus incertaine la victoire de l'État prussien sur la Papauté. Non seulement, au Reichstag, le Chancelier s'irritait de son impuissance à mater l'opposition du Centre, mais il s'inquiétait plus encore de rencontrer partout, en Allemagne — sur le Rhin, dans l'Allemagne du Sud, en Pologne — la résistance opiniâtre des masses catholiques et de sentir, hors d'Allemagne, l'Europe lui échapper. A la fin de décembre 1874, en Espagne, la restauration alphonsiste avait renversé le Gouvernement du maréchal Serrano, dont il avait cru se faire un instrument docile contre la France et contre Rome. En février 1875, il avait commis la faute de menacer trop directement la Belgique et, derrière la Belgique, il avait rencontré l'Angleterre. Vers la même époque, il avait insinué au Gouvernement italien qu'il témoignerait utilement de ses bonnes intentions en abrogeant la loi des garanties, qui protégeait le Pape, et Victor-Emmanuel, au lieu de répondre, s'était concerté avec François-Joseph, qui

1. Nous sommes en droit de noter que cette hypothèse est admise par un diplomate allemand très averti et grand admirateur de Bismarck, Eckardstein. « Bismarck, écrit-il, qui avait alors (au printemps de 1875) subi la suggestion du parti militaire et n'avait pas été défavorable dans certaines conditions à une guerre préventive, changea aussitôt de politique, etc... » (Eckardstein, *Lebenserinnerungen*, II, 102).

vint, le 5 avril, lui rendre visite à Venise, dans l'ancienne capitale du royaume lombard-vénitien ; visiblement l'Italie et l'Autriche cherchaient à s'émanciper de la lourde tutelle allemande [1].

De l'Est, la Russie encourageait la France et se montrait mécontente de l'appui que trouvaient à Berlin les intrigues autrichiennes dans les Balkans. Enfin la France elle-même — cette France vaincue que la Prusse avait cru réduire à l'impuissance — se donnait, par le vote des lois constitutionnelles, un Gouvernement régulier et stable, reconstituait sa richesse nationale et son armée, retrouvait enfin en Europe, à défaut d'alliances, qu'elle ne pouvait espérer de longtemps encore, des sympathies précieuses.

A vrai dire, aucune puissance, ni l'Angleterre, ni la Russie, ni la France, ne songeait à menacer l'Allemagne. Toutes avaient besoin de la paix et ne demandaient que la sécurité du lendemain. Mais, si la situation n'était pas dangereuse encore, elle devenait incertaine, et Bismarck, que la crainte des coalitions obsédait, n'aurait pas été Bismarck, s'il n'avait pas été tenté de l'éclaircir, en faisant l'essai de sa force. La loi militaire d'avril 1874 lui a donné l'instrument : il s'en sert. Pendant l'hiver, l'état-major allemand fortifie les provinces orientales de l'Empire, y construit des voies ferrées, et oblige ainsi le Gouvernement russe à augmenter ses armements à son tour [2]. Puis Bismarck expédie Radowitz auprès

1. « Vous savez, dit lord Derby à notre chargé d'affaires à Londres, que l'entrevue de Venise a causé un grand mécontentement à Berlin ; l'irritation du Chancelier de l'Empire a été très remarquée. » L'article de la *Post*, le 9 avril, y faisait allusion. — Bismarck n'était pas mécontent que de l'Italie, mais aussi de l'Autriche, qu'inquiétaient les violences du kulturkampf. On fit grand bruit, au début de février 1875, autour d'une brochure parue à Vienne, qui représentait la prépondérance allemande comme une menace pour l'Autriche et prônait une alliance russe. On l'attribuait à l'archiduc Jean-Salvator. Nous savons, par une lettre de Bismarck à Radowitz du 15 février ce que le Chancelier en pensa (Wertheimer, *Graf Andrassy*, t. II, p. 223).

2. Des détails à ce sujet nous sont donnés par une dépêche confidentielle de Decazes au général Le Flô, du 1er février, dans laquelle Decazes rapporte les faits comme avérés, et non pour eux-mêmes, mais en considération de leurs conséquences. « Il n'est pas douteux, écrit-il, que l'état-major allemand a beaucoup travaillé depuis quelques mois dans les provinces orientales de l'Empire et que des travaux de fortification, d'armements et de chemins de fer y sont en cours d'exécution. Ces mesures de précaution n'ont point échappé au Gouvernement russe et il ne paraît pas avoir hésité à les considérer comme dirigées contre lui. C'est ainsi que s'expliqueraient les dispositions qu'il prend, de son côté, et les préparatifs qui se font pour augmenter considérablement les troupes qui pourraient être réunies dans les provinces polonaises, voisines de l'Allemagne. » — Il

du Tsar[1]. L'offre, accompagnée de la menace, c'est un procédé que nous retrouverons. Il ne réussit pas à Saint-Pétersbourg. Bismarck alors se retourne vers l'Ouest, où la loi des cadres lui fournit à point nommé le prétexte nécessaire ; et, malgré les explications de Gontaut-Biron, Hohenlohe prévient Decazes que l'état-major allemand n'est pas satisfait. Que signifiait la démarche du 5 mai, si elle n'annonçait pas, chez Bismarck, la résolution d'obtenir que la France interrompît ses armements[2] ? Peu importe les raisons qui l'empêchèrent de pousser plus loin. Il avait prouvé que l'Allemagne, sous sa direction, ne savait que faire appel à la menace, dès qu'elle ne rencontrait plus la docilité.

***

Il était inévitable que la guerre franco-allemande fût suivie, pour l'Europe entière, d'une période de crise, pendant laquelle s'élaborerait obscurément un équilibre nouveau. Celle-ci avait duré quatre ans. Pendant ces quatre années, le Gouvernement de Berlin avait été partagé entre le désir d'assurer la paix, qui lui garantissait ses gains, et celui de compléter sa victoire, en maintenant la France dans un état de faiblesse et d'isolement qui lui interdît tout espoir de revanche. Cette période trouble et agitée, suite naturelle de la guerre, est close en 1875. Désormais la France est réorganisée : il faudra de nouveau compter avec elle.

est curieux de constater qu'en février également Moltke, qui ne parlait pas à la légère, confia à l'ambassadeur d'Angleterre les difficultés qu'il avait eues à établir un plan de campagne contre la Russie. « Mais j'y suis parvenu, lui disait-il, et aucun travail ne m'a donné autant de satisfaction. » (Propos rapportés par de Sayve, chargé d'affaires de France à Berlin, le 20 février.)

1. « Il paraît, écrivit Gontaut-Biron, que Radowitz est allé proposer à la Russie de la seconder dans ses projets sur l'Orient, à condition qu'elle laisserait l'Allemagne mener comme elle l'entendrait les affaires d'Occident. L'Empereur de Russie a nettement refusé. » — C'est ainsi que l'on interprète, d'ordinaire, la mission de Radowitz. Mais nous n'avons pas sur elle de renseignements indiscutables.

2. La pression s'exerçait en même temps sous une forme plus amicale. « L'officier qui m'a donné jusqu'ici les avis les plus fidèles, écrit notre attaché militaire, Polignac, le 24 avril, m'a dit avant-hier : Il y a quelques jours, je vous conseillais de faire progressivement la nomination de vos officiers de l'armée territoriale ; aujourd'hui je vous dis : si vous les faites présentement, vous amenez la guerre. Il me semble que le maréchal de Moltke, dans ce cas, serait capable d'en arracher le consentement à l'Empereur, d'accord avec le Chancelier. »

Alors commence, dans l'histoire de ses relations avec l'Allemagne, une autre période, d'une dizaine d'années environ, pendant laquelle Bismarck, qui n'a pu l'empêcher de se relever, s'efforce de l'associer à sa politique et de l'amener ainsi peu à peu à oublier ou à accepter son démembrement. Pendant toute cette période — au moins dans l'ensemble — les relations des deux pays deviennent meilleures. Ils paraissent même, à certains moments, se rapprocher : le Gouvernement français ne se refuse pas à soutenir certaines initiatives du Cabinet de Berlin, qui, de son côté, offre son appui diplomatique à nos entreprises d'outre-mer. C'est une période de collaboration limitée, qui fut incontestablement profitable à la France, et pendant laquelle la politique de rapprochement — sous les réserves que nous dirons — eut à Berlin, dans la personne de deux ambassadeurs successifs, le comte de Saint-Vallier et le baron de Courcel, des défenseurs convaincus et habiles [1]. Il est indispensable de nous rendre compte des circonstances au milieu desquelles elle commença.

Au lendemain des victoires prussiennes, Bismarck avait paru concevoir l'équilibre européen sous la forme d'une entente des trois empereurs, sorte de Sainte-Alliance renouvelée, qui soutiendrait en Europe les intérêts conservateurs et maintiendrait le *statu quo*, c'est-à-dire garantirait à l'Allemagne sa nouvelle forme politique et ses conquêtes. Mais il est très douteux qu'il attribuât à cette entente, toute personnelle, la même vertu que Guillaume Ier. Il savait qu'elle était précaire, parce qu'elle réunissait deux puissances, la Russie et l'Autriche, dont les ambitions rivales devaient tôt ou tard se heurter dans les Balkans. Et puis, un jour ne viendrait-il pas, pour la Prusse elle-même, où Bismarck aurait besoin d'autre chose que d'une ligue de paix? L'entente des trois empereurs n'était faite que pour l'abstention.

Bismarck s'en aperçut au printemps de 1875. Quelle qu'eût été son intention — guerre préventive ou simple sondage — il savait désormais que l'Europe ne permettrait plus l'écrasement de la France ; que si l'entente des trois empereurs isolait la France, elle paralysait l'Allemagne : qu'elle n'empêcherait pas la Russie de poursuivre une politique indépendante ; et que l'Empire des Tsars n'hésiterait même pas, au besoin, à se mésallier avec la République pour obliger

1. Le comte de Saint-Vallier fut ambassadeur à Berlin de janvier 1878 à décembre 1881 ; le baron de Courcel, de février 1882 à août 1886.

l'Allemagne à compter avec lui. Le grave problème des rapports futurs entre l'Allemagne et la Russie était posé [1].

Aussi Bismarck se prépara-t-il à donner à la politique allemande un appui plus étroit, mais moins fragile : il l'orienta vers une alliance à deux, fondée sur la race et sur l'intérêt, solide, et qui pouvait devenir profitable, l'alliance de l'Allemagne et de l'Autriche. On ne peut guère douter qu'il y songeât depuis longtemps. Son rôle personnel dans les négociations qui suivirent Sadowa, la lutte qu'il soutînt contre l'obstination de Guillaume Ier pour obtenir que le Grand Etat-Major renonçât à toute annexion aux dépens de l'Autriche impliquaient l'idée qu'un jour viendrait, peut-être proche, où les deux empires centraux se réconcilieraient et se rapprocheraient. Ils se rapprochèrent en effet, dès 1872, mais ce fut indirectement, par l'intermédiaire de la Russie et dans le cadre d'une large entente défensive, l'entente des trois Empereurs [2]. Entre la Russie et l'Autriche, Bismarck ne se hâtait pas de choisir [3]. Il fallut, pour l'y décider, les complications orientales.

Celles-ci s'étaient annoncées de bonne heure, dès que la Conférence de Londres, en 1871, eût mis fin à la neutralité de la mer Noire ; mais ce fut, précisément, à ce début de l'année 1875 qu'elles s'aggravèrent, parce qu'aux ambitions russes s'opposèrent alors les prétentions autrichiennes. Nous trouvons, à ce sujet, de précieuses indications dans le récent

1. On peut rappeler ici un passage de Bismarck dans ses *Souvenirs* (II, 273). « On s'explique aisément, écrit Bismarck, qu'il y ait pour la Russie une limite, au delà de laquelle on ne permettra pas qu'on diminue l'influence de la France. Cette limite, à ce que je crois, fut atteinte par le traité de Francfort.... En 1875, j'étais convaincu que sur les bords de la Néva on se demandait, non sans quelque doute, si l'on avait bien eu raison de ne pas intervenir et de laisser les choses aller si loin. » Il est probable que les événements d'avril-mai 1875 contribuèrent à former la conviction de Bismarck.

2. Il semble, d'après les indications de Wertheimer (*Graf Andrassy*, II, ch. IV), qu'en dehors des promesses, toutes personnelles, qui purent être échangées à Berlin, pendant l'entrevue de 1872, l'entente des trois Empereurs n'ait comporté que deux accords défensifs séparés, l'un de l'Empereur d'Allemagne et du Tsar, conclu à Saint-Pétersbourg en avril 1873, et qui ne porta pas la signature de Bismarck, l'autre entre le Tsar et l'Empereur d'Autriche, conclu à Vienne le 6 juin de la même année.

3. D'après Eckardstein (*Lebenserinnerungen*, I, 296-299), Bismarck aurait d'abord songé à une alliance anglaise : il envoya Lothar Bucher à Londres, en décembre 1875, pour sonder les dispositions du Cabinet de Saint-James. Une lettre du Prince Münster confirme le fait. La mission, cela va sans dire, n'eut pas de suites. — On a peine à croire que Bismarck ait espéré qu'elle réussirait. Peut-être désirait-il simplement établir, entre l'Allemagne et l'Angleterre, des points de contact, que les complications orientales pouvaient rendre d'un jour à l'autre indispensables.

ouvrage de Wertheimer. *Le Comte Andrassy*[1]. Il nous apprend qu'en février 1874, François-Joseph, pendant sa visite à Saint-Pétersbourg, avait entretenu le Tsar d'une occupation militaire éventuelle de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche. Or, en juin 1875, à l'appel du gouverneur militaire de la Dalmatie, le général Roditsch, il entreprit un voyage dans les territoires de l'Empire limitrophes de la Bosnie. Et ce fut aussitôt après, le 9 juillet, que se produisit le soulèvement de l'Herzégovine contre les Turcs. La longue suite d'événements, coupée de multiples péripéties, qui devait aboutir aux traités de San Stefano et de Berlin, commence là.

Bismarck n'en pouvait méconnaître les dangers. Qu'il sût, ou non, tout ce qui s'était dit à Saint-Pétersbourg, en février 1874, son attention était éveillée, depuis l'entrevue des trois Empereurs, — nous le savons par lui-même — sur le péril d'une entente directe entre l'Empereur d'Autriche et le Tsar. Il ne jugeait nullement invraisemblable que les deux souverains pussent se mettre d'accord aux dépens de l'Allemagne et qu'à Vienne le parti antiallemand, qui n'avait pas désarmé, l'emportât sur le Chancelier[2]. Qu'arriverait-il, si la Russie et l'Autriche gagnaient la France?

Il lui fallait donc s'introduire en tiers dans les entretiens ou, mieux encore, sans y paraître, garder avec l'Autriche un contact étroit, la soutenir et la surveiller. Et si la partie était difficile à jouer, tant que durerait la paix, combien davantage le serait-elle, si jamais la guerre survenait entre Russes et Turcs, ou si, dans telles circonstances données, Bismarck en venait à préférer qu'elle éclatât? Bien que l'Allemagne n'eût, par elle-même, aucun intérêt dans les Balkans, elle ne pouvait permettre que la tutelle russe s'y installât : c'eût été le triomphe des Slaves sur les Germains et l'hégémonie des Tsars en Europe. Mais Bismarck ne voulait pas non plus engager son pays, à l'occasion des affaires balkaniques, dans une guerre contre la Russie, où il n'avait rien à gagner et qui eût fait de la Russie, pour longtemps, l'ennemie irréconciliable de l'Allemagne. Il lui faudrait donc limiter les ambitions russes, au profit des prétentions autrichiennes, tout en maintenant au moins l'apparence d'un accord entre les trois alliés de 1872. Nous n'avons pas à raconter ici comment il y parvint. Notons seulement que le Congrès de Berlin acheva

1. Wertheimer, *op. cit.*, ch. x.

2. Le livre de Wertheimer sur Andrassy a bien mis en lumière la communauté de vues du Chancelier austro-hongrois et de Bismarck.

de rendre illusoire l'alliance des trois Empereurs et fixa l'évolution de la politique allemande. Il contenait en germe l'alliance d'octobre 1879. En introduisant l'Autriche dans la péninsule des Balkans, en l'opposant à la Russie, Bismarck l'avait liée à l'Allemagne.

Mais l'alliance austro-allemande ne fut pas le seul résultat des complications balkaniques. Un autre est moins connu, qui nous intéresse plus directement : c'est la nouvelle politique qu'adopte alors Bismarck à l'égard de la France, la politique de rapprochement.

Celle-ci ne peut être bien comprise que dans ses rapports avec la politique générale et, en particulier, avec les péripéties de la question d'Orient. Nous aurions tort de nous exagérer, parce qu'il les exagérait à dessein lui-même, les préoccupations que donnait à Bismarck, en 1875, la reconstitution des forces militaires de la France. N'est-il pas caractéristique qu'aussitôt la crise terminée, personne, en Prusse, ne parla plus des dangers que faisait courir à la paix notre loi des cadres? On aurait pu dire, à ce moment déjà, ce qu'écrira plus tard un de nos ambassadeurs à Berlin, le baron de Courcel : « Il faut bien le reconnaître, dût l'aveu coûter à notre orgueil : la France ne tient plus la première place dans les préoccupations du Chancelier allemand. Pour lui, le chapitre de la France s'est terminé en 1870. Depuis cette époque, il se flatte que nous sommes hors de combat et pour ainsi dire hors de compte [1]. » Mais il ne faut pas non plus exagérer en sens contraire. Si Bismarck ne craignait plus la France, tant qu'elle restait isolée, il ne cessera jamais de craindre — combien de fois ne l'a-t-il pas dit? — un accord entre la France et la Russie qui eût obligé l'Allemagne à se défendre sur deux fronts. Et c'est pourquoi son attitude à notre égard dépendait de la situation dans l'Europe orientale. C'est pourquoi, aussi, la politique de rapprochement qu'il offre à la France, dès 1876, s'explique par les risques qu'il se décida alors à courir, en Orient, en liant partie avec l'Autriche contre la Russie.

Ces rapports étroits entre la politique orientale du Chancelier et sa politique à l'égard de la France, nous aurons, en poursuivant cette étude, bien des occasions de les faire apparaître. Mais n'est-il pas curieux de les saisir à l'origine même

1. (*Inédit.*) Courcel à Challemel-Lacour, ministre des Affaires étrangères, 10 mai 1883.

de la première tentative de Bismarck pour amener la France à se rapprocher de l'Allemagne en oubliant le passé? N'est-il pas plus curieux encore de constater qu'une tentative semblable avait été ébauchée déjà en 1873, avant la chute de Thiers, et qu'elle aussi s'expliquait par les complications orientales? Relisons une lettre de Gontaut-Biron, qui n'est pas tout entière inédite, mais qui n'avait pas jusqu'ici, que je sache, attiré l'attention. Notre ambassadeur y reproduit les confidences que venait de lui faire le ministre des Etats-Unis à Berlin, Bancroft :

Mes incertitudes sur la pensée du Chancelier, écrit-il le 19 mars 1873, tendent fort à se dissiper depuis une conversation que j'ai eue, il y a deux jours, avec un diplomate accrédité ici, connu par ses relations affectueuses et intimes avec tous les hommes d'Etat allemands. Mon collègue a fait pendant l'automne un voyage en Orient et il a été frappé de la décomposition rapide de l'Empire ottoman....

Le Cabinet de Vienne est le premier et le mieux instruit de cette situation. Il l'observe de près, à cause du contrecoup que les convulsions de l'Empire Ottoman à l'agonie peuvent exercer sur les populations slaves de la monarchie, à cause des visées d'agrandissement qu'il ne veut pas absolument s'interdire. *De Berlin, d'ailleurs, on aime à voir l'Autriche se tourner vers les contrées du Bas-Danube, car l'on a déjà calculé tout ce que les succès de la monarchie alliée pourront rapporter à l'Allemagne.*

De tout ce qu'il m'a dit ensuite, j'incline à penser que dans l'éventualité d'une dissolution de l'Empire Ottoman et au point de vue de l'Allemagne, dont ce diplomate est un des fidèles amis, *il souhaitait de nous voir adopter une ligne de conduite qui ne nous engageât pas dans une voie d'opposition avec celle du Cabinet de Berlin.* Ce qu'il m'a dit de l'Italie m'a confirmé dans cette supposition. Il regarde en effet le maintien et la consolidation de bons rapports entre les deux grandes nations du groupe méditerranéen comme un grand bienfait. Si la France était en bons termes avec l'Italie, les deux Cabinets pourraient suivre sur le terrain de l'Orient une politique identique. *Avec l'Autriche et l'Allemagne, on pourrait ainsi constituer un faisceau de forces européennes assez puissant pour faire prévaloir une solution de la question d'Orient conforme aux intérêts de l'Europe centrale....*

Je n'ai pas manqué de profiter de l'occasion pour pousser mon interlocuteur un peu avant dans la voie des confidences où il était entré. *J'avais cru remarquer depuis assez longtemps déjà qu'une entente presque intime sur toutes les questions de poli-*

tique générale n'existait pas seulement entre l'Allemagne et l'Autriche, mais aussi entre l'Autriche et l'Italie[1]. Moitié en questionnant, moitié sous forme d'affirmations, j'arrivai à me faire confirmer ces suppositions et mon collègue fut amené à conclure avec moi qu'elles reposaient sur des fondements très sérieux[2]....

Si ces confidences de Bancroft reflètent bien, comme il est permis de le croire, l'état d'esprit de Bismarck au début de l'année 1873, n'est-il pas singulièrement instructif d'y retrouver déjà, sauf en ce qui concerne l'Italie, le plan tout formé de ce que fut, quelques années plus tard, sa politique dans la question d'Orient, en même temps qu'à l'égard de la France?

***

Les premières avances du Gouvernement allemand au gouvernement français et les premiers essais d'action concertée datent du printemps de 1876. A ce moment, les trois Empires semblent d'accord pour soutenir les revendications des Chrétiens insurgés, sans menacer la paix; et c'est après s'être assuré la bienveillance de Gortschakoff et l'appui cordial de Bismarck qu'Andrassy a rédigé sa note du 30 décembre 1875, pour indiquer à la Porte les réformes que les trois puissances souhaiteraient obtenir d'elle en Bosnie. En juillet 1876, l'entrevue d'Alexandre II et de François-Joseph à Reichstadt n'est pas faite pour inquiéter Bismarck, quoi qu'il en ait dit, car il s'est mis d'accord avec Andrassy sur leur politique commune, lorsque celui-ci a précédé, le 9 mai, la venue du Tsar et de Gortschakoff à Berlin[3]. Pendant toute cette période, notre ministre des Affaires étrangères, qui est toujours le duc

1. Nous manquons encore d'informations sur les relations de l'Italie et de l'Autriche à cette époque. On dit généralement que des rapports plus cordiaux s'établirent entre elles après le voyage de Victor-Emmanuel à Vienne. Mais celui-ci est de septembre 1873 seulement.

2. Gontaut-Biron, *Mon ambassade à Berlin*, p. 307-308, analyse cette dépêche et en cite la fin. — Dans sa réponse, qui est du 7 avril, le ministre des Affaires étrangères, Rémusat, recommande à Gontaut-Biron de chercher à savoir jusqu'à quel point les confidences de Bancroft ont été spontanées. « La question serait particulièrement intéressante pour nous à éclaircir. »

3. D'après Wertheimer, ce fut sur la prière de Bismarck qu'Andrassy vint à Berlin, le 9 mai 1876, un peu avant l'arrivée du Tsar et de Gortschakoff. Wertheimer n'a trouvé aucun renseignement sur les entretiens des deux Chanceliers. Mais il ajoute qu'aussitôt après l'entrevue, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* annonça ouvertement au monde l'occupation de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche (*Graf Andrassy*, II, 296).

Decazes, n'a lui-même d'autre but que de servir d'intermédiaire entre la Russie et l'Autriche d'une part, l'Angleterre de l'autre, et de travailler à concilier les divergences. Puis, lorsque se produit, à Salonique, l'assassinat des consuls de France et d'Allemagne, notre diplomatie concerte même ses démarches avec la diplomatie allemande.

Aussi, le 19 juin 1876, à Ems, Guillaume Ier aborde-t-il Gontaut-Biron à la promenade, pour lui exprimer sa satisfaction : « L'Angleterre, ajoute-t-il, a tout fait pour vous entraîner de son côté et vous n'avez pas consenti à vous séparer de nous. » Quelque temps après, en août, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Bülow, exprime encore à Gontaut-Biron sa reconnaissance et celle de Bismarck « pour le concours, lui dit-il, que vous avez donné au Gouvernement allemand dans les réclamations relatives au meurtre de Salonique ». Enfin, plus tard encore, en janvier 1877, c'est à nouveau Guillaume Ier qui dit à Gontaut, en rappelant les démarches franco-allemandes de l'été précédent : « Nous avons été unis, la France et nous ; et nous le resterons, je l'espère bien. » Notre ambassadeur n'avait pas été accoutumé jusqu'alors à s'entendre parler ainsi[1].

A vrai dire, l'attitude changea bientôt à Berlin. Ce fut d'abord parce que certaines démarches russes compromirent le duc Decazes et donnèrent à penser qu'il s'entendait secrètement avec Gortschakoff. Puis ce fut surtout l'effet du 16 mai. Bismarck craignait vivement que le parti clérical ne s'emparât définitivement du pouvoir et que le Vatican n'entraînât la France à la guerre. Ni Mac-Mahon, ni le duc de Broglie, ni d'ailleurs notre ambassadeur à Berlin, Gontaut-Biron, ne lui inspirait confiance. Aussi, pendant tout l'été de 1877, la presse allemande reprit-elle un ton menaçant. La *Post* reparla de l'« arrogance française ». La *Gazette de l'Allemagne du Nord* recommanda de surveiller une nation « qui peut mettre, écrivait-elle, un million et demi de soldats au service du plus grand ennemi de l'Allemagne ». Et Bismarck en profita pour renforcer de deux régiments de cavalerie et d'un bataillon de chasseurs les garnisons d'Alsace-Lorraine.

A vrai dire, il est permis de supposer qu'il songeait au moins

1. Hanotaux (*Histoire de la Troisième République*, IV, p. 158) fait allusion à des démarches officieuses que Bismarck aurait tentées, peu avant le 16 mai, auprès de Thiers et de Jules Simon. Jules Simon, alors Président du Conseil, se serait séparé de Decazes pour préparer un rapprochement avec l'Allemagne.

autant à profiter de la crise politique qui paralysait la France qu'à se prémunir contre des périls qui n'étaient pas imminents[1] : les difficultés sans issue au milieu desquelles se débattit le ministère de Broglie après le 16 mai, permirent au Chancelier de mettre la France hors de jeu pendant la plus grande partie de cette année 1877, si critique, où se préparèrent en secret les événements décisifs de l'année suivante. Aussi Decazes prodigua-t-il en vain les assurances pacifiques[2], avec une sincérité qui n'est d'ailleurs pas douteuse. En vain Gontaut-Biron affirma-t-il à Guillaume Ier que le maréchal voulait « énergiquement la paix, au dehors comme au dedans », ce qui était vrai. Les relations restèrent difficiles tant que dura la tentative de gouvernement personnel.

Au milieu de décembre, on apprit à Berlin la formation d'un troisième ministère Dufaure, soutenu par l'union des gauches, dans lequel Waddington devint ministre des Affaires étrangères ; et le premier acte du nouveau ministre fut de rappeler Gontaut-Biron et de nommer à l'ambassade de Berlin le comte de Saint-Vallier, qui s'était distingué, pendant le gouvernement de Thiers et l'occupation du territoire, par la facilité de ses relations avec Manteuffel. Aussitôt les rapports se détendirent ; la presse allemande changea de langage. « L'Allemagne, écrivit la *Gazette Nationale*, peut remettre l'arme au pied. » C'était bien, cette fois, la politique de rapprochement qui l'emportait.

Pour faire comprendre les avantages qu'en attendait Bismarck, il suffit de rappeler brièvement la suite des faits qui marquèrent les premiers mois de l'année 1878.

En Allemagne, la période héroïque du Kulturkampf était passée ; la lassitude se montrait dans les deux camps. C'est à ce moment que mourut Pie IX (7 février) et que l'élection de Léon XIII permit d'espérer la paix. Bismarck avait

1. On sait que c'est à ce moment, en octobre 1877, que se placent les premières ouvertures du comte Henckel de Donnersmarck en vue de ménager une entrevue entre Gambetta et Bismarck. Bismarck prenait donc aussi ses précautions pour le cas où la tentative manquée de gouvernement personnel amènerait Gambetta au pouvoir.

2. Rien, écrivait Decazes le 23 mai 1877, ne sera changé à la politique du Gouvernement. « Les résolutions auxquelles j'ai participé depuis que le ministère des Affaires étrangères m'est confié, les déclarations que j'ai faites aux Chambres en plusieurs circonstances graves resteront ma règle de conduite. M. le Président de la République l'approuve ; le Cabinet tout entier se l'approprie et le Gouvernement n'en déviera pas, car elle est celle du parti conservateur comme de tous les partis en France. »

désormais l'esprit plus libre pour suivre de près les complications extérieures.

Au dehors, au contraire, en Orient, c'est la péripétie finale qui commence. En janvier, les troupes de Gourko descendent des Balkans vers la Thrace et, le 30, les Turcs signent les préliminaires d'Andrinople. Au milieu de février, l'Angleterre et l'Allemagne prennent ensemble position. C'est le 14 que la flotte anglaise vient protéger Constantinople en franchissant les Dardanelles ; c'est le 19 que Bismarck prononce au Reichstag un discours savamment mesuré, mais qui affirme, de façon très nette, la nécessité du Congrès. Le 3 mars, pourtant, les Russes imposent au Sultan le traité de San Stefano, et, pendant une quinzaine encore, la situation reste incertaine. La Russie hésite à se soumettre. Elle cherche à gagner l'Autriche, en l'associant à ses gains plus largement que ne le prévoyait la convention de janvier 1877. Ignatieff va trouver Andrassy ; il lui propose, contre son assentiment à la création d'une Grande Bulgarie, l'*annexion* immédiate de la Bosnie et de l'Herzégovine[1].

Mais Bismarck a, d'avance, rendu la manœuvre inutile. Il a fait espérer à l'Autriche davantage encore, au cas où la Russie ne céderait pas ; et il pousse les Autrichiens en avant pour intimider les Russes[2]. Aussi Andrassy répond-il à Ignatieff, en lui découvrant dans toute leur ampleur les ambitions autrichiennes : au delà de la Bosnie et de l'Herzégovine annexées, une Macédoine autonome, et la construction d'une voie ferrée qui, de Mitrovitza, prolongerait l'influence autrichienne jusqu'à Salonique[3]. Devant les menaces

1. C'est Carathéodory Pacha qui nous donne ce renseignement. — Cf. Hanotaux, *Histoire de la Troisième République*, t. IV, p. 341, en note.

2. Dans une lettre particulière de Saint-Vallier, du 29 mars, nous trouvons l'indication d'une démarche singulière de Moltke, qui n'avait pas coutume de s'avancer à la légère. « Le maréchal, qui ne prodigue pas ses visites et n'en fait qu'avec une mission et un but déterminés », était venu trouver l'ambassadeur d'Autriche à Berlin, Karolyi. « Le maréchal aurait dit tout d'abord qu'il y avait des choses qu'un ministre dirigeant, comme le prince de Bismarck, ne pouvait pas dire *lui-même* à un ambassadeur et dont il ne faisait part qu'à des amis particuliers ; mais que lui, militaire, n'était pas tenu aux mêmes ménagements et qu'il était en mesure de lui affirmer que le Gouvernement allemand, désireux de voir l'Autriche sortir *satisfaite* et *pourvue* du conflit oriental, l'appuierait et la soutiendrait, si elle se faisait donner dans la péninsule balkanique des territoires qui compléteraient utilement l'annexion insuffisante de la Bosnie et de l'Herzégovine. » Et Moltke avait parlé à Karolyi de l'Albanie et de Salonique.

3. Le renseignement vient de Hanotaux (*op. cit.*, IV, 341, note), qui n'en indique pas l'origine. Il est tout à fait d'accord avec les propos de Moltke, rapportés par Saint-Vallier.

de l'Angleterre et les exigences de l'Autriche, le Tsar ne peut guère refuser l'entremise de « l'honnête courtier » qui s'offre. Mais il faut, pour que Bismarck soit entièrement maître du jeu, que la Russie soit isolée au Congrès. Il faut donc qu'il ait gagné la France.

C'était, en réalité, une bonne fortune pour le Cabinet de Berlin, qu'à ce moment précis un nouveau gouvernement français eût donné pour base à sa politique une entente étroite avec l'Angleterre et se montrât disposé à rétablir entre la France et l'Allemagne des relations plus confiantes. Aussi ne lui ménage-t-il pas les avances. Lorsque Saint-Vallier arrive à Berlin, le secrétaire d'état aux Affaires étrangères, le comte de Bülow, « se hâte » de venir le trouver « après avoir vu l'Empereur », pour lui annoncer que l'Empereur et l'Impératrice le recevront dès le lendemain ; il lui donne l'assurance « des sentiments pacifiques et amicaux du Gouvernement allemand » et ajoute « qu'il sait être l'interprète du prince de Bismarck » en lui apportant cette assurance « sans aucune espèce de réserve [1] ». Le 4 février, Saint-Vallier écrit que les représentants des États allemands au Bundesrath l'ont tous félicité du bon accueil qu'il a reçu : ils y voient, « suivant leur expression, une *ère nouvelle* dans les rapports de la France et de l'Allemagne ».

A ce moment, Bismarck était à Friedrichsruhe. Dès qu'il en revient, le 16 février, il devance Saint-Vallier, et lui fait une longue visite. « Il s'est montré particulièrement aimable, écrit Saint-Vallier, pour vous et pour moi dans son langage, qui a été absolument sympathique au Cabinet du 14 décembre. Ses déclarations fort nettes au point de vue pacifique se sont résumées dans ce dernier mot : que mon discours d'arrivée à l'Empereur répondait entièrement à ses vues et définissait le terrain politique sur lequel il désirait marcher avec moi [2]. » Et, pendant le mois qui suit, l'entente paraît si complète entre Paris et Berlin sur les questions orientales que Bismarck, vers le milieu de mars, offre à Waddington la présidence du futur Congrès [3] !

1. Saint-Vallier, 30 janvier 1878.
2. Saint-Vallier, télégrammes, 4 et 16 février.
3. C'est par Saint-Vallier que Bismarck fit pressentir Waddington. Nous n'avons pas trouvé la lettre particulière, dans laquelle Saint-Vallier transmettait l'offre de Bismarck, mais seulement le télégramme par lequel Waddington y répondait le 19 mars. — Il est bien peu probable que Bismarck ait pris lui-même son offre au sérieux ; mais elle est caractéristique de l'attitude qu'il prend alors à l'égard de la France. — On sait, par la

Waddington décline, cela va sans dire, un aussi dangereux honneur. Mais il se garde bien de repousser les avances de Bismarck. La France a besoin de la paix. Elle sort, comme l'Allemagne, d'une crise intérieure, beaucoup plus courte que le Kulturkampf, mais dont la solution, toute récente, laisse l'avenir incertain. Le pays, qui a fait échouer la tentative de gouvernement personnel, se contentera-t-il de la République conservatrice? Entre les droites vaincues et la gauche impatiente, combien de temps le ministère Dufaure se maintiendra-t-il? Pour consolider, en tout cas, les institutions républicaines, après les périls du 16 mai, il faut écarter toute menace extérieure ; il faut donner à la France le sentiment qu'elle peut consacrer ses forces à achever dans la paix son évolution politique. Waddington reçoit donc avec joie les assurances que lui transmet Saint-Vallier. « Veuillez, lui écrit-il le 1er février, en remercier dès à présent M. le secrétaire d'État, en ajoutant que, nous aussi, nous n'avons rien tant à cœur que la paix et la bonne harmonie avec tous nos voisins. »

Sans doute il ne faudrait pas croire que la France fût dès l'abord gagnée à une politique de collaboration confiante avec l'Allemagne. Celle-ci n'eût été possible que si l'Allemagne eût consenti à guérir la blessure faite en 1871 ; et elle n'y pensait guère. De bonne heure, Saint-Vallier en avertit ceux qui, peut-être, se faisaient illusion à cet égard. « C'est un point, écrit-il en décembre 1878, sur lequel tous les partis sont et seront toujours d'accord, et même les hommes d'État... qui déclarent hautement qu'en ajoutant la Lorraine à l'Alsace, l'Empire a commis une lourde faute... ; tous affirment qu'aujourd'hui le mal est fait, et qu'aucun gouvernement, si fort et si populaire qu'il fût, ne serait plus en mesure de détacher un lambeau du territoire maintenant compris dans la grande patrie allemande. »

A la politique de rapprochement, le Gouvernement français assigne donc une limite qu'il ne franchira jamais : l'accord entre les deux pays ne saurait comporter l'acceptation défi-

correspondance de Gambetta, que le Gouvernement français avait hésité même à accepter de prendre part à un congrès siégeant à Berlin. « Si on se réunit à Berlin sous la présidence du monstre, écrivait Gambetta le 6 mars, il faut y aller, surtout si c'est de lui que vient l'invitation. J'ai passé la nuit avec notre ministre ; je me décide et vais préparer la note pour défendre le sentiment d'action.... Les terribles mots : une lâcheté ou une agression (le refus serait une lâcheté ou une agression) résument tout. »

nitive du démembrement. Cette réserve, nous la trouvons mainte fois indiquée dans la correspondance, quel que soit le ministre qui dirige notre diplomatie : Waddington, Freycinet, Challemel-Lacour ou Jules Ferry. Saint-Vallier ne la dissimule pas à Bismarck, et moins encore le baron de Courcel. Il faut citer — parce que nulle part elle n'est exprimée avec plus de précision et de force — ce passage du baron de Courcel, dans une lettre du 3 décembre 1884 à Jules Ferry :

Pacifier le présent, réserver l'avenir, tel est le programme que j'ai toujours eu devant les yeux depuis qu'il a été question, entre la France et l'Allemagne, de substituer le calcul des intérêts réciproques à la vanité et aux dangers de provocations bruyantes, aussi peu sincères d'un côté que de l'autre. Dès le début de nos pourparlers, j'ai spécifié, avec le comte de Hatzfeldt et avec le Chancelier lui-même, qu'il ne serait jamais question entre nous d'Alsace ni de Lorraine, qu'il y avait là, un domaine réservé pour les uns comme pour les autres, où il devait nous être interdit de pénétrer, parce que nous ne pourrions jamais nous y rencontrer en bon accord.

Sans doute aussi les vœux de Bismarck allaient-ils plus loin' En offrant à la France hors d'Europe, des satisfactions d'amour-propre ou d'intérêt, il espérait bien lui faire accepter, quelque jour, une entente plus générale et définitive. La politique des accords limités et successifs, *von Fall zu Fall*, n'était pour lui qu'un pis aller en attendant mieux. « Je désire en arriver, disait-il au baron de Courcel, à ce que vous pardonniez Sedan, comme vous avez pardonné Waterloo. » On ne saurait être plus franc. Et nous ne pouvons mieux définir les intentions de Bismarck, après 1878, qu'en empruntant les termes mêmes dont se servait le baron de Courcel, dans une lettre du 20 janvier 1885 :

Assoupir nos souvenirs, détourner nos regards du passé vers un avenir indéterminé, afin de mieux nous habituer aux conditions rigoureuses du présent, nous entraîner ainsi, d'une façon presque insensible, à l'acceptation définitive des faits accomplis en 1815 et en 1871, de manière que la France, résignée à ces démembrements successifs et prenant une bonne fois son parti de l'hégémonie militaire et géographique de la Prusse, gravite désormais dans l'orbite du nouvel empire allemand, tel est le programme que le prince de Bismarck suit à notre égard.

Il était donc inévitable que le Chancelier éprouvât quelque irritation, lorsqu'il s'aperçut que, malgré ses prévenances,

la France ne consentait pas à oublier. Mais est-il permis d'en conclure que la France a fait échouer délibérément la politique d'entente et qu'elle a forcé l'Allemagne de reprendre à son égard, après 1885, une attitude hostile et agressive? Évidemment non. Si Bismarck ne désirait que la paix, aucun des gouvernements français qui se sont succédé de 1878 à 1885 ne lui a permis de douter qu'il pût compter sur la France pour la maintenir. Il faut, malgré leur monotonie, citer quelques-unes des assurances qu'à l'entrée en fonctions de chaque nouveau ministère, transmettait notre ambassadeur à Berlin :

Je considère comme un devoir de vous inviter à témoigner au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, le haut prix que j'attache à entretenir avec lui des relations fondées sur une confiance mutuelle.... Je compte sur votre entremise pour en faire parvenir sans retard l'expression. (Waddington à Saint-Vallier, 14 décembre 1877.)

Je vous prie de transmettre au Gouvernement allemand l'assurance que la modification ministérielle qui vient de se produire en France n'amènera aucun changement dans les principes auxquels obéit notre politique étrangère. Nous souhaitons de conserver avec l'Allemagne en particulier les rapports amicaux que vous aviez été chargé d'établir et que vous avez su assurer à la satisfaction mutuelle des deux gouvernements. Notre sentiment à cet égard ne saurait varier. (Freycinet à Saint-Vallier, 2 janvier 1880.)

Mon premier devoir est de vous prier d'assurer le Gouvernement près duquel vous êtes accrédité, que le nouveau Cabinet ne changera rien à la politique extérieure du Cabinet précédent. Jamais la France n'a attaché plus de prix au maintien de la paix. (Barthélemy Saint-Hilaire à Canclaux, chargé d'affaires à Berlin, 24 septembre 1880.)

J'ai dit à l'Empereur, écrit le baron de Courcel le 13 février 1882, après la constitution du deuxième ministère Freycinet, que M. Grévy m'avait tout particulièrement chargé[1] de lui exprimer avec une entière franchise le désir qui anime le Gouvernement de la République de vivre en bon accord avec le Gouvernement impérial d'Allemagne. J'ai ajouté que le mandat dont j'ai été chargé répondait, dans ma conviction, non seulement aux intérêts des deux grands peuples, mais aux sentiments unanimes de mes compatriotes et que le vœu le plus sincère de la nation française était de voir la concorde régner parmi les divers États de l'Europe.

1. Le baron de Courcel venait remplacer à Berlin, comme ambassadeur, le comte de Saint-Vallier. Il présente à l'Empereur les lettres de créance du Président de la République. C'est pourquoi il parle au nom de celui-ci.

J'ai ajouté, écrit le 4 décembre 1884, le baron de Courcel, qui vient d'apporter à Berlin les assurances pacifiques du nouveau ministère Jules Ferry, que je vous avais trouvé personnellement animé des dispositions les plus conciliantes à l'égard de l'Allemagne, convaincu que le maintien de la paix et des rapports de bon voisinage entre les deux pays était un besoin universellement ressenti en France, et porté à faire ce qui dépendrait de vous pour donner satisfaction à ce besoin.

Je viens de voir le prince de Bismarck, écrit enfin le baron de Courcel le 11 avril 1885, lorsque Freycinet devient pour la troisième fois ministre des Affaires étrangères. Il m'a chargé de vous transmettre ses compliments personnels et de vous exprimer la confiance que les rapports établis dans ces derniers temps entre la France et l'Allemagne ne subiraient aucune altération.

Mais la politique extérieure de la France ne dépendait pas que du Cabinet. On sait que le Président Grévy a toujours considéré comme un devoir strict de la contrôler et de ne pas permettre que des intérêts de parti pussent l'engager hors des voies pacifiques. Bismarck ne l'ignorait pas et nous venons de voir le baron de Courcel le rappeler à l'Empereur en février 1882. Or, auparavant déjà, à un moment où Guillaume Ier manifestait quelque inquiétude — à la veille du ministère Gambetta —, Saint-Vallier lui avait apporté la parole même du Président Grévy, dans une forme qui ne pouvait laisser aucun doute et que nous tenons à reproduire. Après avoir insisté sur les « constants efforts » du Président Grévy « pour consolider les bonnes relations de la France avec les puissances voisines, notamment avec l'Allemagne », il était allé plus loin.

Je tenais au surplus, écrit-il, à rapporter à Sa Majesté une déclaration que m'avait récemment faite le Président de la République lors de mon dernier entretien avec lui. M. Grévy m'avait dit, en termes formels auxquels son caractère donnait un grand poids, qu'il ne permettrait jamais, aussi longtemps qu'il exercerait la magistrature suprême, qu'on lançât la France, si elle n'était pas attaquée, dans la voie belliqueuse ; résolu à remplir jusqu'à son terme légal le mandat qu'il a reçu des élus du pays, il saurait poursuivre fermement et faire continuer par tous ses ministres, quels qu'ils fussent, une politique de paix commandée par les besoins, les intérêts et la volonté de la nation ; s'il entendait laisser une grande liberté d'action à ses ministres dans le domaine des affaires intérieures, s'il observait généralement une abstention qu'il jugeait conforme à son rôle et à son mandat, même parfois en présence de mesures qu'il n'approuvait pas, il y avait

un point sur lequel il ne transigerait jamais, qu'il n'abandonnerait jamais aux passions et aux courants des partis politiques qui pouvaient être amenés au pouvoir, ce point, c'est la sécurité de la France, le maintien de ses bons rapports avec l'étranger : là on le trouverait inébranlable ; on pouvait y compter et s'en remettre à sa parole.

Et Saint-Vallier ajoutait encore :

Cette déclaration dans sa bouche, faite à un ambassadeur, doit inspirer confiance. Je l'ai recueillie avec une grande satisfaction pour la transmettre à Votre Majesté.

En fait, il n'est qu'un seul ministère, pendant cette période, contre lequel Bismarck ait manifesté quelque défiance : c'est le ministère Gambetta. Et cette défiance ne se justifiait pas. Les paroles mêmes que nous venons de citer prouvent que le Président Grévy se serait refusé jusqu'au bout à appeler Gambetta au pouvoir, s'il avait pu craindre que la paix en fût compromise. Mais nous avons une preuve directe des sentiments de Gambetta à cette heure si grave de sa carrière : c'est un échange de lettres entre le Président du Conseil et Saint-Vallier, qui n'était retourné à Berlin que pour y prendre congé. Ces lettres font à l'un et à l'autre le plus grand honneur. Saint-Vallier avait promis à son nouveau chef, qu'il ne devait servir que quelques semaines, de le renseigner sans ménagement sur l'accueil que le « grand ministère » recevait à Berlin. « Il n'est, écrivait-il le 4 décembre, ni malveillant, ni hostile de parti pris, mais il est certainement empreint d'une défiance et d'une réserve marquées. » Chez l'Empereur, il note « des appréhensions », chez le Chancelier « une réserve attentive et même soupçonneuse », mais dissimulée sous des dehors de bon vouloir que le prince de Hohenlohe a pour instruction de donner explicitement au Gouvernement français. Puis il interprète avec beaucoup de finesse l'attitude du cabinet de Berlin.

Je ne crois pas, écrit-il, que ces assurances soient mensongères, ni qu'elles aient pour but de nous inspirer des illusions ; je vais plus loin, je les regarde comme sincères dans une certaine mesure et j'ai la conviction que le Gouvernement impérial désire véritablement continuer à entretenir avec la France des relations pacifiques et amicales. Mais, avec la défiance instinctive de l'esprit allemand, le Chancelier veut, dès à présent, prendre ses précautions et préparer son terrain pour le cas où les relations viendraient à être troublées plus tard entre les deux Gouverne-

ments. Il veut être en mesure, si cette éventualité venait à se réaliser, de pouvoir prouver à l'Europe que les torts ne sont pas de son côté ; qu'il a, au contraire, fait bon accueil à votre ministère, malgré les arrière-pensées de revanche qu'on vous à prêtées ; qu'en un mot les procédés, l'attitude conciliante, les vues amicales même ont été de son côté et qu'il n'a été ni le provocateur, ni l'agresseur.

Et Saint-Vallier termine ainsi :

Je n'ai pas besoin, je crois, d'ajouter que, depuis mon arrivée ici et dans toutes les occasions, j'affirme hautement, avec l'énergie que m'inspire une ferme conviction, qu'il existe en France, dans le gouvernement, dans le parlement, dans la nation, une volonté arrêtée de maintenir avec l'Allemagne des relations pacifiques et de bon voisinage ; ce sont là des assurances que j'aurai soin de renouveler dans les audiences de congé que l'Empereur, l'Impératrice et tous les Princes doivent m'accorder sous peu de jours.

Gambetta, qui répond à Saint-Vallier le 7 décembre, le remercie de sa franchise ; puis il définit sa propre attitude :

Cela dit, écrit-il, et bien résolu à tirer des précieux renseignements que vous me transmettez les conseils d'extrême réserve et de prudence que comporte la situation des deux pays et des deux Gouvernements, je me bornerai pour aujourd'hui à une remarque de fait sur la partie la plus importante de vos communications. En rappelant mon attention sur la défiance instinctive de l'esprit allemand à l'égard de la France et du chef du nouveau ministère, vous nous mettez en garde, avec un sens de pénétration que j'apprécie, contre l'attitude d'observation adoptée par le prince de Bismarck pour le cas où les relations viendraient à être troublées ultérieurement entre les deux Gouvernements, et contre le soin que désormais apporterait le Chancelier à se ménager aux yeux de l'Europe le bénéfice d'un rôle conciliant et même amical de nature à le disculper, le cas échéant, de tout incident de provocation ou d'agression qui pourrait se produire. De notre côté, c'est le rôle même que nous entendons prendre avec une sincérité au moins égale et le ferme propos de n'apporter ni par des paroles ni par des actes la moindre contradiction entre notre conduite et nos déclarations.

Entre le ministère Gambetta et ceux qui l'ont précédé ou suivi, il n'y a donc d'autre différence qu'un peu plus de réserve, imposée par la défiance allemande. Il n'interrompt pas la suite continue et convaincante des assurances et des sentiments pacifiques.



Mais, pour mieux préciser les caractères de la politique bismarckienne à l'égard de la France, entre 1878 et 1885, il est nécessaire d'en exposer brièvement l'évolution et d'en bien montrer les rapports avec les autres manifestations de la politique allemande en Europe.

En 1878 et pendant la plus grande partie de l'année 1879, c'est contre la Russie que travaille la chancellerie de Berlin. Son but est de mettre une barrière au progrès du slavisme dans la péninsule des Balkans et d'y empêcher à tout prix la formation d'un grand Etat slave[1]. Puis, quand elle y est parvenue en installant les troupes et l'administration autrichiennes dans la Bosnie et dans l'Herzégovine, il lui faut encore compléter son œuvre en liant l'un à l'autre les deux grands Etats germaniques, l'Allemagne et l'Autriche, par une alliance intime et permanente[2], qui étaiera de la force allemande la fragilité de l'Empire austro-hongrois. Alors seulement l'Allemagne n'aura plus à craindre les ambitions russes, même au jour critique où deviendra nécessaire la liquidation de l'Empire Ottoman. Mais pour accomplir une pareille œuvre, qu'il était seul capable de concevoir et que Guillaume I[er] ne paraît pas avoir jamais comprise, Bismarck avait besoin d'isoler et de paralyser la Russie. De là son attitude à l'égard des deux grandes puissances occidentales, l'Angleterre et la France.

1. On ne peut mettre en doute que Bismarck vît, dans la rivalité de la Russie et de l'Autriche dans les Balkans, l'une des formes de la lutte de la race slave contre la race germanique et qu'il considérât comme un intérêt vital pour l'Allemagne même de soutenir l'Autriche contre les progrès du slavisme. Ce n'était pas là seulement, d'ailleurs, la pensée personnelle de Bismarck. Lorsque, dans son discours au Reichstag du 19 février 1878, il affectait un certain air de détachement à l'égard des intérêts allemands dans la péninsule balkanique, Windhorst, qui n'avait pas les responsabilités du pouvoir, lui répondait avec plus de franchise, aux applaudissements de l'Assemblée : « Je ne trouve pas, s'écriait-il, les intérêts de l'Allemagne si réduits que l'on nous dit dans ce conflit. Mon opinion est qu'il s'agit, dans cette question orientale, de la grande question, si pleine de conséquences pour l'avenir : lequel des deux éléments, ou germanique ou slave, doit dominer le monde. (Cris : c'est très vrai !) Nous devons embrasser l'intérêt allemand dans son universalité. »

2. Nous savons aujourd'hui que Bismarck n'obtint qu'assez tard la permanence de l'alliance. En 1879, elle ne fut conclue que pour cinq ans. Elle fut ensuite plusieurs fois renouvelée. Et ce ne fut qu'en 1902 qu'il fut convenu que l'alliance serait renouvelée automatiquement de trois en trois ans, si aucune des deux parties contractantes ne la dénonçait avant une date prévue.

Au Congrès, Bismarck pouvait compter sur l'Angleterre, où le ministère conservateur était, par tradition, hostile à toute extension de l'influence russe. Il semble bien, d'ailleurs, qu'il fût, à l'avance, d'accord avec elle. On connaît les propos que tint à M. Gavard, notre chargé d'affaires à Londres, le comte de Salisbury, qui, se rendant à Constantinople, en décembre 1876, s'était arrêté à Berlin[1]. Dans les cercles diplomatiques, en tout cas, on ne mettait guère en doute des tractations secrètes. « On suppose assez généralement, écrit le baron de Courcel quatre ans plus tard, que lors du Congrès de Berlin, dans des entretiens intimes avec lord Beaconsfield, dont il avait beaucoup goûté l'esprit, le prince de Bismarck avait offert ou promis à l'Angleterre l'Égypte, pour sa part dans les dépouilles de la Turquie. » On sait aussi qu'en attendant le futur partage, l'Angleterre, dès le 4 juin, obtint de la Porte l'île de Chypre, par une convention particulière qui violait, sinon la lettre, du moins l'esprit des accords intervenus avant la réunion du Congrès. Que Bismarck eût été ou non au courant, il se montra très mécontent, quand les plénipotentiaires britanniques durent avouer la convention anglo-turque[2] et il n'est pas douteux qu'il en tira parti : ce fut l'Angleterre qui dut prendre l'initiative de proposer au Congrès l'occupation provisoire de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche.

L'affaire de Chypre permit aussi à Bismarck d'obliger l'Angleterre à s'associer aux offres qu'il fit alors à Waddington, pour hâter le rapprochement de l'Allemagne et de la France. Nous ne savons pas avec certitude si ce fût Salisbury ou Bismarck qui, le premier, aborda la question tunisienne.

1. Cf. Émile Bourgeois, *Manuel historique de politique étrangère*, III, 805. « Une heure et demie, pendant laquelle le Chancelier a parlé tout le temps avec une verve, une crudité, un esprit, une grossièreté sans pareils, mais chaque mot marqué au cachet de l'homme supérieur. Il fait des offres indirectes, à la façon de Biarritz, à l'Angleterre, à laquelle il offre l'Égypte en restituant à la Russie les bouches du Danube. Tout le monde résistera-t-il à la tentation? »

2. Nous avons ici le témoignage de Saint-Vallier, dans une dépêche confidentielle du 8 juillet 1881, où il rappelait à Barthélemy Saint-Hilaire, alors ministre des Affaires étrangères, ses souvenirs du Congrès de Berlin. Après avoir constaté la mauvaise impression que ressentirent tous les plénipotentaires étrangers, lorsqu'ils apprirent l'existence de la convention anglo-turque relative à Chypre, il ajoutait : « Je me souviens que le prince de Bismarck en a exprimé sans détours son déplaisir et que le comte de Schouvaloff, avec l'habile souplesse qui le rendait si redoutable, a immédiatement cherché s'il n'y verrait pas un moyen d'amener une rupture ou du moins un refroidissement entre nous et les plénipotentaires britanniques.

Mais il est bien vraisemblable que ce fut Bismarck, car l'offre de la Tunisie est liée à toute une politique que Bismarck n'a pas dû improviser. Voici comment il l'exposait lui-même, six mois après, en rappelant à Saint-Vallier leurs conversations du Congrès[1] :

Eh bien ! lui disait-il, je crois que la poire tunisienne est mûre et qu'il est temps de la cueillir... J'ignore si cela vous tente et ce que vous voulez faire ; mais je tiens à vous répéter ce que j'ai dit en juillet à M. Waddington : mon désir est de vous donner des gages de bon vouloir dans les questions qui vous touchent et où il n'y a pas d'intérêts allemands opposés aux vôtres.... Je le répète, je crois qu'il faut au peuple français (bien qu'il fasse preuve maintenant d'une grande sagesse) des satisfactions d'amour-propre, et je désire sincèrement lui voir obtenir celles qu'il peut rechercher dans le bassin de la Méditerranée, *sa sphère d'expansion naturelle*.... Je me suis préoccupé de ce qui pourrait calmer la blessure qu'on a éprouvée chez vous après l'affaire de Chypre et j'ai parlé de Tunis à M. Waddington. J'y reviens aujourd'hui....

Le ministère Waddington, qui ne pouvait faire état de conversations secrètes pour rassurer l'opinion, ne crut pas possible de s'engager encore dans la politique d'expansion coloniale, ainsi que l'y encourageait Bismarck[2]. Mais il ne pouvait méconnaître l'importance de l'offre, et celle-ci rendit sans doute plus confiants les rapports entre les cabinets de Paris et de Berlin.

Après le Congrès, le Gouvernement impérial reste en contact étroit avec ceux des deux puissances occidentales. Si nous en croyons les *Souvenirs* récents du baron d'Eckardstein, des pourparlers se poursuivirent même entre Beaconsfield et Bismarck, d'accord avec Andrassy, en vue d'une triple alliance défensive de l'Allemagne, de l'Angleterre et de l'Autriche[3]. Quant à la France, tout en écoutant les offres

1. Saint-Vallier avait assisté Waddington au Congrès de Berlin. — On trouvera à l'Appendice le texte complet de la lettre que nous citons et qui est du 5 janvier 1879.

2. Le 8 janvier, Waddington, en répondant à la dépêche de Saint-Vallier du 5, annonçait l'envoi d'un ultimatum au Bey de Tunis. Mais il ajoutait : « Nous sommes persuadés toutefois que le Bey cédera. » — Quand on pense à l'attitude des Chambres, trois ans et demi plus tard, à propos de la question d'Égypte, on ne peut blâmer la prudence de Waddington.

3. Eckardstein aurait recueilli à ce sujet les confidences de M. Montagne Corry, plus tard lord Rowton, secrétaire particulier de lord Beaconsfield, confidences qui lui auraient été confirmées, nous dit-il, par Herbert Bismarck et par Holstein. « L'impression de lord Beaconsfield, ajoute-t-il, aurait été, à ce moment, que déjà Bismarck et Andrassy avaient examiné

du Chancelier, elle continuait à chercher à Londres son principal point d'appui. Mais Bismarck n'avait alors aucun désir de troubler l'intimité franco-britannique ; il ne souhaitait, bien au contraire, que la resserrer : tant que le parti conservateur gouvernerait à Londres et tant que les deux cabinets de Londres et de Paris suivraient en Orient une politique commune[1], l'Allemagne n'aurait pas à craindre que la France se laissât gagner par le mirage d'une alliance russe. En fait, une sorte de collaboration à trois s'établit, pendant les longues négociations qui s'engagèrent pour l'exécution du traité de Berlin. Et ce fut même entre l'Allemagne et la France qu'elle parut souvent le plus intime. Lorsque Waddington expédia la circulaire du 21 octobre 1878, où il invoquait l'article 24 du traité de Paris pour demander aux puissances signataires d'intervenir entre la Porte et la Grèce, son initiative reçut le plein assentiment et l'appui de la Chancellerie impériale. Puis Bismarck ne cessa pas de soutenir Waddington dans ses efforts pour procurer à la Grèce un agrandissement de territoire, tandis que Waddington aidait Bismarck à défendre les intérêts de la Roumanie.

Ainsi, peu à peu, la collaboration se resserrait. Au commencement de janvier 1879, Saint-Vallier passe trois jours entiers avec Bismarck, dans l'intimité de Friedrichsruhe[2], et leurs entretiens prolongés « passent en revue toutes les questions qui faisaient l'objet des préoccupations du moment ». L'accord est si complet que l'élection de Jules Grévy à la présidence de la République, le 3 janvier 1879, et la formation d'un nouveau ministère n'éveillent à Berlin aucune inquiétude : il suffit, pour rassurer Bismarck, que Wad-

l'opportunité d'une alliance austro-allemande et que l'idée d'y faire participer l'Angleterre émanait d'Andrassy. » D'après Eckardstein, les pourparlers entre Bismarck et Beaconsfield se prolongèrent jusqu'à la chute du ministère conservateur. Cf. Eckardstein, *Lebenserinnerungen*, t. II, p. 105 et suiv.

1. Il faut tout à fait écarter l'idée que Bismarck, en encourageant la France à occuper la Tunisie, eût l'arrière-pensée de la brouiller avec l'Angleterre. Toute la correspondance prouve qu'à cette époque il désirait que l'accord durât entre l'Angleterre et la France ; et il suffit de considérer la situation européenne dans son ensemble pour comprendre que cet accord favorisait *alors* les desseins de la Chancellerie de Berlin.

2. Du 3 au 5. « L'épisode le plus curieux, écrit Saint-Vallier dans une lettre particulière, est une course de trois heures en traîneau, seul avec le Chancelier et un petit postillon holsteinois, par une neige épaisse, à travers bois et sans chemin, sous les hautes futaies, toujours au grand galop, et faisant de la politique dans cette solitude immense troublée seulement par des troupeaux de cerfs, de dains et de sangliers, contre lesquels aboyait le grand lévrier que vous connaissez. »

dington soit président du Conseil et que Saint-Vallier reste ambassadeur à Berlin.

Grâce au rapprochement franco-allemand et à la bonne volonté britannique, Bismarck n'a pas à redouter l'irritation de la Russie. Peut-être, à certains moments, la provoque-t-il au contraire[1]. En tout cas, il en profite. En exagérant la menace russe, les intrigues de Gortschakoff et le péril du panslavisme, il prépare l'esprit timoré de Guillaume I[er] à accepter l'idée de l'alliance autrichienne. Celle-ci sera faite le jour où l'Empereur y consentira. Car d'avance Bismarck et Andrassy sont d'accord[2]. Dès le 11 octobre 1878, l'Autriche a renoncé à se prévaloir de l'article 5 du traité de Prague, qui prévoyait un plébiscite en Slesvig. En juin 1879, Bismarck parle à Saint-Vallier comme si l'alliance autrichienne était faite :

En Russei, lui dit-il, il y a trois choses qu'on supporte impatiemment : l'entente commune entre vous et l'Angleterre ; les bons rapports entre vous et nous ; l'intimité entre nous et l'Autriche. Or ce dernier point, n'en déplaise aux gens de la Néva, est et sera de plus en plus la base de toute ma politique.... L'existence et l'intégrité de l'Empire autrichien sont pour nous la première condition de sécurité.... Entre nos deux voisins et alliés, nous sommes unis à l'un (la Russie) par la parenté et l'amitié des souverains, par une longue succession de services réciproques, de bons rapports, de vues communes ; mais nous sommes liés à l'autre (l'Autriche) par une même origine, une communauté de race, de langue, de mœurs et, plus que tout le reste, par des intérêts communs. Depuis que l'Autriche est sortie de la Confédération germanique, il n'existe plus de motifs aux rivalités d'autrefois et tout doit rapprocher par une étroite intimité les deux Empires allemands du Nord et du Sud. On le comprend à Vienne, maintenant que s'éteignent les souvenirs brûlants du canon de Sadowa, et nous avons dans les Autrichiens des alliés, qui peuvent compter sur un constant appui, un ferme concours, une solide alliance de notre part[3].

1. Pendant l'été de 1879, le Tsar retomba sous l'influence des germanophobes, Lobanoff et Miliutine. Une violente campagne contre la Russie répondit, dans la presse allemande, aux imprudences des journaux russes. « Cela finira d'une manière très sérieuse », dit un jour Alexandre II à Schweinitz (Rapport de Schweinitz, cité par Wertheimer, *Andrassy*, t. III, p. 229). Bismarck s'empressa de faire répéter le propos à Guillaume I[er] (Lettres d'Herbert de Bismarck, au nom de son père, à Radowitz, 15 août, et de Radowitz à Bismarck, 17 août, citées également par Wertheimer, *Ibid.*, III, 230).

2. D'accord sur le principe d'une alliance étroite, mais non pas encore sur la forme qu'elle devait prendre. Bismarck eût voulu une alliance permanente et publique. Andrassy l'obligea à y renoncer.

3. Saint-Vallier à Waddington, 27 juin 1879. — On trouvera un extrait plus étendu aux pièces annexes.

Il y a là en quelques phrases, l'exposé presque complet du programme politique que les bons rapports entre Berlin, Londres et Paris aidèrent Bismarck à réaliser.

La nouvelle de la conclusion d'une alliance austro-allemande se répandit à l'époque même de sa ratification[1]. Quelques journaux, le *Pester Lloyd*, les *Grenzboten*, y firent allusion. Puis une communication plus précise parut le 22 octobre dans l'édition du soir de la *Gazette de Cologne* et fut reproduite textuellement le lendemain, sans commentaire, par les journaux officieux, la *Gazette de l'Allemagne du Nord* et la *Post*. Le comte de Saint-Vallier en fut d'abord assez vivement ému. Le communiqué, cela va sans dire, ne parlait de l'alliance que de façon très générale, puisqu'elle devait rester secrète. Mais ce qu'il en disait fit croire à Saint-Vallier qu'il confirmait les assertions du *Pester Lloyd* et qu'il s'agissait « d'une alliance offensive et défensive, avec garantie réciproque de l'état territorial des deux Empires[2] ». Bismarck avait-il donc obtenu de l'Autriche, non seulement qu'elle reconnût l'annexion de l'Alsace-Lorraine à l'Empire allemand, mais qu'elle la garantît ?

Deux jours après, le 25 octobre, Saint-Vallier semble se rassurer. C'est contre la Russie que lui paraît dirigée surtout la nouvelle alliance. Il rappelle les propos de Bismarck, dont il a rendu compte dans sa lettre du 27 juin. Il croit voir nettement dans l'alliance autrichienne le couronnement de la politique inaugurée pendant la guerre d'Orient et comme la réplique du Chancelier à l'entrevue d'Alexandrovo. Bientôt d'ailleurs, Bismarck l'invite à venir le trouver à Varzin et l'informe lui-même des origines de l'alliance et de la portée qu'il lui attribue. Nous n'avons pas, malheureusement, la lettre particulière que Saint-Vallier écrivit à son retour de Varzin. Mais nous en retrouvons le sens dans la réponse de Waddington.

Je me borne à constater ici, écrivait le ministre, les sentiments amicaux dont il (Bismarck) s'est dit animé à l'égard de la France, en vous faisant part des considérations qui ont présidé aux arrangements conclus à Vienne. Déjà il avait spontanément déclaré à M. Teisserenc de Bort que l'alliance établie entre l'Allemagne et l'Autriche n'était nullement dirigée contre nous et qu'il n'avait été rien fait dans les conférences où elle a été conclue dont notre

1. L'alliance du 7 octobre 1879 fut ratifiée le 21.
2. Télégramme de Saint-Vallier à Waddington, 23 octobre 1879.

susceptibilité pût s'alarmer. Il vous a exprimé les mêmes assurances à plusieurs reprises et en termes explicites dans le cours des entretiens que vous avez eus avec lui à Varzin et je ne puis qu'en prendre acte [1].

Nous connaissons aujourd'hui le texte complet du traité du 7 octobre 1879 [2] et nous savons que Bismarck n'a pas trompé Saint-Vallier. L'alliance était purement défensive. Aucun article n'y garantissait l'état territorial des deux empires. Elle ne visait que la Russie. L'Autriche enfin, n'avait pris aucun engagement de joindre ses forces à celles de son alliée au cas d'une guerre entre l'Allemagne et la France, même si l'Allemagne était attaquée. Elle ne devait entrer en action que si la Russie se joignait à la France contre l'Allemagne.

Mais, pour apprécier l'importance d'un pareil instrument diplomatique, il ne suffit pas d'en lire les clauses. Il n'était certes pas indifférent pour l'Europe, ni pour la France en particulier, que les deux Empires centraux se fussent unis en vue d'une politique commune, fût-ce uniquement dans les questions orientales ; car cette entente en apparence limitée avait pour inévitable conséquence que la politique de l'un et de l'autre allait recevoir une impulsion commune et que cette impulsion serait donnée de Berlin. Bismarck ne le dissimulait guère. « Je veux, écrivait-il dans cette même dépêche du 27 juin que nous avons citée déjà, je veux qu'il n'y ait pas entre nous (c'est-à-dire entre l'Allemagne et l'Autriche, un point de désaccord. » L'importance extrême qu'il attachait lui-même à l'alliance fait comprendre ce qu'il en attendait et confirme le jugement que portait sur elle Saint-Vallier.

J'ajouterai, écrivait celui-ci le 22 mars 1880, en signalant un article de Busch, dans les *Grenzboten*, où il retrouvait l'écho des confidences que lui avait faites Bismarck à Varzin, qu'au point de vue de son prestige en Europe, de sa popularité en Allemagne, il n'a jamais accompli une œuvre aussi considérable que l'est celle de l'alliance autrichienne ou, pour mieux dire, de la haute main mise sur la politique du Cabinet de Vienne ; il a réalisé sans guerre, sans conquêtes chèrement achetées, sans annexions onéreuses ou affaiblissantes, le rêve séculaire de l'Allemand,

1. Waddington à Saint-Vallier, 24 novembre 1879.

2. On sait que Bismarck fit publier lui-même le texte de l'alliance en 1888. Il a été reproduit sous cette forme dans le tome IV de Kautsky. Mais il y manquait l'article 3 relatif à la durée de l'alliance. Le texte complet a paru récemment pour la première fois, dans Pribram, *Les traités secrets de l'Autriche-Hongrie*, Vienne et Leipzig, 1920.

l'union de tous les États où domine la race germanique dans un système politique commun et dans une solidarité puissante.

Ce n'est pas tout. L'alliance était purement défensive, sans doute. Mais elle devait être l'instrument d'une politique d'action. S'il est incontestable que Bismarck s'en est longtemps servi pour maintenir la paix, en contenant les ambitions russes, il ne l'est pas moins qu'il en attendait, pour l'avenir, d'autres profits. Il est impossible de lire la correspondance (ce ne sont pas seulement des présomptions de Saint-Vallier ou de Courcel que l'on y trouve ; ce sont aussi des aveux ou des déclarations de Bismarck) sans en recevoir l'impression très forte que la question d'Orient était presque toujours au premier plan dans les préoccupations du Chancelier ; qu'il n'en apercevait la solution que dans une lutte décisive du germanisme contre le slavisme ; et qu'il avait le perpétuel souci d'y préparer longuement l'Allemagne en union intime avec l'Autriche. Il travaillait à la paix, en ce sens qu'il s'efforçait d'ajourner le conflit jusqu'au moment, peut-être lointain, où la position de son alliée dans la péninsule serait assez forte pour que le succès fût à peu près assuré au germanisme ; mais en aidant l'Autriche à y étendre et à y affermir son influence, il rendait la paix chaque jour plus précaire, parce qu'il provoquait la réaction slave ; et en liant la politique allemande à la politique d'expansion autrichienne dans les Balkans, il renonçait à l'avance à sa liberté de décision.

Tels sont le sens et la portée de l'alliance austro-allemande. Elle était, quoique Bismarck en ait pu dire, un instrument d'hégémonie. Et ce qui le prouve, c'est qu'après 1879, il s'efforce sans cesse de la consolider et de la rendre perpétuelle, mais se garde de l'élargir. Le comte de Saint-Vallier l'a bien compris. Lorsqu'il entend dire que le Chancelier s'efforce d'y attirer l'Angleterre, ou la Russie, ou l'Italie, il se refuse à y croire. « Le prince de Bismarck, en nouant ses rapports actuels avec l'Autriche, écrit-il par exemple le 7 avril 1880, a moins visé une alliance qu'une influence dominante à exercer sur la politique de l'Empire austro-hongrois ; il y est parvenu ; mais cette action prépondérante, cette sorte de mainmise ne peut être assurée d'une manière durable que par le maintien du *tête-à-tête.* »

En fait, toutes les tractations où Bismarck s'engagera pendant les années suivantes auront plus ou moins le carac-

tère de simples garanties supplémentaires — « contre-assurances » ou « réassurances » — ou de mesures provisoires, que les circonstances seules motivent et qui sont destinées à ne pas durer plus qu'elles. Simple garantie supplémentaire que l'accord austro-russo-allemand du 18 juin 1881 : par lui, l'Allemagne obtient que la Russie « déclare sa ferme résolution de prendre en considération les intérêts de l'Autriche-Hongrie qui découlent de sa nouvelle situation, affermie par le traité de Berlin » ; elle se prémunit contre un règlement prématuré de la question d'Orient, en obligeant ses deux voisines à n'introduire aucun changement territorial dans la péninsule des Balkans, sinon de leur consentement réciproque, et à admettre d'avance la double éventualité d'une annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche, et de la réunion, souhaitée alors par la Russie, de la Roumélie orientale à la Bulgarie. Mais Bismarck entend bien, tout en liant la Russie, ne pas affaiblir par l'intrusion d'un tiers son accord avec l'Autriche. Le texte de cet accord n'est pas communiqué au Tsar. De plus, un mois avant le traité du 18 juin, le 18 mai, les deux Chancelleries de Vienne et de Berlin ont échangé une déclaration secrète — inconnue jusqu'à ces derniers temps — qui porte « que l'accord à trois projeté ne dérogera en aucun cas au traité d'alliance du 7 octobre 1879, et que celui-ci, *tout comme si l'autre n'existait pas*, continuera à lier les deux puissances signataires conformément à son contenu et à leurs intentions, et restera exécutoire[1] ».

Simple garantie supplémentaire également, du moins à l'origine, que la Triple Alliance du 20 mai 1882. Nous savons aujourd'hui, par les documents qu'a publiés M. Pribram, que la première Triplice (comme les autres d'ailleurs) ne peut être considérée comme une extension de l'alliance austro-allemande ; que celle-ci n'en fut en rien modifiée et continua à régler seule, en particulier, la politique orientale de l'Alle-

1. On trouvera le texte de cet accord dans Pribram, *Die politischen Geheimverträge Oesterreich-Ungarns*, t. I, p. 10, où il a été publié pour la première fois. Bismarck tenait tant à ce que la déclaration ne pût être éludée, que la phrase citée ci-dessus y était suivie d'une seconde affirmation presque semblable : « Que le traité du 7 octobre 1879 reste donc la base de la politique des deux Puissances, sans que le nouveau traité projeté avec la Russie puisse y introduire sur aucun point une limitation ou un changement quelconques. » Ainsi la déclaration, qui resta inconnue du Tsar, obligeait l'Allemagne et l'Autriche à ne pas tenir compte, dans certains cas, du traité qu'elles se disposaient à signer avec lui. La phrase : « tout comme si l'autre n'existait pas », introduite dans un instrument diplomatique secret, est vraiment caractéristique de la politique bismarckienne.

magne et de l'Autriche[1]. Nous savons aussi que Bismarck, à cette époque, faisait profession de mépriser l'Italie. — « Ces Italiens, disait-il un jour à Saint-Vallier, l'appétit leur est venu avant les dents[2] » — et que s'il crut bon de rassurer l'Autriche en lui permettant de compter, au cas d'une guerre contre la Russie, sur la neutralité de l'Italie, il n'attendait pas de celle-ci davantage. Quant aux puissances occidentales, l'Angleterre et la France, Bismarck essaiera, tantôt de les paralyser en les isolant, ou même en les opposant l'une à l'autre, tantôt de les amener à servir, isolément ou toutes deux ensemble, la politique germanique. Mais, dans la collaboration qu'il leur offrira souvent, jamais il n'aliénera sa propre liberté d'action, jamais il ne leur donnera la sécurité du lendemain. Et cela seul suffirait à expliquer pourquoi les bonnes relations, établies entre l'Allemagne et la France après la crise de 1875, ne se resserrèrent jamais tout à fait.

Nous le comprendrons d'ailleurs mieux encore en exposant rapidement l'évolution des relations entre l'Allemagne d'une part, l'Angleterre et la France de l'autre, pendant les années 1879 à 1885.

A la fin de l'année 1879, la France et l'Angleterre sont liées l'une à l'autre par l'œuvre commune qu'elles ont entreprise en Egypte et par le succès qu'elles viennent d'y remporter en obtenant la destitution d'Ismaïl. Bismarck les y a aidées. Il entretient avec lord Beaconsfield de si bons rapports que l'on parle même de projets d'alliance[3]. A la

1. On trouvera le texte du premier traité de Triple Alliance dans Pribram, *loc. cit.*, I, p. 24-26, et, p. 130 et suiv., de nombreux renseignements sur les négociations qui en précédèrent la signature.

2. Bismarck exprima plusieurs fois la même opinion, sous des formes un peu différentes. « Ces Italiens, disait-il un autre jour à Saint-Vallier, ils ont un si gros appétit et de si mauvaises dents ! »

3. Il nous faudrait d'autres documents que ceux dont nous disposons pour être sur ce point plus affirmatif. — Eckardstein dit positivement que, peu de temps avant sa chute, lord Beaconsfield avait rédigé un projet d'alliance qu'il se disposait à envoyer à Berlin. Il ajoute même que lord Rowton le lui montra et que c'était une alliance défensive comportant des clauses assez nombreuses (Eckardstein, *loc. cit.*, II, 106-107). Le projet de traité aurait été le résultat des conversations commencées entre Bismarck et lord Beaconsfield dès l'époque du Congrès de Berlin. — Il est assez curieux de constater, d'autre part, que des bruits d'alliance anglo-allemande coururent alors à Berlin. Il est vrai que Bismarck les démentit, non seulement de vive voix à Saint-Vallier, mais par le canal de la presse officieuse. « Vous y trouverez, écrit Saint-Vallier le 31 mars en parlant d'une lettre confidentielle qui n'a pas été conservée dans la correspondance, le langage du Chancelier et ses vues sur notre union avec l'Angleterre, son désir de la voir se solidifier et sa décision absolue de repousser toute

fin de décembre, après la chute du ministère Waddington, il craint un moment de perdre le contact avec le Cabinet de Paris. Mais il n'en est rien. D'accord avec le nouveau ministre Freycinet [1], Saint-Vallier reste à Berlin. L'entente de la France et de l'Angleterre est dès lors, pour l'Allemagne, une garantie que les intrigues russes ne réussiront pas mieux à Paris qu'à Londres. Aussi l'approuve-t-il et peut-on croire qu'il est sincère en l'approuvant.

Mais, au début d'avril 1880, un événement grave, et que Bismarck, quelques jours auparavant, se refusait encore à croire possible, s'est produit : les élections anglaises ont rendu la majorité aux libéraux et le ministère Beaconsfield fait place à un ministère Gladstone. Aussitôt, tout change. Une vive antipathie séparait Bismarck de Gladstone. Bismarck pouvait craindre que Gladstone, pour aider les Chrétiens des Balkans à se libérer du joug turc, n'hésitât même pas à se rapprocher de la Russie ; et il savait, d'autre part, que la politique conservatrice de la France en Orient ne pourrait guère s'accorder longtemps avec « la politique aventureuse » des libéraux anglais.

Le Chancelier en tira aussitôt les conséquences. La première était que l'Allemagne devrait se rapprocher de la Russie, pour la surveiller et au besoin pour la contenir. Saint-Vallier le prévit et l'annonça dès le 7 avril : « Sa principale préoccupation, écrivait-il, est évidemment d'empêcher l'entente qu'il redoute entre l'Angleterre et la Russie, et le moyen de la prévenir est de se rapprocher de cette dernière en profitant des dispositions personnelles de l'Empereur Alexandre. Je pressens donc une nouvelle évolution de la politique allemande : assurément, il ne faut pas s'attendre à une résurrection de l'alliance des trois Empereurs ; on en est bien loin.... Il ne saurait être question d'admettre la Russie en tiers dans l'intimité austro-allemande, mais on peut lui faire une place à côté, une position d'amie du second degré ; c'est à cela que l'on va tendre, et déjà un journal officieux définissait hier cette situation en disant que le *Bund* (l'alliance)

tentative du Cabinet de Londres pour entrer dans l'alliance austro-allemande. J'ai été satisfait d'entendre sur ce point ses déclarations, plus satisfait encore qu'il les eût rendues publiques par le communiqué que je vous envoie et je lui sais gré de proclamer hautement qu'elles lui sont inspirées par son désir de ne rien laisser faire qui puisse froisser ou inquiéter la France.

1. Freycinet devint président du Conseil et ministre des Affaires étrangères le 28 décembre 1879.

de l'Allemagne et de l'Autriche n'excluait pas les *gute Verhältnisse* (les bons rapports) de l'Allemagne et de la Russie. »

Promptement les faits donnent raison à Saint-Vallier. La presse allemande parle de la Russie d'un autre ton. Le *Journal officiel* publie à Berlin un échange de télégrammes entre Guillaume Ier et Alexandre II qui rappellent l'intimité d'autrefois. Enfin, au commencement de juin, Gortschakoff vient à Berlin ; il voit longuement Bismarck et le monde diplomatique ne tarde pas à apprendre la réconciliation des deux Chanceliers.

En même temps, et pour les mêmes raisons, Bismarck précise ses avances au Gouvernement français. Le 5 mai 1880, il a soin de saisir au passage le général Chanzy, qui va rejoindre son ambassade de Saint-Pétersbourg et qui ne peut se refuser à une entrevue. Au début de juin, il fait transmettre à Freycinet par Radowitz, alors à Paris, l'assurance que l'Allemagne continuera à favoriser les intérêts de la France dans le bassin de la Méditerranée ; et il le déclare lui-même à Saint-Vallier par l'intermédiaire de Hohenlohe[1]. En juillet, en août, il tient un langage analogue au sujet du Tonkin, où la Chine commençait à contester le principe de notre protectorat, inscrit dans le traité du 15 mars 1874. Puis, en octobre, après que Barthélemy Saint-Hilaire a succédé à M. de Freycinet, comme ministre des Affaires étrangères, dans le Cabinet Jules Ferry, il cherche à profiter des affaires balkaniques, où, depuis assez longtemps, Allemagne et France marchent d'accord, pour lier plus étroitement la France à sa politique. Les puissances s'efforcent d'obtenir de la Porte la rectification de frontière qu'elles ont promise, en 1878, au Monténégro ; une escadre de vaisseaux allemands, anglais et français croise en vain devant Dulcigno. Bismarck propose tout à coup à Saint-Vallier que les deux ambassadeurs de France et d'Allemagne fassent auprès de la Porte une « démarche commune », qui ne serait certainement pas sans influence sur leurs collègues, « dont les gouvernements n'apportent pas dans la question des vues aussi désintéressées[2] ». Et comme Barthélemy Saint-Hilaire répond avec quelque réserve, Radowitz, qui venait d'aller à Friedrichsruhe, insiste, au début de novembre, auprès de Saint-Vallier[3].

1. Bismarck était alors à Friedrichsruhe.
2. Lettre particulière de Saint-Vallier à Barthélemy Saint-Hilaire, 25 octobre 1880.
3. Saint-Vallier annonce, par télégramme, le compte rendu des commu-

Celui-ci, bien que très favorable au rapprochement, qui est en quelque mesure son œuvre personnelle, comprend le danger. Dès l'année précédente, à une époque où, pour appuyer l'action de la France en faveur de la Grèce, Bismarck avait suggéré l'idée d'une démonstration navale en commun, Saint-Vallier mettait en garde Waddington contre l'éventualité d'un « Navarin franco-allemand ». En octobre, il exprime à nouveau ses craintes.

Il est certain, écrit-il, que le Chancelier voudrait profiter de l'impossibilité où nous sommes de suivre la politique de démolition et d'aventures de M. Gladstone, pour nous attirer et nous *afficher* dans le groupe austro-allemand [1].

Il faut, à son avis, éviter le péril, mais sans blesser le Chancelier, puisque la politique actuelle du Gouvernement anglais ne permet pas à la France d'agir d'accord avec l'Angleterre. Et il ajoute :

Nous pourrions être exposés à être seuls entre le groupe austro-allemand, dont nous partageons les désirs conservateurs en Orient, mais dont nous aurions repoussé l'alliance, et le groupe anglo-russe, dont nous combattons les ardeurs de destruction ; nous risquerions de nous les aliéner tous les deux et d'être tenus en défiance par l'un et par l'autre : par le second, qui nous en veut de ne pas le suivre dans ses velléités militantes, par le premier qui nous en voudrait de ne pas vouloir *paraître* marcher avec lui, tout en ayant les mêmes vues et en agissant comme lui.

C'est dans ces derniers mois de l'année 1880 qu'apparaît pour la première fois de façon très nette la position que prennent, et que garderont, vis-à-vis l'un de l'autre, les deux gouvernements de Berlin et de Paris après s'être peu à peu rapprochés. C'est donc aussi le moment de la bien définir.

Ce que veut Bismarck, il le dit — en partie tout au moins. En encourageant, en aidant la France dans une politique d'action hors d'Europe, en lui procurant dans l'Afrique du Nord « des avantages réels, sérieux », il espère — et il l'a mainte fois répété à Saint-Vallier — lui faire oublier la perte de l'Alsace-Lorraine. Il espère écarter de l'Allemagne la

nications dont Bismarck avait chargé Radowitz. « Je me borne à vous signaler, ajoute-t-il, un grand désir d'entente et d'action commune avec nous » (8 novembre 1880).

1. Lettre particulière de Saint-Vallier au baron de Courcel, directeur des Affaires politiques, 27 octobre 1880.

crainte d'une revanche française, pour lui permettre d'agir plus librement à l'Est. En somme, ainsi que le dira crûment le baron de Courcel un peu plus tard, « le fond de la politique du Chancelier à notre égard, c'est de nous faire tenir tranquilles pendant qu'il vague par ailleurs à ses occupations [1] ». Si la France accepte le marché, — car il s'agit bien d'un marché dans l'esprit de Bismarck, et c'est précisément là que se montre la faiblesse d'une politique pourtant si prodigieusement habile — il la paiera loyalement. A notre avis, comme à celui de Saint-Vallier, son offre tunisienne ne cachait point (pas plus en 1880 qu'en 1878) de machiavéliques calculs et il n'est guère vraisemblable qu'il eût préféré l'alliance italienne à des « rapports amicaux » avec la France [2]. Mais il est évident d'autre part — et Bismarck le savait bien — que le résultat inévitable de ces « rapports amicaux » eût été de séparer la France de l'Angleterre, de l'isoler de la Russie, de la mettre à la merci de l'Allemagne et d'assurer l'hégémonie allemande en Europe [3].

1. Le baron de Courcel à Challemel-Lacour, 10 mai 1883.

2. Les déclarations de Bismarck à Saint-Vallier au sujet de l'Italie étaient extrêmement précises. « Si vous venez donc, lui disait-il, soit par suite d'événements intérieurs dans la Régence, soit en raison des entreprises italiennes, à être forcés maintenant d'accentuer votre politique, vous pouvez compter sur mon concours moral et diplomatique, sur mes bons offices si vous y avez recours, sur notre neutralité amicale et bienveillante si les choses vont plus loin ; il n'y a que l'appui par les armes sur lequel je me récuse et que d'ailleurs vous ne me demanderiez pas. Pour des conseils à l'Italie, des exhortations à plus de sagesse, l'invitation de bien vivre avec vous, de ne pas vous chercher une querelle où je lui donne tort, je suis prêt à faire ce que vous pouvez désirer. Je l'ai déjà fait il y a dix-huit mois à la demande de M. Waddington ; j'ai alors engagé l'Italie à se désintéresser de Tunis et à tourner son exubérance vers Tripoli. Je vais aujourd'hui lui faire signifier de nouveau en termes précis qu'elle n'a pas à compter sur notre approbation ni sur un appui quelconque de notre part dans ses visées, que je les désapprouve absolument et que j'ai fait connaître à la France mes dispositions sympathiques à ses vues sur le terrain de Tunis. » (Saint-Vallier à Barthélemy Saint-Hilaire, particulière, 29 novembre 1880.) — Il ne faut pas oublier non plus que, jusqu'au début de 1882, Bismarck repoussa rudement toutes les avances de l'Italie.

3. Il faut citer tout au long l'avis qu'exprimait Saint-Vallier, le 17 juiller 1881, sur la politique de Bismarck à l'égard de la France : « Dans ma correspondance politique et dans mes lettres particulières, j'ai appelé plusieurs fois votre attention sur les mobiles qui ont dirigé la politique adoptée par le prince de Bismarck à notre égard pour les questions africaines et méditerranéennes ; je vous ai rappelé le langage qu'il m'a tenu, les explications spontanées qu'il m'a données, et je me suis efforcé de faire justice, suivant ma conviction bien réfléchie et basée sur l'observation même des faits, de ces accusations de machiavélisme qu'on est si disposé en France à porter contre tous les actes de l'homme d'État allemand. Je crois en effet l'avoir étudié d'assez près pour pouvoir soutenir qu'il n'est pas guidé dans sa politique par des idées mesquines de haine ou de rancune, mais

Peut-on reprocher à nos ministres de n'avoir pas conclu le marché? Ils ne repoussent point d'ailleurs l'idée d'entretenir avec l'Allemagne des « rapports amicaux ». Ils souhaitent au contraire de pratiquer ces rapports, chaque fois que l'intérêt des deux pays les y invite. Mais ils veulent les pratiquer avec tact, avec prudence, pour ne pas éveiller les susceptibilités des autres puissances ni renoncer, pour l'avenir, et comme l'Allemagne elle-même, à leur liberté d'action. Ils veulent bien collaborer avec l'Allemagne. Ils ne veulent pas la servir. Aussi Barthélemy Saint-Hilaire, comme M. de Freycinet avant lui, est-il résolu à ne point payer l'appui allemand, si utile qu'il puisse être, de l'hostilité de l'Angleterre. Il est de l'avis de Saint-Vallier : « Tant que nous sommes en bons termes avec l'Angleterre, écrira celui-ci le 10 juillet 1881, l'amitié de l'Allemagne nous est précieuse ; il faut la rechercher, la cultiver ; on ne tenterait pas de nous la rendre onéreuse, ni humiliante, car on saurait qu'à la rigueur nous pourrions nous en passer. Mais si l'Angleterre nous est hostile, si son hostilité encourage celle de l'Italie, alors l'amitié de l'Allemagne devient une condition indispensable de notre sécurité.... Je tiens à ce que nous ayons l'*amitié* de l'Allemagne, mais non sa *protection* ; je veux être un *ami*, et non un *client*. » Bismarck était d'un avis contraire.

Ces quelques lignes de Saint-Vallier nous font comprendre ce qui se passa de 1881 à 1885. A l'occasion des affaires d'Égypte, l'Angleterre et la France se séparèrent. Bismarck, après avoir profité de leur union, profita de leur désaccord et, voyant la France isolée, il lui offrit une dernière fois le marché qu'il s'obstinait à croire possible. Et ce fut la fin de la politique de rapprochement.

par des considérations plus élevées, plus sérieuses, basées sur ce qu'il croit être l'intérêt de l'Allemagne. Il est trop sceptique trop dédaigneux des moyens, trop indifférent au jugement de l'opinion pour subordonner ses plans et ses vues soit à des passions haineuses, soit à des sympathies nationales ou particulières ; pour atteindre le but de ses efforts, la consolidation et l'unification de son œuvre, il s'unira aussi volontiers à l'ennemi d'hier qu'il brisera facilement l'ami, l'instrument de la veille ; c'est là ce qu'ignorent ou ce que ne comprennent pas ceux qui cherchent un piège redoutable dans ses bons procédés récents envers nous, tandis qu'ils s'expliquent si aisément par les besoins même et les intérêts de sa politique. Toutefois, si nous devons nous défendre du parti pris contre lequel je m'élève, nous ne devons pas moins nous tenir en garde contre une interprétation amicale ou sympathique de son attitude; elle nous est favorable et nous demeurera telle tant qu'il y verra son intérêt, mais pas davantage, et c'est ce qu'il est de mon devoir de faire également comprendre, ce que je m'attache à démontrer dans mes dépêches et dans mes lettres. » — Tous ceux qui ont étudié de près Bismarck souscriront au jugement de Saint-Vallier.

***

Nous n'avons pas à exposer ici la politique allemande dans la question d'Égypte. Il suffit de rappeler brièvement les faits. — Nous avons vu, pendant une première période, Bismarck soutenir en Égypte l'action commune de l'Angleterre et de la France, tant que celles-ci restent unies. Il obtient ainsi deux résultats : il resserre l'entente anglo-française, qu'il juge alors utile à ses desseins, et il étend peu à peu l'influence politique de l'Allemagne dans la région méditerranéenne, où jamais encore elle ne s'était fait sentir : en accoutumant l'Angleterre et la France à y compter *sur* l'Allemagne, il les accoutume à y compter un jour *avec* l'Allemagne. — Puis le retour des libéraux anglais au pouvoir rend plus fragile l'entente anglo-française et la faiblesse de Tewfik, le successeur d'Ismaïl, fait mûrir en Égypte les occasions de conflit. Bismarck précise quelque peu sa position. Après la première manifestation des officiers et d'Arabi, en septembre 1881, il commence à montrer quelque sympathie pour une intervention turque ; il fait sentir aux deux puissances, dont il reconnaît les intérêts prépondérants en Égypte, que la question d'Égypte est néanmoins une question européenne. Et bientôt après, le ministère Gambetta, qu'il croit n'avoir pas intérêt à ménager, survient à point : à la note française du 7 janvier 1882, qui semble annoncer une politique d'action de la France et de l'Angleterre isolées, il répond par la démarche collective du 2 février à Constantinople, en affirmant, avec la Russie, l'Italie et l'Autriche, que le *statu quo* égyptien « ne saurait être modifié sans une entente préalable entre les grandes puissances et la puissance suzeraine ». — Après la chute du ministère Gambetta, la politique de M. de Freycinet, tenant compte de l'initiative allemande et des répugnances anglaises, s'efforce d' « internationaliser » la question d'Égypte, mais en obtenant, pour l'Angleterre et la France, un mandat européen, qui tout à la fois les lierait et les garantirait : Bismarck, qui accepte volontiers l'internationalisation, fait des réserves à l'égard du mandat.

Enfin les événements se précipitent : ce sont, en avril 1882, le prétendu complot contre Arabi et l'affaiblissement rapide de l'autorité du khédive ; en mai, l'envoi d'une escadre anglo-française ; en juin, le massacre d'Alexandrie ; en juil-

let, le refus de la France de s'associer au bombardement commencé par l'amiral Seymour ; et, le 29 juillet 1882, c'est le refus, par le parlement français, des crédits nécessaires pour l'occupation du canal de Suez. L'Angleterre, désormais, restait seule en Égypte. On ne peut concevoir d'événement qui eût servi mieux que celui-là les desseins de Bismarck. L'effacement de la France lui permit, sans se brouiller avec les Anglais, de jouer dans la question d'Égypte un rôle plus actif, en face d'une Angleterre isolée et qui, par là même, était obligée de subir le contrôle de l'Europe ; il lui permit surtout de tenter, du côté de la France, la manœuvre suprême, en essayant de la séparer tout à fait de l'Angleterre et de la lier de façon définitive au groupe des puissances continentales, c'est-à-dire à la politique allemande. Raconter comment fut conduite cette manœuvre suprême et comment elle échoua, c'est raconter en même temps comment finit, entre l'Allemagne et la France, la période de rapprochement.

Au moment où Bismarck la tenta, au printemps de 1884, il semblait qu'elle fut assurée du succès et le Chancelier pouvait s'en promettre un affermissement durable de l'hégémonie allemande. La France, ainsi qu'il l'y encourageait, s'était engagée peu à peu dans des entreprises coloniales, fructueuses certes, et dont nous recueillons aujourd'hui les bénéfices, mais difficiles, et que l'opinion n'approuvait pas tout entière : elle avait établi son protectorat à Tunis et pacifié la Tunisie ; elle avait commencé la conquête du Tonkin. Trop engagée pour reculer désormais, elle devait poursuivre ses desseins en présence d'une Angleterre hostile. Oserait-elle refuser l'offre de l'aide allemande ? L'Allemagne d'autre part, semblait conduire l'Europe à son gré. Depuis cet automne de 1880, où, pour la première fois, elle avait essayé d'entraîner la France avec elle, sa position dans l'Europe de l'Est s'était considérablement fortifiée. Elle y avait profité tout à la fois de l'assassinat du Tsar Alexandre II (mars 1881), qui rallia autour d'elle toutes les forces conservatrices, et des craintes de révolution que Bismarck sut répandre lorsque s'annonça, en France, l'arrivée des partis de gauche au pouvoir. Dès le mois d'avril 1881, Saint-Vallier prévoyait que le nouveau Tsar, Alexandre III, s'appuierait sur l'Allemagne conservatrice pour combattre la Révolution. En fait, la nouvelle orientation du Gouvernement russe donna à Bismarck l'occasion de conclure, en marge de l'alliance austro-allemande, l'accord austro-russo-alle-

mand du 18 juin 1881, et permit à l'Autriche d'étendre son influence dans les Balkans en établissant sur la Serbie, par l'alliance austro-serbe du 28 juin, une sorte de protectorat autrichien[1].

Le Tsar, pourtant, ne se montra pas aussi docile que Bismarck l'avait espéré. La Russie, inquiète sans doute des progrès de l'Autriche, prenait à sa frontière occidentale des mesures défensives, qui prouvaient son intention de ne pas abdiquer toute indépendance. Par une violente campagne de journaux, accompagnée en juillet 1883, d'une pression diplomatique qui, semble-t-il, faillit aboutir à la guerre[2], Bismarck l'obligea à céder : le Tsar envoya à Berlin le prince Orloff ; Herbert de Bismarck, rappelé de Londres, partit, comme conseiller d'ambassade, à Saint-Pétersbourg ; de part et d'autre de la frontière, les mesures de précaution ou de menace furent abandonnées ; et l'Autriche en profita pour obtenir de la Roumanie l'alliance du 30 octobre 1883[3],

1. On trouvera le texte du traité du 18 juin 1881 dans Pribram, *Die politischen Geheimverträge Oesterreich-Ungarns*, I, 14, et celui du traité du 28 juin, *Ibid.*, I, 18. Le caractère de protectorat de l'alliance austro-serbe ressort nettement des clauses du traité, qui est conclu pour dix ans. « A moins d'une entente préalable avec l'Autriche-Hongrie, la Serbie ne négociera ni ne conclura de traité politique avec un autre gouvernement et n'admettra pas sur son territoire une force armée étrangère, soit régulière, soit irrégulière, même à titre de volontaires. » Milan eut sans doute peur, au dernier moment, de l'impopularité que pouvait attirer sur lui un tel article, car il obtint de l'Autriche, le 30 octobre suivant, une déclaration, d'après laquelle l'engagement précité n'impliquait pour la Serbie « que celui de ne pas négocier et de ne pas conclure de traité politique qui serait contraire à l'esprit et à la teneur dudit traité secret ». Mais, en réalité, il avait simplement remplacé l'article primitif par un autre engagement, personnel celui-là, en date du 24 octobre : « Je viens... par la présente prendre l'engagement formel, sur mon honneur et en ma qualité de Prince de Serbie, de ne point entrer en quelque négociation que ce soit, relative à un traité politique quelconque entre la Serbie et un tiers État, sans communication et consentement préalable de l'Autriche-Hongrie. » Il est bien probable qu'il ne donna connaissance de cet engagement personnel à aucun de ses ministres.

2. « D'après des informations très secrètes, qui m'ont été données vers la fin de juillet ou le commencement d'août de l'année dernière, l'Allemagne, à ce moment, aurait été sur le point de procéder à une mobilisation de son armée, peut-être même à une entrée immédiate en campagne sur la frontière de l'Est » (Courcel à Jules Ferry, 29 février 1884). — Cette campagne de presse et d'intimidation menée par l'Allemagne contre la Russie, pendant l'été de 1883, fait tout à fait penser aux crises franco-allemandes de 1875 et de 1887. Les procédés sont les mêmes ; la violence et les risques sont les mêmes.

3. Texte dans Pribram, *loc. cit.*, I, 30. L'alliance, conclue pour cinq ans, fut plusieurs fois renouvelée. Le Gouvernement roumain promettait son assistance à l'Autriche, au cas où celle-ci serait attaquée, et « dans une partie de ses États limitrophes à la Roumanie ». — L'Allemagne adhéra au traité le jour même ; l'Italie devait y adhérer le 15 mai 1888.

qui complétait à l'Est son front défensif, en même temps que Bismarck préparait le renouvellement de l'accord austro-russo-allemand. En février 1884, le grand-duc Michel vint en mission extraordinaire à Berlin. « Il semblait à le voir, écrit le baron de Courcel le 29 février, que la cordialité intime des rapports entre les deux cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg n'avait jamais subi d'interruption :... que les défiances et les animosités si profondes qui hier séparaient la nation russe de la nation allemande n'étaient qu'un rêve. » Et le même jour, dans une autre lettre, il note comment l'Allemagne retourne aussitôt vers l'Ouest les mesures militaires auxquelles elle venait de renoncer à l'Est : « Je remarque que, du côté de l'Allemagne, on parlait beaucoup, il y a quelques mois, de la formation d'une nouvelle division de cavalerie dans les provinces de l'Est ; on nommait même le général qui devait présider à cette formation. Ce thème est maintenant abandonné, et le général dont il s'était agi a été nommé à un commandement en Alsace-Lorraine. C'est également vers la frontière française qu'ont été reportées un certain nombre de mesures militaires de précaution et de renforcement que le public s'était attendu à voir adopter sur la frontière russe. »

On voit dans quelles conditions s'engagèrent les pourparlers qui, dans l'esprit de Bismarck, devaient lui permettre de faire accepter par la France, comme par la Russie, l'hégémonie allemande, et d'isoler entièrement l'Angleterre au moment où l'Allemagne s'engageait à son tour dans la politique coloniale. Il suffira d'en suivre très rapidement le développement et surtout d'en bien définir la portée.

En mai 1884, le prince de Bismarck proposa au baron de Courcel, en termes encore vagues, une sorte d'entente sur les questions africaines, à l'écart de l'Angleterre. « Je ne parle pas des Anglais, insinuait-il, parce que leurs principes exclusifs en matière coloniale les tiennent à part. » Et le baron de Courcel remarquait aussitôt que, bien que Bismarck évitât de donner à la combinaison l'apparence d'une coalition avouée contre l'Angleterre, « il était évident que tout l'effort de sa pensée était dirigé contre cette puissance ». Le baron de Courcel ne refusa pas la conversation. Mais les pourparlers ne prirent forme qu'en août, lorsque se posa la question du Congo. Le 17 août, le baron de Courcel transmettait les propositions allemandes : accord entre la France et l'Allemagne, qui « se garantiraient réciproquement la liberté du

commerce » dans les territoires que l'une ou l'autre pourrait occuper, par la suite, sur la côte occidentale d'Afrique et « s'engageraient à ne reconnaître la prise de possession, par d'autres puissances, de territoires non encore occupés sur la même côte, qu'à la condition que ces puissances leur garantiraient également la liberté commerciale [1] ». Bismarck ajoutait que l'accord pourrait ne viser que « la région située au sud de l'Équateur », parce que la France ne serait sans doute pas « disposée à y souscrire pour les contrées voisines du Sénégal ».

Cette fois, les négociations étaient engagées et Bismarck ne cachait pas au baron de Courcel « qu'il désirait depuis des années un rapprochement avec la France », que toujours des défiances mutuelles s'y étaient opposées, « et que le moment lui paraissait opportun pour s'assurer si, décidément, ces défiances étaient insurmontables et s'il lui fallait régler sa politique en conséquence ». Mais ce qu'il ne disait pas, et ce que Jules Ferry, comme le baron de Courcel, aperçut très vite, c'est qu'il voulait beaucoup plus qu'aucun ministère français n'aurait jamais pu lui accorder. Il voulait — il voulait toujours — l'acceptation ou l'oubli du passé; il voulait aussi lier la politique française, en opposant la France à l'Angleterre, tout en se réservant à lui-même, jusqu'au bout, la possibilité d'une entente directe avec Londres :

Ce que je cherche, disait-il alors au baron de Courcel, c'est d'établir sur mer une sorte d'équilibre, et la France a un grand

1. Une note, rédigée plus tard (20 janvier 1886) par Courcel d'après ses souvenirs personnels, fait très bien comprendre les origines de la négociation. L'Angleterre, qui occupait sur le golfe de Guinée, la Côte d'Or et le delta du Niger, prétendait avoir seule le droit d'établissement dans la région intermédiaire et s'y opposait à tout établissement français dans le Bas-Dahomey. Au Sud, entre l'Angola et la Colonie du Cap, l'Allemagne se heurtait aux mêmes prétentions anglaises. « La similitude des intérêts, la commune nécessité de combattre sur des points différents les doctrines arbitraires de l'Angleterre relativement à l'extension privilégiée de son autorité sur des régions encore inoccupées, mais situées à proximité de ses établissements, ont amené entre les cabinets de Berlin et de Paris un rapprochement naturel. Au mois d'août 1884, l'ambassadeur de France en Allemagne se rendit auprès du prince de Bismarck, à Varzin, et, à la suite de conférences dont le résultat a été, en son temps, communiqué aux Chambres, il fut convenu que la France et l'Allemagne ne reconnaîtraient, à la côte d'Afrique, les droits réclamés par une puissance européenne qu'autant qu'ils seraient consacrés par une occupation effective. » Les négociations finirent en effet par aboutir au Protocole franco-allemand du 24 décembre 1885, après s'être heurtées, de part et d'autre, à une vive opposition des milieux coloniaux. — Mais ce n'est là, bien entendu, que le côté « africain » de la question.

rôle à jouer de ce côté, si elle veut entrer dans nos vues. On parlait autrefois beaucoup d'équilibre européen; c'est un mot du XVIIIe siècle. Mais je pense qu'il n'est pas suranné de parler de l'équilibre des mers. Je le répète, je ne désire pas la guerre contre l'Angleterre; mais je désire qu'elle comprenne que si les marines des autres nations s'unissent, elles lui feront contrepoids sur l'océan et l'obligeront à compter avec les intérêts d'autrui. Pour cela, il faut qu'elle s'habitue à l'idée qu'une alliance franco-allemande n'est pas une chose impossible

On comprend dès lors sans peine pourquoi la conférence du Congo, réunie à Berlin en octobre 1884, compromit irrémédiablement, bien loin de les resserrer, les bonnes relations de la France et de l'Allemagne. Bismarck ne pardonna pas à Jules Ferry de ne point se prêter à un réveil de la question égyptienne, qui eût brouillé sans remède Français et Anglais et mis entre les mains du Chancelier la direction des affaires méditerranéennes. En novembre 1884, il s'est entendu secrètement avec le roi Léopold et les agents de l'Association internationale. Il négocie encore avec le baron de Courcel, mais sans conviction. Il termine, le 29 novembre, une longue conversation sur la nation française par ces mots, un peu dédaigneux : « Eh bien ! je continuerai à faire ma cour à cette dame capricieuse ; mais je n'ai pas beaucoup d'espoir. »

Vers la fin de l'année 1884, on peut donc prévoir à bref délai une nouvelle orientation de la politique allemande. Pourtant elle ne se réalisera pas tout de suite, par ce qu'au début de l'année 1885 l'avance russe vers Hérat faillit provoquer une rupture entre l'Angleterre et la Russie et que l'on crut même, un moment, l'Angleterre résolue à forcer les Détroits. Ce fut seulement après la chute de Jules Ferry (31 mars 1885) et la conclusion de l'accord anglo-russe en Afghanistan que Bismarck se décida. Il ne le fit pas sans précautions. Le 28 mai, il eut avec le baron de Courcel un entretien, et ce fut en feignant de croire qu'un changement de règne était imminent et que l'avénement du prince impérial entraînerait un rapprochement de l'Allemagne et de l'Angleterre, qu'il fit pressentir à l'ambassadeur de France l'évolution probable de sa politique. On lira, dans les pièces annexes, la curieuse dépêche où le baron de Courcel nous raconte la scène dramatique qui accompagna les confidences calculées de Bismarck. « Le choix du Chancelier est fait », concluait Courcel. Déjà, d'ailleurs, M. de Freycinet, qui

venait de reprendre le ministère des Affaires étrangères dans le cabinet Brisson, s'attendait au revirement :

La grave confidence que vous a faite le prince de Bismarck, écrivit-il le 31 mai au baron de Courcel, m'a moins surpris que vous ne paraissez le croire. Depuis longtemps je m'étais dit que des circonstances étrangères à la France, parmi lesquelles la mort du vieil Empereur n'était pas la dernière à prévoir, pouvait amener d'un jour à l'autre une brusque évolution de la politique allemande et un rapprochement subit de l'Empire avec l'Angleterre. Je connaissais de longue date les sympathies de la future impératrice pour son pays d'origine, son grand ascendant sur son époux, l'indépendance d'esprit avec laquelle le Chancelier change d'alliés ; je comprenais dès lors combien il était dangereux pour la France d'accentuer une politique qui risquait, à un moment donné, de la placer seule en face de l'Angleterre hostile et de l'Europe indifférente, sinon malveillante. De là l'extrême circonspection que nous m'avez vue dès mon entrée aux affaires.... Je crois pouvoir dire aujourd'hui que les événements m'ont trop donné raison.

Si, pendant quelques mois encore, il semble que rien ne soit changé dans les relations de la France et de l'Allemagne, les ménagements de Bismarck ne s'expliquent plus que par les nécessités du moment : la période de rapprochement qui avait suivi la crise de 1875 est terminée[1].

1. A vrai dire les dix années écoulées depuis 1875 n'avaient pas été exemptes de toute vicissitude et la tradition des campagnes de presse contre la France n'avait jamais été tout à fait oubliée. Ce fut une campagne de ce genre qui prépara, par exemple, en février 1880, le renouvellement et le renforcement du septennat militaire. Il suffit d'un discours patriotique prononcé par Gambetta à Belleville, en août 1881, pour en provoquer une autre, et le Grand Ministère (14 novembre 1881-31 janvier 1882) fut une période de tension diplomatique continue, bien que Gambetta eût tout fait pour prouver au Gouvernement impérial la sincérité de ses résolutions pacifiques. Une autre campagne, dont l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord* avait elle-même donné le signal, accompagna, en avril et mai 1883, les premières nouvelles de presse relatives au traité conclu, l'année précédente, entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie. Enfin l'automne de la même année fut marqué par les manifestations que provoquèrent l'inauguration du monument commémoratif du Niederwald et les grandes manœuvres allemandes, auxquelles assistèrent en grande pompe le maréchal Muktar Pacha, le vainqueur d'Arménie, et le roi d'Espagne Alphonse XII, dans son nouvel uniforme de colonel de uhlans. L'opinion allemande n'avait jamais tout à fait perdu l'habitude ni de ses défiances ni de ses provocations.



Elle est elle-même suivie d'une nouvelle crise, qui présente avec celle de 1875 une analogie frappante, par la façon dont elle fut préparée et dont elle évolua. On a coutume de la désigner sous le nom « d'incident Schnæbelé ». En réalité, l'arrestation de Schnæbelé et la courte période d'extrême tension qui en résulta (fin d'avril 1887) n'en forment que le dernier épisode. La crise s'était annoncée dès le printemps de 1886 ; elle s'était développée, avec quelques intervalles d'accalmie, pendant l'été et l'automne ; et ce fut au milieu de l'hiver, en janvier et février 1887, qu'elle prit, semble-t-il, le caractère le plus alarmant. Cette fois encore, ainsi que pour les événements de 1874-75, il est nécessaire de considérer l'ensemble des faits pour en bien comprendre la portée. Et nous devons tout d'abord nous rendre compte de la situation générale où ils ont pris leur origine, vers la fin de l'année 1885.

Pendant les années précédentes, Bismarck n'était pas parvenu, comme il l'avait espéré, à obtenir du Gouvernement français, en échange de l'appui qu'il lui prêtait outre-mer, une entente sans restriction et l'acceptation définitive du passé. « Je désire en arriver, avait-il dit, à ce que vous pardonniez Sedan, comme vous avez pardonné Waterloo. » La France restait pacifique ; elle avait consenti à collaborer, hors d'Europe, avec l'Allemagne ; mais elle n'avait pas pardonné Sedan, ou plutôt l'abus que la Prusse avait fait de sa victoire. C'était, pour le Chancelier, un échec et une déception.

L'échec s'aggrava à la fin de l'année 1885. Les embarras et les dangers que la politique coloniale venait de faire apparaître et qui expliquaient la chute du ministère Ferry, ramenèrent la France dans la voie d'où Bismarck avait voulu l'écarter. Sans renoncer à défendre nos droits, ni à maintenir notre protectorat sur le Tonkin [1], le nouveau ministère, le ministère Brisson [2], déclara qu'il renonçait aux entreprises coloniales. Il rompit, à l'égard du Gouvernement

1. On sait que la Chine reconnut le protectorat français sur le Tonkin par le traité de Tien-Tsin du 9 juin 1885, dont la signature était d'ailleurs assurée déjà au moment où se produisit la chute du ministère Jules Ferry.

2. Il fut constitué le 6 avril 1885. M. de Freycinet y fut ministre des Affaires étrangères.

anglais, « avec le système de tracasseries gratuites et de provocations inutiles », qui ne pouvait que favoriser « les visées secrètes de certaine politique », sans nous assurer aucune compensation véritable.

Ce fut de nouveau la situation européenne qui attira surtout son attention. Les élections d'octobre 1885 l'y engagèrent davantage encore et lorsque M. de Freycinet remplaça Brisson comme président du Conseil, tout en gardant le portefeuille des Affaires étrangères, il affirma nettement, dans son discours-programme, qu'il fallait que la France « concentrât ses forces sur le continent, pour être respectée de tous sans être une menace pour personne ». En même temps l'opinion publique allait plus loin ; dégoûtée des entreprises coloniales, dont elle n'apercevait pas les profits et dont les polémiques de presse exagéraient encore les difficultés réelles, elle s'inquiétait à la pensée que notre armée, affaiblie et désorganisée par les expéditions lointaines, pourrait un jour n'être plus en état de défendre efficacement, sur notre frontière de l'Est, l'indépendance même du pays ; et ces craintes, entretenues par la Ligue des Patriotes et la propagande nationaliste, favorisaient les ambitions naissantes du général Boulanger, dont M. de Freycinet s'était laissé imposer la collaboration.

Enfin, tout naturellement, dans l'esprit de Bismarck, l'agitation nationaliste en France était liée aux résistances que le Gouvernement d'empire rencontrait dans les provinces annexées. En même temps qu'il s'était efforcé d'entraîner la France dans une politique de rapprochement, il avait tenté de satisfaire, en Alsace-Lorraine, l'esprit d'autonomie par la Constitution de 1879 et il avait permis au nouveau statthalter, le feld-maréchal de Manteuffel, d'y essayer des procédés de gouvernement plus doux. Les deux tentatives avaient également échoué. Manteuffel lui-même avait dû bien des fois sévir, supprimer des journaux, perquisitionner, arrêter, et lorsqu'il mourut, en 1885, Bismarck donna à son successeur le prince de Hohenlohe, qui n'abandonna qu'avec regret l'ambassade de Paris, l'ordre de revenir, sans ménagement, aux anciennes méthodes de germanisation et de répression.

On comprend donc qu'à la fin de l'année 1885, Bismarck manifestât quelque mauvaise humeur à l'égard de la France. Mais de la mauvaise humeur à la guerre, il y a loin, et rien n'eût justifié le passage de l'une à l'autre. Si l'on peut regretter certaines initiatives tapageuses du général Boulanger (que

le ministère eut la faiblesse de ne pas toujours surveiller d'assez près), on ne peut nier que les déclarations du Gouvernement restèrent modérées et pacifiques. M .de Freycinet, en proclamant à la tribune (janvier 1886) l'attachement de la nation française à la paix, ajoutait, il est vrai, « une paix qui ne coûtât rien à sa dignité et qui n'exigeât le sacrifice d'aucun de ses droits ». Mais quel est le Gouvernement étranger qui n'eût pas parlé de même et Bismarck pouvait-il demander à la France de renoncer à sa dignité et à ses droits?

Les assurances directes qu'il recevait par l'intermédiaire des ambassadeurs, Hohenlohe à Paris, le baron de Courcel à Berlin, ne pouvaient d'ailleurs lui laisser aucun doute sur les intentions du Gouvernement français. Lorsque le prince de Hohenlohe fut sur le point de quitter Paris pour se rendre en Alsace, où l'attendait une tâche plus délicate encore et plus lourde, il eut avec M. de Freycinet, le 30 septembre 1885, une longue conversation et ne lui cacha pas ses craintes. « Je pars pour Strasbourg avec appréhension, lui dit-il, car je sens bien qu'on se fait en Allemagne des idées qui vont me gêner beaucoup. J'aurais voulu gouverner tranquillement et avec douceur. Mais l'on me poussera aux mesures énergiques, parce qu'on croit que la population est devenue plus difficile, plus hostile. On redoute les excitations qu'elle reçoit *de ce côté, où il y a une recrudescence des idées de revanche.* » Et le prince de Hohenlohe lut à M. de Freycinet un passage d'une lettre de Bismarck :

Je continuerai à faire ce que je pourrai pour entretenir de bonnes relations avec la France. Mais je crains de n'y pas réussir.

M. de Freycinet ne se contenta pas de protester ; il prit occasion des allégations précises de l'ambassadeur pour lui démontrer que chacune d'elles reposait sur une erreur de fait ou d'interprétation. Il l'obligea à reconnaître la parfaite rectitude de sa politique et constata : « C'est déjà beaucoup que je sois tout à fait en dehors et que vous n'ayez rien à reprocher à celui qui est chargé de la politique extérieure. De cela je prends acte. » Surtout il donna à ses assurances pacifiques la forme la plus vive et la plus convaincante : « Dites donc bien à vos hommes politiques qu'ils sont le jouet d'illusions. Ce pays, je vous l'affirme, est pacifique. Ne nous méprenons pas sur mes paroles. Certes, si l'honneur ou les intérêts de la France étaient en jeu, nous ne serions

pas pacifiques. Mais ce pays, livré à lui-même, exempt de toute provocation, veut la paix. Il la veut d'autant plus sincèrement qu'en ce moment il trouve que certaines expéditions lui ont coûté un peu cher. Il se recueille et fait ses comptes. Vous déclarez d'ailleurs que vous avez confiance en moi. Eh bien ! soyez convaincu que je représente l'immense majorité de mes concitoyens. Si l'on a été satisfait de me voir revenir ici, si ma présence dans ce fauteuil donne quelque sécurité, c'est parce que ce pays sait très bien que je fais *sa* politique, et non une autre. Or, je vous le répète, la politique de ce pays est pacifique, pourvu que sa dignité et ses droits soient respectés. Ses vues sont élevées et loyales ; il ne machine rien contre personne. Quant à moi, je ne vous ferais pas cette déclaration si je n'étais pas absolument sincère. Je puis me taire, garder une pensée pour moi, mais je suis incapable d'affirmer le contraire de la vérité. Je ne l'ai jamais fait, je ne le ferai jamais. Que ma parole vous serve de garantie ! »

Le prince de Hohenlohe prit congé. Il paraissait ému et satisfait.

« Il me dit, ajoute M. de Freycinet dans la lettre confidentielle qu'il écrivit à ce propos au baron de Courcel, qu'il allait écrire au prince de Bismarck et qu'il était heureux de la force que je venais de lui donner pour convaincre son gouvernement. »

Si Bismarck ne fut pas convaincu, en effet, c'est bien qu'il ne voulait pas l'être. M. de Freycinet, d'ailleurs, ne se contenta pas de protestations générales. Il eut soin, quelques jours après (17 octobre) de définir la politique qu'il entendait suivre à l'égard de l'Allemagne et qui n'était pas faite de réserve seulement.

Si le prince de Bismarck, écrivait-il, veut bien voir les choses comme elles sont et ne pas nous prêter des arrière-pensées que nous n'avons pas, il admettra que les deux pays peuvent encore marcher d'accord dans nombre de questions où leur intérêt n'est pas divergent, où parfois même il est semblable. *Les deux pays peuvent travailler de concert aux solutions qui intéressent la paix générale de l'Europe* ou les droits collectifs des puissances, comme dans les Balkans ou en Égypte. Ils peuvent se prêter un mutuel concours pour aider à la cause du progrès et de la civilisation. C'est dans ces dispositions que je n'ai pas cessé d'être ; c'est dans ces dispositions que je ne désespère pas de trouver bientôt le Chancelier de l'Empire d'Allemagne.

A ce moment, la campagne de presse qui prépara la crise était commencée. Pourtant, en mai 1886, alors qu'elle avait pris, depuis deux mois, une intensité inquiétante, M. de Freycinet, devenu dans l'intervalle président du Conseil, eut avec le comte de Munster, qui avait remplacé à l'ambassade de Paris le prince de Hohenlohe, une conversation très analogue à celle que nous avons citée plus haut ; et, en la faisant connaître au baron de Courcel, il ajoutait encore : « De votre côté, ne négligez aucune occasion de faire disparaître les malentendus. Je sais que vous y avez beaucoup travaillé. Ne vous rebutez pas. La France ne menace personne. Elle est sincère dans ses protestations. Elle ne demande qu'une chose : qu'on respecte ses droits et qu'on ménage sa juste fierté. Pourvu que cette règle élémentaire des rapports entre nations civilisées soit observée, on n'aura pas à se plaindre de nous. Notre politique se fait au grand jour ; elle n'a ni dessous ni arrière-pensées. Voilà ce dont il serait bien désirable qu'on fût convaincu une bonne fois à Berlin [1]. »

Enfin lorsque la déplorable affaire du Panama eût entraîné la chute du cabinet Freycinet et que M. Flourens eût pris le ministère des Affaires étrangères dans le cabinet Goblet, le 11 décembre 1886, le nouveau ministre s'empressa — en pleine crise cette fois — d'écrire dès le 14 décembre à notre ambassadeur à Berlin [2] :

Rien n'est changé dans la politique extérieure du Gouvernement de la République. Je n'ai donc aucune instruction nouvelle à vous donner. Ce que je vous demande, c'est de faire sentir par votre attitude et par votre langage que la crise ministérielle, quelque regrettable qu'elle ait été à d'autres points de vue, ne doit avoir aucun contre-coup sur nos relations diplomatiques avec les autres puissances, et particulièrement avec l'Allemagne.

Comme en 1874-75, malgré les imprudences du parti catholique, en 1886, malgré les incartades du général Boulanger et de la Ligue des Patriotes, Bismarck savait de source certaine qu'il pouvait compter sur les résolutions pacifiques de la France et de son Gouvernement.

Mais il arrivait souvent, nous l'avons vu, que son attitude à notre égard fût déterminée par les complications orientales bien plus que par les craintes plus ou moins sincères que lui inspiraient nos désirs de revanche.

1. Télégramme du 10 mai 1886.
2. M. Herbette, qui succéda au baron de Courcel en octobre 1886.

Une règle presque constante, fondée sur l'expérience, écrit à cette époque le baron de Courcel, nous apprend que lorsque le prince de Bismarck adresse des objurgations à la France, c'est un signe que ses rapports avec la Russie ne sont point satisfaisants. Et il en explique très précisément les raisons :

En effet, le premier résultat d'une brouille sérieuse entre la Russie et l'Allemagne, ou même entre la Russie et l'Autriche, cette alliée intime de l'Allemagne, serait de provoquer une démonstration de la part de cette dernière contre la France, le Chancelier impérial étant convaincu que notre pays, quelle que fût la volonté de ses gouvernants, ne pourrait pas assister impassible à un conflit pareil, et que l'Allemagne, poussée par la nécessité de sa propre défense, pour ne pas se voir serrée entre une double attaque, devrait prendre les devants, afin de paralyser notre action militaire avant que le colosse moscovite n'eût eu le temps d'achever sa mobilisation. Dans cette vue, il est de bonne politique, à la fois de nous intimider d'avance par un système de menaces et de faire provision de griefs contre nous en récapitulant les pièces de notre dossier (Dépêche du 26 mars 1886).

Or, pendant les derniers mois de l'année 1885 et les premiers mois de l'année suivante, les péripéties se succèdent dans la péninsule balkanique. En septembre 1885, le prince Alexandre de Battenberg, qui s'était depuis deux ans déjà brouillé avec le Tsar, prépare et accomplit en grand secret le coup d'État qui lui ouvre les portes de Philippopoli et lui permet de proclamer, sans souci du traité de Berlin, la réunion de la Roumélie orientale à la Bulgarie[1]. Le Tsar proteste, tandis que l'Autriche, tout en laissant comprendre à Sofia qu'elle laissera le Prince et le Sultan s'arranger entre eux, encourage sous main les ambitions de la Serbie, qui déclare compromis l'équilibre des nations balkaniques. Le 13 novembre, le roi Milan déclare la guerre aux Bulgares ; mais, le 19, l'armée serbe est mise en déroute à Slivnitza. En janvier 1886, Alexandre de Battenberg reçoit du Sultan l'investiture de la Roumélie orientale, sauf à conclure avec la Porte

1. On a vu que par l'accord du 18 juin 1881, la Russie avait accepté à l'avance l'éventualité d'une réunion de la Roumélie orientale à la Bulgarie. C'était même elle qui, alors, la souhaitait. Mais elle s'était brouillée depuis avec Alexandre de Battenberg et, dans l'accord renouvelé, le 27 mars 1884, elle avait fait modifier l'article II. Les trois puissances signataires se promettaient l'une à l'autre que de nouvelles modifications dans la *statu quo* territorial de la péninsule (et non plus seulement de la Turquie d'Europe) ne pourraient s'accomplir « qu'en vertu d'un commun accord entre elles ». Cf. Pribram, *loc. cit.*, I, 35-36. — La Russie était donc fondée à protester.

un pacte d'alliance ; mais, huit mois après, les intrigues russes provoquent à Sofia une insurrection militaire et le prince Alexandre, qui s'enfuit (21 août 1886), puis rentre dans sa capitale, abdique enfin définitivement, le 7 septembre, devant les injonctions du Tsar.

Pendant « l'imbroglio bulgare », les intérêts et les desseins de l'Autriche, soutenue par l'Allemagne, s'étaient nettement opposés aux intérêts et aux desseins de la Russie, et l'opposition ne pouvait que s'aggraver, car l'Autriche, toujours encouragée par l'Allemagne, après avoir établi son influence à Bucarest et à Belgrade, comptait bien profiter des circonstances pour l'installer aussi à Sofia. Elle n'avait pas tardé à faire choix, pour y succéder à Alexandre de Battenberg, d'un prince qui promettait d'être pour elle un instrument docile, Ferdinand de Saxe-Cobourg, cadet de famille allemande et lieutenant dans l'armée autrichienne.

Dès octobre 1885 — presque au lendemain du coup d'État du 21 septembre — le baron de Courcel s'inquiétait déjà des conséquences possibles des complications bulgares.

Quelle que soit l'issue de l'affaire de Bulgarie, écrivait-il, une chose paraît certaine dès à présent, c'est que l'échauffourée de Philippopoli aura pour conséquence de mûrir beaucoup la question orientale et d'en rendre le dénouement plus prochain. Je vous écrivais, il y a quelques jours, que l'Autriche et l'Allemagne, surprises par l'incident bulgare, redoubleraient désormais de vigilance, d'activité, et s'efforceraient de n'être point devancées de nouveau dans leurs combinaisons par les événements. Le même sentiment prévaudra en Russie, et d'une façon peut-être plus pressante encore. La Cour de Saint-Pétersbourg ne peut oublier qu'il y a quelques mois à peine, alors qu'elle se voyait presque irrésistiblement entraînée à un conflit avec l'Angleterre[1], cette puissance a été sur le point de s'entendre avec le Sultan pour fermer les Détroits à la flotte russe, en les tenant ouverts aux forces navales anglaises, qui auraient trouvé ainsi toute facilité pour l'attaque des côtes russes de la mer Noire. L'imminence de ce péril a dû faire réfléchir la Russie et, afin de n'y être pas exposée une seconde fois, on peut conjecturer qu'elle fera tous ses efforts pour s'assurer définitivement, avec Constantinople et le Bosphore, des positions d'où dépend à un si haut point sa sécurité (Dépêche du 11 octobre 1885).

Pourtant on pouvait douter que la Russie eût l'intention d'aller au delà de la pression diplomatique et des menaces.

1. A propos des affaires d'Afghanistan.

Le baron de Courcel remarquait lui-même, un peu plus tard (26 mai 1886), qu'elle s'était fait une loi « de ronger son frein en silence » et de ne point sortir de l'alliance des trois Empereurs, récemment renouvelée par la convention secrète du 27 mars 1884, « jusqu'au moment où les vicissitudes naturelles des choses humaines auront entamé de quelque façon la puissance compacte qui, aujourd'hui, de la Meuse à la Save et de l'Adriatique à la Baltique, tient tout le centre de l'Europe ».

Mais le prince de Bismarck était défiant et n'avait pas pour habitude de s'en remettre de la sécurité de l'Allemagne à la bonne volonté de ses voisins. Puis, alors même qu'il était désireux de maintenir la paix — une paix fructueuse pour l'empire allemand — il exploitait de telle façon les craintes qu'il savait éveiller chez ses voisins, qu'il pouvait toujours arriver que l'un d'eux perdît patience. Bismarck le savait et, pour ce cas-là aussi, il tenait à être prêt. C'est bien ce que redoutait le baron de Courcel, lorsqu'il suivait avec inquiétude le développement de la crise balkanique. Il répétait qu'à son avis, depuis la défaite et le démembrement de la France, toute l'activité d'esprit du prince de Bismarck s'était tournée vers l'Orient ; que son but essentiel était d'y éliminer l'influence russe au profit de l'Autriche et, par l'Autriche, de l'Allemagne. « C'est un programme, ajoutait-il, qui, en 1871, pouvait paraître encore chimérique, mais qui, en 1886, après quinze années de patientes évolutions, touche peut-être à son accomplissement. Le réaliser pacifiquement, sans commotion européenne, sans crise violente, tel est le but auquel tend l'habilité consommée du Chancelier d'Allemagne. Le danger pour l'Europe, le péril immédiat pour notre pays, surgirait au jour où la Russie, lasse de se débattre dans l'impuissance contre les machinations que déguise l'alliance des trois Empereurs, briserait le frein que sa prudence lui impose et se retournant brusquement, laisserait éclater ses rancunes contenues. Dans cette lutte du Slave contre le Germain, notre pays ne serait pas désintéressé. Même s'il prétendait demeurer impassible, on prendrait contre lui les devants » (Dépêche du 9 avril 1886). Plusieurs fois, en 1886, le péril que redoutait le baron de Courcel parut vraisemblable et c'est ce qui donna à la crise franco-allemande un caractère particulier de gravité.

Ce sont très certainement, en tout cas, les complications orientales, en même temps que l'agitation nationaliste en

France et la campagne électorale de 1885, qui donnèrent prétexte à Bismarck de réclamer et de préparer, dès cette époque, une nouvelle aggravation des charges militaires, bien que le dernier renouvellement du septennat ne datât que de 1881. En août 1885, en effet, s'éleva, dans la presse d'outre-Rhin, une première « bourrasque », en réponse à une étude technique de la situation militaire, parue dans le *Temps* et qui n'avait rien d'agressif. M. de Freycinet attribua aussitôt cette campagne inattendue au désir de « préparer les esprits à un renouvellement, avec aggravation, du septennat militaire ». La bourrasque ne tarda pas à se calmer. Mais elle reprit au commencement de décembre, se calma de nouveau, recommença en février 1886 ; et cette fois, elle devint plus continue et plus violente. Le nombre des articles « malveillants ou même menaçants pour la France » augmenta à tel point que le baron de Courcel, qui revenait à Berlin après quelques semaines d'absence, crut devoir, « à titre tout personnel et privé », attirer l'attention du comte Herbert de Bismarck[1] sur les conséquences d'une pareille attitude. Ces violences de presse, lui dit-il, laissent après elles « une méfiance vague qui peut devenir dangereuse un jour. *Ce ne peut être ce que vous voulez.* Pourtant c'est ce que vous produisez. » Mais le comte Herbert ne sut que répéter les griefs formulés déjà par Hohenlohe et qui, à ses yeux, justifiaient le langage irrité de la presse allemande : popularité de Déroulède, influence accrue des partis de gauche, mesures prises par le ministre de la Guerre, etc. Et le baron de Courcel concluait :

Il n'est guère permis de douter qu'il ne s'agisse d'une attaque sérieuse, poussée à fond contre nous, avec l'assentiment ou pour mieux dire sous l'impulsion du Chancelier allemand, de propos délibéré par conséquent et en vue d'un but positif (Dépêche du 26 mars 1886).

Aussi la conversation du baron de Courcel avec le comte Herbert de Bismarck n'eut-elle aucune conséquence pratique. Le ton de la presse allemande ne s'adoucit pas. En juin, un entrefilet menaçant, d'allure officieuse, parut même dans la *Gazette de Cologne.* En juillet, les attaques personnelles contre le général Boulanger commencèrent. Elles étaient, cela

1. Le fils du prince de Bismarck était secrétaire d'État aux Affaires étrangères.

va sans dire, particulièrement dangereuses, parce qu'elles pouvaient aisément prendre l'apparence d'une pression exercée sur le Gouvernement français pour l'obliger à se séparer du ministre de la Guerre. Pourtant, à l'automne, une accalmie se produisit encore : c'est le moment où M. Herbette vint remplacer le baron de Courcel (octobre 1886). Mais bientôt, en décembre, la chute du ministère Freycinet, puis la formation d'un ministère de gauche, présidé par Goblet, et dans lequel le général Boulanger restait ministre de la Guerre, rendit la situation plus délicate encore. Le bruit courut à Berlin que le portefeuille des Affaires étrangères avait été offert au baron de Courcel et que celui-ci l'avait refusé, parce qu'il n'avait pas confiance « dans la fixité de notre politique pacifique à l'égard de l'Allemagne » ; on affectait de parler de la « prétendue intimité qui aurait été nouée entre la Russie et la France contre l'Empire allemand » et de considérer l'instabilité ministérielle en France comme une menace pour la paix. Tous ces bruits commençaient « à produire une certaine impression sur l'armée et même à inquiéter le public, où l'on parle couramment, écrit M. Herbette le 16 décembre, de l'éventualité d'une guerre au printemps ».

M. Flourens, le nouveau ministre des Affaires étrangères, télégraphiait en vain à M. Herbette, le 17 décembre :

La France veut la paix ; elle en a besoin ; elle ne fera rien pour la troubler.

On ne l'écoutait pas à Berlin. Le 1er janvier, M. Herbette précisait même ses craintes, bien qu'il espérât toujours que le Gouvernement de la République réussirait à doubler, comme il disait, le cap des Tempêtes, s'il restait sage.

Il n'est que trop réel, écrivait-il au moment où commençait l'année 1887, que l'Allemagne *fait des préparatifs de guerre et que l'on habitue les esprits à toute éventualité....* On veut être prêt à entrer en lutte avec la Russie et avec nous, si nous nous avisions de faire cause commune avec elle.

Il ne croyait donc, en principe, à la possibilité d'une agression que dans le cas de graves complications orientales et si la France laissait apparaître l'intention « de tomber sur l'Allemagne pendant qu'elle serait aux prises avec les Russes ». Mais il n'en ajoutait pas moins :

Un mot imprudent, une manifestation quelconque révélant chez nous une pareille arrière-pensée pourrait décider M. de Bismarck *à essayer de nous écraser par mesure de précaution.*

C'était avouer que la paix lui paraissait bien précaire.

La crise aiguë commença au milieu de janvier 1887. Le 14 janvier en effet, le Reichstag rejeta le projet de renouvellement du septennat militaire ; mais, le jour même, Bismarck y fit lecture d'un décret de dissolution. La période électorale commença et plus que jamais le Gouvernement eut besoin de peser sur l'opinion. A vrai dire, pendant la discussion qui avait précédé le vote, Bismarck, dans un discours intentionnellement modéré, avait déclaré « qu'il ne prendrait en aucun cas la responsabilité d'une déclaration de guerre à la France ». Et M. Flourens s'en était réjoui.

C'est tout ce que nous lui demandions, écrivit-il le 14 janvier alors qu'il ne pouvait prévoir encore la dissolution. Je ne connais, en effet, d'unanimité dans nos sentiments que sur un seul point. Là-dessus il n'y a aucune dissonance. Radicaux ou réactionnaires, intransigeants ou modérés, tous veulent la paix et tous ont raison. Un changement de ministère, quel que fût le parti qui arrivât au pouvoir, ne changerait pas sur ce point les vues du Gouvernement. La paix est donc assurée, en dépit des armements formidables qui s'accumulent sur notre frontière, si M. de Bismarck ne veut pas manquer à l'engagement public pris par lui en face de l'Europe qui en a pris note et qui au besoin le lui rappellerait.

Pourtant les journaux, loin de modérer leurs attaques, les faisaient chaque jour plus précises. Ils parlaient maintenant, par exemple, d'achats de planches, ordonnés par le général Boulanger pour la construction de baraquements dans l'Est ; et la *Correspondance provinciale* insistait : « Il reste à attendre, écrivait-elle, si le Gouvernement français *voudra et pourra donner des explications plausibles* sur ces achats » (Télégramme de M. Herbette, 23 janvier 1887).

Le Cabinet de Berlin se disposait-il donc à demander au Gouvernement français des explications sur ses prétendus armements? On le crut, et, le 24 janvier, une panique se produisit en bourse, à Berlin en même temps qu'à Paris. Le ministère Goblet, qui ne voulut laisser à Bismarck aucun prétexte de se prétendre menacé, prit les devants et chargea lui-même notre ambassadeur d'éclairer le chancelier allemand. Il le renseigna sur les achats de matériel, auxquels le général Boulanger avait cru pouvoir procéder sans en

prévenir le Conseil des ministres, et qui avaient été d'ailleurs très exagérés. Il lui recommanda de ne pas permettre que la personnalité du ministre de la Guerre fût discutée.

Mais vous pouvez dire, ajoutait-il, que ce n'est pas le ministre de la Guerre qui décide chez nous de la paix ou de la guerre, et que *la ferme volonté du Gouvernement tout entier, y compris les Chambres qui représentent l'opinion, est de maintenir la paix.* Si nous étions attaqués, nous nous défendrions avec le sentiment qu'a exprimé le prince de Bismarck, à savoir qu'il s'agit de notre existence même, et nous serions certainement en état de nous défendre ; mais nous n'attaquerons pas. Nous avons d'ailleurs le droit de dire que toute notre conduite depuis plusieurs années a montré que nous voulions la paix. Nous n'avons rien négligé pour la maintenir dans l'Europe entière, parce que l'ébranlement produit sur un point quelconque pourrait s'étendre plus loin et peut-être nous atteindre. *J'ajoute que cette politique n'est pas celle du Cabinet actuel, ou de celui d'hier, ou de celui d'avant-hier, mais la politique de la France, qui s'impose à tous les Cabinets et qui s'imposera, quels qu'ils soient, à ceux de l'avenir.* L'opinion, chez nous, est souveraine, et elle a plus de suite et de fixité qu'on ne se plaît à le dire. L'expérience l'a prouvé.

Le Gouvernement ne pouvait vraiment faire davantage sans risquer de compromettre la dignité du pays, qu'il était résolu à maintenir hors de toute atteinte. Aussi M. Flourens terminait-il ses instructions à l'ambassadeur de France par ces mots :

Vous n'oublierez pas que vous représentez une puissance injustement accusée de vouloir troubler la paix générale et vous conserverez le ton qui convient en pareil cas, simple, digne, grave, inspiré par la surprise d'être en butte à des soupçons qu'il est si facile de dissiper et qui pourraient même nous inspirer d'autres sentiments (Télégrammes de M. Flourens à M. Herbette, 25 et 27 janvier 1887).

M. Herbette vit donc le prince de Bismarck et il sortit de l'entretien un peu rassuré. Bismarck lui avait de nouveau déclaré, « à plusieurs reprises », que l'Allemagne désirait la paix et n'attaquerait pas. Mais il avait écouté les explications de l'ambassadeur « avec un certain air d'incrédulité polie » et il avait répété, sans les atténuer en rien, ses griefs contre le général Boulanger.

Ce que j'appréhende, avait-il dit, c'est l'avènement comme président du Conseil ou comme président de la République du

général Boulanger. Dans ce cas, *ce serait la guerre* à brève échéance (Télégramme du 28 janvier).

Une fois de plus les assurances pacifiques du Gouvernement français restaient vaines. Peut-être avait-il évité, en la prévenant, une demande officielle d'explications sur ses préparatifs militaires. Mais la chancellerie allemande paraissait vouloir substituer à celle-ci une autre démarche, non moins dangereuse : elle semblait se disposer à intervenir dans les affaires intérieures de la République pour exiger l'éloignement d'un ministre qu'elle redoutait. La *Post* du 31 janvier publia un article « très violent », où elle ne craignait pas d'affirmer que le maintien du général Boulanger dans le ministère, était « un danger immédiat pour la paix ».

A ce moment, la situation s'aggrave de jour en jour. Le 4 février, une nouvelle panique se produit à la Bourse de Berlin, où l'on apprend que le Gouvernement impérial prépare un gros emprunt. Le 7 février, M. Herbette écrit que la situation s'est améliorée « depuis deux jours ». Mais les deux Gouvernements restent en garde.

J'ai vu le comte de Münster hier, écrit M. Flourens dans une lettre qui arriva à Berlin le 8 février. Je lui ai demandé des explications très catégoriquement sur les 72 000 hommes, sur les ordres donnés aux officiers de compléter leur équipement de campagne, sur les acquisitions de munitions de bouche et autres préparatifs. Il m'en a fourni de *plausibles*. Il m'a dit que son Gouvernement lui avait donné l'ordre de rester à Paris pour prévenir tout malentendu. J'ai vu tous les ambassadeurs des grandes puissances et autres ministres; tous blâment énergiquement l'attitude de l'Allemagne et approuvent notre sang-froid et la correction de nos actes. Il y a là une force morale qu'il ne faut pas s'exagérer, mais dont il y a lieu néanmoins de tenir compte.

Enfin, une autre lettre de M. Flourens à M. Herbette, du 12 février, doit être citée tout entière, à la fois parce qu'elle nous donne des renseignements précis sur les faits qui motivaient les appréhensions du ministre, et parce qu'elle nous montre tout le sang-froid dont il eut besoin pour retarder encore des préparatifs de mobilisation, qui sans doute risquaient de provoquer l'attaque allemande, mais qui peut-être étaient indispensables pour la repousser.

J'avoue, écrivait M. Flourens, que plus nous avançons vers la date du 21 février [1] et moins je partage votre optimisme. J'ai

1. C'était la date fixée pour les élections du Reichstag.

longtemps essayé de me leurrer de cet espoir qu'il n'y avait dans tout ce cliquetis d'armes qui assourdit les oreilles de l'Europe qu'une fantasmagorie électorale. Maintenant le véritable caractère des mesures militaires prises par l'Allemagne éclate à tous les yeux. Si nous voulions encore essayer de fermer les yeux à la triste vérité, tout ce qui se passe chez les peuples voisins nous obligerait à nous détromper. Ce n'est pas pour seconder les manœuvres électorales en Allemagne que l'Autriche a convoqué d'urgence les Délégations, qu'elle demande des crédits extraordinaires, que dans l'espace de deux mois elle achète, pour 84 millions, 120 000 chevaux ; ce n'est pas pour seconder une manœuvre électorale que le Gouvernement italien a assuré partout et à n'importe quel prix la remonte pour le cas de guerre, qu'il a payé chevaux et mulets le double de leur valeur marchande, le tout sans bruit, sans avis public ; que la mobilisation de l'armée italienne a été préparée ; que certaines classes ont été prévenues par lettres individuelles de se tenir prêtes, au premier appel télégraphique, à se présenter sous les vingt-quatre heures au chef-lieu de leur district militaire. Ce n'est pas pour une manœuvre électorale que les Gouvernements belge et suisse ont demandé, tous les deux, des disponibilités financières exceptionnelles et fait procéder à des armements absolument inusités chez les États neutres. Quant à la situation militaire de l'Allemagne sur notre frontière, elle est absolument formidable. Les préparatifs en hommes, en munitions, en approvisionnements ne peuvent à aucun degré s'expliquer par la poursuite d'un but purement fictif, quelque importance que présente ce but....

Dans un pareil moment, nous jouons tous, et en particulier le ministre de la Guerre joue sa tête. Car si les Allemands, mettant de côté la parole solennellement donnée par le prince de Bismarck et profitant de la confiance que nous avons mise dans ses déclarations, fondent à l'improviste sur nous avant que nous ayons appelé nos réserves, complété nos effectifs et décrété notre mobilisation, nous serons tous accusés de haute trahison. On a saisi une dépêche de Bleichrœder, dans laquelle il dit que la guerre est décidée et que, pour nous la déclarer, l'Allemagne n'attend qu'une chose, c'est que la Russie ait promis sa neutralité.

Et le ministre termine en ajoutant que, malgré tout, il attendra, sans prendre aucune mesure militaire, le résultat des élections.

Le Gouvernement français avait choisi la meilleure attitude. Le 21 février arriva sans qu'aucun incident grave se fût produit. Les élections allemandes envoyèrent au Reichstag une majorité nouvelle et celle-ci vota, le 11 mars, le projet de loi militaire que l'Empereur lui présenta comme une

mesure « de paix et de sécurité ». Dans le message impérial, M. Herbette notait que le mot *paix* revenait quatre fois en vingt lignes.

Pourtant les esprits ne se calmèrent pas. Dans le Pays d'Empire, où les élections, malgré la violence de la pression exercée sur les électeurs, avaient été pour les protestataires un nouveau triomphe, on vit se succéder les arrestations et les expulsions : c'est le 31 mars que fut expulsé Antoine, le député de Metz. M. Herbette reconnaissait que Bismarck restait « inquiet et de mauvaise humeur, malgré le vote de *son* septennat ». Et M. Flourens se demandait quelles pouvaient bien en être les raisons.

Il a prétendu, écrivait-il le 15 avril, que nous voulions la guerre, et, mis à la torture, à la géhenne, par les attaques de sa presse, renforcée de la presse anglaise, de la presse austro-hongroise, de la presse italienne, nous n'avons confessé que notre ferme volonté de maintenir la paix. Les mobilisations, son appel de 72 000 réservistes en plein hiver, ses armements formidables n'ont pu rien arracher de plus à notre angoisse patriotique. Il s'est plaint que la Russie menaçât la sécurité de sa fidèle Autriche. L'Autriche a armé sur ses ordres et la Russie n'a pas armé. La Russie se laisse insulter par les protégés de l'Autriche et ne remue pas un soldat. Que manque-t-il donc à l'heureux possesseur de ce septennat, qui, déclarait-il, devait suffire à sa modeste ambition !...

C'est alors, après de longs mois de tension qui avaient mis à la plus rude épreuve le sang-froid du Gouvernement français et de la nation, au milieu d'un apaisement relatif, tout récent encore, et traversé de brusques inquiétudes, que se produisit l'incident Schnæbelé.

Depuis quelques semaines (il est bon de le noter), les violations de la frontière par des douaniers ou des forestiers allemands devenaient fréquentes tout le long des Vosges, particulièrement dans l'arrondissement de Saint-Dié. Mais celle du 20 avril, en Lorraine, fut d'une exceptionnelle gravité. On sait que le commissaire de police français de Pagny-sur-Moselle, Schnæbelé, se rendit, ce jour-là, à la frontière, où son collègue allemand d'Ars-sur-Moselle, Gautsch, lui avait donné rendez-vous, sous prétexte de régler avec lui certaines affaires de service. Ces rencontres nécessaires n'étaient pas rares entre fonctionnaires des deux pays. Mais à peine Schnæbelé arrivait-il au rendez-vous que des agents de police allemands se jetèrent sur lui et l'entraînèrent. D'après deux témoins français, les frères Gauthier, Schnæbelé aurait été

appréhendé en territoire allemand, se serait débattu, aurait repassé la frontière et aurait été saisi de nouveau sur terre française. L'enquête allemande établit que Schnæbelé avait été arrêté sous l'inculpation d'espionnage, et sur mandat décerné par la Haute Cour de Leipzig, et elle prétendit que l'arrestation s'était faite du côté allemand de la frontière. Mais, en admettant même qu'il y eût doute sur ce point, on ne pouvait nier que Schnæbelé fût venu au rendez-vous sur invitation de Gautsch et pour affaire de service, ce qui équivalait pour lui à un sauf-conduit. Il est vrai que cette dernière circonstance ne fut pas révélée tout d'abord.

La première nouvelle de l'incident parvint à Paris le 21 avril et fut connue des journaux dès le lendemain. Elle souleva dans le pays une émotion unanime. L'opinion n'hésita pas à admettre (et l'état des esprits ne permettait guère une autre hypothèse) que l'arrestation avait été ordonnée par la Chancellerie allemande, dans l'espoir que le Gouvernement français perdrait patience et se laisserait entraîner à quelque démarche qui rendît inévitable la rupture. Mais cette conviction permit précisément à la presse de faire comprendre au public que s'il s'agissait d'un piège, il fallait l'éviter et donner au ministère le temps et la liberté d'esprit nécessaires pour réclamer, dans le calme, les satisfactions auxquelles la France avait droit.

L'affaire fut habilement conduite par M. Herbette et par M. Flourens, guidés par la science juridique du Président Grévy. Le comte Herbert de Bismarck prit d'abord une attitude assez peu conciliante, et il fut aussitôt évident que la Chancellerie allemande était résolue à maintenir qu'elle avait eu le droit de faire exécuter le mandat d'arrêt décerné contre Schnæbelé par la Cour de Leipzig, et que l'arrestation s'était bien faite en terre allemande. Mais on retrouva, à Pagny-sur-Moselle, le billet de Gautsch, qui fixait à Schnæbelé le rendez-vous, et M. Flourens s'empressa d'en télégraphier le texte à M. Herbette. En même temps, il se prévalait très heureusement d'une sorte d'engagement qu'avait pris dès l'abord le comte Herbert — qui sans doute ne le jugeait pas compromettant — de faire remettre en liberté Schnæbelé, fût-il même reconnu coupable, si l'illégalité de l'arrestation était établie. Or, M. Flourens faisait observer, en invoquant le billet de Gautsch, que cette illégalité n'était pas douteuse et il recommandait à M. Herbette de faire porter tout son effort sur ce point de droit

Ce n'est pas Schnæbelé, lui télégraphiait-il le 25 avril, qui a été appelé à la frontière par un tiers quelconque ; c'est le commissaire de police de Pagny qui a été convoqué par le commissaire de police d'Ars pour affaire de service. Cela seul rendait l'arrestation illégale.

L'argument était irréfutable. Quand M. Herbette sortit à l'improviste la lettre de Gautsch, le comte de Bismarck fut « visiblement décontenancé » et reconnut d'abord que « c'était là un piège regrettable ». Puis il se ressaisit et discuta de nouveau. Mais il avait compris (le comte de Munster l'avoua quelques jours plus tard) que l'affaire était mal engagée, et que mieux valait la terminer le plus tôt possible.

L'incident fut clos quelques jours après. M. Herbette laissa comprendre que Schnæbelé ne serait pas maintenu dans son poste de Pagny-sur-Moselle. Le Gouvernement impérial se donna la satisfaction de présenter les choses à son avantage dans la note qu'il fit publier le 29 avril. Mais Schnæbelé fut remis en liberté. La France sortait avec honneur de cette dernière crise, brusque et violente, qui avait failli rendre inutile la longue patience du Gouvernement français.

Nous avons tenu à suivre pas à pas le développement de la crise que termina « l'incident Schnæbelé ». A son sujet, nous répéterons ce que nous avons dit à propos des événements de 1875 : la guerre n'en est pas sortie ; en l'absence d'un aveu de Bismarck, il est impossible de prouver que Bismarck ait eu l'intention d'en faire sortir la guerre. Il est certain néanmoins que bien des circonstances de la crise, et que les faits relevés par M. Flourens dans sa lettre du 12 février sont difficilement conciliables avec l'hypothèse d'une simple manœuvre d'intimidation. Tout au moins serait-on forcé de substituer au terme d'*intimidation* celui de *provocation*, qui engagerait déjà de façon beaucoup plus grave la responsabilité de la Chancellerie impériale.

Comment ne pas comprendre ainsi ce que M. Flourens écrivait le 15 avril, pendant l'apaisement relatif qui suivit le vote de la loi militaire? Et ce sont là, remarquons-le, des témoignages antérieurs à l' « incident Schnæbelé » lui-même. Or, le Gouvernement de Berlin a bien prétendu qu'il n'avait pas donné l'ordre d'arrêter Schnæbelé. Mais il est évident qu'en parlant ainsi il jouait sur les mots. Il n'avait pas à *ordonner* l'arrestation, du moment qu'un mandat d'arrêt avait été décerné par la Cour de Leipzig. C'est la Cour qui

ordonnait. Il reste que le Gouvernement impérial, qui n'ignorait certainement pas les charges qui pesaient sur Schnæbelé, puisqu'il en avait saisi la Cour de Leipzig, se garda bien de les faire connaître au Gouvernement français, ce qu'il aurait fait s'il n'avait eu que des intentions pacifiques, et laissa la Cour rendre son arrêt. Il reste qu'il ne pouvait pas ne pas prévoir, et l'exécution de l'arrêt et l'effet qu'elle produirait sur l'opinion française, énervée depuis de longs mois. Qu'en attendait-il donc, s'il n'en attendait pas la guerre? Et peut-on croire qu'il eût laissé les événements se produire, s'il avait eu, autant qu'il le prétendait, le souci de maintenir la paix? Nous nous contenterons de poser, pour conclure, cette double question.

Ce qui est certain, en tout cas, — et peut-être serait-il légitime d'en tirer argument contre un homme d'Etat aussi perspicace et aussi habile que Bismarck — c'est qu'il s'en fallut de très peu que l'incident Schnæbelé ne conduisît à la guerre. En France, tous les membres du Cabinet n'étaient pas aussi patients que M. Flourens. Nous ne parlons même pas du général Boulanger, qui paraît avoir été tenu à l'écart de la décision. Mais le président du Conseil, dont le patriotisme était très vif, se demanda parfois s'il ne poussait pas trop loin la conciliation. Et lorsque M. Herbette vint à Paris, le 1er mai [1], tandis que le Président de la République et le ministre des Affaires étrangères le recevaient à bras ouverts, M. Goblet laissa échapper ces mots : « L'incident est clos, soit ! Mais il eût été peut-être préférable d'en finir par la guerre avec toutes ces querelles d'Allemands ! » Pour éviter le piège, l'habileté du ministre des Affaires étrangères et de son représentant à Berlin n'aurait peut-être pas suffi, si la haute autorité morale du Président Grévy n'était venue à leur aide.

***

Querelle d'Allemands ! C'est bien ainsi que l'opinion publique, en France, jugea l'incident Schnæbelé, qui laissa après lui un sentiment durable de méfiance et d'irritation. Quant à l'Allemagne, on aurait pu la croire satisfaite, et il semble qu'elle aurait dû l'être, si elle n'avait eu d'autre but

1. Note de M. Herbette sur l'affaire Schnæbelé.

que le maintien de la paix, — surtout lorsque, peu de temps après, à la fin de mai, la chute du ministère Goblet écarta du pouvoir le général Boulanger [1]. Mais tout se passa comme si l'incident Schnæbelé eût, au contraire, fourni au Gouvernement impérial de nouveaux motifs de ressentiment.

C'est qu'en réalité, comme en 1875, ses provocations avaient obtenu un résultat tout contraire à celui qu'il en attendait. Elles avaient rapproché la France et la Russie, de plus en plus mécontente des intrigues autrichiennes en Bulgarie [2]. En pleine période de tension, en avril, le Tsar Alexandre III avait écrit, dit-on, à l'Empereur Guillaume pour l'avertir qu'il ne considérait plus comme en vigueur l'accord secret du 21 mars 1884. En novembre, de passage à Berlin, il eut avec le prince de Bismarck une explication violente, qui ne tourna pas aussi complètement à l'avantage du Chancelier que celui-ci a pris soin de l'écrire dans ses *Pensées et Souvenirs*. Le Tsar consentit à conclure encore, à propos des affaires bulgares, une convention de neutralité réciproque assez analogue à celle de 1884, mais dans laquelle l'Autriche n'était pas comprise et qui se conciliait assez mal avec les stipulations de l'alliance austro-allemande [3]. Ce n'était pas là, à coup sûr, un rapprochement exempt d'arrière-pensées. Et quelques mois après, l'ambassadeur de Russie à Berlin, Schouwaloff, ne cachait pas à M. Herbette les sentiments de son maître.

En tout cas, lui disait-il, la Russie ne renoncera pas à sa politique traditionnelle en Orient et elle conservera sa liberté d'action en Europe. Elle est heureuse des sympathies qu'elle rencontre en France et elle les paye de retour. Pour que les deux peuples soient unis, pas n'est besoin d'une alliance formelle. Le jour du danger chacun d'eux saura bien où trouver ses amis (Dépêche de M. Herbette, 15 février 1888) [4].

Bien entendu, le prince de Bismarck, cette fois encore, interpréta comme une menace contre la paix les résistances

1. Le ministère Rouvier fut constitué le 30 mai 1887 et le général Ferron y remplaça comme ministre de la Guerre le général Boulanger.

2. On sait que ces intrigues aboutirent, le 7 juillet 1887, au vote de l'Assemblée nationale bulgare qui proclama Ferdinand de Saxe-Cobourg prince de Bulgarie. Le Tsar refusa de reconnaître le nouvel élu.

3. Aussi resta-t-elle entièrement secrète. C'est Bismarck qui la révéla beaucoup plus tard, le 25 octobre 1896, dans les *Hamburger Nachrichten*.

4. C'est vers ce moment, le 4 février 1888, que Bismarck rendit publics le texte de l'alliance austro-allemande du 7 octobre 1879 et les obligations que celle-ci imposait à l'Allemagne contre la Russie.

que rencontraient ses desseins politiques. Il présenta au Reichstag, dès le milieu de décembre 1887, moins d'un an après le renouvellement du septennat, le projet d'une nouvelle loi militaire, qui devait augmenter les forces de l'armée allemande, sur le pied de guerre, de près d'un demi-million d'hommes [1].

Heureusement, le Tsar Alexandre III restait pacifique. En France, la démission de Jules Grévy et l'élection de Carnot à la Présidence de la République ramenèrent l'attention sur les affaires intérieures. Et, surtout en Allemagne, la situation ne permit guère à Bismarck d'engager le Gouvernement impérial dans des complications périlleuses. A l'automne de 1887, au moment où les relations se tendaient entre l'Allemagne et la Russie, la santé de Guillaume Ier était devenue bien précaire, et le vieil empereur entrait dans sa quatre-vingt-onzième année, tandis que le prince héritier soignait à San-Remo un mal incurable. Puis, on le sait, Guillaume Ier mourut le 9 mars 1888, et son fils, l'Empereur Frédéric III, disparut à son tour le 15 juin de la même année. Ce fut alors seulement que se termina, par l'avènement de Guillaume II, une longue période d'incertitude, pendant laquelle avaient pu s'amortir peu à peu les conséquences néfastes des événements d'avril 1887 [2].



Après le long règne de Guillaume Ier, l'Allemagne et l'Europe entière eurent l'impression que l'avènement d'un empereur jeune, actif, ambitieux, marquait le début d'une époque nouvelle ; et la forte personnalité de Guillaume II

1. La nouvelle loi militaire ne rencontra pas d'opposition. « Le Reichstag, télégraphia M. Herbette le 6 mars 1888, vient d'adopter à l'unanimité, en bloc et sans discussion, le projet de loi militaire, après un discours très pacifique du prince de Bismarck. »

2. Notons toutefois que l'inauguration du système des passeports en Alsace-Lorraine raviva les ressentiments en mai 1888, presque à la veille de l'avènement de Guillaume II. L'attitude de Goblet, alors ministre des Affaires étrangères dans le ministère Floquet, fut à ce moment très prudente et très habile. Il se refusa, non seulement à exercer aucunes représailles, mais même à invoquer l'article 11 du traité de Francfort, que ne respectait pas entièrement la législation nouvelle en pays d'Empire. « La réserve que nous nous sommes imposée, écrivait-il à notre ambassadeur, le 8 juin 1888, devient une preuve manifeste et publique de nos intentions pacifiques et met en relief, de la manière la plus irréfutable, la fausseté des accusations que la presse allemande accumule contre nous sous les plus futiles prétextes. »

ne fut pas, en effet, dans l'évolution de la politique allemande, un élément négligeable. Il ne faudrait pas croire néanmoins que l'Allemagne se fût transformée en changeant de maître, ni que la politique de Guillaume II ait jamais été dans ses principes, très différente de la politique bismarckienne. Celle-ci avait de trop profondes racines dans la tradition séculaire des Hohenzollern, dans celle de Frédéric II en particulier, pour que le tempérament personnel d'un empereur pût influer beaucoup sur elle. La politique allemande eut parfois, sous Guillaume II, des gestes et comme un vêtement nouveau ; l'esprit n'en changea pas.

Et d'abord, Bismarck continua à la diriger pendant près de deux ans encore — juin 1888 à mars 1890 — et les événements de ces deux années semblèrent consacrer son œuvre : l'hégémonie allemande en Europe. L'alliance autrichienne, qui en restait la base solide, était aussi étroite que jamais : en août 1889, Guillaume II reçut à Berlin l'Empereur François-Joseph, et quelques mois après M. Herbette signalait un certain nombre de menus faits qui attestaient, à son avis, entre l'Allemagne et la monarchie austro-hongroise, surtout au point de vue militaire, « des relations particulièrement intimes et confiantes ».

La Triple Alliance avait été renouvelée le 20 février 1887 et (nous le savons depuis très peu de temps) complétée par deux traités séparés, l'un entre l'Italie et l'Autriche, l'autre entre l'Italie et l'Allemagne, qui en élargissaient considérablement la portée et lui faisaient perdre son caractère uniquement défensif. L'Autriche s'était mise d'accord avec l'Italie sur la question orientale ; les deux États s'étaient interdit dans la péninsule des Balkans toute occupation de territoires, permanente ou temporaire, sans entente préalable et sans compensation réciproque. L'Allemagne, de son côté, s'était engagée à soutenir la politique italienne dans la Méditerranée centrale et occidentale, et à prendre aussitôt parti pour l'Italie, si celle-ci croyait devoir attaquer la France au cas où la France modifierait de façon quelconque le *statu quo* dans l'Afrique du Nord ; l'Allemagne approuvait de plus à l'avance, en cas de guerre, toute annexion, même en Europe, que l'Italie jugerait nécessaire pour assurer la sécurité de ses frontières et sa position maritime[1]. Le traité secret italo-

1. On trouvera le texte des deux traités secrets annexés à la Triple Alliance dans Pribram, *loc. cit.*, I, 42-47. Voici les deux articles principaux du traité italo-allemand : « Art. 3. S'il arrivait que la France fît acte d'étendre son

allemand constituait donc une grave menace contre la France.

Mais ce traité avait une autre importance. L'Allemagne en s'associant à la politique méditerranéenne de l'Italie, avait réussi à jeter un pont entre la Triple Alliance d'une part, l'Angleterre et l'Espagne de l'autre. Le renouvellement de la Triple Alliance avait été précédé, le 12 février, d'un accord anglo-italien, communiqué à l'Autriche et approuvé par elle, qui obligeait les deux puissances à empêcher « tout changement qui, sous forme d'annexion, occupation, protectorat ou de tout autre manière quelconque, porterait atteinte à la situation actuelle » dans l'Afrique du Nord[1] ; et il fut suivi, le 4 mai, d'un accord hispano-italien, de forme et de teneur analogues[2]. Enfin, les 12-16 décembre 1887, les trois ministres des Affaires étrangères d'Angleterre, d'Autriche et d'Italie, Salisbury, Karolyi et Nigra, échangèrent une déclaration qui intéressait les trois gouvernements au maintien du *statu quo* oriental et à la protection de la Turquie, tandis que l'Allemagne négociait avec l'Italie, pendant les derniers mois de la même année, une convention militaire, qui fut signée le 1er février 1888, et par laquelle l'Italie promettait de joindre aux troupes allemandes, en cas de guerre contre la France, six corps d'armée italiens et trois divisions de cavalerie[3].

Aucun de ces actes diplomatiques ne fut, il est vrai, connu, dans sa teneur, à l'époque où il fut signé, et il a fallu la révo-

occupation ou bien son protectorat ou sa souveraineté, sous une forme quelconque, sur les territoires nord-africains, soit du vilayet de Tripoli, soit de l'empire marocain, et qu'en conséquence de ce fait l'Italie crût devoir, pour sauvegarder sa position dans la Méditerranée, entreprendre elle-même une action sur les dits territoires nord-africains, ou bien recourir, sur le territoire français en Europe, aux mesures extrêmes, l'état de guerre qui s'ensuivrait entre l'Italie et la France constituerait, *ipso facto*, sur la demande de l'Italie et à la charge commune des deux alliés, le *casus fœderis*... (Art. 4). Si les chances de toute guerre entreprise en commun contre la France amenaient l'Italie à rechercher des garanties territoriales à l'égard de la France pour la sécurité des frontières du royaume et de sa position maritime, ainsi qu'en vue de la stabilité de la paix, l'Allemagne n'y mettra aucun obstacle et, au besoin et dans une mesure compatible avec les circonstances s'appliquera à faciliter les moyens d'atteindre un pareil but. »

1. Texte dans Pribram, *loc. cit.*, I, 37-41. L'Italie se désintéressait de l'Égypte et l'Angleterre de la Tripolitaine.

2. Pribram, *loc. cit.*, I, 48-50. « L'Espagne ne se prêtera envers la France, en ce qui concerne entre autres les territoires nord-africains, à aucun traité ou arrangement politique quelconque qui serait directement ou indirectement dirigé contre l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche, ou contre l'une ou l'autre de ces puissances. » L'arrangement fut communiqué à l'Autriche, qui en « prit note avec satisfaction ». L'Italie et l'Espagne l'avaient conclu disait le préambule, « animées du désir de fortifier toujours davantage, le principe monarchique et de contribuer au raffermissement de la paix ».

3. Cf. Pribram, *loc. cit.*, I, 211, note 173.

lution mondiale pour les faire paraître au jour. Mais bien des indices laissaient du moins soupçonner la situation nouvelle qu'ils créaient. En janvier 1889, par exemple, notre ambassadeur à Berlin, M. Herbette, croyait à la conclusion récente d'un accord militaire entre l'Italie et l'Allemagne ; il pensait que cet accord était la contre-partie de quelque clause relative au *statu quo* méditerranéen introduite dans la Triple Alliance renouvelée, et que cette clause avait dû rapprocher l'Angleterre de la Triplice :

« Mon impression personnelle, écrivait-il, est que l'arrangement entre l'Italie et l'Allemagne doit contenir une disposition relative au *statu quo* méditerranéen et que c'est là le point de contact de l'Angleterre et de la Triple Alliance. » Quant à ce rapprochement entre l'Angleterre et la Triplice, dont on ne connut pas la forme, il ne fut révélé à l'Europe qu'au début de novembre 1889, par un discours de lord Salisbury, qui laissait clairement entendre qu'en cas de complications européennes, l'Empire allemand et ses alliés pourraient compter sur le Royaume-Uni pour les aider à maintenir la paix. On ne s'y trompa pas en Allemagne.

En lisant entre les lignes, écrivit M. Herbette le 14 novembre, on y cherche de nouveaux indices de l'entente de l'Angleterre avec la Triple Alliance. On rapproche la mollesse des dénégations relatives à l'existence d'arrangements secrets qui lieraient le Gouvernement de la Reine aux puissances dites pacifiques, des éloges donnés à pleines mains aux chefs d'États qui s'efforcent d'assurer la paix ; tout cela autorise la presse gallophobe à conclure, comme le *Berliner Tageblatt* dans son numéro du 11 de ce mois, en s'appuyant sur l'autorité du *Times*, qu'en cas de guerre européenne il y aurait coopération des forces navales de l'Angleterre avec les flottes du *Dreibund*.

Le même jour, M. Waddington interpellait à l'improviste lord Salisbury sur les engagements pris par l'Angleterre, et lord Salisbury, cela va sans dire, s'indignait. « C'est absolument faux, s'écriait-il avec vivacité, nous n'avons d'engagements avec personne, je vous l'ai dit souvent. Vous savez qu'avec notre régime parlementaire, aucun Cabinet anglais ne peut prendre d'engagements fermes en vue de telle ou telle éventualité de politique étrangère. » Mais il ajoutait bientôt après : « Ce qui est vrai, c'est que nous avons une politique bien connue et souvent affirmée, celle du maintien de la paix en Europe et du « *statu quo* » *dans la Méditerranée.*

Nous sommes avec ceux qui défendent la même politique et dont les intérêts sont semblables aux nôtres. » Alors, répliquait M. Waddington, « votre action est, sinon combinée, du moins parallèle à celle de la Triple Alliance? » Et lord Salisbury ne répondait rien. Or, ce que les diplomates appelaient le « *statu quo* » *méditerranéen*, c'était le maintien de l'occupation anglaise en Égypte et l'interdiction à la France d'introduire aucun changement, si indispensable qu'il pût être, dans l'organisation de son protectorat sur la Tunisie [1].

S'il y eut jamais encerclement, ce fut bien celui que Bismarck avait ainsi réalisé contre la France, en la menaçant, jusque dans la Méditerranée, d'une action commune des marines italienne et anglaise. Aussi lorsque Guillaume II fut parvenu, à force de prévenances, à ressaisir le Tsar et à lui persuader que les puissances centrales n'avaient d'autre ambition que d'imposer la paix [2], l'hégémonie allemande parut pour longtemps assurée. Bismarck pouvait être pacifique. « Il jouit avec satisfaction, écrivait M. Herbette dès le 3 mai 1889, de la prépondérance de l'Empire allemand, qui est son œuvre, et de son immense prestige personnel. » Quant à la France, la presse d'outre-Rhin lui faisait sentir

1. Parmi les indices que notre Gouvernement put recueillir sur la nouvelle politique méditerranéenne de l'Allemagne, il faut citer un entretien qu'eut avec l'attaché militaire d'Italie à Berlin, le comte de Robilant, l'un des secrétaires de notre ambassade et dont notre chargé d'affaires, M. Raindre, rendit compte dans un télégramme « très confidentiel » du 27 août 1888. Le comte de Robilant avait protesté que l'Italie n'avait aucune intention hostile « contre une France qui laisserait intact l'équilibre actuel dans la Méditerrannée. Mais si la France (avait-il ajouté) portait atteinte à cet équilibre par l'annexion de Tunis, par exemple, ou par une mainmise sur la Tripolitaine, *ou plus généralement par des mesures quelconques de nature à modifier « le statu quo » méditerranéen, ce serait la guerre imminente* ». M. Raindre faisait remarquer, à ce propos, que le comte de Robilant avait l'esprit froid et mesurait soigneusement ses paroles. Celles-ci méritaient donc d'être entendues. Et il concluait : « Ces considérations peuvent être rapprochées de l'indication fournie par le comte de Berchem, rapportée dans mon télégramme du 6 août, et tendant à nous faire entrevoir certaines conséquences, que nous ignorions peut-être, d'un conflit possible avec l'Italie au sujet de la Mer Rouge et de la Méditerranée. » Nous n'avons pas retrouvé le télégramme du 6 août ; mais le sens des paroles de M. de Berchem est bien clair. On voit l'abus que l'Italie pouvait faire d'une entente sur le *statu quo méditerranéen*, en interprétant à sa façon toute mesure prise par le Gouvernement français en Tunisie.

2. Guillaume II avait été rendre visite au Tsar dès le mois de juillet 1888. Alexandre III ne lui rendit sa visite qu'en octobre 1889 ; mais il eut alors une entrevue avec Bismarck, dont il se montra très satisfait. Peut-être Bismarck lui promit-il que l'Allemagne ne lui créerait plus d'embarras en Bulgarie. En tout cas, les relations personnelles étaient rétablies entre les deux souverains.

sans ménagements l'impuissance où la réduisait « la reconstitution de l'Europe sous l'égide de l'Allemagne » et se demandait avec curiosité quelle attitude elle allait prendre.

Elle peut se glorifier, écrivait la *Gazette Nationale*, de sa merveilleuse œuvre de paix, de son Exposition Universelle. Voudra-t-elle aller plus loin dans cette voie? Regardera-t-elle comme un de ses devoirs d'apaiser et de contenter l'Europe et saura-t-elle convaincre les Gouvernements et les peuples de la sûreté et de la sincérité de ses sentiments pacifiques? Alors, seulement, l'Europe serait complètement stable.

C'est ainsi que la presse allemande osait mettre la France en posture d'accusée et lui signifiait clairement qu'elle la dénoncerait à l'Europe comme le seul État qui mît en péril la paix, si elle ne se résignait pas à suivre docilement les directions de Berlin.

Le triomphe même de la politique bismarckienne imposait donc à Guillaume II l'attitude qu'il prit à son avènement et qu'il s'est toujours efforcé de garder, celle d'un Empereur de la paix. Et s'il entendait que cette paix fût une paix armée, une paix belliqueuse et menaçante, ne suivait-il pas encore en cela la tradition bismarckienne? Quelle différence y a-t-il entre le langage qu'il tiendra si souvent et les rudes paroles qu'avait prononcées Bismarck au Reichstag, le 6 février 1888, et qui sont comme son testament politique : « Nous autres Allemands, nous craignons Dieu et nulle autre chose au monde. La crainte de Dieu nous fait aimer et cultiver la paix. Mais quiconque rompra la paix s'apercevra que le patriotisme belliqueux, qui en 1813 fit accourir aux drapeaux toute la population de la Prusse, alors petite, faible et épuisée, est aujourd'hui un patrimoine commun de la nation. Celui qui attaquera la patrie allemande la trouvera une sous les armes, et chacun de ses soldats aura au cœur cette foi inébranlable : Dieu est avec nous ! »

Il est vrai que Guillaume II ne se contenta pas de maintenir la paix imposée par le glaive allemand. Il eut, au contraire, une diplomatie singulièrement active, souple et entreprenante, et ses ambitions se répandirent, en quelque sorte, sur le monde entier. Le caractère essentiel de sa politique fut d'être une « politique mondiale ».

Mais, cette politique mondiale, Guillaume II ne l'a ni inventée, ni même inaugurée. Elle aussi date de Bismarck ou n'est, tout au moins, que le développement logique de

la politique coloniale à laquelle, vers 1884, Bismarck se laissa gagner. Encore n'appartient-elle, à vrai dire, ni à Guillaume II ni à Bismarck. L'un et l'autre y furent entraînés fatalement par les besoins croissants de l'industrie allemande, qui produisait chaque jour davantage, à l'abri des tarifs protecteurs, mais voyait les marchés européens se fermer devant elle, par représailles, et devait chercher dans les pays neufs, par delà les mers, les débouchés qui lui manquaient. La politique mondiale fut imposée au Gouvernement impérial par les grandes villes commerçantes, par Hambourg et par Brême, par les armateurs et par les banquiers, les Lüderitz et les Bleichrœder, en attendant les Ballin et les Helfferich. Dès avant 1884, des initiatives individuelles, soutenues par l'opinion, des associations privées, comme l'*Association pour la colonisation allemande*, en attendant la *Ligue maritime*, s'élancèrent à la conquête du monde, puis réclamèrent et obtinrent la protection de l'État. Et celui-ci, aussitôt, trouva sa méthode — qui ne fut celle de Guillaume II qu'après avoir été celle de Bismarck — et qui mettait au service du commerce allemand tout le prestige de la force allemande.

Un des traits caractéristiques de la politique de nos voisins, écrit un de nos ambassadeurs, c'est l'ardeur avec laquelle ils font servir le prestige de leurs armes et l'ascendant de leur puissance nouvelle à l'accroissement de leurs relations commerciales. Procurer à l'industrie nationale des débouchés fructueux, triompher de la concurrence étrangère à force d'initiative et de patience, conquérir le monde à la notion de la supériorité des produits allemands après l'avoir étonné par l'éclat des victoires allemandes et asseoir ainsi la domination politique de l'Allemagne sur la base solide de la prééminence industrielle et commerciale, c'est-à-dire doubler la force par la richesse : tel est le programme tracé aux agents de tout ordre qui dépendent de la Chancellerie impériale et poursuivi par eux avec l'ardeur méthodique qui leur est habituelle.

Or, l'ambassadeur qui définissait ainsi la politique mondiale de l'Empire allemand n'était autre que le baron de Courcel, et la dépêche dont ces quelques lignes sont tirées porte la date du 27 avril 1886.

La politique mondiale ne date donc pas, en Allemagne, comme on le dit souvent, des dernières années du XIXe siècle, du moment où l'Empereur appela au secrétariat des Affaires étrangères, puis à la Chancellerie le prince de Bülow ; elle

ne date même pas de l'avènement de Guillaume II à l'Empire ; c'est Bismarck qui l'a voulue et préparée [1].

***

Au début du règne personnel de Guillaume II, l'Allemagne ne disposait encore au delà des océans, que d'une base et de moyens d'action insuffisants. Sa production industrielle était en perpétuel progrès ; les marchands de Hambourg et de Brême accroissaient chaque année sa flotte de commerce ; mais ses escadres n'étaient pas encore en état de faire respecter sur toutes les mers le pavillon impérial : elles n'auraient pu se mesurer, ni avec celles du Royaume-Uni, ni même avec les nôtres. Ses colonies, toutes récentes, étaient pour la plupart assez mal situées. Venue la dernière au partage, elle n'avait pas eu grand choix. Le Togo allemand s'insinuait avec peine entre la Côte d'Or britannique et le Dahomey français, qui étranglaient, en quelque sorte son issue vers le golfe de Guinée. Le Cameroun n'était, à l'origine, que le débouché d'une région montagneuse derrière laquelle la Nigéria et notre Congo menaçaient de se rejoindre. Le Sud-Ouest africain allemand, de médiocre valeur par lui-même, s'adossait, vers l'intérieur, à un désert. L'Afrique orientale allemande était beaucoup plus riche ; mais, en l'acquérant, l'Allemagne avait dû laisser au sultan de Zanzibar une bande côtière de 10 kilomètres de largeur. Elle n'avait pris pied, ni en Amérique — la doctrine de Monroe lui interdisait toute entreprise de ce côté-là — ni en Asie. Dans l'Océan Pacifique, en dehors de la Guinée allemande, qui se développait lentement, elle ne possédait que quelques îles perdues, l'archipel Bismarck et les îles Marshall. Elle n'était pas parvenue à s'affranchir, dans les Samoa, du

1. Le prince de Bülow le reconnaît d'ailleurs lui-même dans son livre sur la *Politique allemande,* tout en faisant remarquer, ce qui est exact, que Bismarck n'avait pu en prévoir toutes les conséquences. « Ce n'est qu'après que l'Empire vit que sa situation en Europe était assurée, écrit-il, que l'on put penser à intervenir pour les intérêts que l'esprit d'entreprise, la capacité industrielle et la hardiesse commerciale des Allemands avaient créés dans tous les États de la terre. Quoique Bismarck ait vu ce nouveau développement de l'Allemagne, il n'a pas vu et ne pouvait pas prévoir les obligations qu'il créerait.... Nous cherchons en vain, dans tous les actes de sa politique pratique, une justification des résolutions que les problèmes de notre politique mondiale exigent de nous, et cela, *quoique cette nouvelle époque ait été préparée par Bismarck.* »

condominium anglais et américain. Aussi considérait-elle avec envie, non seulement l'immense empire anglo-saxon, mais ce domaine colonial français, qui s'élargissait chaque jour un peu plus autour de nos vieilles colonies africaines, et que Bismarck, avant de s'être laissé gagner aux ambitions des coloniaux, avait aidé lui-même à s'enrichir de la Tunisie, de l'Annam et du Tonkin.

Un long effort était donc nécessaire ; mais il pouvait être fructueux. En Asie, il n'était pas certain que la France, en occupant un large territoire, peuplé de races anciennes, civilisées, et parmi lesquelles les Européens étaient détestés et méprisés, eût choisi le meilleure méthode pour assurer à son commerce l'accès de l'immense marché chinois. En Océanie, en Afrique, le partage des terres sans maître s'était fait avec trop de hâte pour qu'il n'eût pas besoin d'être revisé ; rien n'empêchait l'Allemagne — et elle le fit — d'améliorer ses positions d'attente ou d'acquérir de nouveaux points d'appui par des conventions particulières, qui pouvaient même, avec un peu de bonne volonté réciproque, devenir avantageuses aux parties qui les concluraient. Pour se développer hors d'Europe, la nouvelle Allemagne n'avait besoin que de la paix.

Or, vers 1890, la paix n'était menacée par personne. En France, l'agitation bruyante et superficielle des années 1885 à 1889 s'était brusquement calmée, quand le général Boulanger, pour échapper à la Haute Cour, eut passé la frontière et ruiné sans remède son illusoire popularité. Les Français trouvèrent alors, dans le succès de leur Exposition universelle, de légitimes satisfactions d'orgueil, en voyant la place que leur art et leur industrie tenaient encore en Europe. Puis ce furent les luttes intérieures — la longue crise du procès Dreyfus, les réformes sociales, la séparation des Églises et de l'État — qui concentrèrent toute l'attention du pays. L'éternelle revendication de la France mutilée changeait elle-même de caractère. Peu à peu, l'opinion se répandait que l'injustice dont la force s'était rendue coupable ne serait pas réparée par la force. On attendait la revanche du droit. La question d'Alsace-Lorraine devenait une question de sentiment. En fait, à aucun moment, de 1890 à 1904, l'Allemagne n'a pu accuser la France, comme l'avait fait tant de fois Bismarck, de préparer la guerre et sa revanche.

L'Angleterre ne lui donnait, elle aussi, aucun motif légi-

time d'inquiétude, bien au contraire. Nous avons vu que le ministère Salisbury s'était étroitement associé à la Triple Alliance parce qu'il la croyait pacifique. Il inaugurait alors les longs efforts de la politique anglaise en vue d'alléger le fardeau de la paix armée et de régler, par une série d'accords spéciaux, les différends qui risquaient d'opposer, hors d'Europe, ses intérêts particuliers à ceux des autres puissances. L'Allemagne en profita la première en signant avec l'Angleterre la Convention du 14 juin 1890, qui lui permit d'occuper, en face de Zanzibar abandonné au protectorat britannique, le zone côtière qui manquait jusqu'alors à l'Afrique orientale allemande[1] ; celle du 1er juillet de la même année, qui, tout en reconnaissant comme possession anglaise le pays des Betchuanas, assura du moins au Sud-Ouest africain allemand une étroite voie d'accès vers le Zambèze ; enfin, un peu plus tard, sous un ministère Gladstone, la convention du 15 novembre 1893, qui étendit la colonie allemande du Cameroun jusqu'au lac Tchad et ouvrit aux Allemands le bassin du Chari, où les Français n'avaient pas encore pénétré.

L'Allemagne, en sécurité à l'Ouest, pouvait-elle craindre, à l'Est, une agression russe, soit contre elle-même, soit contre son alliée, l'Autriche? Pas davantage. Nous avons vu que, dès 1889, Guillaume II était parvenu à renouer avec le Tsar des rapports personnels, qui jamais ne s'interrompirent tout à fait. Il est vrai qu'Alexandre III, qui n'avait oublié ni le Congrès de Berlin, ni les menaces et les armements de 1882 et de 1883[2], ni les efforts tentés par Bismarck pour installer à Constantinople l'influence allemande[3], ni les intrigues autri-

1. On sait que, par la même convention, l'Angleterre consentit à restituer à l'Allemagne, en Europe, la petite île de Helgoland.

2. Les premiers mois de l'année 1882 avaient été marqués en Allemagne par une campagne de presse extrêmement violente contre la Russie, en même temps que se poursuivaient, sur la frontière orientale de l'empire, des travaux de fortifications et de voies ferrées et des concentrations de troupes. C'est à ce moment que Gortschakoff, que Bismarck accusait de subir l'influence des Panslavistes, abandonna le pouvoir et fut remplacé, comme ministre des Affaires étrangères, par M. de Giers. Nous avons signalé plus haut la période de tension diplomatique qui marqua l'été de 1883.

3. Au moment même où la presse allemande accusait la Russie de compromettre la paix, Bismarck encourageait de nombreux officiers allemands, dont le plus connu était le colonel Kæhler, à entrer au service du Sultan. La presse formulait tout un programme : transformation du seraskiérat en ministère de la Guerre ; création d'un état-major sur le modèle prussien ; de bataillons, d'escadrons et de batteries d'instruction, etc. « Quoi qu'il en soit, un fait est certain, écrivait le 18 mai 1882 notre attaché militaire, le colonel de Sesmaisons, c'est le nombre sans cesse croissant d'officiers allemands qui prennent du service en Turquie. » L'année suivante, on

chiennes en Bulgarie, se rapprocha peu à peu de la France, malgré la répugnance qu'il éprouvait à se lier avec un Gouvernement démocratique, et finit par traiter avec elle. Guillaume II vit se succéder les manifestations qui préparèrent l'alliance franco-russe — visite de l'amiral Gervais à Cronstadt en juillet 1891 ; visite de l'amiral Avelane à Toulon et à Paris en octobre 1893 — et il n'est pas douteux qu'il sut quelque chose du projet de convention militaire présenté par le général de Boisdeffre au Tsar en août 1892 et de sa conclusion définitive à la fin de l'année suivante. Guillaume II s'en inquiéta d'abord, certainement. Mais l'évolution de la politique russe n'empêcha pas le Tsar de venir à Kiel en juin 1892, ni d'envoyer le Tsarewitch à Berlin en janvier 1893. En novembre de la même année, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, le baron de Marschall, se félicitait devant M. Herbette « du caractère pacifique des manifestations populaires » qui avaient accueilli les officiers russes en France, et il ne mettait pas en doute les intentions du Tsar, très désireux, ajoutait-il, « de s'entendre avec l'Allemagne sur le terrain économique ». Et la Russie conclut en effet avec l'Allemagne, en mars 1894, un traité de commerce qui, de l'aveu même de l'ambassadeur à Berlin, le comte Schouwaloff, rétablit entre elles des relations de bon voisinage et d'amitié. Guillaume II savait que l'alliance franco-russe, purement défensive, ne menaçait en rien la paix européenne[1], et il se garda bien d'en témoigner de l'inquiétude et de l'irritation.

Dans cette Europe uniquement soucieuse de paix, quelle fut donc l'attitude de Guillaume II? Il n'épargna certes pas les déclarations pacifiques. Lorsqu'il ouvrit la session parlementaire, le 6 mai 1890, il affirma devant le Reichstag « que le maintien prolongé de la paix serait constamment le but de ses efforts » et que « c'était d'ailleurs le devoir de l'empire, en cultivant les alliances formées pour sa défense et les relations amicales existantes avec toutes les puissances étrangères, de préserver la paix, pour permettre le progrès du bien-être et de la civilisation ». Mais il profita aussitôt d'un incident malheureux, qui se produisit en février 1891[2], et

remarqua la réception faite à Muktar Pacha, qui vint, avec deux généraux de division et deux colonels d'état-major, assister aux grandes manœuvres allemandes.

1 Plus tard, en parlant de l'alliance franco-russe devant le Reichstag, le 5 décembre 1904, le prince de Bülow reconnut lui-meme qu'elle « avait exercé une action pacifique ».

2. On sait qu'un certain nombre de peintres français, qui devaient parti-

qui n'était pour lui qu'une blessure d'amour-propre, pour jeter un cri d'alarme et faire sentir à toute l'Europe que le maintien de la paix dépendait de sa seule volonté. « C'est le soldat et c'est l'armée, s'écria-t-il en remettant leurs drapeaux aux régiments de Berlin, qui ont constitué l'Empire allemand. Ma confiance repose sur l'armée. L'époque où nous vivons est sérieuse ; plus redoutables encore sont peut-être les années qui viennent.... Quoi qu'il arrive, nous voulons nous serrer autour du drapeau et nous rappeler le mot héroïque d'Albert l'Achille, qui disait : « Je ne connais pas, pour y « mourir, d'endroit plus honorable qu'au milieu de mes enne- « mis. » C'est aussi de la sorte que je pense dans le fond de mon cœur. » Et déjà, quelques jours auparavant, à Kiel, il avait dit à ses marins : « L'attaque est la meilleure des défenses. »

Or, pour la défense de l'Empire — mais nous savons comment il la comprenait — Guillaume II voulait que l'Allemagne fut toujours plus formidablement armée. Le Reichstag avait renouvelé le septennat militaire en mars 1887 ; il avait adopté, en février 1888, une série de mesures qui augmentaient les effectifs de guerre d'un demi-million d'hommes ; mais ce n'était pas assez. A l'automne de 1892, le chancelier de Caprivi lui présenta un nouveau projet.

Quelques officiers généraux, qui n'étaient pourtant pas suspects de pacifisme, — le comte de Waldersee par exemple — osèrent en critiquer les dispositions : l'Empereur, aussitôt, prit parti publiquement et menaça d'écraser (zerschmettern) les opposants. Le Reichstag repoussa le projet : il fut dissous. Et lorsque la nouvelle loi militaire, qui augmentait d'environ 86 000 hommes l'effectif de paix [1], fut enfin votée par un nouveau Reichstag, en juillet 1893, à seize voix de majorité, — parce que l'Empereur l'avait voulu, — M. Develle, alors ministre des Affaires étrangères dans le ministère Charles Dupuy, la jugea en ces termes, qu'il faut citer et retenir :

ciper à une exposition organisée à Berlin, y renoncèrent à la suite des incidents qui marquèrent le voyage de l'Impératrice Frédéric à Paris. Celle-ci, bien qu'elle eût imprudemment prolongé son séjour et que la presse allemande inspirée eût commis la maladresse d'attribuer une importance politique à sa visite, fut reçue avec courtoisie par la population parisienne. Mais, dans une réunion privée, d'anciens membres de la Ligue des Patriotes prononcèrent des paroles injurieuses pour l'Empereur, dont l'irritation fut très vive.

1. Exactement 72 037 soldats, 11 857 sous-officiers et 2 138 officiers. La loi établissait en même temps le service de deux ans dans l'armée active.

L'accroissement, dans de telles proportions et dans de telles conditions, de l'effectif de paix, déjà si élevé, a évidemment pour première conséquence de modifier le caractère apparent que l'on s'était attaché jusqu'ici à conserver à l'organisation militaire de l'Allemagne. Il en fait un instrument de guerre offensive. Il en est une autre que l'on ne peut manquer d'envisager à Berlin. Une pareille transformation imposera tôt ou tard aux États contre lesquels elle est, de l'avis de tous, manifestement dirigée, en même temps, bien que pour d'autres motifs, qu'aux puissances liées à l'Empire allemand par la Triple Alliance, une augmentation correspondante de leurs forces. Ce ne sont pas là, ce semble, de nouvelles garanties du maintien de la paix, et l'opposition grandissante que l'initiative prise par l'Empereur a rencontrée, sinon au sein du Reischtag, du moins de la part des populations, montre à quel point cette impression est justifiée. Il me suffira d'ailleurs de constater ici la responsabilité que cette initiative crée à l'Allemagne et à son Gouvernement, ainsi que le devoir que nous avons de nous attacher à ne la laisser s'affaiblir ou se déplacer aux yeux de personne [1].

Ainsi, dès cette époque, l'Allemagne entraînait l'Europe à des armements toujours accrus, qui, sous prétexte de protéger la paix, conduisaient inévitablement à la guerre. A l'alliance franco-russe, qui n'était pas encore conclue et qu'elle savait pacifique, elle répondait à l'avance par la loi militaire de 1893, qui acheva de décider le Tsar à la conclure. Et les alliés même de l'Allemagne en comprenaient aussi bien que M. Develle les conséquences périlleuses, qu'ils n'étaient plus en état de conjurer. « A quoi bon ce surcroît de préparatifs, disait l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à M. Herbette. Nous voulons la paix et nous ne tenons pas plus que vous à être acculés à la guerre [2]. » Mais peu importaient l'opinion de M. Szoegyény, ou même les déclarations pacifiques du comte Kalnocky à Vienne. C'était Guillaume II qui menait l'alliance.

Et Guillaume II ne faisait pas qu'armer l'Allemagne en obligeant l'Europe à s'armer autour d'elle. Sa diplomatie perpétuellement aux aguets, se mêlait à toutes les querelles non pour les apaiser, mais pour désunir les puissances, éveiller entre elles les jalousies et les soupçons, convaincre le Tsar qu'il ne pouvait compter sur la France, la France que

1. M. Develle, ministre des Affaires étrangères, à M. Herbette, 17 juillet 1893.
2. M. Herbette à M. Develle, ministre des Affaires étrangères, 16 juin 1893

le Tsar lui préférait l'amitié allemande, isoler l'Angleterre enfin par une politique de bascule, qui tantôt le rapprochait d'elle et tantôt réunissait contre elle l'hostilité russe aux rancunes françaises. Politique « versatile » et « dissolvante », c'est ainsi que la définissait, dès 1895, le comte Osten-Sacken, l'ambassadeur de Russie à Berlin[1]. Mais politique versatile que ses perpétuelles évolutions n'empêchent pas de toujours poursuivre le même but, et dont on pourrait dire ce que disait un jour, de l'Empereur lui-même, le prince de Bülow : « On le croit impulsif, mais il ne l'est qu'à la surface. Au fond, il suit ses desseins avec une fermeté qui ne se dément ni ne se lasse[2]. » Ce sont les procédés et les allures de cette diplomatie impériale qu'il nous faut encore préciser par quelques exemples.

***

La première négociation de quelque importance qui s'engagea, pendant le règne personnel de Guillaume II, entre la France et l'Allemagne[3], fut celle d'un arrangement de frontière entre le Cameroun et le Congo. Ce fut l'Allemagne qui le proposa, au commencement de l'année 1893 : la Chancellerie impériale était très désireuse d'ouvrir la route du lac Tchad aux colons du Cameroun et de l'interdire, autant que possible, aux colons français du Bas-Congo. Des deux côtés, les prétentions s'opposèrent et l'Allemagne, au bout de quelques mois, laissa tomber les pourparlers. Sans doute les avait-elle engagés suffisamment pour inquiéter l'Angleterre dont la colonie de Nigeria cherchait à s'étendre dans la même direction. Toujours est-il que l'Angleterre consentit presque aussitôt, nous l'avons vu, à signer la convention du 15 novembre, par laquelle elle abandonnait, au sud du Bornou, tout l'arrière-pays, non seulement jusqu'au Tchad, mais jusqu'au Chari.

Alors l'Allemagne se retourna vers la France, qui consentit

1. M. Herbette à M. Berthelot, ministre des Affaires étrangères, 11 décembre 1895.

2. Le marquis de Noailles à M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères, 26 janvier 1900.

3. A la suite de la convention anglo-allemande du 14 juin 1890, le Gouvernement français avait assez facilement obtenu du Gouvernement allemand la reconnaissance du protectorat français sur Madagascar.

à envoyer à Berlin deux plénipotentiaires, M. Haussmann et le commandant Monteil, et ceux-ci, à peine arrivés, apprirent du baron Marschall la signature de la convention anglo-allemande. Ils obtinrent néanmoins, par les accords des 4 février et 15 mars 1894, un partage de l'Adamaoua, qui en laissait la majeure partie au Cameroun, mais assurait à notre Congo, au sud du 10° de latitude Nord, l'accès du Chari.

Les accords n'étaient, en apparence, que des arrangements locaux, et qui pouvaient passer pour avantageux aux deux parties. Mais la France y fit la première expérience des procédés de la Chancellerie impériale et du profit que celle-ci savait tirer de la rivalité franco-britannique. Peut-être même la convention anglo-allemande du 15 novembre 1893 et la convention franco-allemande du 15 mars 1894 trahissaient-elles des desseins plus secrets. En les rapprochant l'une de l'autre, on s'aperçoit que la première reconnaissait les droits de l'Angleterre, à l'Est du Tchad, sur le Ouadaï, le Darfour et le Kordofan, jusqu'au Nil, tandis que la seconde nous abandonnait le Baghirmi, c'est-à-dire la route du Bahr-el-Ghazal et de Fachoda. L'Allemagne ne ménageait-elle pas ainsi, pour l'avenir, entre l'Angleterre et la France, des possibilités de conflit qui lui deviendraient un jour ou l'autre profitables?

***

Deux mois après, une autre négociation coloniale, de plus de portée, apprit mieux encore au Gouvernement français toutes les précautions qu'il était bon de prendre avant d'accueillir les suggestions de la Chancellerie impériale. Vers la fin de mai, la nouvelle se répandit des arrangements que l'Angleterre venait de conclure avec l'État belge du Congo. Pour arrêter les progrès de la France vers le Haut-Nil, l'Angleterre cédait à bail au Congo belge (art. 2) un vaste territoire, jadis placé sous la suzeraineté nominale du Sultan, tout le pays des Rivières, avec une grande partie de l'ancienne province égyptienne d'Équatoria ; pour livrer passage à la voie ferrée qu'elle projetait d'établir du Cap au Caire, l'État du Congo, de son côté, lui cédait à bail (art. 3), entre le lac Albert-Édouard et le lac Tanganika, une bande de terrain

de 25 kilomètres de large, en bordure du territoire allemand de l'Afrique orientale.

La convention lésait à la fois les intérêts de l'Allemagne et ceux de la France : il était naturel que les deux puissances unissent leurs protestations. Dès le 26 mai (la convention anglo-congolaise avait été signée le 12), le directeur des Colonies à l'Office impérial des Affaires étrangères déclarait à l'un des secrétaires de l'ambassade de France, que son Gouvernement « n'accepterait pas, pour ses possessions dans cette région africaine, la substitution du voisinage de l'Angleterre à celui de l'État belge ». L'avance parut bien indirecte à notre ambassadeur et ne lui inspira pas grande confiance[1]. Elle fut d'ailleurs transmise à Paris au moment où le ministère Casimir Perier venait de remettre sa démission au président Carnot. Casimir Perier ne voulut pas engager son successeur et se borna à protester officiellement contre l'arrangement anglo-congolais.

M. Hanotaux, qui prit le portefeuille des Affaires étrangères dans le second cabinet Dupuy, ne crut pas devoir laisser tomber tout à fait la conversation et constata que les deux stipulations de l'accord lui paraissaient également contraires aux principes établis par la conférence de Berlin[2]. Mais aussitôt le baron Marschall fit à M. Herbette des propositions plus directes et plus larges, que celui-ci transmit par télégramme, le 13 juin. Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères définissait comme M. Hanotaux le caractère de la convention anglo-congolaise et ce qu'il appelait déjà « le but commun » de la France et de l'Allemagne, c'est-à-dire le maintien du *statu quo* légal africain.

Tel est, ajoutait-il, sauf meilleure définition, un point fixe sur lequel les deux puissances sont évidemment d'accord en dehors de leurs intérêts particuliers qui portent pour l'une sur le Bahr-el-Gazal et pour l'autre sur la bande de terrain congolais que l'Angleterre voudrait prendre à bail.

J'appréhende que le Cabinet de Londres ne se propose d'essayer de nous désarmer séparément, afin de s'assurer la domination de la zone qui s'étend du Cap aux sources du Nil. A nous, elle offrira des concessions territoriales ; à vous, elle accordera des satisfactions variées, sur les difficultés qu'elle vous crée dans votre domaine colonial. Peut-être même vous ouvrira-t-elle de fallacieuses pers-

1. Télégrammes de M. Herbette à M. Hanotaux, 1er et 4 juin 1894.
2. Télégramme de M. Hanotaux à M. Herbette, 5 juin 1894.

pectives sur un règlement amiable de la question de l'Égypte et le tour sera joué.

Pour contrecarrer ce plan, ne serait-il pas utile que les Gouvernements français et allemand ne tardassent pas davantage à affirmer la communauté de leurs vues sur la nécessité de sauvegarder le *statu quo* légal africain. Comment cette affirmation pourrait-elle se produire? Serait-ce par une proposition simultanée de réunir une conférence, ou par un autre procédé? La Chancellerie impériale n'a pas d'idée arrêtée. Elle se borne à poser la question au Gouvernement de la République en toute bonne foi et sans arrière-pensée. Si l'idée d'une conférence venait à prévaloir (le baron Marschall n'a pas indiqué le lieu), il ne serait pas indispensable que les représentants français et allemands parlassent à l'unisson, ni qu'ils se soutinssent publiquement dans toutes les circonstances. Mais la loyauté leur ferait un devoir de ne pas déserter le terrain de leurs résolutions préalablement concertées et j'aurais, pour ma part, toute confiance en la sincérité de votre Gouvernement comme il pourrait l'avoir en la mienne [1].

C'était, très nettement, une action concertée que la Chancellerie impériale proposait au Gouvernement français, avec une sorte d'engagement réciproque de maintenir l'accord jusqu'à la satisfaction commune. M. Hanotaux adhéra, par télégramme, le 17 juin, à la proposition du baron Marschall et des pourparlers s'engagèrent à Berlin sur la façon dont les deux Cabinets pourraient combiner leurs efforts.

Il a été entendu, télégraphiait le soir même M. Herbette, que les deux Gouvernements poursuivraient, chacun de leur côté, jusqu'à nouvel ordre, leurs démarches à Londres et à Bruxelles et qu'ils se tiendraient au courant des incidents notables de cette double négociation.

Or, à Londres (où sans doute le Cabinet de Berlin n'avait pas caché ses conversations avec le Gouvernement français) le ministère Rosebery se résolut immédiatement à satisfaire l'Allemagne et lui notifia qu'il ne se prévaudrait pas de l'article 3 de la convention. Il semble que la Chancellerie impériale aurait dû, ainsi que le faisait espérer quelques jours auparavant le baron Marschall, « se faire un devoir de ne pas déserter le terrain des résolutions préalablement concertées » et attendre, pour clore les pourparlers, que l'Angleterre eût aussi fait droit aux réclamations françaises.

Il n'en fut pas du tout ainsi. « L'article 3 étant l'unique

1. Télégramme de M. Herbette à M. Hanotaux, 13 juin 1894.

base de la réclamation de la Chancellerie impériale, dit tranquillement le baron Marschall à M. Herbette, le comte de Caprivi conseillera à l'Empereur de se déclarer satisfait[1]. » Le comte Münster, à Paris, parla dans le même sens à M. Hanotaux. En vain, celui-ci fit-il remarquer l'inconvénient qu'il y aurait à la conclusion d'un accord isolé. « Je lui ai demandé, écrit-il, si, connaissant l'état des esprits en France comme il le connaît, il ne croyait pas devoir attirer l'attention de son Gouvernement sur ce qu'il pourrait y avoir de fâcheux dans le fait de perdre au dernier moment le bénéfice d'une action commune, qui a produit d'heureux résultats. » Le comte Münster se déroba[2]. M. Herbette insista un peu plus.

J'ai indiqué légèrement, écrit-il, que le Gouvernement impérial, qui doit en partie à notre coopération le succès de sa négociation a le devoir de nous aider dans la nôtre. Car c'est dans la crainte d'une entente trop complète de la France et de l'Allemagne que le Cabinet de Londres a cédé, et si la Chancellerie impériale avait tenu bon, elle aurait enlevé le retrait pur et simple de la convention du 12 mai.

Mais le baron Marschall ne prit même pas la peine de dissimuler son jeu. Il avait, jusqu'à la proposition anglaise, répondit-il, insisté pour l'abandon des deux articles à la fois ; mais « ce n'était au fond qu'un moyen de pression », et le « retrait total » aurait humilié trop profondément le Gouvernement britannique. Le baron Marschall se contenta de promettre « qu'il s'arrangerait pour que, dans l'échange de notes qui se produirait entre la Chancellerie impériale et le Cabinet de Londres, il n'y eût, du côté allemand, aucun mot impliquant la reconnaissance de la validité de l'article 2 ». C'était peu ; et ce fut tout. « Je n'ai pas jugé utile, conclut M. Herbette, d'entrer dans la voie des récriminations stériles[3]. » Mais il était averti.

***

C'est la même année que survint, en Extrême-Orient, le conflit sino-japonais, qui intéressait directement toutes

1. Télégramme de M. Herbette à M. Hanotaux, 18 juin 1894.
2. Télégramme de M. Hanotaux à M. Herbette, 19 juin 1894.
3. Télégramme de M. Herbette, 19 juin 1894.

les grandes puissances, sauf l'Allemagne. Il est curieux de noter le rôle que celle-ci s'y ménagea. On sait que la guerre commença en juillet et que la supériorité militaire des Japonais ne tarda pas à s'affirmer, en août, par les succès qu'ils remportèrent dans la Mandchourie méridionale. Tout d'abord, les puissances occidentales se déclarèrent neutres et l'Allemagne eut soin de garder la réserve la plus grande. « Le baron Marschall, écrivait M. Herbette le 29 août, s'est montré très discret sur la guerre entre le Japon et la Chine, car il ne m'en a pas dit un mot. » Lorsqu'en octobre l'Angleterre voulut savoir si l'Allemagne, la Russie, la France et les États-Unis ne seraient pas disposés à intervenir avec elle, en proposant comme condition de paix l'indépendance de la Corée, et le payement d'une indemnité de guerre par la Chine, le ministre d'Angleterre à Berlin ne reçut qu'une réponse évasive. Évidemment la Chancellerie impériale ne voyait pas encore bien clair dans le jeu des puissances — de l'Angleterre en particulier — et se réservait.

Deux événements survinrent alors qui peut-être influèrent sur son attitude : la mort du Tsar Alexandre III, le 1er novembre, et, quelques jours plus tôt, en Allemagne, la démission de Caprivi que remplaça le prince de Hohenlohe. On attendait de celui-ci, malgré son grand âge, une direction plus ferme, surtout lorsqu'il s'agirait de défendre les intérêts coloniaux de l'Empire, auxquels les conservateurs avaient accusé Caprivi de ne pas s'intéresser suffisamment. Quant à la mort d'Alexandre III, elle allait obliger Guillaume II à se ménager des occasions d'assurer son influence personnelle sur le nouvel Empereur, qui passait pour timide et assez faible.

Quelques mois s'écoulèrent encore, pendant lesquels les Japonais, qui avaient pris Port-Arthur (21 novembre), achevèrent de conquérir la presqu'île de Liao-Toung, puis s'emparèrent de Weï-haï-Weï (30 janvier 1895), ce qui réduisit la Chine à merci : dès février, des pourparlers s'engagèrent entre deux plénipotentiaires chinois et japonais, Li-Hung-Chang et Ito. Mais ce ne fut, en réalité, qu'au moment où les négociations parurent sur le point d'aboutir, et où l'on put en prévoir les résultats[1], que les Gouvernements euro-

1. Les propositions de paix, qui devinrent, le 17 avril, les clauses du traité de Shimonosaki, furent communiquées aux puissances dans les premiers jours du mois. La Chine devait reconnaître l'indépendance de la Corée, abandonner au Japon la plus grande partie de la presqu'île de Liao-Toung avec Port-Arthur, Formose et les Pescadores, et payer une indemnité de guerre.

péens s'apprêtèrent à agir ; encore se surveillaient-ils l'un l'autre, sans trop se découvrir, l'Allemagne surtout.

Il est certain qu'à ce moment même l'Allemagne n'avait pas fixé sa politique. Le 5 avril, à Paris, le comte Münster se bornait à interroger M. Hanotaux et laissait apparaître l'opinion que les conditions de la paix, quoiques dures, pourraient être acceptées par l'Europe. L'Angleterre, disait-il, semblait se rapprocher du Japon, et la Russie recevait satisfaction, puisque la Corée était reconnue indépendante. Le comte Münster était uniquement préoccupé des conditions commerciales imposées par le Japon et qui pouvaient être un danger pour le commerce européen. Le 10 avril, il n'avait certainement pas reçu d'instructions nouvelles, puisqu'il déclarait encore à M. Hanotaux « que le développement de la force du Japon, rival nécessaire de la Russie en Extrême-Orient, était un fait heureux pour l'Allemagne et pour l'Angleterre ».

Pourtant le même jour, à Berlin, le baron Marschall informait M. Herbette « que l'Allemagne serait disposée à protester à Tokio, de concert avec la Russie, dans le sens de cette observation du prince Lobanoff, que la possession de Port-Arthur serait entre les mains des Japonais le Gibraltar du golfe de Petchili, comme celle de Formose et des îles Pescadores la clef des communications de l'Europe avec la Chine[1] » ; et le 17 avril, le chargé d'affaires de Russie à Berlin venait dire à notre ambassadeur qu'il était chargé par le Tsar de proposer une démarche commune des représentants de la Russie, de l'Allemagne et de la France à Tokio, en vue de conseiller au Japon, « dans les termes les plus propres à ménager sa susceptibilité, de renoncer à l'annexion définitive de la presqu'île de Liao-Toung[2] ».

Une brusque évolution de la politique allemande s'était donc produite, dont les origines nous échappent en partie, mais dont les intentions sont faciles à découvrir.

Ce qui n'est pas douteux, c'est qu'elle se produisit sous l'influence personnelle de l'Empereur, et — le renseignement nous est fourni par M. Herbette — après un long entretien qu'eut Guillaume II avec un ancien ministre d'Allemagne en Chine, M. de Brandt. Ce qui est également certain, c'est que

1. Télégramme de M. Herbette à M. Hanotaux, 10 avril 1895. La minute de la réponse a été écrite par M. Hanotaux sur la feuille de déchiffrement. C'est là qu'est indiquée la démarche du comte Münster, du même jour.

2. Télégramme de M. Herbette, 17 avril, 9 h. 45 soir.

l'Allemagne, qui mit en avant la Russie, avait en réalité pris l'initiative de la proposition qui parut venir de Saint-Pétersbourg. Dès le 7 avril, M. Hanotaux était informé par l'ambassadeur de Russie, M. de Mohrenheim, que l'Allemagne avait demandé à la Russie « d'être initiée à l'action des trois puissances (c'étaient alors la Russie, la France et l'Angleterre) et de s'y associer [1] ». La conversation était donc engagée déjà entre Berlin et Saint-Pétersbourg. Presque aussitôt, le Gouvernement anglais déclara qu'il ne ferait pas opposition à la paix. C'est alors — le 10 avril, et certainement après l'entretien de Guillaume II avec M. de Brandt — que la Chancellerie impériale annonça, nous l'avons vu, l'intention de protester à Tokio, de concert avec la Russie, contre l'occupation du Liao-Toung par les Japonais : et ce fut seulement le 17 que le chargé d'affaires de Russie à Berlin communiqua confidentiellement au secrétaire d'État aux Affaires étrangères et à l'ambassadeur de France la proposition russe. « Dans la journée, télégraphia M. Herbette, il a été informé par le baron Marschall que l'Empereur Guillaume II adhérait à cette manière de voir [2]. » On ne peut mettre en doute que l'idée d'une intervention à trois ait été suggérée au cabinet de Saint-Pétersbourg par la Chancellerie impériale, dans les conversations qui se poursuivirent du 7 au 17 avril.

Quant aux avantages que Guillaume II espérait tirer de son intervention, ils sautent aux yeux. Peut-être M. de Brandt lui avait-il signalé le péril auquel s'exposaient toutes les puissances européennes en livrant la Chine à la prépondérance industrielle et commerciale du Japon. Mais des intérêts plus particuliers et plus directs ne lui échappaient certainement pas. En s'associant aux efforts de la Russie pour limiter les conséquences de la victoire japonaise, il détournait les ambitions russes de l'Orient balkanique vers l'Extrême-Orient ; il nouait, presque au lendemain de l'alliance franco-russe, des liens nouveaux entre les chancelleries de Saint-Pétersbourg et de Berlin et relâchait, par là même, ceux qui unissaient la Russie à la France ; enfin, tout en secondant la Russie, il introduisait l'Allemagne, à sa suite, dans une région du globe, riche entre toutes, où l'influence allemande n'avait jamais encore pénétré.

1. Télégramme de M. Hanotaux aux ambassadeurs de France à Berlin et à Washington, 7 avril 1895.

2. Télégramme de M. Herbette, du 17 avril, déjà cité.

Son intervention, en tout cas (et ce fut certainement l'un des avantages qu'il en attendait) plaça la France dans une situation singulièrement délicate et qui pouvait devenir périlleuse.

Si elle refusait de s'y associer — après que Guillaume II avait eu l'habileté de faire passer sa proposition par Saint-Pétersbourg — l'Empereur ne manquerait pas d'en tirer argument auprès du Tsar et de dire à celui-ci : « Vous avez été témoin de notre bonne volonté. C'est la France qui vous fausse compagnie, en dépit de nos loyales déclarations[1]. » L'alliance franco-russe, encore bien jeune et bien fragile, risquait de ne pas survivre à l'incident.

Si la France, au contraire, acceptait de participer à la démarche commune pour ne pas blesser le Tsar, elle n'en affaiblissait pas moins son alliance avec la Russie en y introduisant l'Allemagne en tiers ; elle consentait elle-même, en quelque sorte, à en émousser la pointe. Elle s'exposait surtout à un danger beaucoup plus grand, dans le cas où le Japon, en résistant, obligerait les trois puissances à faire succéder à la menace diplomatique une démonstration militaire. « J'appréhende pour nous, écrivait très justement M. Herbette, l'obligation de participer à des opérations de guerre en commun avec l'Allemagne[2] ». Ce jour-là, comment le ministère aurait-il évité une interpellation sur l'alliance russe et des débats parlementaires qui auraient pu remettre en question l'orientation même de notre politique étrangère?

Heureusement, M. Hanotaux conduisit les pourparlers avec une extrême prudence. Quand l'Allemagne eut manifesté l'intention de s'associer à toute démarche destinée à empêcher la cession de Port-Arthur aux Japonais, il exprima tout d'abord au comte Münster l'espoir que l'Angleterre ne se séparerait pas des autres puissances et que le concert européen pourrait être maintenu. « Mais si ce concert n'existait pas, ajoutait-il, il y aurait là une situation grave, que nous examinerons en nous tenant en communication constante avec le cabinet de Saint-Pétersbourg, comme nous l'avons fait jusqu'ici[3]. » Quand la proposition de démarche commune lui fut présentée, au nom de la Russie, par la Chancellerie allemande, il eut soin de recommander à M. Her-

1. C'est la remarque que faisait M. Herbette dans un télégramme à M. Hanotaux, le 19 avril 1895.
2. M. Herbette à M. Hanotaux, 27 avril.
3. Télégramme de M. Hanotaux à M. Herbette, 12 avril 1895.

bette de faire comprendre à Berlin « que le Gouvernement français n'avait naturellement pas attendu le conseil de personne pour se conformer à l'entente établie entre la France et la Russie depuis le commencement du conflit sino-japonais » et que son adhésion au projet avait été donnée officieusement, dès le premier jour, à M. de Mohrenheim [1]. « La France, écrivait-il encore à M. Herbette, le 20 avril, reste fidèle à la politique qu'elle a suivie depuis le début du conflit sino-japonais et qui l'a tenue en relations constantes et confiantes avec le Gouvernement impérial russe. » Il parvint ainsi à éviter tout froissement entre le Gouvernement de la République et le Tsar, jusqu'au moment — qui heureusement survint dès le 5 mai — où le Japon consentit à accepter les conditions de paix que les trois puissances lui avaient dictées [2] et mit fin, par là même, à l'éphémère entente franco-russo-allemande.

***

Celle-ci ne fut d'ailleurs que l'une des manœuvres que tenta Guillaume II, pendant l'année 1895, pour gagner ou compromettre le Gouvernement français, et dont la plus intéressante est certainement l'invitation à Kiel.

Le canal maritime de la mer du Nord à la mer Baltique venait d'être achevé et l'Empereur, qui tenait à montrer sa jeune escadre à l'Europe, avait résolu de l'inaugurer en grande pompe, au milieu de fêtes où toutes les marines européennes seraient invitées. Il n'était pas douteux que l'Angleterre et la Russie répondraient volontiers à l'invitation. L'occasion était trop naturelle d'obliger la France à s'isoler publiquement de toutes les puissances ou à consentir à une visite, qui ne serait sans doute, en principe, qu'un acte de courtoisie internationale, mais qui pouvait donner aisément prétexte à des interprétations dangereuses ou blessantes.

Les fêtes de Kiel devaient être célébrées à la fin de juin ; mais ce fut dès les derniers jours de février que le comte Münster exprima officiellement à M. Hanotaux le désir de

1. Télégramme du même au même, 19 avril 1895.

2. Le Japon renonça à prendre possession de Formose et des îles Pescadores. Il promit de restituer la presqu'île de Liao-Toung à la Chine contre une indemnité supplémentaire. Il se contenta de l'indépendance de la Corée.

l'Empereur que la France y participât. Il va sans dire que celui-ci demanda le temps d'en référer au Conseil des ministres et de prendre l'avis du Gouvernement russe, dont nous ne voulions pas nous séparer. Il semble qu'au premier moment, M. Hanotaux, frappé de toutes les difficultés et de tous les périls auxquels l'acceptation pouvait conduire, inclina vers un refus. Mais la première démarche nécessaire était une démarche auprès du Tsar ; et il en résulta que celui-ci, résolu à accepter l'invitation, conseillait au Gouvernement de la République de l'accepter aussi. M. Hanotaux, à vrai dire, n'avait certainement admis d'abord la possibilité d'un refus que si la Russie, comme la France, se tenait à l'écart. Or, la Russie faisait valoir qu'il ne convenait pas de paraître abandonner aux marines de l'Allemagne et de l'Angleterre l'hégémonie dans les mers du Nord. D'autre part, si la Russie paraissait aux fêtes, il ne convenait pas de l'y laisser « seule parmi les puissances indifférentes ou plutôt favorables à la politique de l'Allemagne » et il était indispensable de « maintenir aux yeux de tous, par une manifestation heureusement combinée, la continuité d'une politique qui était un gage de paix pour le monde ». L'essentiel était de bien faire apparaître le « concert » auquel Nicolas II s'était aussitôt prêté.

Ce fut dans ces termes que le Conseil des ministres autorisa M. Hanotaux à donner au comte Münster une réponse affirmative. Mais M. Hanotaux avait eu soin, auparavant, de formuler auprès de l'ambassadeur d'Allemagne une série de réserves et de prendre des précautions qui ne furent pas superflues. Parmi les réserves, il y en avait une sur la date : les navires qui participeraient aux fêtes devraient avoir regagné les eaux françaises avant le 23 juin, jour anniversaire de la mort du Président Carnot. Il devait être bien entendu, d'autre part, que la cérémonie garderait le caractère d'un acte de courtoisie, sans aucune signification politique ; et M. Hanotaux avertissait le comte Münster que si la presse allemande l'interprétait autrement, « la présence des bateaux français serait rendue impossible, en juin, quelle que fût l'opinion et la décision du Gouvernement actuel ». Il attirait donc l'attention de l'ambassadeur sur la responsabilité qui, de ce fait, allait peser sur le Gouvernement allemand pendant plusieurs mois. M. Hanotaux exigeait encore l'assurance que la division française « serait confondue absolument avec les autres et qu'on ne ferait pour elle ni pour

nos marins rien de particulier » ; enfin que ceux des navires allemands qui porteraient des noms de batailles entre Allemands et Français ne figureraient pas à la cérémonie.

Il va sans dire que toutes ces réserves restèrent verbales. Mais la note officielle qui fut présentée au comte Münster posait du moins comme une condition formelle qu'avant d'annoncer l'acceptation française, la presse insérerait une dépêche, datée de Saint-Pétersbourg ou de Berlin, et indiquant qu'un concert s'établissait entre les Gouvernements français et russe en vue de répondre à l'invitation impériale [1].

Les mois qui suivirent ne prouvèrent que trop combien les craintes de M. Hanotaux étaient légitimes et combien peu Guillaume II s'attachait à ménager la France, même alors qu'il paraissait désireux de la gagner à sa politique. Lorsqu'il se rendit à Friedrichsruhe, le 26 mars, pour remettre au prince de Bismarck une épée commémorative du 25e anniversaire de la guerre franco-allemande, il prononça à cette occasion des paroles qui semblaient calculées à dessein pour blesser au vif les susceptibilités françaises [2] : et toute la presse allemande les reproduisit en les commentant. « Est-ce là, remarquait M. Herbette, l'indice d'une résistance énergique que rencontrerait dans la pacifique Allemagne un caprice belliqueux de l'Empereur? » Puis il fallut accepter, malgré les assurances données par le comte Münster, la présence à Kiel du *Wœrth*, qui fut rappelé tout exprès de la Méditerranée. Enfin, l'inauguration du canal maritime se fit sans incident. Mais bientôt après commença, au milieu d'un enthousiasme populaire que la presse s'étudiait à échauffer, la série des anniversaires douloureux pour la France, de Wissembourg à Sedan.

L'année 1895 s'acheva sans que la paix eût été compromise ni que l'alliance franco-russe se fût relâchée ; mais il

1. Tout ceci est tiré de trois notes autographes de M. Hanotaux. Les deux premières ont été rédigées aussitôt après deux entretiens avec M. de Mohrenheim et avec le comte Münster. La troisième reproduit la décision prise par le Conseil des ministres.

2. « Et maintenant, s'écria Guillaume II devant les troupes rassemblées en l'honneur du prince, je vous remets, comme le plus beau des présents, une épée, cette arme favorite des Germains. C'est le symbole de l'outil que vous avez, de concert avec mon vénéré aïeul, forgé, aiguisé et manié ; le symbole du grand et puissant édifice dont le ciment était de fer et de sang ; un instrument qui ne refuse jamais le service et qui, dans la main des rois et des princes, si cela devient nécessaire, maintiendra à l'intérieur la cohésion qui a conduit à l'unité vis-à-vis du dehors. Votre Altesse reconnaîtra dans les armoiries de l'Alsace-Lorraine gravées sur la lame à côté des siennes, toute l'histoire qui a trouvé sa conclusion il y a vingt-cinq ans. »

avait fallu, pour les sauvegarder l'une et l'autre, toute la prudence du Gouvernement français et toute la sagesse de la nation.

***

Après « l'invitation à Kiel », notons encore, à titre d'incident caractéristique, la courte négociation qui suivit, au début de l'année 1896, le raid du Dr Jameson au Transvaal et les résultats inattendus qui en sortirent. Nous y verrons, en action, la diplomatie personnelle de Guillaume II.

On en connaît l'origine. Le 1er janvier 1896, Jameson, qui avait franchi quelques jours auparavant la frontière du Transvaal, atteignit Krügersdorp, à trente milles de Johannesburg. Mais le soulèvement qu'il espérait provoquer parmi les « uitlanders » ne se produisit pas, et les quelques centaines d'hommes qui l'avaient suivi furent entourées par les Boërs et durent se rendre le 2 janvier. Partout, en Europe, l'opinion se prononça contre les « flibustiers ». Déjà, l'année précédente, à la suite d'un télégramme du Président Krüger, qui paraissait se placer sous la protection allemande, Guillaume II avait fait connaître à Londres l'intérêt qu'il attachait au maintien du Transvaal « comme puissance indépendante, conformément à la convention du 27 février 1884 ». Dès qu'il apprit le raid Jameson, il s'apprêta à agir.

Le 1er janvier 1896, le comte Marschal vint trouver M. Herbette. Il l'informa que l'ambassadeur d'Allemagne à Londres, le comte Hatzfeldt, avait été chargé dès la veille de déclarer au Gouvernement de la Reine que l'Allemagne ne tolérerait pas une atteinte quelconque à l'indépendance de la République Sud-Africaine. Il ajouta qu'il désirait examiner « dès maintenant » avec lui dans quelle mesure la France serait disposée « à limiter, de concert avec l'Allemagne, l'insatiable appétit de l'Angleterre ». Il ne s'agissait pas, dans sa pensée, « de lier partie ensemble sur des questions propres à mettre en péril la paix européenne, celles d'Orient, d'Égypte ou de la Méditerranée par exemple » ; mais il en existait d'autres où les deux Gouvernements pourraient « brider l'Angleterre, sans courir le risque de mettre le feu aux poudres ». Il lui paraissait nécessaire « de démontrer pratiquement à l'Angleterre qu'elle ne devait plus compter sur

l'antagonisme franco-allemand pour s'emparer de tout ce qui est à sa convenance ».

M. Herbette n'eut pas de peine à comprendre que cette dernière observation contenait tout l'essentiel des intentions impériales. Il accueillit l'ouverture avec réserve. Il fit remarquer au baron Marschal qu'en excluant des pourparlers la question d'Égypte, il supprimait la principale raison que pouvait avoir la France de tenter la partie qu'on lui proposait. « Je ne vois pas, dit-il au secrétaire d'État, quelle utilité il y aurait pour nous à cette ligue avec l'Allemagne pour faire échec à l'Angleterre dans les cas où vos intérêts essentiels sont en jeu, sans que nous puissions compter sur votre concours là où ils sont moins pressants que les nôtres [1]. »

L'attitude réservée de M. Herbette — qui d'ailleurs n'avait parlé qu'en son nom personnel — ne découragea nullement l'Empereur ; car ce fut seulement le 3 janvier qu'il expédia et fit publier le fameux télégramme, dans lequel il félicitait le Président Krüger d'avoir pu, « sans recourir à l'assistance des puissances amies », sauvegarder l'indépendance du Transvaal [2]. Enfin, ce fut au lendemain de cette manifestation retentissante qu'il intervint lui-même dans les pourparlers. Il chargea le prince Radolin de porter à Saint-Pétersbourg une lettre au Tsar. Il y exposait en termes très vifs ses griefs contre l'Angleterre ; il y donnait les motifs du télégramme qu'il venait d'adresser au Président de la République Sud-Africaine et qu'il avait rédigé, disait-il, « après mûre réflexion » ; il y annonçait qu'il avait fait entendre à Londres « le langage le plus énergique » : et il priait enfin le Tsar de se joindre « à cette action bien décidée de l'Allemagne », en ajoutant qu'il faisait faire à Paris une démarche semblable pour demander le concours de la France [3].

On sait que cette brusque offensive diplomatique contre l'Angleterre fut presque aussitôt interrompue. Ne trouva-t-elle pas à Saint-Pétersbourg l'accueil auquel s'attendait

1. Dépêche de M. Herbette à M. Berthelot, ministre des Affaires étrangères, 1er janvier 1896.

2. Eckardstein (*Lebenserinnerungen*, I, 277) attribue à Marschall l'idée du télégramme à Krüger ; il exprime en même temps l'opinion que Holstein, l'inspirateur occulte de la diplomatie allemande à cette époque, n'y fut peut-être pas étranger. Nos documents ne lui donnent pas tort. Il semble bien qu'il n'y eut pas seulement, à ce début de janvier 1896, une initiative isolée de Guillaume II.

3. Dépêche de M. de Montebello, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, à M. Berthelot, 12 janvier 1896.

Guillaume II? C'est possible. Il est pourtant certain qu'il n'en vint pas une réponse négative. Le 8 juillet, l'ambassadeur de Russie à Berlin se montrait encore favorable à une entente avec l'Allemagne et se réjouissait, devant M. Herbette, « de voir qu'un fossé se creusait tous les jours davantage entre la Grande-Bretagne et l'Empire allemand[1] ».

Il est beaucoup plus vraisemblable que le Gouvernement anglais répondit avec tant de vigueur aux représentations allemandes que Guillaume II, comprenant tout à coup le péril qu'allaient courir ses ports et sa flotte, préféra s'humilier, plutôt que de risquer une déclaration de guerre à laquelle lord Salisbury semblait résolu. Toujours est-il que l'on en fut convaincu dans les cercles diplomatiques et que le baron Marschall dut protester « contre des informations de source anglaise » d'après lesquelles « l'Empereur aurait fait des excuses écrites à la Reine Victoria au sujet de son télégramme au président Krüger[2] ».

Mais ce qui est plus intéressant encore peut-être que l'incident lui-même, ce fut la façon dont prit fin la période de tension qui s'ensuivit entre les Gouvernements de Londres et de Berlin.

Le 3 mars 1896, on apprit en Allemagne le désastre que venaient de subir les troupes italiennes à Adoua[3]. Guil-

1. Dépêche de M. Herbette à M. Berthelot, 8 janvier 1896.

2. Télégramme de M. Herbette à M. Berthelot, 14 janvier 1896. — L'année suivante, dans un entretien avec notre ministre à Berne, M. Barrère, le ministre d'Angleterre au même poste, M. Saint-John, fut très affirmatif à ce sujet. « Je tiens, dit-il à M. Barrère, d'un des principaux membres de notre Gouvernement, qu'à la suite du télégramme envoyé par l'Empereur d'Allemagne au Président Krüger, il s'en est fallu de l'épaisseur d'un cheveu que l'Angleterre déclarât la guerre à l'Allemagne. L'opinion publique anglaise était à cette époque en un si dangereux état d'exaspération que si lord Salisbury avait déclaré la guerre son Gouvernement eût été le plus populaire que nous eussions eu depuis un demi-siècle. Si les hostilités ne furent pas ouvertes, ce fut grâce à la prompte palinodie de l'Empereur qui se résigna à faire les plus complètes excuses. On ne se doute pas à quel point furent dures et impérieuses les communications du Gouvernement britannique à la suite de cet incident et combien furent humbles les réponses qu'on y fit. L'Empereur dut s'humilier et la guerre fut évitée. Le souvenir d'un événement aussi désagréable est pour beaucoup dans l'obstination de l'Empereur à posséder une marine de premier ordre. Il veut pouvoir nous braver » (M. Barrère, ministre de France à Berne, à M. Hanotaux, 8 décembre 1897).

3. Le 1er mars 1896. — Peu de temps avant, en février, M. Herbette signalait que, d'après les journaux allemands, Guillaume II avait exprimé à l'ambassadeur d'Italie « le vœu que la guerre d'Abyssinie se terminât promptement ». M. Herbette trouvait ce souhait assez surprenant, alors que les Italiens n'avaient encore remporté aucun succès ; aussi lui attribuait-il une signification politique. « D'autres indices, ajoutait-il, concourent

laume II se rendit aussitôt chez l'ambassadeur d'Italie, le comte Lanza, pour lui présenter ses condoléances.

Il était triste et abattu, écrit M. Herbette. Deux heures plus tard, il s'annonçait à l'ambassade d'Angleterre, soi-disant pour y prendre le thé. Arrivé à neuf heures, plein d'entrain, il demanda à être introduit directement dans le cabinet de l'ambassadeur, à qui il fit un cours de plus de deux heures sur la politique que devrait suivre le Gouvernement de la Reine, et ce n'est que vers minuit qu'il s'avisa que lady Lascelles l'attendait au salon pour prendre le thé. Je tiens ces détails, ajoute notre ambassadeur, du comte Lanza, un peu affecté de tant de désinvolture[1].

Quelques jours plus tard, toutes les chancelleries étaient informées que l'Angleterre, sous prétexte de porter secours à l'Italie, allait organiser une expédition contre Dongola, en faisant appel aux fonds du Trésor égyptien. Or, tandis que la Russie et la France protestaient vivement, on sut que Guillaume II approuvait l'entreprise et la façon dont le Cabinet de Londres avait résolu d'en couvrir les frais.

C'est ainsi que, deux mois à peine après son télégramme au président Krüger et ses offres d'entente à la France et à la Russie, Guillaume II, tout à coup réconcilié avec l'Angleterre, l'aidait, contre la Russie et la France, à consolider et à étendre le protectorat britannique en Egypte[2].

* * *

A l'aide de ces quelques exemples, nous pouvons nous rendre à peu près compte de ce que fut la politique allemande pendant les premières années du règne personnel de Guillaume II. C'est déjà une « politique mondiale », en ce sens que sa préoccupation principale est de développer le commerce « mondial » de l'Allemagne, d'améliorer les positions d'attente dont l'Allemagne dispose au delà des mers et, s'il est possible, d'en acquérir de nouvelles. Pour y parvenir, peu lui importent les moyens. Tantôt elle profite des bonnes dis-

à faire supposer que le Gouvernement impérial considère que les forces de l'Italie sont inutilement (pour la Triple Alliance s'entend), engagées en Erythrée » (M. Herbette à M. Berthelot, 5 février 1896). Ce fut bien pis, cela va sans dire, après le désastre d'Adoua.

1. M. Herbette à M. Berthelot, 5 mars 1896.

2. Eckardstein, *loc. cit.*, I, 278-279, fait honneur à l'ambassadeur d'Allemagne à Londres, Hatzfeldt, de cette rapide évolution de la politique allemande, qui répara le mal causé par le télégramme au président Krüger.

positions de l'Angleterre pour conclure avec celle-ci des accords avantageux aux deux parties, comme en 1890 (acquisition de la zone côtière de l'Afrique orientale et extension du Sud-Ouest africain jusqu'au Zambèze, juin-juillet ; et convention anglo-allemande, dite du Yang-tsé, qui partage la Chine en deux zones d'influence, octobre) ou en novembre 1893 (extension du Cameroun jusqu'au lac Tchad et jusqu'au Chari) ; tantôt elle exerce sur l'Angleterre une pression en entraînant la France à sa suite, comme en juin 1894 (abandon par les Anglais de l'article 3 de la Convention anglo-congolaise) ; tantôt elle s'associe aux revendications d'autres puissances pour introduire son influence dans des régions où elle n'avait pas pénétré jusqu'alors, comme en avril 1895, à l'occasion du conflit sino-japonais.

En même temps, et pour conserver toute sa liberté d'action hors d'Europe, l'Allemagne se fait, en Europe, la gardienne de la paix, Mais, comme elle entend réserver l'avenir, elle veut que la paix dépende uniquement d'elle. Elle ne la conçoit que garantie par l'hégémonie allemande. Elle n'admet pas qu'il y ait, en dehors des alliances allemandes, d'autres alliances de paix, parce qu'un jour pourrait venir, où celles-ci protégeraient la paix même contre elle, aux dépens de ses ambitions. De là, ses efforts pour dissoudre l'alliance franco-russe, si pacifique qu'elle fût, en profitant de toutes les occasions qui s'offrent de rendre l'une des alliées suspecte à l'autre.

Mais ces cinq années n'ont pas apporté à Guillaume II toutes les satisfactions sur lesquelles il comptait. Si les conventions conclues avec l'Angleterre ont accru de façon notable la valeur de ses colonies africaines, les régions les plus riches de l'Afrique équatoriale lui restent fermées. Il ne pourra, semble-t-il y étendre la terre allemande sans rencontrer sur sa route la France ou l'Angleterre, ou, derrière l'Etat belge (la convention anglo-congolaise ne lui permet pas d'en douter), l'Angleterre encore. A la faveur du conflit sino-japonais, il a fait pénétrer l'influence allemande en Extrême-Orient. Mais il comptait bien ajouter à ce bénéfice moral d'autres avantages plus concrets, qui lui ont échappé : ce n'est pas en s'adressant aux banques allemandes, mais aux banques françaises, que la Chine, par l'entremise du Gouvernement russe et sous sa seule garantie, a contracté l'emprunt qui lui a permis de s'acquitter envers le Japon [1].

1. Il n'est pas douteux que l'Allemagne avait espéré que la Russie asso-

En Europe enfin, Guillaume II n'est parvenu ni à dissoudre ni même à relâcher l'alliance franco-russe. Au mois d'octobre 1895, le prince Lobanoff, au retour d'un voyage en France, s'est arrêté à Berlin. On s'y est loué de sa visite, et le baron Marschall n'a pas manqué d'en témoigner sa satisfaction devant notre chargé d'affaires [1]. Mais, moins de trois mois après, M. Herbette recueillait un témoignage bien différent. « J'ai assisté, lui disait l'ambassadeur de Russie, le comte Osten-Sacken, à la conférence que mon ministre a eue avec le baron Marschall, lors de son récent passage à Berlin, et je puis vous affirmer que son langage sur la solidité de l'alliance franco-russe n'a pu laisser place à aucun doute. » Et M. Herbette ajoutait : « Depuis lors, causant avec moi du groupement actuel des puissances européennes, l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie a laissé échapper ce mot, que lui aurait dit récemment l'Empereur Guillaume II : « Nous devons renoncer à toute idée de détacher la Russie de la France, et tabler là-dessus [2]. »

***

En réalité, jamais Guillaume II ne renonça à l'espoir de détacher la Russie de la France, et la politique impériale ne nous apparaît pas très différente, à partir de 1896, de ce qu'elle était auparavant. Tout au plus, peut-on noter que certains de ses caractères s'accusent davantage et que certaines de ses tendances semblent de plus en plus prévaloir. Quant à la définir de façon précise, il n'y faut pas songer. Presque jamais on ne parvient à en découvrir avec certitude les mobiles et les intentions : et c'est là, justement, l'un de ses caractères propres. Elle dissimule si bien la persistance

cierait les banques allemandes aux mesures financières qu'elle jugerait bon de prendre pour aider la Chine à se libérer. L'Allemagne comptait prendre ainsi une sorte d'hypothèque sur le territoire chinois. Peut-être se montra-t-elle trop pressée et trop exigeante. En tout cas, l'opération par laquelle la Russie parvint à se réserver à elle seule la garantie de l'emprunt mécontenta très vivement la Chancellerie impériale. C'est ce que le baron de Marschall appelait « le coup de M. de Witte » (M. Herbette à M. Hanotaux, 15 juin 1895).

1. « Le prince Lobanoff est parti, dit le baron de Marschall au chargé d'affaires de France, M. Soulange-Bodin ; nous avons eu avec lui plusieurs entretiens et nous en avons gardé la meilleure impression. Nous avons la certitude que la politique de la Russie est essentiellement pacifique » (M. Soulange-Bodin à M. Hanotaux, 18 octobre 1895).

2. M. Herbette à M. Berthelot, 10 janvier 1896.

de ses desseins sous la diversité de ses manifestations que même ceux qui approchent l'Empereur hésitent à interpréter ses actes. « L'activité de Guillaume II masque-t-elle des combinaisons politiques, ou n'est-elle qu'une agitation maladive? » se demande M. Herbette le 5 mars 1896. Les ambassadeurs de Russie, d'Angleterre et d'Italie, ajoute-t-il, « inclinent vers la seconde hypothèse à cause de l'incohérence qu'ils observent dans les mouvements de ce souverain ». Il est certain que les ambassadeurs de Russie, d'Angleterre et d'Italie se trompaient. Mais leur erreur même est instructive[1].

L'une des tendances qui s'accusent davantage, à partir de 1896, dans la politique allemande, c'est la tendance de la Chancellerie impériale à attribuer une valeur prépondérante aux considérations économiques. Très souvent ses décisions, qui paraissent déterminées par des mobiles d'ordre politique, le sont en réalité simplement par le désir de sauvegarder des intérêts financiers ou commerciaux. C'est ainsi, par exemple, que la réserve de l'Allemagne à l'époque des complications arméniennes vint surtout de ce qu'elle tenait à ménager les Turcs, qui étaient pour son commerce des clients précieux. Elle s'associe, au contraire, volontiers au blocus de la Crète, parce qu'elle y voit le prélude d'une action énergique contre les « pirates », les « banqueroutiers » (c'est ainsi que l'on appelait alors les Grecs à Berlin) qui lui faisaient concurrence sur les marchés de l'Orient.

Ce caractère *économique* de la politique allemande ne s'explique pas, d'ailleurs, par une vue théorique de Guillaume II : il lui fut imposé par les faits. L'année 1895 avait été marquée, dans toute l'Europe, par une reprise générale des affaires ; mais l'Allemagne en profita plus que toute autre puissance, et la richesse nationale s'y développa dans des proportions inouïes. En mars 1897, notre chargé d'affaires à Berlin, M. Soulange-Bodin, note que « l'Allemagne devient de plus en plus le banquier de l'Amérique du Sud et de l'Extrême-Orient ». Il note aussi que Guillaume II subit d'autant plus l'influence des milieux industriels et financiers, qu'il s'intéresse lui-même « aux affaires commerciales et

1. Il faut bien noter pourtant que l'opinion des trois ambassadeurs sur la diplomatie de Guillaume II est aussi celle d'Eckardstein, qui est un diplomate très averti. On ne peut nier, en tout cas, tout ce qu'y introduisaient d'incertitude les initiatives fantasques du souverain et l'influence occulte, mais souvent prépondérante de Holstein.

industrielles, comme actionnaire d'importantes entreprises ». Aussi veut-il « une Allemagne à la fois riche au dedans grâce à son industrie, et puissante au dehors par son commerce, — a greater Germany, — comme il l'a publiquement proclamé [1] ». C'est pour réaliser cette « plus grande Allemagne » qu'il appelle à la direction de la politique étrangère, le 28 juin 1897, le prince de Bülow, dont il fera, trois ans après, un chancelier. Et sa volonté d'expansion se manifeste dès la même année, en novembre, par l'occupation de Kiaou-Tcheou, confirmée, l'année suivante, le 6 mars 1898, par le traité qui cédait à bail à l'Allemagne une partie du Schan-toung et lui assurait un privilège, dans toute l'étendue de la province, pour la construction des voies ferrées et l'exploitation des mines. L'Allemagne avait ainsi gagné, comme l'a écrit le prince de Bülow lui-même, « sa place au soleil de l'Extrême-Orient, sur les rivages pleins d'avenir de l'Océan Pacifique » ; et c'est encore le prince de Bülow qui déclare que le traité du Schan-toung fut un des actes les plus importants de l'histoire contemporaine de l'Allemagne [2].

Mais à mesure que se développent le commerce allemand et les ambitions allemandes hors d'Europe, certaines conséquences apparaissent qu'il était aisé de prévoir. La première est la nécessité pour l'Allemagne de protéger efficacement ses commerçants et ses colons. Au progrès de sa flotte marchande doit correspondre l'accroissement de ses escadres : il faut que le pavillon allemand soit en état de se faire respecter sur toutes les mers. Guillaume II l'avait dès l'abord compris. Dans une allocution retentissante, il avait déclaré que « l'avenir de l'Allemagne était sur l'eau ». Au début de l'année 1895, alors qu'il songeait peut-être déjà à profiter de la guerre sino-japonaise pour introduire l'influence et le commerce allemands en Chine, on le vit inviter à Potsdam les membres du Reichstag et leur parler lui-même de l'intérêt pressant

1. M. Soulange-Bodin, chargé d'affaires, à Berlin, à M. Hanotaux, 22 mars 1897.

2. Nous ne faisons pas ici l'histoire complète de la politique allemande. Contentons-nous de rappeler qu'à l'automne de l'année 1898 les desseins de cette politique se manifestèrent aussi par le voyage de Guillaume II à Constantinople et à Jérusalem, dont le premier résultat fut le projet du chemin de fer de Constantinople à Badgad. Puis vinrent, en 1899, à l'occasion de la guerre hispano-américaine, l'achat des Carolines et des Mariannes, et, en 1900, l'acquisition définitive d'une partie des îles Samoa, qui étaient longtemps restées indivises sous un condominium anglo-germano-américain. Eckardstein nous a donné de curieux détails sur les difficultés de la négociation qui conduisit à ce dernier résultat.

qu'avait l'Empire de posséder une flotte de haute mer capable de protéger son commerce et ses colonies. L'inauguration du canal de Kiel, la même année, avait eu pour but, tout à la fois, d'apprendre à l'Europe qu'elle devait désormais compter avec la flotte allemande et à l'Allemagne qu'elle était engagée d'honneur à consentir les sacrifices nécessaires pour que sa marine fût digne de son armée.

L'opinion, pourtant, et le Parlement furent lents à s'émouvoir. La création de la grande flotte ne commença qu'en 1897, lorsque l'amiral von Tirpitz fut devenu ministre de la Marine. En novembre, le premier projet naval, auquel Guillaume II lui-même avait travaillé, fut présenté au Reichstag, qui l'adopta l'année suivante. Puis les incidents qui marquèrent le commencement de la guerre des Anglais contre les Boërs créèrent, dans le pays, l'état d'esprit nécessaire pour rendre possible un élargissement du programme. La loi de 1900 prévit la construction de 38 vaisseaux de ligne, de 14 croiseurs cuirassés — le double à peu près des prévisions établies deux ans plus tôt — et les desseins véritables de l'Empereur y apparurent cette fois presque sans voiles. « L'Allemagne, disait le préambule de la loi, doit avoir une flotte suffisamment forte pour que même la plus grande puissance navale ne puisse pas risquer une guerre contre elle sans mettre en danger sa propre suprématie. Dans ce but, la flotte allemande doit être aussi forte que celle de la plus grande puissance navale, parce que celle-ci, en général, ne pourra pas concentrer toutes ses forces contre nous. »

Cette phrase célèbre, et d'une imprudente franchise, nous conduit naturellement à la seconde conséquence de la politique coloniale et maritime où l'Allemagne s'engageait de plus en plus. Partout, dans ses entreprises lointaines, en Asie comme en Afrique, l'Empire allemand allait rencontrer l'Angleterre sur sa route. Et c'était contre l'Angleterre qu'il armait. On pourrait donc s'attendre à voir la politique allemande devenir systématiquement agressive à l'égard de l'Angleterre, pour justifier devant l'opinion les lois navales et en hâter le vote, comme elle avait été systématiquement agressive contre la France, lorsque se succédaient les lois militaires.

Mais il n'en est pas ainsi, parce que la situation, quoi qu'il semble, n'est pas la même. Guillaume II devra prendre avec l'Angleterre beaucoup plus de précautions que Bismarck, et lui-même, n'avaient jugé utile d'en prendre avec la France,

soit en 1887-88, soit en 1892-93. C'est qu'en réalité l'Allemagne, au temps où elle augmentait ses forces de terre pour assurer son hégémonie continentale, savait très bien que la France ne l'attaquerait pas ; peut-être même le regrettait-elle. Au contraire, au moment où elle entreprend de se rendre aussi forte sur mer que « la plus grande puissance navale », elle redoute vraiment la suprématie maritime du Royaume-Uni, et les événements de janvier 1896 viennent de prouver à Guillaume II le risque qu'il aurait à courir, s'il heurtait trop vivement l'orgueil britannique avant d'être en état de le briser [1]. De là les ménagements que s'impose Guillaume II. Il lui faut, à tout prix, conserver la paix, tant que le programme naval de 1900 n'aura pas été exécuté. Il lui faut donc, pendant de longues années de préparation et d'attente, dissimuler — il y excelle — et par un jeu de bascule qui lui permet de garder les mains libres et de réserver l'avenir, maintenir dans l'incertitude l'Angleterre et l'Europe. Tantôt il profitera des embarras du Cabinet de Londres pour se faire payer son abstention ou son appui en avantages concrets ; tantôt il excitera contre l'Angleterre, pour l'intimider, les hostilités que ses « appétits excessifs » ont fait naître autour d'elle ; tantôt il la protégera vraiment, mais pour la mieux isoler et la tenir à sa merci, comme il le fit, par exemple, pendant la guerre du Transvaal, « en montant la garde autour du champ clos [2] ». Et pour excuser, au besoin, les brusques volte-face d'une politique qui n'aura d'autre principe que de profiter de toutes les occasions, il pourra toujours arguer de divergences de vues entre son chancelier et lui-même. Mais, en réalité, ils se partagent les rôles : le Chancelier s'appuie sur les passions nationales et les excite à l'occasion ; l'Empereur « cache les finesses de sa politique sous le respect du petit-fils » et veille à ne jamais compromettre des relations familiales, qui peuvent, à certains

1. Le risque n'avait même fait que s'accroître sans doute depuis le télégramme au président Krüger, parce que la défiance du Gouvernement anglais était éveillée. En octobre 1899, Guillaume II, causant librement au théâtre avec notre ambassadeur, lui disait, en se plaignant de son impuissance à résister aux prétentions anglaises : « Quand j'ai envoyé mon télégramme à Krüger, il était encore temps. Mais depuis quatre ans les Anglais ont tellement développé leur marine que je suis paralysé. On ne peut se risquer contre eux. Mon commerce, mes ports, Hambourg, sont trop exposés. » (Le marquis de Noailles à M. Delcassé, 18 octobre 1899.) Remarquons que Guillaume II exagérait alors à dessein l'accroissement de la flotte anglaise.

2. Le mot est du marquis de Noailles.

moments, devenir précieuses et qui sans doute l'avaient été déjà pendant la crise de janvier 1896.

Telle sera donc — infiniment difficile à suivre dans ses évolutions précipitées — la politique de Guillaume II à l'égard de l'Angleterre de 1896 à 1904. Or, c'est elle qui détermine sa politique à l'égard de la France et de la Russie. Vis-à-vis de la France, l'arrière-pensée de l'Empereur est toujours celle qu'avait prévue Bismarck, lorsqu'il disait au baron de Courcel, en 1884 :

Ce que je cherche, c'est établir sur mer une sorte d'équilibre, et la France a un grand rôle à jouer de ce côté, si elle veut entrer dans nos vues.... Au bout du compte, cette coopération des marines secondaires groupées autour de la France pour résister à la prépondérance de la marine anglaise est dans les traditions de votre politique. C'était l'idée de Napoléon le Grand [1]....

Cette idée, nous la retrouvons sans cesse chez Guillaume II, qui l'exprime presque dans les mêmes termes. « Il faut que le continent s'unisse intimement », dit-il, en 1899, à notre attaché naval, le lieutenant de vaisseau Buchard [2]. « L'heure est certainement venue, lui répète-t-il quelques mois après, où le continent doit se défendre contre l'Angleterre et l'Amérique, et je pense qu'il faut que l'Allemagne et la France s'appuient l'une sur l'autre [3]. » Et il répète encore à notre ambassadeur, M. Bihourd, en 1903 : « Il faudra un jour ou l'autre reprendre l'idée de Napoléon : le blocus continental [4]. »

Si la France ne se laisse pas persuader, on prendra d'autres voies pour la contraindre. L'hostilité contre l'Angleterre entraîne naturellement avec elle un rapprochement entre l'Allemagne et la Russie. Guillaume II le sait bien. Il multiplie auprès du Tsar les prévenances et les tentations. Il travaille patiemment à le convaincre que seule la résistance du Gouvernement français empêche la formation d'une ligue des Puissances continentales, qui libérerait l'Europe de la suprématie maritime anglo-saxonne, et que cette résistance ne peut s'expliquer autrement que par un désir inavoué de revanche. Il exploite tout à la fois les sentiments pacifiques de Nicolas II et l'inimitié des Russes contre les Anglais. Et

1. Dépêche du baron de Courcel du 23 septembre 1884, déjà citée plus haut.
2. Rapport du lieutenant de vaisseau Buchard, sans date (février 1899).
3. Dépêche du marquis de Noailles à M. Delcassé, 4 juin 1899.
4. M. Bihourd à M. Delcassé, 16 juillet 1903.

il se fait écouter. Les suggestions allemandes viennent parfois à Paris par Saint-Pétersbourg. Peu à peu, de 1896 à 1904, on voit se développer la politique qui faillit triompher en 1905, à Bjoerkœ.

***

Les trois années 1896, 1897 et 1898 furent marquées par un travail diplomatique qui fut évidemment très actif, mais qui resta très secret et que nous n'avons pas les moyens de suivre dans le détail. Voici, à peu près, ce que nous pouvons en découvrir.

Au début de l'année 1896, on crut, semble-t-il, dans les chancelleries, que la Triple Alliance se relâchait. Après le désastre d'Adoua, le ministère Crispi fut renversé, à Rome, par un ministère di Rudini, qui consentit à entrer en négociation avec la France en vue de l'abandon des capitulations italiennes en Tunisie ; ainsi allait être écartée la principale raison de conflit entre les deux nations latines[1]. Ce fut, pour l'Italie, le début d'une évolution très lente, qui ne la conduisit pas jusqu'à se séparer de la Triplice, mais qui ne fut pas non plus sans diminuer, de façon notable, la valeur réelle de celle-ci[2]. L'Autriche elle-même ne paraissait plus liée à l'Allemagne aussi étroitement qu'auparavant. Elle craignait que la Russie ne voulût tirer profit des complications balkaniques, et elle cherchait, auprès de l'Angleterre, un point d'appui. Au commencement de mars, l'Empereur François-Joseph fit, à la Reine Victoria, à Nice, une visite où l'on ne vit pas uniquement un acte de courtoisie. A Vienne, même, le comte Goluchowski[3], en rassurant notre ambassadeur, M. Lozé, au sujet d'un voyage qu'il allait faire à Berlin,

1. La négociation aboutit à une convention franco-italienne qui fut signée le 28 septembre 1896. L'Italie reconnaissait implicitement le protectorat français en Tunisie, en admettant que le commerce italien, bien qu'il eût droit au traitement de la nation la plus favorisée, ne jouirait pas, en Tunisie, des avantages réservés aux Français. Elle acceptait, pour les Italiens établis en Tunisie, la juridiction française.

2. Dès 1896, le Gouvernement italien avertit l'Allemagne et l'Autriche que, malgré le troisième traité de Triple Alliance (6 mai 1891), qui avait incorporé dans l'alliance les deux traités séparés de 1887, elle ne prendrait pas part à une guerre contre la France, au cas où l'Angleterre se déclarerait pour celle-ci. Nous le savons par Pribram.

3. Le comte Goluchowski avait succédé, comme Chancelier, au comte Kalnocky, en 1895.

ne lui dissimulait pas les sympathies de l'Autriche pour l'Angleterre et le rapprochement qui venait de se produire entre les deux Puissances. « Je ne serais même pas surpris, notait à ce propos M. Lozé, qu'il eût servi d'intermédiaire et se fût prêté au rôle de conciliateur, à la demande du Gouvernement anglais [1]. »

La Chancellerie impériale ne parut pas s'inquiéter beaucoup de l'attitude plus conciliante prise par l'Italie à l'égard de la France, soit qu'elle se crût assurée de ressaisir son alliée quand elle le voudrait, soit qu'elle n'eût pas fait grand fonds sur elle. Mais elle ne se souciait pas de laisser une intimité trop grande s'établir entre l'Angleterre et l'Autriche. Elle provoqua le voyage du comte Goluchowski à Berlin [2], et resserra de nouveau l'alliance austro-allemande [3], qui restait, pour l'Empire, la base nécessaire de sa prépondérance continentale. Elle réussit à calmer les inquiétudes de la Cour de Vienne, en l'assurant qu'elle ne la laisserait pas

1. Après le télégramme au président Krüger. — M. Lozé, ambassadeur à Vienne, à M. Hanotaux, 18 mars 1896.

2. Dans une dépêche du 9 mars 1896, M. Lozé se demande s'il doit compter parmi les causes du voyage du comte Goluchowski un incident qui vient d'être porté à sa connaissance par un personnage bien informé, et qui date d'environ trois semaines. L'incident est en effet curieux. « Le conseiller de l'ambassade d'Allemagne, écrit M. Lozé, le prince Lichnowsky, vint un jour trouver l'un des principaux fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères et lui dit qu'il était chargé de remplir auprès de lui une mission délicate. Il semblait au Gouvernement allemand que le Gouvernement austro-hongrois apportait, depuis quelque temps, une certaine tiédeur, sinon froideur, dans ses rapports avec lui, et qu'on aurait cru trouver l'explication de cette réserve dans l'intention de l'Autriche de se rapprocher de l'Angleterre d'une façon plus intime encore. Or, l'Allemagne pensait qu'il était préférable de laisser, pour le moment, l'Angleterre isolée ; que cette politique servirait davantage les intérêts des deux empires, et qu'au contraire elle croyait utile d'entretenir avec la Russie des rapports plus amicaux que par le passé. Comme le fonctionnaire à qui s'adressait le prince Lichnowsky témoignait une certaine surprise de cette communication, le conseiller de l'ambassade lui répondit que si le comte d'Eulenbourg l'avait chargé de cette mission plutôt que de parler lui-même de cette affaire au comte Goluchowski, c'est qu'il n'avait pas voulu donner, à un entretien de cette nature, une trop grande importance. Il aurait préféré faire connaître, par cette voie, et pour ainsi dire d'une manière indirecte, au Ministère des Affaires étrangères, l'impression que produisaient à Berlin les tendances politiques qu'on lui supposait. » — Le langage prêté ici au prince Lichnowsky est trop entièrement conforme à ce que l'ensemble des documents nous apprend de la politique allemande à ce moment, pour que l'on puisse mettre en doute l'authenticité de l'information recueillie par M. Lozé. Elle éclaire les origines du voyage du comte Goluchowski à Berlin.

3. « Il y a eu affirmation, non de la Triple Alliance, mais de l'entente complète des deux Empires du Centre », écrit M. Herbette, le 17 mars, d'après les renseignements que lui a fournis l'ambassadeur d'Autriche sur les entretiens du comte Goluchowski à Berlin.

isolée au cas où les événements risqueraient de compromettre le *statu quo* dans la presqu'île des Balkans, et particulièrement en Macédoine [1]. Elle travailla d'ailleurs, en même temps, à écarter toute cause de conflit entre la Russie et l'Autriche, en détournant vers l'Extrême-Orient les desseins du Gouvernement russe. On vit bientôt l'ambassadeur d'Autriche à Constantinople appuyer presque toutes les mesures que proposait l'ambassadeur de Russie, et les deux Puissances en vinrent même, l'année suivante, à conclure un accord qui devait, à l'avenir, entraîner entre elles une véritable collaboration diplomatique au cours des complications macédoniennes [2].

1. Citons au moins un passage d'une dépêche de M. Herbette à M. Berthelot, en date du 21 janvier 1896, qui résume, pour ainsi dire, ce que l'ensemble des documents nous apprend :

« Comme je vous l'ai télégraphié dès le 17 décembre dernier, écrit M. Herbette, le baron Marschall m'a nettement marqué que la Triplice ne garderait pas, en cas de troubles en Macédoine et en Bulgarie, la même réserve que dans les affaires d'Arménie.

« Pour s'expliquer cette différence d'attitude, il ne me semble pas nécessaire d'admettre qu'elle soit expressément dictée par le traité de la Triple Alliance. Il est évident, pour moi, qu'à un moment donné, le comte Goluchowski a eu, comme M. Crispi, des velléités de rapprochements avec l'Angleterre en Orient. L'Allemagne, hostile à cette dernière Puissance, exerce une pression énergique à Vienne comme à Rome, pour maintenir l'action commune des trois Puissances alliées. Mais elle a dû, vraisemblablement, chercher aussi à calmer les inquiétudes de l'Autriche-Hongrie en lui promettant de ne pas assister en spectateur impassible aux événements qui risqueraient de compromettre le *statu quo* dans la péninsule des Balkans. J'ai observé à cette époque la satisfaction avec laquelle Szoegiény célébrait la sincérité et la chaleur de l'amitié de Guillaume II pour l'empereur François-Joseph, comme s'il sortait d'une pénible période de doute. »

Nous savons que la politique allemande et la politique autrichienne en Orient étaient réglées, non par la Triple Alliance, mais par l'Alliance austro-allemande de 1879, qui ne contenait aucune entente particulière relative à l'état territorial dans les Balkans.

2. « D'autre part, écrit notre ministre à Munich, M. d'Aubigny, le 8 novembre 1903, la pierre d'achoppement de l'ancienne alliance des trois Empereurs, à savoir l'antagonisme violent de la Russie et de l'Autriche sur le terrain des Balkans, n'existe plus aujourd'hui. Ces deux Puissances, longtemps rivales, *l'ont écartée, il y a six ans environ, en vertu d'un accord* dont les conséquences pacificatrices en ce moment s'affirment de façon positive au milieu des complications macédoniennes. » Nous connaissons aujourd'hui l'accord que devinait d'Aubigny. Il s'établit par un échange de notes, les 5-17 mai 1897. La note autrichienne formulait des propositions ; la note russe prenait position à l'égard des propositions autrichiennes. « Ayant constaté, disait la note autrichienne, que nos deux Cabinets n'ont d'autre objectif sur la presqu'île des Balkans que le maintien, la consolidation et le développement pacifique des petits Etats qui s'y trouvent établis, nous sommes convenus de poursuivre dorénavant sur ce terrain une politique de parfaite harmonie et d'éviter, par conséquent, tout ce qui pourrait engendrer parmi nous des éléments de froissement ou de méfiance. » Et Mouraview, dans la note russe, écrivait : « Ce point répond entièrement aux vues de l'Empereur, mon Auguste Maître. » — La note russe n'appor-

Sûr de l'Autriche, qu'il avait promptement ramenée à sa docilité coutumière [1], Guillaume II travaillait aussi à gagner la Russie. Il n'est pas douteux qu'il suivit de très près les efforts des Russes pour installer leur influence à Séoul [2], et les négociations de la Russie avec la Chine au sujet du Liao-Toung et du projet de dérivation du Transsibérien à travers la Mandchourie [3]. Nous ne savons pas à quel moment fut arrêtée dans son esprit la résolution d'occuper un point d'appui sur les côtes chinoises [4], mais il est certain qu'il y songeait dès 1896, tout au moins, et qu'il encourageait le Tsar à agir en Extrême-Orient, tout à la fois parce qu'il dégageait ainsi son alliée, l'Autriche, et parce qu'il espérait bien que les ambitions russes lui ouvriraient la voie.

tait de réserve à la note autrichienne qu'en ce qui concernait la Bosnie. Voici le texte autrichien : « Les avantages territoriaux reconnus à l'Autriche-Hongrie par le traité de Berlin lui sont et demeurent acquis. Par conséquent, le possession de la Bosnie, de l'Herzégovine et du Sandjak de Novi-Bazar ne pourra faire l'objet d'une discussion quelconque, le Gouvernement de S. M. I. et R. se réservant la faculté de substituer, le moment venu, au titre actuel d'occupation et de droit de garnison, celui d'annexion. » Et la note russe répond : « L'annexion de ces deux provinces soulèverait une question plus étendue qui exigerait un examen spécial en temps et lieux. Quant au Sandjak de Novi-Bazar, il y aurait de plus à en préciser les limites qui, de fait, n'ont jamais été suffisamment définies. » — On trouvera les textes complets dans Pribram, *loc. cit.*, I, 78 et suiv.

1. Au début de juin 1896, François-Joseph, en parlant aux Délégations, eut soin d'affirmer la solidarité de la Triple Alliance (M. Lozé à M. Hanotaux, 3 juin 1896).

2. Après l'assassinat de la Reine de Corée, le 7 octobre 1895, les troubles obligèrent le roi, Li-hsi, à chercher un refuge à la légation russe le 11 février 1896.

3. En novembre 1895, par un accord secret, la Russie promit à la Chine de l'aider à fortifier la presqu'île du Liao-Toung, contre le droit d'y concentrer ses troupes en temps de guerre. Cet accord devint le traité Cassini en octobre 1896. La Russie obtint aussi, par la convention du 8 septembre 1896, le droit de faire passer le Transsibérien à travers la Mandchourie et d'établir des postes le long de la voie pour surveiller les travaux.

4. D'après le prince de Hohenlohe (*Mémoires*, t. III, p. 843), le Tsar aurait informé Guillaume II, dès le printemps de 1895, qu'il n'avait pas d'objection à ce que l'Empire acquît un point d'appui sur la côte chinoise. D'autre part, nous savons qu'à la fin de septembre de la même année, le comte de Moltke, aide de camp de Guillaume II, se rendit à Saint-Pétersbourg avec une lettre autographe de l'Empereur et son dessin allégorique sur l'action des puissances européennes en Extrême-Orient. Enfin, dans une dépêche du 1er août 1895, M. Herbette note que l'ambassadeur de Russie a fait remettre la veille à Guillaume II une lettre autographe du Tsar, qui voudrait s'entendre avec l'Allemagne sur la question du Liao-Toung ; et il semble que cette lettre avait été elle-même provoquée par une autre lettre de l'Empereur. « A ce propos, écrit M. Herbette, j'ai négligemment demandé à mon collègue si l'Empereur Guillaume a réellement écrit au Tsar la lettre dont on a parlé ces jours derniers et qui contiendrait des congratulations pour l'action commune des trois puissances en Extrême-Orient. L'ambassadeur de Russie m'a répondu évasivement. »

Quant à l'Angleterre, nous avons vu par quelle brusque évolution Guillaume II s'était rapproché d'elle, au début de mars, approuvant l'expédition contre Dongola, qu'il avait probablement conseillée. Mais il semble qu'il en ait attendu, dans l'Afrique du Sud, des avantages que l'Angleterre ne consentit pas à lui accorder. Il ne se croyait pas lié, en tout cas, parce qu'il avait un moment, en mars, jugé avantageux de marcher d'accord avec le Cabinet de Londres. Dès le 1er avril, comme il craignait de nouveaux conflits au Transvaal, il se tourna vers la France. Le baron Marschall s'efforça de persuader à M. Herbette que l'intérêt de la France « au maintien du *statu quo* dans le Sud-Afrique était identique, sinon supérieur, à celui de l'Allemagne » ; et comme M. Herbette exprimait l'avis qu'en dehors de l'Egypte les intérêts de la France en Afrique ne valaient pas qu'elle risquât de s'attirer les ressentiments de l'Angleterre, le baron Marschall lui répéta : « Bon gré mal gré, il faudra qu'en dehors de l'Egypte nous marchions d'accord contre l'Angleterre, qui est partout envahissante [1]. »

Enfin, de même que Guillaume II, tout en se rapprochant de l'Angleterre, ne renonçait pas à exciter la France contre elle, ses avances à la France ne l'empêchaient pas de desservir celle-ci auprès du Tsar. A l'époque du désastre des Italiens à Adoua, la diplomatie impériale sema dans toute l'Europe le bruit que la France allait profiter de cette occasion pour chercher querelle à l'Italie. Le prince Radolin alla tout exprès le dire à Saint-Pétersbourg. Et si le prince Lobanoff ne manqua pas de repousser vivement l'insinuation [2], il n'est pas douteux que les sentiments pacifiques du Tsar, en même temps que ses desseins en Extrême-Orient, l'inclinaient, à l'égard de l'Allemagne, à une complaisance qui pouvait ne pas être sans dangers. A l'automne, notre ministre à Berne, M. Barrère, rencontrant à Munich l'ambassadeur russe à Berlin, le comte Osten-Sacken, « dont la faveur auprès

1. M. Herbette à M. Bourgeois, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, 1er avril 1896. — En juillet, le comte de Hatzfeldt, ambassadeur d'Allemagne à Londres, vint trouver l'ambassadeur de France, le baron de Courcel, et lui fit des ouvertures analogues. « Il n'est pas douteux pour moi, écrit le baron de Courcel après avoir rendu compte de l'entretien, que la visite du comte de Hatzfeldt à l'ambassade de France, a eu lieu avec l'assentiment, sinon par l'ordre de l'Empereur, et que les propos qui m'ont été tenus ne constituaient pas une simple conversation banale » (Le baron de Courcel à M. Hanotaux, 31 juillet 1896).

2. Dépêche de M. de Montebello, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, à M. Berthelot, 9 mars 1896.

du Tsar, note-t-il à ce propos, n'est pas douteuse », était frappé de son désir d'être agréable à Guillaume II et de lui présenter l'alliance franco-russe, non seulement comme inoffensive, ce qui était vrai, mais peut-être même comme avantageuse à l'Allemagne.

Il semble, écrit M. Barrère le 30 septembre 1896, avoir très peur d'être en mauvais termes avec l'Empereur et, en le pressant un peu, on lui ferait peut-être dire que la France doit prendre son parti du traité de Francfort. Je serais bien surpris s'il ne laissait entendre à Berlin que le rapprochement de la France et de la Russie garantit à l'Allemagne la paix sur la frontière des Vosges[1].

De quelque façon que Nicolas II comprît à ce moment l'alliance franco-russe, il ne songeait pas à y renoncer. On sait qu'il vint à Paris, avec la Tsarine, dans les premiers jours d'octobre 1896[2] et qu'il reçut le Président Félix Faure à Moscou et à Saint-Pétersbourg au mois d'août 1897[3]. Mais on avait de ses intentions, à Berlin, une connaissance assez certaine pour ne témoigner aucune inquiétude de ces visites officielles, ni des manifestations populaires qui se produisirent à leur occasion. En quittant Paris, Nicolas II passa par Berlin, et le marquis de Noailles eut aussitôt après, avec le baron Marschall, une courte conversation bien caractéristique, dont il rendit compte dans une dépêche du 16 octobre :

Je lui dis : Vous êtes alors satisfait de tout ce qui vient de se passer? — Il m'a répondu, en accentuant la réponse : Oui, très, très. — Me permettez-vous, lui ai-je dit, de l'écrire à Paris? On en sera très heureux. — Bien certainement, m'a-t-il répondu.

En tout cas, les événements essentiels de l'année 1897-pour l'Allemagne, sont d'une autre sorte. Ce sont la nomi, nation du comte de Bülow comme secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères ; celle de l'amiral von Tirpitz comme ministre de la Marine ; enfin, presque en même temps, le dépôt du premier projet de loi pour l'augmentation de la flotte et l'occupation de Kiaou-Tcheou par l'escadre de l'amiral Diederichs.

Ces deux dernières mesures, liées étroitement l'une à l'autre,

1. M. Barrère, ministre de France à Berne, à M. Hanotaux, 30 septembre 1896.
2. Du 5 au 9 octobre.
3. Du 18 au 31 août.

avaient été précédées d'une certaine tension entre les Cours d'Angleterre et d'Allemagne, qui paraît avoir eu d'ailleurs en partie son origine dans un ressentiment personnel de Guillaume II[1]. Elles furent d'autre part préparées par des négociations restées secrètes, mais que nous laissent deviner une série de missions diplomatiques ou d'entrevues princières : voyage du comte de Moltke à Saint-Pétersbourg en mars ; voyage de Guillaume II à Vienne à la fin d'avril, puis, aussitôt après, de François-Joseph à Saint-Pétersbourg ; enfin, à l'automne, entrevues de Guillaume II et du Tsar à Wiesbaden et à Darmstadt, où le Tsar reçut également, en octobre (presque au lendemain de la réception faite au Président Félix Faure), le Chancelier de l'Empire et le comte de Bülow, récemment nommé secrétaire d'État aux Affaires étrangères. Dans ces entrevues et ces entretiens, Guillaume II ne laissa certainement pas échapper l'occasion de desservir la France auprès de Nicolas II ; mais elles furent employées surtout, d'une part, à réaliser l'accord entre la Russie et l'Autriche dans les Balkans[1], afin de libérer de toute inquiétude la politique russe en Corée et en Mandchourie, d'autre part, à obtenir du Tsar un acquiescement définitif à l'occupation de Kiao-Tcheou, contre l'approbation donnée par Guillaume II à la prise de possession de Port-Arthur par les Russes.

Nous ne savons d'ailleurs pas dans quelle mesure la France fut informée de ces accords, qui ne la visaient pas directement, mais qui l'intéressaient pourtant, parce qu'ils engageaient la politique russe dans une voie dangereuse pour elle et aussi parce qu'ils portaient atteinte à l'équilibre des forces en Extrême-Orient.

Pendant les mois qui suivirent l'occupation provisoire de

1. M. Lozé, notre ambassadeur à Vienne, rapporte, dans un télégramme du 30 avril 1897, ce que Nigra lui a dit d'une conversation qu'il avait eue avec François-Joseph, le veille de son départ pour Saint-Pétersbourg. François-Joseph se réjouit d'avoir trouvé les idées de Guillaume II absolument conformes aux siennes. Il a « cependant constaté la méfiance extrême que l'Empereur Guillaume éprouve vis-à-vis de l'Angleterre. Elle paraît profondément enracinée. Toutefois l'Empereur François-Joseph a dit au comte Nigra que ce n'était pas seulement la politique anglaise qui avait amené cet état d'esprit chez son allié ; il a cru démêler en lui un ressentiment personnel qui ajoute encore à l'acuité de ses griefs. La Reine d'Angleterre a refusé d'inviter aux fêtes de son jubilé son petit-fils et cette exclusion blessa vivement celui-ci. » — Faut-il rapprocher de cet état d'esprit de Guillaume II l'incident rapporté par Eckardstein : une offre formelle d'alliance présentée par Salisbury à Guillaume II, à Cowes, en 1895, et repoussée par celui-ci pour des motifs d'irritation personnelle? (Eckardstein, *loc. cit.*, I, 210-214). Le récit d'Eckardstein aurait besoin d'être confirmé.

2. L'accord du 17 mai 1897. Cf. ci-dessus, p. 269 note 2.

Kiaou-Tcheo (17 novembre 1897) et qui en précédèrent la cession à bail par la Chine (6 mars 1898), tandis que Guillaume II confiait à son frère, le prince Henri, le commandement de la flotte allemande et que lui-même partait pour Constantinople et Jérusalem, la Chancellerie impériale dut surveiller de très près les démarches du Gouvernement anglais[1]. Mais celui-ci, préoccupé surtout de ses dissentiments avec le Transvaal et de son expédition contre le Mahdi, et voyant la Russie d'accord avec l'Allemagne, n'osa protester auprès de la Chine ni contre la cession de Kiao-Tcheou, ni contre celle de Port-Arthur ; il se contenta de prendre des compensations à Weï-haï-Weï, que la Chine lui céda de même à bail, lorsque le Japon l'eut évacué.

Guillaume II n'en saisit pas moins la première occasion qui se présenta de calmer les mécontentements du Gouvernement anglais, et, par un procédé diplomatique dont nous verrons un peu plus tard l'application la plus caractéristique, au moment où il allait se rapprocher de l'Angleterre, il offrit une fois de plus à la France de s'entendre avec lui contre elle[2]. Déjà l'année précédente, en juin, le comte de Bülow, peu de temps après son entrée en fonctions, était venu trouver le marquis de Noailles. Il lui avait exprimé l'avis que « dans certaines questions d'intérêt général », la France et l'Allemagne trouveraient un égal avantage à ne pas s'immobiliser dans l'attitude « de deux chiens de faïence », — ce fut l'expression qu'il employa — et que, pour résoudre « la difficulté historique » qui les séparait, sans même essayer d'établir un accord concerté, elles n'avaient aucune raison sérieuse d'éviter, dans leurs démarches diplomatiques, « un parallélisme spontané, non préconçu » mais non moins utile[3]. Ces considérations, un peu enchevêtrées, n'avaient pas eu de suite.

L'année suivante, en juin également, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères vint de nouveau trouver le marquis

1. C'est à ce moment, de février à mai, qu'Eckardstein aurait engagé avec Chamberlain, par l'intermédiaire du baron Alfred de Rothschild, une négociation en vue d'une alliance, qu'il crut sur le point d'aboutir et que, nous dit-il, Guillaume II, retourné par le parti anglophobe, fit échouer, (Eckardstein, *loc. cit.*, I, 292 et suivantes).

2. Notons que peu de temps avant les propositions faites à la France, Guillaume II avait envoyé à la reine Victoria, à Nice, à l'occasion de la prise du camp du Mahdi par Kitchener, un télégramme de félicitations que toute la presse reproduisit.

3. Lettre particulière du marquis de Noailles au directeur des Affaires politiques, 18 juin 1897.

de Noailles pour attirer l'attention du Gouvernement français sur de prétendus pourparlers entre l'Angleterre et le Portugal, qui, disait-on, était prêt à abandonner au Gouvernement anglais une sorte d'hypothèque sur ses colonies contre une aide financière qui lui devenait indispensable. Le lendemain, le comte Münster fit à Paris une ouverture un peu moins vague, mais qui ne comportait encore aucune proposition formelle. M. Delcassé, qui prit à ce moment même le portefeuille des Affaires étrangères, s'informa à Lisbonne et constata que les craintes allemandes n'avaient pas de fondement. D'ailleurs la Chancellerie impériale ne précisa pas ses propositions et l'on apprit bientôt, à Paris, que des négociations s'engageaient à Londres par l'intermédiaire du comte Hatzfeldt. Elles aboutirent à l'accord du 5 septembre 1898, qui réservait à l'Angleterre et à l'Allemagne un droit de préemption sur les colonies portugaises d'Afrique, au cas où le Portugal songerait à les céder, à les vendre ou à les louer, et assurait, dans ce même cas, à chacune des deux puissances contractantes, l'appui diplomatique de l'autre[1]

On sait combien fut critique pour la France la fin de l'année 1898. Le 19 septembre, lord Kitchener et le commandant Marchand se rencontraient à Fachoda. Au moment où se produisait ainsi, entre l'Angleterre et la France une tension qui pouvait d'un jour à l'autre conduire à la rupture et à la guerre, l'Allemagne s'était rapprochée de l'Angleterre par la convention du 5 septembre et, quelques semaines auparavant, le Tsar Nicolas II venait, en quelque sorte, de se désarmer lui-même en publiant, le 24 août, le rescrit au comte Mouraview, qui invitait toutes les puissances à la Conférence de la Paix.

La France, dans sa querelle avec l'Angleterre devait compter avec l'Allemagne et ne pouvait espérer que le Tsar la soutiendrait. En recevant le bureau du Reichstag, le 12 décembre, Guillaume II avait déclaré que l'Allemagne n'était pas touchée par le conflit franco-anglais ; mais que son attitude serait « naturellement subordonnée à celle de la Russie ». Et, vers la même époque, notre ambassadeur à

1. La veille, le 4 septembre 1898, Guillaume II, à la suite d'un service divin célébré en présence des troupes, à Hanovre, prononça une harangue dans laquelle, « rappelant devant la colonne de Waterloo la confraternité d'armes des Anglais et des Allemands », il invita ses soldats « à pousser des hourras, pour célébrer la prise d'Omdurman » (M. Boutiron, chargé d'affaires à Berlin, à M. Delcassé, 5 septembre 1898).

Vienne, M. de Reverseaux, recueillait, « d'un haut personnage russe de passage à Vienne », des propos singulièrement inquiétants. L'Angleterre, prétendait celui-ci, voulait la guerre et saurait l'imposer à la France, si pacifique que fût celle-ci. Et il en concluait que le seul moyen pour la France d'éviter cette guerre était une entente avec l'Allemagne. « Je n'aurais pas attaché à cette opinion plus d'importance qu'elle n'en mérite, écrit M. de Reverseaux, s'il n'avait ajouté que l'intérêt de la Russie était également de chercher en Allemagne l'appui contre l'Angleterre, et que, si le Gouvernement français ne voulait pas ou ne pouvait pas négocier cette entente, la Russie se verrait contrainte de la négocier pour elle-même[1]. »

On voit quel danger la France aurait couru, si la courageuse prudence d'un ministre clairvoyant et la sagesse de la nation n'avaient pas rendu possible la négociation qui la sauva.



Pendant les années 1899 et 1900, se produisit, dans les relations de l'Allemagne avec l'Angleterre, en même temps qu'avec la Russie et la France, une crise qu'il est intéressant de suivre de très près, parce qu'elle est très significative. Voici tout ce que nous connaissons des faits.

Nous venons de dire combien la situation diplomatique de l'Allemagne était favorable, aux derniers jours de l'année 1898. La guerre hispano-américaine (dont nous n'avons pas eu l'occasion de parler) venait de se terminer sans que les puissances européennes eussent été forcées de prendre parti. Guillaume II pouvait croire qu'il avait gagné le Tsar. Il s'était entendu avec l'Angleterre en vue d'un partage éventuel des colonies portugaises d'Afrique : et, le 8 décembre, devant la Chambre des Communes, Chamberlain avait déclaré que l'Angleterre et l'Allemagne pouvaient s'entendre, parce que « leurs intérêts n'étaient en opposition dans aucune partie du monde ». La France, isolée, poursuivait péniblement la négociation qui suivit l'évacuation de Fachoda et qui devait aboutir à la convention du 21 mars 1899[2], tandis

1. Le marquis de Reverseaux, ambassadeur à Vienne, au directeur des Affaires politiques, sans date (nov. 1898).

2. La convention du 21 mars 1899 délimitait les possessions anglaises et françaises dans le Soudan oriental, en laissant aux Anglais tout le bassin

que l'Europe, tout à la paix, préparait la Conférence dont le Tsar avait pris l'initiative pour réduire, ou du moins pour limiter les armements[1].

Mais une situation favorable n'était jamais, pour la Chancellerie impériale, qu'un encouragement à poursuivre de nouveaux gains. Lié secrètement à l'Angleterre par la convention du 5 septembre, Guillaume II n'en suivait pas moins avec intérêt l'échange de notes qui se poursuivait entre les deux Gouvernements de Londres et de Prétoria, et qui, par une interprétation chaque jour plus divergente du traité de 1884, rendait peu à peu le conflit inévitable. Une guerre au Transvaal, à laquelle l'Angleterre, qui pourtant la provoquait, ne paraissait pas préparée, pouvait être une occasion merveilleuse de pression qu'il ne fallait pas négliger. L'Empereur prit ses dispositions en conséquence au cours de l'année 1899.

Avec l'Angleterre, il a soin de maintenir « la cordialité des rapports officiels », sans faire toutefois de grands efforts pour calmer les méfiances qui subsistent dans l'opinion allemande et qui trouvent leur expression dans la presse. Mais il travaille à se faire inviter à Windsor par la Reine, sa grand'mère. Celle-ci, qui sans doute n'avait pas encore pardonné tout à fait le télégramme au Président Krüger, se fit prier, semble-t-il[2]. Ce fut seulement à la fin d'août que le voyage de Guillaume II parut certain. « Il sera reçu par la Reine à Windsor dans le courant de novembre », écrit, le 30 août notre chargé d'affaires à Londres. Et la date précise de la visite ne fut fixée qu'en octobre, presque au moment où la guerre du Transvaal commença.

Or, pendant la même période, les avances de l'Allemagne à la France n'avaient pas cessé de se répéter et de devenir plus pressantes. Le marquis de Noailles y fait souvent allusion dans sa correspondance. En février, il est convaincu « que l'Empereur est disposé à un rapprochement » et il est

de Bahr-el-Ghazal, mais en nous abandonnant, à l'est et au nord-est du Tchad, le Ouadaï, le Kanem, le Borgou, le Baghirmi et le Tibesti.

1. La Russie avait précisé les propositions contenues dans le rescrit au comte Mouraview par la circulaire du 30 décembre 1898. La Conférence de la Paix se réunit à la Haye le 18 mai 1899.

2. Nous savons par Eckardstein que ce fut surtout le Prince de Galles qui se montra d'abord peu favorable à la venue de Guillaume II en Angleterre. Eckardstein (II, 22-24) nous parle longuement des hésitations qui se produisirent, à Berlin comme à Londres, avant que la date de la visite ne fût définitivement fixée.

d'avis, à ce moment, « qu'il ne serait pas difficile d'y arriver sans trop de difficultés et sans que notre dignité nationale y laissât la moindre plume[1] ». Les conversations de Guillaume II avec notre attaché naval devaient être pour beaucoup dans l'opinion qu'exprimait ainsi M. de Noailles.

Sa Majesté a vu avec grand plaisir, écrit à cette époque le lieutenant de vaisseau Buchard, la bonne réception faite à Alger et à Tunis aux deux navires-écoles allemands et il déclare qu'éventuellement un navire français, relâchant sur les côtes allemandes, y serait très bien reçu.... Sa Majesté est heureuse de voir l'opinion publique française apprécier mieux les vrais sentiments de l'Allemagne à l'égard de la France et elle espère que bientôt viendra le jour d'une réelle entente. Il faut, me dit l'Empereur, que le continent s'unisse intimement pour se défendre, surtout contre le péril futur, qui est l'Amérique.

Et Guillaume II allait jusqu'à esquisser le plan d'une coopération des deux marines :

Sa Majesté a terminé en disant que, dans le cas d'une guerre avec l'Angleterre nous devrions concentrer le plus de navires possible dans la Méditerranée, en ne gardant qu'une simple défensive sur l'Océan ; que notre chance de succès était d'attirer la lutte dans le sud, où nous serions certainement les plus forts, et qu'après cela tout deviendrait facile[2].

Un peu plus tard, en avril, les avances prirent une autre voie, celle du comte Nigra, ambassadeur d'Italie en Autriche. Celui-ci profita de la visite rendue par notre escadre aux souverains italiens en Sardaigne, pour venir en féliciter le marquis de Reverseaux, notre ambassadeur à Vienne, qui rendit compte ainsi de l'entrevue :

Mon collègue m'a également entretenu du désir de l'Empereur d'Allemagne de conclure avec nous un accord solide afin d'opposer une digue aux prétentions inadmissibles de l'Angleterre. Il m'a semblé très renseigné sur les démarches indirectement faites dans ce but auprès du Gouvernement de la République et m'a laissé comprendre qu'il en souhaitait le succès, « qui ne pourrait que faciliter la complète entente entre nos deux pays, aussi désirable pour l'un que pour l'autre ». L'Angleterre et les États-Unis, par leur impérialisme à outrance, a-t-il ajouté, doivent

1. Lettre particulière du marquis de Noailles à M. Delcassé, 25 février 1899.
2. Rapport du lieutenant de vaisseau Buchard, février 1899. — Il est impossible de ne pas rapprocher le programme naval esquissé ici par Guillaume II du préambule de la loi navale de 1900, cité plus haut.

forcément ameuter contre eux l'Europe dont les intérêts gênent leur ambition. Un accord international s'impose donc et l'Empereur d'Allemagne est trop avisé pour ne pas en poursuivre la réalisation.

Un peu plus tard encore, en juin, notre ambassadeur à Berlin transmettait un nouveau rapport du lieutenant de vaisseau Buchard, qui venait d'assister à Kiel, au lancement d'un cuirassé, le *Kaiser Wilhelm der Grosse*, et qui s'était longuement entretenu avec le chef du Cabinet naval de l'Empereur. Celui-ci avait parlé de la relâche du navire allemand, l'*Hella*, à Brest, sous prétexte de déposer un matelot malade, en réalité, pour avoir l'occasion de saluer la terre de France.

L'heure est certainement venue, dit-il, où le continent doit se défendre contre l'Angleterre et l'Amérique, et je pense qu'il faut que l'Allemagne et la France s'appuient l'une sur l'autre. Vous avez vécu vingt-cinq années dans la pensée d'une guerre contre nous et vous avez sacrifié la marine, tandis que l'Angleterre a continuellement développé sa flotte, et c'est elle qui vous cause maintenant les plus gros embarras....

L'Empereur est très désireux d'établir de bonnes relations avec vous [1]....

Enfin, en août, Guillaume II parvenait à se ménager l'occasion d'une visite à bord de la frégate-école française *Iphigénie*, dans les eaux de Bergen, et notre ministre à Copenhague, le 16 août, appréciait ainsi l'incident :

La presse, disait-il, voit dans la visite impériale « l'expression d'une politique déterminée ». Et il ajoutait : « Je ne suis pas surpris que les journaux s'expriment ainsi, cette manière de voir étant celle de l'Empereur lui-même. Peu après cette visite, préparée par lui de longue main et en vue de laquelle il avait fait modifier la composition en officiers du bâtiment qu'il montait (afin d'y avoir de préférence des officiers parlant notre langue), Guillaume II a écrit au grand-duc d'Oldenbourg une lettre où il lui fait part de ses impressions et lui marque en termes familiers la vive satisfaction qu'il a éprouvée pour un résultat désiré par lui depuis longtemps. *J'ai fini par arriver à mes fins*, y dit-il. »

Aux efforts pour obtenir de la Reine Victoria une invitation officielle, aux avances à la France contre l'Angleterre, s'ajoutent enfin des avances semblables à la Russie. Guil-

1. Le marquis de Noailles à M. Delcassé, 4 juin 1899.

laume II, s'il voulait aller à Windsor, tenait d'autant plus à se rencontrer, à peu près à la même époque, avec le Tsar.

Un curieux rapport de notre attaché militaire à Saint-Pétersbourg, le colonel Moulin, nous donne le détail des manœuvres auxquelles il eut recours pour imposer en quelque sorte à Nicolas II l'entrevue qu'il souhaitait. On y voit combien le Tsar, qui sans doute connaissait sa faiblesse, redoutait l'ascendant et la duplicité de l'Empereur. Celui-ci, de son côté, le savait sans doute, car il prit d'abord des voies détournées. En mai il chargea le prince Engalytcheff, l'attaché militaire russe, qui retournait à Saint-Pétersbourg, de faire part au Tsar du désir qu'il avait d'aller passer en revue, à Varsovie, pendant les manœuvres, le régiment d'infanterie dont il était colonel. Évidemment, il comptait que le Tsar ne le laisserait pas venir à Varsovie sans y venir lui-même. Or, remarque le colonel Moulin, « c'est un fait d'expérience que les entrevues des souverains des grands pays militaires, lorsqu'elles ont lieu au sein de l'intimité et de la surexcitation de la vie des camps, donnent lieu à des épanchements qu'il est souvent bien plus difficile d'éviter qu'au milieu de la température froide des entrevues diplomatiques ordinaires. » En faisant son ouverture au prince Engalytcheff, Guillaume II dans un de ces brusques accès de franchise auxquels il se laissait aller parfois, avait ajouté : « Je vous charge de cette commission et je ne la fais pas transmettre par votre ambassadeur, parce que le comte Mouraview chercherait encore une fois quelque prétexte pour mettre des bâtons dans les roues. »

Mouraview ne mit pas « de bâtons dans les roues ». Mais le ministre de la Guerre, le général Kouropatkine, hésita beaucoup, paraît-il, à soumettre au Tsar la question. Or, quand il se décida à le faire, « Nicolas II se montra aussitôt tout à fait au courant, Guillaume II ayant doublé la commission qu'il donnait au prince Engalytcheff d'une lettre personnelle à l'Empereur de Russie ». Mais celui-ci « ne cacha pas au ministre de la Guerre la répugnance qu'il éprouvait à accéder au vœu de son confrère, et depuis, ajoute en terminant le colonel Moulin, il n'a cessé de remanier ses projets de voyage d'automne de façon à se soustraire au désir de Guillaume II, mais sans pouvoir lasser l'insistance de ce dernier[1]. En fait, Nicolas II n'invita pas l'Empereur aux

1. Rapport du colonel Moulin, attaché militaire en Russie, au général de Galliffet, ministre de la Guerre, Saint-Pétersbourg, 24 août 1899. — Le général qui renseignait le colonel Moulin expliquait la répugnance éprouvée

manœuvres ; une entrevue projetée pour le 23 septembre à Kiel, après le passage du Tsar à Copenhague, fut reconnue incompatible avec les engagements qu'avaient pris les deux souverains. Et ceux-ci ne passèrent que quelques heures ensemble, à Potsdam, le 8 novembre, très peu de temps avant le départ de Guillaume II pour Windsor. La réception fut des plus brillantes. Mais le marquis de Noailles ajoute, dans un télégramme du 9 : « Il ne semble pas qu'il y ait eu d'entretien politique entre les deux souverains. »

A ce moment, les hostilités avaient commencé au Transvaal, le 13 octobre 1899, et c'est à partir de cette date qu'il est indispensable de noter les faits avec la plus grande précision.

Le 18 octobre (on venait d'apprendre en Europe la déclaration de guerre), M. de Bülow rendit visite au marquis de Noailles.

Il est revenu, écrit celui-ci le jour même, sur ce qu'il m'a déjà dit plus d'une fois et m'a fait un petit speech sur l'identité de nos intérêts dans les différentes parties du monde. Passant en revue l'Afrique, il m'a dit : « Vous voyez que nos intérêts y sont absolument les mêmes ; sauf le petit triangle dont je ne puis, vous le savez, parler, il n'y a aucun point où nous ne puissions nous mettre d'accord. Le petit triangle, c'est l'arrangement avec l'Angleterre de l'été dernier.

M. Delcassé répondit quelques jours après :

Bien qu'il soit difficile d'exagérer, dans les circonstances présentes, l'importance du petit triangle, j'accorde que l'opinion de M. de Bülow, à laquelle le prince Münster-Derneburg, que j'ai vu avant-hier encore, n'a jamais fait allusion, peut se soutenir, et mériterait d'être examinée *de concert avec la Russie, notre alliée.* Mais je constate en même temps que sa conviction, que vos dépêches et vos lettres depuis seize mois permettent de supposer être aussi celle de l'Empereur, n'a jamais amené le Gouvernement impérial à formuler la moindre proposition[1].

par Nicolas II par le « double jeu » auquel s'était livré l'Empereur d'Allemagne à propos de la Turquie. « Après avoir, en 1897, à Péterhof, proposé à Nicolas une entente complète et cordiale sur la question turque, Guillaume II a proposé au Sultan, lors de son voyage en Turquie (l'état-major russe en a la preuve) de signer un traité par lequel il s'engagerait à masser 200 000 hommes sur la frontière du Caucase, en cas de guerre entre l'Allemagne et la Russie. Les menées de l'attaché militaire allemand en Asie Mineure et notamment à Erzeroum, ont également produit ici une très mauvaise impression. »

1. Lettre particulière du marquis de Noailles à M. Delcassé, 18 octobre 1899 ; et télégramme de M. Delcassé, 30 octobre. En 1901, comme le

Le marquis de Noailles ne voulut pas néanmoins laisser tomber tout à fait la conversation. « J'ai demandé au secrétaire d'État, écrit-il le 6 novembre, à titre personnel et pour m'orienter moi-même, s'il pourrait me donner un aperçu de la manière dont il envisage nos intérêts réciproques. » Mais M. de Bülow se contenta d'écouter « avec une attention marquée » et répondit simplement que la question avait un intérêt considérable, qu'il demandait le temps d'y réfléchir et de l'étudier comme elle méritait de l'être. On aurait pu croire que la première ouverture venait de la France et non pas de l'Allemagne. Or, bientôt après, M. Delcassé écrivait à son tour, le 11 novembre :

Il me revient de Berlin que des agents du ministère des Affaires étrangères racontent que vous auriez fait des ouvertures à M. de Bülow, qui les aurait accueillies avec réserve. Cette interversion des rôles rend plus manifeste la nécessité d'une extrême circonspection. Puisque le Gouvernement impérial, à plusieurs reprises au cours des dernières années, a exprimé l'opinion que les intérêts de la France et de l'Allemagne en Asie et en Afrique sont identiques, et le regret que l'isolement de ces intérêts en empêche la sauvegarde, c'est à lui, s'il le juge convenable, de préciser et de compléter sa pensée. Nous n'avons à prendre à cet égard aucune initiative.

Au lendemain de cette curieuse négociation — si l'on peut qualifier ainsi les propos interrompus dont nous venons de donner une idée — et de l'étrange façon dont la Chancellerie allemande avait essayé d'en dénaturer le caractère, Guillaume II partit pour Windsor, où il séjourna du 22 au 25 novembre. Nous ne savons pas ce qu'il y dit. Mais nous savons ce qui résulta de ses manœuvres complexes d'octobre et de novembre 1899. Ce furent : l'arrangement anglo-allemand, satisfaisant pour l'Allemagne, relatif aux îles Samoa [1] ; une entente avec l'Angleterre pour l'installation d'une ligne télégraphique du Cap à Alexandrie à travers la colonie allemande de l'Est africain ; une combinaison anglo-allemande

marquis de Noailles, dans une dépêche du 28 janvier, rendait compte du mécontentement de Guillaume II, qui se plaignait d'avoir été « laissé seul » en face des Anglais, et semblait presque estimer ces plaintes justifiées, M. Delcassé écrit en marge : « M. de Noailles oublie qu'en octobre 1899, ayant, avec mon autorisation, à la première ouverture qui m'ait été faite, demandé : Que voulez-vous? il attend encore la réponse. »

1. L'Angleterre et l'Allemagne s'étaient entendues pour substituer un partage des îles au régime du condominium.

pour la construction d'un chemin de fer traversant l'Afrique de l'Océan Atlantique à l'Océan Indien ; enfin, le 30 novembre un nouveau discours de Chamberlain, dans lequel le ministre exprimait l'opinion que « l'Angleterre ne pouvait pas rester isolée d'une façon durable du continent » et « que l'alliance la plus naturelle pour elle était celle du Grand empire allemand ».

Ces résultats, et la politique qui les avait procurés, furent jugés un peu partout de la même façon et nous ne croyons pas inutile de noter ici, sans commentaires, quelques-uns de ces jugements.

La presse austro-hongroise, écrit de Vienne M. de Reverseaux le 10 novembre (avant l'entrevue de Windsor), applaudit au succès de la diplomatie allemande, qui vient d'obtenir la cession des îles Samoa, au prix de l'engagement de l'Allemagne d'empêcher toute intervention européenne dans les affaires du Transvaal.... La France, ajoutent quelques journaux, se trouve condamnée à assister impassible à la lutte des Anglais et des Boërs et à l'écrasement final de ces derniers, sans espoir de limiter les conséquences des victoires anglaises en Afrique. Ce résultat est dû à l'habileté de l'Empereur Guillaume, aussi bien qu'à la sagesse du Cabinet de Londres, qui a su, sans hésiter, payer la neutralité de l'Allemagne et avoir ainsi ses coudées franches.

Dans ce voyage de famille, écrit le marquis de Noailles le 26 novembre (au moment où Guillaume II venait de quitter Windsor), on aura beaucoup causé politique. On nous dira sans doute, au retour, qu'on revient « les mains libres », mais tout en étant libres, elles pourront ne pas être vides.

La politique de Guillaume II a pris depuis quelque temps un caractère très marqué. Il répugne à toute combinaison de longue haleine, ne veut se lier définitivement d'aucun côté, entend ne se brouiller avec personne, être bien avec tout le monde, se tient à l'affût des occasions, cherche peut-être à les faire naître, en profite en tout cas. On l'a vu manœuvrer pendant la guerre entre l'Amérique et l'Espagne. Il avait d'abord fait savoir, par sa presse officieuse, qu'il ne permettrait pas qu'on touchât aux Philippines. Il venait de réussir son coup de main de Kiao-Tcheou. Il comprenait le danger de la concurrence américaine pour son commerce en Chine. Puis voyant que la guerre était inévitable, que l'Espagne serait écrasée, il a changé ses batteries de place, a malmené les Espagnols, n'a rien fait pour empêcher la guerre, ni pour en diminuer la rigueur et s'est porté acquéreur des Carolines.

Dans le premier feu de ses amours de Chine, Guillaume II avait renié l'Afrique. Il avait laissé dire et fait dire, assez hautement pour que nul n'en ignorât, qu'il n'avait plus d'intérêts en Afrique,

pays peu productif et de mince valeur, que tous les intérêts de l'Allemagne et de son commerce étaient désormais en Asie. Il faut rendre cette justice à l'Empereur qu'il n'a pas laissé ignorer aux Boërs qu'ils n'avaient plus à compter sur lui. Lancé en Chine sans y avoir le moindre point d'appui, il devait alors, de toute nécessité, ménager l'Angleterre ; mais aujourd'hui, il se sent, définitivement et sans conteste, installé à Kiaou-Tcheou ; l'amour de l'Afrique le reprend et il rentre au Continent noir, mais cette fois bras dessus bras dessous en bon ami de l'Angleterre.

D'après les indiscrétions que j'ai pu recueillir, écrit de Londres M. Paul Cambon le 1er décembre (quelques jours après l'entrevue), il est certain qu'avec son entrain et son intempérance ordinaires, M. Chamberlain a parlé des intérêts anglais et allemands dans le monde entier et qu'il a proposé à l'Empereur, sinon une alliance, du moins une entente générale sur les questions intéressant les deux pays. L'Empereur l'a écouté, lui a fait des compliments, a éveillé des espérances, a enregistré des promesses, mais a gardé très probablement sa liberté d'action. Nous le verrons pratiquer, tant qu'il en aura besoin, la politique d'entente avec l'Angleterre, pour rechercher, dès que ses intérêts le pousseront d'un autre côté, des combinaisons différentes [1]

Enfin, citons un passage d'un article du *Times*, publié la veille de l'arrivée de Guillaume II à Windsor, que M. Paul Cambon signale comme « très juste de ton », et qui précise l'attitude des deux Gouvernements allemand et anglais pendant toute la période qui précéda la visite à Windsor :

Ce n'est un secret pour personne, écrivait le *Times*, que l'Allemagne, à maintes reprises, a tenté de nous lier par des engagements affectant notre liberté d'action dans certaines éventualités continentales [2], tandis que personne ne pourrait indiquer une circonstance dans laquelle nous aurions cherché à imposer un tel engagement à l'Allemagne. Tout ce qu'a voulu faire Salisbury, et le pays doit lui en savoir gré, c'est d'avoir mis un terme à certaines frictions entre les deux États.

1. Il est très intéressant de rapprocher l'opinion de notre ambassadeur à Londres de ce que nous dit Eckardstein des négociations qui s'engagèrent par son entremise, au début de l'année 1901 entre l'Angleterre et l'Allemagne, et de l'attitude que prît Holstein à leur égard (Eckardstein, *loc. cit.*, II, ch. xv).

2. Nous n'avons pas à étudier ici la politique allemande à l'égard de l'Angleterre et les moyens nous en manqueraient. Mais il nous est permis de signaler l'indication que nous donne ici le *Times*. Il semble que les positions réciproques prises à ce moment par les deux Gouvernements anglais et allemand aient été toutes semblables à celles qu'ils prirent pendant la négociation engagée par lord Haldane, en 1912.

Reprenons maintenant l'exposé des faits. En octobre et en novembre 1899, les Boërs remportèrent sur les troupes anglaises une série de succès, qui leur permirent de bloquer Ladysmith, Kimberley et Mafeking, et de pénétrer dans la colonie du Cap. En novembre, le Gouvernement impérial adhéra à leur interprétation du traité de 1884 en leur reconnaissant la qualité de belligérants. Partout en Europe, mais en Allemagne particulièrement, l'opinion publique se prononça contre les Anglais. Dans les premiers jours de janvier 1900, le Chancelier présenta au Reichstag le projet de loi sur l'augmentation de la flotte, dont la discussion devait être assez longue et qui ne fut voté que le 12 juin[2].

Pendant cette période, la politique de la Chancellerie impériale à l'égard de l'Angleterre ne fait aucun doute. Le marquis de Noailles la définit rétrospectivement dans une dépêche du 9 novembre 1902 :

A ce moment, écrit-il (c'est-à-dire pendant la guerre du Transvaal), la politique allemande fit, vis-à-vis du Gouvernement anglais, du *dressage en haute école*, pour me servir d'une comparaison empruntée à une feuille berlinoise. L'Empereur et la Chancellerie s'étaient partagé les rôles, l'Empereur préservant intactes ses relations de famille avec la Cour d'Angleterre, le Chancelier se faisant l'interprète éloquent des passions nationales, Guillaume II offrant du sucre et le comte de Bülow maniant la cravache.

Les diplomates n'avaient d'ailleurs pas attendu la fin de la guerre pour s'en apercevoir. Dès le début, notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg en avertissait son Gouvernement :

Il est bien évident, écrivait-il, que plus les Anglais rencontrent de difficultés au Transvaal, plus ils auront besoin de la neutralité de l'Europe et plus ils mettront de prix à la bienveillance de l'Allemagne, qui leur garantit cette neutralité. Il n'est donc pas besoin de chercher bien loin les raisons qui dictent sa politique à Guillaume II ; elles s'appellent, ces raisons, les îles Samoa ; elles porteront demain le nom d'une concession nouvelle faite à l'Allemagne par le Cabinet de Londres, et chaque victoire des Boërs augmentera les exigences du Souverain qui cache les finesses de sa politique sous le respect du petit-fils[2].

1. Le prince de Hohenlohe était encore Chancelier et ne demanda sa retraite à l'Empereur que quelques mois après le vote de la loi navale, le 17 octobre 1900. On trouvera dans ses *Mémoires* (t. III, p. 371) le discours qu'il prononça le jour du vote.
2. M. de Montebello à M. Delcassé, 23 novembre 1899.

Enfin, si telle était l'opinion du Gouvernement français, c'était aussi, semble-t-il, celle du Gouvernement russe, et tous deux paraissaient d'accord, au milieu de février 1900, sur l'attitude que les circonstances leur imposaient.

L'Empereur Guillaume, écrivait de Saint-Pétersbourg M. de Montebello, le 15 février, fidèle à la tactique qu'il suit à notre égard et vis-à-vis de la Russie, cherche à se rendre de plus en plus impénétrable. Tour à tour plein d'attentions pour l'Angleterre, prêt à nous faire des insinuations qui ressemblent beaucoup à des avances, il ne s'engage d'aucun côté et reste dans le vague dès qu'on veut l'amener à préciser sa pensée. Nous avons pu nous en convaincre à maintes reprises et notamment à propos des ouvertures qui nous ont été faites sur la communauté de nos intérêts commerciaux, et la Russie, de son côté, n'a pu obtenir qu'une réponse évasive quand elle a cherché à reprendre et à approfondir la question que l'Allemagne avait provoquée elle-même sur la situation de l'Egypte. Nous ne saurions maintenant conserver aucune illusion sur les pensées de l'Empereur Guillaume. Il n'est en aucune façon engagé vis-à-vis de l'Angleterre ; il veut, par ses prévenances intermittentes, nous laisser quelque doute sur ses dispositions à notre égard, et il se réserve entièrement.... Nous ne pouvons mieux faire, en attendant, que suivre le programme que nous avons adopté en ne refusant aucun entretien, mais en évitant de nous montrer trop impatients.

Et M. de Montebello ajoutait que le général Kouropatkine et le comte Mouravieff partageaient son avis :

Ils estiment que nous ne devons pas compter sur un concours réel et efficace de l'Allemagne en aucune circonstance, dans l'état actuel des choses au moins, et ils me paraissent tous deux parfaitement d'accord sur ce point[1].

C'est dans ces conditions que se produisit l'incident de février-mars 1900. Le 28 février, le comte Mouraview, qui se trouvait alors en France, vint dire à M. Delcassé que « son Gouvernement était d'avis qu'il convenait d'amener Berlin à prendre parti », en demandant à la Chancellerie impériale si elle ne jugeait pas le moment venu de faire une démarche commune auprès du Gouvernement du Londres, dans l'in-

1. Pendant l'hiver, Guillaume II avait souvent manifesté auprès du comte Osten-Sacken le souci que lui donnait la guerre du Transvaal. Il était allé jusqu'à dire que « le moment était venu d'en finir avec l'arrogance anglaise et que cette occasion perdue ne se représenterait peut-être pas avant un siècle ».

térêt du rétablissement de la paix. M. Delcassé ne pouvait se faire aucune illusion sur le résultat de la démarche, mais il ne voulait pas se séparer du Gouvernement russe. Il accepta donc l'idée, mais à la condition que l'ambassadeur de Russie à Berlin parlerait au nom de la Russie et de la France ; et il eut soin de constater que, si des représentations devaient être faites à l'Angleterre, il était indispensable, pour qu'elles eussent quelque chance de succès, que l'Allemange en prît l'initiative. Il mit enfin le marquis de Noailles au courant de la conversation, en ajoutant : « Ce qui précède explique suffisamment comment vous n'avez, quant à présent, à intervenir d'aucune manière[1]. »

Le comte Osten-Sacken fit donc la démarche convenue et l'Empereur l'accueillit « avec sympathie » ; mais il exprima le désir que la Russie s'assurât d'abord de l'accueil qu'une intervention amicale recevrait à Londres. C'était laisser à la Russie l'initiative, alors que M. Delcassé estimait avec raison que l'Allemagne seule pouvait la prendre. En même temps, Guillaume II manifestait quelque défiance à l'égard du Gouvernement français, « et comme il s'agissait d'une affaire de longue haleine, il posait comme condition à l'action solidaire et collective des trois Gouvernements que, préalablement, les puissances intervenantes se garantiraient mutuellement, pour un temps à déterminer, l'intégrité de leur territoire européen[2] ». C'était exiger de la France qu'elle ratifiât une seconde fois, en quelque sorte, le traité de Francfort. Le ministre russe le fit observer et la conversation tomba.

Quant au résultat de toute l'intrigue, nous le demanderons à Guillaume II lui-même. En 1908, dans l'espoir de brouiller ensemble l'Angleterre et la France, il fit publier, sous forme d'interview, une note, dont le comte de Bülow confirma implicitement l'authenticité en avouant qu'il avait donné à la pièce son visa par inadvertance. Voici comment l'Empereur y présentait les faits :

Lorsque la guerre contre les Boërs fut à son point culminant, les Gouvernements de France et de Russie demandèrent à l'Allemagne de s'unir à eux pour sommer l'Angleterre de mettre fin à

1. M. Delcassé au marquis de Noailles, 4 mars 1900. C'est de cette dépêche que nous tirons les détails ci-dessus.

2. C'est M. Delcassé qui informa de ces circonstances le marquis de Noailles, dans une dépêche en date du 26 mars 1900. Il semble donc que la conversation se termina soit à Paris, soit à Saint-Pétersbourg.

la guerre, sauver les républiques boërs et humilier l'Angleterre jusque dans la poussière ; mais l'Empereur répondit que l'Allemagne devait toujours se tenir à l'écart d'une politique la mettant en conflit avec une puissance maritime comme l'Angleterre.

Et Guillaume II ajoutait :

La postérité connaîtra un jour les termes du télégramme qui est maintenant dans les archives du château de Windsor et par lequel j'informai la Reine de la réponse que je fis aux puissances qui s'efforçaient alors d'abaisser l'Angleterre.

Il est à peine besoin de faire remarquer à quel point la réponse que s'attribue l'Empereur est peu vraisemblable, alors qu'il ne cessait d'insinuer à la France, par toutes les voies, qu'une entente navale franco-allemande contre l'Angleterre s'imposerait à elle un jour ou l'autre. Mais ce n'est là qu'un détail. Dans l'ensemble des conversations et propositions que nous venons de faire connaître, la duplicité de la diplomatie allemande nous paraît se montrer en pleine évidence.

Le seul point qui reste obscur, ce sont les raisons qui ont pu pousser le Gouvernement russe à faire à M. Delcassé la proposition du 28 février, si, quinze jours auparavant, ainsi que l'affirmait M. de Montebello, Kouropatkine et Mouraview étaient d'accord pour estimer « que nous ne devions pas compter sur un concours réel et efficace de l'Allemagne en aucune circonstance ». Mais précisément cette contradiction apparente, en même temps que les multiples avances faites à la France et à la Russie depuis novembre, ne permet guère de douter que la proposition de Mouraview à Paris avait été suggérée par le Gouvernement de Berlin. Et peut-on se défendre contre l'hypothèse qu'en provoquant la démarche franco-russe, qu'il devait, quelques mois plus tard, dénoncer à Londres en la dénaturant, Guillaume II n'en attendait peut-être pas d'autres résultats que celui-là? N'avons-nous pas, en tout cas, le droit de poser, pour conclure, cette simple question : une politique qui employait de pareils moyens pouvait-elle être, sincèrement, une politique de paix?

Au cours de l'année, la situation se détendit peu à peu. L'Angleterre fit un grand effort dans l'Afrique australe et les « commandos » boërs furent contenus, puis refoulés. L'attention des grandes puissances fut ensuite détournée vers l'Extrême-Orient par le soulèvement des Boxers, les mas-

sacres de Pékin, l'assassinat du ministre d'Allemagne, Ketteler (20 juin), le siège des légations, et, lorsque fut décidé l'envoi d'une expédition internationale pour rétablir l'ordre en Chine, l'Empereur Guillaume II eut la grande satisfaction d'amour-propre de faire accepter, comme commandant en chef de l'armée des nations, un Allemand, le maréchal comte de Waldersee[1].

L'année 1900 devait être pour lui une sorte d'année triomphale. Après l'accord anglo-allemand de septembre 1898, qui ouvrit à la colonisation allemande en Afrique des perspectives presque illimitées ; après le voyage de Constantinople et de Palestine (automne de 1898), où se forma le projet du chemin de fer de Bagdad et qui sembla promettre à l'Allemagne l'expansion de son commerce et de son influence, à travers l'Asie turque, jusqu'aux confins de la Perse et de l'Inde ; après l'acquisition des Carolines et des Mariannes (fin de 1899), qui lui donna le contrôle de toute la région du Pacifique voisine des côtes de l'Asie orientale ; après le vote de la seconde loi navale (juin 1900), qui lui assurait, dans l'avenir, une flotte égale à la flotte anglaise ; après l'expédition internationale d'août 1900, qui montra aux Chinois, à la tête des contingents de toutes les nations européennes, un maréchal allemand, personne ne contestait plus à l'Empire le rôle « mondial » que son activité économique et sa puissance militaire lui permettaient de jouer. C'est à ce moment que le prince de Hohenlohe, qui avait alors quatre-vingt-un ans, quitta la Chancellerie (17 octobre 1900) et que Guillaume II lui donna pour successeur le comte de Bülow.

1. Il vaut la peine d'indiquer comment il y parvint. Il savait que la France n'accepterait pas volontiers que le commandement en chef des contingents internationaux fût attribué à un Allemand. Aussi ne s'adressa-t-il pas à Paris. Le 7 août, il adressa au Tsar un télégramme personnel : « Tenez-vous particulièrement à avoir un général russe comme commandant en chef, ou voudriez-vous avoir un de nos généraux ? Dans ce cas, je mettrais à votre disposition le général de Waldersee. » Nicolas II, sans prendre conseil de personne, répondit directement qu'il ne voyait pas d'inconvénient à la désignation de Waldersee. Et Guillaume II télégraphia aussitôt au Président Loubet, le 9 août : « S. M. l'Empereur de Russie, votre Auguste Allié, ayant daigné *proposer* le maréchal de Waldersee comme commandant en chef des troupes alliées en Chine, je prie Votre Excellence de vouloir bien choisir un officier qui sera affecté à la personne du Comte, pour maintenir les relations avec les troupes françaises, qui, *à ma grande joie, sont destinées à combattre avec les miennes* l'ennemi commun de la civilisation. » — Il y a là un exemple précis de la façon dont Guillaume II abusait de la faiblesse de Nicolas II pour faire passer par Saint-Pétersbourg les propositions qu'il ne voulait pas adresser directement à Paris. Des incidents de ce genre font mieux comprendre l'entrevue de Bjoerkœ et ses résultats.

***

Les années 1901 à 1904 ne nous retiendront pas longtemps. Elles sont capitales dans l'histoire des relations entre l'Allemagne et la France, mais seulement par leurs résultats.

On connaît ces résultats. C'est, d'une part, le rapprochement progressif qui s'accomplit entre la France et l'Italie et dont nous nous contenterons de rappeler brièvement les étapes : convention relative à la Tunisie (28 septembre 1896), dont nous avons parlé plus haut ; voyage du prince royal d'Italie et de la princesse royale à Paris, en juin 1897 ; accords commerciaux franco-italiens du 21 novembre 1898 ; avènement de Victor-Emmanuel III le 29 juillet 1900 ; enfin, conventions coloniales de 1900 et de 1902, par lesquelles les deux puissances se désintéressèrent, l'une de la Tripolitaine, l'autre du Maroc. C'est aussi, et plus encore, la façon dont M. Delcassé parvint, malgré les souvenirs qu'avait laissés parmi les Français l'humiliation de Fachoda, à réconcilier la France avec l'Angleterre après la mort de la Reine Victoria et l'avènement d'Edouard VII (22 janvier 1901). On sait comment la réconciliation se manifesta à l'Europe par la visite d'Edouard VII à Paris (1er-4 mai 1903) et surtout par la réception faite à Londres au Président Loubet (6-9 juillet). On sait aussi comment elle aboutit enfin à la convention du 8 avril 1904, qui réglait tous les litiges coloniaux encore pendants entre l'Angleterre et la France, et nous accordait toute liberté d'action au Maroc, tandis que nous renoncions à toute réclamation ultérieure contre la position qu'avaient acquise les Anglais en Egypte. L'Entente cordiale était rétablie et ne devait plus se rompre.

Pendant ces quatre années, il n'est pas douteux que la Chancellerie allemande prépare et mûrit sa politique marocaine. Mais presque rien n'en apparaît encore. Nous ne pouvons que noter l'attitude qu'elle prend à l'égard d'événements, qui allaient introduire en Europe une situation nouvelle, mais qui se développaient en dehors d'elle et dont elle n'avait qu'une connaissance incomplète.

L'année 1901 — tandis que s'achevait dans l'Afrique orientale la guerre entre les Anglais et les Boërs — fut une année tranquille en Europe. En juin, aux régates de Cuxhaven, Guillaume II répéta que l'avenir de l'Allemagne était sur les flots ; il loua l'esprit d'initiative, l' « esprit hanséa-

tique » des marins et des commerçants allemands ; mais il exprima l'espoir « que la paix européenne était assurée pour de longues années et que l'Allemagne pourrait employer son activité à faire, sur le terrain commercial, une concurrence pacifique aux autres nations ».

En 1902, il semble croire que l'avènement d'Edouard VII n'a rien changé aux relations de la France avec l'Angleterre. La presse allemande, en analysant un exposé de notre politique étrangère présenté à la Chambre par M. Delcassé, le 21 janvier, non seulement le loue « comme un modèle de prudence et de sagesse », mais croit pouvoir en dégager l'impression « que la rivalité coloniale de la France et de l'Angleterre est toujours très vive, alors qu'une parfaite concordance existe entre les intérêts mondiaux français et allemands [1] ». En mai, le comte Goluchowski expose à son tour la politique autrichienne devant les Délégations, à Pesth ; il n'y parle que de paix et il va jusqu'à s'y féliciter de « l'action parallèle » de l'alliance franco-russe et de la Triple Alliance pour le maintien des relations pacifiques entre les puissances [2]. A ce moment la Triple Alliance était sur le point d'être renouvelée [3] ; mais elle avait perdu toute valeur *offensive* depuis que l'Italie avait obtenu l'abandon de la convention militaire qui la complétait [4]. Les trois alliés pouvaient donc en proclamer le caractère pacifique et donner aussi comme un gage de paix le voyage que Guillaume II faisait à Londres en novembre de la même année, dans l'espoir de détourner Edouard VII des voies où il s'engageait [5].

1. Le marquis de Noailles à M. Delcassé, 26 janvier 1902.
2. Le marquis de Noailles à M. Delcassé, 15 mai 1902.
3. L'acte « renouvelant la Triple Alliance a été signé hier à Berlin », écrit M. de Reverseaux le 28 juin 1902. — En réalité le troisième renouvellement de la Triple Alliance porte la date du 28 juin. Le nouveau traité reproduisait celui de 1891.
4. A propos de ce renouvellement de la Triplice, le *Pester Lloyd* parla « des arrangements militaires intervenus » antérieurement entre l'Italie et l'Allemagne, que nous avons signalés plus haut, et le *Berliner Tageblatt* affirma que l'Italie en avait obtenu l'abandon. Le ministre des Affaires étrangères d'Italie, M. Prinetti, démentit officiellement l'existence des arrangements en question, mais sous la forme suivante : « Nul n'est donc autorisé, après ces déclarations, à dire que la Triple Alliance contient ou comporte les engagements militaires dont on parle. Je ne sais s'ils ont existé dans le passé ; je n'ai jamais voulu le savoir » (M. Legrand, chargé d'affaires à Rome, à M. Delcassé, 29 juillet 1902).
5. Le 16 juillet 1903, M. Bihourd notera les efforts de Guillaume II pour obtenir, par l'intermédiaire de la Russie, un rapprochement entre la France et l'Allemagne. Il s'y efforce, écrit-il, d'autant plus que ses tentatives pour amadouer Édouard VII apparaissent vaines.

En 1903, M. Bihourd remplace à Berlin, comme ambassadeur, le marquis de Noailles, et le comte de Bülow l'y accueille, au milieu de janvier, par « des avances marquées ». Le Chancelier parle du Maroc, mais pour affirmer le désintéressement de l'Allemagne.

Quant à l'Allemagne, dit-il à M. Bihourd, elle n'a pour ainsi dire pas d'intérêts au Maroc, tant ils sont, jusqu'à présent, minimes, insignifiants[1].

Et, quelques jours après, il prononce, devant le Reichstag, un discours dont le ton contraste étrangement avec tant d'autres :

Il est une observation, dit-il, qui se répète souvent ; c'est qu'on peut être en bien des choses d'un avis différent et cependant se rencontrer sur certains points. Cette observation peut s'appliquer aux peuples. Aussi suis-je convaincu que les calmes et paisibles relations qui existent entre la France et l'Allemagne répondent aux intérêts et au bien des deux pays et qu'il y a un certain nombre de questions où tous deux peuvent, dans leur intérêt réciproque, marcher la main dans la main. En ce qui me concerne, je continuerai d'apporter la plus grande sollicitude à nos relations avec notre voisin de l'Ouest, avec qui nous avons jadis croisé le fer. Nous sommes aussi loin de méconnaître ses brillantes qualités que d'oublier les services qu'il a rendus au progrès de la civilisation, et son importance comme un des plus solides soutiens du progrès humain[2].

Mais bientôt, au retour même du voyage triomphal de Guillaume II à Rome[3], les premières inquiétudes apparaissent. Après la visite d'Edouard VII en France, on annonce, presque en même temps[4], celle du Président Loubet à Londres et

1. Le marquis de Noailles avait remis ses lettres de rappel le 6 janvier 1903. C'est le 13 janvier que M. Bihourd rend compte de sa première conversation avec M. de Bülow.

2. M. Bihourd à M. Delcassé, 21 janvier 1903.

3. Guillaume II arriva à Rome le 2 mai. Le 4 mai, il fut reçu par le Pape en grande pompe. « C'est d'un groupe de religieux, écrit le 5 mai notre chargé d'affaires, qu'on a entendu, près du Vatican, s'élever le cri : Vive Charlemagne !... Je ne parle pas des dispositions qui se font jour dans l'entourage du Pape et dans le haut personnel de l'Eglise.... C'est une sorte d'enivrement. » Mais l'impression fut naturellement tout autre au Quirinal. « La mauvaise humeur, écrit M. Barrère, qu'il laisse derrière lui, à la suite de sa manifestation au Vatican, est profonde et va en s'accentuant dans les journaux. Au point de vue politique, le voyage est nul. L'Empereur n'a rien regagné du terrain perdu. »

4. On les annonça toutes deux dès le mois de juin.

celle du Roi Victor-Emmanuel III à Paris. M. Bihourd se demande ce qu'en pensera l'Empereur. « Ce sont, écrit-il le 20 juin, dans les circonstances actuelles plus que des actes de politesse internationale... ; ils ne peuvent manquer d'impressionner fortement Guillaume II. » Et, en effet, le 16 juillet, Guillaume II, causant avec M. Bihourd, ne peut cacher son irritation. Il se réjouit de l'accueil fait à Brest à un navire allemand qui s'était échoué près des côtes, et il exprime le vœu qu'il puisse revoir un jour des vaisseaux français à Kiel. Mais il ajoute aussitôt : « Je sais bien qu'avec M. Delcassé il n'y a rien à faire .Les avances à l'Angleterre sont l'œuvre de M. Delcassé et de M. Cambon que j'ai connu à Constantinople. Mais les Russes ne sont pas contents de cela et un jour ils vous feront.... Ici, termine M. Bihourd, le geste d'un pied de nez précisa la prédiction [1]. »

Ainsi, en même temps que les premières inquiétudes, s'annonce la manœuvre que prépare la diplomatie personnelle de l'Empereur. M. Bihourd l'entrevoit nettement, dans une autre dépêche, de même date que la précédente, et qu'il faut citer :

Au cours d'une longue conversation, écrit-il, l'ambassadeur de Russie est spontanément revenu sur les dispositions qu'il prête à Guillaume II à l'égard de la France. Il a reproduit les assurances que j'avais recueillies de sa bouche lors de notre première rencontre. Je veux cependant noter son insistance à se porter pour ainsi dire garant des tendances de l'Empereur, prêt, dit-il, à se rapprocher de la France, à la condition expresse que les traités ne soient pas remis en question [2].... Le langage du comte Osten-Sacken m'incline à penser que le Cabinet russe continue à souhaiter un rapprochement entre les Allemands et nous. Il est probable que Guillaume II s'applique à tourner dans ce sens les vues de la Russie, d'autant plus que ses tentatives pour amadouer Édouard VII apparaissent vaines, et que l'hostilité britannique contre l'Allemagne, en s'accentuant, met à l'unisson les sentiments antianglais à Berlin et à Pétersbourg. Cette tactique ne serait pas d'ailleurs inconciliable avec les efforts que l'Allemagne ne peut manquer de multiplier en Russie, pour y gagner le terrain qu'elle voudrait, à la faveur des voyages accomplis à Paris et à Londres, faire perdre à la France.

Et notre ministre à Munich, M. d'Aubigny, signale les mêmes espérances, en novembre 1903, d'après un article des

1. M. Bihourd à M. Delcassé, 16 juillet 1903.
2. « C'est touchant », a écrit en marge M. Delcassé.

Münchener Neueste Nachrichten, sur « le tour de valse de l'Italie ». L'article menace l'Italie d'une évolution de la Triple Alliance qui la laisserait isolée[1]. Il fait remarquer que l'Empereur accorde au Tsar toute liberté dans le règlement des affaires macédoniennes ; qu'il lui donne carte blanche en Mandchourie[2]. Et il ajoute : « Tout cela ne vaut-il pas mieux que la politique changeante, indécise et versatile de la France[3]. »

Il est visible que, dès 1903, Guillaume II prépare la manœuvre de Bjoerkœ.

***

Nous avons conduit de 1871 à 1904 notre étude de la politique allemande et nous croyons que l'impression qui s'en dégage est assez nette pour qu'il soit presque inutile de la formuler. Si les avances de l'Allemagne à nos ambassadeurs ou à nos ministres furent, presque toujours — surtout depuis 1890 — accueillies avec défiance, la Chancellerie impériale ne doit s'en prendre qu'à elle-même. La défiance était le sentiment qu'éveillaient naturellement, en Russie comme en France, le mystère de ses desseins et la déconcertante variété de ses manifestations.

Mais ce n'est pas l'essentiel. Il convient de tirer des faits quelques conclusions, qui dégageront mieux encore les vrais caractères de la politique allemande pendant la longue période que nous venons d'étudier.

De 1871 à 1904, l'Allemagne n'a jamais cessé d'accroître ses armements. Après avoir donné à son armée une organisation stable, indépendante des fluctuations parlementaires,

1. Rappelons que l'entente austro-russe à l'égard des affaires balkaniques fut resserrée en 1903 par ce que l'on a appelé « le programme de Mürzsteg ». Pribram nous a de plus révélé une déclaration réciproque de neutralité entre l'Autriche et la Russie, datée du 15 octobre 1904. Les deux puissances, « unies par des vues identiques sur la politique conservatrice à suivre dans les pays balkaniques », se soutiendront l'une l'autre, « dans le cas où l'une des deux parties signataires se trouverait seule et sans provocation de sa part en état de guerre avec une troisième puissance qui chercherait à porter atteinte à sa sécurité et au *statu quo* dont le maintien constitue la base de leur entente pacifique et conservatrice » (*loc. cit.*, I, 98). — Il serait bien intéressant de savoir si Guillaume II intervint dans ce rapprochement austro-russe.

2. On admet généralement que les conseils de Guillaume II contribuèrent à lancer Nicolas II dans l'aventure qui devait préparer la ruine du tsarisme. La guerre russo-japonaise commença le 8 février 1904.

3. M. d'Aubigny, ministre à Munich, à M. Delcassé, 8 novembre 1903.

par le premier septennat militaire d'avril 1874, le Gouvernement impérial ne s'est pas contenté d'anticiper toujours sur la date de renouvellement du septennat, il a, de renouvellement en renouvellement, ou par des lois spéciales, alourdi sans cesse les charges de la nation, augmenté les effectifs, soit du temps de guerre, comme en 1888, soit du temps de paix, comme en 1893. Il veut avoir la plus forte armée possible, et il veut que cette armée, par son organisation et son entraînement, soit toujours prête à entrer en ligne. Puis, lorsque sa politique d'expansion à travers le monde met l'Allemagne en concurrence avec les puissances maritimes, le Gouvernement impérial accroît ses escadres comme il avait accru son armée, et la loi navale de 1900 succède à la loi navale de 1898 comme s'étaient succédé jusqu'alors les lois militaires.

A vrai dire, ce n'est pas seulement l'armée et la flotte qu'il prépare, c'est la guerre elle-même. Le grand état-major établit — ce qui est son rôle — et tient perpétuellement à jour un plan d'opérations contre chacun des adversaires possibles. Mais, ce plan établi, le Gouvernement en pousse la préparation matérielle, à l'Est, comme à l'Ouest — par la construction d'ouvrages fortifiés, de voies stratégiques, de quais militaires, de camps d'instruction et d'entraînement — aussi loin que le permet l'état de paix. « Ils veulent être toujours prêts », écrit M. Jules Cambon, en parlant des Allemands, le 6 mai 1913. Il en a toujours été ainsi, au temps de Bismarck, comme après l'avènement de Guillaume II. Et cela est si vrai que le Gouvernement impérial a toujours eu soin de faire passer les lois militaires en hiver, pour disposer, dès l'été, au moment le plus favorable pour une entrée en campagne, d'une partie tout au moins des ressources nouvelles qu'elles lui mettaient en main.

Enfin, à l'action du grand état-major, à celle du Gouvernement, il faut ajouter celle de la presse ; à la préparation de l'armée, il faut ajouter celle de l'opinion. Au temps de Bismarck, l'un de nos ambassadeurs décrivait cette action de la presse en termes qu'il est bon de répéter ici : « Par ses digressions en apparence théoriques, écrivait le baron de Courcel, par le soin avec lequel elle relève les incidents irritants pour en tirer des conclusions générales, par l'affectation constante avec laquelle elle met en relief, d'une part, la force et les vertus de l'Allemagne, d'autre part, le désordre matériel et moral de ses voisins, elle accoutume peu à peu l'esprit

public à l'idée d'une guerre ; elle la lui fait entrevoir comme inévitable ; et, en même temps, elle exalte le sentiment de confiance en soi que la nation allemande doit puiser dans la connaissance de sa supériorité[1]. » Ce que le baron de Courcel écrivait ainsi, en 1882, quel est celui de ses successeurs qui n'aurait pas pu l'écrire?

Mais, si l'Allemagne veut être prête, c'est uniquement, affirme-t-elle, pour maintenir la paix qu'autour d'elle menacent les désirs de revanche ou les ambitions immodérées ; c'est pour contenir le chauvinisme français, les appétits du panslavisme, l'impérialisme anglo-saxon ou américain. Si l'Allemagne se met en état d'attaquer, ce n'est pas pour attaquer en effet si aucun de ses voisins ne la provoque, c'est uniquement parce qu'elle sait bien, comme son Empereur l'a proclamé, que « l'attaque est la meilleure des défenses ». Il n'en reste pas moins que cette paix qu'elle impose, l'Allemagne s'entend à l'exploiter ; que chaque avantage acquis devient pour elle un moyen de poursuivre et d'acquérir un nouvel avantage ; que sa diplomatie tend constamment à diviser les puissances, à opposer ses voisins l'un à l'autre, à créer — en Europe, au temps de Bismarck, et plus tard dans le monde — une situation telle qu'aucun obstacle, aucune volonté ne puisse contraindre sa volonté. Or cette ambition, qu'elle ne cache pas parce qu'elle la prétend légitime, qu'est-ce autre chose qu'une ambition d'hégémonie? Et cette ambition d'hégémonie, appuyée sur une force sans cesse accrue, ne suffisait-elle pas à rendre la paix allemande pesante à l'Europe et grosse de conflits possibles?

1. Le baron de Courcel à M. de Freycinet, 22 février 1882.

TROISIÈME PARTIE[1]

TRIPLE ALLIANCE ET TRIPLE ENTENTE

1904-1914

L'accord anglo-français du 8 avril 1904, qui a scellé, à propos de l'Égypte et du Maroc, l'entente des deux grandes nations, séparées depuis 1882 par leurs intérêts coloniaux, a été présenté bien des fois au public allemand par l'Empereur Guillaume II, comme le point de départ d'une politique concertée entre le Roi Édouard, M. Delcassé et le Gouvernement russe pour « isoler » et même pour « encercler » l'Allemagne.

« Le Roi Édouard VII a cru, disait au mois d'août 1915 le Chancelier Bethmann au Reichstag, que sa tâche principale était d'*isoler* l'Allemagne. Puis l'*encerclement* par l'Entente avec des tendances ouvertement hostiles est devenu, d'année en année, plus étroit. Nous avons été obligés de répondre à cette situation par le grand budget d'armements de 1913. » Le Chancelier ne faisait alors que reproduire le jugement de son prédécesseur, le prince de Bülow, dans son livre sur *La politique allemande* : « Dès le début du nouveau siècle se fit sentir dans la politique anglaise l'influence du Roi Édouard VII, qui joignait à une connaissance peu commune des hommes, l'art de les manier, et qui possédait une riche et vaste expérience. La politique anglaise essaya peu à peu

1. Cette troisième partie a été composée et écrite par M. Émile Bourgeois.

de faire échec à l'Allemagne en déplaçant le centre de la puissance en Europe ; par une série d'ententes, auxquelles on sacrifia souvent d'importants intérêts anglais, elle chercha à attirer les autres États européens afin d'*isoler* ainsi l'Allemagne. Ce fut l'ère de ce qu'on appela la politique anglaise d'encerclement [1]. »

Il est utile de faire remarquer que ces jugements des chanceliers de Guillaume II et du Souverain lui-même ne concordent point du tout avec l'opinion qu'ils ont d'abord exprimée dans leurs discours et dans leurs lettres sur l'accord franco-anglais de 1904. Le 12 et le 14 avril 1904, le prince de Bülow disait : « Cet accord nous paraît constituer une tentative pour faire disparaître une série de différends existant entre la France et l'Angleterre, au moyen d'une entente amiable. Nous n'avons, au point de vue des intérêts allemands, rien à y objecter. Nous ne saurions, en effet, souhaiter une situation tendue entre la France et l'Angleterre, qui serait un danger pour la paix du monde dont nous poursuivons sincèrement le maintien.... Le comte Reventlow a exécuté des variations sur le thème *Duobus litigantibus tertius gaudet*. Je veux négliger la question de savoir si ce proverbe s'applique toujours, et si, lorsque deux personnes cessent de se disputer, la troisième et la quatrième doivent toujours être tristes [2]. »

Ce que disait, en avril 1904, M. de Bülow, était la sagesse et la vérité mêmes. En se réconciliant avec la France, l'Angleterre ne formait pas de noirs desseins contre l'Allemagne, et la France, en renonçant à l'Égypte pour défendre au Maroc ses intérêts dans l'Afrique du Nord, ne lésait point l'Empire allemand, à qui elle réservait toute sa liberté commerciale.

Quant à Édouard VII, sa bonne grâce, sans doute, avait contribué à faire oublier aux Français, depuis son avènement, l'humiliation de Fachoda : son libéralisme avait ramené aux Anglais les sympathies que leur avait fait perdre leur entreprise dans l'Afrique du Sud. Mais le rapprochement qui s'opéra sous son règne avec la France n'était pas exclusivement son œuvre, ni surtout une œuvre d'agression sournoise contre la puissance germanique. La correspondance qu'au mois de juin 1904, Guillaume II échangeait avec le Tsar, en fournit

1. De Bülow, *La Politique allemande*. Traduction Herbette, 1916, p. 71.

2. Extrait du discours du Chancelier au Reichstag. *Livre jaune, Affaires du Maroc*, t. I, 1905, p. 126-127.

un témoignage qui ne ressemble guère aux accusations formulées plus tard à Berlin [1].

Kiel, 29 *juin* 1904.

La visite de l'oncle Albert se passe naturellement bien. Il est plein d'action et de vie, et il est fort aimable. Son désir de paix est très prononcé, et *c'est là la raison pour laquelle* il est enclin *à offrir ses bons offices partout où il voit des collisions dans le monde.*

WILLY.

Il ne fallut pas longtemps d'ailleurs, quelques mois à peine, pour que l'Empereur et son Gouvernement changeassent de ton et de méthode. Le rapprochement de l'Angleterre et de la France avait, malgré ses tendances incontestablement pacifiques, dérangé les desseins et éveillé les susceptibilités de l'Allemagne. Au début du XX[e] siècle, le développement intense de la puissance commerciale et maritime de l'Empire avait inspiré aux Allemands un orgueil légitime, et le désir « de se lancer dans un monde plus vaste avec des forces accrues et sans cesse grandissantes [2] ». Et depuis 1901, au moment où le Roi Édouard succédait à sa mère, des sentiments d'antipathie, d'hostilité, avaient commencé à se manifester entre l'Angleterre et l'Allemagne.

A mesure qu'entre les deux nations le fossé paraissait s'élargir, le Gouvernement de Berlin faisait des avances à la France ; il participait largement à l'Exposition de 1900, joignait ses troupes aux troupes françaises en Chine, invitait le général Bonnal aux manœuvres de ses armées et le comblait d'égards. Il faisait tous ses efforts pour attirer la France et l'intéresser, en 1901, dans cette entreprise du Bagdad qui inquiétait l'Angleterre. Ces dernières offres de l'Allemagne avaient échoué, par le refus très net que la Russie avait opposé à M. Delcassé de s'y associer. Au comte Witte, ouvrier obstiné d'un rapprochement franco-allemand, qui nous reprochait plus tard l'échec des offres allemandes, un de nos ambassadeurs disait nettement :

Nous étions en 1902 dans une situation périlleuse entre l'Angleterre et l'Allemagne, dont nous avions hâte de sortir. Ce fut avec

1. Nous citerons cette correspondance que le D[r] Bernstein s'était procurée le 26 septembre 1917, de Bourtzeff et Schégoleff pour les journaux américains, le *New-York Herald* et le *Washington Press*, d'après le texte publié dans les *Etudes de la Guerre* (cahiers 6 et 7).

2. De Bülow, *ouvr. cité*, p. 66

l'Allemagne que l'occasion d'un rapprochement s'est d'abord présentée. L'Allemagne, représentée par la Deutsche Bank, nous a proposé une participation à l'affaire du Bagdad : terrain d'affaires excellent pour reprendre l'habitude, perdue depuis longtemps par les deux Gouvernements, de discuter franchement leurs intérêts respectifs et de concourir à une œuvre commune. Notre collaboration avec l'Allemagne, dans une entreprise de cette envergure politique et industrielle, aurait fait sans doute tomber le mur qu'une défiance réciproque a élevé entre les deux pays, et que l'incident du Maroc vient de rehausser. Nous pouvions craindre que cette offre cachât un piège, celui de nous séparer de la Russie. Si donc nous l'avons agréée (avril 1901), ce fut à la condition que la Russie fut admise avec nous dans l'entreprise et à égalité avec les autres puissances. M. Delcassé l'a proposé au Gouvernement impérial, au moment où il a recommandé le chemin de fer d'Orembourg à Taschkent, et il a offert de faire le fonds de votre participation. Les ouvertures n'ont pas d'abord été mal accueillies par le comte Lamsdorff. Vous-même, Monsieur le Comte, entrant en scène, vous les avez repoussées par une déclaration publique qui fut un coup de théâtre.... (Ce souvenir a paru inopportun au comte Witte.) N'ayant pu aboutir à Berlin, nous nous sommes retournés vers Londres, et cette fois nous avons eu l'approbation du Gouvernement russe. Nous avons été encouragés à nous entendre avec l'Angleterre, et cela par une lettre autographe de Sa Majesté l'Empereur Nicolas II, apportée à Paris par Son Excellence le comte Lamsdorff[1].

On conçoit quelle déception avait dû produire à Berlin l'entente cordiale réalisée à la place d'une entente franco-allemande, que les intérêts et la politique du comte Witte avaient fait échouer. Et la déception fut d'autant plus vive que l'Allemagne, en favorisant l'installation des Russes en Mandchourie, avait précipité aussi l'alliance anglo-japonaise du 30 novembre 1902.

M. de Bülow avait beau dire au Reichstag, le 14 avril[2] : « L'Allemagne est trop forte pour n'être pas susceptible d'alliance. Il y a pour nous maintes combinaisons possibles. » C'était l'Angleterre, et non l'Empire, qui autour d'elle groupait des sympathies et nouait des accords profitables. Jusqu'à l'Italie qui, tout en demeurant fidèle à son entente avec les Empires centraux, qu'elle avait renouvelée par le

1. *Document inédit*, 15 octobre 1905. Les *Mémoires* du comte Witte récemment publiés laissent entrevoir que cette influence de l'Allemagne s'exerça depuis 1895 sur le comte Witte par l'intermédiaire du publiciste Harden, et sur les suggestions du prince de Bismarck (Paris, Plon, 1921, p. 61).
2. *Livre jaune*, p. 126-126.

traité secret du 28 juin 1902, ne négligeait pas de se garantir du côté des puissances maritimes par l'arrangement signé à Rome, en 1902, entre M. Prinetti et M. Barrère[1].

Sans connaître les détails et la portée de ces négociations, l'opinion publique allemande en prenait ombrage, et reprochait à son Gouvernement ces groupements de puissances dont l'Allemagne n'était point le centre, comme il lui semblait qu'elle dût l'être. L'Europe et le Monde ne seraient-ils donc plus obligés de compter avec la puissance politique de l'Empire. Déjà l'alliance franco-russe avait restitué aux voisins de l'Est et de l'Ouest la liberté de leurs mouvements. Tantôt, c'était un député socialiste comme Bebel, qui le premier parlait de l'isolement de l'Allemagne ; tantôt, c'était un nationaliste, interprète des ambitions mondiales de son parti, le comte de Reventlow, qui se plaignait des projets de la France au Maroc, « accueillis au delà du Rhin avec un sentiment de honte et de découragement[2] ». Tous les partis politiques reprochaient au Chancelier d'imposer à l'Allemagne une attitude effacée.

Dès le mois de mai 1904, notre ambassadeur à Berlin prévoyait que l'Empereur Guillaume « serait obligé d'imprimer à sa politique plus de hardiesse et d'activité, qu'il y serait poussé par son caractère, et le désir de montrer que l'Allemagne n'est ni isolée, ni désarmée[3] ». Tel fut le point de départ de l'appui qu'il allait donner pendant dix ans, par amour-propre et pour satisfaire l'orgueil de ses sujets, aux revendications germaniques.

On savait fort bien à Berlin que l'alliance franco-russe, que l'entente cordiale franco-anglaise, que le rapprochement de l'Italie et de la France dans la Méditerranée, de l'Angleterre et du Japon en Extrême-Orient ne visaient que le maintien de la paix.

Mais cette paix n'était point celle que, depuis Bismarck, l'Empire allemand, conscient « de sa solide position européenne », de sa puissance militaire, et, avec Guillaume II, de sa puissance navale, prétendait procurer au monde. Les conditions n'en étaient pas les mêmes, selon qu'elles se

1. Ce traité a été publié dans *le Temps*, le 22 décembre 1918. Le traité renouvelé de l'Italie avec l'Allemagne et l'Autriche, du 22 juin 1902, a été publié par Pribram (*Traités politiques secrets de l'Autriche*, Vienne, 1920, p. 92). Les deux actes étaient difficilement conciliables.

2. *Livre jaune, Maroc*, p. 203.

3. *Livre jaune, Maroc*, p. 129.

réglaient soit à la volonté ou par la menace de Berlin, soit par un accord volontairement consenti entre Londres, Paris ou Pétrograd. Il y eut certainement quelque chose de changé dans le monde, le jour où l'Empire allemand ne fut pas le maître de faire pencher, en y jetant à son gré le poids de son épée, de ses armements sans cesse accrus sur terre et sur mer, le plateau d'une balance que les volontés résolument pacifiques de trois grands peuples pouvaient maintenir désormais en équilibre.

Un jour de franchise, quand après dix ans de préparation, pour reprendre contre lui-même le langage de l'Empereur, l'Allemagne se croyait encore « capable de gagner la partie », le 20 août 1915, le Chancelier dit au Reichstag : « La politique anglaise de l'équilibre des puissances doit disparaître. Il ne peut y avoir de paix pour l'Europe qu'avec une Allemagne forte et inviolable. »

Au système qu'avait fondé Bismarck, à la victoire germanique dont Guillaume II et son Empire glorieux et prospère avaient profité pendant trente ans, s'opposait, à partir de 1904, un système, plus réellement pacifique, puisqu'il s'était formé pour interdire en Europe l'abus de la force ou même seulement de la menace. Au gendarme, même quand il se faisait, avec Guillaume II, bon enfant, le monde et la France préféraient le Roi bon enfant de l'Angleterre, qui n'avait rien du gendarme. Cette préférence légitime froissait l'Allemagne dans son orgueil, l'inquiétait dans sa puissance. Elle se fut consolée de n'être pas aimée, si elle avait été sûre d'être crainte. Elle se demandait au contraire si les sympathies qui se détournaient d'elle, en l'isolant, ne formeraient pas autour de l'Empire un cercle dangereux pour son autorité. « Si nous devions rester seuls, disait M. de Bülow pour la rassurer, cela ne serait pas non plus si terrible. » Ce qui semblait aux Allemands désormais intolérable, c'était la limitation de la place que la victoire leur avait faite en Europe, juste au moment où les progrès de leur Empire leur promettaient une place « plus grande encore au soleil ». Ils en vinrent à se persuader de plus en plus qu'il leur fallait combattre par tous les moyens un péril menaçant pour leur grandeur, du moment où se trouvait menacée leur politique de domination en Europe et d'expansion dans le monde.

Alors le combat commença, sournoisement d'abord, en octobre 1904. Le Tsar Nicolas II, en guerre avec le Japon,

avait vu sa flotte entièrement détruite par les amiraux Togo, Nagaï et Uriu, en février 1904, Port-Arthur assiégé et les armées de Kouropatkine entièrement défaites à Liao-Yang le 23 septembre, sur le Cha-Ho du 14 au 18 octobre (1904). L'humiliation et l'inquiétude disposèrent le malheureux et faible souverain aux soupçons que Guillaume II, prodigue d'amabilités peu coûteuses et d'insinuations calculées, éveilla et fixa dans l'esprit du Tsar. « Je suis informé de bonne source, écrit le 21 octobre 1904, Willy à Nicky, que l'ancien ministre japonais à Saint-Pétersbourg, Kurino, a reparu en Europe et se trouve à Paris. Il semble être autorisé à essayer d'obtenir l'intervention de l'Entente cordiale, en vue d'une médiation pour la paix, en faveur du Japon.... Les fils de ces agissements traversent la Manche. » Pousser le Gouvernement russe à fond et jusqu'à la ruine, « en lui faisant espérer la victoire, l'hallali final », dans l'entreprise de Mandchourie, et le brouiller non moins à fond avec l'Entente cordiale, affaiblir, diviser et régner, c'était la méthode pratiquée par les Hohenzollern depuis 1871.

Guillaume II la pratiqua au moyen d'une correspondance intime, à laquelle Nicolas II, sans défiance, s'engluait. Le dessein apparaît, plus net, après l'incident du Dogger Bank, qui, sans l'intervention de la France, eût mis aux prises la Russie et l'Angleterre irritée de la canonnade dirigée par Rodjestvensky contre ses pêcheurs (27 octobre 1904).

La Russie et l'Allemagne auraient toutes deux à rappeler à ton alliée la France, les obligations qu'elle a prises par le traité de la Duplice à ton égard, le *casus fœderis*. Il est hors de question que la France, en de telles circonstances, essaye d'éviter d'accomplir son devoir d'alliée.

Quoique Delcassé soit un anglophile enragé, il sera assez sage pour comprendre que la *flotte anglaise est complètement incapable de sauver Paris*. Ainsi *une puissante combinaison* des trois plus fortes puissances continentales serait formée.

WILLY.

Par la menace contre Paris, le grand moyen d'intimidation sur les Français, par l'irritation des blessures que le Japon, aidé de l'Angleterre, a portées au Tsar, Guillaume II s'est imaginé qu'il allait isoler l'Angleterre, l'enfermer dans une sorte de blocus continental, ni plus ni moins que Napoléon. Ainsi on ne lui reprocherait plus à Berlin l'isolement

de l'Allemagne. Quatre jours après, le 29 octobre 1904, ce projet semblait accepté à Pétrograd.

29 *octobre* 1904.

Ton télégramme, écrivait le Tsar, est arrivé à un moment sérieux. Je t'en remercie cordialement.... Je n'ai pas de mots pour exprimer mon indignation contre l'Angleterre.... Il est certainement temps de mettre un terme à cela. La seule manière de le faire, comme tu le dis, serait que l'Allemagne, la Russie et la France s'entendissent pour mettre un terme à l'arrogance et à l'insolence anglaises et japonaises. Es-tu disposé à préparer les termes et les grandes lignes d'un tel accord et me le faire connaître? Dès que nous aurons accepté la chose, la France serait tenue de suivre son alliée. Cette combinaison m'est souvent venue à l'esprit. Elle signifierait la paix et la tranquillité du monde.

La dépêche n'était pas plutôt parvenue à Berlin que le projet de traité était expédié à Pétrograd par un exprès. On le tenait tout préparé pour « la puissante combinaison » qui, dans l'esprit de Guillaume II, n'avait pas précisément le même objet que dans la pensée du Tsar. La joie du Kaiser, à l'idée qu'il va enfin réduire la France à sa loi, en la séparant de l'Angleterre impuissante à contrarier l'hégémonie allemande, se lit dans son télégramme du 30 octobre :

9 h. *soir.*

Meilleurs remerciements pour ton télégramme. J'ai envoyé une lettre contenant le projet de traité que tu demandais par un feldjæger impérial, ce soir. J'ai appris de *source privée* que les pêcheurs de Hull ont déjà reconnu qu'ils avaient vu au milieu de leur flottille des vapeurs étrangers n'appartenant pas à leur flottille de pêche, qu'ils ne connaissaient pas. Il y a donc eu machination. Je pense que l'ambassadeur d'Angleterre doit savoir la nouvelle que l'on cache au public anglais par peur du blâme. Affection à Alix.

WILLY.

Il serait bien curieux de connaître ce projet de traité qu'à la Chancellerie allemande, le baron de Holstein élaborait depuis le 20 octobre, dont il parlait le 24 à l'ambassadeur russe à Berlin, le comte Osten-Sacken[1]. C'est déjà

1. Lettre et mémorandum du baron Osten-Sacken et du ministère russe, publiés par l'*Isvestia*, 28 décembre 1917, avec note de Nicolas II du 27 octobre 1904.

beaucoup cependant de savoir, par cet échange de télégrammes impériaux, retrouvés dans les archives du Tsar, qu'il fut examiné par les deux souverains, et adopté en principe le 30 octobre 1904. Le 19 novembre, Lamsdorff, officier russe attaché à la personne de Guillaume II, portait à Berlin le texte définitif de l'arrangement, au succès duquel l'Empereur allemand n'avait point ménagé sa peine, excitant sans relâche la Russie contre les Anglais. « Cette affaire va être bientôt réglée à notre commun bénéfice », lui a télégraphié le Tsar le 20 novembre 1904, à 9 h. 30.

Brusquement, trois jours après, l'édifice de cette savante combinaison s'écroulait. Par instinct d'honnête homme, ou par suggestion de ses ministres, Nicolas II « ne pouvait s'empêcher de constater que dans toutes les propositions du Gouvernement allemand, on pouvait voir une tendance à compromettre les rapports amicaux de la Russie avec la France[1] ». Pour couper court à tout malentendu, il fit savoir à Willy « qu'il jugeait convenable de soumettre le dernier projet, avant de le signer, à la France. S'il était d'abord approuvé par nous deux, cela semblerait comme si nous tentions d'imposer le traité à la France » (23 novembre 1904).

La réserve inattendue formulée par le Tsar faisait échouer la machination imaginée à Berlin pour obliger la France à signer, sans qu'elle pût le discuter, l'acte qui devait la lier à l'Allemagne et l'opposer à l'Angleterre. C'eût été assurément un beau succès pour la diplomatie impériale, si l'alliance franco-russe qui, depuis dix ans, libérait la République des menaces ou des séductions germaniques, passait sous la direction de Guillaume II, si Nicolas II avait mis en demeure la France de choisir entre l'abandon de cette alliance ou le vasselage de l'Allemagne maîtresse de l'Europe, en face de l'Angleterre isolée. Quelque rancune que le Tsar, à la veille de Moukden, ressentît contre les Anglais, il se refusait à cette déloyauté envers la France.

Tu m'as donné, lui répondit Guillaume, une nouvelle preuve de ta parfaite loyauté en décidant de ne pas soumettre l'accord à la France sans mon consentement. Je suis convaincu qu'il serait absolument dangereux de prévenir la France avant que nous ayons tous deux signé. L'effet serait diamétralement opposé à celui que nous désirons. Seule la connaissance absolue, indéniable que nous sommes liés tous deux par le traité à nous donner une

1. Voir le mémorandum précédemment cité.

aide mutuelle, pourrait décider la France à exercer une pression sur l'Angleterre pour la décider à rester tranquille et en paix, par peur de placer la France dans une situation dangereuse. Si la France savait qu'un accord germano-russe est simplement en préparation et pas encore signé, elle avertirait immédiatement l'Angleterre son amie, et *peut-être son alliée secrète*, à laquelle elle est liée par l'Entente cordiale. Le résultat serait évidemment une attaque immédiate de l'Angleterre et du Japon en Europe aussi bien qu'en Asie. Son immense supériorité navale aurait vite raison de ma petite flotte, et l'Allemagne serait temporairement paralysée.

Un avertissement préalable à la France *mènerait à une catastrophe.* Si tu jugeais impossible de conclure un traité avec moi sans le consentement préalable de la France, alors il vaudrait mieux s'abstenir de conclure aucun traité. Naturellement, j'observerai un silence absolu au sujet de nos pourparlers et tu en feras autant. De même que tu n'en as informé que Lamsdorff, je n'en ai parlé qu'à Bülow, qui garantit le secret absolu.

WILLY.

Le mauvais coup n'ayant pas réussi, Guillaume II en avouait lui-même la portée et le dessein par le secret absolu qu'il demandait au souverain dont il avait cru faire son complice. Il n'y renonçait pas d'ailleurs pour longtemps, escomptant les développements de la défaite russe en Extrême-Orient, qui obligeraient peut-être le Tsar et ses ministres à se montrer plus dociles ou moins scrupuleux.

Cette histoire, à la lumière des documents demeurés depuis 1904 dans le secret des cabinets impériaux, s'éclaire et se précise tout autrement que ne l'avait présentée la Chancellerie allemande jusqu'ici au public. Le même Bülow qui, le 29 octobre 1904, insérait dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord* un communiqué « pour exprimer la joie de l'Allemagne orientée depuis une génération vers le maintien de la paix » et la satisfaction de l'Empereur « que la sagesse de l'Angleterre et de la Russie eût réglé pacifiquement l'incident de la mer du Nord », connaissait les trames secrètes ourdies par son maître à Pétrograd contre l'Angleterre et la France. Il est précieux de pouvoir saisir, à l'origine même, le mensonge qui a servi depuis cette date au Gouvernement allemand de thème et de prétexte. Il est plus précieux encore de recueillir de la bouche du principal auteur du complot l'aveu que si ce complot eût été alors connu, « il eût déterminé une catastrophe ».

Selon le vœu de Guillaume, le silence s'est fait à Pétrograd et à Berlin sur ses manœuvres. Au début de 1905, l'Empereur s'est alors tourné d'un autre côté. Et ce n'est plus la machination sournoise, c'est l'éclat de Tanger.

Il importe de rapprocher les dates. Au mois de décembre 1904, se place l'abandon de la négociation germano-russe. Dès le mois de février 1905, l'avis a été donné à Paris par une communication du ministre à Tanger, M. de Kuhlmann, que son Gouvernement se préparait à protester contre l'accord franco-espagnol d'octobre 1904 relatif au Maroc. Et M. de Kuhlmann a eu soin de préciser : « N'allez pas croire que je me suis tracé une ligne de conduite de ma propre initiative. C'est le comte de Bülow qui m'a fait savoir que le Gouvernement impérial ignorait tout des accords intervenus au sujet du Maroc et ne se reconnaissait comme lié en aucune manière relativement à cette affaire[1]. » Arrêté dans son dessein contre l'Angleterre, par l'obstacle que l'amitié loyale de la Russie et de la France a su opposer à ses combinaisons, l'Empereur Guillaume a cherché et trouvé aisément le point sensible où il pourrait atteindre la France et l'Entente cordiale. Il a résolu immédiatement d'intervenir au Maroc.

Par l'accord franco-espagnol, la politique française lui a fourni le prétexte que ne lui donnait pas l'entente franco-anglaise du 8 avril. Cet accord du 3 octobre 1904 n'avait rien en soi qui justifiât cette brusque intervention de la Chancellerie allemande. Il garantissait ce que la France avait toujours promis de respecter : l'intégrité de l'Empire chérifien et la liberté de trafic aux commerçants de toutes les nations. Il se distinguait pourtant des accords jusque-là publiés et conclus par M. Delcassé en ce qu'il ne précisait pas les conditions et l'étendue des droits que la France se faisait reconnaître pour ses possessions algériennes, l'Espagne pour ses présides du Maroc. Les garanties que la France assurait à l'Espagne ne furent pas publiées, sans doute à la demande du Gouvernement espagnol. Quoique à aucun moment notre politique ne se fût détournée de son dessein de ne rien faire ou permettre qui ressemblât à un partage territorial du Maroc, les concessions qu'elle avait dû faire à l'Espagne appuyée par l'Angleterre, se rapportaient géographiquement plutôt à telle partie, telle région du Maroc limitrophes des présides, du

1. Le comte de Chérisey à M. Delcassé, 11 février 1905, *Livre jaune, Maroc*, I, p. 196.

détroit de Gibraltar et de la Péninsule ibérique, qu'à telle autre. Elles tendaient à constituer au Maroc une sphère d'influence espagnole.

L'Allemagne alors parut fondée à se plaindre qu'on ne lui eût pas tout appris de cet accord dont le secret ne fut pas si bien gardé qu'elle n'ait pu le connaître par son ambassadeur à Madrid, M. de Radowitz. Elle se plaignit qu'en lui célant les clauses, connues sans doute des alliés de la France, « on l'eût tenue à l'écart systématiquement ». Toujours l'isolement de l'empire allemand, le grief formulé par Bebel au Reichstag en avril, que M. de Bülow n'avait pas accueilli alors, mais qu'il reprit en janvier 1905 pour se procurer le moyen de contrecarrer l'action politique de la France au Maroc ! Le 22 mars, notre ambassadeur à Berlin prévenait M. Delcassé « de quelque fâcheuse surprise[1] ». Le 31, Guillaume débarquait à Tanger, y demeurait deux heures, le temps de recevoir les représentants des puissances étrangères, assez de temps pourtant pour affirmer qu'il n'entendait traiter « qu'avec le Sultan du Maroc, souverain absolument libre et indépendant, pour sauvegarder efficacement les intérêts de l'Allemagne au Maroc contre tout monopole ou toute annexion[2] ». Défi calculé à la France, à qui l'Allemagne refusait le droit, fondé sur sa situation particulière en Algérie, sur ses accords avec trois grandes puissances, de faire sentir au Maghzen l'influence de ses conseils, et l'avantage de son concours.

Quelle était la portée de ce défi? On pourrait encore l'ignorer, les hommes d'État allemands s'étant toujours défendus d'avoir eu en vue un partage du Maroc, si un ministre russe, grand ami de l'Allemagne et souvent initié au secret de sa chancellerie, le comte Witte, ne l'avait un jour révélée à un de nos ambassadeurs :

« L'Empereur m'a fait le récit de ses griefs contre le Gouvernement français. En ce qui concerne le Maroc, Votre Excellence les connaît, c'est surtout la prétention affichée par la France de résoudre cette question en laissant de côté l'Allemagne, d'autres griefs encore, le rappel de votre attaché naval, malgré le désir formel exprimé par l'Empereur à Herbette.

— Ce sont là des misères, ai-je dit, qui ne suffisent pas à expliquer la démarche provocante de Tanger.

1. M. Bihourd à M. Delcassé, 22 mars 1905, *Livre jaune, Maroc*, p. 203.

2. Le comte de Chérisey à M. Delcassé, 31 mars et 2 avril 1905, *Livre jaune, Maroc*, p. 206 et 209.

— Soit, a repris le comte Witte abordant le fond du débat Mais il *fallait rompre votre intimité avec l'Angleterre*[1]. »

Par ruse ou par force, Guillaume II s'était bien juré de séparer la France de l'Angleterre. La ruse avait échoué à Pétrograd, où l'on ne s'était pas prêté au jeu d'admettre l'Empereur d'Allemagne dans l'alliance franco-russe comme maître et arbitre. Le moment parut venu d'employer la provocation et la menace, surtout après le désastre définitif des Russes à Moukden (mars 1905), alors qu'on n'ignorait pas, à Berlin, la préparation insuffisante de la résistance française.

Lorsque, le 12 avril, M. de Bülow exigea l'examen de la question marocaine par une conférence internationale, et que, le 30 mai, le sultan Abd-el-Aziz adressa, contre la France, le même appel à l'Europe, les propos de l'Allemagne prirent le caractère d'un ultimatum. « Nous tenons, disait le prince Radolin, pour la conférence. Si elle n'a pas lieu, c'est le *statu quo*, et il faut que vous sachiez *que nous sommes derrière le Maroc*[2]. »

Jamais pareil langage n'avait été tenu à la France depuis trente ans. C'étaient presque le ton et le procédé de M. de Bismarck avec le Gouvernement du Maréchal en 1875. La République, alors, ne s'était pas laissé intimider. Elle avait même profité de l'incident pour recueillir, à Londres et à Pétrograd, des assurances efficaces de sympathie et de concours qui, de loin — de très loin, encore — préparaient le réveil de l'Europe contre l'hégémonie allemande.

On comprend l'émotion, l'indignation du ministre des Affaires étrangères français devant la brutalité de cette sommation. Convaincu des droits de la France, assuré de l'appui de l'Angleterre qui allait nous proposer une alliance formelle[3], M. Delcassé chargeait, le 3 mai 1905, notre ministre à Fez, d'un refus péremptoire aux nouvelles demandes du Maroc. « Vous déclarerez catégoriquement à Ben-Sliman qu'il ne peut y avoir de Puissance intermédiaire entre le Gouvernement français et le Gouvernement marocain, qu'il n'y a pas de pays intermédiaire entre le Maroc et la France

1. *Document Inédit* (15 octobre 1905). Le comte Witte était alors à Berlin pour le renouvellement du traité de commerce russo-allemand, l'œuvre dont il était le plus fier (*Mémoires*, p. 114).

2. M. Rouvier à M. Bihourd, 11 juin 1905, *Livre jaune, Maroc*, p. 232.

3. L'existence de ces propositions, qui ne furent point démenties, a été indiquée par le *Matin*, dans des articles des 9, 10 et 11 octobre 1905. Guillaume II en fit usage auprès du Tsar : « *Les révélations de Delcassé* ».

algérienne. Seule, la France est limitrophe du Maroc[1]. » Pour vaincre la résistance de « cet anglophile enragé », Guillaume avait dépêché à Paris un émissaire qui, de son séjour, vers la fin de l'Empire, en France où il avait réalisé un riche mariage d'aventurier, avait conservé à Paris, dans le monde politique, de belles relations, le prince Henckel de Donnersmarck. Le plan que développa, dans les milieux parisiens, l'agent de Guillaume II, ancien agent de Bismarck, a été exposé, au mois de juin 1905, dans le *Gaulois*. C'est le commentaire exact de l'explication fournie, quelques mois plus tard, par le comte Witte :

Il vous appartient de décider s'il vous convient de servir les intérêts de l'Angleterre, après avoir envisagé les périls auxquels vous peut exposer une alliance verbale que vous vous disposez à transformer en alliance écrite....

Nous avons compris que l'objet principal de l'Entente cordiale était l'isolement de l'Allemagne, précédant et préparant une agression prochaine.

Cette politique est-elle celle de la France, ou devons-nous la considérer comme la conception personnelle de M. Delcassé? Si vous estimez que votre ministre des Affaires étrangères a engagé le pays dans une voie aventureuse, faites-le connaître en vous séparant de lui et surtout en *donnant une orientation nouvelle à votre politique étrangère.*

A la paix menacée par l'ultimatum allemand et le refus de M. Delcassé d'y souscrire, la France, ou plutôt le ministère Rouvier, fit le sacrifice, qu'on n'avait jamais demandé à un grand pays, d'accepter la démission offerte par M. Delcassé, le 12 juin 1905. C'était cependant la personne du ministre démissionnaire seulement qu'on abandonnait, et non sa politique, puisque au prince de Radolin, ambassadeur d'Allemagne, M. Rouvier disait, le 14 juin, ce qu'eût pu dire M. Delcassé : « Je vous ai toujours déclaré que je n'inclinais pas à l'idée d'une conférence. La réflexion n'a pas modifié mon opinion[2]. » Condamner, en effet, la politique de M. Delcassé, c'eût été reconnaître qu'avec l'Angleterre ce ministre avait médité l'isolement et l'agression dont l'Allemagne se plaignait. Au contraire, comme M. Rouvier, il n'avait cherché et trouvé, dans l'Entente cordiale et les

1. M. Delcassé à M. Saint-René Taillandier, 3 mai 1905. *Livre jaune, Maroc*, p. 217.

2. M. Rouvier à M. Bihourd, 14 juin 1905. *Livre jaune, Maroc*, p. 232.

accords de 1904, que la garantie « de la situation faite au Maroc par la contiguïté, sur une vaste étendue, de l'Algérie et de l'Empire chérifien, et par les relations particulières qui en résultent entre les deux pays limitrophes, ainsi que par l'intérêt spécial qui s'ensuit, pour la France, à ce que l'ordre règne dans l'Empire chérifien ».

Cette garantie, qui avait été tout l'objet, et l'objet exclusif de la politique marocaine et européenne de M. Delcassé, M. Rouvier l'exigea et l'obtint de l'Allemagne, non sans effort, le 8 juillet, mais dans ces termes mêmes. Il en fit la condition de son acceptation de la conférence, à laquelle il se ralliait, « dans un haut intérêt de conciliation ».

L'Empereur Guillaume enregistra cette acceptation comme un succès aux yeux de son peuple. « S'il avait tenu à ce que la conférence eût lieu, c'est que la réunion seule de cette assemblée établissait péremptoirement que les ententes de la France ne pouvaient lui suffire, quand l'Allemagne y mettait obstacle : c'est que cette réunion, devant laquelle viendrait en appel la politique que l'Allemagne nous empêchait de faire à Fez, était un monument élevé à la puissance allemande, une menace à quiconque s'aviserait d'aspirer à l'indépendance politique [1]. »

Le succès remporté par la menace était cependant plus apparent que réel.

Le Gouvernement français n'avait pas consenti, en sacrifiant M. Delcassé, à donner une nouvelle orientation à sa politique ni au Maroc, ni dans ses rapports avec l'Europe. Au moment où il notifiait au Parlement l'accord du 10 juillet, il disait hautement : « Cet accord laisse intacts les arrangements que la France avait précédemment conclus avec d'autres puissances. A aucun moment la discussion n'a porté sur l'accord franco-anglais du 8 avril 1904 ni sur l'accord franco-espagnol du 3 octobre de la même année.

« La déclaration faite, dans les lettres échangées, au sujet des traités et négociations de la France aussi bien que des assurances formelles que le représentant du Gouvernement impérial m'a apportées spontanément au cours de nos pourparlers et a renouvelées à leur issue, me permettent d'affirmer devant vous que l'Allemagne ne met pas en cause nos accords avec l'Angleterre et l'Espagne.

« Pouvait-il d'ailleurs en être autrement? Ces accords

1. Tardieu, *La France et ses Alliances*, 1909, p. 215.

n'engagent vis-à-vis de nous que les deux puissances qui les ont signés et nous engagent seuls vis-à-vis d'elles. Il ne pouvait être question *d'en tirer argument contre aucune autre puissance*, de même qu'aucune autre puissance ne peut rien objecter aux conditions que l'Angleterre et l'Espagne ont consenties pour leur part et dans la plénitude de leur droit [1]. »

L'entente cordiale et ses promesses, toutes pacifiques, pour l'avenir de la France et de l'Angleterre en Afrique, sortait intacte de l'effort agressif que Guillaume avait tenté depuis six mois pour la rompre. Auprès de la France, il avait échoué par la menace comme auprès de la Russie par la séduction.

Ce fut alors que, brusquement, huit jours à peine après sa prétendue victoire diplomatique sur la France, Guillaume II lançait un nouvel appel au Tsar, de Hernœsand, où il était en croisière, au nord de Stockholm :

Juillet 1905.

Je serai bientôt sur mon retour et ne veux pas passer devant l'entrée du golfe de Finlande sans t'envoyer mes meilleurs sentiments et mes vœux. *Si tu avais le moindre plaisir à me voir*, soit à terre, soit à bord de ton yacht, *je suis naturellement toujours à ta disposition.* Je viendrai comme simple touriste, sans aucune cérémonie.

WILLY.

Nicolas reçut l'appel dans une heure de détresse, au lendemain de la défaite navale de Tsoushima (27 mai 1905) qui avait détruit ses derniers espoirs de résistance aux Japonais, à la veille des négociations de Portsmouth qui devaient consacrer la capitulation de la Russie. La révolution grondait à Pétrograd. Le peuple russe, humilié de sa défaite, réclamait des comptes et des libertés. Bien qu'en ces jours graves Nicolas ne pût guère s'éloigner de sa capitale, il offrit à l'ami en qui il avait confiance, un rendez-vous à Bjoerkœsund, près de Viborg, un endroit plaisant et tranquille. Les deux yachts se rencontrèrent le 23 juillet.

Très reconnaissant, avait écrit Willy, de Nyland. Pense arriver le 23 à 7 heures du soir. Que le pilote vienne à notre rencontre à Hochland. Personne ne soupçonne même la rencontre. N'ai prévenu que mon capitaine, qui a l'ordre de garder le silence le plus

1. *Livre jaune, Maroc*, I, p. 250-253. Déclaration de M. Rouvier à la Chambre des Députés, 10 juillet 1905.

absolu. Tous mes invités croient que nous allons à Visby en Gothie. Suis on ne peut plus joyeux de te revoir. J'ai des nouvelles très importantes pour toi. Cela vaudra la peine de voir la tête de nos hôtes, lorsqu'ils se trouveront soudain en face de ton yacht. Tableau !

Quelle tenue pour la rencontre ?

Sur ce qui se passa à Bjoerkœ entre les deux souverains, de grave et de décisif peut-être pour l'alliance franco-russe, le Gouvernement français fut en partie éclairé par les demi-aveux que fit à notre ambassadeur le comte Lamsdorff, ministre des Affaires étrangères, dès le 26 juillet 1905, puis par une note plus complète de M. Bompard, remise à M. Rouvier le 15 décembre :

Le comte Lamsdorff m'a dit que l'Empereur Guillaume avait pris cette initiative inopinée disant qu'il allait mouiller près de Péterhof et serait heureux de voir le Tsar. Il a été convenu que le *Hohenzollern* et l'*Etoile polaire* se rencontreraient dimanche soir dans le détroit de Bjoerkœ, dans le golfe de Finlande. Le *Hohenzollern* est d'ailleurs arrivé en retard, et le dîner du dimanche a été remplacé par un déjeuner du lundi.

Le comte Lamsdorff, en ce cas comme en beaucoup d'autres, s'est trouvé en face de décisions prises en dehors de lui. Il a dû s'en arranger et pallier de son mieux les inconvénients. Il s'est appliqué à donner à cette entrevue le caractère d'un acte de pure courtoisie, de caractère exclusivement privé et sans aucune importance politique.

Ces habiletés de chancellerie témoignent des bonnes, je dirai même des vraies intentions du Gouvernement russe, qui ne modifiera pas sa politique parce que l'Empereur d'Allemagne aura vu une fois de plus le Tsar Nicolas II. Mais *l'effet cherché par le premier*, qui osait à peine espérer que le second mordrait à l'amorce et la lui présentait timidement, *n'en est pas moins obtenu*.... L'Empereur Guillaume s'est voué à la destruction de l'accord franco-russe et à l'empêchement d'un accord russo-anglais. A cette besogne, il travaille sans cesse et sans relâche. A cet effet il se tient en contact permanent avec le Tsar Nicolas II, lui télégraphie à tout propos, lui adresse communication sur communication, me disait encore hier le comte Lamsdorff, et ne se laissera décourager par aucun échec [1].

Les précisions sur le traité que cette fois Guillaume II avait réussi « à arracher à Nicolas », sont venues plus tard. Mais elles sont aussi complètes que possible.

1. M. Bompard à M. Rouvier, Pétrograd, 27 juillet 1905 (*Inédit*).

C'est d'abord le télégramme adressé par Guillaume II, le 12 octobre 1905, à Nicky, et maintenant publié :

Le fonctionnement du traité — tel que nous l'avons signé à Bjoerkœ — n'est pas contraire à l'alliance franco-russe, en tant bien entendu naturellement qu'elle n'est pas dirigée directement contre mon pays.

D'autre part, les obligations de la Russie envers la France ne vont que jusqu'au point où la France le mérite par son attitude. Or, ton alliée t'a manifestement abandonné à toi-même pendant la guerre, tandis que l'Allemagne t'a aidé de toutes les manières, dans la mesure où le respect de la neutralité le permettait. Cela fait que la Russie est moralement notre obligée. *Do ut des* (Fais ce que dois).

En attendant, les indiscrétions de Delcassé (*le Matin*, 9, 10 et 11 octobre 1905) ont montré au monde que, bien que l'alliée de la Russie, la France n'en a pas moins conclu un arrangement avec l'Angleterre et était sur le point, avec l'aide de l'Angleterre, de tomber sur l'Allemagne à l'improviste, en pleine paix, alors que je faisais de mon mieux pour t'aider, toi et ton pays qui était son allié.

C'est là une expérience qu'elle ne doit pas pouvoir recommencer et contre la répétition de laquelle je suis *en droit d'attendre que tu me garantisses*.

Je reconnais avec toi qu'il faudra du temps, du travail et de la patience pour décider la France à se joindre à nous, mais les gens raisonnables sauront, dans l'avenir, se faire entendre et écouter.

Notre affaire marocaine est réglée *à mon entière satisfaction, de sorte que le terrain est préparé* pour une meilleure entente entre nous. Notre traité offre une *excellente base sur laquelle on peut construire*.

Nous avons joint nos mains ; nous avons signé devant Dieu, qui a entendu notre serment. Je pense donc que le traité peut parfaitement se réaliser.

Mais si tu désires quelque changement dans les mots, les clauses ou les réserves pour l'avenir ou pour certains cas — comme par exemple le refus absolu de la France qui est improbable — je serais heureux de connaître les propositions que tu croiras devoir me soumettre. Jusqu'à ce que tu me les aies soumises et que nous soyons tombés d'accord, nous devons adhérer au traité tel qu'il est.... Il nous faut prendre des directions nettes. Le traité que nous avons signé est un moyen de rester dans le droit chemin sans toucher à ton alliance comme telle. Ce qui est signé est signé. Dieu est notre témoin. J'attends tes propositions. Affections à Alix [1].

WILLY.

1. *Études de la guerre*, fasc. 6, p. 540.

Rien n'est négligeable dans ce télégramme qui a une grande portée. Il trahit, par l'insistance de l'Empereur allemand à rappeler la signature acquise, dont « Dieu a été témoin », l'inquiétude que la Russie elle-même refuse à son tour d'y souscrire. Par le ton impérieux sur lequel sont énoncées les obligations du Tsar envers l'Allemagne, il révèle les procédés employés à Bjoerkœ pour agir sur la volonté faible du souverain, incapable de résister aux insinuations fausses, aux objurgations. Séductions et menaces, c'est l'art de Guillaume II, pour s'imposer en maître qui caresse et rudoie. Le télégramme n'indique pas moins clairement l'objet du pacte, qui doit d'abord asservir le Tsar à l'Allemagne, puis enchaîner la France par une pression de Pétrograd à laquelle elle finira par céder, et finalement isoler et mater, au profit de la paix allemande, l'Angleterre, obligée par son isolement à désarmer. C'est toute une coalition formée contre Édouard VII et son peuple, pour le punir d'avoir soi-disant coalisé l'Europe contre l'Allemagne. Et l'affaire du Maroc apparaît enfin dans sa réalité, destinée à forcer les Français « à une meilleure entente avec l'Allemagne » par la rupture de l'Entente cordiale.

Le Gouvernement russe s'est d'ailleurs chargé, depuis la Révolution, de confirmer le langage de l'Empereur allemand, par la copie d'une lettre authentique du comte Lamsdorff, que le ministre Terestchenko fit tenir à Paris le 27 mai 1917.

A peine arrivé à Bjoerkœ, l'Empereur Guillaume soumit un *traité préparé d'avance*, dont le fidèle Tschinsky s'était muni à Berlin avant le départ pour une croisière qui ne devait avoir aucun caractère politique.

Le traité stipulait aux articles 1er et 2 que « pour assurer la paix à l'Europe », au cas où l'un des deux Empereurs serait attaqué par une puissance européenne, son allié l'aiderait, en Europe, de toutes ses forces de terre et de mer et s'engagerait à ne pas faire de paix séparée avec un ennemi commun quelconque. L'article 3 prescrivait « l'entrée en vigueur du traité aussitôt la paix conclue entre la Russie et le Japon, et sa durée de validité tant qu'il n'aurait pas été dénoncé un an à l'avance. » L'article 4 constituait pour le Tsar l'obligation « d'entreprendre les démarches nécessaires pour le faire connaître à la France et proposer à celle-ci d'y adhérer comme alliée. »

Cet acte, auquel l'année précédente Nicolas II avait refusé de souscrire sans avoir consulté la France, fut cette fois

signé à bord de l'*Étoile polaire*, en double exemplaire, le 11/24 juillet, contresigné par M. de Tschirsky pour l'Allemagne, l'amiral Birdeff et le comte de Benckendorff, chambellan du Tsar, de part et d'autre en dehors des ministres. Il devait provisoirement rester très secret [1].

Au retour de Bjoerkœ, Guillaume II se croyait si bien assuré du succès, qu'il s'en allait à Copenhague où le plan de coalition contre l'Angleterre arrêté à Bjoerkœ devait s'étendre et s'appuyer sur un accord avec le Danemark. Mais il subit en y arrivant un premier échec. L'ambassadeur anglais avait donné l'éveil au roi Christian, sur le complot tramé à Bjoerkœ, en termes plutôt vifs, si l'on en croit Guillaume II lui-même, écrivant, le 2 août, de Rugen :

Le ministre anglais s'est exprimé sur mon compte en termes très violents, m'accusant des plus basses intrigues et des plans les plus vils, et déclarant que tout Anglais savait et était convaincu que je travaillais en vue d'une guerre avec l'Angleterre, ayant pour but sa complète destruction. Tu peux t'imaginer ce qu'un homme, dans cet état d'esprit, a pu semer de germes de méfiance dans les esprits de la famille royale danoise et du peuple. J'ai fait tout ce que j'ai pu pour dissiper ce nuage de méfiance en affectant une attitude tout à fait détachée et en ne faisant aucune allusion aux questions de politique sérieuse.

Au cours d'une longue conversation avec Iswolsky, j'ai pu acquérir la certitude que le ministre actuel des Affaires étrangères, le comte Raben, et un certain nombre d'autres personnes influentes sont actuellement arrivées à la conviction qu'en cas de guerre et d'une imminente attaque sur la Baltique par une puissance étrangère, les Danois, en raison de leur impuissance sans remède à maintenir seulement l'ombre d'une neutralité contre l'invasion de leur territoire, s'attendant à ce que la Russie et l'Allemagne prennent immédiatement des mesures pour sauvegarder leur intérêt et mettront la main sur le Danemark et l'occuperont pour la durée de la guerre, ce qui d'ailleurs serait une garantie pour le territoire et pour l'avenir du pays et de la dynastie.

Les Danois se résignent lentement à cette alternative et orientent leurs pensées en conséquence, ce qui est exactement ce que tu pensais et espérais.

J'ai pensé qu'il valait mieux ne pas aborder ce sujet avec les Danois et je me suis abstenu de toute allusion. Il vaut mieux laisser l'idée se développer et mûrir dans leur tête et les laisser tirer d'eux-mêmes les conclusions, de telle sorte qu'ils viennent

1. *Document Inédit.*

d'eux-mêmes rechercher notre appui et se ranger aux côtés de nos deux pays. *Tout vient à point à qui sait attendre.*

WILLY.

Voilà donc ce que Guillaume II attendait du traité de Bjoerkœ : après l'asservissement de la France, celui du Danemark. En tout cas l'accueil qu'il avait reçu à Copenhague du roi Christian IX, prévenu par les Anglais, l'obligeait à attendre sous l'orme. L'échec dut lui déplaire, et c'est probablement son orgueil de grand diplomate, froissé par l'attitude du vieux Souverain, qui le détermina à exploiter, en le dénaturant, un entretien chez son ministre, M. de Schœn, avec Iswolsky, démenti nettement par M. Iswolsky, le 15 septembre 1917, dans le *Temps*[1].

Une déception plus grave encore l'attendait au mois d'août 1905. Après la signature du traité de Portsmouth, tandis que cet acte n'était encore ni ratifié ni entré en vigueur (29 août 1905), Guillaume reçut une lettre de Nicolas II, qui le prévenait que, « vu l'impossibilité d'obtenir l'adhésion immédiate du Gouvernement français au traité d'alliance défensive signé à Bjoerkœ, l'entrée en vigueur dudit traité devait être ajournée, jusqu'au consentement de la France de s'y associer, ou être subordonnée à un remaniement complet des articles 1 et 4 ».

Les hommes d'État russes avaient déterminé le faible Souverain à ce recul, surtout le comte Lamsdorff qui lui disait : « Ce qui est signé est signé. Mais une loyauté toute naturelle impose à la Russie le devoir de respecter ce qui a été signé aussi sous le règne de feu Alexandre III et ne peut être arbitrairement supprimé d'un trait de plume[2]. » L'ambassadeur russe à Paris, M. de Nelidoff, appuya cette résistance en faisant connaître l'impossibilité pour la Russie de rapprocher, par ce biais injurieux, la France et l'Allemagne.

Le traité n'en avait pas moins été signé : « Dieu en avait été témoin ! »

Guillaume II allait alors tenter une nouvelle offensive, en s'efforçant de gagner à son projet un autre homme d'État russe, qu'il savait favorable à l'Allemagne et à sa grandeur, le comte Witte, le négociateur de la paix avec le Japon. M. Witte n'était pas encore revenu d'Amérique que Guil-

1. Le *Temps*, 15 septembre 1917.
2. *Document Inédit*. Lettre du comte Lamsdorff, 30 novembre 1905.

laume II demandait au Tsar l'autorisation de le recevoir à son passage, de le décorer, et de lui communiquer le traité de Bjoerkœ [1]. Witte était alors en Russie l'homme nécessaire. L'autorisation fut accordée. Le 13 septembre, il était reçu à Rominten avec des honneurs presque royaux. Guillaume II l'accablait de décorations et de compliments. Il saluait en lui l'auteur de l'acte extraordinaire accompli à Portsmouth. « Il s'assurait un allié puissant. » Après le maître, et pour fixer ses décisions hésitantes, il conquérait le serviteur, celui qu'il croyait capable de mater l'opposition des autres ministres fidèles à l'alliance française [2].

M. le comte Witte était un habile homme. En revenant d'Amérique, il avait pris la peine, dans son court passage en France, d'aller jusqu'à Montélimar saluer le Président Loubet ; il avait visité M. Rouvier. Pour la restauration des finances russes, nécessaire après une guerre ruineuse, l'amitié de la France lui était indispensable. M. le comte Witte se montra empressé à rendre service, dans les heures qui précédèrent la Conférence d'Algésiras, au Gouvernement français. Il se vantait d'avoir obtenu personnellement de l'Empereur, qu'il mît fin, par un télégramme adressé à sa Chancellerie, aux difficultés opposées par MM. de Radolin et le Dr Rosen au projet que proposait la France pour régler le programme de la Conférence. Ce programme, préparé depuis le mois de juillet, fut en effet signé à Paris vers la fin de septembre. Les calculs du comte Witte eussent été complètement réalisés, s'il avait pu obtenir en outre de la gratitude des Français qu'ils se rapprochassent de l'Allemagne. « Ami de tout le monde », il eût servi la politique de l'Empereur allemand.

Écrivez à Paris, disait-il à un de nos ministres, que j'affirme, non à titre d'information personnelle, mais comme une certitude absolue :

1° Que l'Empereur Guillaume n'a que de bons sentiments pour la France, et que son plus cher désir est de nouer avec elle des relations, je ne dis pas amicales, mais intimes ;

2° Que, loin de chercher à détruire l'alliance franco-russe, il y attache le plus grand prix et qu'il la resserrerait de ses propres mains, s'il en était besoin et s'il en avait le pouvoir.

Et notre ministre de lui répondre spirituellement par ces mots qui terminèrent l'entretien et cette intervention officieuse :

1. Guillaume II au Tsar, 4 septembre 1905.
2. *Document Inédit*. 15 octobre 1905.

L'amour de l'Empereur pour l'alliance franco-russe n'irait-il pas jusqu'à vouloir s'y associer[1] ?

A la fin de novembre, Nicolas II écrivait à l'Empereur d'Allemagne une nouvelle lettre, qui fut confiée à l'ambassadeur de Russie à Berlin par la voie la plus rapide et la plus sûre. Pour pouvoir tenir avec une parfaite loyauté les engagements contractés avec la France, la Russie se voyait obligée, dans les conditions présentes, sans rien changer au texte d'alliance défensive signé à Bjoerkœ, de le compléter par la déclaration suivante :

Vu les difficultés qui s'opposent à une adhésion immédiate du Gouvernement français au traité d'alliance signé à Bjoerkœ, adhésion prévue dans l'article 4 dudit traité, il est bien entendu que l'article premier de cet acte ne pourra recevoir aucune application dans le cas d'une guerre entre l'Allemagne et la France, et que les engagements mutuels qui unissent cette dernière à la Russie seront intégralement maintenus jusqu'à l'établissement d'un accord à trois[2].

La diplomatie loyale et efficace du comte Lamsdorff avait, en décembre, réparé le déplorable consentement donné par le Tsar au complot de Guillaume II. Et le complot, formé à Berlin, d'une coalition continentale contre l'Angleterre, échouait une fois de plus, l'année même où avait échoué, de Tanger à Algésiras, la menace dirigée contre la France, amie d'Édouard VII. Il ne restait plus à Guillaume II d'autre satisfaction que de se plaindre à Pétrograd des mauvais desseins de l'oncle Bertie, ce *Mischief Maker* de Londres[3]. Il lui attribuait, à tort, l'épithète qu'il avait méritée lui-même pendant ces deux années.

Avant même que les négociations et l'acte d'Algésiras eussent, au printemps de 1906, condamné l'opération tentée au Maroc, depuis un an, par l'Empereur Guillaume II, les Allemands instruits de la politique impériale commençaient à se rendre compte des dangers qu'elle faisait courir à la paix européenne par les procédés provocants, sournois, autori-

1. (*Inédit*), octobre 1905.

2. *Document Inédit.* Lettre du comte Lamsdorff, 30 novembre 1905. A cette lettre, Nicolas II joignit un télégramme personnel à Guillaume II. « Je pense, lui dit-il le 2 décembre, que la déclaration que je t'ai envoyée peut demeurer en vigueur jusqu'à ce que la France ait accepté notre nouvel accord. »

3. Guillaume II à Nicolas II, 16 octobre 1905.

taires et déloyaux du maître. Dans ses souvenirs sur la Cour de Berlin, le correspondant du *New York Herald*, Sydney Whitmann, a recueilli ce propos d'un diplomate allemand : « C'est le malheur de notre diplomatie qu'elle nous fait tomber au cou des peuples ou qu'elle leur rue dans le ventre. » C'était, en définitive, l'exagération, par un Souverain qui se croyait tout permis et ne permettait rien à autrui, du système pratiqué par les hommes d'Etat de l'Empire allemand depuis 1871, alors que devant Bismarck l'Europe s'inclinait et qu'elle ne s'inclinait plus devant ses successeurs.

M. de Holstein, qui avait été trente ans le collaborateur de cette politique, commençait à s'inquiéter lui-même de l'abus qu'en faisait Guillaume II. Des lettres intimes, récemment publiées, de cet homme particulièrement bien renseigné sur l'action personnelle de l'Empereur, de ce serviteur passionnément dévoué aux Hohenzollern, traduisent mieux qu'aucun jugement d'historien, la responsabilité du Souverain « qui voulait et machinait tout cela ».

Il n'y a plus qu'un moyen, disait M. de Holstein en mai 1906, de prévenir les dangers certains de l'avenir. Il faut absolument s'opposer fermement à toute provocation inutile, sous forme d'acte ou de parole, et la critiquer comme une sottise politique. Et c'est à la presse gouvernementale à tenir ce langage qui, dans le *Vorwaerts*, n'a d'action que sur les masses et non point là où il faudrait agir, c'est-à-dire sur l'Empereur. Toutes les provocations ou bien viennent directement de l'Empereur ou bien ont pour but de lui plaire.... Il habitue systématiquement les personnes de son entourage à ne jamais le contredire. Il a parfois des mots comme ceux-ci : « Vous m'étonnez ; je croyais que vous teniez à votre situation. » Ce n'est pas à l'étranger seulement, c'est en Allemagne que l'inquiétude augmente en présence de cette autocratie. Et avec raison : l'Empereur a l'instinct du théâtre, mais non de la politique [1].

Ce témoignage n'est-il pas concluant? Si depuis 1904, l'Empire allemand *a couru des dangers*, et la paix plus encore, ce ne fut pas l'effet ni des machinations d'Edouard VII, ni de l'esprit de revanche en France, ni des ambitions russes : l'Empereur Guillaume en était déjà seul responsable au jugement de ses meilleurs serviteurs.

L'échec de l'Allemagne à Algésiras était certain. Obsédée

1. *Suddeutsche Monatshefte*, mars 1919. Lettre de M. de Holstein du mois de mai 1906.

de l'idée de triompher seule avec éclat, de sortir de la Conférence maîtresse du monde, elle avait repoussé dédaigneusement les quatre arbitrages qui, au cours des débats, s'étaient offerts à elle : l'italien, le russe, l'américain, l'autrichien. A ces quatre puissances, d'accord à des nuances près, pour désirer une transaction honorable, elle avait, par son intransigeance, rendu la tâche si difficile que, peu à peu, d'intermédiaires bénévoles, elles étaient devenues des auxiliaires de la politique française.

L'essai de débauchage tenté sur l'Angleterre n'avait fait que souder plus fortement Londres et Paris. La Russie qui se flattait d'abord, le Tsar l'avait écrit le 2 décembre à Guillaume II, de l'espoir de contribuer à une entente, n'avait eu, en face des exigences allemandes, qu'à remplir son devoir d'alliée et l'avait rempli loyalement. Pendant ces trois mois, aucun des liens formés autour de la France ne s'était brisé. Beaucoup s'étaient resserrés. On peut même dire qu'il s'en était créé de nouveaux, « par cette réprobation de l'Allemagne », dont parlait un jour le comte Lamsdorff.

Si l'opération marocaine et les intrigues de Bjoerkœ avaient eu pour objet d'isoler l'Angleterre, cet objet n'était pas atteint, au contraire. L'entente franco-anglaise scellée pour liquider le passé d'abord, était devenue une base d'opposition à la diplomatie impériale. Elle avait une action attractive sur les Italiens, sur l'Espagne. Il n'était pas jusqu'à l'alliance franco-russe qui ne sortît de cette épreuve fortifiée. Loin d'élargir, comme elle l'avait rêvé, le champ de son action, pour rejeter les Anglais dans leur île et ruiner l'influence pacifique de leur Roi, l'Allemagne l'avait rétréci. A la fin de l'année 1906, la *Gazette de Francfort* résumait l'opinion des journaux qui, en général, concluaient à l'isolement de plus en plus grand de l'Allemagne : « L'aventure marocaine n'a conjuré aucun des risques contre lesquels on prétend avoir voulu se mettre en garde. Elle a aggravé, au lieu de l'améliorer, la position de l'Empire..., des fautes, rien que des fautes. »

On peut se demander quel était, à ce moment, et après ces défaites diplomatiques, l'état d'esprit du Souverain qui les avait essuyées. Avait-il compris l'inutilité et le risque de l'entreprise à laquelle il s'obstinait depuis 1904? Fût-ce avec l'intention de le faire comprendre à son neveu, que le roi Edouard VII prit l'initiative d'aller lui rendre visite, le 15 août 1906, à Cronberg, près de Francfort? « Nous accueil-

lerons avec joie, écrivait le journaliste du *Times*, la disparition des causes de conflit par le moyen d'une discussion amicale et cordiale[1]. » L'Angleterre tendant le rameau d'olivier, Guillaume II le prit. Après cette visite, il écrivait au Tsar, le 16 août, de Wilhelmshœhe :

La visite de l'oncle Bertie s'est passée de façon très satisfaisante. Il va bien et semble être dans un heureux état d'esprit. Nous sommes tombés d'accord *que le maintien des relations amicales entre nos deux pays est une bénédiction, non pas seulement pour nos deux empires*, mais aussi pour toutes les autres nations. J'espère très sincèrement que l'échange de vues entre l'oncle et moi, qui a tout entier tendu vers la confirmation de la paix européenne, sera un bénéfice pour toi et ton grand empire.

Et le Tsar de répondre de Péterhof, le 17 août :

Je suis ravi de ce résultat de la visite de l'oncle Bertie. Le maintien des relations amicales entre l'Allemagne et l'Angleterre est *une nécessité absolue pour le monde.*

On serait tenté d'admirer l'art avec lequel l'oncle Bertie avait su opérer, pour devenir en six mois, auprès de ses neveux qui le traitaient en décembre 1905 de *mischief maker*, l'ange de la paix, digne des bénédictions du monde. Il est certain qu'alors déjà une réconciliation sérieuse se préparait, notée par l'Allemagne qui s'en inquiétait, entre Londres et Pétrograd. Mais on peut douter de la sincérité du souverain de Berlin. Le doute même est autorisé par une lettre toute contemporaine de M. de Holstein, encore, qui a été publiée[2] :

Il est indéniable que M. de Bülow ne désire pas une amélioration de nos relations avec l'Angleterre, car il craint d'être sacrifié sur l'autel de la paix, sachant qu'il est la bête noire des Anglais.

Au Reichstag, le 15 novembre 1906, on entendait le Chancelier tenir toujours le même langage comminatoire aux Puissances occidentales, déclarer « dangereuse pour la paix de l'Europe, une politique qui aurait pour but d'enfermer l'Allemagne, de construire un cercle de puissances pour l'enfermer et la paralyser. La formation d'un tel anneau n'est pas possible sans qu'on exerce une pression certaine : une pression crée une contre-pression ; pression et contre-pression peu-

1. 3 septembre 1906.
2. *Süddeutsche Monatshefte,* mars 1919. Lettre du 26 août 1906.

vent facilement engendrer des explosions. » Et le 5 février 1907, l'Empereur Guillaume, un soir d'élection, avait l'air d'adresser un appel à la foule, de sonner une fanfare belliqueuse, quand il disait : « L'Allemagne est prête à fouler aux pieds ceux qui se mettraient en travers de sa route. »

Cette route que Guillaume II voulait s'ouvrir, coûte que coûte, c'était toujours celle qui devait conduire son peuple, élu de Dieu, à la suprématie en Europe et dans le monde, justifiée par sa civilisation, par la puissance de ses armées et de ses flottes. On a noté que, en cette fin d'année, le Gouvernement impérial encourageait les publicistes à poser de plus en plus la question principale qui préoccupait l'Allemagne : de la paix ou de la guerre, de la soumission des peuples à l'hégémonie allemande, quel était le moyen le plus sûr, et le plus aisé, volontaire ou forcé, vers la réalisation de la *Weltpolitik* et le triomphe de la Kultur? C'était le problème qu'au gré de l'Empereur, posaient la *Deutsche Politik* d'Ernest Haase (1905-1908), le *Weltfrieden oder Weltkrieg* d'Ernest de Reventlow (1907), ou la *Zukunft* de Maximilien Harden. Et pendant ce temps-là, sous l'impulsion de l'amiral von Tirpitz, le budget des constructions navales suivait une marche ascendante : en 1905, 285 millions ; en 1906, 310 millions ; en 1907, 350 millions avec un programme réglé pour neuf ans, qui devait donner à l'Allemagne une flotte de 38 cuirassés, 20 croiseurs cuirassés, 30 croiseurs protégés, 144 torpilleurs. Et le programme, en 1907, allait se développer par la loi de 1908, qui prévoyait une dépense annuelle de 428 millions, et le rajeunissement automatique et continu de la flotte germanique.

L'Empereur armait puissamment son Empire sur mer, en se donnant l'air en politique de désarmer. Il continuait, malgré les décisions de la Conférence d'Algésiras, à paralyser, par ses soupçons mal justifiés, l'action poursuivie par la France contre l'anarchie marocaine et la mauvaise volonté du Sultan Abd-el-Aziz. Et lorsque nos nationaux, Charbonnier à Tanger, en mai 1906, d'autres à Fez et à Marrakech, en novembre, le Dr Mauchamp, le 19 mars 1907, trois Français et cinq Européens à Casablanca, le 30 juillet étaient victimes des fonctionnaires ou des bandits marocains, l'Allemagne avait presque la prétention de s'opposer à nos opérations de justice et de police, qu'elle déclarait contraires à l'Acte d'Algésiras. Si le Sultan se résignait, à la fin de 1907, à cette politique nécessaire, l'Allemagne lui suscitait à Mar-

rakech et bientôt à Fez un rival avec son frère Moulaï-Hafid, qu'elle semblait protéger, parce qu'il s'était déclaré hostile aux décisions d'Algésiras. Elle invoquait ces décisions contre l'action française au Maroc. Elle approuvait Moulaï-Hafid de vouloir les révoquer. C'étaient toujours les mêmes procédés contre les puissances de l'Entente cordiale, en dépit des gestes et du langage conciliants, les mêmes menées sournoisement hostiles.

A ces procédés, l'Angleterre, la France et la Russie opposaient la même attitude d'action coordonnée en vue de la paix, qu'elles s'étaient donnée depuis longtemps pour programme. *Le bon Européen* qu'était Edouard VII travaillait sans relâche à éteindre les conflits que les rivalités et les rancunes avaient créés. Après avoir scellé la réconciliation de la France et de l'Angleterre, que confirmait la déclaration anglo-franco-espagnole du 16 mai 1907, le Roi et ses ministres s'efforcèrent de rapprocher la France et le Japon, plus que jamais uni à l'Angleterre par le traité d'août 1905. L'effort était nécessaire après les difficultés qui étaient résultées pour la France pendant la guerre de 1905, de ses devoirs de neutralité et aussi d'alliance avec les Russes. Il aboutit par la bonne volonté des deux parties à l'arrangement du 10 juin 1907, que caractérisait ainsi M. Stéphen Pichon : « Cette convention est la continuation logique de la politique absolument pacifique de la France, politique qui n'a d'autre but que de prévenir toutes les complications partout, et notamment dans les parties du monde où nous avons des intérêts spéciaux. »

Pour rapprocher l'Angleterre et le Japon de la Russie, la tâche était plus malaisée. Elle ne rebuta ni le Roi de la Grande-Bretagne, ni le Gouvernement français qui s'y employèrent de concert. L'accord russo-japonais, qui semblait le plus malaisé, fut le premier conclu, le 30 juillet 1907, entre M. Iswolsky, devenu ministre des Affaires étrangères, et le marquis Motono, « désireux de fortifier les relations pacifiques, amicales et de bon voisinage, qui ont été heureusement rétablies entre les deux empires, et d'écarter les possibilités de malentendus futurs ». C'était la même intention, les mêmes formules d'un accord réglé, non par des vues de conquête, mais par le ferme propos de maintenir le *statu quo* et la paix en Extrême-Orient.

Restait à le régler en Asie, où se heurtaient depuis si longtemps les intérêts russes et anglais. Ce fut chose faite le

31 août 1907, à Saint-Pétersbourg, et une grande chose, si l'on considère l'étendue et l'importance des questions qui furent alors examinées et mises au point, la question du Thibet, celles de l'Afghanistan, de la Perse et du Golfe Persique.

Edouard VII n'avait-il pas raison, lorsqu'il allait déclarer à Berlin, un an plus tard, que tous ses efforts « tendaient au maintien de la paix universelle et au bonheur dans cette paix de toutes les nations »?

Or, c'était précisément dans la même pensée que le Tsar Nicolas II, guéri des convoitises, des haines et des rancunes que lui avaient suggérées les mauvais conseils de Guillaume II, était revenu, sur les instances du Président Roosevelt, à son premier dessein de réunir les nations et les puissances dans une grande conférence de la paix. Sous la présidence de M. de Nelidow, l'un des meilleurs ouvriers de la réconciliation anglo-russe, la deuxième conférence de la Paix s'était ouverte à la Haye, le 15 janvier 1907.

Cette réunion avait réussi, le 19 octobre 1907, à faire adopter une convention pour le règlement des conflits internationaux, une autre convention sur les lois et coutumes de la guerre sur terre, la convention pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la convention de Genève, et dix autres conventions relatives à l'ouverture des hostilités, aux droits des puissances neutres en cas de guerre sur terre et sur mer, à la pose des mines sous-marines, à l'interdiction de lancer des explosifs du haut des ballons. Réunion de jurisconsultes et d'hommes d'Etat en général désireux de réaliser, pratiquement et par degrés, un idéal de relations pacifiques entre les nations, la Conférence n'avait pu remplir tous les espoirs qu'elle avait fait naître. S'était-il agi de l'arbitrage obligatoire que l'Amérique, l'Angleterre, la Russie et la France avaient obstinément proposé, ou de la limitation des armements suggérée, en dehors du programme convenu, par le diplomate anglais Fry, la résistance concertée et opiniâtre de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Turquie et de la Bulgarie avait empêché l'accord des puissances.

Si l'Allemagne, comme elle continuait à s'en plaindre, se voyait menacée par les accords noués autour de l'alliance franco-russe et de l'Entente cordiale à travers le monde, n'aurait-elle pas trouvé dans la Conférence de la paix le meilleur instrument de défense? Elle préférait à ces chiffons de papier

son épée et l'aiguisait. Avec son « brillant second », l'Autriche-Hongrie, et son moins brillant troisième, la Turquie, elle poursuivait ses armements. Tout en protestant de ses bonnes intentions, elle se réservait l'heure où la force des puissances centrales, enchaînée par les volontés pacifiques des nations et des souverains, se dégagerait de cette étreinte pour réaliser un programme de grandeur politique et économique que l'Europe, à moins de servitude, ne pouvait accepter.

Autant ce programme s'était affirmé à Berlin depuis 1904, autant s'était affirmée à Paris une volonté sincère, active de paix. La fidélité de la France à l'alliance franco-russe, l'appui efficace qu'elle avait donné à la diplomatie du Roi Edouard VII, n'étaient pas déterminés par d'autres pensées que celles qui l'engageaient à soutenir aux assises de la Haye toutes les mesures propres à diminuer les risques ou les maux de la guerre.

Les Allemands ont d'ailleurs fini par en convenir, puisque dans leur Mémoire présenté aux Gouvernements alliés en 1919, ils n'ont plus, comme le faisaient les Chanceliers du dernier règne, mis en cause la politique anglaise d'encerclement d'Edouard VII ou le chauvinisme français. Les documents publiés depuis 1917 éclairent la politique de Guillaume II et de ses ministres d'une telle lumière que les historiens allemands, au service du Reich actuel, ont préféré laisser complètement dans l'ombre l'histoire de cette période. Ils ont reproché aux Alliés, qui accusaient leur pays et leur Empereur, preuves en main, d'avoir voulu la guerre, de limiter l'examen des responsabilités aux événements de 1914, *en négligeant les considérations rétrospectives.* Eux, ont négligé totalement et par système les complots formés par leur Empereur et ses serviteurs entre 1904 et 1908 contre la paix du monde, « à la poursuite d'intérêts politiques et économiques qui ne pouvaient se réaliser que par la guerre ».

Et de même, pour prouver ensuite, car c'est leur thèse, que la seule cause de la guerre mondiale a été l'œuvre du tsarisme, déclenchant au moment favorable le « mécanisme de l'Entente », ils ne parlent des affaires des Balkans qu'à partir du mois de septembre 1908, à partir surtout de 1909. Deux lignes seulement pour énoncer, sans l'expliquer, l'annexion par l'Autriche-Hongrie de la Bosnie, le véritable point de départ et le motif principal de la longue crise orientale où s'alluma l'incendie de l'Europe ; et quarante pages in-folio

pour exposer les agissements soi-disant agressifs de la Russie dans les Balkans [1] !

***

Plus complètement qu'eux, nous essaierons d'indiquer la genèse de cette crise dont la responsabilité incomba aux Empires centraux. La dernière des lettres qui ait été donnée de la correspondance intime échangée entre Willy et Nicky se rapporte aux affaires des Balkans : « La rencontre (14 août 1907) avec l'oncle Bertie a été satisfaisante. Il était de bonne humeur et dans des dispositions pacifiques. Il était visiblement impressionné par l'*homme en Macédoine*. Il pense que des remontrances jointes à Athènes seront nécessaires. »

La question de Macédoine, depuis dix ans, appelait l'attention de l'Europe, comme une suite fatale des progrès réalisés par la Grèce en Thessalie en 1898, par la Bulgarie sur la frontière du Vardar, par l'avènement à Belgrade, en 1903, de Pierre Karageorgevitch, dont le nom et la dynastie symbolisaient, en Serbie, le réveil du sentiment national. Car la Macédoine, administrée de façon déplorable par les Turcs, était à la fois grecque, bulgare et serbe, et pouvait attendre ses libertés également de ces trois nations, qui chacune prétendait avoir à cette libération des droits supérieurs et exclusifs. Pour éviter le conflit des Chrétiens et des Turcs, et des Chrétiens entre eux, l'Europe avait imposé à la Porte les réformes macédoniennes, en 1897, organisé une gendarmerie internationale, des tribunaux et une police. L'Autriche et la Russie s'étaient alors engagées par un accord particulier, qu'elles renouvelèrent à Mürzsteg, en Styrie, en 1903, à s'interdire toute action séparée dans les Balkans, à y maintenir la paix, avec les réformes indispensables confiées à l'inspecteur général Hilmi pacha. L'Angleterre avait peu après demandé qu'une *commission internationale* fût instituée, aux côtés de la Russie et de l'Autriche. Le comte Goluchowski avait dû adhérer à ce programme qui laissait espérer un apaisement en Macédoine, quoiqu'on regrettât à Vienne peut-être la fin d'une anarchie favorable aux ambitions de la monarchie.

1. Pour tout cela, voir les *Remarques présentées par la Délégation allemande à la Conférence de la Paix*, signées de Hans Delbruck, Graf von Mongelas, Max Weber, Albrecht Mendelssohn-Bartholdi.

Ce fut peu de temps après (octobre 1906) que Goluchowski quitta le ministère où fut appelé le baron d'Aehrenthal. Allemand de Bohême, ancien ambassadeur à Pétrograd, d'Aehrenthal arrivait au pouvoir, avec l'expérience et les aptitudes d'un homme de gouvernement laborieux, secret et ambitieux. On l'avait appelé à une heure où la monarchie, son chef, l'archiduc héritier et ses ministres s'étaient sentis profondément humiliés de ce que Guillaume II eut publiquement traité l'Autriche de *brillant second* devant toute l'Europe. Sa tâche était délicate. Car ce qu'on attendait de lui en 1906, c'était qu'il pratiquât, « sans nuire à l'alliance inébranlable avec l'Allemagne, cette alliance avec plus d'indépendance[1] ». Il avait aussitôt arrêté un programme d'action dans les Balkans, et particulièrement en Macédoine, qui se traduisit, un an plus tard, le 27 janvier 1908, dans un discours tenu aux Délégations : « Nous sommes aux portes de l'Orient où les problèmes difficiles à résoudre sont nombreux. Notre voix ne sera entendue que si notre bras est fort. » En même temps, il s'efforçait d'écarter l'Angleterre par une entente qui lui aurait opposé l'Allemagne, l'Autriche, la Russie et la France isolée de ses alliances naturelles.

Cette politique « de prestige » eut tout de suite pour principal objet la suppression de l'autre obstacle qui empêchait l'Autriche de faire sentir sa puissance dans les Balkans. Cet obstacle, c'était le réveil national de la Serbie qui, après avoir été subordonnée pendant vingt-cinq années par le roi Milan, économiquement, politiquement, à l'Autriche, affirmait, par l'élection de Pierre Ier, sa volonté d'indépendance et de progrès. On ne pouvait oublier à Vienne que le nouveau Roi avait combattu en 1875-1876 dans les rangs des insurgés bosniaques, qu'en venant de Genève à Belgrade en 1903, il avait été salué par les patriotes croates du titre de *Roi de Croatie*. Au moment où on l'élut, plus d'un journal à Vienne demanda une intervention militaire en Serbie pour l'écarter du trône et y appeler le prince Nicolas de Montenegro, dont on escomptait une docilité égale à celle du Roi Milan. L'opposition que l'Autriche aussitôt lui avait faite ne fit que consacrer sa popularité. A l'automne de 1904, son couronnement fut l'occasion d'une manifestation slave : Croates, Slovènes, Bulgares même, accoururent alors à Belgrade pour le saluer, dans un congrès de jeunes patriotes, de *Roi yougoslave*.

1. M. de Saint-Aulaire à M. Poincaré, 5 janvier 1913.

Contre ces aspirations, l'Autriche-Hongrie voulut employer l'arme qui lui avait déjà réussi, et fermer en 1906 aux produits de l'agriculture serbe non seulement ses frontières, mais celles de la Bulgarie même, avec laquelle la Serbie venait de conclure un traité de commerce. L'arme s'était brisée net : la Serbie n'était plus la nation de paysans que la crainte de la ruine condamnait aveuglément à subir les exigences de sa puissance voisine. Elle accepta la lutte, chercha des débouchés par Salonique vers l'Europe, en France, en Angleterre, en Italie, en trouva et se procura en France des ressources d'argent pour développer sa vie économique, son matériel de chemins de fer, de mines et d'armement.

De plus en plus, la Serbie apparaissait dans les Balkans comme une nation capable, à l'exemple du Piémont, non d'attaquer l'Autriche, mais de l'empêcher de nuire.

Un personnage du monde politique viennois faisait en juillet 1914, à l'un de nos agents, une remarque d'une portée singulière, qui éclaire l'initiative prise en 1907 par l'Autriche et le baron d'Aehrenthal. « Nous sommes entrés dans le guêpier serbe exactement comme la monarchie est entrée dans le guêpier italien au milieu du XIXe siècle. Nous y sommes. Il faut marcher et l'on marche [1]. »

Les premières démarches du baron d'Aehrenthal furent significatives. Tandis qu'il procédait à Berlin et à Raconigi au renouvellement de la Triple Alliance (mai-juillet 1907), il recevait le 5 août, à Ischl, le Roi Ferdinand de Bulgarie, « The man in Macedonia [2] ». Renouvelant l'accord qui liait depuis dix ans (1897) ce prince à l'Autriche, il lui promettait d'arrêter les bandes grecques au profit des comitadjis bulgares, s'il s'écartait de l'alliance serbe. En vain, le Roi Edouard VII mis en éveil par ces menées arriva-t-il à Ischl pour détourner François-Joseph de l'entreprise que méditait son ministre. L'Empereur se refusa à laisser l'Europe maîtresse du règlement macédonien, insista pour qu'il se fît par l'Autriche et la Russie seules.

Les deux gouvernements s'y étaient engagés par une convention secrète le 15 octobre 1904 [3]. Mais l'Empereur écartant par ce moyen l'Europe, allait permettre au baron d'Aehrenthal de se dégager par une fourberie du concours russe. Venu

1. Note de Vienne, juillet 1914.
2. Expression de Guillaume II dans un télégramme au Tsar du 14 août 1907 : « L'oncle Albert est impressionné par l'homme en Macédoine ».
3. Le texte en a été publié en 1920 par Pribram, p. 89.

à Vienne en octobre 1907, M. Iswolsky avait de nouveau emporté la promesse que les chancelleries d'Autriche et de Russie imposeraient à Constantinople la réforme de la justice en Macédoine. A Livadia, où le Tsar Nicolas reçut de son ministre cette promesse, on apprit que, secrètement, l'Autriche avait offert aux Turcs l'abandon de la réforme judiciaire contre la concession d'un chemin de fer destiné à relier, par Novi-Bazar, la Bosnie à la vallée du Vardar.

Ainsi, d'accord avec la Bulgarie et les Turcs, et par une manœuvre, savante peut-être mais déloyale, qui écartait à la fois de la Macédoine l'Europe et la Russie, M. d'Aehrenthal fermait la route de la mer Egée aux Serbes, et annonçait aux Délégations, le 28 janvier 1908, son espoir d'ouvrir au trafic et aux armées de la monarchie la mer Egée, la Méditerranée, par une route reliant Budapest, Serajevo, Athènes, « la voie la plus directe entre l'Europe centrale, l'Egypte et les Indes ».

Ce fut alors qu'à la Russie jouée et mécontente, Edouard VII, soucieux d'éteindre ce nouveau foyer d'incendie que l'ambition de l'Autriche allumait dans les Balkans, offrit le concours de l'Angleterre. Sir Ed. Grey avait protesté au Parlement britannique contre le dessein, affiché par l'Autriche, de régler sans l'Europe la question macédonienne et de s'ouvrir la route de Salonique. Edouard VII rencontra le Tsar à Reval le 9 juin 1908 et conclut, en plus de l'accord anglo-russe relatif à l'Extrême-Orient, un nouvel accord pour l'Orient, « qui devait servir de base à une entente générale entre les puissances intéressées à l'œuvre des réformes en Macédoine ».

L'Autriche-Hongrie et son complice le Roi de Bulgarie eussent été sans doute obligés de reculer devant cette mise en demeure menaçante, comme l'Allemagne reculait à la même époque (10 novembre), dans la querelle injustifiée qu'elle cherchait à la France, pour les déserteurs allemands de la Légion étrangère, arrêtés à Casablanca le 25 septembre 1906.

Mais la révolution qui éclata le 23 juillet 1908, à Salonique, dans les troupes du Sultan, fournit au baron d'Aehrenthal et à Ferdinand de Cobourg le moyen de poursuivre leur complot en dépit de l'Angleterre. Le ministre autrichien n'avait pas encouragé les Jeunes-Turcs, auteurs de la révolte, qui lui avaient secrètement demandé son appui. Mais quand il les vit assez forts pour obliger Abd-ul-Hamid à restaurer

le régime constitutionnel en Turquie, il négocia avec eux et promit de les aider s'ils servaient ses plans.

Le programme d'action de l'Autriche se développait. Invoquant l'impossibilité pour elle de consentir à des élections en Bosnie-Herzégovine, elle demandait l'abolition du régime qui, depuis trente ans, avait laissé nominalement ces deux provinces à l'Empire turc. La décision en fut prise à Vienne le 18 août 1908. L'Empereur d'Autriche, qui recevait à Ischl, cinq jours avant, une nouvelle visite d'Edouard VII, toujours préoccupé de prévenir les conflits, ne lui avait rien laissé soupçonner ni entendre. En revanche, au mois de septembre 1908, la Cour d'Autriche avait fait un tout autre accueil à Ferdinand de Cobourg, qui lui présentait sa nouvelle femme, princesse de Reuss. Les deux Souverains signaient un accord secret donnant à Ferdinand, avec le titre de Tsar, l'indépendance absolue de son pouvoir, et la propriété des chemins de fer autrichiens en Bulgarie. Ferdinand permettrait à l'Autriche-Hongrie « d'avoir le bras fort » dans les Balkans [1].

Le Gouvernement autrichien avait pu dérober ses manœuvres à l'Angleterre, à la France. Avec la Russie, il crut plus prudent de recourir au mensonge simplement. Le 15 septembre 1908, le comte Berchtold, alors ambassadeur d'Autriche en Russie, réunissait, dans son château de Buchlau, le baron d'Aehrenthal et M. Iswolsky. Les entretiens ont dû laisser des traces dans les archives impériales. Ce qu'a toujours affirmé M. Iswolsky, c'est que son interlocuteur lui avait bien parlé du projet d'annexer la Bosnie-Herzégovine, mais sans lui indiquer la date d'exécution, qu'il y avait consenti en principe, mais sous réserve d'un consentement des puissances signataires du traité de Berlin qui, réunies en conférence, seraient invitées à régler la question des Dardanelles, les compensations à la Serbie, le statut de la Bulgarie [2].

Que M. Iswolsky ait pu placer une telle confiance dans la bonne foi d'un homme qui avait joué un jeu si déloyal, moins d'un an auparavant, c'est un mystère psychologique. Probablement la

1. Le 3 octobre 1908, quand l'ambassadeur d'Autriche à Paris, le comte de Khevenhüller, fit connaître l'annexion de la Bosnie, il ajouta que le Gouvernement bulgare prendrait peut-être lui-même l'initiative (*Document Inédit*).

2. Lettre de l'attaché serbe à Vienne, après un entretien avec le prince Ouroussoff, 27 septembre-10 octobre 1908 (Publiée dans le *Mémoire des Délégués allemands à la Conférence de Paris*, 1919, p. 42.)

brillante prespective de pouvoir réviser le traité de Berlin l'aveugla sur les dangers que présentait cette négociation secrète avec d'Aehrenthal. Comme allié de la France et de l'Angleterre, il avait l'obligation morale d'informer immédiatement les Gouvernements français et anglais de ce qui s'était passé à Buchlau. Assoupi dans un sentiment de fausse sécurité, il préféra attendre d'avoir le temps de conférer personnellement à Paris et à Londres.

Son erreur, en somme, vint de sa conviction qu'une situation réglée par un traité solennel ne pouvait être modifiée que par un traité concerté entre toutes les puissances européennes.

En vérité, peut-on trouver façon moins historique et moins vraie de présenter les événements antérieurs à l'annexion de la Bosnie, que celle à laquelle ont eu recours les historiens allemands pour dissimuler les responsabilités de l'Autriche dans le conflit balkanique, allumé depuis 1907 par la politique de M. d'Aehrenthal[1]? Ils débutent en disant : « La crise a été provoquée par l'incorporation de la Bosnie-Herzégovine à la Fédération danubienne en qualité de pays autonome de la Couronne. » Or, la politique de M. d'Aehrenthal, insidieuse et agressive, a précédé l'incorporation de la Bosnie. Ils continuent : « La monarchie danubienne était incontestablement fondée à faire ce geste en raison d'un accord spécial avec la Russie, *abstraction faite du traité de Berlin.* » S'il s'agit de l'accord de Buchlau, il était sans valeur du moment qu'on faisait « abstraction du traité de Berlin ». — « L'incorporation a eu lieu pour prévenir des difficultés de forme qui auraient résulté de la nouvelle Constitution turque. » Il suffit de faire remarquer qu'il n'y avait point eu de révolution en Turquie, quand, au mois de juin 1908, à Reval, le Tsar et Edouard VII étaient obligés de se concerter pour empêcher l'Autriche de réaliser dans les Balkans le programme d'action dont l'annexion ne fut ni la première, ni — hélas ! — la dernière étape.

La réalité, c'est qu'entre la Serbie, ranimée par une dynastie nationale, s'éveillant à une vie nouvelle, s'ouvrant à un avenir qui inquiétait l'Autriche, et l'Autriche-Hongrie impatiente avec le baron d'Aehrenthal de donner à ses Souverains, humiliés du rôle secondaire auquel prétendait les réduire l'Empereur allemand, la satisfaction d'une manifestation de force et de puissance, la crise inévitable s'est ouverte

1. Voir le Mémoire précédemment cité, p. 36.

en 1907. Et de cette crise encore, en dernière analyse, la véritable responsabilité remonte au souverain de Berlin qui, avec son peuple, en était venu à traiter en vassaux ses alliés, et l'Europe en rebelle, s'ils n'obéissaient pas à ses lois.

Le 5 octobre 1908, le prince Ferdinand, à la grande surprise de ses peuples ignorants du complot, se proclamait Tsar souverain de Bulgarie et Roumélie. Le 6 octobre, M. d'Aehrenthal informait les ministres d'Autriche auprès des Cours d'Europe que François-Joseph annexait à sa couronne, pour leur donner la liberté constitutionnelle, les peuples de Bosnie-Herzégovine. Il avait gagné la Turquie en renonçant au sandjak de Novi-Bazar. Seule, le 15 octobre 1908, la Russie protestait, réclamait une Conférence européenne. Elle ne se trouvait guère en état d'appuyer par les armes sa protestation. Elle sentait l'Allemagne résolue à soutenir l'Autriche jusqu'au bout. « Le glaive allemand était jeté dans la balance de la décision européenne indirectement pour notre allié austro-hongrois, *directement pour le maintien de la paix européenne* et en *premier lieu* pour la considération et la position allemande dans le monde[1].

La Serbie et le Montenegro firent une plus vive résistance. On parla à Cettigné et à Belgrade de mobiliser. L'audace de l'acte accompli par le baron d'Aehrenthal, que ses flatteurs appelèrent le *Bismarck autrichien*, non seulement ruinait l'espoir qu'on avait pu garder dans les milieux serbes de libérer un jour les frères de Bosnie-Herzégovine ; il effrayait ces deux nations encore faibles pour leur propre liberté. La presse militaire à Vienne, enhardie par le succès, semblait inviter le Gouvernement à profiter de l'occasion. Ce fut alors que le Gouvernement autrichien inventa ce fameux procès d'Agram contre les prétendus auteurs des complots panserbes dont toutes les pièces à conviction avaient été fabriquées par la police et son ministre à Belgrade, le comte Forgasch. Qui sait si, engagée dans cette voie, l'Autriche-Hongrie n'y eût pas trouvé tout de suite le profit qu'elle a plus tard cherché. « Le temps, disait en 1912 un diplomate français, travaille pour les Serbes. »

Les documents des archives serbes, que la Délégation allemande a présentés aux Conférences de la Paix en 1919, dans le dessein de prouver les intentions agressives des Slaves contre l'Autriche, témoignent plutôt des conseils de

1. De Bülow, *La politique allemande*, p. 80.

résignation et de prudence prodigués de Pétrograd et de Londres au Gouvernement serbe, en ce moment critique où sa résistance « eût été un suicide ». De ce que ces conseillers bien inspirés avaient joint à leur avis, pour être plus assurés de se faire entendre, des paroles de consolation et d'espérance, on vient conclure que ce langage était un appel, une excitation au combat. L'Europe et la Russie ne firent alors en ces quatre mois, d'octobre à mars 1909, que ce qu'elles ont encore essayé, avec moins de bonheur, du 23 au 25 juillet 1914. L'Autriche-Hongrie, alors comme hier, après avoir fait établir et publier dans la *Neue Freie presse*, par un historien qu'elle avait trompé, le Dr Friedjung, un réquisitoire constitué de documents falsifiés contre la Serbie qu'elle accusait de complots en Croatie, lui dicta un ultimatum. Celle-ci, le 31 mars 1909, dut se déclarer « non atteinte dans ses droits par l'état de choses créé en Bosnie, prête à licencier son armée, et promettant de modifier la direction de sa politique pour vivre avec l'Autriche-Hongrie sur un pied de bon voisinage ».

La Russie à qui le comte de Pourtalès avait le 23 mars donné officiellement « l'avis amical » d'une menace conjuguée des Empires si elle ne s'inclinait pas elle-même devant le fait accompli, accepta cette atteinte insolente au traité de Berlin. L'Europe lui sut gré, trop peut-être, d'avoir sacrifié à la paix son amour-propre et les droits que ce traité lui avait laissés, après lui avoir repris en 1878 déjà les avantages principaux de sa victoire sur les Turcs.

Il n'est pas inutile de remarquer que presque à la même date, le 8 février 1909, l'Allemagne se réjouissait d'avoir fait accepter à la France une association économique au Maroc, où elle voyait des profits pour ses commerçants et la base d'un rapprochement avec les Français, l'objet toujours poursuivi, jamais atteint, de sa politique. Par le traité que préparèrent à Berlin MM. de Schœn et Jules Cambon, la France s'engageait à respecter, comme elle l'avait toujours promis, l'intégrité du Maroc et la liberté du commerce et des entreprises européennes. Elle gardait le droit, avec les charges aussi et les dépenses, de consolider « l'ordre et la paix dans l'Empire chérifien »[1] ; elle obtenait *le désintéressement politique de l'Allemagne au Maroc.*

Cet acte, où certains Allemands virent une capitulation, et

1. *Livre jaune, Maroc* (voir p. 73).

bien des Français une promesse d'apaisement, en fait, fut le contrat d'un mariage de raison. On spéculait à Berlin sur la dernière clause du contrat « association des nationaux français et allemands dans les affaires et entreprises du Maroc », qu'on promettait à Paris. C'était en Allemagne comme en Autriche le même procédé, auquel on se complaisait, d'imposer la collaboration par la force, et l'amitié par la menace.

A cette même époque, la nation allemande essayait de rejeter la faute de cette politique sur son Empereur. L'interview autorisée que Guillaume II laissa publier dans un journal anglais, le *Daily Telegraph*, pour prouver à Londres l'efficacité de ses bons offices, « au milieu, disait-il, d'une Allemagne en majorité hostile », émut à ce point ses sujets, qu'interpellé au Reichstag et dans la presse, M. de Bülow dut les calmer par un blâme indirect à son Souverain. Bülow se retira le 9 novembre 1908, et le Souverain promit à son peuple de ne pas recommencer. Mais, comme il demeurait en fait irresponsable, que le nouveau Chancelier, M. de Bethmann-Hollweg, type achevé du fonctionnaire prussien, docile et laborieux, connaissait et pratiquait l'attachement aveugle des Allemands au maître Hohenzollern, il n'y eut rien de changé dans les méthodes de la politique allemande. Ce fut encore pendant deux ans l'époque des caresses, sous lesquelles on sentait toujours la griffe, la griffe d'Achrenthal, le poing du Kaiser.

A Vienne, pendant toute l'année 1910, on ne parla que de libertés pour la Croatie, de Constitution pour la Bosnie. On laissait prévoir dans l'entourage de militaires et de courtisans qui s'attachait au règne prochain de François-Ferdinand, des transformations profondes dans le régime établi en 1866, l'établissement probable au sud de la monarchie, mais dans son cadre élargi, d'un royaume yougoslave, du trialisme au lieu du dualisme.

Le but principal de cette nouvelle politique était d'attirer la Serbie, *volens nolens*, dans l'orbite de la monarchie des Habsbourg, au prix naturellement de son indépendance. Les Serbes pouvaient-ils oublier que, en 1909 encore, leur humiliation n'avait pas désarmé la haine des fonctionnaires autrichiens, et qu'à Belgrade même, pour perdre la Serbie, ceux-ci fabriquaient par ordre les pièces fausses, dont l'existence avait été prouvée au procès d'Agram? Pouvaient-ils faire confiance à un régime, qui pour ministre auprès d'eux employait

le comte Forgasch dont l'historien autrichien Friedjung avait lui-même reconnu les faux?

De Berlin, on offrait à la France des capitaux et des hommes entreprenants, les Mannesman et Renchausen, pour la mise en valeur du Maroc. On ne sentait pas qu'on en offrait même trop, et trop vite, pour les mines, les travaux publics, les chemins de fer, et qu'on se donnait l'apparence contraire à l'acte d'Algérisas, d'exclure, au profit de l'Allemagne, Anglais et Espagnols. D'autre part, du côté français, soit à Paris, soit au Maroc, les demandes de l'Allemagne ne furent pas toujours accueillies et suivies de bonne grâce. « Une coïncidence, disait lui-même un de nos agents, peut-être fortuite, en tout cas fâcheuse, voulut que l'arrivée de certain ministre au Quai d'Orsay empêchât d'aboutir certains accords économiques sur des points déterminés, qu'on croyait, à Berlin, déjà conclus [1]. »

L'impatience d'un côté, de l'autre la lenteur et les hésitations qui n'étaient, de la part des associés, point exemptes de calculs, inquiétaient et irritaient. Mauvaises dispositions, il faut en convenir, dans une union qui ne pouvait être qu'un acte de raison, à laquelle manquaient la sympathie mutuelle et la confiance. « Toute vie en commun sur le pied d'égalité, écrivait en 1912 un de nos meilleurs publicistes, suppose une adaptation réciproque, des concessions mutuelles. Quand l'adaptation est irréalisable, la rupture survient. Entre nations, les liquidations de communautés se font à coups de canon [2]. »

La rupture survint, par l'envoi menaçant d'un navire de guerre allemand à Agadir (1er juillet 1911). C'était déjà presque le coup de canon, par riposte aux coups de canif qu'on accusait la France d'avoir donnés au contrat de 1909. Parmi ces accusations, la principale fut l'expédition française à Fez (avril-mai 1910), rendue nécessaire par l'anarchie, dont l'Allemagne et la France étaient également responsables. Car c'était l'Allemagne qui par son agent au Maroc, Karl Ficke, dont les lettres ont été saisies pendant la guerre, avait poussé Moulaï Hafid à fomenter des révoltes contre notre influence. Et c'était Moulaï Hafid qui le 27 avril 1911, affolé des progrès du mal qu'il avait cru nous faire et que nous l'avions laissé se faire à lui-même, nous avait adressé un appel désespéré. L'entreprise militaire de la France avait

1. Rapport de l'attaché militaire français à Berlin, février 1911.
2. Gauvain, *Revue de Paris*, 15 mars 1912.

déterminé l'occupation espagnole de Larache et d'El-Ksar. Il semblait que l'Europe, sans l'Allemagne, s'installât au Maroc.

Le Gouvernement allemand, écrivait en juin 1911 un de nos agents, ne veut pas que le Maroc, directement ou non, devienne français. L'opinion le veut encore moins. Elle a toujours regretté la Conférence d'Algésiras et l'accord de 1909 qu'elle a considérés comme des échecs de la politique allemande. Elle voudrait une revanche.

On a commencé par prétendre que nous exagérions les dangers de la situation, pour en tirer parti. Cette thèse devient difficile à soutenir ; la presse, toujours disciplinée, se tait à peu près. On n'est pas fâché après tout de nous voir engagés dans une entreprise difficile. Mais il ne faut pas croire qu'on nous laissera nous installer à Fez et y rester sans réclamer de grosses compensations et sans chercher à nous infliger, sous une forme quelconque, une tape diplomatique, une revanche d'Algésiras.

Désir du Gouvernement d'obtenir un succès à l'extérieur, irritation générale de l'opinion contre nous, mépris habituel des Allemands pour leurs adversaires et conviction que nous ne risquerons pas une guerre avec eux, le rapprochement de ces diverses observations peut nous faire attendre quelque chose de désagréable. Quoi ? Il est impossible de le savoir. Mais je m'attends à ce que l'Allemagne fasse la grosse voix.

Et, très prudemment, notre représentant ajoutait :

Qu'il nous suffise d'avoir rétabli à Fez l'autorité du Sultan. En sortant de Fez rapidement, nous enlèverons aux Allemands leur meilleur prétexte de déclarer l'acte d'Algésiras caduc, l'accord de 1909 nul, et de réclamer leur part du gâteau[1].

A la fin de juin, l'armée du général Moinier était rappelée de Fez. Mais l'Allemagne armait au lieu de désarmer. « Le Maroc est un beau morceau, disait le Kronprinz à M. Jules Cambon. Vous nous ferez notre part et tout sera fini[2]. »

La part fut accordée, non au Maroc, mais au Congo, après de laborieuses négociations, en vertu de l'accord du 4 novembre 1911. L'Allemagne obtenait une compensation, qui fut pénible en France à l'amour-propre de la nation, et dont, encore, elle ne se montra point satisfaite. Il devenait de plus en plus évident que, malgré la satisfaction du Chancelier, « de voir pour la première fois l'Empire s'entendre

1. Lettres de l'attaché militaire à Berlin, avril-mai 1911.
2. M. Jules Cambon à M. de Selves, 5 janvier 1912.

par un traité avec sa voisine de l'Ouest », ces lendemains de querelles contenaient des germes d'irritation, parce qu'en vérité le conflit véritable demeurait latent et toujours menaçant. Moulaï Hafid acceptait le 30 mars 1912 le protectorat de la France ; mais les agents allemands restés au Maroc multipliaient encore les incidents. Le 28 juillet 1913, le général Lyautey, chargé d'organiser l'établissement français, pouvait écrire : « L'hostilité de l'Allemagne demeure la règle de sa politique au Maroc. »

Ce que l'Allemagne et son Empereur avaient cherché par la provocation d'Agadir, ce qu'ils ne renonçaient pas malgré les concessions de la France à obtenir, c'était toujours le moyen de connaître l'appui qu'étaient susceptibles de se donner, contre les exigences de sa politique arrogante, l'Angleterre, la France et la Russie.

Au mois de novembre 1910, Guillaume II avait encore une fois cru qu'il amènerait le Tsar à ses vues, qu'il le détournerait de l'Angleterre, et réussirait à l'enchaîner. Nicolas II, guidé par M. Sazonow qui avait remplacé au ministère M. Isvolsky, était venu à Potsdam où des combinaisons s'étaient reprises pour l'exécution du chemin de fer de Bagdad, cher aux financiers allemands[1]. Un Russe, ami de la France, avait laissé échapper devant un de nos ambassadeurs cet aveu : « Dans l'affaire de Potsdam, M. Sazonow a péché par imprudence et inexpérience, je ne le lui ai pas caché[2]. »

Mais, plus vite encore qu'en 1906, la Russie s'était ressaisie et dégagée du piège. Recevant le 5 janvier 1911 M. Doumer, le Tsar lui avait dit : « L'Entente est plus solide que la Triple Alliance, car, à Potsdam, l'Empereur Guillaume m'a dit : « Nous savons bien que nous ne pouvons pas compter sur l'Italie. » « L'Entente russo-allemande, disait notre ambassadeur à Pétrograd quelques jours après, ne peut pas plus porter atteinte à la Triple Entente que l'alliance franco-russe ne menace l'Allemagne. Elles n'ont point un caractère agressif[3]. » Il eût mieux valu cependant que ce nouvel accord ne se fût pas fait. Car il pouvait donner à Berlin l'illusion d'une fissure dans l'Entente et un encouragement à en pro-

1. Sur l'entrevue de Potsdam, lettres de M. Georges Louis, de Pétrograd, 5 et 15 janvier 1911.

2. Lettre de M. Barrère, de Rome (15 janvier 1911), à M. Pichon.

3. Sur l'entrevue de Potsdam, lettres de M. Georges Louis, de Pétrograd, 5 et 15 janvier 1911.

fiter. Au mois d'avril, à la demande de la France, la Russie s'efforçait de dissiper cet espoir qu'entretenait, de Pétrograd, le comte Witte, pour renverser au profit de l'Allemagne le ministère Stolypine [1].

Le principal souci de Guillaume II, c'était toujours l'Angleterre. Elle l'inquiétait par ses dispositions à constituer une armée susceptible de venir, en cas d'attaque, en aide à la France. Sans avoir pris d'engagements qu'il n'ébaucha que plus tard, le Gouvernement anglais était absolument résolu à soutenir la France jusqu'au bout dans l'affaire du Maroc. L'état-major étudiait avec soin les forces respectives des adversaires, à Berlin, à Paris ; il prévoyait chaque jour davantage que, en cas de guerre, l'Allemagne jetterait quatre-vingt-dix divisions contre les Français par la Belgique [2]. A la première menace d'Agadir, au mois de juillet 1911, le langage tenu par les ministres anglais, Lloyd George et Asquith fut tel, si ferme et si décisif, que l'Allemagne dut comprendre la froide résolution à laquelle elle risquait de se heurter.

Que l'opinion publique au delà du Rhin, surexcitée par la presse et encouragée par certains ministres comme Kiderlen-Waechter, successeur à la Wilhelmstrasse de M. de Holstein, et son élève formé aux méthodes bismarckiennes, ait pu accepter alors l'idée d'un conflit armé, qu'il y ait eu à Berlin une tendance à risquer l'aventure d'une guerre contre l'Europe pour affirmer la supériorité de la force germanique, on ne peut l'affirmer. Mais un propos curieux fut enregistré alors par notre attaché militaire : « Mon mari aime la paix, dit l'Impératrice. On dira tant sur lui qu'on finira par l'obliger à montrer qu'il a du sang dans les veines. » C'était alors que Max Harden répandait dans les cercles berlinois le propos amusant d'Edouard VII traitant son neveu de « *valeureux poltron.* »

Ce n'était certainement pas la guerre que voulait Guillaume II, bien qu'il se promît d'en être le seul et glorieux chef, remplissant consciencieusement, avec réflexion et méthode, en officier passionné pour les choses de l'armée, son devoir de commandant suprême. Il avait dit au général de Moltke, lorsque ce général déclinait d'abord l'emploi de chef d'état-major : « Vous savez bien qu'en guerre je serai

1. Lettre de l'attaché militaire à Berlin, mars-avril 1914.
2. M. Jules Cambon à M. Cruppi, 30 avril 1911.

mon propre chef d'état-major. » Mais, comme il assumait cette responsabilité formidable, il la redoutait aussi : « Il savait que dans une prochaine guerre, l'Allemagne mettrait comme enjeu l'extraordinaire développement qu'elle avait dû à ses victoires. Il ne désirait pas tenir les cartes de cette partie. » Ce qu'il eût souhaité, c'était, comme Bismarck après 1871, faire reculer ses adversaires en évitant le duel.

Or, il ne l'évita qu'en reculant lui-même une fois de plus, après s'être tant avancé. Mais il ne put, à cette heure et après cet échec, dissimuler sa colère contre l'obstacle auquel il se heurtait, chaque fois un peu plus fort depuis 1904. « Eh bien ! ça y est, dit-il le 5 novembre 1911 à un Français, l'accord est conclu. J'espère qu'il sera interprété dans les deux pays dans l'esprit que j'ai indiqué. Nous sommes les deux seuls peuples militaires. A nous deux nous ferions tout ce que nous voudrions dans le monde. » Une telle phrase dans la bouche d'un tel homme ! « *Faire toutes ses volontés dans le monde* ! »

Et parlant alors d'une manière décousue, avec un abandon où il y avait de la nervosité, il ajoutait : « Vous avez vu dans les journaux les manifestations d'amitié pour l'Allemagne qu'on lit en Angleterre. Maintenant que les Anglais nous savent d'accord, ils se retrouvent nos amis. Je ne m'y laisserai pas prendre, ni mon peuple non plus. Les Anglais ont fait tout ce qu'ils ont pu *pour avoir une bonne guerre*. Ç'a toujours été leur politique de faire battre les peuples du continent. Il faut *que le continent s'unisse contre l'Angleterre* [1]. »

Incapable plus que son Empereur de reconnaître sa faute, et imputant cette faute à ceux qui prétendaient limiter l'excès et l'abus de sa puissance, le peuple allemand allait avec son Empereur s'engager dans la voie au bout de laquelle il n'y avait plus que sang et ruine. Les pangermanistes, le parti militaire, moins écoutés jusque-là que les gens d'affaires et moins nombreux, donnèrent le ton et la direction, dès la fin de 1911. On parla d'une augmentation de la flotte chère à l'amiral Tirpitz. Puis on réfléchit que ce serait à Paris qu'on dicterait la paix à l'Angleterre, et qu'il valait mieux augmenter, par l'appel des hommes valides non utilisés, les forces d'attaque sur terre. « Nous avons les hommes, nous avons l'argent. Ayons la volonté », disait le général Keim, ancien président de la *Flottenverein*, le 25 décembre 1911, lorsqu'il

1. Lettres de l'attaché militaire de France à Berlin, novembre 1911.

ouvrit la première séance du *Wehrverein*. L'Allemagne appelait, avec ces sociétés qui en 1912 comptaient 500 000 membres, le peuple à la défense : ce fut à ce moment que M. Jules Cambon écrivit de Berlin :

Le crédit de l'Empereur pour la paix semble épuisé au regard de la nation allemande, et les officiers vont répétant partout que l'Allemagne doit consacrer toutes ses ressources à développer d'une façon écrasante ses forces de terre [1].

Au printemps de 1912, la diplomatie impériale fit un dernier effort (et ce n'est pas la preuve la moins caractéristique de ses desseins douteux) pour rompre l'union des puissances qu'elle se préparait à affronter. Le Chancelier Bethmann-Hollweg a raconté, en les dénaturant, les négociations poursuivies, en février 1912, à Berlin et à Londres, avec lord Haldane, autorisé par le Cabinet libéral Asquith-Grey. Il se garda bien de dire que le voyage de lord Haldane fut provoqué en janvier 1912 par un message impérial parvenu à Londres par des voies détournées. Guillaume II sollicitait l'entretien. Soucieux de la paix, le Cabinet anglais répondit par le choix de lord Haldane qu'on savait bien vu en Allemagne et bien disposé pour elle. L'envoyé arriva à Berlin le 8 février 1912 et y resta deux jours. « Il m'assura du désir d'entente sincère du Cabinet anglais », dit Bethmann-Hollweg, sans ajouter « qu'il proposa de lui-même, tout de suite et par ordre du maître, une formule d'entente spécifiant l'obligation pour les deux nations « de n'entrer dans aucune combinaison l'une contre l'autre [2] ». « Je n'aime pas cette façon de présenter les choses, répliqua lord Haldane qui avait compris et précisa : « Supposez que l'Allemagne doive fondre sur la France et commencer son démembrement. Dans ce cas, sûrement l'Angleterre ne pourrait demeurer passive. Que pensez-vous d'une mesure contre toute agression injustifiée? » L'honnêteté anglaise avait, en quelques mots, arrêté l'initiative sournoise prise à Berlin pour substituer à la com-

1. M. Jules Cambon à M. Poincaré, 5 avril 1912. « Contre le nouvel esprit de la France, il nous faut, lisait-on dans les *Berliner Neueste Nachrichten* à nous Allemands, notre vieil esprit, celui de l'époque de Guillaume Ier, de glorieuse mémoire. Et c'est pour cela qu'il nous faut entre autres, de nouveaux hommes » (Nippold, *Le Chauvinisme allemand*, p. 36).

2. Les deux versions sont, d'une part, le discours prononcé par Bethmann-Hollweg au Reichstag le 28 août 1915, et le récit fait par lord Haldane au *Manchester Guardian* (*Etudes de la guerre*, fasc. 5, p. 390).

binaison anglo-française une entente anglo-allemande. « Je réfléchirai », répondit seulement le Chancelier. Ses réflexions ont été longues. Il n'a plus jamais rien dit de ce début d'entretien.

Il a parlé en revanche des propos qui eurent pour objet les deux flottes et leur limitation. Voici son récit : « Notre budget naval causait à lord Haldane de l'inquiétude. Je lui demandai si un accord anglo-allemand, qui rendrait la guerre impossible, ne vaudrait pas mieux qu'un ou deux dreadnoughts? » Ce qui est certain, c'est que ce jour-là et le lendemain à un déjeuner chez l'Empereur, auquel assistait l'amiral von Tirpitz, les Allemands se dérobèrent à tout arrangement relatif aux constructions navales, et tâchèrent d'obtenir la neutralité de l'Angleterre. « L'Empereur voulait l'entente avec nous, a dit lord Haldane, mais il voulait de nouveaux bateaux. »

« La négociation se poursuivit à Londres, a dit Bethmann-Hollweg. » Et ce n'est pas encore la vérité absolue. Avant de quitter Berlin, lord Haldane avait mis sur pied un projet qui paraissait répondre aux intentions de l'Allemagne : « une promesse réciproque de neutralité bienveillante, au cas où l'une des parties contractantes serait engagée dans une guerre où elle n'aurait pas été l'agresseur ». En se réservant de prouver qu'elle avait été attaquée, l'Allemagne pouvait, comme elle l'avait désiré, escompter la neutralité anglaise. Lord Haldane, devinant le calcul, fit ajouter « que cette neutralité ne pourrait, en tout cas, faire exception aux accords qu'avait précédemment souscrits l'Angleterre avec la France ou la Russie ».

Bethmann-Hollweg est parfaitement justifié à dire, comme il l'a fait, que cette précaution même parut au Cabinet anglais insuffisante. Quand le projet fut apporté à Londres, sir Ed. Grey le révisa. Il promit de n'entreprendre jamais contre l'Allemagne d'attaque, *non provoquée*. Mais il refusa, au cas où on imposerait la guerre aux Allemands, toute promesse de neutralité, qui mettrait en danger l'amitié existant entre l'Angleterre et d'autres puissances. Or, il ne suffisait pas, ainsi que lord Asquith le dit le 20 octobre 1912, à Cardiff, à Guillaume II, que l'Angleterre n'eût aucune intention agressive contre l'Empire.

Ce que l'Empereur avait demandé à Londres, c'était une neutralité sans conditions, l'Allemagne étant toujours libre de se dire, comme elle l'a fait en 1914, victime d'une

agression des Russes ou des Français. Sa manœuvre étant découverte, il mit fin à la négociation[1].

Mais aussitôt, il la reprit avec la France. Un agent secret de la Wilhelmstrasse, sujet allemand, directeur d'entreprises coloniales au Cameroun, lié avec les milieux financiers de France et avec certain propriétaire de journaux à fort tirage, « un de ces types d'agents du XVIIIe siècle dont la mission était de mettre à jour les dessous de la politique de cabinet », essaya au mois de mars 1912, d'accord avec M. de Schœn et le prince de Radolin, d'éloigner la France de l'alliance anglaise.

Avec l'aide de quelques hommes politiques, et non des moindres, hostiles à cette alliance, favorables à un rapprochement franco-allemand, cet agent officieux se fit fort d'engager une négociation avec le Gouvernement français qui eût procuré « une large autonomie à l'Alsace-Lorraine ». Il ne fut pas entendu à Paris. Il se retourna du côté de notre ambassadeur à Berlin en avril 1912. « L'accord anglo-allemand avec lord Haldane a échoué, disait-il. Les hommes prévoyants doivent tout faire pour calmer les esprits. Si un certain apaisement ne se produit pas, on marche à la guerre. Chaque jour la défiance du peuple allemand augmente. Il accumule au fond de lui-même les griefs après une longue série de mécontentements et de déceptions. Il est convaincu que la France, liée avec l'Angleterre par une alliance offensive, veut l'attaquer. Les correspondants de journaux allemands à Paris font, à ce point de vue, une besogne détestable. *Ne croyez pas que le coup d'Agadir ait été un bluff. C'était une provocation. M. de Kiderlen recommencera.* »

Notre ambassadeur écouta sans rien dire et informa le ministre. La réponse du ministre fut conforme au langage que depuis quarante ans ses prédécesseurs avaient opposé aux séductions intéressées de M. de Bismarck ou de Guillaume II.

Le seul point qui, en tout ceci, soit intéressant, c'est celui qui a trait à l'attitude du Gouvernement allemand. Il semble poursuivre avec une obstination inlassable un rapprochement que seule une réparation complète du passé rendrait possible. A écouter des propositions comme celles-là, nous nous brouillerions avec l'Angleterre et avec la Russie. Nous perdrions tout le bénéfice de la politique que la France suit depuis de longues années. Nous n'obtien-

1. Documents précédemment cités.

drions pour l'Alsace que des satisfactions illusoires et nous nous retrouverions le lendemain isolés, diminués, disqualifiés.

L'invite germanique avait échoué à Paris, comme à Londres. Un propos singulièrement instructif, tenu par M. de Tschirsky dans les milieux viennois, établit la responsabilité certaine du Gouvernement allemand dans cette double manœuvre. M. de Tschirsky, nommé récemment à Vienne, après avoir été longtemps le confident de l'Empereur, savait, le 22 février 1912, la démarche qui, pendant deux mois, fut tentée de Berlin à Paris. « Après l'Angleterre ce sera le tour de la France ; on va essayer de mettre les relations franco-allemandes sur un pied raisonnable. L'Empereur a eu la pensée de tâter le terrain par l'intermédiaire de quelques personnages politiques français, comme il avait fait avec lord Haldane. Mais cela paraît bien difficile[1]. »

Toutes ces intrigues parurent à bon droit d'autant plus suspectes, malgré leurs apparences pacifiques, que, au printemps de 1912, des rumeurs de guerre et d'armements s'accentuèrent au delà du Rhin. L'Angleterre apprenait et faisait savoir en France que les rectifications au plan de mobilisation allemand, distribuées en général au mois d'avril, chaque année, avaient été distribuées dès janvier[2]. L'état-major russe savait le 10 mars que le Gouvernement allemand donnait des avis de préparation à la Croix-Rouge, faisait le recensement des produits pharmaceutiques disponibles[3]. Plusieurs fois en février, le chargé d'affaires allemand, le baron de Lancken, le triste gouverneur de la Belgique en 1914 à l'heure de l'assassinat de miss Cawell, apportait de prétendus griefs au ministère français, se plaignant qu'on boycottât les produits allemands en France, qu'il y eût une véritable tension des esprits et de la presse contre l'Empire[4]. Enfin, les financiers informaient le Gouvernement français que, de Berlin, on invitait les maisons de banque allemandes à resserrer leur crédit. Les propos que tenait à Vienne l'Empereur François-Joseph n'étaient pas moins inquiétants. « Je ne doute pas, disait-il, des sentiments

1. M. Crozier, de Vienne, à M. Poincaré, 22 février 1912.

2. « Mon collègue d'Angleterre a appris de bonne source », écrit l'attaché militaire de France à Berlin, 9 février 1912.

3. Communication de l'état-major russe, 9 février 1912.

4. Notes allemandes communiquées aux ambassades de Pétrograd et Londres, 9 février et 29 février 1912.

pacifiques de la France, et je suis résolu à faire tous mes efforts pour maintenir la paix. J'espère au fond qu'elle sera maintenue. Mais j'estime qu'elle est devenue beaucoup plus précaire depuis quelque huit mois [1]. »

Comme toujours, on avait à se demander si ces mouvements d'opinion, de presse et de mauvaise humeur enfin n'étaient pas dirigés par l'Empereur et ses ministres pour faire accepter, en avril 1912, au public allemand, les dépenses nouvelles d'armement qu'on demandait au Reichstag, au lendemain du vote de renouvellement, qui venait d'avoir lieu en 1911, du quinquennat militaire. Étaient-ce manœuvres intérieures, ou menaces pour le dehors? Dans l'incertitude, l'Angleterre, la France et la Russie prirent leurs précautions ; les Gouvernements anglais et français se décidèrent par un échange de lettres des 22 et 23 novembre 1912, à fixer la coopération de leurs états-majors en vue d'une agression [2]. La Russie et la France ajoutaient, le 18 juillet de la même année, à leur convention militaire défensive du 17 août 1892, une convention navale [3].

Ces mesures évidemment répondaient aux craintes qu'exprimait entre temps un de nos ambassadeurs les plus clairvoyants, après avoir causé, le 27 septembre 1912, avec M. de Bethmann-Hollweg :

Si cet état d'opinion ne change pas en France et en Allemagne, si aucun incident ne *se produit en Orient de nature à occuper les esprits*, il y a trop d'électricité dans l'atmosphère pour qu'il n'y ait pas quelque jour un éclat. Je ne crois pas que la France serait d'humeur à le supporter cette fois, et je crois qu'il y a lieu de réfléchir [4].

Les incidents en Orient, précisément, se produisirent et, loin de dissiper la menace du conflit qui s'annonçait depuis Agadir, c'était par eux qu'allait se déterminer, deux ans plus tard, dans l'atmosphère orageuse de l'Europe, l'éclat déjà redouté par nos diplomates.

Après la question de Macédoine qui n'était pas réglée, depuis 1908 la question albanaise entretenait dans l'Empire ottoman un réel état de désordre et d'anarchie que les mesures

1. M. Crozier à M. Poincaré, de Vienne, 25 avril 1912.
2. Ces lettres ont été communiquées en août 1914 par le Gouvernement anglais au Parlement.
3. *Livre jaune, l'Alliance franco-russe*, p. 136.
4. M. Jules Cambon à M. Poincaré, 28 septembre 1912.

de rigueur prises d'abord en 1910 par les Turcs ne parvinrent pas à corriger. L'Autriche-Hongrie, toujours préoccupée du profit que les litiges des Balkans pouvaient lui procurer, en Albanie où elle avait des clients, comme en Macédoine où elle avait des rivaux, se gardait bien d'apaiser les conflits. Rien ne prouve même que M. d'Aehrenthal, imitant la politique de l'Allemagne au Maroc, ne les entretînt pas. Mais cette pêche en eau trouble devait bientôt attirer d'autres pêcheurs.

L'anarchie ottomane encouragea l'Italie à se saisir, le 27 septembre, de la Tripolitaine où, contrairement à ses espérances, elle s'enlisa [1]. L'expédition des Italiens en Tripolitaine fut longue et coûteuse. Les Ottomans retrouvèrent, comme toujours, dans leurs qualités militaires, dans la conscience révoltée de l'Islam, des ressources de défense qu'Enver Pacha, tout jeune officier, formé par l'état-major allemand et peut-être appuyé de ses conseils, réussit assez vite à organiser.

Un entretien, qu'eut à cette époque, dans l'intimité, un officier général français avec Guillaume II, découvrit l'irritation que ressentaient alors les milieux allemands et autrichiens contre l'Italie et ses ambitions coloniales :

Peut-on agir comme ont fait les Italiens? Naturellement les Anglais l'ont su. Mais, mon ambassadeur était aux champs et, je crois bien, toute l'ambassade aussi.

Vous voyez où ils en sont à Tripoli. Les Turcs ont repris les sources de Bou Melin. Le choléra est dans la ville. J'ai lu dans un télégramme qu'on envoyait d'Italie quarante-cinq pièces d'artillerie sans personnel. C'est que les canonniers italiens se sont laissé prendre leurs canons.

Comment le Gouvernement italien sortira-t-il de cette impasse? A quel résultat utile peut-il arriver? Mettons qu'il envoie cent mille hommes. Comment les nourrir, les ravitailler, dans un pays désert? Et dire que les Italiens ont refusé la Tripolitaine quand ils pouvaient l'avoir en reconnaissant la souveraineté nominale du Sultan ! Il est impossible de prévoir l'issue de cette guerre.

Depuis vingt-trois ans, je travaille à rapprocher le monde musulman de l'Europe. C'est un effort à recommencer, et à cause des Italiens. Ils ont soulevé toute l'Europe avec leurs atrocités. Il est inouï de vouloir traiter en rebelles ces *braves gens qui ne*

1. Le traité secret du 30 juin 1902, publié par Pribram, contient une déclaration du Gouvernement autrichien que « n'ayant pas d'intérêt spécial à sauvegarder dans la Tripolitaine et la Cyrénaïque, il est décidé à ne rien entreprendre de ce qui pourrait contrecarrer l'action de l'Italie » (p. 97).

font que leur devoir en défendant leur pays. La guerre a des nécessités. Mais il y a des choses qu'on ne fait pas.

(En Belgique, notamment.)

... Les Italiens se sont engagés à garantir l'intégrité de l'Empire ottoman. Il ne faut pas oublier qu'ils ont signé le traité de Berlin. On pourrait bien leur appliquer le mot de Mme Douznovo, femme d'un ancien ministre russe, à propos d'un général qui avait trempé dans un pogrom : *Quand on fait des saletés, il faut que cela réussisse* !

Il se montait :

Des colonies aux Italiens ! Est-ce qu'ils ne feraient pas mieux de coloniser chez eux ! [1]

Tout commentaire atténuerait la portée de cette diatribe contre l'Italie, faite de griefs que l'Europe a eu lieu, depuis 1914, de relever contre les Empires centraux et leurs maîtres. Le seul mot qui vaille d'être souligné, c'est cette phrase qu'on entendra encore de la bouche impériale après l'attentat de Serajevo : « Tout l'effort est à recommencer. »

La guerre de l'Italie aux Turcs, la politique ambitieuse de l'Autriche dans les Balkans risquaient de détruire, à la fin de 1911, les combinaisons sur lesquelles reposait dans l'Europe centrale, de Hambourg à Trieste et de Berlin à Constantinople, la force de l'Empire allemand. Un moment on put craindre même que le conflit n'éclatât entre l'Italie et l'Autriche.

Le parti militaire autrichien, dirigé par le chef d'état-major Conrad de Hotzendorff, officier de grande valeur, poussait depuis longtemps à une guerre préventive contre l'Italie et à une rupture de la Triple Alliance que d'Aehrenthal avait dû déjà en 1907 empêcher [2]. De nouveau il réclamait en octobre 1911 des mesures de défense en Tyrol, en Frioul, qui ressemblaient fort à des préparatifs d'agression. Il parlait aussi d'occuper Vallona, après entente avec l'Europe. On sentait décidément un furieux désir dans les milieux politiques et militaires de Vienne de chercher les occasions d'imprimer à la monarchie une action extérieure plus glorieuse.

1. Lettre de l'attaché militaire de France à Berlin, 5 novembre 1911.

2. Pribram, dans son livre récent sur les *Traités secrets de l'Autriche*, a publié toutes les lettres échangées alors entre M. d'Aehrenthal et le général de Hotzendorf : « Action énergique contre l'Italie. — Non », répond le Chancelier approuvé par l'Empereur. Octobre 1911 (p. 281-282).

Mais le baron d'Aehrenthal entendait ne la poursuivre que dans les Balkans. Il ne voulait pas qu'on la détournât contre les Italiens. Malgré l'appui que le chef d'état-major avait auprès de l'archiduc héritier, mal disposé pour les Italiens, il l'obligea à démissionner au mois de décembre 1911 [1]. L'incident s'arrangea par le renouvellement des promesses que l'Italie et l'Autriche avaient échangées secrètement le 19 décembre 1909, de ne rien modifier ou laisser modifier au *statu quo* territorial des Balkans que d'un commun et parfait accord [2]. C'était l'Albanie qui dans cette entente était visée avec le Sandjak de Novi-Bazar. Ainsi, d'Aehrenthal n'en demeurait pas moins responsable de cette crise orientale, dangereuse pour les Turcs, pour l'Allemagne, pour l'Europe.

A Berlin, bien qu'on eût le désir et l'espoir de renouveler à une date prochaine une fois de plus la Triple Alliance maintenue par le premier ministre autrichien avec l'Italie depuis cinq ans, ses procédés déplaisaient. Le confident de l'Empereur, de Tschirsky, profitait, pour l'ébranler et le discréditer à Vienne, des rancunes que la disgrâce de Hotzendorff avaient soulevées contre lui. « Il menait contre le ministre une campagne acharnée, s'exprimant dans de tels termes sur son compte auprès de l'archiduc héritier, que celui-ci, bien que très hostile à M. d'Aehrenthal, en a été vivement choqué [3]. » Le Gouvernement de Berlin avait évidemment à se venger de l'homme dont la politique ambitieuse avait engagé l'Autriche et la Triple Alliance dans le guêpier des Balkans. Il en fut délivré, au mois de février 1912, par une maladie qui l'atteignit au moment même où il offrait à l'Empereur sa démission, et l'emporta assez rapidement [4].

L'Allemagne alors recommanda le comte Berchtold, qui fut nommé par la faveur de l'archiduc François-Ferdinand. Elle avait fait écarter le comte Burian, ministre des Finances et de Bosnie, héritier et élève de M. de Kallay. Le nouveau chancelier était le type du grand seigneur, fonctionnaire autrichien habile, mais dépourvu d'autorité et de caractère. Dans la voie où depuis 1909 la monarchie était engagée, il aurait, au contraire, fallu à la Ballplatz une volonté pour faire frein.

1. Dépêche du chargé d'affaires de France à Rome, février 1913.
2. Le texte dans Pribram, p. 99 et 100.
3. M. de Saint-Aulaire, de Vienne, à M. de Selves, janvier 1912.
4. Son état était désespéré le 23 janvier. Il mourut le 17 février 1912 (M. Crozier à M. Poincaré).

Je ne voudrais employer aucune expression qui dépassât ma pensée, écrit notre ambassadeur, je dirai que c'est une nature un peu féminine. En cas de crise, il saura louvoyer assez habilement. Mais il ne donnera pas le vigoureux coup de barre qui pourrait être nécessaire pour éviter une catastrophe [1].

Or, la crise qui devait amener cette catastrophe était ouverte. Malgré ses déclarations pacifiques, le comte Berchtold qui la voyait se développer par la poussée italienne contre la Turquie et par certaines intrigues du cabinet romain en Macédoine, disait aux Délégations en septembre 1912 : « La tension politique qui règne dans les Balkans nous oblige cependant — nos intérêts étant en jeu — à nous tenir prêts sur terre et sur mer. » A aucun prix, le comte Berchtold ne voulait abandonner ce qu'avec son prédécesseur il appelait les intérêts de la monarchie, la participation la plus large, et presque exclusive, de l'Autriche aux affaires balkaniques.

L'Autriche, disait avec clairvoyance notre Consul général à Pesth, pense au partage de la Turquie. L'occasion lui paraît bonne pour une nouvelle étape qui serait l'Albanie, et de cette façon, par Monastir, la route de Salonique. C'est l'œuvre à Vienne de certains militaires austro-hongrois. Nul doute qu'on ait accordé au roi Ferdinand de Bulgarie des promesses pour la Macédoine. On comble la Roumanie d'amabilités, en lui faisant espérer le quadrilatère bulgare [2].

Il importe de noter ces prévisions, antérieures de deux mois à la prise d'armes générale des nations balkaniques. Tous nos agents en Orient les formulaient à cette époque, notre représentant à Sofia, comme celui de Budapest :

Un accroissement d'audace, un renouveau d'activité chez les agents hongrois, voilà la conséquence qu'on peut craindre de la mort du comte d'Aehrenthal, et de l'arrivée au pouvoir du comte Berchtold. Défendra-t-il aux officiers du corps d'occupation en Bosnie, aux agents austro-hongrois à Belgrade de continuer leurs manœuvres policières et de conserver leur attitude insolente et provocatrice avec les Serbes, aux consuls et missionnaires d'Albanie et de Macédoine de poursuivre leurs dangereuses intrigues contre les Turcs [3] ?

1. M. Crozier à M. Poincaré, 13 février 1912.
2. M. de Fontenay à M. Poincaré, 22 février et 27 juillet 1912.
3. M. Dard, de Sofia, à M. Poincaré, 24 février 1912.

Ces informations, l'insistance du Gouvernement autrichien pendant toute l'année 1912 à réclamer de nouveaux et considérables crédits d'armements, les démarches qu'il fit dès cette époque auprès des financiers français pour une entente d'affaires et d'argent, finirent par émouvoir le ministère français qui interrogea ses conseillers militaires. Il leur adressa un questionnaire :

1° Si l'Autriche se résolvait à intervenir par les armes dans une crise balkanique, quel serait raisonnablement son objectif stratégique ?

2° L'armée austro-hongroise se contenterait-elle d'occuper le Sandjak de Novi-Bazar? Marcherait-elle plutôt sur Uskub en violant la territoire serbe? Tenterait-elle une action en Albanie par le littoral de l'Adriatique?

3° Quelles précautions l'état-major austro-hongrois croirait-il devoir prendre sur les frontières de Russie?

Il n'y a pas lieu d'ailleurs d'examiner ici l'hypothèse où l'entrée des troupes austro-hongroises en Serbie serait immédiatement considérée par le Gouvernement russe comme un *casus belli* avec l'Autriche. On peut en effet supposer que pour des motifs supérieurs, le Cabinet de Saint-Pétersbourg ne prendrait pas la décision immédiate d'un recours aux armes pour sauvegarder les intérêts traditionnels du slavisme dans la péninsule balkanique?

4° Quelles précautions l'état-major autrichien prendrait-il sur les frontières de l'Italie?

5° Quel concours militaire le Cabinet de Vienne est-il fondé à espérer de la Roumanie?

J'attache le plus grand prix, concluait le ministre, à recevoir votre réponse dans le plus bref délai [1].

Ce questionnaire, et la réponse qui y fut faite présentent cet intérêt capital pour l'histoire de la politique française, en dehors du duel prévu entre les Serbes et l'Autriche, que dans les milieux politiques et militaires à Paris, on excluait l'hypothèse d'une décision immédiate de la Russie *recourant aux armes* pour sauvegarder *les intérêts traditionnels du slavisme dans la péninsule des Balkans*. Si l'on s'attendait à Paris que l'Autriche occuperait forcément la Serbie, que la Serbie résisterait, et si on la jugeait capable d'une belle résistance, on s'accordait à dire que cette résolution serait bien courageuse, sans l'appui matériel de la Russie. On n'escomptait donc pas cet appui, au contraire. Il nous semble que ces prévisions, conservées dans le secret des cabinets

1. *Document Inédit.* — 22 août 1912.

depuis 1912, rapprochées des événements de 1914, écartent souverainement, sans contestation possible, l'accusation tant de fois formulée par les hommes d'État allemands d'un complot formé depuis longtemps entre la Russie, la France et les nations balkaniques contre l'Autriche dans la péninsule.

Jamais on n'apportera assez de preuves que la responsabilité des crises balkaniques depuis 1908, dont la grande guerre fut la conséquence, a incombé aux politiques et aux militaires de la monarchie danubienne. Celles que nous donnons ici tirent leur valeur de ce que les documents sont antérieurs à la prise d'armes de la Bulgarie, de la Serbie, et du Montenegro contre la Turquie, qui n'eut lieu qu'en octobre 1912.

Sur cette prise d'armes, qui avait été préparée pendant toute l'année 1912 par les négociations du roi Ferdinand avec les Serbes (traité du 29 février 1912 — convention militaire du 19 juin), avec la Grèce (29 mai 1912), avec le Montenegro (accord verbal, juin 1912), on ne connaît pas encore toute la vérité, on ne la connaît que par le récit donné par le ministre du roi Ferdinand, M. Guéchoff, dans son livre sur l'*Alliance balkanique* [1].

Il faut attendre, pour se prononcer, de connaître à cette époque le véritable rôle qu'a joué Ferdinand de Bulgarie. Ce souverain a justifié, depuis, tant de soupçons ! Comment, au mois de juin 1912, fut-il reçu avec éclat, lui et sa famille, par François-Joseph? Comment le vieil Empereur faisait-il fête au roi de Montenegro? Enfin, des Bulgares bien informés, tel Guéchoff, ont affirmé que, dès le début, Ferdinand ne fit pas mystère à l'Autriche de ses alliances et que le prince héritier, au retour de Vienne, aurait communiqué l'avis à Sofia d'un traité secret conclu alors entre la Bulgarie et l'Autriche. On est en droit de soupçonner qu'à Vienne et à Sofia on escomptait peut-être une défaite de la Serbie pour régler en commun, sans elle et contre elle, le partage des Balkans.

En tout cas, l'affirmation produite par les Allemands encore en 1919 « que la France et l'Angleterre ont connu dans le détail tous les accords, si lourds de conséquence, qui avaient pour objet les agissements des États balkaniques contre la Turquie », est fausse. Il n'est pas de moyen plus certain de la démentir que de publier, une fois encore après

1. Paris, Hachette, 1915.

M. Poincaré, la note qu'alors président du Conseil il a rédigée sur ses entretiens de Pétrograd avec son collègue M. Sazonow, au mois d'août 1912, relatifs à l'alliance balkanique. M. Poincaré avait fait le voyage de Russie, parce qu'il ressentait le besoin d'entrer en contact direct avec le Tsar et son cabinet. Les ambassadeurs des deux puissances alliées, à Paris M. Iswolsky, à Pétrograd M. Louis, ne semblaient plus constituer, pour des motifs différents, des traits d'union assez solides, des confidents assez renseignés et écoutés de l'alliance essentielle à leur sûreté. Il se promettait aussi d'éclaircir cette question de la Ligue balkanique que la presse signalait de temps à autre comme inspirée par la Russie et dont la Russie ne parlait qu'en termes vagues.

« Je demande à M. Sazonow des éclaircissements sur les conventions serbo-bulgare et gréco-bulgare. Je ne lui cache pas que je ne m'explique pas pourquoi ces actes n'ont pas été communiqués à la France par la Russie. Iswolsky m'a dit ne les pas connaître, mais il m'a donné l'assurance qu'ils avaient pour objet le maintien du *statu quo*. Or il paraît bien invraisemblable qu'on ait mis tant de temps à rédiger des conventions destinées simplement à garantir le *statu quo*. Il est probable que la partie la plus importante de ces accords contient en réalité un partage éventuel. M. Sazonow en convient. Il ne connaît pas encore le texte de la convention gréco-bulgare qui, du reste, ne détermine pas quant à elle une ligne frontière, mais il me communiquera le texte de la convention serbo-bulgare et la carte annexée...[1] ».

« Revu M. Sazonow. Il a en mains le texte de la convention serbo-bulgare en russe. Il me la lit en la traduisant. Il n'y est parlé de *statu quo* que pour le cas où il serait troublé. La Bulgarie et la Serbie s'engagent réciproquement à tâcher de concerter leur mobilisation. Si l'une croit devoir mobiliser, elle prévient l'autre; si l'autre refuse de l'imiter, on a recours à l'arbitrage de la Russie. Cet arbitrage apparaît d'ailleurs à chaque ligne de la convention. Une partie de la frontière, près du lac d'Ochrida n'est pas encore définitivement fixée. C'est la Russie qui sera chargée de la déterminer le moment venu....

« Je fais remarquer à M. Sazonow que cette convention ne répond aucunement à la définition qui m'en avait été donnée, qu'elle est à vrai dire une convention de guerre et que non

1. *Revue de la semaine*, n° 8, p. 390-391.

seulement elle réserve des arrière-pensées chez les Serbes et les Bulgares, mais qu'il est à craindre que leurs espérances ne paraissent encouragées par la Russie et que ce partage éventuel ne soit un appât pour leurs convoitises. Il reconnaît que le ministre de Russie à Sofia, en transmettant cette convention à Pétersbourg l'a lui-même qualifiée de convention de guerre ; mais comme la Serbie et la Bulgarie se sont engagées à ne pas déclarer la guerre et même à ne pas mobiliser sans l'approbation de la Russie, celle-ci peut exercer un droit de veto qui assurera le maintien de la paix. Elle n'y manquera pas. »

Il est donc certain qu'avant le mois d'août 1912, la France ignorait tout des conventions signées depuis plusieurs mois entre les nations des Balkans, qu'à cette date encore la Russie elle-même ne connaissait pas les engagements pris par la Grèce avec la Bulgarie et les Serbes, et qu'aux instantes démarches faites de nouveau par l'Angleterre et la France pour en pénétrer le mystère et la portée, M. Sazonow pouvait encore au mois d'octobre déclarer à Londres son ignorance des intentions agressives des coalisés contre la Turquie [1].

Où donc trouver la preuve dans ces textes du grand complot soi-disant monté par la Russie avec la France et l'Angleterre pour complices et les nations balkaniques pour auxiliaires? Il semble bien plutôt qu'a dû se former, dans les Balkans et à Sofia après 1911, une entreprise où le Gouvernement du Tsar, satisfait de cette perspective de rapprochement entre les races slaves unies contre l'Autriche envahissante, se laissait entraîner sans être assez renseignée. Cette entreprise était destinée peut-être à perdre la Serbie plus qu'à la servir. Ce qui le ferait croire, c'était l'opinion qu'on avait à Vienne, où l'on s'était réjoui du renvoi d'Iswolsky, de M. Sazonow, « diplomate fort médiocre qui étant laborieux et instruit, se croyait supérieur [2] ».

Le 30 septembre, les États des Balkans décrétaient en commun leur mobilisation sans demander l'avis, ni même respecter le droit de veto promis à la Russie.

Il n'est pas douteux que les victoires éclatantes et rapides

1. Instructions de M. Sazonow au comte Benckendorff, 31 octobre 1912 (*Remarques de la Délégation allemande*, p. 76). — Dès le 15 octobre, M. Poincaré avait chargé M. Cambon d'informer l'Angleterre de ses entretiens de Pétrograd par une dépêche dont il a publié entièrement le texte (*Revue de la Semaine*, 1921, n° 8, p. 392-394.

2. M. de Saint-Aulaire à M. Poincaré, de Vienne, 12 mai 1912.

de Koumanovo (22 octobre 1912), de Monastir (19 novembre), qui permirent aux Serbes d'atteindre l'Adriatique par l'Albanie et de soutenir devant Andrinople l'armée bulgare, furent une immense déception pour l'Autriche. C'était l'écroulement d'une politique qui, après avoir depuis quatre ans accumulé dans les Balkans les causes de querelle, risquait de sombrer dans ce conflit décisif pour l'avenir de la Turquie et les ambitions autrichiennes. « Jamais, disait un diplomate à Vienne, je n'ai vu des gens si acharnés à travailler contre leurs intérêts. » Rappelons-nous le mot d'un Autrichien : « Nous sommes dans le guêpier. Il faut marcher. »

Pendant que la France surtout, et l'Angleterre faisaient tous leurs efforts à la fin de 1912 pour prévenir une conflagration générale[1], l'Autriche marcha. Elle arma fébrilement. Les Délégations, jusque-là rétives aux crédits d'armements, accordèrent au ministère les ressources extraordinaires qu'il demanda en octobre. Tous les corps d'armée de Bosnie et d'Herzégovine furent mobilisés, et plus de 100 000 hommes mis sur pied à Serajevo, à Metkovic, à Gravosa d'abord, puis dans la vallée du Danube, en face de Belgrade. L'armée autrichienne se concentrait[2]. Le général de Hotzendorff fut rappelé en janvier 1913 à la direction de l'état-major. Il revenait d'une mission qu'on lui avait confiée pour s'assurer à Bucarest le concours militaire de la Roumanie. Le 4 janvier 1913, un grand conseil impérial tenu à Schœnbrunn fit croire à la guerre immédiate, au moment surtout où l'on apprenait l'ordre donné par l'état-major russe de ne pas renvoyer la classe libérable.

Voici ce qu'écrivait, le 18 décembre 1912, le Consul de France à Trieste :

L'arrêt des alliés balkaniques, la résistance d'Andrinople ont permis à l'Autriche de se ressaisir ; elle a pu faire sa mobilisation et trouver l'argent nécessaire. La réserve de la Russie, qu'elle ne croit ni prête ni disposée à engager une action militaire, l'idée qu'elle se fait que la France usera de toute son influence pour empêcher une guerre qui pourrait amener à une conflagration européenne, l'attitude de l'Angleterre sur laquelle elle compte, à tort ou à raison, pour favoriser ses prétentions, l'épuisement des Etats balkaniques, tout cela a dû contribuer à la rendre plus exigeante.

1. Les preuves en ont été abondamment données dans un article de M. Poincaré (*Revue de la Semaine*, n° 9, 1921).
2. Dépêche de Gabriel Bertrand, de Serajevo, 27 janvier 1913.

Si l'on en juge par les changements qui viennent de se produire dans le ministère de la Guerre, on sent que l'élément belliqueux est redevenu en faveur à la cour et, par l'influence de l'archiduc héritier, y devient maître de la situation. La monarchie austro-hongroise veut-elle réellement faire la guerre, ou ne veut-elle qu'impressionner les Etats balkaniques?

Le partage de la Turquie ne pouvait pas s'accomplir sans elle, en dehors d'elle, au profit des Serbes dont elle avait peut-être escompté la défaite. Précisément, en cette fin d'année, elle se décidait à y convier l'Italie. Bien que l'Italie eût, à Lausanne, le 18 octobre 1912, obtenu de la Turquie l'abandon de la Tripolitaine, elle rêvait d'une action plus glorieuse et plus large dans la Méditerranée orientale, dans l'Adriatique. Là encore, les tentations venaient de Vienne et de Berlin. La Triple Alliance fut renouvelée, par anticipation, le 5 décembre 1912 [1]. On fit luire aux yeux des hommes d'État romains l'espoir d'un premier rôle maritime dans la Méditerranée. On leur promit une action concertée dans l'Asie Mineure et en Syrie, dans laquelle l'Allemagne fournirait une division navale et prendrait une base à Alexandrette, l'Autriche accroissant sa flotte en dreadnoughts, donnant ainsi un appui décisif aux entreprises et à la marine italiennes [2]. « L'idée circule à Vienne, disait notre ambassadeur en l'été de 1912, que le meilleur moyen de maintenir ou de ramener l'Italie

1. Le texte en est aujourd'hui publié dans les *Documents allemands de la guerre*, t. IV, p. 105, ainsi que par Pribram, p. 101. Ce dernier a publié les très curieux entretiens qu'eut à ce sujet le comte Berchtold avec le duc d'Avarna à Vienne, en avril 1912 (p. 302).

2. Lettre de M. Delcassé, de Pétrograd, 28 juillet 1913. « L'Italie est très attentive à plaire à l'Allemagne. Le renouvellement de la Triple Alliance lui a-t-il apporté des satisfactions que le traité primitif lui refusait? Va-t-elle s'associer aux vues de l'Allemagne sur l'Asie Mineure qui serait l'enjeu de la partie? »

Même note dans une dépêche de M. Bompard qui, de Constantinople, signale l'activité de l'Italie sur Adalia, de l'Allemagne sur Alexandrette (25 août 1913).

Voir aussi le rapport du lieutenant de vaisseau de Faramond, 24 janvier 1914 : « Désormais les intérêts méditerranéens de l'Allemagne et de l'Autriche sont liés à ceux de l'Italie. Tandis que l'Allemagne a décidé de maintenir en permanence une division navale dans la Méditerranée, et laisse de plus en plus percer son intention de faire, dans l'avenir, d'Alexandrette, une base pour sa flotte, l'Autriche élargit son programme naval, augmente sa flotte offensive sur de nouvelles bases à Sebenico et à Cattaro, comme pour marquer sa volonté d'agir éventuellement hors de la Méditerranée. Il est dans les desseins de l'Allemagne de faire de l'Italie la sentinelle avancée de la Triple Alliance dans la Méditerranée. Il est aussi dans les desseins de l'Autriche de donner à l'Italie sa collaboration active pour empêcher la France de prétendre à l'hégémonie dans la Méditerranée. »

au bercail de la Triple Alliance est de lui offrir, grâce à l'union de sa flotte et des flottes austro-allemandes, la perspective de la maîtrise de la Méditerranée orientale, avec les profits qu'elle en pourrait obtenir, aux dépens de l'Entente[1]. » Le marquis de San Giuliano, le traité signé, disait un an plus tard à ceux qui l'interrogeaient sur les clauses ajoutées alors à la Triple Alliance : « L'Italie s'est trouvée en face d'obligations nouvelles dont l'accomplissement permettra à ce pays de réaliser ultérieurement ses propres aspirations[2]. »

L'Empereur Guillaume II avait, est-il besoin de le dire, activement travaillé lui-même à ce nouvel éveil des ambitions italiennes, susceptibles de consolider une alliance toujours fragile[3]. Il le prouva à sa manière, toujours la même, théâtrale et bruyante, quand il vint le 24 et le 27 mars 1913, sur le *Hohenzollern*, à Pola et à Venise, passer la revue de la flotte austro-hongroise, visiter la flotte italienne, affirmer

1. Lettre de M. Dumaine, de Vienne, à M. Poincaré, juillet 1912.

2. Dépêche de M. Barrère, de Rome, à M. Stéphen Pichon, 5 septembre 1913.

3. Il importe de citer la très curieuse note qui nous a été conservée du représentant de l'Autriche-Hongrie à Berlin, après un entretien avec le secrétaire d'État allemand Kiderlen-Waechter, le 23 avril 1912 : « Si une fois, dit celui-ci, la guerre survenait avec la France, l'Autriche doit être allégée à sa frontière Sud-Ouest. Elle marcherait d'abord contre la Serbie, puis avec le gros de son armée prendrait position contre la Russie. L'Allemagne devrait aussi avec une partie de ses forces marcher en même temps contre la Russie, mais tomber d'abord avec le plus gros de ses forces et de tout son poids sur la France. Je ne crois pas que l'Italie déchirera brutalement la Triple Alliance : la personnalité de Sa Majesté le Roi nous offre déjà contre cette hypothèse une garantie. Je crois plutôt que l'Italie mobilisera lentement, pour voir venir. Si la première bataille décisive est défavorable à la France et en faveur de l'Allemagne, alors l'Italie coopérera avec nous contre la France. Si d'autre part la France remportait un grand succès, alors l'attitude de l'Italie pourrait devenir vis-à-vis de nous critique. *Prévoyant la première victoire en faveur de la nation allemande*, je tiens pour vraisemblable que la Russie, dont la mobilisation doit se faire lentement, dira aux Français qu'elle trouve meilleur de se déclarer neutre, afin d'être au moment de la conclusion de la paix en pleine possession d'une armée intacte qui puisse lui permettre de dire un mot décisif pour l'équilibre. Il serait de la plus grande importance que la France déclarât la guerre, et pas l'Allemagne. Alors l'Angleterre n'interviendrait pas directement dans la guerre. Sous le prétexte de garantir la neutralité belge, elle enverra une flotte à Anvers, et peut-être débarquera-t-elle des troupes ; ce serait pour l'Allemagne une gêne, parce qu'elle n'aurait pas le flanc de son armée assuré. Cette sorte de neutralité, l'Angleterre la conserverait, si la guerre tournait mal pour les Français, jusqu'à la fin. » Enfin le ministre ajouta qu'il *croyait que la France ne voulait pas* la guerre, parce que les *conditions de l'armée et de la flotte étaient épouvantables*. En tout cas il était urgent de renouveler la Triple Alliance, et pour y réussir, on devait laisser aux Italiens libre carrière pour une action offensive aux Dardanelles (Pribram, *Traités secrets de l'Autriche*, Flotow au comte Berchtold, 23 avril 1912) p. 291).

son amitié à Victor-Emmanuel. Les Italiens se montraient heureux de recevoir l'hôte illustre, garant de leur gloire prochaine, et de toucher des profits immédiats par la présence de nombreux touristes germaniques accourus à la fête impériale de toutes les parties de l'Allemagne. Une convention navale des trois puissances, préparée le 23 juin, et mise en vigueur le 1er novembre, unissait les flottes de la Triple Alliance « en vue de prendre la maîtrise de la Méditerranée par une lutte décisive contre les flottes ennemies[1] ».

Au fond, c'était une assurance pour Guillaume II, mais une assurance incomplète. L'écroulement de la Turquie, les engagements chaque jour plus grands de l'Autriche dans les Balkans et le risque non moins grand que des États nouveaux, indociles à ses ordres, ne s'interposassent dans la péninsule entre la Turquie et la monarchie danubienne, ses deux vassales, affaiblissaient la situation de l'Allemagne en Europe. « La nouvelle situation au sud de l'Autriche-Hongrie diminuait la valeur de l'aide que cet allié pouvait nous apporter[2]. » Tel est l'aveu formulé dès cette époque par les ministres allemands. Si l'Allemagne n'eût voulu que la paix, sa richesse, ses armées et sa flotte eussent suffi à la préserver de tout danger. Mais, en vérité, ce qu'elle a redouté alors, c'est l'insuffisance de ses forces d'attaque ou de commandement, c'était le terme de cette politique qui, depuis 1871, lui avait permis, par la menace, de s'imposer en se faisant craindre. « Je crois connaître, disait encore à l'un de nos officiers, en janvier 1912, l'attaché militaire turc à Berlin, les idées des dirigeants allemands qui ne se gênent pas pour parler devant moi. Personne ne désire la guerre avec la France, mais on se croit menacé par l'Angleterre et on veut qu'entre les avantages que vous rapporte l'alliance anglaise, et les dangers d'une guerre avec l'Allemagne, vous ne puissiez pas hésiter sur le choix à faire[3]. »

Or, c'était l'Allemagne au contraire que la politique autrichienne, les événements de l'Orient mettaient, à la fin de l'année, en demeure de choisir entre l'abandon de ses procédés agressifs et dangereux, ou un nouvel effort pour se rendre redoutable et terrible. Ce fut pour son malheur et

1. Rapports du Consul général de France à Trieste, 24 et 27 mars 1913. Le texte de cette convention a été publié par Pribram récemment, p. 308-311.

2. Note de mars 1913. *Livre jaune*, p. 10.

3. Lettre inédite d'un officier français au ministre de la Guerre, janvier 1912 (*Document Inédit*).

celui du monde ce dernier parti que Guillaume II adopta. L'état-major allemand, dirigé par de Moltke et Lüdendorff, arrêta, en automne 1912, les mesures militaires qu'il jugeait indispensables pour garantir à l'Allemagne « l'influence qu'elle devait avoir dans les affaires du monde ». Le projet adopté par le ministre de la Guerre, von Heeringen, fut rédigé par Lüdendorff avec des considérants de nature à convaincre le Chancelier de Bethmann-Hollweg, à qui il fut présenté en décembre 1912[1]. Il y eut des hésitations dans l'entourage impérial. Ce fut seulement au 1er janvier 1913 qu'un grand conseil des généraux fit triompher, avec certaines réductions, le programme soumis ensuite, en mars 1913, à l'opinion et au Reichstag de l'Empire. L'Allemagne, comme l'Autriche, marchait.

Comme conséquence la nécessité, naturellement, s'imposait de retarder au moins d'un an l'action extérieure qui devait permettre l'affirmation de la force allemande. Le général de Moltke se chargea lui-même de calmer l'ardeur offensive de son collègue autrichien Conrad de Hotzendorff[2]. Le Gouvernement allemand avertit le comte Berchtold que le peuple allemand ne comprendrait pas une guerre pour les Balkans où il n'avait pas d'intérêt. Le colonel prince de Hohenlohe porta, le 1er février 1913, une lettre autographe de François-Joseph à l'Empereur Nicolas pour lui proposer, dans

1. « Aussi bien que la Triple Alliance, la Triple Entente se présente comme une alliance défensive. Mais tandis que c'est une pensée de défense qui, de la façon la plus expresse, fait le fond de la première, la seconde marque de fortes tendances offensives, c'est-à-dire des buts politiques dont la poursuite paraît aux États alliés mériter tous leurs efforts. La Russie a le désir, qui se comprend, de s'établir par la ruine de l'Autriche comme la puissance slave dominante en Europe, et de s'ouvrir un chemin vers l'Adriatique par le moyen de la Serbie. Voilà ce qu'il faut que l'Autriche empêche dans un intérêt de défense.

« La France a le désir de reprendre les provinces perdues et une revanche de ses défaites de 1870. Voilà contre quoi l'Allemagne doit se défendre pour maintenir ce qu'elle possède.

« L'Angleterre veut, avec l'aide de ses alliés, se libérer de la pression de la flotte allemande. L'Allemagne ne pense pas à détruire la flotte anglaise et ne veut là encore que se défendre. Partout ainsi, les intentions offensives sont d'un côté, les intentions de défense de l'autre.

« Cela signifie, en cas de guerre, la force de la Triple Entente supérieure à celle de la Triple Alliance. Car la recherche de buts déterminés, c'est-à-dire l'offensive, dans le domaine politique comme dans le domaine militaire, donne toujours la supériorité à l'une des deux forces en présence. » (Lüdendorff, *Falsification française de mon écrit de* 1912 *sur la guerre qui menace.*)

2. Voir la même brochure de Lüdendorff, *Deutsche Tageszeitung*, 17 juillet 1919.

l'intérêt de la paix, une démobilisation immédiate et spontanée. Nicolas II accepta l'offre un mois après, par amour de la paix et sur les instances particulières aussi de la France et de l'Angleterre. Le ministre allemand à Paris, M. de Schœn, à cette époque, rendait publiquement hommage à l'action pacifique de la France. « Nos deux Gouvernements se sont continuellement appuyés l'un sur l'autre pour éviter les conflits de naître. » Les efforts que l'on fit à Londres [1] depuis le mois de décembre 1912, pour rétablir la paix dans les Balkans, méritent d'être rapprochés, parce qu'ils l'éclairent, de la médiation que Sir Ed. Grey espéra au mois de juillet 1914 pratiquer avec un succès égal. Ils furent, au début, entravés par la nouvelle révolution qui, à Constantinople, le 23 janvier 1913, restitua le pouvoir aux Jeunes-Turcs, ou plutôt au triumvirat d'Enver Pacha, Talaat et Djémal Pacha. Là encore se devinait une manœuvre de l'Allemagne pour rétablir dans l'anarchie turque un Gouvernement, et un Gouvernement docile à ses volontés. L'Angleterre ne se rebuta point ; résolue coûte que coûte à éteindre cet incendie menaçant, elle imposa aux belligérants le respect de l'Europe, dont les ambassadeurs dictèrent le 30 mai 1913 la loi des Balkans. En donnant à la Serbie une grande partie de la Macédoine, que convoitait la Bulgarie dédommagée par l'occupation d'Andrinople, l'Europe l'invitait à se contenter d'un port de transit sur l'Adriatique et à renoncer à l'Albanie. La Grèce recevait Salonique et la Crète. Le Montenegro seul n'avait pas réussi à garder Scutari : l'Autriche s'y étant opposée, d'abord par la menace. La Roumanie obtint Silistrie. Pour décider François-Joseph à souscrire au traité qui garantissait aux nations balkaniques les résultats de leur victoire, l'Angleterre avait persuadé l'Europe de faire à l'Autriche en Albanie et sur les côtes adriatiques toutes les concessions qu'elle pouvait souhaiter, une Albanie autonome, où, par les soins d'un prince allemand, s'établirait son influence. On disait alors avec joie dans les milieux allemands que la Conférence de Londres avait ouvert une fissure dans le bloc franco-anglo-russe [2].

Il importe, en regard des accusations que l'Allemagne n'a cessé, en 1915, de porter contre l'Angleterre, de placer ici le témoignage de son ambassadeur à Londres, le prince

1. Lettre du baron Guillaume à M. Davignon, 3 mars 1913.
2. M. Dumaine à M. Jonnart, 10 avril 1913.

Lichnowsky, sur le rôle d'arbitre désintéressé qu'elle a tenu dans la crise balkanique de 1912-1913. Si l'Allemagne et l'Autriche, dans la crise de 1914, avaient sincèrement désiré la paix, elles n'avaient qu'à se confier à l'Angleterre. Sir Ed. Grey leur avait prouvé qu'il méritait cette confiance :

Il ne se plaçait nullement du côté de ses associés, les puissances de l'Entente. Pendant la durée des pourparlers, soit environ huit mois, il a contribué notablement par sa bonne volonté et son influence prépondérante, à mettre les parties d'accord. Au lieu d'observer une attitude analogue, nous défendîmes toujours, sans exception, les thèses qui nous étaient prescrites par Vienne.

En toute occasion, au sujet de l'Albanie, d'un port serbe sur l'Adriatique, de Scutari, plus tard au sujet de la détermination des frontières de l'Albanie, nous nous sommes toujours placés au point de vue de l'Autriche et de l'Italie, alors que Sir Ed. Grey ne défendait presque jamais les points de vue français ou russe. Il intervenait le plus souvent en notre faveur. Il ne voulait pas fournir un prétexte de guerre[1].

Le prétexte de guerre, ce fut la Bulgarie qui l'inventa, en cherchant querelle à la Serbie et à la Grèce pour la Macédoine. La Russie, pour écarter la menace, avait convoqué les ministres des trois États à Pétrograd. Tandis que le Roi Ferdinand répondait par l'envoi de son ministre Danef à l'appel de Nicolas II, il donnait l'ordre à son généralissime Savoff d'attaquer, dans la nuit du 29 au 30 juin, les Serbes sur le Vardar. Le 10 juillet, les Roumains attaquaient à leur tour les Bulgares, et enfin la Turquie profitait de l'occasion de revanche fournie par le conflit des nations chrétiennes pour reprendre la Thrace, Andrinople surtout.

L'Angleterre, la France, la Russie avaient tout fait, depuis dix mois, pour prévenir, limiter, apaiser le conflit, tandis qu'à chaque incident se manifestait davantage, de la part des empereurs germaniques, une volonté de guerre, le dessein d'imposer par la force les solutions à leur convenance.

Il semble bien qu'on ne puisse nier en effet la responsabilité de l'Autriche dans la guerre brusquement déclarée par le Roi Ferdinand, le 30 juin 1913. Cette guerre avait été préparée de Vienne pour dépecer la Serbie. Le comte Berchtold avait cru trouver des instruments dociles, dans les princes allemands qui régnaient à Sofia et à Bucarest. Quand Ferdinand de Cobourg donna, sans l'avis de son ministre,

1. Mémoires du prince Lichnowsky,

M. Danef, l'ordre d'attaque au général Savof qui l'exigea par écrit, il reçut de Vienne l'assurance que Carol I[er] de Hohenzollern lui viendrait en aide, moyennant la promesse du quadrilatère danubien, avec l'espoir d'acquérir, en outre, le district serbe de Negotin, peuplé de Roumains, c'est-à-dire tout le cours inférieur du Danube. Le 26 juin encore, le correspondant du *Times* à Sofia croyait tenir de bonne source que la Roumanie ferait campagne en faveur de la Bulgarie. Le concours des Roumains donnait à Ferdinand I[er], avec de fortes chances de succès, l'assurance à peu près certaine aussi d'une intervention autrichienne. Les calculs de Vienne furent déjoués à Bucarest par le ministère Take Jonesco, qui mobilisa en effet l'armée roumaine, mais contre les Bulgares. Et ce fut, en définitive, le Tsar Ferdinand qui, au lieu d'entourer les Serbes d'un cercle de feu, se trouva lui-même, en quinze jours, battu et pris.

L'Autriche avait allumé, par ses intrigues, ce nouvel incendie. Elle s'efforça encore de l'attiser, quand la Roumanie, aux conférences de Bucarest, s'employait à l'éteindre et que l'Europe intervenait à Constantinople pour obliger les Turcs à se contenter d'Andrinople reconquise. Elle escomptait l'appui de l'Allemagne et le concours de l'Italie qui, poursuivant son rêve de grandeur dans la Méditerranée orientale, disputait à la Grèce et aux Turcs les îles de l'Archipel. Le 4 juillet le comte Berchtold écrivait à ses ambassadeurs à Rome et à Berlin : « Nous ne pouvons accepter un agrandissement de la Serbie, parce que cela impliquerait un accroissement de forces important, matériellement et moralement, d'un voisin qui traditionnellement nous est hostile, mais que cela aurait pour conséquence un progrès notable de la grande Idée et de la propagande panserbes [1]. » Le 9 août 1913, la veille même du jour où la paix allait être rétablie dans les Balkans, le marquis de San Giuliano télégraphiait à M. Giolitti, président du Conseil :

L'Autriche-Hongrie nous a communiqué ainsi qu'à l'Allemagne son *intention d'agir contre la Serbie*, et elle définit cette action *une action défensive*, espérant appliquer à la Triple Alliance le *casus fœderis* que je crois inapplicable. Je cherche à concerter avec l'Allemagne mes efforts en vue d'empêcher cette action autrichienne, mais il pourrait être nécessaire de dire clairement que nous ne considérons pas cette action éventuelle comme défensive

1. Pribram, p. 301.

et par conséquent nous ne croyons pas que le *casus fœderis* existe. Je te prie de me télégraphier à Rome si tu approuves.

M. Giolitti répondit :

Si l'Autriche agit contre la Serbie, il est évident que le *casus fœderis* n'existe pas. C'est une action qu'elle entreprend pour son compte. Il n'est pas question de défense, *puisque personne ne cherche à l'attaquer.* Il est nécessaire que cela soit déclaré à l'Autriche de la façon la plus formelle, et il est *à souhaiter que l'action de l'Allemagne dissuade l'Autriche de cette périlleuse aventure*[1].

Et d'un mot plus frappant encore, quoique moins diplomatique, le ministre italien avertissait mieux encore les Autrichiens. « On vous retiendra, dit-il à Merey, par les pans de votre redingote, si c'est nécessaire[2]. »

Les hommes d'État et historiens allemands qui, au moment des Conférences de la paix, ont apporté un réquisitoire et tout un dossier pour prouver les intentions belliqueuses de la Russie et de la France en 1913, auraient bien dû fournir quelques pièces aussi de la correspondance qui a dû être échangée entre Vienne et Berlin, du mois de mai au mois de septembre 1913. La dernière phrase du ministre Giolitti trahit un doute inquiétant sur l'action pacifique qu'à Rome on attendait de Berlin : « *Il est à souhaiter*[3] ». Le refus de l'Italie, catégorique, péremptoire, a certainement, plus que les conseils de l'Allemagne, arrêté l'Autriche. Sans ce refus, la guerre européenne aurait peut-être éclaté un an plus tôt, l'attaque contre la Serbie entraînant, comme en juillet, l'intervention russe, et cette intervention déterminant l'Allemagne à son tour.

L'Autriche ne pouvait plus attendre. Désolée d'avoir mobilisé pour perdre sa situation dans les Balkans, après avoir dépensé des millions, ruinée et réduite aux expédients elle

1. Le texte de ces télégrammes a été publié par le Gouvernement serbe, en annexe, dans le *Livre gris*.

2. L'entretien de San Giuliano avec Merey eut lieu le 12 juillet 1913 (Pribram, p. 301). Il a été annoté par le comte Berchtold. « Ce n'était pas là autrefois la politique allemande. » Et il ajoute : « Tschirsky me laissait espérer le contraire. »

3. Un journal luxembourgeois, *L'Indépendance Luxembourgeoise*, enregistrait, à cette époque, la nouvelle, venue de Mulhouse, qu'on distribuait, le 5 septembre 1913, les rôles des hommes mobilisables de trente à quarante-cinq ans, disposition qui n'avait jamais été prise depuis 1871. — Le consul de France à Bâle faisait connaître que le Landsturm du village de Kirchen, dans le duché de Bade, avait reçu les mêmes feuilles de mobilisation éventuelle.

assistait à la défaite du Tsar Ferdinand, au triomphe de la Serbie, et avec la Serbie de l'influence russe dans les Balkans. La Roumanie s'éloignait d'elle pour se rapprocher de la Russie[1]. Dans l'entourage de l'Empereur et de l'archiduc Ferdinand, l'état-major poussait aux coups de désespoir, demandant de nouveaux crédits d'armement, qui ne pouvaient plus être payés que par une guerre victorieuse. On annonçait le remplacement du comte Berchtold par le comte Czernin, dont les idées faisaient prévoir le plan de l'entreprise désormais décidée :

« Abandonner les guerres diplomatiques devenues trop coûteuses, et faire montre d'une énergie qui nous mérite la considération que la petite Serbie doit à la grande Autriche. Après cela, être les premiers à tendre la main au royaume mitoyen, en témoignage de réconciliation et inaugurer des relations économiques et commerciales qui peu à peu amélioreraient les relations de voisinage[2]. »

A cette éventualité, l'Allemagne s'était préparée. Elle devait réaliser, à partir du 1er octobre 1913, le bénéfice des lois militaires, qu'elle avait obtenues du Reichstag, au printemps, afin de « rétablir l'équilibre des forces, modifié par les événements des Balkans[3] ». Prêts à soutenir l'Autriche dans l'aventure périlleuse où, dès le mois d'août 1913, elle avait décidé de s'engager, les Allemands, selon les prévisions justifiées de notre attaché naval à Berlin, « avaient eux-mêmes voulu rompre l'équilibre des deux camps qui divisaient l'Europe par un grand effort suprême[4] ».

L'Empereur Guillaume II avait alors conclu, comme on disait à Vienne, qu'il était temps de renoncer aux guerres diplomatiques, à celle que lui-même avait engagée depuis dix ans contre la Triple Entente, onéreuse, stérile et parfois même malheureuse. Il cessait, au mois de novembre 1913, d' « être partisan de la paix[5] ». La menace sous laquelle les Empires

1. Lettre de M. Dumaine à M. Jonnart, du 12 février 1913.
2. Dépêche de M. Dumaine, de Vienne, à M. Pichon, juillet 1913.
3. Considérants du projet de loi allemand de mars 1913.
4. Le lieutenant de vaisseau de Faramond à M. Baudin, 15 mars 1913. *Livre jaune*, p. 6.
5. M. Jules Cambon à M. Stéphen Pichon, 22 novembre 1913. *Livre jaune*, p. 20. La *Gazette de Cologne* publiait le 7 octobre 1913 un article qui n'a pas été assez remarqué : « Il est impossible que des traités aussi pauvres que ceux de Londres et de Bucarest procurent à l'Orient une paix durable. L'Autriche qui a *toutes raisons d'être mécontente des résultats de la guerre*, doit chercher plus que jamais à exercer son influence à

centraux avaient, depuis le pacte de Bismarck et d'Andrassy, tenu l'Europe pour exploiter la paix armée, apparaissait de jour en jour inefficace. Si l'Empereur allemand, son peuple et ses associés avaient pu se contenter, comme Édouard VII, la République et le Tsar les y invitaient, de la paix tout simplement, de grandes douleurs, de grandes souffrances eussent été épargnées aux hommes. Ils ont au contraire pensé, pour citer leurs propres paroles, que « sous la pesante impression d'armements puissants, de sacrifices considérables et d'une situation politique tendue, un déchaînement serait considéré comme une délivrance, parce qu'après lui viendraient pour l'Allemagne des décades de prospérité et de paix comme après 1870[1] ».

Le déchaînement a été le plus grand cataclysme mondial que l'histoire ait enregistré.

Sofia. Pour nous Allemands, quelle doit être notre attitude ? Nous n'avons en Orient qu'à soutenir sans conditions la politique de l'Autriche. »

1. Note allemande du 19 mars 1913. *Livre jaune*, p. 11.

QUATRIÈME PARTIE

DOCUMENTS SECRETS
DES
ARCHIVES FRANÇAISES ET ALLEMANDES

I. — CORRESPONDANCE DES AMBASSADEURS DE FRANCE A BERLIN

Extraits de la Correspondance du comte de Saint-Vallier et du baron de Courcel, ambassadeurs à Berlin.

---

1. — Le comte de Saint-Vallier a M. Waddington.

Berlin, 5 *janvier* 1879.

Mes dépêches télégraphiques de ces jours derniers ont tenu Votre Excellence renseignée sur mon voyage à Friedrichsruhe ; elles vous ont également donné un résumé succinct de mes entretiens avec le Chancelier et M. de Bülow sur l'affaire de Tunis. Je viens aujourd'hui compléter ces informations en vous rendant un compte aussi exact que possible des déclarations que m'a faites le prince de Bismarck.

Il a abordé spontanément ce sujet dès le début de notre conversation : « Eh bien ! m'a-t-il dit, je crois que la poire tunisienne est mûre et qu'il est temps pour vous de la cueillir ; l'insolence du Bey a été le soleil d'août de ce fruit africain qui pourrait bien maintenant se gâter ou être volé par un autre si vous le laissiez

trop longtemps sur l'arbre ; j'ignore si cela vous tente et ce que vous voulez faire, mais je tiens à vous répéter ce que j'ai dit en juillet à M. Waddington ; *mon désir est de vous donner des gages de bon vouloir dans les questions qui vous touchent et où il n'y a pas d'intérêts allemands opposés aux vôtres*: ce n'est d'ailleurs, que juste, car j'apprécie les efforts que lui et vous avez faits pour apaiser les passions et ramener la sécurité et la confiance entre nos deux pays. Je tiens trop à la paix pour ne pas apprécier la valeur du service et je désire le reconnaître ; je me félicite donc que l'affaire de Tunis me donne l'occasion de vous déclarer que M. Waddington au ministère et vous ici êtes, à mes yeux, des gages de paix et d'entente, mais que je connais vos difficultés intérieures et que je veux m'efforcer de vous aider à donner à votre opinion publique des satisfactions nécessaires pour un grand peuple qui a souffert et qui a besoin de sentir qu'on le respecte à l'étranger. L'intérêt de ma politique me commande, d'ailleurs, cette conduite ; car, pas plus que l'Empereur qui veut mourir glorieux et tranquille, je ne me soucie d'avoir encore en ma vie une autre guerre sur les bras ; je ne veux plus d'annexions, je vous l'ai déjà dit ; nous n'en avons fait que trop, à mon sens ; je repousse donc les aventures et je tiens au calme et à la sécurité garantis par des rapports amicaux avec nos voisins, spécialement avec vous. On a beaucoup dit que j'étais favorable à la République en France parce que j'y voyais une cause de faiblesse pour votre pays ; le *traître* Arnim a voulu accréditer cette calomnie. La vérité, c'est que la République, sage et modérée comme vous l'avez en ce moment, est, à mes yeux, une garantie de paix, parce qu'elle n'a pas besoin de « redorer dans le creuset de la victoire » le prestige indispensable aux dynasties sans racines comme la dernière que vous avez eue ; voilà pourquoi je souhaite le maintien de la République en France, voilà pourquoi je suis prêt à vous seconder dans vos entreprises non contraires à nos propres intérêts. Mais, je le répète, je crois qu'il faut au peuple français (bien qu'il fasse preuve maintenant d'une grande sagesse) des satisfactions d'amour-propre, et je désire sincèrement lui voir obtenir celles qu'il peut rechercher dans le bassin de la Méditerranée, *sa sphère d'expansion naturelle* ; plus il aura de succès de ce côté, moins il sera porté à faire valoir contre nous des griefs et des douleurs dont je ne discute pas la légitimité, mais qu'il n'est pas en notre pouvoir d'apaiser. Je me suis préoccupé de ce qui pourrait calmer la blessure d'amour-propre qu'on a éprouvée chez vous après l'affaire de Chypre, et j'ai parlé de Tunis à M. Waddington. J'y reviens aujourd'hui et je trouve la question plus pressante parce qu'elle se complique de l'insolence d'un petit potentat sauvage envers une grande nation civilisée. Aussi, n'ai-je pas attendu que vous m'en parliez pour adresser des observations confidentielles aux Gouvernements amis dont les agents

avaient plus ou moins soutenu le Bey, contrairement à leurs devoirs et à leurs instructions ; à Vienne, Andrassy m'a fait savoir immédiatement qu'il avait désavoué son consul ; à Londres, j'y ai mis plus de ménagements, le terrain étant plus délicat ; je me défie, depuis le Congrès, de ce clergyman laïque, obstiné et maladroit qu'on nomme Salisbury ; tandis que j'ai conçu une grande idée de la largeur de vues de Lord Beaconsfield ; aussi, est-ce à ce dernier que j'ai fait officieusement ma communication en lui rappelant nos conversations de Berlin *et le prix que nous attachions au maintien des bons rapports entre la France et l'Angleterre* ; c'est, à mes yeux, une des meilleures conditions d'une paix stable en Europe, aussi suis-je en droit d'y tenir ; j'ai ajouté que, sachant combien il désirait lui-même l'affermissement de ces bons rapports, j'étais surpris qu'il risquât de les laisser compromettre par les agissements hostiles à la France d'un de ses agents secondaires, M. Wood, consul à Tunis, sur un terrain indifférent à l'Angleterre et essentiel pour la France à cause de sa colonie algérienne. J'ai, de plus, chargé M. de Bülow de parler dans le même sens à Lord Odo Russell. »

... Je n'ai pas voulu laisser le prince passer à un autre sujet de conversation sans lui faire bien préciser à nouveau ses déclarations, et je lui ai dit que j'allais vous les rapporter fidèlement dans les termes catégoriques où il les avait formulées. « Certainement, a repris le Chancelier, vous pouvez le faire, et même ajouter que je prie M. Waddington de les regarder commes *officielles* ; s'il les trouve assez formelles, dites verbalement par moi comme je viens de le faire, j'en serai reconnaissant parce que ce sera un témoignage de sa confiance ; mais s'il juge nécessaire, à un moment donné, que je les renouvelle par écrit et en forme diplomatique officielle, je suis prêt à le faire. »

Maintenant que j'ai terminé ce long et fidèle compte rendu, je veux vous signaler plusieurs points qui m'ont frappé.

D'abord cet empressement à nous venir en aide et à nous donner un concours aussi marqué avant de savoir si nous avons même l'intention de le demander, peut sembler suspect et le prince s'en est sans doute rendu compte avec sa finesse habituelle, car il s'est hâté d'en donner la raison, fondée sur sa conviction que nos dispositions à l'égard de l'Allemagne seraient d'autant meilleures que nous aurions lieu d'être plus satisfaits d'un autre côté.

Je relève aussi les assurances amicales et le désir de bons rapports affirmés plus nettement que jamais, puis la sympathie pour le Gouvernement républicain expliquée et justifiée pour la première fois avec les raisons à l'appui.

Un autre point qui doit éveiller notre attention, c'est le bon vouloir à notre égard se traduisant par des observations à l'Angleterre et l'ardent désir que l'on témoigne de prévenir et d'em-

pêcher tout ce qui pourrait refroidir l'étroite entente anglo-française à laquelle on attache un si grand prix.... Quel est le but de cette campagne? Veut-on simplement se poser en arbitre de la paix européenne et se donner vis-à-vis de l'Angleterre et de nous la satisfaction d'un rôle prépondérant? Ou bien, est-ce un moyen d'éveiller les défiances de l'Angleterre et de lui faire supposer qu'il s'est noué des rapports intimes entre Paris et Berlin? Je vous soumets mes doutes, et je prends mes précautions contre la seconde hypothèse en ayant soin de témoigner une grande ouverture à mon collègue britannique et de l'avertir moi-même à l'avance de tout ce qui pourrait exciter ses soupçons ; ainsi ai-je fait pour mon voyage à Friedrichsruhe dont je suis allé lui faire part dès qu'il a été décidé, et je compte de même lui raconter mon séjour près du Chancelier en lui faisant confidence des parties de l'entretien dont il pourrait avoir connaissance par Bülow.

2. — Le comte de Saint-Vallier a M. Waddington.

(Particulière [1].)

Berlin, 27 *juin* 1879.

... En Russie, il y a trois choses qu'on supporte impatiemment : l'entente commune entre vous et l'Angleterre ; les bons rapports entre vous et nous, l'intimité entre nous et l'Autriche.

Or, ce dernier point, n'en déplaise aux gens de la Néva, est et sera de plus en plus la base de toute ma politique. Ne soyez pas surpris que dans l'affaire égyptienne je n'aie voulu vous répondre qu'après m'être mis d'accord avec Vienne ; que dans la question grecque, j'aie tenu avant tout à amener l'Autriche à partager nos vues sur tous les points ; que dans l'affaire de Roumanie, je ne fasse pas un pas sans en informer Andrassy ; que, dans les difficultés de délimitation en Serbie ou au Montenegro, j'appuie l'Autriche constamment ; *c'est que je veux qu'il n'y ait pas entre nous un point de désaccord* et j'y attache un si grand prix que je suis prêt à faire pour cela de réels sacrifices ; vous en avez vu la preuve lors de la conclusion du traité de commerce austro-allemand. L'existence et l'intégrité de l'Empire autrichien sont pour nous la première des conditions de sécurité ; on m'a accusé de rêver l'annexion des provinces allemandes de l'Autriche ; je serais un insensé et un aveugle indigne du poste que j'occupe si j'avais jamais eu une pareille idée. Annexer les provinces allemandes de l'Autriche ; mais qu'en ferions-nous et où cela nous conduirait-il? Il faudrait alors aller jusqu'à Trieste

1. Le comte de Saint-Vallier, qui rend compte d'une conversation avec le prince de Bismarck, rapporte ici les paroles du prince.

et faire de Vienne une ville frontière ; est-ce possible, et quel désordre, viendrait jeter dans cette Allemagne encore si mal amalgamée cet élément catholique, ultramontain, fanatique, du Tyrol, de la Styrie, de la Carniole et de la Carinthie ? Le résultat d'une pareille annexion serait certain : la guerre civile à brève échéance et la division de l'Empire allemand en deux États ennemis, l'un protestant au Nord, l'autre catholique au Sud, formé des Allemands d'Autriche, de la Bavière, du Wurtemberg et du Grand-Duché de Bade. Non, tant que je vivrai, pareille folie ne sera pas faite. Et puis, dans cette destruction de l'Autriche, que deviendraient les autres provinces ? Il y aurait une grande Hongrie, mais pourrait-elle englober la Bohême et la Galicie ? Assurément non, et ces deux grandes provinces tomberaient forcément entre les mains de la Russie qui se trouverait alors établie sur notre flanc dans de formidables positions, nous enserrant à l'Est et au Sud, depuis Memel jusqu'à Prague. C'est là, je ne l'ignore pas, le rêve des Panslavistes de Moscou et de Kiew, et la haine dont ils me poursuivent tient à ce qu'ils me savent résolu à n'en jamais permettre la réalisation. L'alliance des trois Empereurs a malheureusement cessé d'exister, je le regrette et je voudrais la faire revivre, mais j'en reconnais l'impossibilité et, depuis deux ans, il a fallu mon action persévérante pour empêcher l'hostilité sourde qui règne entre Pétersbourg et Vienne d'en venir à une éclatante rupture ; pourrai-je longtemps encore empêcher la lutte ? Je l'ignore et si l'on m'en veut tant aujourd'hui dans les conseils du Tsar, c'est que je n'ai pas caché que l'Allemagne ne tolérerait pas qu'une armée russe vînt assiéger Vienne et détruire l'Autriche. Si la guerre s'engageait, elle ne serait pas mortelle pour la Russie vaincue qui peut vivre et renaître, elle l'a prouvé, après que l'ennemi a pénétré jusqu'à Moscou ; mais elle serait mortelle pour l'Autriche défaite, parce que, Vienne prise, elle cesserait d'exister et qu'elle perdrait d'un seul coup toutes ses provinces peuplées de nationalités qu'aucun lien ne réunit, sauf le joug de l'habitude et de la nécessité. Entre nos deux voisins et alliés, nous sommes unis à l'un par la parenté et l'amitié des souverains, par une longue succession de services réciproques, de bons rapports, de vues communes ; *mais nous sommes liés à l'autre par une même origine, une communauté de race, de langue, de mœurs et, plus que tout le reste, par des intérêts communs.* Depuis que l'Autriche est sortie de la Confédération germanique, il n'existe plus de motifs aux rivalités d'autrefois et *tout doit rapprocher dans une étroite intimité les deux Empires allemands du Nord et du Sud : on le comprend à Vienne maintenant* que s'éteignent les souvenirs brûlants du canon de Sadowa, et nous avons dans les Autrichiens des alliés qui peuvent compter sur un constant appui, un ferme concours, une solide alliance de notre part.

Mes sentiments pour l'Autriche doivent vous faire comprendre comment j'envisage les visées de l'Italie *irredenta* ; j'ai fait savoir au Quirinal que jamais l'Allemagne ne permettrait à l'Italie de mettre la main sur le Trentin ou sur l'Istrie, à plus forte raison sur Trieste, qui est et doit rester le grand port des Allemands autrichiens, et que les Allemands du Nord ne laisseront jamais enlever à leurs frères du Sud.

3. — Le comte de Saint-Vallier a M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, 22 *mars* 1880.

... L'article que j'ai l'honneur de vous envoyer aujourd'hui est l'un des plus curieux et des plus importants qui aient vu le jour depuis longtemps ; on l'avait annoncé à l'avance, et, il y a une semaine, un des familiers du Chancelier avait confié à mon collègue d'Angleterre, qui me l'avait rapporté sous le sceau du secret, que le prince de Bismarck, mécontent de la portée que le Gouvernement et la presse russes voulaient donner à son contre-seing apposé à la lettre de félicitations de l'Empereur Guillaume à l'Empereur Alexandre, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de son règne, allait faire publier dans le *Grenzboten*, un exposé de sa politique dont l'effet serait de bien démontrer que, si son intention n'est pas d'en venir à une brouille déclarée avec la Russie, elle n'est pas davantage de tenter un rapprochement.

La sensation causée dans toute l'Europe par les révélations qu'apporte l'article du *Grenzboten* est d'autant plus grande, que les feuilles officieuses de Berlin viennent d'en publier des extraits et que tous les journaux ont affirmé, sans rencontrer un démenti, que si M. Busch n'a pas écrit sous la dictée du prince de Bismarck, il a fidèlement reproduit le langage que lui avait tenu le Chancelier. En ce qui me concerne, j'ai une preuve plus complète encore de l'origine indiscutable de l'article ; j'y retrouve les idées, les appréciations, les nuances même que j'ai recueillies, en novembre dernier, à Varzin, de la bouche du prince, sur ses vues politiques à l'égard de l'Autriche et de la Russie, sur les motifs et la portée des arrangements conclus à Vienne.

J'ajouterai que, au point de vue de son prestige en Europe, de sa popularité en Allemagne, il n'a jamais accompli une œuvre aussi considérable que l'est celle de l'alliance autrichienne ou, pour mieux dire, de la haute main mise sur la politique du cabinet de Vienne ; il a réalisé sans guerres, sans conquêtes chèrement achetées, sans annexions onéreuses ou affaiblissantes, le rêve séculaire de l'Allemand, l'union de tous les États où domine la

race germanique dans un système politique commun et dans une solidarité puissante.

4. — Le comte de Saint-Vallier a M. de Freycinet.

Berlin, 7 *avril* 1880.

... L'éventualité que le prince envisageait ainsi il y a huit jours, sans même admettre sa réalisation, s'est produite depuis[1], et j'ai lieu de croire qu'il a déjà arrêté dans son esprit et même commencé à exécuter des combinaisons politiques inspirées par les craintes qu'il éprouve et le souci de les conjurer. Sa principale préoccupation est évidemment d'empêcher l'entente qu'il redoute entre l'Angleterre et la Russie, et le moyen de la prévenir est de se rapprocher de cette dernière en profitant des dispositions personnelles de l'Empereur Alexandre. Je pressens donc une nouvelle évolution dans la politique allemande ; assurément il ne faut pas s'attendre à une résurrection de l'alliance des trois Empereurs ; on en est bien loin, et les événements accomplis depuis deux ans constituent un obstacle qui ne saurait être franchi ; d'ailleurs, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous l'expliquer dans ma lettre particulière du 31 mars, le prince de Bismarck en nouant ses rapports actuels avec l'Autriche, a moins visé une alliance qu'une influence dominante à exercer sur la politique de l'empire austro-hongrois ; il y est parvenu, mais cette action prépondérante, cette sorte de mainmise ne peut être assurée d'une manière durable que par le maintien du *tête-à-tête*. Il ne saurait donc être question d'admettre la Russie en tiers dans l'intimité austro-allemande, mais on peut lui faire une place à côté, une position d'*amie du second degré* ; c'est à cela que l'on va tendre, et, déjà un journal officieux définissait hier cette situation en disant que le *Bund* (le lien, l'alliance) de l'Allemagne et de l'Autriche n'excluait pas les *gute Verhæltnisse* (les bons rapports) de l'Allemagne et de la Russie. La publication au journal officiel allemand des télégrammes échangés le 22 mars entre les empereurs Guillaume et Alexandre, sur laquelle j'ai appelé votre attention par ma dépêche n° 71, est un premier indice ; le désarmement marqué de la presse officieuse en est un autre, et j'ai trouvé un symptôme à l'appui dans le langage que m'a tenu hier le nouvel ambassadeur de Russie, M. de Sabourow....

1. Il s'agit des élections anglaises et de la chute du ministère Beaconsfield.

5. — Le comte de Saint-Vallier a M. Barthélemy Saint-Hilaire.

Berlin, 17 *juillet* 1881.

... La conservation de la Turquie rentre donc à l'heure actuelle d'une façon incontestable dans le programme du prince de Bismarck ; il en est d'ailleurs ainsi depuis le traité de Berlin et il n'est pas vraisemblable, à moins d'événements imprévus, que ce programme se modifie de sitôt.

Il est, en effet, bien évident que le Chancelier ne veut pas aujourd'hui permettre une rupture entre les deux alliés qu'il tient et domine sous sa toute-puissante influence, l'Autriche et la Russie; l'heure n'est pas venue de procéder au partage de la proie qu'ils convoitent tous deux et dont les dépouilles leur mettront inévitablement les armes à la main. Quand le prince a lancé, malgré elle, l'Autriche en Bosnie, en Herzégovine et sur la route de Salonique, quand il l'a appuyée dans la vallée du Danube, il avait pour but d'élever une barrière à l'extension slave vers Constantinople ; il voulait qu'il y eût dans la péninsule deux héritiers prêts à recueillir l'héritage du Sultan, le jour où s'ouvrirait la succession ; mais il faut du temps encore pour que l'Autriche y ait fait assez de progrès, s'y soit assez solidement implantée pour être en mesure de réclamer sa part en face de la Russie maîtresse de la Mer Noire, dominant en Asie Mineure, disposant de l'élément slave tout entier ; *la partie dont le Chancelier entend être l'arbitre n'est pas égale encore, et il désire faire vivre la Turquie jusqu'à ce qu'elle le soit devenue.*

Dans cette redoutable question du partage de l'Empire ottoman, le prince de Bismarck voit avant tout un des éléments importants devant peser lourdement dans le balance de la grande lutte des races slave et germanique. *Il regarde cette lutte comme inévitable dans un avenir plus ou moins éloigné ; il s'y prépare militairement et politiquement, et il n'est pas un de ses familiers qui ne sache combien cette perspective est l'objet de ses préoccupations. L'Autriche sera son satellite dans ce duel de races dont l'issue décidera de l'Empire de l'est européen ; il l'a préparée de longue main à ce rôle, et il est parvenu à la compromettre de telle sorte que, le voulût-elle, il ne lui serait plus possible d'y échapper.*

En résumé, la politique du prince Chancelier en Orient est, depuis le congrès de Berlin, une politique de conservation, non qu'il professe des sympathies pour le Sultan et les Turcs, non qu'il se fasse d'illusions sur la possibilité de maintenir bien longtemps l'échafaudage branlant du traité de 1878, mais, pour le moment, il estime qu'il lui faut du temps pour préparer l'œuvre d'avenir à longue portée qu'il juge nécessaire d'édifier et de conso-

lider afin d'en tirer parti à l'heure, lointaine peut-être, mais certaine à ses yeux, du champ clos où le Germain et le Slave joueront la partie suprême des destinées, de la grandeur, de la suprématie des deux empires et des deux races.

6. — Le baron de Courcel a M. de Freycinet, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, 22 février 1882.

... Je prends la liberté d'envoyer ci-joint à Votre Excellence un article de la *Gazette de Voss*, journal répandu parmi les classes moyennes et qui reflète ordinairement leur courant d'idées ; dans cet article intitulé : « La poussée vers l'Est » (das Draengen nach Osten), le droit de l'Allemagne à étendre ses frontières orientales est fondé sur la supériorité de la civilisation allemande et sur la facilité avec laquelle cette civilisation s'impose en général aux populations slaves, ainsi que le prouve l'exemple de la Poméranie, de la Silésie, de la Lusace, et même de la Marche de Brandebourg, habitées autrefois par des Slaves et qui sont devenues des provinces parfaitement allemandes. On fait ressortir, d'ailleurs, avec satisfaction, que l'état-major allemand est préparé depuis longtemps à soutenir la guerre contre la Russie[1], et l'on constate que depuis le mort de l'Empereur Alexandre II, l'amitié des deux empires, qui reposait en somme sur l'amitié des deux souverains, ne doit plus son existence qu'à la volonté seule de l'Empereur Guillaume. L'article est encore intéressant par la manière dont il y est parlé de la France. Il est clair qu'en cas de conflit entre la Russie et l'Allemagne, l'attitude de la France aurait pour cette dernière une grande importance. L'auteur cherche donc à nous rassurer en déclarant que, du côté de l'Ouest, l'Allemagne n'a plus rien à prendre ; elle n'a qu'à se tenir sur la défensive, et ne pourrait prétendre, le cas échéant, qu'à des indemnités de guerre.

D'autres feuilles rappellent avec complaisance que le dernier partage de la Pologne avait assigné la possession de Varsovie à la Prusse, qui n'en a été dépouillée qu'en 1807 par Napoléon. *Le Petit Journal* révèle qu'en 1863, lors de la grande insurrection polonaise, la Russie offrit d'abandonner à la Prusse, en échange de son concours militaire, la rive gauche de la Vistule avec Varsovie, mais que M. de Bismarck fit refuser cette *restitution*, parce qu'à cette époque elle aurait entravé la grande œuvre de l'unification de l'Allemagne. Il semble qu'aujourd'hui la même objec-

1. Rappelons ici la confidence, citée plus haut, de Moltke à l'ambassadeur d'Angleterre en février 1875.

tion n'existerait plus, et la conclusion implicite, ou même explicite, de beaucoup de journaux est que, dans le cas probable d'une guerre avec l'Empire russe, une amélioration des frontières de l'Allemagne du côté de la Pologne serait désirable.

Le public allemand est habitué à suivre avec une docilité trop confiante, dans les questions extérieures, l'impulsion du grand homme d'État entre les mains de qui la nation a remis la direction absolue de sa politique étrangère, pour qu'on suppose qu'un mouvement si remarquable, si unanime et si violent à la fois, ait pu se produire sans l'aveu du Chancelier impérial. Le phénomène qu'on observe aujourd'hui n'est pas sans précédent. Le ton que la presse allemande s'habitue à prendre à l'égard de la Russie est comparable à celui qu'elle avait adopté de 1866 à 1870 lorsqu'elle traitait des affaires de France. *Par ses digressions en apparence théoriques, par le soin avec lequel elle relève les incidents irritants, pour en tirer des conclusions générales, par l'affectation constante avec laquelle elle met en relief, d'une part, la force et les vertus de l'Allemagne, d'autre part, le désordre matériel et moral de ses voisins, elle accoutume peu à peu l'esprit public à l'idée d'une guerre ; elle la lui fait entrevoir comme inévitable ; et, en même temps, elle exalte le sentiment de confiance en soi que la nation allemande doit puiser dans la connaissance de sa supériorité.*

Nous avons éprouvé les effets de cette dangereuse tactique ; et trop souvent nos publicistes, nos littérateurs, croyant faire montre d'impartialité, se sont rendus les complices inconscients de l'ennemi, en acceptant et en propageant ses thèses artificieuses. Est-ce à dire qu'une catastrophe pareille à celle qui a assailli la France en 1870 menace à bref délai la Russie ? Ce serait peut-être s'aventurer beaucoup que de le prédire aujourd'hui. Cependant j'ai rencontré ici même des esprits sérieux qui croient qu'une guerre entre l'Allemagne et la Russie éclatera infailliblement dans un délai assez rapproché. On ajoute, il est vrai, que l'Empereur Guillaume ne veut pas de cette guerre, et que tant qu'il vivra il s'y opposera ; mais on incline à penser, avec le journal que je citais tout à l'heure, qu'après la disparition du vieil Empereur, le choc fatal se produira.

Je ne saurais, quant à moi, me rallier dès à présent à ces conclusions pessimistes. Sans doute, il y a aujourd'hui, entre le groupe austro-allemand et le monde slave, bien des motifs de jalousie, bien des occasions de discorde. Mais si l'Empereur Guillaume est rassasié de gloire militaire, M. de Bismarck, qui ne la considère que comme un moyen d'action sur les hommes, et non comme un but, n'est pas disposé, on peut le croire, à risquer dans une lutte nouvelle les résultats acquis jusqu'ici par son génie politique, s'il peut se dispenser d'un recours aux armes. *On discerne sans peine que le dessein dont il poursuit aujourd'hui avec prédilection l'accomplissement, n'est autre que de résoudre au profit de*

l'Allemagne, le grand problème de l'héritage de la Turquie, dont l'Europe est depuis si longtemps préoccupée. Cette question, qui avait surtout mis en présence jusqu'ici les ambitions rivales de l'Angleterre et de la Russie, et dans laquelle la France et l'Autriche n'étaient guère intervenues que comme modératrices, semble destinée à prendre une tournure toute nouvelle depuis que le voyage de M. de Bismarck à Vienne, dans l'automne de 1879, a identifié, pour ainsi dire, la politique de l'Autriche à celle de l'Allemagne. La guerre de 1877-78 avait eu pour effet, non seulement la dislocation de l'Empire ottoman livré désormais en proie à toutes les convoitises, mais l'affaiblissement même de la Russie victorieuse, dont les ressources étaient épuisées en même temps que ses ambitions nationales s'allumaient avec plus d'ardeur. Profitant de l'occasion favorable, l'Allemagne a poussé l'Autriche en avant dans la péninsule des Balkans avec une rare vigueur. C'est bien pour une cause allemande que l'Autriche combat aujourd'hui en Herzégovine, et ce qui m'a le plus frappé dans mes premiers entretiens à la Chancellerie de Berlin, c'est l'insistance avec laquelle on m'a tout de suite exprimé l'espoir que les troupes austro-hongroises auraient raison de l'insurrection.

Votre Excellence sait avec quelle énergie et quelle persévérance, depuis quinze ou dix-huit mois surtout, l'Autriche a fait sentir son action sur les petits États de la péninsule, sur le Montenegro et la Serbie, en Bulgarie, en Roumanie même. Ces États sont autant de clients que l'Autriche dispute aujourd'hui avec âpreté à la Russie, et malgré les avantages que donne à cette dernière la communauté de race et de religion, les principautés slaves tombent peu à peu dans l'orbite de la monarchie austro-hongroise. Les questions de chemins de fer, la navigation du Danube, les traités de commerce, sont autant de moyens dont le Cabinet de Vienne se sert habilement, et, grâce à la pression des intérêts matériels, il oblige par degrés des populations pauvres et ignorantes à subir son ascendant. La Roumélie, la Macédoine n'échappent pas à ce travail ; les missions catholiques, qui dans cette région étaient depuis longtemps l'un des principaux moyens d'influence du Gouvernement français, se réclament plus volontiers aujourd'hui de l'Empereur François-Joseph, sauf quelques exceptions dignes de notre gratitude. On sent que l'Autriche, ordinairement si prudente dans ses aspirations, et si lente dans ses mouvements, est poussée par une main qui ne souffre ni hésitations ni retards. C'est qu'il s'agit de la faire arriver et de faire arriver avec elle le commerce allemand, l'influence allemande, non seulement à Salonique, mais à Constantinople même, avant que la Russie n'ait pu recouvrer ses forces, avant que l'Angleterre ne se soit défiée, avant que la France, complètement réorganisée, ne se sente en état de dire son mot.

Contenir à la fois la Russie et la France, et en même temps amuser

l'Angleterre, afin de vaquer en toute liberté au développement de ses plans en Orient, tel est donc à présent l'objet de M. de Bismarck. Il est clair que dans l'état de crise intérieure où se trouve la Russie, la menace seule d'une guerre avec son puissant voisin est de nature à paralyser ses efforts. C'est pourquoi les journaux allemands font aujourd'hui la grosse voix. C'est, il est vrai, un jeu dangereux, et il est possible qu'en fin de compte les passions surexcitées de part et d'autre, conduisent les peuples à la guerre. Mais j'hésite encore à croire que ce soit là le but véritable et la conclusion nécessaire de la polémique actuelle.

7. — Le baron de Courcel a M. Duclerc, Président du Conseil et Ministre des Affaires étrangères.

Berlin, 12 *août* 1882.

Dans une dépêche que je vous ai écrite hier, j'appelais votre attention sur les ménagements dont la Chancellerie allemande use aujourd'hui à l'égard de l'Angleterre, tout en prenant ses précautions pour retenir, au moment opportun, cette puissance dans les bornes qui conviennent à l'Allemagne. Ce même caractère de fermeté et surtout de persévérance sur le fond des choses, unies à une extrême courtoisie dans les formes et à une rare dextérité dans le maniement des questions qui intéressent autrui, se retrouve depuis quelque temps dans toute la politique du prince de Bismarck. Les affaires d'Egypte, pour les observateurs qui les ont suivies de près, ont mis tout particulièrement en relief la légèreté de main et la délicatesse de touche qui figurent parmi les qualités les plus éminentes qu'un long exercice du pouvoir et une expérience approfondie des relations internationales ont développées chez le Chancelier allemand. Les motifs de la réserve dans laquelle s'est développée l'action du Cabinet de Berlin depuis l'origine des difficultés égyptiennes, sont faciles à discerner. Ces difficultés ont fourni à l'Allemagne une occasion propice pour étendre son influence politique dans la Méditerranée, c'est-à-dire dans une région où elle ne s'était jamais fait sentir encore. Mais comme elle devait y rencontrer des intérêts depuis longtemps établis et consolidés, touchant de près à des puissances que l'on pouvait croire très jalouses de leurs droits et décidées à défendre avec énergie leur état de possession, il lui était commandé de ne s'avancer sur ce terrain nouveau qu'avec une très grande prudence, si elle ne voulait pas risquer des conflits redoutables et mettre en danger, pour des avantages encore problématiques, les résultats déjà acquis sur le continent européen.

C'est avec une sincérité réelle, on peut le croire, que depuis

le commencement de la crise égyptienne, l'Allemagne a protesté en toute circonstance que son principal souci dans cette affaire était de veiller à la conservation de la paix entre les puissances. Le Cabinet de Berlin a remporté depuis une vingtaine d'années de trop éclatants succès, et les fruits de ses triomphes sont trop précieux, pour qu'il ne s'applique pas avant tout à les mettre à l'abri des périls auxquels une conflagration européenne pourrait les exposer, quelque bien préparé qu'il se tienne d'ailleurs à combattre pour sa part les effets d'une telle conflagration. *Ce n'est pas à dire que cette politique de paix et de conservation condamne l'Allemagne à l'immobilité, et qu'elle borne ses désirs à garder ce qu'elle a conquis. Loin de là : les horizons que découvre l'ambition allemande sont à peu près infinis ; il n'est pas de grandeur à laquelle elle n'aspire, il n'est pas de rôle qu'elle ne se croie de bonne foi apte à remplir. L'Allemagne rêve d'être un jour la première puissance commerciale, industrielle et coloniale du monde, comme elle est aujourd'hui la première puissance militaire et continentale. Elle veut être riche, et posséder tous les biens de la terre. Les convoitises qu'elle dissimule la tourmentent intérieurement, et lui font voir dans tous ses voisins des ennemis, c'est-à-dire des rivaux, des concurrents qui la privent de son dû ; de là le sentiment exclusif et haineux qu'elle apporte dans ses relations avec les autres peuples. Mais cette âpreté s'allie à la circonspection, et elle a soin, en tentant la fortune, de ne pas risquer au jeu les gains de la veille.*

Il est évident que, pour l'Allemagne, c'était venir de loin que d'arriver à prendre pied en Égypte et à installer son influence sur le Canal de Suez. Aussi, en pousuivant ce but, s'est-elle gardée avec soin de heurter les deux puissances occidentales, qui, depuis plusieurs années, du consentement universel, tenaient l'Egypte sous leur autorité et leur direction. Visant à se placer à côté d'elles, elle s'est abritée derrière les droits souverains du Sultan, et derrière les droits de l'Europe, c'est-à-dire des puissances signataires des traités qui ont réglé la situation de l'Orient. En d'autres termes, elle a rendu la vie à des droits incontestables en principe, mais devenus lettre morte et sans application dans la pratique. Elle a tranquillement opposé ces droits à l'état de possession de la France et de l'Angleterre, et elle s'est appliquée à dissuader ces deux puissances d'intervenir par elles-mêmes pour rétablir l'ordre dans un pays dont tout le monde les considérait comme responsables. *La difficulté qu'ont eue les deux puissances à s'entendre entre elles, puis l'effacement soudain de la France, qui s'est dérobée à la défense de ses intérêts, ont servi à souhait la politique allemande.* L'Angleterre, agissant sans l'appui d'une autre puissance européenne, et obligée de subir le concours de la Turquie, est bien moins libre de ses mouvements, bien moins maîtresse de l'avenir en Égypte, que ne l'auraient été les deux grandes nations de l'Occident fortement groupées ensemble sur

la défense de leurs positions. L'Angleterre isolée sera donc obligée de compter avec l'Europe, que dirige l'Allemagne.

C'est une préoccupation assez vive pour le cabinet de Berlin que de savoir quelle sera dans cette conjoncture la ligne de conduite du nouveau ministère français. De là l'impatience avec laquelle il attend les instructions qui devront être données au marquis de Noailles[1], au sujet de la proposition italienne pour la protection du canal de Suez. Si le Gouvernement de la République, interprétant à la lettre le vote récent de la Chambre des Députés, refuse de prendre part à la police commune proposée par l'Italie et acceptée par les autres puissances, c'est la France se retirant du concert européen et se repliant sur elle-même pour ne prendre conseil que de ses intérêts, à l'heure et dans la forme qui lui conviendront. Or, malgré la passion de renoncement qui s'est emparée d'une partie du monde politique français, l'Allemagne est trop instruite de ce qui nous concerne pour ne pas savoir que nous avons d'énormes intérêts en jeu dans le fond de la Méditerranée. Notre abstention aujourd'hui lui ferait craindre pour plus tard un réveil soudain et violent. Elle sait que le jour où nous verrions Marseille dépérir et notre commerce atteint dans l'une de ses fibres vitales, c'est-à-dire la richesse de la France, cette richesse, dont nous sommes si fiers, sérieusement compromise, alors une profonde indignation s'emparerait de la nation et cette rancune accumulée pourrait bien se tourner contre l'Allemagne. Je manquerais à mon devoir si je vous laissais penser que l'Allemagne envisage sans inquiétude une semblable éventualité.

Ce que l'Allemagne souhaite donc de nous aujourd'hui, il est facile de le concevoir, c'est que nous acceptions la proposition italienne et prenions notre place à côté des autres grandes puissances. Ce qu'elle espère sans doute pour l'avenir, c'est qu'après ce premier pas, nous continuions à cheminer avec l'Europe, c'est-à-dire peut-être, avec les puissances qui se disposent à faire cercle autour de l'Angleterre, à la regarder agir, et à interposer au besoin leur autorité morale pour limiter son action. Le Cabinet de Berlin semble penser que puisque nous avons renoncé à défendre par nos propres mains la part que nous avions en Égypte, nous n'avons plus rien à faire que d'apporter cette part à la masse commune des puissances autres que l'Angleterre, et de nous associer à elles pour faire valoir nos intérêts. L'Allemagne s'efforcera certainement, en tournant notre choix de ce côté, de nous faciliter les choses autant qu'il est possible de le faire par la courtoisie des procédés. Elle désire nous avoir avec elle, et elle s'appliquera de son mieux à nous montrer qu'elle est de bonne compagnie.

1. Le marquis de Noailles représentait alors la France auprès du roi d'Italie.

8. — Le baron de Courcel a M. Duclerc.

Berlin, 25 décembre 1882.

... Il est donc permis de penser que les dénonciations contre la Russie, produites depuis quelque temps dans les feuilles officieuses allemandes[1], avaient pour but, avant tout, de préparer l'opinion à certaines charges financières qu'entraînera la mise en état d'armement des frontières orientales de l'Allemagne. Subsidiairement, sans doute, les démonstrations de la presse devaient avoir l'effet de tenir en haleine la nation allemande, en présentant à ses regards la presque certitude d'une lutte de races à soutenir, dans un avenir encore indéterminé, contre le panslavisme.

Mais le public allemand est trop familiarisé avec cet ordre d'idées, soigneusement entretenu chez lui, pour que les récentes insinuations des journaux contre la Russie fussent un phénomène particulièrement digne de remarque, si elles n'avaient acquis une saveur spéciale par suite de certaines allusions faites à l'adresse de l'Autriche. On s'est aperçu, non sans surprise, que les révélations relatives aux clauses et à la durée du traité d'alliance austro-allemand de 1879 avaient peut-être moins pour objet de rassurer les populations des deux empires par la constatation des garanties de leur sécurité mutuelle, que de les inquiéter sur le caractère temporaire et, par conséquent, plus ou moins précaire, de ces mêmes garanties. Bien plus, on a compris, ou cru comprendre, avec un certain effroi, à travers les voiles à demi transparents du langage officieux, que l'alliance des deux empires, célébrée jusqu'ici comme le chef-d'œuvre de la diplomatie du prince de Bismarck, comme le palladium des deux grandes monarchies germaniques, comme le gage le plus assuré de la paix de l'Europe entière, risquait en ce moment même d'être compromise par la politique du Cabinet de Vienne. On a calculé qu'aux termes de l'arrangement de 1879, elle n'avait plus qu'un avenir d'un an et quelques mois, si elle n'était renouvelée de commun accord avant l'échéance fatale du 15 octobre 1884....

La théorie allemande, inspirée par une ambition dont les limites sont incalculables, est tout entière fondée sur l'orgueil du sang et sur l'antagonisme des races. Déguisée, à force d'artifices de langage, sous une fausse apparence de libéralisme moderne, cette théorie captieuse a fait trop d'adeptes parmi nous, surtout parmi les plus éminents de nos historiens depuis Augustin Thierry et

1. Les derniers mois de l'année 1882 avaient été marqués, en Allemagne, par une campagne de presse contre la Russie et par une série de mesures militaires sur la frontière orientale de l'Empire.

Guizot, et nous avons contribué à répandre dans le monde, avec notre crédulité généreuse, un venin des plus dangereux pour l'avenir de notre propre civilisation. *Ce principe matérialiste et véritablement barbare de la race, tel que l'entendent les Allemands, divise l'humanité en groupes ennemis, condamnés par la fatalité de la naissance à se haïr et à s'entre-détruire, comme se poursuivent entre elles les différentes espèces d'animaux.* Il faut se rendre compte de l'exaltation que donne une pareille doctrine à une race qui se croit la plus forte, ne fût-ce que parce qu'elle est la plus prolifique, pour comprendre l'animosité avec laquelle on s'acharne en Allemagne contre les idées libérales, humaines, chrétiennes, que la France représente dans le Monde et qui, bien au-dessus des hasards de la naissance, mettent le grand principe de l'égalité et de la fraternité de tous les hommes et un idéal de perfectionnement accessible à tous les peuples. L'Allemand, ainsi que j'ai déjà eu l'occasion de vous le faire observer, a besoin d'*antinomies* pour se complaire en lui-même et pour se stimuler à l'action. Cette particularité contient le plus souvent l'explication de sa politique.

Dans les rapports de l'Allemagne avec l'Autriche, l'antinomie qui doit fournir le principe de rapprochement et d'action commun aux deux empires, c'est le panslavisme. Par la crainte du panslavisme, la politique allemande tient le cabinet de Vienne et prépare l'accomplissement des desseins dont la monarchie austro-hongroise est destinée à devenir l'instrument. Si l'on a évoqué depuis quelque temps ce spectre avec une insistance particulière, c'est qu'on avait peur que l'Autriche ne s'arrêtât sur la route où l'on entendait la pousser, ne demandât du répit, n'adoptât un système d'atermoiements et de transactions, ne cherchât à s'accommoder avec les Slaves, ne modérât ses dépenses militaires, ses armements, la pression qu'on l'oblige à exercer sur les populations de la péninsule des Balkans, en un mot, ne fît halte en quelque sorte dans une politique expectante, conservatrice, et avant tout pacifique. La vieille Autriche, toujours en retard d'une année, d'une armée et d'une idée, l'Autriche composite, qu'un mouvement trop brusque risque de disloquer, n'aime guère, sans doute, les allures vives qu'on lui imprime depuis quelques années. Sa tradition, c'est de temporiser, de profiter des occasions plutôt que de les créer. Elle n'est pas pressée de recueillir l'héritage de l'homme malade ; elle aimerait mieux un compromis entre les héritiers présomptifs qu'une succession précipitamment ouverte, où sa part pourrait être trop grosse pour qu'elle fût dès à présent prête à l'administrer et où ce qu'elle recueillerait tournerait peut-être au détriment de ce qu'elle possède déjà, entraînerait, par exemple, la sécession définitive de ses populations de langue allemande.

Le Chancelier d'Allemagne est un maître dur. Quand on a fait pacte avec lui, il n'accorde ni terme, ni délai ; il faut qu'on paie,

il faut qu'on marche. Si je ne m'abuse sur la valeur des symptômes que j'ai pu observer, la soudaine et véhémente explosion qui s'est faite dans la presse allemande s'explique par l'impatience qu'ont pu causer à Berlin certaines hésitations du Cabinet austro-hongrois. Il s'agissait de donner à celui-ci une impulsion énergique en pesant sur lui avec l'aide de l'opinion publique surexcitée ; le moyen qu'on a choisi a été d'exposer sous une lumière un peu crue, mais saisissante pour tous les regards, la valeur et les conditions particulières de l'arrangement de 1879. L'excursion mystérieuse et rapide que le comte Herbert de Bismarck vient de faire à Vienne, sous le couvert d'un déplacement de chasse, se rattache probablement à la même pensée et a dû avoir pour objet de traduire en langage diplomatique les instigations assez brutales de la presse....

Si l'on se place, comme il convient, au-dessus des questions de personnes et qu'on cherche à dégager l'impression générale qui ressort de toute cette polémique, on y trouve l'indication manifeste du désir de l'Allemagne de pousser l'Autriche en avant et de se servir d'elle pour hâter la solution du grand problème oriental. Il semble que le Chancelier allemand croie l'heure venue d'ouvrir un nouveau chapitre de la question d'Orient. Selon toute apparence, c'est l'initiative hardie de l'Angleterre en Égypte qui a donné le signal de cet ébranlement qu'on souhaite ou qu'on prévoit désormais et qui doit remettre en question la répartition des influences, peut-être même la distribution des territoires, dans le rayon des dépendances de l'empire turc.

On suppose assez généralement que, lors du Congrès de Berlin, dans ses entretiens intimes avec lord Beaconsfield, dont il avait beaucoup goûté l'esprit, le prince de Bismarck avait offert ou promis à l'Angleterre l'Égypte, pour sa part dans les dépouilles de la Turquie. Ce n'est sans doute pas de la possession exclusive de l'Égypte qu'il a pu s'agir, du moins dans la pensée du Chancelier allemand, car la domination absolue d'une seule puissance, établie dans une telle position, fermerait des issues qui sont nécessaires au monde entier et qu'il entre certainement dans les calculs de l'Allemagne de se tenir ouvertes pour toutes les éventualités de l'avenir auquel elle aspire. On ne se montre pas très inquiet à Berlin d'une prétention qui irait contre la nature et la force même des choses ; on s'en fie aux autres nations méditerranéennes, et surtout à la France, pour empêcher l'absorption intégrale de l'Egypte et la clôture du canal de Suez par l'Angleterre. En dehors d'une prise de possession exclusive, le protectorat de l'Égypte a pu paraître déjà une proie assez riche ; mais s'il est vrai que le Chancelier d'Allemagne l'ait plus ou moins explicitement réservée aux Anglais, il entendait assurément la leur donner à son heure, et non pas qu'ils la prissent prématurément et en quelque sorte hors part. Les Anglais ayant devancé le moment prévu, il faut

aujourd'hui que l'Autriche chargée des intérêts de l'Allemagne hâte le pas afin de les rattraper. Cette pensée se lit, depuis un mois, entre les lignes de tous les journaux de Berlin.

Par quels moyens se réalisera-t-elle? C'est le secret du prince de Bismarck, le secret d'un avenir sans doute peu éloigné. On doit croire toutefois que le Chancelier allemand, avec sa circonspection habituelle, non moins remarquable que son énergie, ne précipitera pas le cours de ses combinaisons ; et plus elles auront de portée, plus il leur laissera de temps pour mûrir. Ainsi s'accomplirait son pronostic, qui promet la paix à l'année 1883. D'ailleurs il n'est nullement prouvé qu'il n'espère pas arriver à ses fins sans guerre, malgré la difficulté qu'il y a de concevoir une liquidation de la succession ottomane sans un terrible conflit d'ambitions et une sanglante mêlée de peuples. La guerre n'est jamais un but pour l'Allemagne ; elle s'y tient toujours prête, mais elle ne l'aime pas, et l'accepte seulement, quand on la lui montre nécessaire. Cette nation essentiellement militaire et disciplinée, mais nullement belliqueuse, ne frémit sous les armes et ne s'ébranle qu'à l'ordre et selon la volonté de ses chefs ; il faut qu'on lui fasse voir la proie à conquérir. Assez indifférente à la gloire, elle a l'appétit des réalités, et si elle peut les atteindre sans verser son sang, elle préfère de beaucoup ce succès pacifique à tout l'éclat des batailles.

En tout cas, on peut en être sûr, l'Allemagne s'appliquera de longue main à mettre de son côté le plus possible de bonnes chances.

Elle se prépare, cela n'est pas douteux, à soutenir, en cas de besoin, une lutte à fond contre la Russie, et peut-être cette lutte est-elle inévitable. Mais la politique allemande consistera à maintenir le plus longtemps possible la Russie par l'intimidation et la menace, à l'empêcher, par ses armements et ses concentrations de troupes de déborder du côté de la Vistule, à lui faire peur de l'occupation et du démembrement de ses provinces polonaises, à l'épouvanter par le spectre de la révolution intérieure. *En même temps, l'Allemagne soutiendra vigoureusement l'Autriche dans la péninsule des Balkans, et, là aussi, s'efforcera de refouler la Russie pour tenir les voies libres à son allié. Si le choc ne peut être évité, elle tâchera qu'il se produise loin de ses frontières et que l'Autriche, plutôt que l'Allemagne, en ait à supporter le poids.*

Telles sont, Monsieur le Président du Conseil, les conjectures qu'autorise l'aspect actuel des affaires de l'Europe, du moins comme il apparaît à Berlin, à la lumière des récentes publications du journalisme officieux. Votre Excellence me pardonnera, je l'espère, la liberté et l'étendue des observations qui précèdent. Bien qu'étrangères au domaine des informations officielles, je les ai cru nécessaires pour caractériser le très curieux épisode de presse qui vient d'exciter si vivement l'opinion publique dans

le pays de ma résidence, et d'où il m'a paru que la politique française pouvait retirer quelques indications utiles.

9. — Le baron de Courcel a M. Jules Ferry.

Berlin, 30 *août* 1884.

... L'impression que j'ai emportée de cet entretien[1] a été que le Chancelier d'Allemagne éprouvait quelque surprise, peut-être même un certain mécompte, à nous trouver aussi tièdes sur l'ensemble des affaires d'Egypte. Il m'a semblé qu'il commençait à prendre lui-même à ces affaires un intérêt plus vif que par le passé, qu'il était disposé à y entrer maintenant dans une certaine mesure et à se départir de cette indifférence en quelque sorte olympienne contre laquelle nous nous heurtions depuis plus de deux ans. Si cette supposition est juste, le Chancelier devait compter sur nous, à raison de nos gros intérêts, comme sur les plus fermes soutiens, je dirai même les instruments les plus actifs de sa politique plus prononcée en Egypte, et il était assez naturel que la réserve présente du Gouvernement français lui causât une déception. Notre conversation, quoique très courtoise dans la forme, et malgré la bonne entente établie au fond sur tous les points que nous avions traités, resta donc empreinte d'une certaine froideur. Cependant, au moment de nous séparer, le prince me dit avec beaucoup de bonne grâce : « Demain nous causerons de la Côte occidentale d'Afrique, et je puis vous déclarer d'avance que nous nous trouverons parfaitement d'accord sur ce terrain.... »

Le sujet de notre entretien étant épuisé, le prince de Bismarck me dit en se levant qu'il se félicitait particulièrement d'avoir reconnu avec moi un terrain où les intérêts de la France se trouvaient en harmonie avec ceux de l'Allemagne, et sur lequel nos deux nations pouvaient agir ensemble. Il n'insista pas davantage sur l'idée du rapprochement entre les deux pays, et pendant tout mon séjour à Varzin, il n'y a pas fait d'autre allusion....

10. — Le baron de Courcel a M. Jules Ferry[2].

Berlin, 23 *septembre* 1884.

... « *Ce que je cherche, c'est d'établir sur mer une sorte d'équilibre, et la France a un grand rôle à jouer de ce côté, si elle veut entrer*

1. Avec le prince de Bismarck.
2. Compte rendu d'une conversation du baron de Courcel avec le prince de Bismarck, qui était venu lui-même lui rendre visite.

dans nos vues. On parlait autrefois beaucoup d'équilibre européen ; c'est un mot du XVIIIe siècle. Mais je pense qu'il n'est pas suranné de parler de l'équilibre des mers. *Je le répète, je ne désire pas la guerre contre l'Angleterre ; mais je désire qu'elle comprenne que si les marines des autres nations s'unissent, elles lui feront contrepoids sur l'Océan, et l'obligeront à compter avec les intérêts d'autrui. Pour cela, il faut qu'elle s'habitue à l'idée qu'une alliance franco-allemande n'est pas une chose impossible.* Au bout du compte, cette coopération des marines secondaires, groupées autour de la France pour résister à la prépondérance de la marine anglaise est dans les traditions de votre politique. C'était l'idée de Napoléon le Grand, et il l'a poursuivie pendant tout son règne ; il est vrai qu'il mettait une telle rudesse avec ceux dont il prétendait faire ses alliés, qu'on se défendait d'entrer dans ses combinaisons. C'était aussi l'idée de votre dernier empereur. Il me l'a développée dès 1857, quand nous avons eu la première fois des entretiens ensemble. Il désirait que la Prusse devînt une puissance maritime, et que nous puissions acquérir des ports sur la mer du Nord, dans le Holstein, le Hanovre ; mais il voulait réserver la Méditerranée à la prépondérance française, et c'était, m'a-t-il dit, une des raisons pour lesquelles il avait jugé nécessaire de s'opposer à l'envahissement de la Turquie par la Russie. »

Le prince de Bismarck s'étendit alors, avec une prédilection marquée, en longues digressions sur ses rapports personnels et ses entretiens avec Napoléon III, digressions qui présentaient assurément le plus curieux intérêt historique, mais qui sortent trop du cadre pratique de cette dépêche pour qu'il y ait lieu de les relater ici. Entre ces deux esprits, doués de qualités si dissemblables, il s'était manifestement établi un lien de sympathie, on dirait presque de fascination mutuelle, et quoique ce lien se soit rompu plus tard sous le poids des événements et par la divergence des intérêts, les paroles du Chancelier allemand permettaient de constater l'étude profonde qu'il avait faite du caractère du souverain français, et l'attention qu'il avait dû dépenser pour s'approprier une partie de ses idées et de ses procédés, tout en se réservant de les appliquer d'après une autre méthode et avec des tendances diamétralement opposées.

Outre l'attrait que paraît éprouver le prince de Bismarck à ranimer aujourd'hui devant ses auditeurs les souvenirs de sa carrière si mouvementée, peut-être se proposait-il aussi de chercher dans le passé des points de contact qui pussent être rétablis entre la France et l'Allemagne. Quoi qu'il en soit, parmi ses anecdotes, il revenait volontiers à l'idée que l'intérêt de la France serait d'aider à l'accroissement de la puissance maritime de l'Allemagne, afin de tenir en échec l'Angleterre et d'assurer ainsi la liberté des mers. « Il est plus avantageux pour la France, ajoutait il, de voir, comme à présent, la Prusse et les autres puissances

venir à elle, que d'avoir à rechercher elle-même leur concours, comme c'était souvent le cas autrefois. »

Le fond de sa pensée et le but de son discours étaient bien évidemment de nous entraîner à organiser avec l'Allemagne, et au profit de l'Allemagne, une sorte de ligue maritime, qui ne saurait prendre corps sans la coopération de la France, mais qui, avec notre aide, pourrait assurément donner à réfléchir aux Anglais, et les obliger à tempérer, en matière coloniale, leur politique impérieuse et exclusive. L'Allemagne, qui vise à avoir le premier rang partout et à exercer la domination du monde, après être devenue une puissance militaire sans rivale, aspire à conquérir la prépondérance industrielle et commerciale ; par conséquent, on pourrait dire par nécessité, elle veut être aussi forte un jour sur mer que sur terre. Pour obtenir ce résultat, elle a encore besoin de notre appui. Il est probable qu'elle ne le considère que comme transitoire. Au cours de notre conversation, il est échappé au prince de Bismarck de me dire, en mettant, il est vrai, cet aphorisme dans la bouche de l'Empereur Napoléon III, que les hommes se piquent toujours de faire le mieux la chose pour laquelle ils ont le moins d'aptitude véritable ; que les plus médiocres cavaliers sont ceux qui aiment le plus à être vus à cheval, et qu'ainsi la France est particulièrement flattée des entreprises coloniales et maritimes et des succès lointains, *quoiqu'elle n'ait pas le pied marin.*

J'ai noté deux autres paroles que je ne crois pas inutile de vous rapporter, et qui peuvent donner matière à réflexions.

Le Chancelier m'entretenait de je ne sais quelle difficulté qu'il risquait de rencontrer de la part de l'Angleterre, dans ses entreprises sur la côte occidentale d'Afrique. Il dit à ce propos : « Je ne crains pas l'opposition des Anglais ; avec les embarras où ils se sont mis par leur action en Égypte, ils ont besoin de nous ; *on pourra marchander avec eux.* »

Il m'a dit encore, au sujet de l'Égypte : « Nominalement le souverain du pays est toujours le Sultan. C'est lui qui est responsable en droit de son vassal. Si celui-ci refuse de rentrer dans l'ordre, qui peut empêcher une puissance, la Russie par exemple, d'interpeller la Turquie, de réclamer sa garantie, et, comme elle ne sera guère en état d'agir, de prendre sur elle un gage, tel que l'île de Crète, ou quelque autre position semblable. »

Je ne voudrais pas tirer des conclusions trop rigoureuses de ces mots, jetés en passant au milieu d'une conversation qui a touché successivement à bien des sujets divers. Mais on peut se figurer qu'il y a là quelque écho des conversations de Skierniewice[1] ;

1. Après la convention de mars 1884 (*la contre-assurance russe*), les trois Empereurs s'étaient rencontrés en Pologne, à Skierniewice, du 15 au 17 septembre.

que quand les ministres des trois empires ont abordé la question égyptienne, ils ont peut-être envisagé le cas où, malgré toute l'opposition des puissances, les Anglais, à force de persistance, finiraient par avoir raison de leurs rivaux, et par s'installer à demeure sur les bords du Nil ; et que, pour ce cas, on a cherché académiquement, quelle compensation, quel marchandage, quel gage, serait à la portée de chacun....

11. — Le baron de Courcel a M. Jules Ferry (Particulière).

Berlin, 3 décembre 1884.

... Dans la phase actuelle, l'effort principal du Chancelier tend à nous amener à montrer notre jeu. Il veut absolument que nous prenions couleur contre l'Angleterre. Je me défends comme vous avez vu. Je soutiens que l'affaire se plaide, non entre l'Angleterre et la France, mais entre l'Angleterre et l'Europe, à laquelle nous ne ferons pas défaut si elle est résolue à défendre son intérêt. Mais si la force ou le courage lui manque, le poids de nos intérêts pèsera sur nous et nous entraînera forcément, dans un délai plus ou moins rapproché, à un accommodement avec la partie la plus hardie et la plus heureuse.

Si vous imaginez d'autres arguments, donnez-les moi, car je crois qu'il est très intéressant que nous puissions justifier et soutenir, au moins tant que les choses ne seront pas engagées sur toute la ligne, l'attitude de réserve que vous m'avez si sagement prescrite au moment où je me rendais à Varzin.

L'art merveilleux avec lequel le Chancelier d'Allemagne se donne une position de neutralité, d'impartialité, de correction égale et loyale, entre l'Angleterre et la France, est un chef-d'œuvre de diplomatie. Au fond, il désire jouer les plus mauvais tours à l'Angleterre, mais par notre main, et sans se découvrir. Quand les deux puissances occidentales seront brouillées, il se frottera les mains, et il jurera qu'il n'a voulu que concorde et conciliation. Il a montré sa secrète tendance quand il a parlé de contrôle international. Sa fureur en constatant que les Anglais, à qui il avait soufflé le mot, ne nous en avaient rien dit, et l'avaient dénoncé comme les exhortant à une entente particulière avec nous, sa fureur, dis-je, où l'art et le dépit tenaient également place, s'est donné cours, aux dépens du pauvre Lord Granville et de Gladstone, dans les expressions les plus pittoresques. Mon télégramme vous en a relaté quelques-unes, mais pas les plus fortes. « Ce sont, me disait-il, les bellâtres de la politique, et il me font l'effet de ces vieux beaux qui, dans le monde, vivent sur la réputation de succès qu'ils n'ont jamais eus. »

Quant à nous, c'est par l'amour-propre qu'il veut nous prendre.

Il nous pousse à la gloire de régler l'affaire d'Égypte, et de la régler à Paris même, dans une conférence que nous présiderions, et où l'Europe nous ferait un cortège triomphal. Ce brillant tableau m'a mis, je vous l'avoue, un peu en défiance. J'aurais mieux aimé qu'il nous promît moins de pompons et plus de satisfactions matérielles. A Paris, la conférence, dont il entend nous faire honneur, n'intéressera en rien sa réputation à lui, et il sera maître d'en tirer le parti qu'il voudra. Si elle réussit, il dira que nous devons le succès à son appui ; si elle échoue, il s'en lavera les mains, et s'arrangera avec ceux qui l'auront fait échouer. Elle sera le marché ouvert où, entre la France et l'Angleterre, il se vendra à la plus offrante. Je veux bien qu'il incline pour nous ; mais il faudra le payer, et si nous le marchandons, nous verrons bien vite surgir des difficultés auxquelles nous ne pensions pas. Pour sauver notre Conférence et notre honneur, il faudra lui donner tout ce qu'il nous demandera.

Voilà les réflexions un peu sceptiques que sa belle proposition m'inspire. Pourtant je ne méconnais pas qu'elle mérite qu'on y réfléchisse.

Il y a un mot de sa conversation sur lequel je vous demande la permission de revenir. « Je désire en arriver, m'a-t-il dit, à ce que vous pardonniez Sedan comme vous avez pardonné Waterloo. » Si nous l'écoutions, peut-être un jour un de ses successeurs dirait-il à nos neveux : Je désire que vous me pardonniez une nouvelle défaite et un nouveau démembrement comme vos pères ont pardonné Sedan ! Cela prouve combien est impie, combien est féconde en conséquences funestes pour la patrie, la légèreté de ceux qui, aveuglés par l'intérêt transitoire d'un parti, ou dupes de fallacieuses théories historiques, ont entrepris de justifier aux yeux de la France les traités de 1815 et d'éteindre dans son cœur le ressentiment des douloureuses amputations de cette époque. Je crois qu'en fait de démembrements subis, une nation, à moins de courir avec indifférence au-devant du sort de la Pologne, ne doit jamais rien pardonner, jamais rien oublier. Je n'ai pas dit un mot au Chancelier d'Allemagne qui pût l'encourager dans une pareille illusion à notre égard. Je tiens, dans un sentiment que vous respecterez, à bien marquer les limites que je n'ai pas franchies et que votre patriotisme ne me demandera jamais de franchir. Pacifier le présent, réserver l'avenir, tel est le programme que j'ai toujours eu devant les yeux depuis qu'il a été question, entre la France et l'Allemagne, de substituer le calcul des intérêts réciproques à la vanité et aux dangers de provocations bruyantes, aussi peu sincères d'un côté que de l'autre. Dès le début de nos pourparlers, j'ai spécifié, avec le comte de Hatzfeldt, et avec la Chancelier lui-même, qu'il ne serait jamais question entre nous d'Alsace ni de Lorraine, qu'il y avait là un domaine réservé pour les uns comme pour les autres, où il devait nous être interdit

de pénétrer, parce que nous ne pourrions jamais nous y rencontrer en bon accord. « Je ne vous parlerai jamais d'Alsace, ai-je dit ; mais de votre côté, si vous désirez sincèrement une entente avec nous sur quelques points, évitez de repasser le fer sur notre plaie, parce que la nation française ne resterait pas maîtresse de ses sensations. »

Lors de l'entrevue de Skierniewice, lorsque certains indices m'ont inspiré le soupçon que le maintien du *statu quo*, adopté comme programme commun par les trois Empereurs, pouvait avoir eu comme corollaire quelque stipulation confirmant le traité de Francfort, je n'ai pas hésité à dire au comte de Hatzfeldt que, si la France découvrait un jour que quelque chose de semblable se fût passé, elle regarderait ce procédé comme une menace directe qui ne pourrait la laisser indifférente. Le résultat de mes observations a été, vous le savez, la visite si absolument insolite que le Chancelier en personne est venu me faire à l'ambassade de France, et dans laquelle il m'a déclaré qu'il n'y avait rien eu d'écrit à Skierniewice et qu'il ne s'y était formé aucun engagement dont la France pût prendre ombrage.

Je tiens à préciser ces souvenirs avec vous, parce qu'il est essentiel qu'aucune méprise ne puisse se produire, dans l'avenir, quant au véritable caractère et quant aux limites pratiques de nos échanges de vues avec l'Allemagne.

12. — Le baron de Courcel a M. Jules Ferry.

Berlin, 20 *janvier* 1885.

... La conversation prit ensuite un tour plus général. Le Chancelier d'Allemagne me témoigna sa très vive satisfaction de ce que, quels que soient les *risques* qui subsistent entre nos deux pays, les circonstances aient pu les rapprocher en leur montrant dans certaines directions une communauté d'intérêts. Je m'associai à ce sentiment, et j'en pris texte pour dire qu'en effet la communauté des intérêts était le meilleur argument pour triompher des préventions mutuelles et accoutumer les deux peuples à marcher ensemble. « Il est des passions qui ne peuvent disparaître immédiatement, dis-je à mon interlocuteur, mais en cherchant les points de contact dans chaque affaire particulière qui se présentera successivement, *von Fall zu Fall*, suivant une expression que vous employez quelquefois, nous arriverons à multiplier les occasions d'accord ; il pourra naître de cette manière de procéder une sorte d'habitude, et l'habitude transforme les sentiments. »

Je ne sais si cette définition utilitaire de notre rapprochement avec l'Allemagne, qui le réduisait à une entente particulière,

fondée, dans chaque cas individuel, sur la constatation d'intérêts positifs, satisfait entièrement le Chancelier. Mais elle répondait, en tout cas, à des nécessités de notre situation nationale dont il est désirable pour nous que la politique allemande sache tenir compte. L'ordre d'idées où le Chancelier aime à se placer est un peu différent. *Assoupir nos souvenirs, détourner nos regards du passé vers un avenir indéterminé, afin de mieux nous habituer aux conditions rigoureuses du présent, nous entraîner ainsi, d'une façon presque insensible, à l'acceptation définitive des faits accomplis en* 1815 *et* 1871, *de manière que la France, résignée à ses démembrements successifs et prenant une bonne fois son parti de l'hégémonie militaire et géographique de la Prusse, gravite désormais dans l'orbite du nouvel Empire allemand, tel est le programme que le prince de Bismarck suit à notre égard ; nous devons lui rendre la justice de reconnaître la franchise et la sincérité entières avec lesquelles il l'expose lui-même. « Renoncez à la question du Rhin, m'a-t-il souvent répété ; je vous aiderai à conquérir sur tous les autres points les satisfactions que vous pouvez désirer. »*

Tout l'effort de sa dialectique avec nous tend à nous prouver que nous avons intérêt à accepter ce programme, et qu'il est loyal en nous le proposant. Pour triompher de ce qu'il appelle nos défiances, il ne néglige aucun soin ; aucune prévenance ne lui coûte. Aujourd'hui que l'Angleterre est mise, par sa politique égyptienne, en opposition flagrante avec les intérêts traditionnels de la France, il s'applique à nous convaincre qu'il a embrassé notre parti sans réserve, et qu'il ne nous abandonnera pas en route. Sa préoccupation à ce sujet est très vive. Il craint que nous ne soyons hésitants ou soupçonneux. Aussi s'attache-t-il à démontrer que lui-même s'engage à fond contre l'Angleterre. Peut-être convient-il de faire la part de ce sentiment dans les réflexions générales qu'il a cru devoir me faire concernant les dangers qui menacent la puissance anglaise.

« Les Anglais, me dit-il, sont bien aveugles de froisser les intérêts de tout le monde et de se mettre à dos de si nombreux adversaires par leur politique inconsidérée, quand ils sont si évidemment menacés par un grand danger prochain. Il est impossible que le choc qui s'annonce en Asie centrale[1] ne se produise pas un jour dans des conditions qui seront pour eux pleines de risques. Déjà au moment du Congrès de Berlin, quand la Russie avait à faire face au péril imminent d'une attaque de l'Angleterre, cette puissance avait étudié les moyens d'atteindre sa rivale dans l'Inde. J'ai eu connaissance du plan qui a été préparé ; il était très sérieux et bien combiné. Les choses ont marché depuis lors d'un pas rapide. La Russie se trouve aujourd'hui armée de moyens d'action

1. C'était le moment où un conflit anglo-russe semblait inévitable aux frontières de l'Afghanistan.

beaucoup plus faciles à mettre en œuvre. De plus en plus sa base d'opérations s'établit en avant de Khiva, à Merv et dans la région qui confine à l'Afghanistan. Pour la question de délimitation relative à ce dernier pays, les Anglais ont eu tort d'entourer leur mission d'une escorte militaire qui a l'air d'une expédition, et dont l'importance ne fera que donner, aux yeux des populations indigènes, plus de gravité à leur mouvement inévitable de retraite. Si un conflit doit éclater, la Russie est dès maintenant en mesure de jeter sur les Indes une armée de cent mille cavaliers mobiles, empruntée aux habitants de ses provinces depuis le centre de l'Asie jusqu'au pays des Cosaques. C'est bien plus qu'il n'en faut pour provoquer dans les Indes une situation semblable à celle de 1857. Les Anglais sont beaucoup moins civilisateurs que les Russes en Asie ; ils méprisent trop ouvertement les indigènes et se tiennent trop à l'écart d'eux. Ceux-ci se sentent exploités par une domination étrangère qu'ils exècrent. Les Russes, au contraire, attirent à eux les populations qu'ils englobent dans leur empire, se familiarisent et s'amalgament avec elles. Ils soulèveront facilement les Hindous. Les Mahométans même, qui forment aux Indes un groupe nombreux, sont très mal disposés pour l'Angleterre ; tandis que la Russie, qui commande à de nombreux musulmans, n'a qu'à se louer de leur fidélité. Je ne sais quelle sera l'heure du conflit, peut-être dans dix ans, peut-être plus tard, mais il est fatal. »

« Comment, en prévision d'une telle menace, l'Angleterre peut-elle de gaîté de cœur s'aliéner tous ceux qu'elle blesse par sa politique coloniale exclusive et par sa prétention à la domination du canal de Suez? La Russie a reconnu assez récemment qu'elle avait un grand intérêt à la liberté de passage dans le canal de Suez pour le rétablissement et la défense de ses ports dans l'Océan Pacifique, au cas d'une guerre avec l'Angleterre. Elle y attache maintenant beaucoup d'importance, et elle désire fortifier sa position à l'extrémité orientale de l'Asie. Elle est sur le point, soit d'occuper une partie de la Corée, soit d'obtenir, par voie de négociation avec le Japon, la possession d'un certain territoire qui lui donne un port plus méridional que Vladivostock et moins exposé à être gelé en hiver. »

Je demandai au prince de Bismarck si la Russie, lorsqu'elle réclamerait avec nous la garantie de la liberté de navigation en tout temps sur le canal de Suez, ne voudrait pas exiger aussi la création d'un régime semblable sur le Bosphore. Il me dit que le Cabinet de Saint-Pétersbourg avait peut-être eu cette idée autrefois, mais qu'il l'avait certainement abandonnée, et avait reconnu que l'état de choses actuel était le plus favorable à ses intérêts.

Après une courte pause, le Chancelier reprit en ces termes : « Je regrette que les bruits répandus il y a quelque temps dans

les journaux au sujet d'un voyage que je projetterais de faire à Paris, n'aient été en définitive que des bruits de journaux. J'aurais eu grand plaisir à me rencontrer avec M. Ferry. La manière dont il dirige votre politique et la solidité qu'il me paraît avoir acquise me donnent confiance pour lui dans l'avenir, je serais heureux de nouer des rapports personnels avec lui. Une connaissance réciproque entre les personnes aide beaucoup à la bonne entente sur la direction des affaires. On s'apprécie mieux, on sait mieux à qui l'on a affaire. Mais peut-être ce qui n'était qu'une conjecture des gazettes pourra-t-il devenir un jour une réalité. On me dit que M. Jules Ferry se rend quelquefois à Saint-Dié. Cela pourrait nous fournir l'occasion d'une rencontre..., peut-être quelque part dans le Luxembourg en ou Belgique..., ou bien encore dans le Midi de la France, à Nice ou à Monaco. Je ne puis offrir d'aller à Paris ; ce serait un embarras pour votre Gouvernement, ce serait une sorte de défi gratuit jeté aux éléments turbulents et provocateurs de la population parisienne — mais ailleurs — l'occasion pourra se présenter et je serai très disposé à la saisir. »

13. — Le baron de Courcel a M. de Freycinet.

Berlin, 2 mai 1885.

[On suit avec attention en Allemagne les péripéties du conflit anglo-russe en Afghanistan. Mais le prince de Bismarck ne se cache pas pour dire qu'il ne lui conviendrait pas de prendre un rôle d'arbitre entre les deux adversaires. Ce n'est pas qu'on se dissimule la profonde perturbation qui résulterait d'une guerre, alors surtout qu'une grande quantité de fonds russes sont placés en Allemagne. « Mais il semble que les précautions aient été prises de longue main en prévision d'une crise de ce genre. Du moins n'observe-t-on pas dans les cercles de la finance allemande le trouble et l'inquiétude que l'on aurait pu supposer. » L'opinion attendrait d'ailleurs d'une guerre des bénéfices commerciaux considérables, et surtout des bénéfices politiques, qui peuvent se résumer ainsi :

« La Russie, même victorieuse, épuisée pour plusieurs années, comme elle l'a été après la guerre de 1877, obligée de reporter vers l'Asie le centre de gravité de ses forces et par conséquent de laisser le champ libre en Europe pour les combinaisons d'une autre puissance ; l'Angleterre isolée, contrainte à des efforts extraordinaires pour sauver son empire colonial, trop occupée par conséquent pour ne pas permettre à la jeune marine allemande de prendre son essor ; enfin, à l'Est comme à l'Ouest de l'Europe, les deux puissances qui pourraient faire contre poids ou opposer des entraves à celle qui domine aujourd'hui au centre de notre continent, séparées, tenues en échec l'une par l'autre, réduites à l'impossibilité de prêter leur appui ou d'offrir même leur alliance aux adversaires du système politique institué après 1866 et 1870. » Évidemment, le prince de Bismarck cherche à prévenir ou à localiser le conflit ; mais il n'écarte pas l'hypothèse d'une

attaque des Détroits par la flotte anglaise, ce qui obligerait la Turquie à prendre parti.]

Il est facile de mesurer la portée de ces curieuses paroles en se reportant à la conversation que le prince de Bismarck m'a tenue il y a quelque temps, lorsqu'il nous engageait à conseiller avec lui à la Turquie de garder les Détroits neutres et fermés. Prévoir que malgré tout, en cas de guerre, l'Angleterre forcera les Détroits et exposera par conséquent la Turquie aux représailles de la Russie, c'est prévoir du même coup que l'Autriche sera amenée à intervenir et à prendre ses sûretés ; en un mot c'est prévoir le partage de ce qui reste de la Turquie d'Europe. On conçoit que l'Allemagne ne désire pas trop immiscer la France dans cette opération, que la politique allemande, depuis 1871, réserve à l'action exclusive de l'Autriche et de la Russie, réglée par les conseils supérieurs de la Cour de Berlin. C'est là le nœud et la substance de l'entente intermittente des trois Empires. L'Égypte sert d'appoint pour l'une des deux puissances occidentales : pomme de discorde destinée à les diviser, elle est en même temps la récompense promise à celle des deux qui se montrera le mieux disposée à accepter, à seconder au besoin, les desseins des trois Cours impériales. En 1878, c'était l'Angleterre de Lord Beaconsfield et, en 1862, si M. Gladstone avait voulu et compris, c'était encore l'Angleterre. En 1885, si nous voulons et si nous comprenons, c'est la France, à prix réduit, il est vrai, et sous forme d'un régime de contrôle international, où il dépendrait de notre savoir-faire de tenir la première place.

14. — Le baron de Courcel a M. de Freycinet.

Berlin, 10 *mai* 1885.

... Ce n'est pas seulement utile, me dit le prince, mais très désirable[1]. Il semble se produire en effet, depuis quelque temps, dans l'allure de votre Gouvernement, certaines hésitations qui nous donnent à penser. Je crois qu'il sera bon que vous exposiez à Paris les raisons qui recommandent la continuation du système que nous avons pratiqué depuis douze mois et dont nos deux pays se sont trouvés bien jusqu'ici. Je serais très fâché qu'après avoir adopté de commun accord une certaine manière de procéder, nous fussions amenés, par le désir de conciliation qui peut animer votre Gouvernement envers l'Angleterre, à suivre la tactique qui me paraît la plus fâcheuse à l'égard de ceux avec qui

1. Il s'agissait d'un voyage que le baron de Courcel se disposait à faire à Paris.

ou discute, celle de faire des concessions qui encouragent l'adversaire à demander davantage....

Le prince de Bismarck entra alors dans quelques développements sur la politique que suit l'Allemagne en Égypte. Il m'exposa qu'après l'Angleterre, c'était la France qui avait le plus d'intérêts engagés dans ce pays, qu'il était très disposé à soutenir ces intérêts et à nous assurer l'appui de l'Autriche et de la Russie en même temps que celui de l'Allemagne.

« Mais il faut pour cela, dit-il, que nous sachions bien ce que vous voulez et qu'après être convenus d'une chose, nous ne nous retirions pas devant une apparence de mauvais vouloir ou de mauvaise humeur de l'Angleterre. Je ne puis pas, après avoir sollicité les Cours de Vienne et de Pétersbourg de se prononcer dans un certain sens, parce que la France le désire, intervenir quelque temps après auprès des mêmes Cours pour les inviter à adopter un avis différent parce que la France a changé sur les sollicitations de l'Angleterre. Ce n'est pas à moi à défendre votre premier avis contre vous-même et à montrer plus de fermeté que vous dans votre propre sens. Je ne puis pas être plus Français que les Français en Égypte. Quant à l'Allemagne, elle n'a pas d'intérêts sur les bord du Nil qui ne puissent se trouver bien d'un accommodement avec l'Angleterre. Une entente avec les Anglais garantira toujours suffisamment ce dont nous avons à nous préoccuper par là. Il s'agit donc de savoir si nous devons marcher avec la France et compter sur sa persévérance, ou si nous devons nous arranger avec les Anglais.

« Ce n'est donc pas l'ambition de conquêtes nouvelles qui nous dirige, mais le souci de nos relations avec les différentes puissances. A l'égard de l'Angleterre, nous avons le choix entre deux façons de nous conduire. Nous pouvons marcher d'accord avec elle, car nos intérêts ne sont divergents sur aucun point, si ce n'est dans les questions coloniales pour lesquelles elle a eu la maladresse de se mettre en antagonisme avec nous, mais qu'il serait facile en définitive de régler à l'amiable. Ou bien nous pouvons chercher à contre-balancer sa prépondérance maritime par une union des puissances continentales. C'est ce que nous nous efforçons de faire en ce moment, notamment à propos des affaires d'Égypte. Mais le concours de la France est nécessaire. Si la France s'entend avec l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche et la Russie n'ont pas à se mettre à la traverse pour s'efforcer de résoudre les questions égyptiennes autrement qu'il ne plaît à ces deux puissances. Au reste, si vous recherchez les bonnes grâces de l'Angleterre et que vous vouliez établir une émulation avec nous à ce sujet, c'est un terrain sur lequel nous pourrons vous disputer l'avantage. En effet, la France ne saurait offrir à l'Angleterre que ce que celle-ci possède déjà surabondamment, un contingent de puissance maritime et coloniale, tandis que

l'Allemagne est en mesure de lui fournir le point d'appui continental dont elle a besoin. Quoi qu'il en soit, en attendant que nous soyons fixés avec plus de certitude sur la ligne de conduite de votre Gouvernement, il ne devra pas être surpris que nous gardions de notre côté un peu plus de réserve....

P.-S. — Pour mesurer la portée du langage que m'a tenu le prince de Bismarck, il n'est pas indifférent de constater que, depuis quelques semaines, l'Angleterre fait les plus grands efforts afin de se rapprocher de l'Allemagne et de terminer à l'amiable toutes les contestations pendantes entre les deux pays. Le comte de Hatzfeldt me l'a déclaré positivement, et, ce qui est plus significatif, j'en tiens l'aveu de l'ambassade anglaise elle-même. Les Anglais reconnaissent qu'ils sont prêts maintenant à accorder au prince de Bismarck toutes les concessions qu'il réclame dans les affaires d'outre-mer et qu'ils renoncent à lui opposer des difficultés, soit en Océanie, soit à la Côte de Zanzibar, soit ailleurs. Afin de couvrir leur complaisance d'une couleur honorable, ils affectent de n'avoir aucune foi dans l'avenir des entreprises coloniales allemandes, et de dire qu'aucune concurrence sérieuse ni durable n'est à craindre pour eux de ce côté.

A ces dispositions de la part de l'Angleterre correspondent, dans la presse officieuse allemande, des avances caractérisées, bien qu'enveloppées encore d'une certaine rudesse. J'ai remarqué, en particulier, deux articles, de source manifestement autorisée, qui ont paru, l'un dans la *Post* du 6 mai, l'autre dans la *Gazette de Cologne* du 8 ; tous deux, par conséquent, sont antérieurs à mon entretien avec le Chancelier. Ils vous ont sans doute été signalés ; je crois cependant, pour plus d'exactitude, devoir les joindre sous ce pli. Le premier combat les journalistes qui, à propos du conflit anglo-russe, s'échauffent contre l'Angleterre, et il expose que l'Allemagne a toute raison de garder une stricte impartialité, en se souvenant du proverbe : « Celui qui ne peut pas me servir comme ami, peut me nuire comme ennemi ». Le second, beaucoup plus explicite, indique à quelles conditions de fidélité et de solidité l'Angleterre peut acquérir l'alliance de l'Allemagne ; les Allemands, quant à eux, ne désirent rien tant que d'être les amis d'une nation à laquelle l'affinité de race les rattache ; et pour les Anglais, ils ont besoin de l'aide d'une grande puissance militaire et continentale pour lutter soit contre la force massive de la Russie, soit contre une rivale aussi dangereuse que la France.

15. — LE BARON DE COURCEL A M. DE FREYCINET.

Berlin, 28 *mai* 1885.

[Le matin même, le prince de Bismarck a fait demander au baron de Courcel de venir le voir. Il lui a exposé longuement les craintes que lui inspire le mauvais état de santé de l'Empereur, les idées politiques et les sentiments du Prince impérial. Il prévoit que, si l'Empereur disparaît, il lui faudra marcher au-devant de l'Angleterre, et il tient à ce que la France en soit avertie par lui-même.]

« Ce qui est à prévoir dans le cas d'un changement de règne, a dit Bismarck au baron de Courcel, c'est certainement une tendance de la nouvelle Cour à complaire à l'Angleterre et à favoriser tout ce qui tient à ce pays ; on y sera d'autant mieux vu qu'on parlera plus anglais. Cela influera nécessairement sur notre politique. Ce n'est pas qu'elle soit aujourd'hui hostile à l'Angleterre. Nous ne sommes ni bien ni mal avec l'Angleterre, mais nous sommes bien avec vous, et nous cherchons à contre-balancer avec votre aide l'excès de la prépondérance maritime des Anglais. De votre côté, vous soutenez vos intérêts contre eux dans la mesure où vous pouvez compter sur l'appui des puissances continentales, en ayant soin de ne pas marcher trop en avant, afin de ne pas vous trouver seuls, brouillés avec l'Angleterre. Ce système pourra être un peu modifié. Je vous en avertis confidentiellement, pour que vous vous y prépariez au besoin et que vous évitiez de trop compromettre vos propres relations à l'égard des Anglais. Si je suis amené à quitter les affaires, je ne souhaite pas de laisser à mon remplaçant une succession qui serait rendue plus difficile par des malentendus entre l'Allemagne et la France. Or, je crains qu'un changement de direction de notre côté, tenant aux circonstances dont je viens de vous parler, ne produise chez vous un mouvement de surprise et d'irritation. Cela serait contraire au but que je poursuis depuis quatorze ans, qui est de cicatriser les blessures qui séparent nos deux pays. Il est désirable pour l'Allemagne que de pareils sentiments ne surgissent pas chez vous.

« Je ne sais pas jusqu'où l'on voudra aller dans la prédilection qu'on pourra marquer à l'Angleterre. Je ne puis croire cependant qu'on fasse aux Anglais le plaisir de se charger pour eux de faire la guerre à la Russie, ou de détourner sur l'Allemagne le péril qui les menace du côté de l'Inde. Ce serait une folie, et j'espère bien qu'on ne la commettra pas. Mais la Russie, pour sa part, dans le pressentiment d'un changement de règne et de système chez nous, sera nécessairement moins ferme pour résister aux exigences de l'Angleterre ; elle craindra d'être moins soutenue qu'à présent, de pouvoir moins compter sur l'Allemagne ; son attitude ne peut tarder à s'en ressentir.

« Si notre vieil Empereur nous était conservé, et que nous puissions envisager la continuation du système actuel de gouvernement, il n'y aurait rien de changé. Je vous garantirais la même politique que nous avons pratiquée jusqu'ici. Mais je désire, comme je l'ai toujours désiré, qu'il n'y ait point de méprise entre nous, et que vous puissiez avoir confiance en ma parole. Je tiens à ce que vous soyez prévenu, parce que j'ai considéré comme loyal et comme nécessaire de vous indiquer toujours jusqu'à quel point et jusqu'à quel moment nous pouvions marcher ensemble. Je vous conseille donc de prendre en considération ce qui peut arriver, afin d'avoir peut-être certains ménagements envers l'Angleterre. Je pense qu'il n'en coûtera pas à M. de Freycinet de tenir compte de cet avis. Depuis qu'il est au ministère, il m'a paru que l'action de votre Gouvernement était plus molle à l'égard des Anglais. »

Une scène émouvante se produit alors. Le prince de Bismarck, en parlant de l'état de santé de l'Empereur, ne parvient pas à contenir son trouble. « Je vis son menton s'agiter, raconte le baron de Courcel ; ses joues s'injectèrent de rougeur ; ses yeux se mouillèrent de larmes. » Le baron de Courcel ne croit pas que cette émotion soit feinte. Mais il se demande surtout ce qu'il doit penser des confidences du prince et quelle en peut être la portée véritable.]

Ce qu'il y a de saisissable derrière ce décor tragique, c'est l'évolution annoncée immédiate de la politique allemande.

Le prince de Bismarck revient aujourd'hui, dans l'affaire d'Egypte, à sa politique de 1882 : abandonner l'Egypte à l'Angleterre, à la condition qu'elle s'entende avec la Turquie, et renvoyer la France s'entendre elle-même avec l'Angleterre. C'est cette politique que le Chancelier exposait il y a peu de mois sous forme rétrospective, dans un de ses plus remarquables discours au *Reichstag*, pendant la session qui vient d'être close. Son exposé était bien évidemment calculé pour servir à la fois d'appât à l'Angleterre, à qui l'on montrait le chemin du retour, et d'avertissement à la France, dont il s'agissait d'aiguillonner le zèle et d'enchaîner la fidélité.

Nos hésitations, les contre-coups de notre politique intérieure, le manque de confiance dans notre constance ont-ils déterminé le Chancelier à un brusque revirement, et après une période de mûr examen, lui ont-ils fait prendre son parti avec la rapide décision qui le caractérise ? Faut-il voir dans son attitude nouvelle un résultat du voyage de lord Rosebery[1], et le ministre libéral a-t-il réussi à le convaincre, malgré ses préventions contre le Cabinet Gladstone, qu'il trouverait du côté de l'Angleterre plus

1. Lord Rosebery venait de faire un voyage en Europe et avait eu, à Berlin, une entrevue avec le prince de Bismarck.

d'empressement, plus de docilité, plus de sûreté, et des concessions plus utiles que du côté de la France?

Quoi qu'il en soit, il est évident que les conclusions de ma dépêche confidentielle d'hier ne sont déjà plus justes. La situation n'est plus intacte. Le choix du Chancelier est fait.

Le Chancelier s'était proposé de susciter contre l'Angleterre, avant le changement de règne, une vaste coalition d'intérêts, qui engageât les grandes rivalités, et, par voie de conséquence, la politique allemande, dans une direction sur laquelle il ne serait plus possible de revenir. L'Empire britannique était exposé, par la réalisation de ce dessein, à la plus formidable épreuve qu'il ait peut-être encore affrontée. Il y risquait la perte, non seulement de l'Égypte, mais de l'Inde et de tout son système colonial. L'étoile de l'Angleterre l'a sauvée. Ni la France ni la Russie ne se sont laissé entraîner à des résolutions qui auraient lié leur politique, peut-être pour plusieurs années. L'Empereur Guillaume vieillissait. La princesse impériale d'Allemagne venait de faire la preuve de son énergie, de son intelligence et de la direction qu'elle entendait imprimer un jour à la politique de l'Allemagne, par la manière dont elle avait réussi à conjurer le conflit anglo-russe, et à assurer une nouvelle Paix des Dames. Le prince de Bismarck s'est retourné vers le soleil levant. C'est ce qu'il appelle l'ère des Cobourg, le triomphe des idées du feu roi Léopold et du feu prince Albert, deux des plus persévérants et des plus dangereux ennemis de la France que l'Histoire moderne ait montrés.

II. — DÉPÊCHES OFFICIELLES ALLEMANDES ANNOTÉES PAR L'EMPEREUR[1]

N° 1.

L'AMBASSADEUR A PÉTERSBOURG AU CHANCELIER

Saint-Pétersbourg, 13 *juin* 1914.

[Reçue le 13 juin au matin à Berlin, remise à l'Empereur, rendue par lui le 15 juin.]

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence la traduction d'un article de la *Birschewya Wjedomosti*, qui vient de paraître et qui, d'après ce que j'entends, émane du ministère russe de la Guerre et poursuit le but clair d'exercer une pression sur la France pour l'introduction du service de trois ans.

Contre nous.

L'article expose sous le titre « : La Russie est prête, la France doit l'être aussi », que la Russie qui, pour fortifier sa force défensive, a fait tout récemment des efforts tels qu'aucun État n'en a encore faits, est fondée à attendre que la France fortifie aussi son armée, ce qui n'est possible qu'avec le service de trois ans.

F. Pourtalès.

1. Note générale : Les numéros des dépêches sont ceux du recueil établi par Karl Kautsky et publié par le comte Max Montgelas et le professeur Walter Schüking : « *Die Deutsche Documente zum Kriegsausbruch* ». Charlottenburg, 1919. Les phrases ou mots que nous soulignons ici l'ont été sur les originaux par l'Empereur.

N° 2.

A la suite vient un article du 14 juin du *Berliner Lokal Anzeiger*, avec notes impériales en marge à gauche ou à droite.

L'avertissement de l'Alliée.

Analyse.

Cela exige une réponse claire, concluante, par le fait.

Grâce à Dieu.
(Note de droite.)

Où pourrait-elle les prendre?
(Note de gauche.)

L'article russe du *Birschewya Wjedomosti* dit que l'Allemagne a plus de 880 000 hommes, l'Autriche environ 500 000, l'Italie 400 000 hommes. Il est tout naturel que la Russie attende de la France 770 000 hommes, ce qui n'est possible qu'avec le service de trois ans. Il faut remarquer que cette augmentation des armées, en temps de paix seulement, doit produire une rapide mobilisation.

Note de l'Empereur :

Eh bien, enfin, voilà les Russes qui ont découvert leurs cartes. Quiconque ne croit pas encore en Allemagne que Russes, Gaulois, travaillent à une guerre prochaine contre nous et que nous devions prendre des contre-mesures y répondant, celui-là mérite d'être envoyé à la maison de fous de Dalldorf. De sévères impôts nouveaux, des monopoles, l'incorporation des 38 000 non incorporés tout de suite dans l'armée et la marine !

(Note de droite.

L'article russe ajoute :

Tout cela contre l'Allemagne.
(Note de droite.)

La Russie prépare tout un réseau de chemins de fer stratégiques pour la plus rapide concentration de ses armées en cas de guerre. Elle désire que la France fasse de même, mais tout cela n'est possible que par le maintien du service de trois ans. La Russie et la France ne souhaitent aucune guerre, mais la Russie est prête, la France doit l'être.

Sornettes !
(Note de droite.)

Cela prouve, dit le *Lokal Anzeiger*, « que c'est en vertu d'arrangements avec la France que la Russie a commencé, il y a deux ans, ses armements colossaux ».

Ce que mon état-major a toujours affirmé.
(Note de droite.)

N° 4.

L'AMBASSADEUR A VIENNE
AU CHANCELIER

Vienne, 17 *juin* 1914.

[Reçue le 20 juin au matin ; communiquée à l'Empereur le même jour, rendue par lui le 22.]

Analyse.

Il tient du comte Berchtold, que l'archiduc lui a déclaré, après Konopitsch, qu'il avait été très réconforté par la visite de l'Empereur, avec lequel il a constaté un entier accord de vues. Il a répété ce qu'il avait dit à notre Souverain sur la maladresse de Tisza avec les nationalités non magyares, et surtout avec les Roumains de Transylvanie à qui il a dit de belles paroles auxquelles les actes n'ont pas répondu. Berchtold ajoute qu'il lui a bien des fois vainement demandé des concessions aux Roumains. Il va revenir à la charge.

Il n'a pas le droit, par sa politique intérieure, qui, dans la question roumaine, influe sur la politique extérieure de la Triple Alliance, de mettre en question cette politique.

Tschirsky.

N° 7.

L'AMBASSADEUR A VIENNE
AU CHANCELIER

Vienne, 30 *juin* 1914.

[Reçue par l'Office des Affaires étrangères le 2 juillet après midi ; rendue par l'Empereur, avec les annotations marginales, le 4 juillet.]

Le comte Berchtold me disait aujourd'hui que tout indique que les fils de la conjuration qui a eu pour victime l'archiduc se réunissent à Belgrade. La chose a été si bien concertée qu'on a choisi à des-

sein pour exécuter le crime, de tout jeunes gens auxquels on ne pourrait appliquer qu'une peine peu rigoureuse. Le ministère s'est expliqué avec beaucoup d'amertume sur les machinations serbes.

J'espère bien que non.

J'entends ici, même chez des gens sérieux, le vœu répété qu'on règle une fois à fond le compte des Serbes.

Maintenant ou jamais.

On devrait présenter à ceux-ci une série d'exigences et s'ils refusent, aller de l'avant énergiquement. J'emploie toutes les occasions pour les dissuader de démarches précipitées, avec calme mais expressément et sérieusement. On devrait d'abord savoir clairement ce qu'on veut, car je n'ai entendu exprimer jusqu'ici que des sentiments sans netteté. On doit ensuite peser les chances de n'importe quelle action avec soin et avoir toujours sous les yeux que l'Autriche-Hongrie n'est pas seule, que c'est un devoir pour elle de tenir compte de ses Alliés, de considérer l'ensemble de la situation européenne et spécialement de ne pas perdre de vue l'attitude de l'Italie et de la Roumanie dans toutes les questions qui ont rapport à la Serbie.

Qui l'y a autorisé? C'est très bête. Cela ne le regarde en rien, puisque c'est uniquement l'affaire de l'Autriche de voir ce qu'elle veut faire. Et si cela va mal, on dira après cela que l'Allemagne n'a pas voulu. Que Tschirsky me fasse le plaisir de laisser toutes ces absurdités. Il faut en finir avec la Serbie, et en finir bientôt.

Tout cela se comprend de soi. Ce sont des vérités de M. de La Pallice.

N° 10.

LE MINISTRE A BELGRADE AU CHANCELIER

30 *juin* 1914.

[Reçue le 3 juillet matin; communiquée à l'Empereur qui l'a rendue le 4; communiquée par son ordre, le 7, à Vienne, Saint-Pétersbourg, Londres, Rome, Paris et Bucarest.]

Analyse.

On a été ému en Serbie, parce qu'on se rend compte que ce ne sont pas seulement les frères de Bosnie, mais tout le monde serbe (*das ganze Serbentum*) qui sera rendu responsable.

Oui.

D'autres disent que les manœuvres autrichiennes étaient une provocation au moment où les souvenirs de la mort de Bajazet au Champ des Merles réveillent le patriotisme serbe. Tout cela est une manœuvre pour éviter les griefs contre l'agitation panserbe.

La complicité morale de la Serbie à l'attentat ne pourra pas être niée. C'est là ce que craint mon Collègue russe qui, à la nouvelle de la catastrophe, s'est écrié : « Espérons que ce ne sera pas un Serbe. »

Il devait pourtant déjà le savoir.

FR. VON GRIESINGER.

N° 12.

LE MINISTRE A BELGRADE AU CHANCELIER

Belgrade, 2 *juillet* 1914.

[Reçue le 5 juillet avant midi, communiquée à l'Empereur qui l'a rendue la 13 juillet et fait connaître à Vienne le 20.]

Le chargé d'affaires austro-hongrois m'a dit qu'hier il a interrogé le Secrétaire général du Ministère des Affaires étrangères d'ici, sur ce que le Gouvernement serbe avait fait pour découvrir les fils qui, de l'attentat, d'après les feuilles slaves elles-mêmes, conduisent en Serbie et à Belgrade. M. Gruitsch lui répondit qu'il n'y avait encore rien de fait et que cela ne regardait pas le Gouvernement serbe et lui a demandé s'il parlait au nom de son Gouvernement. M. de Storck est alors devenu plus net encore, et lui a exprimé sa profonde surprise de ce qu'un Gouvernement qui assurait avec insistance vouloir vivre en rapports corrects avec ses voisins fît preuve d'une telle indifférence. L'entretien semble avoir été des deux côtés particulièrement vif et s'est terminé par cette conclusion que le Secrétaire général mît immédiatement au

courant le ministre de l'Intérieur. Il me revient aujourd'hui qu'hier soir des arrestations et visites domiciliaires ont eu lieu dans les quartiers habités par les auteurs de l'attentat. Des recherches prochaines doivent se faire pour savoir à quelles sociétés et unions nationales appartiennent les criminels, comment ils se sont procuré les bombes, et d'où venait l'argent qu'on a trouvé sur eux.

Très caractéristique.

VON GRIESINGER.

N° 19 *a*.

LE MINISTRE A BELGRADE AU CHANCELIER

6 *juillet.*

ANALYSE SOMMAIRE.

Il explique le rôle de la Narodna Odbrana. l'Empereur souligne quelques mots et met la remarque générale :

Très bien.

N° 27.

L'AMBASSADEUR A VIENNE AU CHANCELIER

Vienne, 8 *juillet* 1914.

[Reçue à Berlin le 10 juillet avant midi. Communiquée à l'Empereur qui l'a rendue le 13.]

ANALYSE.

L'article paru la veille dans la *Neue Freie Presse* « Communication sur la conception russe des démarches austro-hongroises par rapport à l'attentat », aurait été inspiré par

l'ambassadeur de Russie à Vienne. En dehors des indications publiées, l'ambassade aurait encore fait remarquer « que la Russie ne pourrait assister paisiblement à une atteinte portée à l'indépendance de la Serbie ». Le correspondant ayant demandé si la *Neue Freie Presse* devait aussi donner cette indication, « on lui aurait répondu négativement ».

Ah ! Ah !

V. TSCHIRSKY.

N° 29.

L'AMBASSADEUR A VIENNE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Vienne, 10 *juillet*, 8 h. 30 *soir*.

[Reçue à Berlin à 10 h. 32 soir. Communiquée avec modification de Jagow à l'Empereur le 11 juillet à midi 20, rendue par lui le 12.]

Au sujet de ses propositions d'hier à l'Empereur François-Joseph à Ischl, le comte Berchtold me communique ce qui suit :

L'Empereur a parlé de la situation avec un grand calme. D'abord il a exprimé toute sa gratitude de la position qu'a prise notre gracieux Souverain et son Gouvernement et émis l'avis qu'il était tout à fait d'accord avec nous, qu'il fallait en venir maintenant à une décision pour mettre fin à un état de choses insupportable à l'égard de la Serbie. Sur la portée de cette décision, l'Empereur, a ajouté Berchtold, s'est exprimé très clairement.

Comme le « Pro Memoria » de Sa Majesté est vieux environ de 14 jours, cela dure vraiment bien longtemps. Il a pourtant été précisément rédigé pour motiver la décision.

Le ministre a alors fait part à l'Empereur des deux modalités envisagées ici au sujet de l'action prochaine contre la Serbie. Sa Majesté aurait pensé qu'il y avait peut-être moyen de concilier les deux points de vue. En général Sa Majesté est plutôt portée à considérer que des réclamations

Mais très — et non équivoques.

concrètes doivent être présentées à la Serbie. Et le ministre lui aussi ne se refuse pas à reconnaître les avantages d'un tel procédé. On éviterait par là l'odieux qu'une agression contre la Serbie ferait retomber sur la Monarchie et l'on mettrait la Serbie dans son tort. Cette façon de procéder rendrait également bien plus facile, aussi bien à la Roumanie qu'à l'Angleterre, de garder au moins la neutralité.

On a eu bien le temps !

des.

Hartwig est mort.

Evacuer le Sandjak ! Et aussitôt ce sera le grabuge. L'Autriche doit le reprendre à tout prix et tout de suite pour empêcher la Serbie de s'unir au Montenegro et d'atteindre la mer.

La façon de formuler les réclamations appropriées contre la Serbie constitue actuellement ici le principal souci, et le comte Berchtold disait qu'il voudrait bien savoir ce qu'on en pense à Berlin. Il pensait qu'il faudrait demander entre autres choses qu'un organe du Gouvernement austro-hongrois fût installé à Belgrade pour surveiller les intrigues panserbes et éventuellement la dissolution des associations, la mise à pied de quelques officiers compromis. Le délai pour répondre pourrait être calculé le plus court possible, quarante-huit heures. A vrai dire ce délai suffirait encore pour faire venir à Belgrade les instructions de Pétersbourg. Si les Serbes acceptaient toutes les exigences, ce serait une solution qui lui serait très antipathique, et il réfléchit encore aux conditions qui rendraient l'acceptation des Serbes absolument impossible.

Avec des meurtriers, et après ce qui s'est passé.

Anerie.

Le ministre se plaignit enfin de nouveau de l'attitude du comte Tisza qui entrave son action énergique contre les Serbes. Le comte Tisza affirme qu'on doit procéder en gentleman, ce qui serait bien déplacé quand il s'agit d'intérêts d'État si importants et surtout envers un adversaire comme la Serbie.

Le ministre suivra volontiers la suggestion du Gouvernement impérial de monter contre la Serbie l'opinion anglaise par la voie de la presse, comme l'a télégraphié Szoegyény. Mais à son avis il faudrait le faire avec prudence, pour ne pas donner prématurément l'alarme en Serbie.

Le ministre de la Guerre partira demain en congé et Conrad von Hôtzendorff s'éloi-

Enfantin.
Comme au temps de la guerre de Silésie. « Je suis contre les conseils de guerre et les délibérations, vu que les partis de faiblesse y prennent toujours le dessus. »
Frédéric le Grand.

gnera provisoirement, dit le comte Berchtold, pour prévenir toute inquiétude.

N° 32.

LE MINISTRE A BELGRADE AU CHANCELIER

8 *juillet* 1914.

[Arrivée le 11 après midi à Berlin, communiquée à l'Empereur, rendue par lui le 20.]

ANALYSE.

Entretien avec M. Pachitch, qui lui a dit les mesures que son Cabinet a l'intention de prendre contre les attentats anarchiques. Il marque son indignation et ajoute qu'un gouvernement civilisé ne peut être rendu responsable. La presse austro-hongroise dépasse la mesure. Surveiller les associations nationalistes et leurs liaisons au dedans, au dehors, est une des tâches les plus difficiles du Gouvernement serbe. Constitution démocratique, opposition de la Skupchtina. Autant qu'il en aura le pouvoir, il contrôlera de près les activités de ces bandes nationalistes, expulsera tous les éléments qui cherchent ici leur repaire, il surveillera les écoles, le transfert des armes et des explosifs. Un projet de loi est déposé La Skupchtina ne l'a pas encore voté.

Absurdité !

Absurdité !

Phrases !

N° 41. LE MINISTRE A BUKAREST AU CHANCELIER

Très secret.

11 *juillet* 1914.

Analyse et Extraits.

Entretien avec le roi Carol, qui l'a reçu la veille à midi 30 à Sinaïa. Puis déjeuner et, devant le Prince héritier, long entretien sur les questions traitées dans l'audience. Étant donné l'opinion montée contre l'Autriche, le Roi ne pourra pas remplir ses devoirs d'allié. Il reconnaît que l'Autriche a tout fait pour une entente avec la Serbie. Comme je lui parlais des efforts de la Russie pour former une nouvelle ligue balkanique avec la pointe dirigée contre l'Autriche-Hongrie, il m'interrompit pour me dire qu'il ne connaissait rien d'un pareil projet de la Russie. ? !

A la fin de l'entretien, il remarqua d'abord qu'il ne croyait pas qu'il y eut un lien quelconque entre l'attentat et le Gouvernement serbe. Il l'a déjà dit au comte Czernin en lui demandant si l'on avait à Vienne des preuves. ? ! La situation ne lui paraît que grave, mais non désespérée. A Vienne on a perdu la tête. Ce serait bien qu'on agît de Berlin pour relever l'opinion qui s'abandonne à Vienne. ? ! Il ne me parla pas de façon très flatteuse ! des capacités politiques du comte Berchtold, blâma l'organisation en Bosnie, où l'on ne sait pas encore qui gouverne, l'Autriche ou la Hongrie.

A propos du mécontentement contre l'Autriche, qui se manifeste comme une vague, et une agitation très sérieuse, il reconnaît avec moi que cela vient de ce qu'on considère l'Autriche comme faible et de ce que la confiance de la Roumanie en ses propres forces s'est extraordinairement accrue. On s'imagine qu'on aura la Transylvanie.

A tort. C'est l'avis du Roi qui dit à son neveu : « Nous ne verrons pas cela, ton fils peut-être. »

Sazonow lui a dit que la Russie ne songeait pas à une guerre, parce qu'il y aurait en ce cas trop de troubles intérieurs, mais qu'elle ne pourrait supporter une agression contre la Serbie. Dans un pareil cas, ajoute le Roi, la Roumanie n'a aucune obligation.

Le Roi remarqua qu'au cours de l'entretien, Sazonow lui avait parlé de la Bulgarie avec un tel dédain qu'il avait dû formellement en prendre la défense. En cas d'une alliance avec la Bulgarie, il pensait qu'une entente entre la Bulgarie et la Grèce ne serait possible que si la Grèce rendait Cavalla.

Avec raison.

L'état politique par rapport à l'Albanie lui paraît très préoccupant. Il se montre mécontent de l'attitude de l'Italie. Il désignait comme incroyable qu'on y eût envoyé un ministre comme Aliotti. Celui-ci aurait dû, naguère, bien vite quitter Londres à cause de son double jeu. Il aurait précisément menacé le Prince de faire rappeler les troupes s'il ne s'embarquait sur un navire. Pour pouvoir exercer une réelle influence sur la Serbie, le Roi trouve indispensable que de Berlin on fasse des démarches en ce sens à Pétersbourg.

? !

Si !

On devrait y faire comprendre qu'il ne s'agit plus de querelles de races, mais d'intérêts dynastiques très importants. Ce qui s'est passé à Serajevo peut aussi bien survenir à Pétersbourg. On pourrait de Pétersbourg faire les premières démarches à Belgrade. Il se montre disposé à agir en Serbie, à donner des instructions à son ministre à Pétersbourg, qui part avec une députation du régiment dont le Tsar est colonel. Une démarche allemande aurait un grand effet, pourvu qu'on ne sût pas qu'il l'aurait provoquée. Il y revint et s'en promettait beaucoup.

V. Waldburg.

En note finale à la dépêche précédente est cité le télégramme du

CHARGÉ D'AFFAIRES A ATHÈNES A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Athènes, 19 *juin* 1914.

Vienne, Rome, Bukarest, Londres, Paris, Stamboul, Pétersbourg.

La démarche de la Roumanie connue ici seulement du Roi, du Président du Conseil et du Ministre des Affaires étrangères a eu un effet incroyable et je tiens la paix pour à peu près assurée, si la Turquie continue à agir avec prudence.

Le Roi nous a rendu à tous un grand service ! Nous pouvons lui en être tous reconnaissants !

Le principal danger me paraissait être que le Gouvernement grec amalgamait la dispute présente avec la question des îles et voulait formuler de nouvelles exigences relativement à la reconnaissance. Ce projet a certainement existé à un moment, mais me paraît maintenant abandonné. Streit me l'affirme.

Il faut lui faire entendre raison.

Très satisfaisant [1].

N° 49.

L'AMBASSADEUR A VIENNE AU CHANCELIER

Vienne, 14 *juillet* 1914.

[Reçue le 15 juillet après midi à Berlin. Communiquée à l'Empereur qui l'a rendue le 20, et, sur son ordre, le 26 à l'état-major général.]

Analyse et Extraits.

Entretien avec le comte Tisza, qui lui fait visite, après avoir causé avec Berchtold. Le

1. Ces notes marginales ont été communiquées par l'envoyé en Roumanie au Roi Carol, le 11 juillet.

comte dit qu'il a été celui qui a toujours parlé pour la prudence. Mais chaque jour le confirme davantage dans cette opinion que la Monarchie doit arriver à une décision énergique pour affirmer sa puissance de vie et mettre fin à une situation intenable dans le Sud-Est. Le langage de la presse serbe et celui des diplomates serbes ne sont pas moins insupportables dans leur arrogance. « Je me suis, dit le ministre, difficilement décidé à conseiller une guerre, mais je suis à présent convaincu de sa nécessité et de toutes mes forces je lutterai pour la grandeur de la Monarchie. »

Absolument.

Heureusement qu'il règne parmi les personnalités qui comptent ici pleine entente et résolution. Sa Majesté François-Joseph juge, comme le baron Burian que Sa Majesté a fait appeler à Ischl me le confirme, la situation avec calme et tiendra sûrement jusqu'au bout. Le comte Tisza ajoutait que la décision sans condition de l'Allemagne de se tenir aux côtés de l'Autriche a été d'une grande influence sur l'attitude ferme de l'Empereur.

La note pour la Serbie n'est pas encore arrêtée dans son texte définitif. Elle ne le sera que dimanche. En ce qui concerne le moment de la remise, on s'est décidé aujourd'hui à attendre jusqu'au départ de Poincaré de Saint-Pétersbourg, c'est-à-dire jusqu'au 25. Aussitôt après le délai offert à la Serbie, si elle n'accepte pas toutes les conditions, la mobilisation commencera. La note sera rédigée de façon que son acceptation soit impossible. On insistera sur le fait qu'il ne faut pas des assurances et des promesses, mais des actes. Dans la rédaction de la note, d'après son point de vue, on devra faire attention qu'elle soit comprise du grand public, surtout en Angleterre, et que le tort retombe sur la Serbie clairement, expressément.

Que c'est dommage !

Le baron Conrad, dans leur dernier entretien lui a fait très bonne impression. Parole calme et précise. On doit savoir à Berlin qu'on n'est ici ni incertain ni hésitant.

En conclusion, Tisza me serra chaudement la main et dit :

Enfin voici un homme !

« Nous voulons regarder venir l'avenir avec calme et fermeté. »

N° 50.

L'AMBASSADEUR A VIENNE AU CHANCELIER

Très secret.

Vienne, 14 *juillet* 1914.

[Reçue à Berlin le 15 juillet après midi, communiquée à l'Empereur qui l'a rendue le 20 juillet.]

ANALYSE.

Entretien avec Berchtold. Tout le monde est d'accord sur le contenu de la Note à la Serbie. Tisza s'est rallié à sa manière de voir et a même sur beaucoup de points introduit une aggravation. Mais on ne pourra présenter la Note le 16 ou le 18, à cause des difficultés techniques. Le texte français sera revisé une dernière fois dimanche à 9 heures. Berchtold présentera la Note à Ischl le mardi et l'Empereur la signera.

Dommage !

On a été d'accord qu'il était bon d'attendre le départ de Poincaré, avant de faire la démarche à Belgrade. Il y avait lieu d'éviter qu'à Pétersbourg, sous l'influence du champagne et de Poincaré, on ne fêtât la fraternisation d'Iswolsky et des grands-ducs, qui influerait sur la situation des deux gouvernements et les consoliderait. Les toasts doivent être portés avant la remise de la Note qui aura lieu le 25 juillet.

Dommage !

— Qu'on sache bien que ce retard n'a pas d'autre cause, et qu'il ne doit plus être question qu'on soit ici hésitant ou incertain.

Le ministre me dit enfin que, dès que le texte aurait été fixé le dimanche, avant même de soumettre la Note à son Empe-

reur, il la ferait parvenir immédiatement en communication confidentielle au Gouvernement impérial.

V. Tschirsky.

N° 53.

L'AMBASSADEUR
A SAINT-PÉTERSBOURG
AU CHANCELIER

Pétersbourg, 13 *juillet* 1914.

[Reçue le 16 juillet avant midi à Berlin, communiquée à l'Empereur qui l'a rendue le 20. Les remarques de l'Empereur ont été transmises le 26 à Vienne, Londres et Paris.]

L'attentat de Serajevo a fait ici une profonde impression et l'on condamna d'abord très haut ce crime honteux dans des cercles très larges. Pourtant la haine profonde qui règne ici contre l'Autriche agit bientôt, même en cette triste occasion, et l'indignation provoquée par la vengeance que la monarchie austro-hongroise exerçait contre les Serbes l'emporta bientôt sur les manifestations de sympathie pour le vieil Empereur et son Empire.

Cependant la cérémonie de deuil organisée par l'ambassade d'Autriche-Hongrie fut célébrée en présence de nombreux représentants des cercles officiels. Parmi les grands-ducs, on vit paraître le grand-duc Nicolas Nicolajewitch, qui représentait le Tsar, et le grand-duc Boris Vladimirowitch. Les ministres étaient presque au complet, et l'entourage militaire du Tsar très nombreux. Mais en dehors de cette participation extérieure, il n'y avait pas à remarquer une réelle sympathie au deuil de la Cour d'Autriche. Non seulement dans la presse, mais même dans la société on ne trouvait guère que jugements peu amicaux sur le prince assassiné, sous prétexte que

Il voulait toujours restaurer l'ancienne alliance des trois Empereurs. Il n'y avait pas de meilleur ami de la Russie.

la Russie aurait perdu avec lui un ennemi implacable. On racontait avec complaisance des histoires d'après lesquelles, même dans son pays, il avait peu d'amis et aurait été en assez mauvais termes avec l'Empereur François-Joseph.

! !

Même Sazonow, lorsque je le vis pour la première fois après l'attentat, ne condamna qu'en passant le crime, tandis qu'il ne trouvait pas assez de paroles de critique pour les fonctionnaires austro-hongrois qui avaient permis les excès contre les Serbes.

! !

Ei, Ei !

Pourquoi ne pas l'avoir fait?

Lorsque je lui répondis qu'il paraissait compréhensible que la population, fidèle à l'Empereur, dans toute la monarchie et surtout à Serajevo, fût au plus haut point excitée par ce crime abominable et que la police, qui n'était pas à la hauteur de sa tâche, comme l'avait prouvé l'insuffisance de ses mesures de précaution, eût perdu la tête, Sazonow ne voulut pas admettre ces circonstances atténuantes. Il laissa au contraire très bien entendre qu'il était convaincu que les autorités avaient à dessein lâché la bride à la fureur populaire. Il ne voulut pas admettre qu'il y eût en Bosnie et en Herzégovine une population loyaliste qui valût la peine d'être comptée : tout au plus, remarquait-il, quelques musulmans et catholiques. Il contesta aussi que l'attentat pût être attribué, comme le prétend l'Autriche, à un complot de la Grande Serbie. En tout cas jusqu'ici, dans ce sens, aucune preuve, pas la moindre, n'a encore été donnée, et il serait injuste au plus haut point de rendre responsable du crime, comme on le fait dans la presse austro-hongroise, le Gouvernement serbe, qui se conduit très correctement. La Russie aurait eu le même droit bien des fois de rendre la France responsable d'attentats préparés sur le territoire français et perpétrés en Russie.

Je répondis au ministre, qu'à mon sens, on ne pouvait pourtant pas contester que l'agitation contre l'Autriche, fomentée de

puis des années en Bosnie et Herzégovine par les Serbes, et protégée par la Serbie, n'ait pas du moins contribué beaucoup à préparer ce crime abominable. Sazonow persista à dire que ce n'était que l'acte de quelques tout jeunes gens isolés, dont on ne pouvait en aucune façon prouver les liens avec un complot politique étendu.

Le langage de Pachitch !

Je répliquai que l'attentat était un nouvel avertissement aux vieilles monarchies de réfléchir à leur intérêt commun et aux dangers communs qui les menaçaient. Sazonow ne put refuser d'admettre cette façon de penser, mais avec bien moins de chaleur que je n'en trouve d'ordinaire chez lui, quand il s'agit des intérêts monarchiques.

Juste.

Cette réserve ne peut s'expliquer que par la haine implacable du ministre contre l'Autriche-Hongrie, une haine qui ici de plus en plus trouble tout jugement clair et calme. Nous aurons ici, à mon sens, pendant des années, à compter avec cet état d'esprit qui nécessairement doit réagir sur nos rapports. Il est d'autant plus à remarquer qu'avec cette aigreur contre l'Autriche va de pair une arrogance toujours croissante à l'égard de la monarchie des Habsbourg. Tout ce qu'on entend ici dans les cercles officiels sur l'Autriche-Hongrie prouve un mépris sans borne pour les conjonctures qui y règnent.

Naturellement, j'ai déjà à compter avec.

L'orgueil précède la chute.

F. Pourtalès.

N° 81

L'AMBASSADEUR A CONSTANTINOPLE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Therapia, 19 *juillet* 1914, 7 *h.* 30 *après midi.*

[Reçue le 19 à 9 h. 17 soir; télégraphiée le 20 à 5 h. du soir à l'Empereur avec des modifications introduites par Jagow, rendue par l'Empereur le 21 juillet et communiquée le 23 à Athènes].

ANALYSE.

Talaat bey l'informe que les négociations turco-grecques prennent bonne tournure. L'idée d'une principauté suzeraine sous un prince grec est abandonnée. On projette au contraire une sorte d'autonomie avec un gouverneur général nommé par la Grèce et la Turquie. Et on procéderait par droit d'occupation militaire en commun, d'après le régime pratiqué autrefois pour le Sandjak. La Grèce s'obstine à une alliance défensive. Talaat intervient pour que la Porte accepte l'alliance. Il était auparavant pour un rapprochement avec la Bulgarie, mais il a été persuadé en Roumanie, et aussi par moi, que l'alliance grecque valait mieux. Le Grand Vizir se rencontrera prochainement pour finir (finalisieren) avec Venizelos à Bruxelles.

Si la Turquie se lie à la Grèce, et que la Bulgarie se rattache à l'Autriche, c'est-à-dire à la Triple Alliance, il faudrait prévoir le cas où la Bulgarie et l'Autriche attaqueraient ensemble la Serbie ; alors la Grèce devrait aide aux Serbes, et il y aurait *casus fœderis* pour la Turquie qui devrait marcher contre l'Autriche, alliée de la Bulgarie, et par conséquent aussi contre nous. Elle ne s'y déciderait que si l'alliance gréco-turque était conclue sous le patronage de la Russie, c'est-à-dire de la Triple Entente.

J'ai aujourd'hui fait pressentir au Grand Vizir, avec prudence, la possibilité d'une

tournure sérieuse des relations serbes et autrichiennes, et l'ai détourné, jusqu'à ce que la situation soit éclaircie, de rendre définitive aucune alliance.

Bien.

Le Grand Vizir m'a dit que dans cette affaire d'alliance, ce n'est pas Talaat, mais lui qui aura le dernier mot. Il devait, il est vrai, se rencontrer avec Venizelos, mais il n'a pas l'idée d'entrer dans le projet d'alliance grecque. La question des îles peut se régler, à ce qu'il prévoit, sans alliance.

Pas d'accord !

Le prince Said Halim me fit connaître en concluant que les négociations entre Talaat et Venizelos dans ces derniers temps ont eu pour intermédiaire M. Dillon.

WANGENHEIM.

N° 99.

L'AMBASSADEUR A CONSTANTINOPLE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Therapia, 21 *juillet* 1914, 4 *h.* 30 *après midi.*

[Reçue à Berlin à 7 h. 3 soir; un extrait communiqué le juillet, 22 à l'Empereur qui l'a rendu le même jour et fait communiquer avec ses notes à Vienne.]

Le Grand Vizir, Talaat bey et Enver ont été d'accord pour dire hier à mon collègue d'Autriche que le dernier moment est à présent venu pour l'Autriche où elle pourra réparer les dommages résultant de la guerre balkanique et restaurer sa considération de grande puissance près des peuples des Balkans et de la Turquie. Non seulement la Bulgarie, mais aussi la Roumanie et la Turquie se tiendront sans arrière-pensée aux côtés de la Triple Alliance si l'Autriche inflige une leçon méritée à la Serbie.

Allons !
Nous rappellerons cela à ces Messieurs à l'heure voulue.
Note de droite.
Le ciel y pourvoie.
(Note de droite.

La Turquie a été sur le point de conclure, sur le désir de l'Allemagne et de la

Roumanie, une alliance avec la Grèce. Cette alliance ne se fera pas, si l'Autriche lie la Bulgarie à sa cause par une démarche énergique.

Le marquis Pallavicini a recueilli de ses entretiens avec les ministres turcs l'impression que la Triple Entente, surtout la Russie, travaille maintenant pour l'alliance turco-grecque.

N° 105. L'EMPEREUR AU KRONPRINZ

Balholm, 21 *juillet* 1914.

[Transmise par le comte Wedel au Chancelier.]

Je reçois à l'instant du Chancelier le télégramme suivant (n° 84) :

« Je dois informer très respectueusement Votre Majesté que Son Altesse Impériale, contrairement aux avis donnés à lui-même et acceptés par lui, vient encore de donner des communications télégraphiques au public. Son Altesse, pendant la dernière semaine, a fait parvenir à l'Oberstlieutenant Frobenius ses félicitations chaudes pour la brochure qu'il a écrite, L'heure du Destin pour l'Empire, et au professeur Bucholz, de Posen, pour son éloge de Bismarck publié en brochure. Frobenius annonce la situation grave de l'Allemagne et se complaît en même temps aux exagérations et aux excitations pangermanistes. Bucholz fait servir l'hommage de patriotisme brûlant qu'il rend au grand chancelier à des attaques violentes contre les hommes que Sa Majesté a chargé des fonctions les plus grosses de responsabilités. Les deux télégrammes ont été reproduits par la presse. Et particulièrement la dépêche à Frobenius a été répandue par la presse anglaise, française, russe, comme la preuve de l'opposi-

tion du Kronprinz à la politique de Votre Majesté et de son action en vue de la guerre. De source sûre, je sais même que dans les cercles de la Triple Entente cette démarche du Kronprinz provoque sérieusement l'attention comme un symptôme inquiétant.

« Je me suis permis dans une longue lettre d'inviter d'une façon pressante Son Altesse à s'abstenir de communications de ce genre qui, se produisant sans aucune connaissance de la situation politique du moment et des circonstances diplomatiques, ne sont bonnes qu'à compromettre et contrecarrer la politique de Votre Majesté. J'ai attiré son attention expressément sur la situation actuellement tendue. Je n'ai aucune sûreté que Son Altesse répondra à ma prière ; je crains au contraire sérieusement que Son Altesse, dès que l'ultimatum à la Serbie sera connu, ne se livre à des manifestations, que nos adversaires considéreront, après celles qui les ont précédées, comme une excitation voulue à la guerre, alors que, d'après les instructions de Votre Majesté, notre devoir est de localiser le conflit austro-serbe. Remplir ce devoir est déjà assez difficile pour que de petits incidents ne viennent pas en compromettre le succès. J'ose donc vous adresser ma très respectueuse prière que Votre Majesté, par un ordre télégraphique immédiat, veuille bien interdire à Son Altesse toute espèce de démarche politique. » B.-H.

J'en appelle à ton intelligence pour comprendre combien il doit m'être extraordinairement pénible et douloureux que, malgré les promesses à moi données, tu obliges encore mon Chancelier à m'adresser une telle prière. J'en appelle en outre à ta conscience du devoir et de l'honneur comme officier prussien, qui doit tenir absolument la parole donnée, et j'attends en toute assurance que, pendant la tension actuelle et à l'avenir, tu t'abstiennes de toute manifestation politique à l'égard de tiers, celles-ci

n'étant bonnes qu'à ruiner ma politique et celle de mes conseillers.

PAPA GUILLAUME.

N° 117.

L'AMBASSADEUR A CONSTANTINOPLE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Constantinople, 22 *juillet* 1914, 5 *h*. 55 *du soir*.

[Reçue à Berlin le 23 à 1 h. 25 de la nuit, télégraphiée à l'Empereur, après modifications par v. Jagow, le 23 juillet dans la journée.]

Enver Pacha m'a dit que j'aurais exposé au grand vizir [1], que la Turquie ne pouvait contracter aucune alliance avant que sa réorganisation militaire et administrative fût achevée.

Théoriquement, il trouve que j'ai raison. En pratique, il estime que la difficulté pour la Turquie est qu'elle ne peut se réformer en paix et à fond à l'intérieur que si elle est protégée contre les attaques du dehors.

Exact.

Pour cela il lui faut s'appuyer sur un des deux groupes de puissances. Une petite minorité dans le Conseil est pour une entente avec la Russie et la France, ce qui procurerait à la Turquie d'autant plus de sûreté que les États de la Triple Alliance sont les plus faibles en Méditerranée. La majorité, avec le Grand Vizir, Talaat Bey, Halil et lui, ne veulent pas devenir vassaux de la Russie et sont convaincus que la Triple Alliance, militairement, est la plus forte et vaincra dans une guerre mondiale. Il peut donc déclarer que le Gouvernement

Et de la France

1. Jagow a transmis à l'Empereur : que le Grand Vizir inclinait à penser.

ture actuel souhaite d'une façon pressante de s'unir à la Triple Alliance, et ne se rallierait qu'à contre-cœur, si nous le repoussions, à un pacte avec la Triple Entente. Le Cabinet se rend bien compte d'ailleurs qu'actuellement la Turquie, par rapport aux Grandes Puissances, n'est pas capable d'alliance. Aussi ne demande-t-elle que la protection du groupe de puissances en question pour une alliance qu'elle conclurait avec un État plus petit.

Et à présent elle a à choisir entre deux possibilités d'alliances secondaires : alliance avec la Grèce, qui la conduirait vers la Triple Entente ; alliance avec la Bulgarie, qui la conduirait à la Triple Alliance. Le Cabinet est donc disposé à conclure avec la Bulgarie, à condition que l'accord soit patronné par la Triple Alliance ou l'une des Puissance au moins de la Triple Alliance. Un traité dans tous ses détails a été préparé d'accord il y a quelque temps, et n'a pas été signé parce que la Bulgarie n'a pu s'y décider sans le patronage de la Triple Alliance. Maintenant la tension austro-serbe rend la situation critique. Le Grand Vizir négociera avec Venizelos pour une alliance. Il deviendrait facile d'écarter la proposition grecque, s'il y avait perspective pour la Turquie et la Bulgarie d'entrer en bloc dans les mêmes rapports avec la Triple Alliance qu'autrefois la Roumanie avec l'Autriche. En cas de guerre balkanique, la Porte ne pourrait pas attendre. Les préparatifs militaires communs devraient se faire aussitôt.

Eh bien! nous l'avions bien flairé.

Je répondis à Enver que je n'étais pas convaincu de la nécessité des alliances pour la Turquie. Le rétablissement économique de la Turquie serait déjà mis en question par une alliance. La Russie et la France signeraient-elles les accords, si la Turquie adhérait à la Triple Alliance ? Les considérations politiques pèsent davantage encore. La Turquie, devenue un membre de la Triple Alliance, devra compter avec l'hostilité ouverte de la Russie. La frontière

Théoriquement exact, mais faux au moment présent. Il s'agit maintenant d'acquérir dans les Balkans tout fusil prêt à partir pour l'Autriche contre les Slaves. Donc une alliance turco-bulgare s'annexant à l'Autriche doit être acceptée. C'est de la po-

litique d'opportunité qu'on doit faire ici.

orientale de la Turquie sera désormais le point le plus faible de la situation stratégique de la Triple Alliance et le point d'attaque naturel de la Russie. Les puissances de la Triple Alliance hésiteraient sans doute à se charger d'obligations, pour lesquelles la Turquie ne peut fournir encore une contre-partie équivalente. Même Bulgarie et Turquie ensemble ne seraient pas capables de fournir à la Triple Alliance le concours nécessaire. Ce serait autre chose si la Roumanie se joignait au bloc, mais rien ne le fait prévoir.

Les prendre faute de mieux, tant qu'ils sont prêts à combattre aux côtés de l'Autriche.

Enver Pacha écoutait attentivement, mais toujours reprenait que si la Triple Alliance s'opposait à l'alliance turco-bulgare, les amis de la Triple Entente prendraient au Comité l'avantage.

Les inquiétudes actuelles rendent peu vraisemblable qu'il soit conclu quelque chose à Bruxelles. La Turquie pourrait d'abord essayer de décider la Bulgarie à un accord, même sans patronage de la Triple Alliance. Si la Bulgarie est entraînée dans le conflit austro-serbe, il est presque certain que la Turquie ne restera pas neutre, mais cherchera à atteindre la Grèce par la Thrace occidentale.

WANGENHEIM.

Entendu. S'il n'en va pas autrement, et si Stamboul veut absolument conclure une alliance sous le patronage de la Triple Alliance ou d'une puissance de la dite, *la Porte doit cependant chercher avec calme à unir la Roumanie et la Bulgarie et se mettre à la disposition de l'Autriche. Je n'ai rien à dire contre cela. Ce sera toujours mieux que de pousser pour des motifs théoriques la Turquie vers la Triple Entente*[1].

---

1. Ces décisions de l'Empereur ont été transmises par l'envoyé, comte Wedel, à M. de Jagow, qui télégraphie au baron Wangenheim, le 24 juillet 1914, 6 h. 40 du soir (I, n° 144), de procéder à une alliance *ad hoc* qui n'implique pas des obligations plus étendues.

N° 120. L'AMBASSADEUR A SAINT-PÉTERSBOURG AU CHANCELIER

Pétersbourg, 21 *juillet* 1914.

[Reçue le 23 juillet avant midi à Berlin, communiquée à l'Empereur, qui l'a rendue le 27 avec ordre de transmettre à Vienne, Rome, Londres et Paris.]

Analyse et Extraits.

M. Sazonow, la semaine passée, est allé dans ses terres de Grodno. Il en est revenu très nerveux au sujet des rapports entre l'Autriche et la Serbie, par suite des bruits alarmants qui lui reviennent de Rome, de Paris et de Londres. Il en a profité pour donner libre cours à son dépit de la politique autrichienne. Sans doute François-Joseph et Berchtold sont pacifiques, mais des influences dangereuses gagnent chaque jour du terrain dans les deux parties de l'Empire. Et l'on ne craindrait pas de pousser l'Autriche à la guerre, même de déchaîner un incendie général. Le vieil Empereur et son ministre auront-ils l'énergie de résister à ces influences ?

Le tableau convient beaucoup mieux à Pétersbourg.

Ces éléments belliqueux, auprès desquels des intrigues cléricales jouaient leur rôle, plaçaient leurs espérances sur l'archiduc François-Ferdinand. Sa mort ne les a pas découragés et ce sont leurs menées qui poussent l'Autriche à cette politique dangereuse. Deux hommes surtout dont l'influence paraît au plus haut degré inquiétante, le comte Forgach, intrigant de la pire espèce, et le comte Tisza, un demi-fou.

Fou lui-même M. Sazonow.

Pourtalès a répondu : « Les jugements du ministre contre l'Autriche sont influencés par sa sympathie pour les Serbes. Est-ce

que le Cabinet de Vienne n'a pas fait
preuve de modération depuis l'attentat de
Serajevo? Il est prématuré de se prononcer
sur les résultats de l'enquête, mais ce qu'on
en connaît ne permet pas de douter que
l'agitation panserbe a été organisée sous
les yeux du Gouvernement serbe, et que
Oui. l'attentat a été préparé en Serbie. Un grand
État ne peut tolérer sur ses frontières un
Exact. pareil état de choses qui menace sa sûreté.
Si après enquête on découvre, comme cela
est vraisemblable, que les fils viennent de
Belgrade, que la Serbie est dans une regrettable
connivence avec les machinations
contre l'Autriche, le Gouvernement austro-hongrois
serait autorisé à parler un lan-
Oui. gage sévère. Je ne peux penser qu'en ce
cas les représentations de l'Autriche-Hongrie
pourraient rencontrer l'opposition de
Bien. n'importe quelle puissance. »

Pourtalès a répondu que rien ne prouvait
jusqu'ici que le Gouvernement serbe ait
! ! soutenu la propagande contre l'Autriche.
C'est bien russe. On ne peut pas rendre un pays responsable
de la faute de quelques-uns. L'assassin de
l'archiduc n'est pas un sujet serbe. S'il
y a propagande serbe en Autriche, c'est
la faute du détestable gouvernement par
lequel l'Autriche se distingue. Il y a aussi
le mouvement irrédentiste, et le Los von
Rom. Le Cabinet de Vienne n'a pas le moindre
fondement à se plaindre du Gouvernement
serbe, qui se conduit toujours très correc-
Donnerwetter ! tement.

« Il ne suffit pas, dis-je, que les membres
du Gouvernement serbe se soient tenus en
dehors de la propagande antiautrichienne.
L'Autriche est fondée à réclamer que les
autorités serbes procèdent activement contre
Juste. la propagande ennemie de l'Autriche, car
le Gouvernement ne peut décliner la responsabilité
de ce qui se passe sur son
territoire. — Alors, dit Sazonow, la Russie
devrait rendre le Gouvernement suédois
responsable de la propagande antirusse qui
se poursuit en Suède depuis un an et demi.

— En Suède, c'est une propagande politique ; en Serbie une propagande par le fait. »

Et la Russie, avec ses espions que l'on saisit partout au passage!

M. Sazonow remarqua que ceux qui en Autriche réclament une action contre la Serbie ne se contentent pas de représentations à Belgrade, mais ont pour but l'anéantissement de la Serbie. — Non, il n'y a qu'une question pour le moment, éclaircir les rapports de l'Autriche et de la Serbie.

Ce serait ce qu'il y aurait de mieux.

Irrité, le ministre russe dit alors que si l'Autriche voulait troubler la paix, en ce cas elle aurait à compter avec l'Europe. La Russie ne pourrait regarder avec indifférence une démarche qui aurait pour but l'abaissement de la Serbie.

Non, mais la Russie.

Comme l'auteur et le défenseur d'un meurtre de Prince!

Je répondis que je ne voyais pas cet abaissement dans les observations faites à la Serbie pour la rappeler à ses devoirs internationaux. Il répondit qu'on verrait quelles seraient ces observations, mais qu'en aucun cas il ne pourrait être question d'un ultimatum.

Bien.

Il est déjà prêt.

Il dit au cours de l'entretien qu'à Londres et Paris on envisageait la situation très sérieusement. Il voulait vraisemblablement me donner l'impression qu'on désapprouvait fort l'action de l'Autriche-Hongrie en Angleterre.

Il se trompe !

Au cours de l'entretien, je l'interrogeai sur les bruits de presse d'une union de la Serbie et du Montenegro. Il répondit que seul le Montenegro la souhaitait, parce qu'il y trouverait le plus d'avantages. Mais en Serbie, si on est favorable à une entente économique, on ne veut à aucun prix rien savoir d'une union personnelle

Sazonow a communiqué ses inquiétudes sur la tension austro-serbe à mon collègue d'Italie et dit que la Russie ne pourrait souffrir que l'Autriche employât un langage menaçant ou prît des mesures militaires contre la Serbie. La politique de la Russie est pacifique, mais pas passive, a-t-il dit.

Qui vivra verra

POURTALÈS.

N° 121. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DE L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A L'EMPEREUR

Expédiée de Berlin, 23 juillet 1914, à 1 h. 40 après midi.

[Reçue à la Cour à 8 h. 30 soir.]

L'ambassadeur à Londres télégraphie :

« Sir Edward Grey doit déclarer demain, d'après ce que j'apprends confidentiellement, au comte Mensdorff que le Gouvernement anglais emploiera son influence pour faire accepter au Gouvernement serbe les réclamations de l'Autriche, au cas où elles seraient modérées et pourraient se concilier avec l'indépendance de l'Etat serbe.

Il ne lui appartient pas d'en juger. C'est l'affaire de l'Empereur François-Joseph.

Il croit que Sazonow emploiera dans le même sens son influence à Belgrade. Mais la condition de cette attitude serait que Vienne ne portât pas des accusations sans preuves à la Friedjung, et que le Gouvernement austro-hongrois fût en état d'établir d'une façon indiscutable les relations entre l'attentat de Serajevo et les agissements des cercles politiques serbes. Tout dépend de la façon dont à Vienne on a fait la Note et des résultats de l'enquête. Sur la base d'assertions légères, il serait impossible de faire des représentations à Belgrade. En attendant je m'efforce d'obtenir qu'eu égard à la demande légitime de l'Autriche d'une satisfaction et pour mettre un terme définitif aux inquiétudes permanentes, on recommande d'accepter sans condition les exigences autrichiennes, même si elles ne tenaient pas absolument compte de la dignité nationale serbe. J'espère d'autre part que notre influence à Vienne aura réussi à supprimer des exigences inexécutables. On attend de nous

C'est leur affaire !

Qu'y a-t-il de léger ? Comment Grey peut-il se servir de ce langage envers un vieillard vénérable !

Il n'y en a pas.

Comment m'y résou-

fermement que nous ne nous associerions pas à des exigences qui auraient pour objet évident d'amener la guerre, et que nous n'appuierions pas une politique qui exploiterait le meurtre de Serajevo comme un prétexte à servir les ambitions balkaniques de l'Autriche et à ruiner la paix de Bucarest. Au reste Sir Ed. Grey m'a de nouveau fait dire aujourd'hui qu'il s'efforce d'agir à Pétersbourg dans le sens du point de vue autrichien. Mais il lui a déplu que le comte Berchtold ait jusqu'à présent évité ostensiblement de s'entretenir avec Sir Maurice de Bunsen de la question serbe. »

drais-je? Cela ne me regarde pas. Que veut dire inexécutables. Les gaillards ont créé par le meurtre l'agitation et doivent être douchés.

C'est une incroyable impudence anglaise! Je ne suis pas disposé à donner des préceptes à la Grey à Sa Majesté l'Empereur sur la façon de garantir son honneur!

Notre envoyé à Londres reçoit pour instructions qui régleront son langage, que nous ne connaissions pas les exigences austro-serbes, mais que nous considérions tout cela comme une question particulière à l'Autriche et dans laquelle il ne nous convenait pas d'intervenir.

JAGOW.

Bien. Mais cela doit être dit à Grey fort et ferme. Il verra par là que je n'entends pas raillerie. Il commet la faute de mettre la Serbie au même rang que l'Autriche et les grandes Puissances. Cela est inouï! La Serbie est une bande de brigands qui doivent être arrêtés pour crime! Je ne me mêlerai en rien de ce qu'il appartient à l'Empereur seul de juger. J'attendais cette dépêche; elle ne me surprend point. C'est bien la façon de penser britannique, une façon de commander avec des airs de condescendance que je repousse.

N° 130.

L'AMBASSADEUR A SAINT-PÉTERSBOURG A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Saint-Pétersbourg, 23 juillet, 2 h. 55 du soir.

[Reçue à Berlin à 5 h. 25; télégraphiée le 23 à l'Empereur qui l'a eue le 24 juillet à 7 heures du matin et l'a rendue le 27.]

La réception fraîche que le Président Poincaré a reçue ici surprend en général,

La non-participation en grand du public est due en partie à la grève des travailleurs qui a pris ces jours-ci une grande extension. Plus de la moitié des travailleurs a ici cessé le travail. Un certain nombre de journaux n'ont pas pu paraître pendant la visite de Poincaré, à cause de la grève des imprimeurs. Il y a eu des émeutes où la police et les cosaques ont dû donner. Aujourd'hui à Vyborg, où les travailleurs avaient fait des barricades, il y a eu de sérieuses collisions et, comme on le reconnaît officiellement, cinq tués et dix blessés....

Bravo !

En cas de complications extérieures, ces grèves pourraient créer une situation difficile au Gouvernement.

Oui !

F. POURTALÈS.

N° 148.

L'AMBASSADEUR A SAINT-PÉTERSBOURG A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Pétersbourg, 24 *juillet* 1914, 6 *h.* 10 *du soir.*

[Reçue à Berlin à 8 h. 10 du soir ; télégraphiée à l'Empereur le 25 à 12 h. 42 dans la nuit, a été reçue le 25 à 9 h. 50 du matin par la Cour. Quelques modifications de Jagow.]

Le comte Szapary a trouvé aujourd'hui Sazonow assez calme malgré la communication de la note autrichienne remise hier à Belgrade. Le ministre a d'abord voulu évidemment éviter d'engager le Gouvernement russe dans un sens quelconque. Il a spécialement indiqué l'impression que la Note produira, non seulement ici, mais à Paris, à Londres, et dans toute l'Europe. En parlant de certains points de la Note, il a défendu le point de vue de la Serbie et dit que l'exigence de la dissolution de la Narodna Obradna ne serait

Masque.

Si la Russie ne le veut pas. Autrement elle le préférerait bien à une guerre.

admise en aucun cas par la Serbie. L'appel de l'Autriche aux intérêts monarchiques communs aux puissances conservatrices, aussi bien que l'appel au sentiment monarchique du ministre n'ont pas trouvé d'écho en Sazonow. Le principe monarchique, a-t-il dit, n'a rien à voir dans cette question.

J'espère que Pourtalès va parler clair, sérieusement et tout à fait ferme[1].

Après la visite de l'ambassadeur austro-hongrois se réunit le Conseil des ministres. Sazonow m'a fait dire qu'il me verrait après. Comme le Conseil, à 5 heures, dure encore, je me demande s'il me fera appeler aujourd'hui.

N° 149.

L'AMBASSADEUR A CONSTANTINOPLE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Therapia, 23 *juillet,* 5 h. 30 *soir*[2].

Le marquis Pallavicini était chargé par son Gouvernement de mettre en garde le Grand Vizir contre la conclusion d'une alliance avec la Grèce. Une telle alliance mettrait la Turquie dans une position fausse par rapport au changement qui se prépare dans les relations de l'Autriche et de la Bulgarie. Le Grand Vizir a déclaré formellement à mon collègue autrichien qu'il ne

1. Cette note de l'Empereur a été le 25 juillet télégraphiée par le comte Wedel à l'Office des Affaires étrangères. Le télégramme de Wedel a été expédié de Ballestrand à midi 15 et reçu à Berlin à 3 h. 50.

2. Le 24 juillet, cette dépêche fut expédiée par Jagow à 2 h. 52 après midi, reçue à la Cour à 7 heures. — La Cour la transmit avec les observations de l'Empereur, le 27. Mais en outre Wedel transmit dès le 24 juillet, à 9 h. 35 du soir, aux Affaires étrangères, l'annotation impériale qui arriva à Berlin à 11 h. 45 du soir, et le lendemain, 25, à 1 heure après midi, Jagow la télégraphia à Wangenheim.

conclurait rien avec Venizelos, et que l'Autriche en cas de guerre pouvait compter aussi sûrement sur la Turquie que sur la Bulgarie, La Roumanie elle-même, après la première action énergique, se tournerait de nouveau vers la Triple Alliance. En concluant, le Grand Vizir renouvela le souhait que m'avait exprimé hier Enver Pacha, qu'il faudrait rendre possible l'accès formel de la Turquie à la Triple Alliance. Le marquis Pallavicini, qui avait entre temps traité la question avec moi, répondit qu'une alliance avec la Turquie pourrait actuellement encore imposer de trop grandes charges à la Triple Alliance. Celle-ci ne pourrait défendre la Turquie contre n'importe qui. Il répondit que c'était contre la Russie exclusivement qu'il demandait protection à la Triple Alliance, mais pas contre la France et l'Angleterre.

Nous verrons. Espérons-le !

Bafouillage ! Que la Triple Alliance se l'annexe d'abord ! Le reste s'arrangera.

WANGENHEIM.

Elle s'offre tout droit ! L'écarter, la brusquer, serait aussi bien l'équivalent de la faire passer aux Russo-Gaulois et voilà toute notre influence pour toujours perdue. Wangenheim doit se déclarer aux Turcs comme favorable, clairement, sans conditions, à leur accession à la Triple Alliance, accueillir leurs vœux, et les transmettre. Nous ne pouvons les écarter en aucun cas.

WILHELM.

N° 154.

L'AMBASSADEUR A PARIS A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Paris, 24 juillet, 8 h. 5 du soir.

[Reçue à 10 h. 35 à Berlin, télégraphiée le 25 à l'Empereur, qui la reçut à 11 h. 45 du soir et la renvoya le 26.]

ANALYSE.

Le ministre de la Justice faisant fonction de président du Conseil est satisfait de savoir que le conflit pourrait être localisé. Il s'emploiera à maintenir la paix euro-

Bafouillage.

péenne. Mais la Russie se désintéressera difficilement du conflit, d'autant qu'elle doit compter avec le courant panslaviste, et surtout si l'Autriche insiste pour l'exécution immédiate de toutes les conditions. La France est d'avis que la Serbie doit donner des satisfactions, et assurer la punition des criminels, empêcher les complots. On ne lui ménage pas les conseils. Mais il faudrait aussi que l'Autriche, au cas où la Serbie ne satisferait pas à toutes les exigences et voudrait discuter certains points, ne repoussât pas ce vœu, à supposer bien entendu que la bonne volonté de la Serbie ne fût pas douteuse.

On accepte un ultimatum *ou non mais on ne le discute plus. C'est le sens du mot.*

Douteuse? Elle l'est !

SCHŒN.

De l'absurdité revêtue de réserves diplomatiques !

N° 155.

L'AMBASSADEUR A VIENNE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Vienne, 24 juillet, 8 h. 50 *du soir.*

[Reçue à 11 h. 23 du soir à Berlin, télégraphiée à l'Empereur le 25 à midi 45, reçue par lui le 26 à midi 40.]

Afin de marquer à la Russie ses bonnes dispositions, le comte Berchtold a, aujourd'hui avant midi, appelé le chargé d'affaires russe, pour discuter avec lui le point de vue de l'Autriche vis-à-vis de la Serbie. Après récapitulation du développement historique des dernières années, il a signifié que la Monarchie était très loin de vouloir entrer en conquérante en Serbie. Elle ne réclame aucun territoire serbe. Également dans la note adressée à la Serbie, on lui a soigneusement évité toute humiliation. L'Autriche insiste ferme sur ce point que la démarche est uniquement une mesure

Tout à fait superflu ! Cela fera l'effet d'une faiblesse, l'effet d'une excuse, ce qui par rapport à la Russie est absolument un tort et doit être évité. L'Autriche a ses excellentes raisons, qui l'ont déterminée à cette démarche, et elle ne peut après coup les mettre quasi en discussion.

Ane! Elle doit *reprendre le Sandjak ou voilà les Serbes sur l'Adriatique.*

Une modification de l'équilibre actuel doit se produire et se produira nécessairement. Il faut que l'Autriche acquière dans les Balkans la prépondérance sur les petits Etats aux dépens de la Russie. Sans cela il n'y a pas de repos possible.

Bien faible.

défensive contre les menées serbes, mais qu'elle doit de toute nécessité obtenir la garantie qu'à l'avenir la Serbie gardera une attitude amicale à l'égard de la Monarchie. Elle ne songe pas, loin de là, à modifier dans les Balkans et en Europe l'équilibre actuel entre les Puissances.

Au contraire, elle considère l'état intangible de la Russie comme un facteur nécessaire de la politique européenne. Elle devait croire qu'il est de l'intérêt général européen de mettre un frein aux menées serbes, causes de troubles perpétuels pour l'Europe et que les États monarchiques devaient s'unir pour repousser la politique que font les Serbes à coups de revolvers et de bombes.

Le prince Koudaschew, qui n'avait pas reçu d'instructions de Pétersbourg, a reçu la communication *ad referendum* en promettant de la transmettre aussitôt à Sazonow.

J'ai communiqué tout cela au duc d'Avarna, qui a trouvé excellente cette démarche du comte Berchtold et s'en promet un très bon effet sur le marquis de San Giuliano.

TSCHIRSKY.

N° 157.

L'AMBASSADEUR A LONDRES A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Londres, 24 *juillet* 1914, 9 *h.* 12 *du soir.*

[Reçue à Berlin le 25 juillet à 1 h. 16 de la nuit, expédiée à la Cour le 25 juillet à 2 heures de la nuit, arrivée le 26 juillet à 3 h. 45 soir, rendue par l'Empereur le 26.]

Sir Ed. Grey vient de me faire appeler. Il était visiblement sous l'impression de la note autrichienne qui, d'après lui, dépasserait tout ce qu'il a jamais vu de cette sorte. Il a dit qu'il n'avait encore reçu aucune nouvelle de Pétersbourg, et il ne

sait pas comment on y envisage les choses. Mais il doute qu'il soit possible au Gouvernement russe de recommander à la Serbie l'acceptation pure et simple des conditions de l'Autriche. Un État qui accepterait cela, par là même cesserait de compter comme État indépendant.

Ce serait fort à souhaiter. Ce n'est pas un Etat au sens européen du terme, mais un repaire de brigands !!!

Ce serait pour lui, Sir Ed. Grey, très difficile en ce moment de donner des conseils à Pétersbourg. Il peut seulement espérer que l'on y prendra la situation avec sang-froid et calme. Aussi longtemps qu'il ne s'agissait, comme Votre Excellence me l'a indiqué, que d'un conflit localisé entre la Serbie et l'Autriche, la chose ne le regardait pas, lui, Sir Ed. Grey.

En effet.

La question serait autre si l'opinion publique poussait la Russie à marcher contre l'Autriche.

Je fis remarquer que l'on ne pouvait appliquer la même mesure aux peuples des Balkans qu'aux peuples civilisés européens

En effet ils ne le sont pas.

et qu'il fallait leur parler un autre langage — leur façon de faire la guerre, barbare, l'a montré — qu'à des Allemands ou des Anglais.

En effet.

Le ministre répondit que s'il pouvait peut-être partager cette manière de voir, elle ne le serait pas en Russie.

Alors, les Russes ne valent pas mieux.

Le danger d'une guerre européenne, au cas où l'Autriche pénétrerait en Serbie, serait très proche.

Cela se fera sûrement.

Les suites d'une pareille guerre à quatre, — il insista sur le nombre quatre qui signifiait pour lui l'Autriche, l'Allemagne, la Russie et la France — étaient absolument impossibles à prévoir.

Il oublie l'Italie.

Quelle qu'en fût l'issue, une chose était certaine, c'est qu'il en résulterait un grand épuisement, un appauvrissement, l'anéantissement de l'industrie, du commerce et de la puissance du capital. Des mouvements révolutionnaires, comme en 1848, suivraient la ruine de l'industrie. Ce dont Sir Ed. Grey se plaint le plus, en dehors du ton de la Note, c'est du court délai, qui rend la guerre presque inévitable. Il me dit qu'il était prêt, d'accord avec nous, à travailler à Vienne dans le sens d'un délai qui permet-

Inutile.
? ! !

C'est superflu. Comme l'Autriche a déjà orienté la Russie et que Grey ne peut rien proposer d'autre, je ne me joins pas à lui, seulement si l'Autriche m'en prie expressément, ce qui n'est pas vraisemblable. Dans les questions d'honneur et d'intérêts vitaux, *on ne consulte pas les autres* [1].

Non-sens.

Il n'a qu'à offrir à l'Angleterre la Perse.

trait peut-être de trouver une solution. Il me pria de transmettre cette proposition à V. E. Et il ajouta qu'en cas de tension dangereuse entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, les quatre États non immédiatement intéressés, Angleterre, Allemagne, France et Italie, devraient entreprendre une médiation entre les deux autres. Il me pria de vous communiquer aussi cette proposition.

Le ministre s'efforce visiblement de tout faire pour éviter une complication internationale, et n'a pu cacher son vif regret du ton impérieux de la Note autrichienne et de la brièveté du délai imparti.

D'autre part il m'a été dit au Foreign Office qu'on avait des raisons de penser que l'Autriche sous-estimait fort la force de résistance de la Serbie. Ce serait en tout cas une lutte longue, acharnée, qui affaiblirait l'Autriche énormément et où elle épuiserait son sang et sa vie. On saurait aussi que l'attitude de la Roumanie est plus qu'incertaine et qu'on aurait déclaré à Bucarest qu'on sera contre celui qui attaquera.

LICHNOWSKY.

N° 159.

LE MINISTRE A BELGRADE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Belgrade, 24 *juillet*, 9 h. 45 *soir.*

[Arrivée aux Affaires étrangères, le 25, à 2 h. 35 matin. Communiquée à l'Empereur le 25 à 11 h. 44 matin. Renvoyée par lui le 25 et revenue à Berlin le 27.]

Bravo : on n'en avait plus cru les Viennois capables.

Le ton énergique et les exigences précises de la note autrichienne étaient complètement inattendus du Gouvernement

1. Cette note a été télégraphiée par le comte Wedel le 26 juillet, 11 h. 52 soir, à bord du *Hohenzollern*, par Norddeich.

Il semble que Sa Majesté se soit éclipsée. Les fiers Slaves!

serbe. Depuis ce matin bonne heure le Conseil des ministres siège sous la présidence du Prince Régent : mais il ne peut pas arriver à une décision. On regarde comme impossible de remplir les conditions formulées en quarante-huit heures, surtout les points 2, 4, 5, 6 paragr. 2, dans lesquels on envisage une immixtion directe dans la souveraineté serbe. En cas de publication de l'ordre du jour, on craint une levée militaire.

J'entends dire qu'on examine le transfert du Gouvernement à Nisch.

V. GRIESINGER.

Combien le prétendu grand Etat serbe se montre creux. Il en est de même de tous les Etats slaves. Rien que marcher ferme sur les pieds de cette canaille!

N° 160. L'AMBASSADEUR A PÉTERSBOURG A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Pétersbourg, 25 *juillet*, 1 *h. du matin.*

[Reçue à Berlin à 3 h. 45 du matin; télégraphiée le 25 à l'Empereur à 1 h. 15 après-midi, reçue par lui à 5 h. 30 du soir, reexpédiée par la Cour, le 26.]

Bien.

Je viens d'avoir un long entretien avec M. Sazonow où j'ai utilisé votre dépêche du 21 juillet (nº 100). Le ministre, qui était fort excité et se répand en plaintes démesurées contre l'Autriche-Hongrie, déclare très expressément que la Russie ne pouvait permettre que le différend se réglât seulement entre Autriche et Serbie. Les obligations que les Serbes ont contractées après la crise bosniaque et auxquelles fait allusion la Note autrichienne, ils les ont contractées envers l'Europe; la question

	est donc une question européenne et il
Absurdité !	appartient à l'Europe de rechercher si la Serbie a tenu ses engagements. Il en déduit que le dossier de l'enquête doit être soumis
!	aux cabinets des six puissances. L'Autriche ne peut être dans sa propre cause juge et
Affaire d'opinion.	accusateur.
	Il déclara qu'il ne pouvait considérer les faits affirmés dans la Note austro-hongroise comme prouvés en aucune manière, que l'enquête lui inspire au contraire la plus grande méfiance. Il ajouta que sur la question du droit pur, si les faits étaient prouvés, la Serbie pourrait donner satisfaction à l'Autriche, mais pas pour les exigences
Ne peuvent pas se séparer. Juste.	d'un caractère politique. Je déclarai qu'on ne pouvait séparer le côté politique du côté juridique de l'affaire, puisque l'attentat est lié inséparablement à la propagande
Panslave.	panserbe.
	Je promis de communiquer sa conception à mon Gouvernement, sans penser d'ailleurs que nous puissions suggérer à notre alliée de soumettre encore le résultat
Très certainement non.	de sa propre enquête à un aréopage européen. L'Autriche se défendrait contre ce conseil, de même qu'aucune puissance ne pourrait accepter de se soumettre à un tribunal d'arbitres, là où ses intérêts vitaux
Bravo, bien dit.	seraient en jeu.
	Mon appel au principe monarchique ne fit que peu d'impression sur le ministre.
Elle ne le sait plus depuis qu'elle fraternise avec la République sociale de France.	La Russie sait ce quelle doit au principe monarchique, et ce n'est pas de cela qu'il s'agit. J'ai prié Sazonow très sérieusement, mais en évitant ce qui pouvait paraître une menace, de ne pas se laisser entraîner par sa haine contre l'Autriche et de ne pas
Meurtre de princes.	soutenir une mauvaise cause. La Russie ne peut pas se faire l'avocat de meurtriers de
Très bien.	leur Roi.
	Au cours de l'entretien, Sazonow s'écria : « Si l'Autriche-Hongrie dévore la Serbie,
Eh bien, allons-y.	nous lui ferons la guerre. » De ces paroles peut-être faut-il conclure que la Russie ne
Il ne semble pas qu'elle le veuille.	prendrait les armes que du jour et au cas où l'Autriche ferait sur la Serbie des acquisi-

tions territoriales. Le vœu même d'européaniser la question paraît indiquer qu'il ne faut pas s'attendre à une intervention immédiate de la Russie.

Exact.

F. POURTALÈS.

N° 162. LE MINISTRE A SOFIA A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Secret.

Sofia, le 25 à minuit.

[Reçue à Berlin le 25 à 11 h. 55 du matin, reçue par l'Empereur à 11 h. 30 dans la nuit, renvoyée le 26.]

Le président du Conseil m'a dit qu'après la conclusion de l'emprunt, le Gouvernement est maintenant bien affermi et peut suivre la ligne politique qui lui convient en cherchant à adhérer à la Triple Alliance. Je lui ai conseillé de faire une proposition concrète. Il en a fait rapport au Roi qui est très content et l'a chargé d'établir un projet.

Eh bien qu'on fasse vite.

Je crois bien !

Dr G. MICHAHELLES.

N° 168. LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES A L'EMPEREUR

Berlin, 25 juillet, 3 h. après midi.

[Reçue par l'Empereur le 26, annotée et rendue le 27.]

Votre ambassadeur à Rome (M. de Flotow) télégraphie :

« Dans un entretien de plusieurs heures, et assez agité, avec le Président du Conseil des ministres, Salandra, et le marquis de

San Giuliano, ce dernier déclara que l'esprit du traité de la Triple Alliance, pour une démarche agressive de l'Autriche qui peut avoir tant de conséquences, aurait exigé que celle-ci s'entendît d'abord avec ses alliés. Comme elle ne l'a pas fait à l'égard de l'Italie, celle-ci ne peut se considérer comme engagée pour les conséquences qui pourraient résulter de cette démarche.

« En outre, l'article 7 du traité de la Triple Alliance exige que les contractants, au cas de modifications dans les Balkans, s'entendent préalablement et que si l'un d'eux obtient un accroissement de territoire, l'autre soit dédommagé.

« Je fis observer que, autant que je pouvais le savoir, l'Autriche avait déclaré qu'elle ne projetait pas d'annexion territoriale. Le ministre déclara que pareille déclaration n'avait été faite que sous réserve. L'Autriche avait déclaré qu'elle n'envisageait pas maintenant d'acquisitions territoriales, sous réserve de décisions ultérieures qui pourraient plus tard devenir nécessaires. Le ministre dit qu'on ne pouvait donc lui en vouloir de prendre en temps utile des mesures de précaution.

Elle a voulu filouter en Albanie et l'Autriche a mis le holà!

« Le texte de la Note autrichienne est rédigé d'une manière si agressive et maladroite, que l'opinion publique de l'Europe et de l'Italie serait contre l'Autriche et qu'aucun Gouvernement ne pourrait la combattre.

Absurdité.

« Après que le marquis de San Giuliano eut exposé avec énergie, le traité de Triple Alliance en mains, qu'il engageait à une guerre défensive, que l'Autriche aujourd'hui procédait à une offensive, et que l'Italie, même en cas d'intervention russe, ne devait pas être engagée, j'ai combattu vivement ce point de vue et, après une longue discussion, obtenu cette déclaration que, aujourd'hui comme précédemment, le marquis ne voulait qu'affirmer en principe son point de vue et n'excluait pas des résolutions ultérieurement différentes du Gouvernement italien. J'ai exposé qu'au

Futilité!

point où en étaient les choses il ne s'agissait pas de ce qui pourrait arriver dans l'avenir, mais qu'il y avait lieu pour le moment de manifester au monde la résolution et l'unité de vues de la Triple Alliance et d'éviter tout ce qui pourrait conduire la Russie et la France à croire à un désaccord intime des Alliés. Je devais donc le prier instamment d'agir aussi en ce sens sur la presse. L'Autriche n'exigeait pas de réponse. On échappait ainsi à l'embarras de lui en donner une. J'ai obtenu son consentement à la fin.

Bien.

« Mon impression est que la seule possibilité de maintenir l'Italie dans l'alliance est de lui promettre, en temps opportun, des compensations si l'Autriche procède à des prises de possession de territoires ou à l'occupation du Loveen.

Le petit voleur veut toujours avaler quelque chose en même temps que les autres.

« Je trouvai M. Salandra dans une certaine mesure raisonnable. Il comprenait qu'il y avait pour l'Autriche des intérêts vitaux. Mais ma tâche a été rendue très difficile parce que l'envoyé d'Autriche était malade et au lit. » V. Flotow.

M. Bollati m'a informé, d'ordre de son Gouvernement, que l'Italie garderait le plus possible une attitude bienveillante vis-à-vis de l'Autriche et ne lui créerait aucune difficulté, mais qu'elle devait, sur la base de l'article 7 du traité de Triple Alliance, prendre ses garanties pour ses intérêts (Compensations) et réserver sa liberté d'action éventuelle. Autrement, sa politique devrait être orientée pour empêcher tout accroissement du domaine autrichien.

Albanie.

Votre très obéissant,

Jagow.

Tout cela n'est que du rabâchage. Cela se fera de soi-même au cours des événements.

N° 182. LE CHANCELIER A L'EMPEREUR

Berlin, 25 juillet, 8 h. 35 du soir.

[Arrivée à la Cour le 26 à 7 heures du matin. Rendue par l'Empereur le 26, reçue à Berlin le 2 août.]

Le chef de l'état-major de la Marine me communique que Votre Majesté, eu égard à un télégramme Wolf, a donné l'ordre à la flotte de se préparer rapidement au retour. L'amiral von Pohl doit vous avoir transmis dans l'intervalle les nouvelles de l'attaché naval à Londres et de notre agent maritime à Portsmouth, d'après lesquelles la marine anglaise ne prend aucune mesure apparente, mais exécute les plans de dislocation prévus antérieurement.

Puisque jusqu'ici les avis de votre ambassadeur à Londres permettent de constater que Sir Ed. Grey ne pense pas, pour le moment du moins, à une participation de l'Angleterre à une guerre européenne et veut faire tout le possible pour localiser le conflit austro-serbe, j'ose conseiller très respectueusement à Votre Majesté de ne pas ordonner dès maintenant à la flotte un retour précipité.

B.-H.

Incroyable prétention ! Inouï ! Cela ne m'est pas venu à l'esprit !!! C'est sur l'avis de mon envoyé, de la mobilisation à Belgrade.

Celle-ci peut entraîner celle de la Russie qui entraînera après elle celle de l'Autriche. En ce cas il faut que j'aie réuni mes forces de combat de terre et de mer. Dans la Baltique il n'y a pas un seul vaisseau. Je n'ai pas coutume d'ailleurs de prendre des mesures militaires d'après un télégramme Wolf, mais d'après la situation générale. Et celle-ci, le Chancelier civil ne l'a pas encore comprise.

(Note en marge à gauche.)

Elle n'en a pas besoin. Elle est toute prête à la guerre, la revue l'a prouvé. Elle a mobilisé.

(Note en marge à droite.)

Si la Russie mobilise, ma flotte doit être à ce moment-là dans la Baltique. Elle doit donc rentrer.

(Note en marge à gauche.)

N° 197. LE CHANCELIER A L'EMPEREUR

Berlin, 26 juillet 1914, 1 *h. après-midi.*

[Reçue le 27 juillet, à 4 heures du matin, à la Cour. Rendue le 27 par l'Empereur.]

En dehors de la nouvelle du général de Chelius (j'ai le sentiment qu'on mobilise, 25 juillet, n° 194), il n'y a pas eu encore de nouvelles certaines sur l'attitude de la Russie. Si elle venait à un conflit avec l'Autriche, l'Angleterre doit proposer sa médiation et espère le concours de la France. Aussi longtemps que la Russie ne procède pas à un acte d'hostilité, je crois que notre attitude qui tend à localiser doit rester paisible (ruhig). Le général de Moltke est revenu de Karlsbad et partage cet avis.

! ! !

Tranquillité, est le premier devoir civil. Rien n'est que tranquillité, toujours rien que tranquillité !
Une mobilisation paisible est bien quelque chose de nouveau.

Je prie respectueusement Votre Majesté de m'informer où et quand Votre Majesté doit atterrir, afin que je puisse l'attendre pour le rapport.

Très respectueusement,

V. Bethmann-Hollweg.

! !

Il doit m'attendre à Berlin. C'est là que je viendrai, ou à Wildpark.

N° 203. L'AMBASSADEUR A SAINT-PÉTERSBOURG AU CHANCELIER

Pétersbourg, 24 juillet 1914.

[Reçue à Berlin le 26 juillet après midi (pas d'autre indication d'heure). L'Empereur l'a annotée le 26 ou le 27 et fait expédier à Paris.]

Analyse.

Départ de Poincaré le 23 au soir. Récit de sa visite. Accueil très amical. On lui a rendu tous les honneurs faits pour flatter

sa vanité personnelle. Dans le trajet de la Neva au Palais d'Hiver et pendant ses autres sorties, il était escorté d'un escadron de cosaques, avec l'uniforme rouge écarlate qu'ils ne portent pas à l'ordinaire l'été, même pour les revues. Autrement, en dehors des attentions officielles, la réception n'a pas été spécialement chaude. Ne pas croire les feuilles nationalistes et les journaux français. La grande masse du public a été étonnamment indifférente ; pas d'ovations ; à peine saluait-on. Les rues pas spécialement animées. Un peu plus à la perspective Newski après le dîner à l'ambassade. Il faut sans doute l'attribuer à la grève. « Ironie du destin, au moment où dans le camp de Krasnoie Sélo les gardes russes saluaient l'hôte impérial des accents de la *Marseillaise*, dans les faubourgs de Pétersbourg, les cosaques sabraient les ouvriers qui chantaient cette même *Marseillaise*.

Voilà le résultat d'une alliance d'une monarchie absolue avec la République absolument socialiste des Sans-Culottes.

« Dans mon entretien avec M. Sazonow au sujet de cette visite, il loua le ton pacifique des toasts échangés. Je ne pus dissimuler à M. Sazonow que, dans ce genre de visites, ce n'étaient pas les toasts échangés, mais les commentaires de la presse qui donnaient matière à l'inquiétude. Des commentaires de ce genre n'ont pas manqué cette fois encore et notamment la nouvelle de la conclusion d'un accord naval anglo-russe. Sazonow m'arrêta et dit de mauvaise humeur qu'une telle convention n'existait que dans l'idée du *Berliner Tageblatt* et dans la lune.

D'après les avis d'aujourd'hui de l'attaché naval et le dire de l'attaché naval russe, elle est en train.

Aujourd'hui encore, mais demain !

(Note en marge à droite.)

F. POURTALÈS.

N° 221. LE CHANCELIER A L'EMPEREUR

Berlin, 26 *juillet*, 7 *h.* 59 *soir.*

[Envoyée après consultation avec Zimmermann et von Jagow qui l'approuvent, à l'Empereur, qui l'a reçue le 27 à 7 heures du matin.]

Il y a une flotte russe ! Il y a maintenant dans la Baltique, en manœuvre, cinq flottilles de torpilleurs russes, qui tout ou partie peuvent être en seize heures devant les Belt et les fermer. Port-Arthur devrait servir de leçon. Ma flotte a reçu l'ordre de retourner à Kiel, et elle y retourne.

Comme il vient d'être annoncé à Votre Majesté par l'état-major de la Marine, l'attaché naval de Londres mande que la flotte anglaise renvoie les réservistes et met en congé selon le programme les équipages. En raison de cela, j'ose proposer très respectueusement à Votre Majesté d'ordonner à la flotte de haute mer de rester pour le moment en Norvège. Cela pourrait faciliter grandement à l'Angleterre son plan de médiation à Pétersbourg où l'on hésite visiblement.

Très respectueusement,

BETHMANN-HOLLWEG.

Où a-t-on pris celà ? Cela ne ressort pas des textes qui m'ont été soumis.

(Note en marge à droite.)

N° 262. LE MINISTRE A BUKAREST A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Bukarest, 26 *juillet* 1914, 9 *h.* 10 *(matin ou soir).*

[Reçue à Berlin le 27 à 7 h. 20 du soir, expédiée le 28 à l'Empereur qui ordonne l'envoi à Sofia et Vienne.]

Le ministre des Affaires étrangères vient de me dire que la Roumanie, au cas où la paix de Bukarest serait bouleversée par

un conflit austro-serbe, protesterait, d'accord avec la Grèce. D'ailleurs la Roumanie ne pourrait permettre que la Bulgarie troublât en aucune façon la paix. *Pas de si grands mots!*

WALDBURG.

N° 271.

ANNOTATION PAR L'EMPEREUR DE LA RÉPONSE SERBE A L'ULTIMATUM AUTRICHIEN

Le 28 *juillet* 1914, *au Nouveau Palais.*

A l'article 6 :

L'Ambassade peut très bien être chargée du contrôle.

A la fin :

Un brillant résultat pour quarante-huit heures de délai seulement.

C'est plus qu'on ne pouvait espérer! Un grand succès moral pour Vienne, mais alors tout motif de guerre tombe et Giesl aurait dû rester tranquillement à Belgrade. Là-dessus, moi, je n'aurais jamais ordonné la mobilisation.

W.

N° 293.

L'EMPEREUR AU SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES[1]

Nouveau Palais, 28 *juillet,* 10 *heures matin.*

[Reçue à l'Office des Affaires étrangères le 29 après midi.]

A la lecture de la réponse serbe que j'ai reçue ce matin, je me convaincs que, dans l'ensemble, les vœux de la monarchie danubienne sont satisfaits. Les quelques réserves que la Serbie fait sur des points de détail peuvent bien à mon avis être liquidées dans des négociations. Mais la capitulation de la nature la plus humiliante est maintenant annoncée *urbi et orbi*. Et par là tombe tout motif de guerre.

Cependant on ne peut attacher qu'une valeur limitée à ce morceau de papier et à son contenu, tant qu'ils n'ont pas été traduits en faits. Les Serbes sont des Orientaux, menteurs, faux, maîtres en fourberie. Afin que leurs belles promesses deviennent vérité et réalité, il faut user d'une « douce violence[2] ». Il y aurait donc lieu pour l'Autriche d'occuper un gage matériel (Belgrade) pour obtenir par force l'exécution de ces promesses et de le garder jusqu'à l'accomplissement de fait de toutes les demandes (*petita*). Cela est aussi nécessaire pour donner à une armée mobilisée en vain pour la troisième fois, une « satisfaction d'honneur[3] », l'apparence d'un succès aux yeux de l'Etranger et le sentiment d'avoir au moins pénétré sur la terre serbe. Sans cela, l'arrêt de la campagne pourrait provoquer contre la Monarchie un mécontentement des plus dan-

1. La minute originale est de la main de l'Empereur.
2. En français dans le texte.
3. En français dans le texte.

gereux. Si Votre Excellence partage ma manière de voir, je proposerais de dire à l'Autriche : Vous avez forcé la Serbie à reculer de la façon la plus humiliante. Nous vous en félicitons. Il n'y a plus naturellement de motif de guerre, mais il faut bien une garantie que les promesses seront réalisées. Cela pourrait être obtenu par une occupation temporaire d'une partie du territoire serbe. Même procédé qu'en 1871 nous avons employé, laissant nos troupes en France jusqu'à ce que les milliards fussent payés. Sur cette base, je suis prêt à servir de médiateur à l'Autriche pour rétablir la paix. Je repousserai absolument tous projets ou protestations contraires d'autres États, d'autant plus que tous, plus ou moins ouvertement, m'adressent des appels pour les aider à maintenir la paix. Je le ferai à ma manière et en ménageant le plus possible le sentiment national en Autriche, et l'honneur de son armée. A cet honneur, le haut commandement autrichien a fait appel et a été entendu. Il faut donc que l'armée reçoive une visible « satisfaction d'honneur ». C'est la condition indispensable de ma médiation. Je prie Votre Excellence de me préparer un projet en ce sens qui devra être envoyé à Vienne. J'ai fait écrire dans le même esprit à l'état-major général par Plessen, qui partage entièrement ma manière de voir.

WILHELM I. R.

N° 308. LE CHANCELIER A L'EMPEREUR

Berlin, 28 *juillet*.

J'informe respectueusement Votre Majesté que j'ai dû faire par télégramme la démarche à Vienne, parce qu'il n'y a plus de communication régulière par chemin de fer avec

Entendu. — (De la main de l'Empereur : 10 h. 15 du soir, le 28 juillet.)

Vienne. A mon avis, que je transmets respectueusement, il serait conforme à cette démarche, que Votre Majesté voulût bien avoir la bonté d'adresser un télégramme au Tsar. Un tel télégramme, au cas où la guerre surviendrait encore, ferait éclater en pleine lumière la responsabilité de la Russie. Je me permets de vous en adresser le projet. Le comte Pourtalès est chargé de dire à Sazonow que Votre Majesté s'est efforcée de décider Vienne à une conversation franche avec Pétersbourg, dans le but d'expliquer l'objet et la portée de l'intervention autrichienne en Serbie de façon tout à fait claire et qui, on peut l'espérer, satisfasse la Russie.

Bien.

La déclaration de guerre qui s'est faite dans l'intervalle ne change rien à cela.

Très respectueusement,

Bethmann-Hollweg.

N° 328.

L'AMBASSADEUR A VIENNE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Vienne, 28 juillet, 9 h. 10 du soir.

[Reçue à Berlin à minuit 2, le 29.]

Le Chancelier, après l'avoir reçue le 29 même, écrit : « Très remarquable contenu de la note marginale de l'Empereur. »

J'ai communiqué aussitôt au comte Berchtold la très haute proposition de l'Empereur.

Par suite de mon entretien d'hier très sérieux et d'une heure et demie avec les comtes Berchtold et Forgach et de mes pressantes représentations, ils sont tous deux demeurés convaincus qu'il y avait lieu d'en tenir compte. Le comte Szœgyény reçoit aujourd'hui une instruction complète où se trouve la proposition suivante donnée au baron de Merey et que je porte à votre connaissance.

« Comme il a été déjà déclaré au duc d'Avarna, nous n'avons en vue aucune acquisition territoriale.

« Mais si, contre notre attente, nous étions contraints de procéder à une occupation du territoire serbe qui ne devrait pas être considérée comme toute provisoire, nous sommes prêts, pour ce cas, à un échange de vues avec l'Italie.

Qu'ils le fassent donc tout de suite.

« En échange, nous attendons de l'Italie, qu'elle n'entrave pas les alliés dans les actions qu'implique la poursuite de leurs buts, mais bien plutôt qu'elle conserve à notre égard l'attitude amicale que notre alliance nous fait attendre de sa part. »

Le comte Forgach m'a lu toute l'instruction que le comte Szœgyény doit porter également tout entière à votre connaissance

TSCHIRSKY.

En bas de la dépêche :

L'amiral Hans, commandant supérieur de la flotte autrichienne a dit en grand secret à mon attaché naval qu'on lui avait dit à Vienne qu'on s'était entendu avec l'Italie pour avoir les mains libres en Serbie et que l'Italie aurait par contre les mains libres en Albanie.

W.

N° 337. L'ENVOYÉ MILITAIRE AUPRÈS DE L'EMPEREUR DE RUSSIE AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Saint-Pétersbourg, 28 *juillet.*

[Remise à l'Empereur et rendue par lui le 29 juillet à 3 h. 42, dans la nuit.]

Le prince Troubetzkoï, de l'entourage impérial, me disait aujourd'hui : « Maintenant que la réponse serbe, est rendue publique on doit reconnaître la bonne volonté de la

Il fallait s'y attendre.

Serbie de céder complètement aux vœux de l'Autriche : autrement la Serbie n'aurait pas répondu si amicalement à la Note d'une raideur inouïe de l'Autriche. Elle aurait simplement (un groupe de chiffres illisibles). Quant aux deux points laissés en suspens, ils ne pouvaient être acceptés de la Serbie simplement sans danger d'une révolution. Elle veut les soumettre à un arbitrage. Cela est très loyal, et l'Autriche prendrait une lourde responsabilité si, en ne reconnaissant pas cette attitude de la Serbie, elle provoquait un conflit européen. Je répliquai que la responsabilité tomberait sur la Russie, qui est en dehors du conflit.

L'Autriche ne peut pas s'y laisser entraîner.

C'est bien le souci qui m'a pris après la lecture de la note serbe.

Bien.

Nous n'aimons pas les Serbes, m'a dit alors Troubetzkoï, mais ils sont nos frères de race slave, et nous ne pouvons les abandonner quand il leur arrive malheur. L'Autriche peut les détruire. Nous ne pouvons y consentir. Je répliquai que l'Autriche ne voulait acquérir aucun territoire, mais être en repos de leur côté. Il dit : « La guerre est la guerre, et la supériorité de l'Autriche peut broyer la Serbie, et l'on ne peut faire abstraction de ce qui s'ensuivrait. Nous espérons fermement qu'on n'en viendra pas au heurt redoutable, automatique, des grandes puissances, qui ferait répandre des océans de sang, mais nous croyons que l'Empereur d'Allemagne donnera à son allié d'Autriche un conseil d'ami de ne pas trop tendre l'arc, de reconnaître la bonne volonté de la Serbie par les promesses qu'elle donne, et de laisser décider, soit par les Puissances, soit par la cour arbitrale de la Haye, les points en litige. La direction politique de l'Autriche a besoin de conseil, car l'Empereur est trop vieux pour voir clair en un pareil moment, l'héritier du trône trop inexpérimenté, et l'on a trop appris à connaître ici à Pétersbourg la faiblesse du comte Berchtold. Il ajoutait encore : « La meilleure preuve d'amitié est souvent le bon conseil de ne pas faire une chose. »

Meurtriers de leur roi et des princes.

Elle ne le veut pas.

Ce sont des phrases pour rejeter sur moi la responsabilité que je décline.

Niaiserie.

Le retour de votre Empereur nous a tous beaucoup tranquillisés, car nous avons con-

fiance en Sa Majesté. Nous ne voulons aucune guerre, ni l'Empereur Nicolas. Ce serait bien si les deux monarques arrivaient à s'entendre par télégraphe.

C'est fait, mais quant à ce qu'une entente s'ensuive, c'est pour moi douteux !

Tel est le point de vue d'un des hommes les plus influents du grand quartier, et sans doute le point de vue de tout l'entourage.

CHELIUS.

N° 339.

L'AMBASSADEUR A SAINT-PÉTERSBOURG A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Pétersbourg, 27 *juillet* (pas d'heure).

[Reçue à l'Office des Affaires étrangères le 29. Communiquée le 30 à l'Empereur, qui l'annote et ordonne la communication à Vienne, Paris, Londres, et la retourne le 31. N'a pas été communiquée.]

Sur prière instante de l'attaché militaire, major d'Eggeling, qui voudrait faire parvenir à Berlin aussitôt que possible des renseignements complets sur la situation militaire, j'envoie ce soir à la frontière le feldjäger avec ordre de revenir de suite ici.

Comme j'ai peu de temps devant moi avant l'expédition, je dois me borner à vous exposer brièvement la situation et l'opinion d'ici.

Depuis hier, dans l'attitude de M. Sazonow s'est produit un changement tout à fait surprenant que mes collègues ont aussi constaté. La déclaration que l'Autriche-Hongrie n'a en vue aucune acquisition territoriale et la façon dont j'ai repoussé catégoriquement l'insinuation que nous ayons poussé l'Autriche afin de faire naître un conflit, a déterminé ici un apaisement visible.

Alors il faut qu'on arrête la mobilisation.

On respire d'autant plus que voilà quarante-huit heures que la réponse non satisfaisante de la Serbie à l'Autriche-Hongrie a été faite sans qu'on entende parler d'une action offensive de l'Autriche en Serbie. On avait ici ouvertement cru certain qu'un refus de la Serbie de souscrire aux conditions de l'Autriche aurait pour suite l'ouverture immédiate des hostilités.

M. Sazonow s'efforce visiblement de chercher une issue. Il en vient même à reconnaître en principe, la légitimité de l'action de l'Autriche contre la Serbie, mais il se laisse toujours aller à l'espoir que l'Autriche-Hongrie pourrait se trouver prête à modérer dans la forme ses exigences. Je lui ai dit que je ne pouvais lui ouvrir aucune perspective favorable à ce point de vue, mais seulement lui conseiller de se tourner directement vers Vienne, au cas où il croirait trouver des encouragements dans ses entretiens avec le comte Szapary.

Non !

Oui !

Depuis un entretien hier du même ministre avec mon collègue d'Autriche-Hongrie, le Gouvernement russe s'efforce ostensiblement de présenter la situation comme améliorée, et d'agir dans le sens de l'apaisement. La presse a ouvertement reçu le mot d'ordre de parler de notre déclaration que nous n'avons pas poussé l'Autriche comme d'un symptôme d'apaisement.

Cela pourtant se comprenait de soi. Quelle puérilité !

J'apprends par les cercles financiers que l'amélioration notable dans l'opinion de la Bourse d'aujourd'hui doit être attribuée à une action gouvernementale, la Banque impériale et le Ministère des Finances étant intervenus dans ce but.

L'entretien auquel le ministre de la Guerre a invité hier soir l'attaché militaire von Eggeling, devait aussi servir évidemment ce but d'apaisement.

En général, on ne peut guère remarquer ici d'enthousiasme militaire et il serait difficile au Gouvernement d'affirmer en ce moment qu'il est débordé par l'opinion publique.

Très caractéristique et juste.

La marche des troupes rappelées du camp

de Tsarkoie Selo, à travers les rues, est considérée, comme j'ai pu m'en convaincre, par le public avec la plus grande indifférence, sans que personne songe à faire des ovations aux militaires.

Tard dans la nuit, il doit y avoir eu quelques manifestations nationalistes sur la Perspective Newsky. Mais, en général, on acquiert l'impression que l'opinion est déprimée.

Bon.

Aujourd'hui, dans la nuit, il semble qu'on en soit venu de nouveau à des rencontres avec la population ouvrière. Mais il est difficile de savoir rien de certain là-dessus, puisqu'on ne permet plus de rien publier de ces nouvelles. Mais on a pu distinctement entendre que, dans un quartier éloigné du centre, on a tiré pendant longtemps.

POURTALÈS.

N° 344.

L'ENVOYÉ MILITAIRE AUPRÈS DE LA COUR DE RUSSIE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Pétersbourg, 29 *juillet,* 2 *h.* 30 *après midi.*

[Reçue à Berlin à 3 h. 15. Renvoyée par l'Empereur le 30.]

Dans l'entourage du Tsar on était hier encore plein d'espoir d'une solution pacifique. Aujourd'hui, après la déclaration de guerre, on tient une guerre générale comme à peu près inévitable. Tandis qu'avant la publication de la Note responsive de la Serbie, on inclinait à penser que l'Autriche serait fondée à demander une satisfaction à la Serbie, on est maintenant, après le rejet de la Note très conciliante, à ce que l'on pense ici, de la Serbie, convaincu

Cette interprétation était à craindre.

que l'Autriche a négocié de mauvaise foi, qu'elle cherche et veut la guerre.

Cela a beaucoup relevé l'opinion en faveur de la Serbie que, contre le procédé brutal et injuste de l'Autriche, la Russie considère comme un devoir de protéger, malgré les suites graves qui peuvent en résulter.

Comment est-ce possible quand on est décidé à protéger la Serbie contre l'Autriche.

On ne veut pas de guerre, on voudrait encore l'éviter, on regrette qu'aucune puissance n'ait réussi à empêcher cette démarche dangereuse de l'Autriche.

Mais si, nous !

CHELIUS.

N° 367.

L'AMBASSADEUR A PARIS A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Note en marge du Chancelier : *Le ministre de la Guerre et le chef d'état-major doivent êre informés.* (*B.-H.*, 30 *juillet*).

Paris, 29 *juillet*, 6 *h.* 50 *après midi.*

[Reçue à 9 h. 12 du soir à Berlin, communiquée le 30 à l'Empereur.]

M. Viviani ne nie pas des mesures militaires de précaution, mais insiste sur leur faible portée et leur exécution très discrète.

Enfantin!!

Pas de mobilisation, on en est très éloigné. Il ne trouverait pas inquiétant que même chose eût lieu chez nous. Il trouverait d'ailleurs regrettables des mesures (plus étendues), de notre côté, à cause de l'effet alarmant sur l'opinion publique. Le meilleur moyen pour l'éviter, à son avis, serait d'en venir le plus tôt possible à une action médiatrice, n'importe sous quelle forme. Il ne veut pas même renoncer à l'espoir de maintenir une paix que l'on souhaiterait ici sincèrement.

Qu'il se charge de faire répondre l'Autriche.

SCHOEN.

N° 368. L'AMBASSADEUR D'ANGLETERRE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Londres, 29 *juillet* 1914, 6 *h.* 39 *soir.*

[Reçue à Berlin à 9 h. 12. Lue et annotée par l'Empereur le 30 juillet à 1 heure de l'après-midi.]

C'est l'exemple le plus fort et le plus inouï de pharisaïsme anglais que j'aie jamais vu. Avec de tels coquins, je ne ferai jamais une convention navale.

Malgré l'appel que le Tsar m'a adressé !

Me voilà ainsi mis de côté.

Sir Edward Grey vient encore de me faire venir. Il était parfaitement calme, mais très grave et m'accueillit par ces mots : que la situation se tendait tous les jours davantage. Sazonow a déclaré n'être plus en état, après la déclaration de guerre, de traiter directement avec l'Autriche et a prié ici de reprendre la médiation. Le Gouvernement russe considère que cette médiation doit être naturellement précédée d'un arrêt provisoire des hostilités.

Bien.

Sir Edward Grey renouvela sa proposition déjà signalée que nous devrions participer à cette médiation à quatre que nous avons déjà admise en principe[1]. Une base de médiation appropriée lui paraîtrait que l'Autriche, après l'occupation de Belgrade ou d'autres places, fit connaître ses conditions. Si Votre Excellence devait assumer cette médiation (comme je pouvais ce matin le laisser entrevoir[2]), cela lui conviendrait aussi naturellement très bien, mais une médiation lui paraît maintenant d'une urgence pressante, si l'on ne veut pas en venir à une catastrophe européenne.

Depuis longtemps déjà nous avons cherché à y parvenir sans succès.

Au lieu d'une médiation, un mot sérieux à Pétersbourg et Paris, disant que l'Angleterre ne leur viendra pas en aide, apaiserait la situation aussitôt.

Sir Edward me dit ensuite qu'il avait à me faire une communication amicale, privée. Il ne voudrait pas que nos rapports personnels si cordiaux et notre échange intime de

1. Cette phrase est supprimée dans la copie du télégramme remise à l'Empereur.

2. Cette phrase est supprimée également.

vues sur toutes les questions politiques pût m'induire en erreur, et il voudrait s'épargner pour plus tard le reproche de fausseté ! Le Gouvernement anglais souhaiterait, après comme avant, continuer avec nous les mêmes relations d'amitié et il pourrait, tant que le conflit se limitera à la Russie et à l'Autriche, rester en dehors. Mais si l'Allemagne et la France y étaient entraînées, la situation aussitôt serait différente et le Gouvernement britannique pourrait se voir forcé par les circonstances à des résolutions rapides. En ce cas, il ne conviendrait plus de rester à l'écart et d'attendre. Si la guerre éclate, ce sera la plus grande catastrophe que le monde ait jamais connue. Bien loin de lui de vouloir proférer aucune menace, il veut seulement me garder d'illusion et se garantir de tout reproche de fausseté. D'où la forme choisie d'une conversation privée.

Sir Edward Grey ajoute encore que le Gouvernement doit aussi compter avec l'opinion publique. Jusqu'ici elle a été, dans l'ensemble, favorable à l'Autriche, à qui elle reconnaissait le droit à une certaine satisfaction.

Mais maintenant, à cause de l'obstination de l'Autriche, elle commence à changer complètement.

A mon collègue italien, qui vient de me quitter, Sir Edward Grey a dit qu'il croit qu'au cas où une médiation serait acceptée, ..., l'Autriche pourrait, sans une guerre qui mettrait en question la paix de l'Europe, obtenir des garanties pour l'avenir.

LICHNOWSKY.

Il restera.
(Note en marge à droite.)

Ah! le vulgaire menteur !

Ce qui veut dire que nous planterions là l'Autriche : très canaille et méphistophélique, mais essentiellement anglais.

Elles sont déjà prises.

Ce qui veut dire qu'ils nous tomberont dessus.

Il a été faux, malgré tout, toutes ces dernières années, jusque dans son dernier discours.

Ça ne prend pas.

Nous aussi !

Nouvellement créée !

Si elle veut, elle peut faire tourner l'opinion et la diriger, puisque la presse lui obéit sans condition.

Avec l'aide de la presse jingoïste.
(Note en marge à droite.)

L'Angleterre se découvre au moment où il apparaît que nous sommes cernés dans la chasse et pour ainsi dire liquidés. La sale canaille de boutiquiers a cherché à nous tromper par dîners et discours. Quelle duperie grossière que les paroles du Roi pour moi à Henri : « We shall remain neutral and try to keep out of this as long at possible. » Grey inflige un démenti au Roi ; ces discours à Lichnowsky sont la décharge d'une mauvaise conscience parce qu'il sent très bien qu'il nous a trompés. En même temps, il joint la menace au bluff pour nous séparer de l'Autriche, empêcher la mobilisation et rejeter sur nous la responsabilité

de la guerre. Il sait pourtant bien que s'il dit un mot, un seul, sérieux, tranchant, déconseillant la guerre à Paris, à Pétersbourg, et les exhorte à la neutralité, aussitôt tous deux se tiendront tranquilles. Mais il se garde bien de dire ce mot, et c'est nous qu'il menace. Sale goujat ! L'Angleterre seule *porte la responsabilité de la guerre et de la paix, non plus nous. Cela doit être mis publiquement en pleine lumière.*

N° 399. LE CHANCELIER A L'EMPEREUR

Berlin, 29 *juillet* 1914.

[Envoyée par messager le 30 juillet, à 6 heures matin, pour rapport immédiat. Les observations de l'Empereur datées du Nouveau Palais, 30 juillet, 7 heures du matin ; revenue le 30 aux Affaires étrangères.]

Votre ambassadeur à Pétersbourg mande, dans le télégramme ci-joint qui est transmis très respectueusement, que M. Sazonow lui a donné avis d'une mobilisation de la Russie contre l'Autriche. L'ambassadeur russe nous a notifié également aujourd'hui que la Russie a mobilisé Kiew, Kazan, Odessa et Moscou, mais que cela ne signifie en rien la guerre, que les relations diplomatiques ne seraient pas rompues avec l'Autriche. Contre l'Allemagne, aucune mobilisation d'aucune sorte.

J'ai ordonné immédiatement par télégramme à votre ambassadeur à Saint-Pétersbourg d'attirer l'attention du ministre russe sur les conséquences probables de cette mobilisation contre l'Autriche et de le solliciter, aussi longtemps que dureront les négociations avec Vienne dans lesquelles nous intervenons en médiateurs, d'éviter tout conflit de guerre avec l'Autriche.

V. BETHMANN-HOLLWEG.

D'après cela, le Tsar, avec son appel à mon secours, a simplement joué la comédie et nous a dupés, car on ne sollicite pas aide et médiation, quand déjà on mobilise

Donc je dois aussi mobiliser.

Qui a commencé déjà le 24.

Les Gardes aussi, sans doute.

D'après le télégramme du Tsar du 29, *elle a été ordonnée depuis cinq jours, soit le* 24, *aussitôt après l'envoi de l'ultimatum aux Serbes. Ainsi longtemps avant que le Tsar n'eût télégraphié pour solliciter ma médiation. Il a, dans son premier télégramme, dit expressément qu'il serait probablement amené à prendre des mesures qui conduiraient à une guerre européenne. Par là, il prend la responsabilité pour lui.*

Mais en réalité, les mesures étaient déjà en plein cours, et il m'a simplement menti. L'envoi de Tatischew et le souhait que je ne me laisse pas troubler par ses mesures de mobilisation dans mon rôle de médiateur, sont enfantins, et uniquement calculés pour nous mettre dans la panade. Je considère mon action médiatrice comme ayant échoué, puisque le Tsar, au lieu d'en attendre loyalement le résultat, a déjà mobilisé derrière mon dos sans m'en aviser le moins du monde.

N° 401. L'AMBASSADEUR A SAINT-PÉTERSBOURG A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Pétersbourg, 30 *juillet* 1914, 4 *h.* 30 *du matin.*

[Reçue à 7 h. 10 à Berlin. Envoyée le 30 à l'Empereur qui écrit en tête l'indication : 7 heures soir.]

Je viens d'avoir avec M. Sazonow, qui m'a fait appeler à minuit, un entretien d'une heure et demie. Son but était de me convaincre de déterminer mon Gouvernement à participer à une conversation à quatre pour trouver les moyens d'amener par une voie pacifique l'Autriche à laisser tomber les conditions qui portent atteinte à la souveraineté serbe. J'ai uniquement accordé que je rendrais compte de l'entretien, et je m'en suis tenu à ce point de vue que tout échange d'idées me paraissait difficile, sinon impossible, depuis que la Russie s'était résolue à la démarche fatale de la mobilisation. La Russie réclame de nous contre l'Autriche ce qu'elle reproche à l'Autriche d'avoir fait contre la Serbie, c'est-à-dire une atteinte à ses droits de souveraineté. Après que l'Autriche, par sa déclaration de désintéressement territorial, dont la signification est considérable de la part d'une puissance en état de guerre, a promis d'avoir égard aux intérêts russes, on devait main-

La mobilisation russe est-elle une voie pacifique?

Exact.

Très bien.

tenant laisser la monarchie austro-hongroise régler seule son affaire avec la Serbie. A la paix, il sera toujours temps d'intervenir pour ménager la souveraineté serbe. J'ai ajouté très sérieusement que toute l'affaire austro-serbe passait momentanément à l'arrière-plan en présence du danger d'une conflagration européenne.

Bien.

Oui.

Je me suis donné beaucoup de peine pour faire voir au ministre l'étendue de ce danger.

Sazonow persiste à affimer que la Russie ne peut abandonner la Serbie. Aucun Gouvernement ne pourrait pratiquer ici une telle politique sans grave danger pour la monarchie.

Crétinisme. C'est cette sorte de politique qui contient en soi les plus grands dangers pour le Tsar.

Au cours de l'entretien, Sazonow a voulu construire une contradiction entre le télégramme de Sa Majesté au Tsar et l'instruction télégraphique n° 134 de Votre Excellence[1]. Je me suis nettement élevé contre cette prétention et j'ai donné à entendre que même si nous avions déjà mobilisé, l'appel de mon gracieux Souverain aux intérêts communs des Souverains ne serait pas en contradiction avec cette mesure. La communication que j'avais faite cet après-midi par ordre de Votre Excellence n'était pas une menace, mais un avertissement amical pour faire comprendre l'action automatique que la mobilisation d'ici provoquerait chez nous en raison de l'alliance austro-allemande.

Ah ! comme je le prévoyais déjà.

Et cela n'a pas encore eu lieu.

Exact.

Sazonow déclara que le rappel de l'ordre de mobilisation n'était plus possible et que la faute en était à la mobilisation autrichienne.

C'était une mobilisation partielle de six corps à but limité.

Des communications de Sazonow, j'ai retiré l'impression que le télégramme de Sa Majesté au Tsar n'a pas manqué son effet,

1. Télégramme du Chancelier à l'ambassadeur à Pétersbourg, du 29 juillet (Kautsky, n° 242) : « Veuillez représenter très sérieusement à M. Sazonow que la continuation des mesures russes de mobilisation nous contraindrait à mobiliser nous-mêmes et qu'ensuite il serait à peine possible d'éviter une guerre européenne. »

mais je crains que le ministre ne travaille activement à maintenir les résolutions du Tsar.

POURTALÈS.

L'empereur a ainsi annoté :

Si le retrait de la mobilisation n'est plus possible, ce qui n'est pas vrai, *pourquoi alors le Tsar a-t-il fait appel à ma médiation, trois jours après, sans faire mention de la publication de l'ordre de mobilisation? Cela montre clairement que la mobilisation lui a paru à lui-même précipitée, et qu'ensuite il a fait*, pro forma, *cette démarche auprès de nous pour calmer sa conscience réveillée, bien qu'il sût qu'elle ne pouvait plus servir à rien, puisqu'il ne se sent pas assez fort pour arrêter* (stoppen) *cette mobilisation. Légèreté et faiblesse vont précipiter le monde dans la guerre la plus effroyable, qui a pour objet, en conclusion, la ruine de l'Allemagne. Car il n'y a plus aucun doute pour moi sur ceci : l'Angleterre, la Russie et la France se sont* concertées, *prenant pour base le* casus fœderis *qui nous lie avec l'Autriche, et pour* prétexte *le conflit austro-serbe, afin de nous faire une* guerre de destruction. *De là la remarque cynique de Grey à Lichnowsky : « Aussi longtemps que la guerre sera* limitée *à l'Autriche et à la Russie, l'Angleterre restera tranquille; seulement au cas où nous et la France* y serions impliqués, *elle serait forcée d'agir contre nous. » Ce qui veut dire que nous devrions trahir notre allié honteusement et le* livrer *aux Russes, et par là faire sauter la Triple Alliance, ou pour notre* loyauté envers nos Alliés, *être attaqués par la Triple Entente*, punis *par elle, par quoi leur jalousie aura enfin la satisfaction de* nous ruiner totalement tous ensemble. *Voilà*, in nuce, *la vraie situation politique que lentement et sûrement Edouard VII a filée, poursuivie, que les négociations niées de l'Angleterre avec Paris et Pétersbourg ont systématiquement édifiée, que Georges V enfin a conduite au but et qui va être mise en œuvre. A côté de cela, la sottise et la maladresse de notre alliée ont servi à nous faire tomber au piège. Ainsi le fameux encerclement de l'Allemagne est devenu enfin un fait accompli malgré tout l'effort de nos politiques et diplomates pour l'empêcher. Le filet nous a été jeté brusquement sur la tête et l'Angleterre, en riant de nous, remporte le succès le plus éclatant de sa* politique mondiale purement antiallemande, *poursuivie avec ténacité, et contre laquelle nous nous sommes montrés impuissants ;* isolés, *nous nous débattons dans le filet, parce que nous avons été fidèles à notre alliance avec l'Autriche, et elle serre le nœud pour nous ruiner, politiquement et économiquement. Un travail merveilleux, qui provoque l'admiration même de celui qui en reçoit le coup mortel.*

Edouard VII après sa mort reste plus fort que moi, qui suis vivant. Et dire qu'il y a eu des gens qui ont cru qu'on pouvait gagner l'Angleterre, ou l'apaiser par telle ou telle petite mesure. Sans se lasser, sans

céder, elle a poursuivi son but avec notes, projets de jours de fêtes, paniques, Haldane, etc., jusqu'à ce qu'elle fût à son but. Et nous sommes tombés dans le panneau, et nous avons même pratiqué le temps d'arrêt dans nos constructions navales, toujours avec l'espérance tenace de tranquilliser par là l'Angleterre. Tous mes avis, toutes mes prières sont restés sans effet. Maintenant voilà le prétendu remerciement de l'Angleterre. Le dilemme de notre fidélité à l'allié, le respectable et vieil Empereur, nous crée la situation qui fournit à l'Angleterre le prétexte souhaité de nous anéantir, avec l'apparence menteuse du droit qu'elle a notamment d'aider la France pour maintenir la fameuse balance des pouvoirs en Europe. — En réalité elle joue de tous les Etats européens à son profit et contre nous. Eh bien ! il faut découvrir sans ménagement toutes ces menées, et lui arracher brutalement en public ce masque de pacifisme chrétien et clouer au pilori ces menteurs pharisiens de la paix. Et nos consuls et agents en Turquie, aux Indes, doivent enflammer tout le monde musulman, le pousser à une sauvage révolte contre ce peuple de mercantis, détesté, menteur, sans conscience. Car si nous devons épuiser notre sang, notre vie, qu'au moins l'Angleterre perde l'Inde.

W.

N° 402.

NOTES DE L'EMPEREUR A UN ARTICLE DU *MORNING-POST* DU 28 JUILLET

Efforts towards Peace

Berlin, 30 *juillet.*

En anglais :

La seule voie pour assurer ou imposer la paix, est que l'Angleterre invite Paris et Pétersbourg — ses alliés — à demeurer neutres dans le conflit austro-serbe. Alors l'Allemagne aussi peut rester tranquille. Mais si l'Angleterre demeure silencieuse, ou si elle donne avec tiédeur des assurances de neutralité, cela voudra dire qu'elle encourage ses alliés à attaquer l'Austro-Allemagne. Berlin a essayé une médiation entre Pétersbourg et Vienne à l'appel du Tsar, mais Sa Majesté a en silence mobilisé précisément avant cet appel. Si bien que le médiateur, l'Allemagne, *est resté en plan et que son œuvre devient illusoire.*

Maintenant l'Angleterre seule peut arrêter la catastrophe en refrénant ses alliés, en leur faisant clairement savoir que, — comme Grey l'a

déclaré, — elle n'a rien à voir avec le conflit austro-serbe, et que si un de ses alliés y prend une part active, il n'a pas à compter sur l'aide de l'Angleterre. Cela empêcherait toute guerre. Le roi George m'a fait connaître par le prince Henry, l'intention de l'Angleterre de rester neutre. Au contraire l'état-major naval, ce matin — 30 juillet — apprend par un télégramme de l'attaché militaire allemand à Londres, que Sir Ed. Grey, dans un entretien avec le prince Lichnowsky, lui a déclaré que si l'Allemagne faisait la guerre à la France, l'Angleterre attaquerait aussitôt l'Allemagne avec ses flottes. Ainsi, Sir Ed. Grey dit le contraire exactement de ce que le Souverain m'a fait dire par mon frère. Il met le Roi vis-à-vis de moi dans la position d'un fourbe à double visage.

WILLIAM I. R.

Toute la guerre a été, de toute évidence, décidée entre Angleterre, France et Russie pour l'annihilation de l'Allemagne, dans les conversations récentes avec Poincaré à Paris et Pétersbourg. Et le conflit austro-serbe n'est qu'un prétexte pour nous tomber dessus. Que Dieu nous aide dans ce combat pour notre existence, qui est l'œuvre du mensonge, de la tromperie et de l'envie venimeuse.

N° 407. LE CHANCELIER A L'EMPEREUR

Berlin, 30 *juillet* 1914[1].

[Expédiée à 11 h. 15 du matin ; envoyée à l'Empereur par automobile et reçue par lui à 1 h. 30; renvoyée par lui le jour même au Chancelier.]

J'ai reçu cette nuit de l'ambassadeur à Londres le télégramme ci-joint. L'ambassadeur à Vienne a également cette nuit annoncé qu'il a fait connaître au comte Berchtold le projet de médiation de Votre Majesté, mais que malgré ses instances il n'a pas encore, à minuit, reçu de réponse. Je l'ai invité, eu égard à l'attitude probable de l'Angleterre, de l'Italie et de la Roumanie, à réclamer une déclaration immédiate du comte Berchtold, afin que cet épisode puisse être clos de façon ou d'autre.

1. Ce télégramme avait été rédigé autrement par Jagow. Il a été presque entièrement refait par le Chancelier.

Je l'ai rendu attentif à ce que toute déclaration de Vienne à Pétersbourg sur le but et la portée de l'action autrichienne contre la Serbie ne ferait qu'aggraver et prouver publiquement devant tout le monde la faute de la Russie. Quant aux propositions anglaises présentées à nouveau dans le télégramme Lichnowsky, je les ai soumises au comte Berchtold en l'invitant à les examiner sérieusement.

Naturellement oui.

Si l'Angleterre se faisait fort d'assurer à l'Autriche les succès que celle-ci se proposait d'obtenir, il y aurait là une satisfaction possible pour l'Autriche.

Très respectueusement,

V. BETHMANN-HOLLWEG.

Dans l'intervalle on a reçu ce matin un télégramme de l'Attaché naval à Londres dans lequel il est dit que Sir Ed. Grey a dit à Lichnowsky, en conversation privée, que si nous en venons à une guerre avec la France, l'Angleterre nous attaquera aussitôt sur mer avec ses flottes. Des contre-mesures, appropriées, autant qu'elles peuvent être prises sans attirer l'attention, contre des surprises (à la Port-Arthur) sont en cours. Je m'étonne que Lichnowsky n'ait encore rien annoncé.

N° 433.

L'AMBASSADEUR A VIENNE, A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Vienne, 30 juillet, 2 h. 30 après midi.

[Reçue à 5 h. 25 du soir, à Berlin, annotée par l'Empereur, le 30, rendue par lui le 31 juillet.]

Berchtold et le comte Forgach me prient de vous communiquer ce qui suit : En raison de notre invitation d'hier, reçue avec gratitude, on a envoyé pour instructions au comte Szapary de commencer une conversation avec M. Sazonow. Il est autorisé à expliquer au ministre russe la Note à la Serbie qui, en tout cas, est dépassée par l'état de guerre, et à accueillir toute suggestion qui pourrait venir encore du côté russe, aussi bien que de discuter toutes

Par rapport aux colossales mesures de préparation maintenant publiques que la Russie a prises, tout cela est, je le crains, bien tardif.

Maintenant, pour la première fois!

Bien. questions concernant directement les relations austro-russes.

Si le Gouvernement russe veut prétendre qu'en mobilisant huit corps d'armée l'Autriche a fait de trop grands préparatifs militaires pour une campagne en Serbie, Szapary doit, mais seulement si Sazonow en parle, répondre que ce nombre de troupes répond aux exigences de l'état-major en face d'une armée serbe de 400 000 hommes.

Berchtold va appeler Schebeko et lui parler dans le même sens. Et, en plus, il doit lui dire — et il a noté les points suivants en ma présence, — que la Monarchie n'envisage aucune acquisition territoriale en Serbie, et qu'elle n'a pas d'autre but, après la paix, que l'occupation provisoire d'un territoire serbe pour obliger la Serbie à la pleine exécution de ses conditions et se procurer les garanties nécessaires d'une bonne conduite ultérieure. Au fur et à mesure que la Serbie remplira les conditions, l'évacuation du territoire serbe par l'Autriche suivra.

Quand cela sera-t-il? Un gage matériel.

TSCHIRSKY.

Ainsi ma proposition est à peu près acceptée et l'on fait ce que j'avais télégraphié au Tsar comme mon point de vue.
Bien.

N° 445.

L'ENVOYÉ MILITAIRE A LA COUR DE RUSSIE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Pétersbourg, 30 juillet, 5 h. 46 après midi.

[Reçue à 10 h. 5 soir à Berlin et communiquée ce même jour à l'Empereur qui l'a rendue le 31 juillet.]

Pour Sa Majesté :

Le prince Troubetzkoï me disait hier lorsqu'il sollicitait l'expédition immédiate du télégramme de Votre Majesté au

Tsar Nicolas : « Dieu soit loué ! un télégramme de votre Empereur ! Mais je crains qu'il ne soit trop tard. » Il vient à l'instant de me dire que le télégramme a fait une profonde impression sur l'Empereur, mais que celui-ci ne pouvait malheureusement plus rien changer, car la mobilisation a été ordonnée contre l'Autriche, et Sazonow a sans doute persuadé le Tsar qu'il n'y avait plus moyen de revenir en arrière. Je lui dis que cette mobilisation prématurée contre l'Autriche dans une guerre locale de celle-ci avec la Serbie est grosse de conséquences qu'on ne peut pas prévoir, car la réponse de l'Allemagne ne peut faire doute et la Russie prend la responsabilité, malgré l'assurance donnée par l'Autriche de ne pas avoir en vue des acquisitions quelconques en Serbie. Lorsqu'il me fit remarquer qu'à de telles assurances de l'Autriche on ne pouvait plus se fier ici, je lui répondis qu'il serait temps plus tard de s'entendre là-dessus avec l'Autriche.

Bafouillage !
Quelle impudence !

Ce n'est pas contre la Russie, mais contre la Serbie que l'Autriche a mobilisé et la Russie n'a aucun motif d'intervenir aussitôt. Je lui dis en outre que le langage de la Russie, « qu'elle ne peut laisser ses frères de Serbie en danger », n'est plus compris en Allemagne, après le terrible attentat de Serajevo. Il donna en conclusion comme unique raison la lenteur de la mobilisation en Russie, mais j'eus l'impression qu'il était au fond convaincu que la Russie avait agi trop vite.

Ah ! Ah ! gagner du temps en tout cas et être prêts avant nous.

Lorsque je lui dis qu'il ne pourrait pas s'étonner si les forces militaires allemandes mobilisaient, il rompit l'entretien avec effroi en disant qu'il lui fallait se rendre immédiatement à Péterhof.

Il ne s'y attend donc pas !

Le grand-duc Nicolas Michaïlovitch me dit au Club qu'il avait appris la mobilisation de l'armée belge, les Belges ayant un traité d'alliance avec la France ; je rapporte le propos, bien que le grand-duc dise souvent bien des choses qu'il ne pourrait pas garantir.

Absurdité !

La ville de Pétersbourg est tranquille, sauf quelques démonstrations ; de fortes précautions de police sont

prises devant les ambassades autrichienne et allemande.

Dans les cercles du Club, où les sentiments sont tout à fait amicaux, on espère une entente russo-allemande sur la base de garanties données par l'Allemagne contre un agrandissement de l'Autriche après la guerre, et le cas échéant contre l'anéantissement total de la Serbie. Je transmets sans commentaire.

Mais l'Autriche l'a déjà déclaré.

En ce qui concerne la mobilisation, de hauts officiers du Club m'ont dit qu'une intervention ou un arrêt dans la mobilisation, étant donné les énormes distances, est irréalisable et ne ferait que créer la confusion ; d'ailleurs il y a en Russie entre le début de la mobilisation et la guerre un grand intervalle qui pourrait être encore employé à des échanges de vues pacifiques.

J'ai l'impression qu'on a mobilisé ici dans l'angoisse des événements qui pouvaient survenir, sans intentions agressives et qu'on est maintenant terrifié de ce qu'on a fait.

Oui. C'est exact.

CHELIUS.

N° 452.

LE ROI D'ANGLETERRE AU PRINCE HENRI DE PRUSSE[1]

Londres, 30 *juillet*, 8 *h.* 54 *du soir.*

[Reçue à Berlin à 11 heures 8 soir. L'Empereur l'a examinée et annotée le 31.]

L'empereur note en marge :

ANALYSE.

L'Angleterre propose l'occupation de Belgrade et d'un territoire serbe en garantie.

A titre de gage matériel.

Elle engage à inviter l'Autriche à accepter cette proposition.

L'Autriche fait ce matin la même proposition.

1. Dépêche publiée par Reinach, *Histoire de Douze Jours*, p. 375.

N° 466. LE CHANCELIER A L'EMPEREUR

Berlin, 30 *juillet, à la fin de la nuit.*

[Expédiée le 31, à 6 h. matin. L'Empereur a approuvé.]

Attends projet d'un télégramme de réponse au Roi d'Angleterre et d'une communication éventuelle au Tsar, sur les propositions anglaises et viennoises qui sont presque identiques aux miennes.

W.

Je propose à Votre Majesté la réponse suivante au télégramme du Roi Constantin que nous avons reçu le 27 juillet.

« Merci de tout cœur pour ton télégramme communiqué par Bassewitz, qui m'a extraordinairement tranquillisé. Moi aussi je tiens une entente de la Grèce et de la Turquie comme une bonne politique, après comme avant, et je continuerai à y travailler de toutes mes forces.

« Aussi longtemps que le conflit se limite à l'Autriche et à la Serbie, il va de soi que ni la Turquie ni la Bulgarie ne doivent s'en mêler. Mais si l'on vient à une conflagration européenne, non seulement ces États, mais tous ceux des Balkans auront à faire leur choix. Je regarde déjà comme allant de soi que le souvenir de l'assassinat de ton père par une main criminelle doit détourner toi et la Grèce de prendre parti contre ma personne et la Triple Alliance en faveur des meurtriers serbes. Mais aussi du point de vue de l'utilité et des intérêts grecs, il me semble que la place de ton pays et de ta dynastie est aux côtés de la Triple Alliance. Même la Serbie, qui ne peut être sauvée de son destin par une intervention grecque, comprendra que c'est un cas de force majeure qui détermine l'attitude de la Grèce. Personne n'a vu les remarquables progrès de la Grèce sous ta direction avec des yeux plus jaloux que la Russie. Il n'y aura jamais meilleure occasion pour la Grèce de secouer, sous la puissante protection de la Triple Alliance, la tutelle des Russes sur les Balkans.

« Si tu devais te ranger, contre mon attente

confiante, du côté adverse, la Grèce serait immédiatement exposée à l'attaque de l'Italie, des Bulgares, des Turcs, et nos rapports personnels eux-mêmes auraient à en souffrir pour toujours.

« Je t'ai parlé franchement et te prie de me faire connaître sans retard avec la même franchise complète ta décision.

« GUILLAUME. »

Il pourrait être bon, selon l'état des choses, d'autoriser provisoirement notre envoyé à Athènes à donner lecture du télégramme, mais non pas à le communiquer par écrit.

B.-HOLLWEG.

N° 570.

L'AMBASSADEUR A LONDRES A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Londres, 1er *août* 1914, 2 *h.* 10 *après midi.*

[Reçue à Berlin à 6 h. 4 du soir.]

Télégraphier aussitôt à Rome, aussi bien que la dépêche qui viendra cet après-midi, car l'Italie ne suivra la Triple Alliance que cahin caha, tant qu'elle pourra craindre l'hostilité de l'Angleterre.

Annexe à mon télégramme 205.

Sir William Tyrell sort de chez moi ; venu pour me dire que Sir Ed. Grey veut me faire tantôt des propositions pour la neutralité de l'Angleterre, même au cas où la Russie et la France seraient en guerre avec nous. Je le verrai à 3 h. 30 et télégraphierai aussitôt.

LICHNOWSKY.

N° 571. L'AMBASSADEUR A PARIS A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Paris, 1er août, 1 h. 5 après midi.

[Reçue à Berlin à 6 h. 10 du soir.]

Lorsque j'ai demandé précisément une seconde fois si la France resterait neutre en cas de guerre russo-allemande, le Ministre-Président m'a répondu en hésitant : « La France fera ce que lui commandent ses intérêts. » Il fonda l'incertitude de cette déclaration sur ce que, depuis hier, il tenait la situation pour changée. On a reçu ici l'avis officiel que la proposition de Sir Ed. Grey de suspendre partout les préparatifs militaires avait été acceptée en principe par la Russie et que l'Autriche-Hongrie avait déclaré qu'elle ne voulait porter atteinte ni à la souveraineté ni au territoire serbe.

Je n'en sais rien. Je n'ai rien reçu.

Qu'est-ce que cela veut dire?

SCHOEN.

N° 580. LORD ALFRED DE ROTHSCHILD A L'EMPEREUR

Londres, le 1er août.

ANALYSE.

Il prie l'Empereur de lui envoyer un mot en faveur de la paix, dont il se servira auprès de ses amis de Vienne et Pétersbourg.

Une vieille et très honorable connaissance, mais âgé de soixante-quinze à quatre-vingts ans!

N° 584.

LE MINISTRE DE BRUXELLES À L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

1er *août, 4 h. 15 après midi.*

[Reçue à Berlin à 8 h. 12 soir. Envoyée à l'état-major, aux Ministères de la Guerre et de la Marine, à l'Empereur à minuit 5, le 2 août.]

M. Davignon me fait savoir que l'envoyé français, d'ordre de son Gouvernement, vient de lui faire la déclaration officielle qu'en cas de conflit international, la France était résolue à respecter la neutralité belge. Cette décision ne pourrait être modifiée que si la neutralité belge était violée d'un autre côté. Cette déclaration pourrait paraître ce soir dans la presse.

Quant à la communication de l'Angleterre à laquelle le baron Elst a fait allusion devant moi, M. Davignon m'a fait savoir qu'elle se rapportait à la question posée par l'Angleterre à Berlin et à Paris au sujet de la garantie de la neutralité belge.

De cela dépendra l'attaque de l'Angleterre contre nous.

BELOW.

COMMUNICATION A LA BELGIQUE.

Notre préoccupation, que nous avons déjà exprimée dans la note destinée à être remise ce soir à la Belgique, est fortifiée par ce fait que la France, violant le droit international, a commencé contre nous, aujourd'hui déjà, des actions de guerre (jet de bombes sur territoire allemand, violation de frontières par des patrouilles de cavaliers). Aviser l'envoyé à Bruxelles de faire ressortir cela en remettant la note.

N° 596.

L'AMBASSADEUR A LONDRES A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Londres, 1er *août* 1914, 5 *h.* 47 *après midi*[1].

[L'Empereur a annoté le 2 août à 4 h. 30 et 5 h. 30 de l'après-midi.]

Au début, à côté de la déclaration Grey :

1. *Le bafouillage de Grey montre qu'il ne sait pas du tout ce qu'il doit faire. Nous attendons maintenant la décision de l'Angleterre. J'apprends à l'instant qu'elle a coupé le câble d'Emden. Ainsi des mesures de guerre ! Pendant qu'elle négocie encore.*

2. *Menteur et Canqille!*

3. A gauche :

Bourdes, elle n'a pas, jusqu'ici, observé cette neutralité amicale.

4. A droite :

Mensonges. Voilà quatre jours qu'il l'a dit à Lichnowsky.

5. *Sans qu'on parle de la contre-action anglaise.*

6. A gauche :

Le gaillard est fou ou idiot. Et de plus les Français avec leurs bombes ont violé le droit des gens et commencé la guerre.

7. A droite :

Il a déjà ma proposition d'hier après midi : cela est très clair. Et là-dessus le malentendu est éclairci par le Roi.

8. *Absurdités !*

A la fin :

Mon impression est que M. Grey est un chien fourbe qui a peur de sa propre vilenie et de sa fausse politique, mais ne veut pas ouvertement prendre position contre nous, et veut y être contraint par nous.

1. Cette dépêche a déjà été publiée dans le Recueil Reinach, p. 489. Nous donnons seulement les Notes Impériales.

N° 597.

L'AMBASSADEUR A VIENNE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Vienne, 1er *août* 1914, *à* 8 *h.* 30 *après midi.*

[Reçue à Berlin à 10 h. 17 du soir, annotée par l'Empereur le 2 août, 5 h. 30 du soir.]

Entendu.
Bien.
La Roumanie doit immédiatement publier son traité avec l'Autriche, et aussitôt mobiliser contre la Russie.

Le comte Tarnovski a mission de provoquer à Sofia une déclaration de la Bulgarie à Bucarest, qu'aussi longtemps que la Roumanie marchera avec la Triple Alliance, elle n'a rien à craindre de la Bulgarie.

TSCHIRSKY.

N° 611.

L'AMBASSADEUR A LONDRES A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Londres, 1er *août,* 6 *h.* 30 *soir.*

[Reçue à Berlin le 2 août à 12 h. 10 de la nuit, communiquée dans la matinée à l'Empereur.]

ANALYSE.

La *Gazette de Westminster* tient la situation pour très critique. L'Angleterre devrait s'expliquer clairement sur ce qu'elle fera. Le Premier Ministre a dit un jour aux Communes que l'Angleterre, en cas de guerre, ne serait obligée par aucun traité à y participer. Elle a donc actuellement les mains libres. Mais il faut que l'Allemagne comprenne que certains traités publiés existent dont la violation par l'Allemagne

Bavardage.

mettrait l'Angleterre dans une position dangereuse. L'Allemagne sait bien, d'ailleurs, qu'une guerre germano-anglaise[1] pourrait avoir des suites qui soulèveraient l'opinion en Angleterre et pourraient forcer celle-ci à abandonner sa neutralité.

LICHNOWSKY.

N° 614.

L'AMBASSADEUR A ROME A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Rome, 1er août, 10 h. 55 soir.

[Reçue à Berlin, 2 août à 1 h. 7 du matin. Communiquée le 2 août à l'Empereur.]

Avec mon collègue d'Autriche, j'ai encore une fois pressé de la manière la plus vive pour une action concertée avec les alliés. Le marquis de San Giuliano déclara qu'il n'avait encore aucune nouvelle de Vienne, ne prit aucun engagement d'aucune sorte, mais se montra prêt à soumettre de nouveau ce soir l'affaire au Conseil des ministres. Il revenait sans cesse sur les raisons intérieures et extérieures qui se prononcent ici contre la participation à la guerre.

Fripon ! Le Roi ne m'a même pas encore répondu.

L'envoyé autrichien a comme moi l'impression que tout dépend ici de l'attitude de l'Angleterre. Le marquis de San Giuliano répète constamment que les côtes et les ports de l'Italie ne peuvent pas être livrés aux canons anglais. On craint aussi que les troupes de Lybie puissent être privées de ravitaillement. Par un confident de M. Barrère, j'apprends en secret que celui-ci a laissé savoir que le Gouvernement italien a fait des démarches pour se rapprocher du Gouvernement anglais. Peut-être y a-t-il eu, malgré le démenti du marquis de San

Ainsi, si nous ne respectons pas la neutralité belge, l'Angleterre nous tombe dessus et l'Italie nous lâche. Voilà la situation in nuce.

1. *Française ?*

Ainsi encore trahison des alliés.

Giuliano, quelques conventions avec l'Angleterre.

FLOTOW.

N° 615.

L'AMBASSADEUR A MADRID
A L'OFFICE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Saint-Sébastien, 1er *août*, 9 *heures du soir.*

[Reçue à Berlin 1 h. 35 du matin le 2 août, annotée par l'Empereur à 5 h. 30 de l'après-midi.]

Eh bien ! on ne peut pas souffrir que le passage des troupes du Maroc soit toléré.

Le ministre d'État espagnol a fait savoir à l'envoyé d'Autriche qui l'interrogeait, que son Gouvernement observerait une neutralité absolue. Prière de m'indiquer la conduite à tenir au cas où l'Espagne, malgré cela, ne pourrait ou ne voudrait pas garder plus tard sa neutralité. L'envoyé autrichien fait la même demande à Vienne.

RATIBOR.

N° 616.

LE MINISTRE A COPENHAGUE
A L'OFFICE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Copenhague, 1er *août*, 8 *h.* 40 *soir.*

[Reçu à 2 h. 40, dans la nuit, le 2 août et communiquée ce même jour à l'Empereur.]

Le ministre danois à Berlin reçoit la mission de faire la communication que voici au Gouvernement impérial.

« Pour compléter l'état de paix renforcé

Cela s'appelle mobiliser.

(Friedenstärke), on va appeler encore 18 000 hommes dans les différentes garnisons autour du pays. »

Les troupes ne seront pas concentrées sur des points déterminés, quelque part à la frontière, et cette mesure ne signifie pas une mobilisation, ainsi que le ministre des Affaires étrangères me l'a personnellement répété avec insistance.

M. Scavenius a ajouté que le bruit courait avec persistance ici que l'Allemagne mobilisait. C'est là ce qui force le Gouvernement danois à ordonner ces appels pour atteindre l'effectif de paix renforcé ; il y aura ainsi sous les armes environ 30 000 hommes.

La meilleure preuve est de franchir notre frontière.

Le Cabinet radical, a déclaré le ministre, se trouve vis-à-vis du pays dans une situation particulièrement difficile, parce que le ministre de la Guerre, Munch, est connu comme antimilitariste. Les militaires voulaient prouver qu'ils avaient une raison d'être, ce qui force le Gouvernement à faire ces concessions pour éviter le reproche d'avoir mis en danger la sûreté du pays et compromis la possibilité de maintenir la neutralité.

Le ministre me dit confidentiellement que le Roi est très soucieux. Le ministre de la Guerre est violemment attaqué par les journaux et l'on demande qu'il se retire. Mais M. Scavenius m'a déclaré qu'il espérait et comptait fermement que le Cabinet se maintiendra.

RANTZAU.

N° 661. NOTE AJOUTÉE PAR L'EMPEREUR A UN ARTICLE DU *BERLINER TAGEBLATT* DU 2 AOUT (dépêche d'un correspondant de Londres).

Que fera l'Angleterre?

La flotte anglaise couvre les côtes Nord de la France. C'est le fait d'un allié qui porte secours ; ce n'est pas l'attitude d'un neutre. Car

l'Angleterre empêche la coopération de ma flotte avec mon armée contre mon adversaire déjà en guerre contre moi. Celui-ci a violé le droit des gens et commencé la guerre sans déclaration. Cette situation ne peut durer ! L'Angleterre doit absolument montrer ses couleurs. Immédiatement ! D'une façon ou de l'autre. W.

N° 666.

L'AMBASSADEUR A PÉTERSBOURG A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Pétersbourg, 2 août, 5 h. 50 matin.

[Reçue à Berlin à 5 h. 19 du soir et communiquée le même jour à l'Empereur.]

Comme les Russes ont déjà brûlé des villages de la Prusse et détruit des voies, il n'est pas nécessaire de répondre. La Russie de son côté ne nous a pas répondu.

M. Sazonow me demande à l'instant par téléphone de lui expliquer ce qui suit : Sa Majesté le Tsar a reçu, il y a quelques heures, un télégramme de notre Souverain daté de 10 h. 45 du soir et où se trouve exprimée, à la fin, la prière que l'Empereur Nicolas puisse ordonner à ses troupes de ne franchir en aucun cas la frontière. M. Sazonow me demande comment je m'explique une telle prière après que je lui ai remis la Note d'hier soir.

J'ai répondu que je ne pouvais pas trouver d'autre explication, sinon que le télégramme avait dû être envoyé l'avant-veille au soir, à 10 h. 45. S'il y avait encore une communication à faire ici, ou un éclaircissement à donner, je proposerais de le faire directement, ou peut-être par l'entremise du ministre d'Italie, car je pars dans trois heures par Stockholm.

POURTALÈS.

N° 699.

LE MINISTRE A BUKAREST A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Sinaïa, 2 août, 11 h. 58 matin.

[Reçue à Berlin le 3 août à 1 h. 22 de la nuit, communiquée à l'Empereur le matin.]

M. Bratianu voudrait gagner du temps, puisque, le moment présent, où l'opinion publique est très antiautrichienne, est le plus défavorable. Il dit que l'Autriche n'a pas prévenu à l'avance la Roumanie, en sorte qu'on n'a pas eu le temps nécessaire pour ramener l'opinion publique. *Absurdité.* Il exprima aussi l'idée que la Roumanie pourrait déclarer tout d'abord qu'elle n'attaquerait pas la Bulgarie, si celle-ci attaquait les Serbes. *(Illisible) Bukarest.* Ainsi autant de corps d'armée autrichiens seraient rendus libres d'opérer contre la Russie, qu'il y a de corps dans l'armée roumaine. *Sa Majesté doit mobiliser contre la Russie.* Dans l'intervalle, l'opinion publique d'ici pourrait être influencée. D'après M. Bratianu, de forts mouvements de troupes ont lieu en Bessarabie. Ce qu'il aimerait le mieux serait que la Russie attaquât la Roumanie, ce qui changerait l'opinion d'ici. *Ils s'en garderont bien.* Lundi Conseil de la Couronne.

WALDTHAUSEN.

N° 700.

L'AMBASSADEUR A VIENNE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Vienne, 3 août, 12 h. 30 de la nuit.

[Reçue à Berlin à 2 h. 17 du matin, remise à l'Empereur et communiquée par lui le 3 août au matin à l'état-major général.]

Il communique la dépêche que le Roi d'Italie a envoyée à l'Empereur François-Joseph.

Analyse.

Rien.

Le Roi d'Italie assure qu'il a fait tous les efforts possibles pour assurer le maintien de la paix... et gardera une attitude cordialement amicale, conformément au traité de la Triple Alliance.

Canaille ! Malgré le pacte écrit !

N° 702.

LE ROI DE GRÈCE A L'EMPEREUR

Athènes, 2 août, 2 heures après midi.

[Reçue à Berlin le 3 à 3 heures du matin, annotée le 3 par l'Empereur.]

Faire savoir à Athènes que j'ai conclu une alliance avec la Bulgarie et la Turquie pour combattre les Russes, et que je traiterai la Grèce en ennemie, si elle ne s'y joint pas immédiatement. Je viens de le dire moi-même à Theotoki en l'informant de notre alliance avec la Turquie et la Bulgarie.

Bassevitz, envoyé prussien, transmet le télégramme suivant pour l'Empereur.

« Merci cordialement pour ton télégramme et la promesse d'appuyer notre entente avec la Turquie. Il ne nous est jamais venu à l'esprit de secourir les Serbes. Mais il ne me paraît pas possible de me joindre à leurs ennemis et de leur tomber dessus, puisqu'ils sont nos alliés. Il me semble que les intérêts de la Grèce com-

Vous devez marcher contre la Russie.
Impossible.
Il n'en est plus question aujourd'hui !
Le Balkan marche.

mandent une absolue neutralité et le maintien du *statu quo* des Balkans créé par le traité de Bucarest. Si nous abandonnons ce point de vue, la Bulgarie s'agrandira de la partie de la Macédoine acquise récemment par les Serbes, occupera toute notre frontière Nord jusqu'à l'Albanie et deviendra pour nous un énorme danger. Je n'ai aucune garantie que cela n'arrivera pas. Ces considérations nous forcent à la neutralité et nous obligent à tout faire, en accord avec la Roumanie, pour empêcher la Bulgarie d'intervenir.

Absurdité.

Tu connais mes sentiments sur les Slaves et la tutelle russe dans les Balkans. Ils sont partagés par tout mon peuple, et si la Bulgarie acquérait un important accroissement de puissance, l'équilibre dans notre région serait détruit et la suprématie slave immédiatement établie.

CONSTANTIN.
BASSEWITZ.

Si la Grèce ne marche pas immédiatement avec nous, elle perdra sa situation comme puissance balkanique, ne verra plus ses vœux soutenus par nous, mais sera traitée en ennemie. Il ne s'agit plus d'équilibre dans les Balkans, mais d'une opération générale des peuples balkaniques pour délivrer à jamais le Balkan de la Russie.

W.

N° 705.

L'ENVOYÉ A PARIS AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Paris, 2 *août,* 11 *h.* 15 *du soir.*

[Reçue à Berlin le 3 août à 3 h. 55 du matin, communiquée le matin à l'Empereur.]

Patrouille !
Cette effrontée canaille veut nous devancer par ses protestations.

Le Gouvernement français proteste auprès de moi contre une violation très sérieuse de la frontière par nos troupes à Delle, au delà de la zone de dix kilomètres

maintenue par l'état-major français, ainsi que sur certaines opérations de guerre et la mort d'un soldat français.

Ça n'a plus aucune importance.

L'opinion est ici très montée par ces nouvelles et par d'autres.

SCHOEN.

N° 720.

L'AMBASSADEUR ANGLAIS A BERLIN A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Berlin, 2 août.

[N'a été remise que le 3 août au matin, annotée par l'Empereur le 4 août.]

ANALYSE.

Sir Ed. Goschen s'étonne de la rupture des câbles et de l'interruption de toute communication télégraphique avec l'Angleterre. En fait, pendant les derniers jours, il n'a reçu que des formules calculées pour le maintien de la paix. Mais hélas ! le temps n'est plus à ces formules excellentes.

NOTE DE L'EMPEREUR.

Ces formules ont été calculées pour jeter de la poudre aux yeux des autres gens, et faire croire ainsi qu'on faisait quelque chose. Si Grey avait réellement *voulu maintenir la paix, il n'avait besoin, comme le prince Henri, le 29 juillet, l'avait proposé, que de faire entendre aux deux* Alliés, *France et Russie,* qu'ils eussent à ne pas mobiliser, *mais à attendre jusqu'à ce que les conversations que j'avais engagées entre Vienne et la Russie eussent réussi ou non.* W.

N° 730.

LE MINISTRE D'ÉTAT DU LUXEMBOURG AU CHANCELIER ET A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Luxembourg, 3 *août,* 10 *h.* 14 *du matin.*

[Reçue à Berlin à 11 h. 38 et communiquée le même jour à l'Empereur.]

Je vous remercie du télégramme que vous m'avez envoyé hier au sujet de l'occupation du Luxembourg par des troupes allemandes. On distribue en ce moment à Luxembourg une proclamation du général commandant le 8e corps d'armée, Tulff von Tscheepe, qui contient les mots suivants :

« Après que la France, ne respectant pas la neutralité du Luxembourg, comme il est établi sans aucun doute, a ouvert les hostilités contre l'Allemagne en partant du sol luxembourgeois, Sa Majesté a donné l'ordre à ses troupes d'entrer, elles aussi, en Luxembourg. »

Des avions ont survolé le Luxembourg pour venir chez nous. Survoler un pays neutre dans un but de guerre est une violation de neutralité.

Ceci repose sur une erreur. Il ne se trouve pas le moindre militaire français sur le sol luxembourgeois et pas le moindre indice d'une violation de notre neutralité par la France. Tout au contraire, le 1er août, samedi soir, sur territoire français, près de Mont-Saint-Martin, les rails du chemin de fer ont été enlevés. Ceci prouve qu'il n'existait alors aucune intention de pénétrer en Luxembourg par la voie ferrée.

EYSCHEN.

N° 755. LE ROI D'ITALIE A L'EMPEREUR

Rome, 3 *août* 1914.

[Remise par l'ambassade d'Italie à Berlin le 3 août, dans l'après-midi, à Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne.]

Je viens de recevoir ton télégramme. Je regrette profondément que tes nobles efforts auxquels se sont joints aussi les miens pour éviter les graves conséquences internationales de l'initiative de l'Autriche-Hongrie, aient échoué. Mon Gouvernement a fait connaître dès le début au tien et au Gouvernement d'Autriche-Hongrie, que ne se vérifiant pas actuellement le *casus fœderis* prévu par le Traité de la Triple Alliance, il mettra (en jeu) toute son activité diplomatique pour soutenir les intérêts légitimes de nos alliés et les nôtres et pour travailler à la cause de la paix.

Menteur.

Scélérat !

Je t'envoie l'expression sincère de mes vœux les plus cordiaux pour ton bien et le bien de l'Allemagne.

Impudence !

Ton frère et allié,

VICTOR-EMMANUEL.

N° 756. L'AMBASSADEUR D'ITALIE AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Berlin, 3 *août*.

[Remise à l'Office des Affaires étrangères dans l'après-midi, communiquée le même jour à l'Empereur.]

Très souffrant, je suis dans l'impossibilité de venir aujourd'hui au Département.

Je le crois ; il ne veut pas présenter lui-même une trahison pareille.

Votre ambassadeur à Rome vous aura sans doute télégraphié ce qui lui a été déclaré hier par notre ministre des Affaires étrangères, que le Gouvernement italien entend — au moins pour le moment — rester neutre dans le conflit actuel, attendu que le *casus fœderis* qui l'oblige à coopérer avec ses alliés ne s'est pas vérifié. Je vous adresse ci-joint la déclaration officielle de neutralité.

Veuillez agréer, mon cher Secrétaire d'État, l'expression de mes sentiments cordialement dévoués.

R. BOLLATI.

N° 764.

L'AMBASSADEUR A LONDRES A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Londres, 3 *août*, 1 *h.* 2 *après midi*.

[Arrivée à Berlin à 4 h. 33. L'Empereur l'annote le 3 août et l'envoie à l'état-major général à 11 h. 35 du soir.]

Sir Edward Grey m'a fait à l'instant une communication conforme[1]. Il paraissait de fort méchante humeur et me déclara que l'Angleterre ne pouvait accepter tranquillement la violation de la neutralité belge qu'elle a formellement garantie. En ce qui concerne le rassemblement de troupes françaises à la frontière belge, la France aurait déclaré qu'elles ne la franchiraient pas, à moins qu'elles ne fussent appelées à l'aide. Le ministre me dit qu'il se proposait de faire cet après-midi un *statement* où il présentera les conditions de sa neutralité. Il parla d'une rupture conditionnelle.

Je le priai vivement de ne pas faire de la neutralité belge une condition *sine qua*

1. A la dépêche n° 667

non, car cela pourrait avoir des conséquences funestes.

Il ne s'agit pas de savoir si l'on voudrait ou si l'on pourrait ! Il s'agit de vouloir honnêtement ! Et c'est là ce qui manque !

Il ne me donna aucune assurance, mais j'ai l'impression précise que, s'il est possible, il souhaiterait encore de rester neutre. Je m'engageai vis-à-vis de lui à la déclaration ci-dessous :

1° Que même en cas de rencontre armée avec les Belges, nous sommes résolus à maintenir l'intégrité du territoire belge.

2° Qu'en cas de neutralité anglaise, notre flotte évitera le canal et la côte française du Nord.

J'ai fait cette dernière déclaration d'accord avec l'attaché naval. J'espère toujours qu'une entente pourra se faire sur cette base, parce qu'on considère ici que d'une rencontre armée avec nous, il ne résulterait aucun avantage ni pour la France ni pour la Belgique. Si cette rencontre pourra être évitée, cela dépend en grande partie des dispositions du Cabinet aussi bien que de l'opinion publique, qui pourrait être poussée à un soulèvement violent par notre entrée en Belgique.

Je répète qu'on voudrait bien, même aujourd'hui, rester neutre et que l'on compte pour cela sur notre appui.

Le fils d'une Allemande qui ment ainsi.
Lui, un Allemand, qui écrit de pareils mensonges !
! ! !
Mensonge absolu.

Sir W. Tyrell me donna à entendre que, d'après les télégrammes de Bunsen, on arrive en Autriche à la conception que, puisque nous sommes les agresseurs et n'avons pas été attaqués, le texte de la Triple Alliance n'oblige pas l'Autriche à la coopération.

LICHNOWSKY.

N° 767. LE MINISTRE A CONSTANTINOPLE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Thérapia, 3 août, 3 h. 10 après midi.

[Reçue à Berlin à 5 h. 12 du soir et par ordre de l'Empereur communiquée le 3 août aux états-majors de l'Armée et de la Marine.]

De la Mission militaire : Avis des Consuls turcs du 30 juillet.

La Suède annonçait qu'elle avait éclaté?

Kars. — En cas de guerre, il doit y avoir aussi, au Caucase, une révolution générale, après décision des chefs de partis. Aucun indice d'attaque russe contre nous.

Baku. —.....

Sebastopol. —.....

Wangenheim.

N° 794. LE MINISTRE A BUKAREST A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Sinaïa, 3 août 1914. 7 h. du soir.

[Reçue à Berlin le 4 août à minuit. L'Empereur l'a annotée aussitôt et fait expédier à Vienne et Athènes le même jour.]

La Bulgarie a déjà refusé à la Russie, d'après l'avis de mon envoyé.

M. Bratianu a communiqué au comte Czernin que la Russie a proposé à la Bulgarie de se joindre à elle, en lui procurant la Macédoine. La Serbie, par contre, serait indemnisée par l'acquisition de la Bosnie et de l'Herzégovine. Quelle sera la réponse bulgare, M. Bratianu ne le sait pas encore !

Le ministre bulgare en Roumanie doit être parti pour Rustschuk.

WALDTHAUSEN.

N° 795.

L'AMBASSADEUR A CONSTANTINOPLE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Thérapia, 3 août, 2 h. 35 après midi.

[Reçue à Berlin le 4 à 0 h. 26. L'Empereur l'a lue le 4 août à 11 h. 15 du soir.]

Hâter la conclusion du traité à Sofia.

Enver et Liman voudraient bien déclarer la guerre à la Russie tout de suite pour pouvoir prendre trois vapeurs russes de grande valeur, avec télégraphie sans fil, qui sont ici. Le Grand Vizir et...[1] sont opposés, parce que :

1° La mobilisation turque, qui a été commencée énergiquement, est inachevée ;

Faire un article concernant la Bessarabie. Communiquer à Stamboul la conclusion de notre alliance, comme de celle de Sofia.

2° Parce que l'attitude de la Bulgarie est encore incertaine, et qu'une attaque directe contre la Russie, sans la Bulgarie, est impossible ;

3° Parce qu'on craint qu'après la déclaration de guerre, l'*Osmane* ne soit retenu par l'Angleterre....

Tout dépend maintenant de la rapidité des décisions et des actes de la Bulgarie. On pourrait aussi éventuellement faire espérer à Bucarest que la Bulgarie et la Turquie aideraient la Roumanie à s'emparer de la Bessarabie.

Bien.

Il est à souhaiter que le général Liman reçoive aussitôt que possible les directives de l'état-major.

WANGENHEIM.

1. Quelques mots indéchiffrables.

N° 811. LE MINISTRE A BUKAREST A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Sinaïa, 4 août, 3 h. 50 du matin.

[Reçue à Berlin à 10 h. 52 du matin, lue par l'Empereur dans la journée et envoyée, le 5 août aux états-majors de l'Armée et de la Marine.]

Analyse.

Les alliés se détachent de notre entente, déjà avant la guerre, comme des poires pourries. C'est la faillite totale de la diplomatie allemande et aussi de la diplomatie autrichienne. Cela aurait dû et aurait pu être évité.

M. Bratianu nous a communiqué, à mon collègue d'Autriche et à moi, le résultat du Conseil de la Couronne qui, après un appel chaleureux du Roi à l'exécution du traité, a décidé à l'unanimité moins une voix, qu'aucun parti ne pouvait prendre la responsabilité de l'action demandée par le Roi. Que l'Autriche n'avait pas consulté sur sa démarche à Belgrade. Le *casus fœderis* n'existe pas. En prenant des précautions militaires sur ses frontières, qui comptent plusieurs centaines de milles, la Roumanie rend service à l'Autriche.

Waldthausen.

N° 835. L'AMBASSADEUR A LONDRES A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Londres, 4 août, 2 h. 23 après midi.

[Reçue à Berlin à 5 h. 30 du soir et communiquée ce même soir à l'Empereur.]

J'apprends à l'instant que l'envoyé belge a notifié au Foreign Office l'entrée des troupes allemandes en Belgique. Un entretien avec

Ainsi le croira-t-il enfin maintenant ! Pauvre Lichnowsky !

Sir W. Tyrell me confirme dans l'impression qu'au reçu de la nouvelle de rencontres sérieuses entre Belges et Allemands, on ne pourra plus compter sur la neutralité de l'Angleterre et que la rupture des relations se produira alors.

LICHNOWSKY.

N° 840.

L'AMBASSADEUR A VIENNE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Vienne, 4 août, 4 heures après midi.

[Reçue à Berlin à 7 h. 40, communiquée aux états-majors, le 4 août, et à l'Empereur le 5 août.]

D'après un télégramme du baron de Merey reçu aujourd'hui, le marquis de San Giuliano a reconnu devant lui que la vraie raison de la neutralité de l'Italie, c'est l'impréparation au combat de l'armée, et surtout le fait que, d'après toutes les nouvelles reçues au Ministère de l'Intérieur, en cas de mobilisation, des manifestations révolutionnaires se produiront.

Le baron de Merey remarque aussi qu'une notable partie de la presse, même le *Popolo romano*, serait en ce moment contre la politique de neutralité.

Imbécillité ! Mais l'Italie est de mèche avec l'Angleterre.

On répand officieusement l'idée que, par sa neutralité, l'Italie voudrait assurer celle de l'Angleterre.

TSCHIRSKY.

N° 850.

L'AMBASSADEUR A ROME A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Rome, 4 *août,* 5 *h.* 10 *du soir.*

[Reçue à Berlin à 9 h. 30 du soir. Communiquée aux états-majors et à l'ambassadeur à Vienne le 5 août.]

L'oberlieutenant von Kleist télégraphie à l'Empereur, au Château, Berlin :

« Le Roi m'a reçu ce matin avant midi et m'a dit ce qui suit. Malgré ses efforts répétés dans la journée d'hier, le Gouvernement maintient sa position de neutralité. Une aide active aux alliés ne serait, pour le moment, comprise du peuple que comme une aide donnée à l'Autriche pour réaliser ses projets d'agrandissement dans les Balkans, l'Autriche ne s'étant pas une seule fois engagée définitivement, jusqu'ici, à y renoncer. Le peuple confondra toujours Allemagne et Autriche. Le Gouvernement risquerait donc en ce moment, en aidant effectivement même l'Allemagne, un soulèvement. Le Roi ne peut donc que répéter qu'il est malheureusement impuissant, car le point de vue du Gouvernement est partagé par la majorité des députés. Même Giolitti, un ami de la Triple Alliance, qui vient de rentrer à l'instant, estime que le *casus fœderis* n'existe pas, que le pays a besoin de repos, qu'il doit rester neutre, puisqu'il n'existe aucune obligation à une participation active. »

Notre lutte contre la France n'a rien à faire avec cela. Elle combattrait donc à notre côté et non aux côtés de l'Autriche.

Si le Gouvernement ne réagit pas contre cela c'est naturel, mais insensé !

Mensonge absolu.

? ?

Coquin, inouï !

La mort de Pollio, dit-il, est très regrettable, car il pensait tout autrement, et avait grande influence.

Et Cadorna?

Trois classes de réservistes appelées, si bien que cavaliers et artillerie et marine seront sur le pied de guerre, à raison de 150 hommes par compagnie. Trois classes de plus suffi-

ront pour mettre l'armée active à peu près au complet. Le Gouvernement entend être prêt à toute éventualité. Sur ma réponse, que puisque l'éventualité d'un appui était écarté, on ne pouvait évidemment penser qu'à une menace active contre l'Autriche, et qu'il n'y avait pas d'autre éventualité, le Roi dit : « On ne sait jamais ce que les hommes du Gouvernement feront ; pour le moment, lui, le Roi, compte que cela ne sera pas.

Ainsi, il se met en dehors.

Mon impression sur l'audience : l'Italie est irritée contre l'Autriche et lui prête des vues d'agrandissement dans les Balkans qu'elle n'a pas démenties en s'engageant. Si cette méfiance s'aggrave par une dérobade de l'Autriche, ou si elle se trouve confirmée, alors l'Italie considérera cela comme une atteinte à ses intérêts, et elle se prépare à ne pas le souffrir. Je compte partir ce soir. »

Vienne doit faire, en tout cas, des promesses qui l'engagent et offrir de larges compensations si tentantes qu'elles entraînent. Elle aurait dû le faire depuis longtemps.

Von Kleist prie de transmettre copie au Chef d'Etat-Major.

FLOTOW.

N° 854.

L'AMBASSADEUR A CONSTANTINOPLE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Thérapia, 4 août, 11 heures matin.

[Reçue à Berlin à 10 h. 10 du soir, envoyée le 5 août à l'Empereur le matin.]

EXTRAIT.

Le Grand Vizir m'a dit que l'envoyé bulgare ne lui a fait encore aucune ouverture d'entente éventuelle. Il a l'impression que la Bulgarie fait dépendre son attitude de celle de la Roumanie....

Pousser à Sofia, à Bukarest.

WANGENHEIM.

N° 856.

L'AMBASSADEUR A CONSTANTINOPLE A L'OFFICE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Thérapia, 4 août, 11 h. 55 du matin.

[Reçue à Berlin à 10 h. 45 du soir, lue par l'Empereur le 5 août.]

D'après les nouvelles de la mission militaire, l'armée serbe ne se concentrerait pas en vue d'une bataille décisive, mais serait disséminée dans tout le pays. Le marquis Pallavicini en conclut que la Serbie veut conduire une longue guerre de guerillas jusqu'à l'intervention de la Russie. D'après l'opinion de mon collègue, l'Autriche devrait provisoirement ignorer tout à fait la Serbie jusqu'à ce que le conflit avec la Russie soit arrivé à sa décision. C'est uniquement de celle-ci que dépendra le sort de la Serbie.

Juste. Kageneck doit mander cela à Hötzendorff, de ma part.

WANGENHEIM.

LISTE DES AGENTS DIPLOMATIQUES DES PUISSANCES EUROPÉENNES, DES ÉTATS-UNIS ET DU JAPON EN 1914.

	FRANCE	GRANDE-BRETAGNE	RUSSIE	BELGIQUE	SERBIE
Paris.		Sir F. Bertie, ambassadeur.	A. P. Iswolsky, ambassadeur.	Baron Guillaume, ministre.	R. Vesnitch, ministre.
Londres.	P. Cambon, ambassadeur. A. de Fleuriau, conseiller d'ambassade.		Comte Benckendorf, ambassadeur.	Comte de Lalaing, ministre.	M. Boskovitch, ministre.
Saint-Pétersbourg.	Paléologue, ambassadeur.	Sir G. Buchanan, ambassadeur.		Comte de Buisseret, ministre.	D Popovitch, ministre; puis Spalaïkovitch, ministre.
Bruxelles.	A. W. Klobukowski, ministre.	Sir F. H. Villiers, ministre.	Prince J. Koudacheff, ministre.		Le Ministre à Paris.
Belgrade.	L. Descos, ministre. Boppe, ministre (juillet-août 1914).	Ch. L. des Graz, ministre. D. Crackanthorpe, 1er secrétaire de légation.	Prince G. Troubetzkoy, ministre. De Strandtman, 1er secrétaire de légation.	M. Michotte de Welle, ministre.	
Rome.	C. Barrère, ambassadeur. R. de Billy, conseiller d'ambassade.	Sir J. R. Rodd, ambassadeur.	A. Kroupenski, ambassadeur.	Comte van den Steen, ministre.	L. Michaïlovitch, chargé d'affaires; puis M. Ristitch, ministre.
Tokyo.	E. Regnault, ambassadeur.	Sir W. C. Greene, ambassadeur et consul général.	N. Malewsky-Maléwitch, ambassadeur.	Comte della Faille, ministre (absent). L. Lemaire de Warzée, chargé d'affaires.	Non représentée.
Lisbonne.	E. Daeschner, ministre.	L. D. Carnegie, ministre.	P. Botkine, ministre,	R. Leghait, ministre.	D. Laksman, consul général.
Bucarest.	C. Blondel, ministre.	Sir G. Barclay, ministre.	S. A. Poklevski-Koziell, ministre.	M. van Ypersele, ministre.	M. G. Ristitch, ministre; puis Dr M. Gravilovitch, ministre.
Washington.	J.-J. Jusserand, ambassadeur.	Sir C. Spring-Rice, ambassadeur.	G. Bakhméteff, ambassadeur.	E. Havenith, ministre	Pas de représentant diplomatique. Dr M. J. Pupin, consul général à New-York.

Berlin.	J. Cambon, ambassadeur. Comte de Manneville, conseiller d'ambassade.	Sir Ed. Goschen, ambassadeur. H. G. M. Rumbold, conseiller d'ambassade.	S. N. de Sverbéew, ambassadeur. A. de Bronevski, conseiller d'ambassade.	Baron Beyens, ministre.	Dr M. Boghitchevitch, secrétaire de lég. et chargé d'affaires. Dr M. Yovanovitch, secrétaire de légation.
Vienne.	A. Chilhaud-Dumaine, ambassadeur.	Sir M. de Bunsen, ambassadeur.	N. Schébeko, ambassadeur. Prince N. Koudacheff, conseiller d'ambassade.	Comte Errembault de Dudzeele, ministre.	I. Jovanovitch, ministre.
Sofia.	A. de Panafieu, ministre.	Sir H. G. O. Bax-Ironside, ministre.	A. Savinsky, ministre.	A. Garnier-Heldewier, ministre.	B. Tcholak Antitch, ministre.
Constantinople.	M. Bompard, ambassadeur.	Sir L. Mallet, ambassadeur.	N. de Giers, ambassadeur.	Baron Moncheur, ministre.	Les relations diplomatiques sont suspendues (depuis 1912).
Athènes.	G. Deville, ministre.	Sir F. E. H. Elliot, ministre.	E. Demidoff, prince de San Donato, ministre.	J. Mélot, ministre.	J. Balougdjitch, ministre.
Copenhague.	E. Bapst, ministre.	Sir H. Lowther, ministre.	Baron de Buxhöveden, ministre.	G. Allart, ministre.	L. B. N. Tegner, consul général.
Madrid.	L. Geoffray, ambassadeur.	Sir A. H. Hardinge, ambassadeur.	Baron de Budberg, ambassadeur.	Baron Grenier, ministre.	Pas de représentant diplomatique (un consul à Barcelone).
Christiania.	A. Chevalley, ministre.	M. de C. Findlay, ministre.	S. W. Arseniew, ministre.	Le Ministre à Copenhague.	P. F. Winther, consul général.
La Haye.	M. Pellet, ministre; puis H. Allizé, ministre (17 août 1914).	Sir A. Johnstone, ministre.	A. Swétchine, ministre.	Baron Fallon, ministre.	Le Ministre à Londres.
Stockholm.	E. Thiébaut, ministre.	E. W. Howard, ministre.	A. Neklioudow, ministre.	C. Wauters, ministre.	A. Carlson, consul général.
Berne.	P. Beau, ambassadeur.	E. Grant Duff, ministre.	B. de Bacheracht, ministre.	Baron de Ghoote, ministre.	Pas de représentant diplomatique. (N. S. Pétrovitch, consul à Genève.)

	ITALIE	JAPON	PORTUGAL	ROUMANIE	ÉTATS-UNIS
Paris.	T. Tittoni, ambassadeur.	Baron Ishii, ambassadeur.	J. Chagas, ambassadeur.	A. Lahovary, ministre.	M. T. Herrick, ambassadeur, puis W. G. Sharp, ambassadeur (4 décembre 1914).
Londres.	Marquis Imperiali, ambassadeur.	K. Inouye, ambassadeur.	M. Teixeira-Gomès, ministre.	N. Misu. ministre.	W. H. Page, ambassadeur.
Saint-Pétersbourg.	Marquis Carlotti di Riparbella, ambassadeur.	Baron I. Motono, ambassadeur.	J. Batalha-Reis, ministre.	C. Diamandy, ministre.	G. T. Marye, ambassadeur.
Bruxelles.	Comte Bottaro-Costa, ministre, puis duc Carignani, ministre.	K. Nabeshima, ministre, puis Comte K. Mutsu, ministre.	Docteur A. M. Alves de Veiga, ministre.	T. G. Djuvara, ministre.	T. Marburg, ministre, puis B. Whitlock, ministre.
Belgrade.	Baron di Palermiti, ministre.	Non représenté.	Pas de représentant diplomatique. A. Bauduin-Reddewig, consul.	G. Filality, ministre.	Le Ministre à Bucarest.
Rome.		Baron G. Hayashi, ambassadeur.	F. E. Leao, ministre.	Prince D. I. Ghika, ministre.	T. N. Page, ambassadeur.
Tokyo.	Marquis A. Guiccioli, ambassadeur.		J. B. de Freitas, ministre (absent), C. de Sousa-Mendes, chargé d'affaires.	Non représentée.	G. W. Guthrie, ambassadeur.
Lisbonne.	S. Contarini, ministre.	Le Ministre à Madrid.		Pas de représentant diplomatique. C. Ferreira, consul.	T. H. Birch, ministre.
Bucarest.	Baron C. Fasciotti, ministre.	Non représenté.	Pas de représentant diplomatique. A. Litzica, consul à Braïla.		C. J. Vopicka, ministre.
Washington.	Comte Macchi-Cellere, ambassadeur.	Vicomte S. Chinoa, ambassadeur.	Vicomte de Alte, ministre.		

Berlin.	R. Bollati, ambassadeur.	K. Soughimoura, ambassadeur.	Dr S. Paes, ministre.	Dr A. Beldiman, ministre.	J. W. Gérard, ambassadeur.
Vienne.	Duc d'Avarna, ambassadeur.	S. Akidzuki, ambassadeur. G. Nishi, conseiller d'ambassade.	F. de A. de Calheiros, ministre.	E. Mavrocordato, ministre.	F. C. Penfield, ambassadeur.
Sofia.	F. Cucchi-Boasso, ministre.	Non représenté.	La légation d'Italie est chargée des intérêts portugais.	G. C. Derussi, ministre.	Le Ministre à Bucarest.
Constantinople.	Marquis Garroni, ambassadeur.	Non représenté.	A. de Mesquita, consul général et chargé d'affaires.	C. G. Mano, ministre.	H. Morgenthau, ambassadeur.
Athènes.	Comte de Bosdari, ministre.	Non représenté.	Pas de représentant diplomatique. N. Sellas, consul général (absent), P. Origonis, gérant.	N. Filodor, ministre.	F. O. de Billier, chargé d'affaires, puis G. Droppers, ministre (9 octobre 1914).
Copenhague.	Comte di Carrobio, ministre.	Le Ministre à la Haye.	Le Ministre à Stockholm.	O. Hecksher, consul général.	M. F. Egan, ministre.
Madrid.	Comte Bonin-Longare, ambassadeur.	M. Arakawa, ministre, puis K. Horigoutchi, chargé d'affaires.	A. de Vasconcellos, ministre.	G. Cretziano, ministre.	J. E. Willard, ambassadeur.
Christiania.	F. de Novellis, ministre, puis C. Montagna, ministre (26 octobre 1914).	Le Ministre à Stockholm.	Le Ministre à Stockholm.	J. Johannson, consul général.	A. G. Schmedeman, ministre.
La Haye.	Comte Sallier de la Tour, ministre.	A. Sato, ministre, puis K. Shidehara, ministre, 7 août 1914.	A. M. Bartholomeu-Ferreira, ministre.	C. M. Mitilineu, ministre.	Dr H. van Dyke, ministre.
Stockholm.	L. Bruno, ministre, puis F. Tommasini, ministre (16 octobre 1914).	S. Uchioa, ministre.	A. de Castro-Feijo, ministre.	C. G. Horngren, consul général.	C. H. Graves, ministre, puis I. N. Morris, ministre, 28 août 1914.
Berne.	Marquis Paulucci de Calboli, ministre.	L'Ambassadeur à Vienne.	Dr Guerra-Junqueiro, ministre, puis A. C. de S. Santos-Bandeira, ministre, (29 août 1914).	M. M. Pacliano, ministre.	P. A. Stovall, ministre.

	ALLEMAGNE	AUTRICHE-HONGRIE	BULGARIE	TURQUIE	GRÈCE
Paris.	Baron de Schoen, ambassadeur.	Comte Szecsen, ambassadeur.	Dr D. Stanciow, ministre.	Rifaat Pacha, ambassadeur.	A. Romanos, ministre.
Londres.	Prince Lichnowsky, ambassadeur.	Comte de Mensdorff, ambassadeur.	I. Madjaroff, ministre.	Tewfik Pacha, ambassadeur.	J. Gennadios, ministre.
Saint-Pétersbourg.	Comte de Pourtalès, ambassadeur.	Comte Szápáry, ministre.	R. Dimitriew, ministre, puis Madjariow, ministre.	Turkhan Pacha, ambassadeur.	J. Dragoumis, chargé d'affaires, puis ministre. (12 août 1914.)
Bruxelles.	De Bellow-Saleske, ministre.	Comte Clary, ministre.	Le Ministre à Paris.	Nousret Bey, ministre.	L. Ghemar, consul général.
Belgrade.	Baron von Griesinger, ministre.	Baron Giesl de Gieslingen, ministre.	S. Tchaprachikoff, ministre.	Les relations diplomatiques sont suspendues.	J. P. Alexandropoulos, ministre.
Rome.	H. de Flotow, ambassadeur.	K. Merey de Kapos-Mere, ambassadeur, puis baron de Macchio, ambas. en mission spéciale (14 aout 1914).	D. Rizow, ministre.	Naby Bey, ambassadeur.	L. A. Coromilas, ministre.
Tokyo.	Comte de Rex, ambassadeur.	Baron Müller de Szent-györgy, ambassadeur.	Non représentée.	Non représentée.	Pas de représentant diplomatique (A. Weale, consul à Yokohama.)
Lisbonne.	Rosen, ministre.	Baron Kuhn, ministre.	Non représentée.	A. van Zeller, consul général.	J. W. H. Bleck, consul général.
Bucarest.	Dr de Waldthausen, ministre, puis baron von dem Bussche-Haddenhausen, en mission spéciale (pour gérer les affaires de la légation, 18 septembre 1914).	Comte Czernin de Chudenitz, ministre.	S. Radew, ministre.	Sefa Bey, ministre.	A. Papadiamantopoulos, ministre, puis P. Psycha, ministre (27 octobre 1914).
Washington.	Comte de Bernstorff, ambassadeur.	Dr C. Dumba, ambassadeur.	S. Panaretoff, ministre.	Zia Pacha, ambassadeur, puis A. Rustem Bey, ambassadeur (26 juin 1914).	S. Constandinidis, secrétaire de légation, puis A. Vouros, chargé d'affaires (7 décembre 1914).

Berlin.		Comte de Szögyény, ambassadeur, puis prince de Hohenlohe-Schillingsfurst, ambassadeur (sept. 1914).	I. S. Guéchow, ministre, puis P. R. Markow, ministre (février 1914).	Moukhtar Pacha, ambassadeur.	N. G. Theotoky, chargé d'affaires, puis ministre. (11 juin 1914.)
Vienne.	De Tschirsky, ambassadeur.		I. Salabacheff, ministre, puis Dr N. Stanciow, chargé d'affaires.	Hilmi Pacha, ambassadeur.	J. Gryparis, ministre.
Sofia.	Dr G. Michahelles, ministre.	Comte de Tarnow-Tarnovski, ministre.		Féthi Bey, ministre.	A. Naoum, ministre.
Constantinople.	Baron de Wangenheim, ambassadeur.	Marquis de Pallavicini, ambassadeur.	A. Tocheff, ministre.		D. Panas, ministre.
Athènes.	Comte de Quadt, ministre.	Dr J. Szilassy, ministre.	G. Passarow, ministre (7 juillet 1914). Reprise des relations diplomatiques.	Kémaly Bey, ministre.	
Copenhague.	Comte de Brockdorff-Rantzau, ministre.	Comte Széchényi de Sarvar, ministre.	Non représentée.	H. C. Sillcowitz-Hansen, consul général.	Pas de représentant diplomatique. (P. Holm, consul.)
Madrid.	Prince de Ratibor, ambassadeur.	Prince de Furstenberg, ambassadeur.	Non représentée.	Sézaï Bey, ministre.	Le Ministre à Paris.
Christiania.	Comte d'Oberndorff, ministre.	Le Ministre à Copenhague.	Non représentée.	A. V. Bergvall, consul général.	O. Holter, consul général.
La Haye.	F. de Müller, ministre.	Baron de Giskra, ministre.	Pas de représentant diplomatique en 1914. P. H. Michew, ministre (1915).	Aristarchi Bey, ministre, puis Réouf Bey, chargé d'affaires.	Le Ministre, à Londres, puis A. Papadiamantopoulos, ministre.
Stockholm.	F. de Reichenau, ministre, puis baron Lucius de Stoedten, ministre en mission extraordinaire (12 avr. 1915).	Comte Hadik de Futak, ministre.	Non représentée.	Chékib Bey, ministre.	M. H. Gullberg, consul général.
Berne.	Baron de Romberg, ministre.	Baron de Gagern, ministre.	Non représentée en 1914. Le Ministre à Vienne en 1915.	Pas de représentant diplomatique. (Zia Bey, consul général à Genève.)	G. Caradja, ministre résident et consul général. (24 juillet 1914.)

	DANEMARK	ESPAGNE	NORVÈGE	PAYS-BAS	SUÈDE	SUISSE
Paris.	H. A. Bernhoft, ministre.	W. Ramirez, marquis de Villa Urrutia, ambassadeur, puis Espinosa de los Monteros marquis de Valtierra, ambassadeur (7 septembre 1914).	F. H. Wedel-Jarlsberg, ministre.	Chevalier de Stuers, ministre.	Comte Gyldenstolpe, ministre.	C. Lardy, ministre.
Londres.	H. de Grevenkop, ministre.	A. Merry del Val, ambassadeur.	B. Vogt, ministre.	Dr R. de Marees, ministre.	Comte Wrangel, ministre.	Dr G. Carlin, ministre.
Saint-Pétersbourg.	H. de Scavenius, ministre.	A. Morillo y Perez, Comte de Cartagena, Marquis de la Puerta, ambassadeur.	N. Prebensen, ministre.	Baron Sweerts, ministre.	P. H. E. Brändström, ministre.	Ed. Odier, ministre.
Bruxelles.	J. W. de Grevenkop, ministre.	Marquis de Villalobar, ministre.	Le Ministre à Copenhague.	Dr H. de Weede, ministre.	C. F. de Klercker, ministre.	Dr J. Borel, consul général.
Belgrade.	W. R. Godjeratz, consul.	Le Ministre à Bucarest.	H. Vögeli, consul.	Le Ministre à Bucarest.	Le Ministre à Vienne.	Ch. Voegeli, consul général.
Rome.	M. A. d'Oldenburg, chargé d'affaires.	R. Pina y Millet, ambassadeur.	Le Ministre à Berlin.	Dr W. de Welderen, ministre.	Baron de Bildt, ministre.	Dr J. B. Pioda, ministre.
Tokyo.	Comte P. Ahlefeldt, ministre.	R. G. de Uribarri, ministre.	P. B. Anker, chargé d'affaires et consul général.	Baron D. van Asbeck, ministre.	G. O. Wallenberg, ministre.	F. de Salis, ministre.
Lisbonne.	Le Ministre à Paris.	Marquis de Villasinda, ministre.	Le Ministre à Paris.	A. van der Goes, ministre.	Le Ministre à Madrid.	J. Mange, consul général.
Bucarest.	E. Lehner, consul général.	M. Multedo y Cortina, ministre.	O. Herzog, consul général.	Dr C. van Vredenburch, ministre.	Le Ministre à Vienne.	J. Staub, consul général.
Washington.	C. Brun, ministre.	J. de Riaño, ambassadeur.	H. H. Bryn, ministre.	Chevalier van Rappard, ministre.	W. A. F. Ekengren, ministre.	P. Ritter, ministre.

Berlin.	Comte C. Moltke, ministre.	L. Polo de Bernabé, ambassadeur.	Th. de Ditten, ministre.	Baron Gevers, ministre.	Comte F. A. Taube, ministre.	Dr A. de Claparède, ministre.
Vienne.	F. E. H. A. de Lerche, chargé d'affaires.	A. de Castro Casaléiz, ambassadeur.	Le Ministre à Berlin.	W. M. de Weede, ministre.	Baron Beck-Friis, ministre.	Dr J. Choffat, ministre.
Sofia.	A. Gorgas, consul général.	Le Ministre à Bucarest.	L. de Deken, consul général.	W. A. Royaards, chargé d'affaires.	Le Ministre à Constantinople.	J. Vögeli, consul.
Constantinople.	C. E. Wandel, ministre.	G. M. de Ory, ministre, puis J. M. del Arroyo, ministre (15 juin 1914).	L'Ambassade d'Allemagne est chargée des intérêts diplomatiques de la Norvège.	Dr van der Does, ministre.	P. G. A. C. d'Anckarsvärd, ministre.	Non représentée.
Athènes.	H. Romanos, consul général.	Le Ministre à Constantinople.	A. Baumann, consul général.	Dr J. E. de Stuhler, ministre et consul général.	Nic. Axélos, consul général.	L. Schneider, consul général.
Copenhague.		F. Gutierrez de Agilera, ministre.	Dr G. F. Hagerup, ministre.	Le Ministre, à Stockholm.	E. A. de Günther, ministre.	W. Schaffner, consul.
Madrid.	Le Ministre à Paris.		Le Ministre à Paris.	J. H. van Royen, ministre.	Baron Falkenberg, ministre.	H. Mengotti, ministre.
Christiania.	O. Krag, ministre.	Le Ministre à Copenhague.		Le Ministre à Stockholm.	Baron Ramel, ministre.	H. Tschudi, consul.
La Haye.	Le Ministre à Bruxelles.	F. Osorio y Etola, ministre.	Le Ministre à Copenhague.		Le Ministre à Bruxelles.	Le Ministre à Londres.
Stockholm.	I. B. de Scavenius, ministre.	J. Caro y Szechenyi, ministre, puis duc d'Amalfi, ministre (21 juillet 1914).	Dr J. Brunchorst, ministre.	Comte de Limburg-Stirum, ministre.		N. E. Frykholm, consul.
Berne.	Pas de représentant diplomatique. (W. Pestalozzi, consul à Zurich.)	F. de Reynoso, ministre.	Pas de représentant diplomatique. (Dr G. Wettstein, consul général à Zurich.)	Dr van Panhuys, ministre.	Pas de représentant diplomatique. (Baron de Geer, consul général à Genève.)	

TABLE DES MATIÈRES

COULOMMIERS
IMPRIMERIE
PAUL BRODARD

701-8-21.



